

ALMANACH

DE LA

QUESTION SOCIALE

(ILLUSTRÉ)

Pour 1896

REVUE ANNUELLE DU SOCIALISME INTERNATIONAL

(Sixième année)

Sous la Direction de P. ARGYRIADÈS

L'Almanach est chose plus grave que ne le croient les esprits fuyés.

MULLER.



PARIS

A L'ADMINISTRATION DE LA « QUESTION SOCIALE »

5, Boulevard Saint-Michel

Dépôt général : chez J. GAGNÉ et BOULINIER, 19, Boulevard Saint-Michel

EN VENTE DANS TOUTES LES GARES

18 MARS



.... Elle aura sa revanche
Vive le son du canon !

(La Carmagnole.)

AVANT - PROPOS

Grâce à ses progrès gigantesques, le socialisme jette l'épouvante partout, dans le monde capitaliste et parmi les gouvernants qui prennent les mesures les plus arbitraires et les plus révoltantes pour l'enrayer.

Peine inutile. Il triomphera quand même et malgré toutes les mesures réactionnaires qu'on prendra contre lui, car le socialisme moderne, n'est pas une formule sortie du cerveau de quelqu'un, c'est une nécessité économique, impérieuse, à laquelle rien ne peut résister.

C'est pour démontrer cette vérité, ignorée malheureusement par beaucoup, que l'Almanach de la Question sociale accumule tous les ans preuves sur preuves, arguments sur arguments. Que ceux qui, sans le connaître, sont les plus prévenus contre le socialisme, lisent sans parti pris nos Almanachs. Ils y verront, — à côté de l'évidence scientifique des faits de l'évolution — qu'ils sont tous intéressés à la transformation du régime actuel qui, par ses désordres économiques, fait que personne aujourd'hui — sauf les milliardaires... et encore! — n'est sûr d'éviter la misère, ou d'avoir un morceau de pain, un abri dans sa vieillesse. Ils y verront aussi combien sont épouvantables les catastrophes qu'occasionne le capitalisme et ils penseront avec nous qu'il est temps d'en finir avec cet immense et désespérant désordre.

Nous ne sommes pas les ennemis des hommes, quels qu'ils soient, car si beaucoup sont méchants, rapaces et même cruels, c'est le régime néfaste que nous subissons qui, le plus souvent, les rend tels. C'est donc au régime seul que nous nous attaquons et si, parfois, nous nous irritons contre les hommes, c'est qu'ils veulent prolonger en connaissance de cause un régime meurtrier et criminel pour un simple intérêt égoïste.

P. A.

ANNUAIRE POUR L'ANNÉE 1896

- Année 6609 De la période julienne.
- 2672 Des Olympiades, ou la 4^e année de la 668^e Olympiade commence en juillet 1895, en fixant l'ère des Olympiades 775 ans et demi avant J.-C., ou vers le 1^{er} juillet de l'an 3938 de la période julienne.
 - 2649 De la fondation de Rome, selon Varron.
 - 2643 Depuis l'ère de Nabonassar, fixée au mercredi 26 février de l'an 3967 de la période julienne, ou 747 ans avant J.-C. selon les chronologistes, et 746 suivant les astronomes.
 - 1896 Du calendrier grégorien établi en octobre 1582, depuis 313 ans; elle commence le mercredi 1^{er} janvier.
 - 1896 Du calendrier julien ou russe, commence 12 jours plus tard, le lundi 13 janvier.
 - 104 Du calendrier républicain français, commence le lundi 23 septembre 1895, et l'année 105 commence le mardi 22 septembre 1896.
 - 24 Du calendrier socialiste, commence le mercredi 20 mars 1895, et l'année 25 commence le vendredi 20 mars 1896 (1).
 - 5656 De l'ère des Juifs; commence le jeudi 19 septembre 1895 et l'année 5657 commence le mardi 8 septembre 1896.
 - 1313 De l'hégire, calendrier ture, commence le lundi 24 juin 1895 et l'année 1314 commence le vendredi 12 juin 1896, suivant l'usage de Constantinople, d'après l'*Art de vérifier les dates*.

ÉCLIPSES

Il y aura en 1896 deux éclipses de soleil et deux éclipses de lune.

1. Éclipse annulaire de soleil, le 13 février 1896, invisible à Paris.
2. Éclipse partielle de lune, le 28 février 1896, en partie visible à Paris.
3. Éclipse totale de soleil, le 8 août 1896, invisible à Paris.
4. Éclipse partielle de lune, le 22 août 1896, en partie visible à Paris.

(1) Les personnes qui désirent des renseignements sur le calendrier socialiste sont priées de se rapporter à notre Almanach de l'année 1891.

LEVERS et COCCHAS du SOLEIL		AN 1896 du CALENDRIER GRÉGO- RIEN	AN 104 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 24 de la COMMUNE — CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	JANVIER	NIVOSE	NIVOSE	
7 56	4 11	1 M	11 Granit	18 tridi	1642 Newton.
7 56	4 12	2 J	12 Argile	19 quartidi	1800 Naissance de H. Heine.
7 56	4 14	3 V	13 Ardoise	20 <i>quintidi</i>	Les Gracques.
7 56	4 15	4 S	14 Grès	21 primidi	1885 Mort de P. Tkatchoff.
7 56	4 16	5 D	15 <i>Lapin</i>	22 duodi	Spartacus.
7 55	4 17	6 L	16 Silex	23 tridi	Pythagore.
7 55	4 18	7 M	17 Marne	24 quartidi	1878 Mort de F.-V. Raspail.
7 55	4 19	8 M	18 Pierre à chaux	25 <i>quintidi</i>	Epicure.
7 54	4 20	9 J	19 Marbre	26 primidi	Lucrèce.
7 54	4 22	10 V	20 VAN	27 duodi	Platon, 1 ^{er} communiste.
7 53	4 23	11 S	21 Pierre à plâtre	28 tridi	Anaxagore.
7 53	4 24	12 D	22 Sel	29 quartidi	1846 Mort de Troncin.
7 52	4 26		23 Fer	30 <i>quintidi</i>	1881 Mort de Theisz.
		13 L		PLUVIOSE	
7 52	4 27	14 M	24 Cuivre	1 primidi	Eschyle.
7 51	4 29	15 M	25 <i>Chat</i>	2 duodi	1808 Naissance de Proudhon.
7 50	4 30	16 J	26 Etain	3 tridi	Solon.
7 50	4 31	17 V	27 Plomb	4 quartidi	Lycurgue.
7 49	4 33	18 S	28 Zinc	5 <i>quintidi</i>	Zoroastre.
7 48	4 34	19 D	29 Mercure	6 primidi	1865 Mort de Proudhon.
7 47	4 36		30 CRIBLE	7 duodi	1737-1814 Bernardin de Saint- Pierre.
		20 L	PLUVIOSE		
7 46	4 37		1 Lauréole	8 tridi	Mort de Herten. — Exécution de Louis XVI.
		21 M			
7 45	4 39	22 M	2 Mousse	9 quartidi	1336 Supp. de J. de Leyde.
7 44	4 40	23 J	3 Fragon	10 <i>quintidi</i>	Rabelais.
7 43	4 42		4 Perce-neige	11 primidi	1878 Vera Zassoulitch tire sur Trépoïf.
		24 V			
7 42	4 44	25 S	5 <i>Taureau</i>	12 duodi	Confucius.
7 41	4 45	26 D	6 Laur-Thym	13 tridi	Papinien.
7 40	4 47	27 L	7 Amadouvier	14 quartidi	Lucain.
7 38	4 48	28 M	8 Mezerdon	15 <i>quintidi</i>	1878 Ouv. du Cong. de Lyon.
7 37	4 50	29 M	9 Peuplier	16 primidi	1778-1851 Bolingbroke.
7 36	4 52	30 J	10 COIGNÉS	17 duodi	1592 Mort de Montaigne.
7 35	4 53	31 V	11 Ellébore	18 tridi	1530-1562 La Boétie.

Phases lunaires.

D. Q. le 7, à 3 h. 34 soir.
N. L. le 14, à 10 h. 29 soir.

P. Q. le 23, à 2 h. 51 matin.
P. L. le 30, à 9 h. 5 matin.

LEVER et COUCHER du SOLEIL		AN 1896 du CALENDRIER GRÉGORIEN	AN 104 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 24 de la COMMUNE CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES ET DE LA LIBRE-PENSÉE
		FÉVRIER	PLUVIOSE	PLUVIOSE	
h. m.	h. m.	1 S	12 Brocoli	19 quartidi	Cornélie, mère des Gracques.
7 33	4 55	2 D	13 Laurier	20 quintidi	1798-1874 Michelet.
7 32	4 57	3 L	14 Avelinier	21 primidi	1848-49 Icarions s'embarquent au Havre, pour le Texas.
7 31	4 58				Condamnation de Myschkine.
7 29	5 0	4 M	15 Vache	22 duodi	1619 Supplice de Vanini.
7 28	5 2	5 M	16 Buis	23 tridi	Lucien.
7 26	5 3	6 J	17 Lichen	24 quartidi	Supplice de Reinsdorf et Kuch- ler.
7 25	5 3	7 V	18 If	25 quintidi	1524-1579 Camoëns.
7 23	5 7	8 S	19 Pulmonaire	26 primidi	1788-1860 Shopenhäuer.
7 22	5 8	9 D	20 SERPENTE	27 duodi	1755 Mort de Montesquieu.
7 20	5 10	10 L	21 Thlaspi	28 tridi	1630 Mort de Descartes.
7 18	5 12	11 M	22 Thymélé	29 quartidi	1647-1706 Bayle.
7 17	5 13	12 M	23 Chiendent	30 quintidi	
				VENTOSE	
7 15	5 15	13 J	24 Trainasse	1 primidi	1882 Mort de Jessa Heffmann.
					1885 Mort de Jules Vallès.
7 13	5 17	14 V	25 Lièvre	2 duodi	Julien l'apostat.
7 11	5 18	15 S	26 Guède	3 tridi	1364 Naissance de Galilée.
7 10	5 20	16 D	27 Noisetier	4 quartidi	Pyrrhon.
7 8	5 21	17 L	28 Cyclamen	5 quintidi	1600 Supplice de J. Bruno.
7 6	5 23	18 M	29 Chéridoine	6 primidi	1563 Michel-Ange.
7 4	5 25	19 M	30 TRAINEAU	7 duodi	1584-1656 M. Molé.
			VENTOSE		
7 2	5 26	20 J	1 Tussillage	8 tridi	1694 Naissance de Voltaire.
7 1	5 28	21 V	2 Cornouiller	9 quartidi	Victor Considérant.
6 59	5 30	22 S	3 Violier	10 quintidi	Brutus.
6 57	5 31	23 D	4 Troène	11 primidi	Cassius.
6 55	5 33	24 L	5 Bouc	12 duodi	1468 Mort de Gutemberg.
6 53	5 34	25 M	6 Asaret	13 tridi	Fête du suffrage universel.
6 51	5 36	26 M	7 Alaterne	14 quartidi	Tacite.
6 49	5 38	27 J	8 Violette	15 quintidi	1854 Mort de Lamennais.
6 47	5 39	28 V	9 Marceau	16 primidi	Juvénal.
6 45	5 41	29 S	10 Bêche	17 duodi	Darvin.

Phases lunaires.

D. Q. le 6, à 0 h. 48 matin.

N. L. le 13, à 4 h. 22 soir.

P. Q. le 21, à 9 h. 24 soir.

P. L. le 28, à 8 h. 1 soir.

LEVERS et COUCHERS du SOLEIL		AN 1896 du CALENDRIER GRÉGO- RIEN	AN 104 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 24 de la COMMUNE — CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPIHÉMÉRIDES SOCIALISTES ET DE LA LIBRE-PENSÉE
		MARS	VENTOSE	VENTOSE	
h. m.	h. m.	1 D	11 Narcisse	18 tridi	1854 M. et Mme Gamond.
6 43	5 42	2 L	12 Orme	19 quartidi	1792-1822 Shelley.
6 41	5 44	3 M	13 Fumeterre	20 <i>quintidi</i>	1654-1722 Mme Dacier.
6 39	5 46	4 M	14 Velar	21 primidi	1541-1603 Charron.
6 37	5 47	5 J	15 <i>Chèvre</i>	22 duodi	1749 Frérot.
6 35	5 49	6 V	16 Épinards	23 tridi	1866 Proc. de l'Int. des trav.
6 33	5 50	7 S	17 Doronic	24 quarilidi	1879 Exécution de Knoop.
6 31	5 52	8 D	18 Mouron	25 <i>quintidi</i>	1888 Mort de Brinstein.
6 29	5 53	9 L	19 Cerfeuil	26 primidi	1762 Sapplico de Calas.
6 27	5 55	10 M	20 CORDEAU	27 duodi	1872 Mort de Mazzini.
6 25	5 56	11 M	21 Mandragore	28 tridi	1654-1586 Sidney.
6 23	5 58	12 J	22 Persil	29 quartidi	1560-1644 Sully.
6 21	6 0	13 V	23 Cochléaria	30 <i>quintidi</i>	1881 Exéc. du tzar Alex. II.
6 19	6 1	14 S	24 Pâquerette	31 primidi	1883 Mort de Karl Marx.
6 17	6 3	15 D	25 <i>Thon</i>	32 duodi	1313-1415 Jean Huss.
6 15	6 4	16 L	26 Pissenlit	33 tridi	1873 Cong. soc. de Bologne.
6 13	6 6	17 M	27 Silvie	34 quartidi	1849 Suppl. de Daix et Lahr.
6 11	6 7	18 M	28 Capillaire	35 <i>quintidi</i>	1871 Commune de Paris.
6 8	6 9	19 J	29 Frêne	36 <i>SIXIÈME</i>	1888 Cong. de la Libre-Pensée à Oran.
				AN 25	
				GERMINAL	
6 4	6 12	20 V	30 PLANTOIR	1 primidi	Fête de la Fraternité universelle.
			GERMINAL		
6 2	6 13	21 S	1 Primevère	2 duodi	Sup. de V. Bramboschet Jurkov.
6 0	6 15	22 D	2 Platane	3 tridi	1632-1704 Locke.
5 58	6 16	23 L	3 Asperge	4 quartidi	1819 Sand exéc. Kotzébuë.
5 56	6 18	24 M	4 Tulipe	5 <i>quintidi</i>	1794 Mort d'Anacharsis Clootz.
5 54	6 19	25 M	5 <i>Poule</i>	6 primidi	1672-1719 Addison.
5 51	6 21	26 J	6 Bette	7 duodi	Le curé Meslier.
5 49	6 22	27 V	7 Bouleau	8 tridi	1794 Mort de Condorcet.
5 47	6 24	28 S	8 Jonquille	9 quartidi	Svétozar Markovitch.
5 45	6 25	29 D	9 Aulne	10 <i>quintidi</i>	1884 Congrès de Roubaix.
5 43	6 27	30 L	10 Couvoir	11 primidi	1647-1714 Denis Papin.
5 41	6 28	31 M	11 Pervenche	12 duodi	1705-1781 Saurin auteur de <i>Spartacus</i> .

Phases lunaires.

D. Q. le 6, à 41 h. 38 matin.
N. L. le 14, à 10 h. 57 matin.

P. Q. le 22, à 0 h. 6 soir.
P. L. le 29, à 5 h. 31 matin.

ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES
ET DE LA
LIBRE-PENSÉE

LEVERS et COUCHERS du SOLEIL		AN 1896 du CALENDRIER GRÉGORIEN	AN 104 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 25 de la COMMUNE CALENDRIER SOCIALISTE	
		AVRIL	GERMINAL	GERMINAL	
h. m.	h. m.	1 M	12 Charrue	13 tridi	1744 Naissance de Lamark.
5 39	6 30	2 J	13 Morille	14 quartidi	1871 Mort de Flourens.
5 37	6 31	3 V	14 Hêtre	15 <i>quintidi</i>	1871 Mort de Duval.
5 35	6 33	4 S	15 Abeille	16 primidi	1695 La Fontaine.
5 33	6 34	5 D	16 Laitue	17 duodi	1885 Ouverture du Congrès de Bruxelles.
5 31	6 36	6 L	17 Mêleze	18 tridi	1871 Mort de Bourgoïn.
5 29	6 37	7 M	18 Ciguë	19 quartidi	1772 Naiss. de Ch. Fourier.
5 27	6 39	8 M	19 Radis	20 <i>quintidi</i>	1834 Insurr. de la faim à Lyon.
5 24	6 40	9 J	20 Ruche	21 primidi	1732-1807 Lalande.
5 22	6 42	10 V	21 Gainier	22 duodi	Ferdinand Gambon.
5 20	6 43	11 S	22 Romaine	23 tridi	1825 Naissance de Lassalle.
5 18	6 45	12 D	23 Maronnier	24 quartidi	1871 Mort de P. Leroux.
5 16	6 46	13 L	24 Roquette	25 <i>quintidi</i>	1834 Massacre de la rue Trans- nonain.
5 14	6 47	14 M	25 Pigeon	26 primidi	Emile Digeon.
5 12	6 49	15 M	26 Lilas	27 duodi	1881 Mort de S. Perowskaïa.
5 10	6 50	16 J	27 Anémone	28 tridi	1847 Exéc. prolét. à Buzançais
5 9	6 52	17 V	28 Pensée	29 quartidi	1790 Mort de Franklin.
5 7	6 53	18 S	29 Myrtille	30 <i>quintidi</i>	1763-1794 Chaumette.
5 5	6 55	19 D	30 GREFFOIR	FLOREAL	
5 3	6 56	20 L	FLOREAL	1 primidi	1583-1645 Grotius.
5 1	6 58	21 M	1 Rose	2 duodi	Hérodote.
4 59	6 59	22 M	2 Chêne	3 tridi	1747-1827 Volta.
4 57	7 1	23 J	3 Fougère	4 quartidi	Aristarque.
4 55	7 2	24 V	4 Aubépine	5 <i>quintidi</i>	1785 Mort de Mably.
4 53	7 4	25 S	5 Rossignol	6 primidi	1547-1616 Cervantès.
4 52	7 5	26 D	6 Ancolie	7 duodi	1860 Ouv. du Cong. à Gand.
4 50	7 7	27 L	7 Muguet	8 tridi	1544-1595 Le Tasse.
4 48	7 8	28 M	8 Champignon	9 quartidi	1849 Condamn. de Lacollonge.
4 46	7 9	29 M	9 Hyacinthe	10 <i>quintidi</i>	Euclide.
4 44	7 11	30 J	10 RATEAU	11 primidi	1750-1803 Sylvain Maréchal.
4 43	7 12		11 Rhubarbe	12 duodi	1869 Mort de Thoré.

Phases lunaires.

D. Q. le 5, à 0 h. 34 matin.
N. L. le 13, à 4 h. 32 matin.

P. Q. le 20, à 10 h. 56 soir.
P. L. le 27, à 1 h. 57 soir.

LEVERS et COUCHERS du SOLEIL		AN 1896 du CALENDRIER GRÉGO- RIEN	AN 104 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 25 de la COMMUNE — CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	MAI	FLOREÁL	FLOREÁL	
4 41	7 14	1 V	12 Sainfoin	13 tridi	Manifestation ouv. inter. Martyrs de Fourmies. Fête du travail.
4 39	7 15	2 S	13 Bâton d'or	14 quartidi	1818 Naiss. de Karl. Marx.
4 38	7 17	3 D	14 Chamérisier	15 quintidi	1867 Mort d'A. Delvaux.
4 36	7 18	4 L	15 <i>Ver à soie</i>	16 primidi	1681-1741 Rollin.
4 34	7 20	5 M	16 Consoude	17 duodi	Archimède.
4 33	7 21	6 M	17 Pimprenelle	18 tridi	1715-1780 Condillac.
4 31	7 22	7 J	18 Corbeille d'or	19 quartidi	Socrate.
4 30	7 24	8 V	19 Arroche	20 quintidi	1632-1677 Spinoza.
4 28	7 25	9 S	20 SARCLOIR	21 primidi	1805 Mort de Schiller.
4 27	7 27	10 D	21 Statice	22 duodi	1536-1616 Du Harley.
4 25	7 28	11 L		23 tridi	1707-1788 Bulfon. Fête des parents.
4 24	7 29	12 M	22 Friillaire	24 quartidi	Homère.
4 23	7 31	13 M	23 Bourrache	25 quintidi	1571-1630 Kepler.
4 21	7 32	14 J	24 Valériane	26 primidi	Exécution d'Ossinsky.
4 20	7 33	15 V	25 <i>Carpe</i>	27 duodi	F. Vidal.
			26 Fusain		Manif. à Mars. en fav. de Jessa Helfmann. Le drap. rouge porté p. la cit. P. Mink est arboré pour la 1 ^{re} fois en France depuis la Commune.
4 19	7 35	16 S	27 Civette	28 tridi	1802-1885 Victor Hugo.
4 17	7 36	17 D	28 Buglose	29 quartidi	Auguste Roussel.
4 16	7 37	18 L	29 Senevé	30 quintidi	1803-1875 E. Quinet.
				PRAIRIAL	
4 15	7 38	19 M	30 HOULETTE	1 primidi	1825 Mort de Saint Simon.
			PRAIRIAL		
4 14	7 40	20 M	1 Luzerne	2 duodi	1471 Naiss. d'Alb. Durer.
4 13	7 41	21 J	2 Hémerocalle	3 tridi	1566 Mort de Chr. Colomb.
4 12	7 42	22 V	3 Trèfle	4 quartidi	1639 Mort de Campanella.
4 10	7 43	23 S	4 Angélique	5 quintidi	1808 Procès de l'Internationale
4 9	7 45	24 D	5 <i>Conard</i>	6 primidi	1498 Mort de Savonarole.
4 8	7 46	25 L	6 Mélisse	7 duodi	1871 Martyrs de la Commune.
4 8	7 47	26 M	7 Fromental	8 tridi	1871 Mort de Delescluze.
4 7	7 48	27 M	8 Martagon	9 quartidi	1871 Mort de Millière.
4 6	7 49	28 J	9 Serpolet	10 quintidi	1797 Mort de Babeuf et Darthé
4 5	7 50	29 V	10 FAULX	11 primidi	1871 Mort de Varlin.
4 4	7 51	30 S	11 Fraise	12 duodi	1214-1294 Roger Bacon.
4 4	7 52	31 D	12 Bétouine	13 tridi	1813-1878 Claude Bernard.

Phases lunaires.

D. Q. le 4, à 3 h. 35 soir.
N. L. le 12, à 7 h. 55 soir.

P. Q. le 20, à 6 h. 30 matin.
P. L. le 26, à 10 h. 6 soir.

LEVERS et COUCHERS du SOLEIL		AN 1806 du CALENDRIER GRÉGO- RIEN	AN 104 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 25 de la COMMUNE — CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES ET DE LA LIBRE-PENSÉE
<i>h. m.</i>	<i>h. m.</i>	JUIN	PRAIRIAL	PRAIRIAL	
4 3	7 53	1 L	13 Pois	14 quartidi	1822 Mort de Garibaldi.
4 2	7 54	2 M	14 Acacia	15 <i>quintidi</i>	Fête des sciences. 1881 : Con- damn. des manif. du 15 mai : Paule Minck, Fava et docteur Susini.
4 2	7 55	3 M	15 <i>Caille</i>	16 primidi	1785-1857 Frédéric Sauvage.
4 1	7 56	4 J	16 OEillet	17 duodi	1752-1834 Jacquart.
4 0	7 57	5 V	17 Surcou	18 tridi	1732-1792 Arkwright.
4 0	7 57	6 S	18 Pavot	19 quartidi	1832 Insur. du cloître St-Merri.
4 0	7 58	7 D	19 Tilleul	20 <i>quintidi</i>	Hobbes.
3 59	7 59	8 L	20 FOURCHE	21 primidi	1809 Mort de Th. Payne.
3 59	8 0	9 M	21 Barbeau	22 duodi	1525 Mort de Geyer.
3 59	8 0	10 M	22 Camomille	23 tridi	1869 Fusill. de la Ricamarie.
3 58	8 1	11 J	23 Chèvrefeuille	24 quartidi	1499-1582 Bernard de Palissy.
3 58	8 1	12 V	24 Caille-lait	25 <i>quintidi</i>	Georges Duchêne.
3 58	8 2	13 S	25 <i>Tanche</i>	26 primidi	1803-1883 Toussenal.
3 58	8 2	14 D	26 Jasmin	27 duodi	Georges Avenel.
3 58	8 3	15 L	27 Verveine	28 tridi	1831 Mort de Wat-Tyler.
3 58	8 3	16 M	28 Thym	29 quartidi	C.-A. Rosetti.
3 58	8 4	17 M	29 Pivcine	30 <i>quintidi</i>	Sophocle.
3 58	8 4	18 J	30 CHARIOT	MESSIDOR	Théocrite.
			MESSIDOR	1 primidi	
3 58	8 4	19 V	1 Seigle	2 duodi	1782 Naissance de Lamennais.
3 58	8 5	20 S	2 Avoine	3 tridi	1882 Supplice de Pougatcheff.
3 58	8 5	21 D	3 Oignon	4 quartidi	1866 Mort de Buchez.
3 58	8 5	22 L	4 Véronique	5 <i>quintidi</i>	1810-1838 Ilégès. Moreau.
3 59	8 5	23 M	5 <i>Mulet</i>	6 primidi	1848 Insurrection dans Paris.
3 59	8 5	24 M	6 Romarin	7 duodi	1848 M. de Roguinard et Belval.
3 59	8 5	25 J	7 Concombre	8 tridi	1848 Mort de Laroque.
4 0	8 5	26 V	8 Echalotte	9 quartidi	1869 Mort de Barbès.
4 0	8 5	27 S	9 Absinthe	10 <i>quintidi</i>	Diogène.
4 1	8 5	28 D	10 FAUCILLE	11 primidi	1863 Mort de J. Reynaud.
4 1	8 5	29 L	11 Coriandre	12 duodi	1878 Mort de Baudet Dulry.
4 2	8 5	30 M	12 Artichaut	13 tridi	1876 Mort de Bakounine.

Phases lunaires.

D. Q. le 3, à 8 h. 12 matin.

N. L. le 11, à 8 h. 52 matin.

P. Q. le 18, à 11 h. 50 matin.

P. L. le 25, à 7 h. 4 matin.

LEVERS et COUCHERS du SOLEIL		AN 1886 du CALENDRIER GRÉGORIEN	AN 104 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 25 de la COMMUNE — CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	JUILLET	MESSIDOR	MESSIDOR	
4 3 8	4	1 M	13 Giroflée	14 quartidi	1775-1834 Schelling.
4 3 8	4	2 J	14 Lavande	15 quintidi	1869 Mort de Barrault.
4 4 8	4	3 V	15 Chamois	16 primidi	1778 Mort de J.-J. Rousseau.
4 5 8	3	4 S	16 Tabac	17 duodi	1789-1824 Schiller.
4 5 8	3	5 D	17 Groseille	18 tridi	Joseph Fontana.
4 6 8	3	6 L	18 Gesse	19 quartidi	1833 Supplice de Thomas Mo- rus.
4 7 8	2	7 M	19 Cerise	20 quintidi	1740-1783 Frères Mongolfiers.
4 8 8	1	8 M	20 Panc	21 primidi	1870 Proc. de l'Internat.
4 9 8	1	9 J	21 Menthe	22 duodi	1873 Insurrection d'Alcoy.
4 9 8	0	10 V	22 Cumin	23 tridi	Théophraste.
4 10 8	0	11 S	23 Haricot	24 quartidi	Epictète.
4 11 7 59		12 D	24 Orcanète	25 quintidi	1873 Insurrection de Cartha- gène.
4 12 7 58		13 L	25 Pintade	26 primidi	1877 Supplice de Bogoluboff.
4 13 7 57		14 M	26 Saugé	27 duodi	1789 Prise de la Bastille.
4 14 7 56		15 M	27 Ail	28 tridi	1793 Marat.
4 16 7 56		16 J	28 Vesce	29 quartidi	1832 Mort de Talabot.
4 17 7 55		17 V	29 Blé	30 quintidi	1857 Mort de Béranger.
4 18 7 54		18 S	30 CHALÉMIÉ	THERMIDOR	1746-1803 T. Louverture.
4 19 7 53			THERMIDOR	1 primidi	
4 20 7 52		19 D	1 Epeautre	2 duodi	Vercingétorix.
4 21 7 50		20 L	2 Bouillon-Blanc	3 tridi	1623-1662 Pascal.
4 22 7 49		21 M	3 Melon	4 quartidi	1892 Mort de Léon Cladel.
4 24 7 48		22 M	4 Ivraie	5 quintidi	1668-1747 Le Sage.
4 25 7 47		23 J	5 Bétier	6 primidi	1857 Mort de Car. Pisacane.
4 26 7 46		24 V	6 Prêle	7 duodi	Esopé.
4 27 7 46		25 S	7 Armoise	8 tridi	1564-1616 Shakespeare.
4 27 7 44		26 D	8 Carthame	9 quartidi	1737-1813 Parmentier.
4 29 7 43		27 L	9 Mûres	10 quintidi	Rigas Feraïos.
4 30 7 42		28 M	10 ARROSOIR	11 primidi	Théodor Vladimirescu.
4 31 7 40		29 M	11 Panis	12 duodi	1784 Mort de Diderot.
4 32 7 39		30 J	12 Salicor	13 tridi	Virgile.
4 34 7 38		31 V	13 Abricot	14 quartidi	Cratès.

Phases lunaires.

D. Q. le 3, à 1 h. 33 matin.
N. L. le 10, à 7 h. 44 soir.

P. Q. le 17, à 4 h. 44 soir.
P. L. le 24, à 5 h. 55 soir.

LEVERS et COUCHERS du SOLEIL		AN 1896 du CALENDRIER GRÉGO- RIEN	AN 104 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 25 de la COMMUNE — CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	AOUT	THERMIDOR	THERMIDOR	
4 35	7 36	1 S	14 Basilic	15 <i>quintidi</i>	1842 Mort de V. d'Argent.
4 36	7 35	2 D	15 <i>Brebis</i>	16 <i>primidi</i>	Madame Ackermann.
4 38	7 33	3 L	16 Guimauve	17 <i>duodi</i>	1889 Mort de Félix Pyat.
4 39	7 32	4 M	17 Lin	18 <i>tridi</i>	1622-1673 Molière.
4 40	7 30	5 M	18 Amande	19 <i>quartidi</i>	1888 Mort d'Eudes. 1895 Mort d'Engels.
4 42	7 29	6 J	19 Gentiane	20 <i>quintidi</i>	1749-1791 Mirabeau.
4 43	7 27	7 V	20 Ecluse	21 <i>primidi</i>	1849 Supplice d'E. Elsenhaus.
4 45	7 25	8 S	21 Carline	22 <i>duodi</i>	1766-1836 Rouget de l'Isle. 1895 Mort de Thivrier.
4 46	7 24	9 D	22 Caprier	23 <i>tridi</i>	1889 Mort de Gagneur.
4 47	7 22	10 L	23 Lentille	24 <i>quartidi</i>	1707-1794 Danton.
4 49	7 20	11 M	24 Aunée	25 <i>quintidi</i>	1467-1536 Erasme.
4 50	7 18	12 M	25 <i>Loutre</i>	26 <i>primidi</i>	1888 Mort de Flotte.
4 52	7 17	13 J	26 Myrte	27 <i>duodi</i>	1889 Argyriadès plaide pour Mme Souhain qui, poussée par la misère, a tué ses 5 enfants.
4 53	7 15	14 V	27 Colza	28 <i>tridi</i>	Périclès. 1688-1744 Pope.
4 54	7 13	15 S	28 Lupin	29 <i>quartidi</i>	1886 Procès du meeting du Château-l'Eau
4 56	7 11	16 D	29 Coton	30 <i>quintidi</i>	1765-1815 Fulton.
4 57	7 10	17 L	30 Moulin	FRUCTIDOR	
			FRUCTIDOR	1 <i>primidi</i>	1804-1876 George Sand.
4 59	7 8	18 M	1 Prune	2 <i>duodi</i>	1773-1842 S. de Simondi.
4 0	7 6	19 M	2 Millet	3 <i>tridi</i>	Condammation de Testulat.
5 1	7 4	20 J	3 Lycopode	4 <i>quartidi</i>	1888 Congrès de Wyden.
5 3	7 2	21 V	4 Escourgeon	5 <i>quintidi</i>	1893 Mort de Pichio.
5 4	7 0	22 S	5 <i>Saumon</i>	6 <i>primidi</i>	1878 Procès cong. soc. de Paris.
5 6	6 58	23 D	6 Tubéreuse	7 <i>duodi</i>	1886 Confér. intern. ouvrière.
5 7	6 56	24 L	7 Suction	8 <i>tridi</i>	1723-1790 Adam Smith.
5 8	6 54	25 M	8 Apocyn	9 <i>quartidi</i>	1727-1781 Turgot.
5 10	6 52	26 M	9 Réglisse	10 <i>quintidi</i>	1848 Condamm. de Racary.
5 11	6 50	27 J	10 Echelle	11 <i>primidi</i>	1837 Procès St Simoniens.
5 13	6 48	28 V	11 Pastèque	12 <i>duodi</i>	1619-1683 Colbert.
5 14	6 46	29 S	12 Fenouil	13 <i>tridi</i>	1871 Mort de Gustave Tridon.
5 16	6 44	30 D	13 Epine-Vinette	14 <i>quartidi</i>	1870 Cong. int. de Rouen.
5 17	6 42	31 L	14 Noix	15 <i>quintidi</i>	1874 Mort de Lassalle.

Phases lunaires.

D. Q. le 1, à 6 h. 44 soir. P. Q. le 15, à 9 h. 12 soir.
 N. L. le 9, à 5 h. 44 matin. P. L. le 23, à 7 h. 14 matin.
 P. Q. le 31, à 11 h. 5 matin.

LEVERS et COUCHERS du SOLEIL		AN 1890 du CALENDRIER GRÉGORIEN	AN 104 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 25 de la COMMUNE — CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	SEPT.	FRUCTIDOR	FRUCTIDOR	
5 18	6 40	1 M	15 <i>Truite</i>	16 primidi	1867 Cong. int. de Lausanne.
5 20	6 38	2 M	16 Citron	17 duodi	1872 Cong. int. de La Haye.
5 21	6 36	3 J	17 Cardière	18 tridi	Gougenot Desmousseaux.
5 23	6 34	4 V	18 Nerprun	19 quartidi	Fra Paolo.
5 24	6 32	5 S	19 Tagette	20 <i>quintidi</i>	1368 Naissance de Campanella
5 25	6 30	6 D	20 Horre	21 primidi	1775-1847 O'Connell.
5 27	6 28	7 L	21 Eglantier	22 duodi	John Brown.
5 28	6 26	8 M	22 Noisetie	23 tridi	1874 Cong. int. de Genève.
5 30	6 24	9 M	23 Houblon	24 quartidi	1877 Cong. univ. de Gand.
5 31	6 21	10 J	24 Sorgho	25 <i>quintidi</i>	O'Donnell.
5 33	6 19	11 V	25 <i>Ecrevisse</i>	26 primidi	1723-1789 D'Holbach.
5 34	6 17	12 S	26 Bigarade	27 duodi	1806-1872 Lachambaudie.
5 35	6 15	13 D	27 Verge d'or	28 tridi	1893 Mort de Benoit Maion.
5 37	6 13	14 L	28 Mais	29 quartidi	1321 Mort du Dante.
5 38	6 11	15 M	29 Marron	30 <i>quintidi</i>	1866 Suppl. de Karakosoff.
				VENDEMIARE	
5 40	6 9	16 M	30 PANIEN	1 primidi	1837 Mort de Buonarotti.
5 41	6 7	17 J	1 Fêtes de la Vertu	2 duodi	1889 Cong. univ. libre-pensée.
5 43	6 5	18 V	2 — du Génie	3 tridi	1881 Cong. libre-pensée Paris.
5 44	6 2	19 S	3 — du Travail	4 quartidi	Micéne.
5 45	6 0	20 D	4 — de l'Opinion	5 <i>quintidi</i>	Hippocrate.
5 47	5 58	21 L	5 — des Recomp.	6 primidi	1792 Proclam. de la Répub.
			SANS COLORTINES		
			AN 105		
			VENDEMIARE		
5 48	5 56	22 M	1 Raisin	7 duodi	1738 Boerhave.
5 50	5 54	23 M	2 Safran	8 tridi	1876 Cond. de Boutofskaja.
5 51	5 52	24 J	3 Chataigne	9 quartidi	1882 Congrès de St-Etienne et de Roanne.
5 53	5 50	25 V	4 Colchique	10 <i>quintidi</i>	1884 Cong. libre-pensée Paris.
5 54	5 48	26 S	5 <i>Cheval</i>	11 primidi	1762-1794 Camille Desmoulins.
5 55	5 46	27 D	6 Balsamine	12 duodi	Diagoras, l'athée
5 57	5 43	28 L	7 Carotte	13 tridi	1864 Fondat. de l'Internat.
5 58	5 41	29 M	8 Amarantlie	14 quartidi	Démosthènes.
6 0	5 39	30 M	9 Panais	15 <i>quintidi</i>	1883 Cong. nation. à Paris.

Phases lunaires

N. L. le 7, à 1 h. 53 soir.

P. L. le 21, à 10 h. 59 soir.

P. Q. le 14, à 4 h. 19 matin.

D. Q. le 30, à 2 h. 8 matin.

ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES
ET DE LA
LIBRE-PENSÉE

LÈVÉS et COUCHÉS du SOLEIL		AN 1896 du CALENDRIER GREGO- RIEN	AN 105 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 25 de la COMMUNE — CALENDRIER SOCIALISTE	
		OCTOBRE	VENDÉMAIRE	VENDÉMAIRE	
h. m.	h. m.	1 J	10 CUBE	16 primidi	1812-1870 Dickens.
6 1	5 37	2 V	11 Pomme de terre	17 duodi	1876 Congrès de Paris.
6 3	5 35	3 S	12 Immortelle	18 tridi	Damon et Pythias.
6 4	5 33	4 D	13 Potiron	19 quartidi	Marcos Botzaris.
6 6	5 31	5 L	14 Réséda	20 <i>quintidi</i>	1893 Cong. de Cincinnati.
6 7	5 29	6 M	15 <i>Anc</i>	21 primidi	1779-1868 Brougham.
6 9	5 27	7 M	16 Belle de Nuit	22 duodi	1379-1848 Bartheluis.
6 10	5 24	8 J	17 Citrouille	23 tridi	1837 Mort de Fourier.
6 12	5 22	9 V	18 Sarrasin	24 quartidi	1869 Fusill. des grév. à Aubin.
6 13	5 20	10 S	19 Tournesol	25 <i>quintidi</i>	1711-1776 Hume.
6 15	5 18	11 D	20 PRESOIR	26 primidi	Zénon.
6 16	5 16	12 L	21 Chanvre	27 duodi	1424 Mort de Jean Ziska.
6 18	5 14	13 L	22 Pêche	28 tridi	Cervantès.
6 19	5 12	14 M	23 Navet	29 quartidi	1818 Cond. de Voisambert.
6 21	5 10	15 J	24 Amaryllis	30 <i>quintidi</i>	M ^{me} de Sévigné.
6 22	5 8				
				BRUMAIRE	
6 24	5 6	16 V	25 <i>Beuf</i>	1 primidi	Rétif de la Bretonne.
6 25	5 4	17 S	26 Aubergine	2 duodi	1760 Naissance de St-Simon.
6 27	5 3	8 D	27 Piment	3 tridi	1643-1696 La Bruyère.
6 29	5 1	19 L	28 Tomate	4 quartidi	Apollonius de Tyane.
6 30	4 59	20 M	29 Orge	5 <i>quintidi</i>	1879 Cong. de Marseille.
6 32	4 57	21 M	30 TONNEAU	6 primidi	1773-1836 Ampère.
			BRUMAIRE		
6 33	4 55	22 J	1 Pomme	7 duodi	1878 Promulg. en Allemagne de la loi contre les social.
6 35	4 53	23 V	2 Céleri	8 tridi	Hipparque.
6 36	4 51	24 S	3 Poire	9 quartidi	1758-1794 Robespierre.
6 38	4 50	25 D	4 Betterave	10 <i>quintidi</i>	1861 Mort de Jean Journet.
6 40	4 48	26 L	5 <i>Oie</i>	11 primidi	1876 Cong. de l'intern. Berne.
6 41	4 46	27 M	6 Héliotrope	12 duodi	1533 Suppl. de Michel Servet.
6 43	4 44	28 M	7 Figue	13 tridi	1667-1743 Swift.
6 44	4 43	29 J	8 Scorsonaire	14 quartidi	1889 Mort de N. Tchernichowski
6 46	4 41	30 V	9 Alisier	15 <i>quintidi</i>	1881 Cong. national de Reims.
6 48	4 39	31 S	10 CHARRUE	16 primidi	1793 Supplice de Fouchet.

Phases lunaires.

N. L. le 6, à 10 h. 28 soir.

P. Q. le 13, à 2 h. 57 soir.

P. L. le 21, à 4 h. 27 soir.

D. Q. le 29, à 3 h. 30 soir.

LEVERS et COUCHERS du SOLEIL		AN 1896 du CALENDRIER GREGORIEN	AN 105 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 25 de la COMMUNE — CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	NOVEMB.	BRUMAIRE	BRUMAIRE	
6 49	4 38	1 D	11 Salsifis	17 duodi	1772-1825 P.-L. Courrier.
6 51	4 36	2 L	12 Maere	18 tridi	1819-1877 Courbet, meml re de la Commune.
6 52	4 34	3 M	13 Topinambourg	19 quartidi	Phocion.
6 54	4 33	4 M	14 Endive	20 <i>quintidi</i>	1867 Manifeste des int. de Paris
6 56	4 31	5 J	15 <i>Dindon</i>	21 primidi	46 av. J.-C. Caton d'Utique.
6 57	4 30	6 V	16 Chervi	22 duodi	1887 Mort de Pottier.
6 59	4 28	7 S	17 Cresson	23 tridi	1874 Cong. intern. Bruxelles.
7 0	4 27	8 D	18 Dentelaire	24 quartidi	1836 Mort de Cabel.
7 2	4 25	9 L	19 Grenade	25 <i>quintidi</i>	1848 Supplice de R. Blum.
7 4	4 24	10 M	20 HERS	26 primidi	1866 Mort de Duveyrier.
7 5	4 23	11 M	21 Baccante	27 duodi	1887 Martyrs de Chicago.
7 7	4 21	12 J	22 Azerole	28 tridi	1839 Mort de Colins.
7 8	4 20	13 V	23 Garance	29 quartidi	1848 Cond. de Bisbambiglia.
7 10	4 19	14 S	24 Orange	30 <i>quintidi</i>	1880 Congrès du Hâre.
			FRIMAIRE	FRIMAIRE	
7 12	4 18	15 D	25 <i>Faisan</i>	1 primidi	1716 Mort de Leibnitz.
7 13	4 16	16 L	26 Pistache	2 duodi	1716 Naissance de d'Alembert.
7 15	4 15	17 M	27 Macjonc	3 tridi	1838 Mort d'Owen.
7 16	4 14	18 M	28 Coing	4 quartidi	1889 Procès d'Elberfeld.
7 18	4 13	19 J	29 Cormier	5 <i>quintidi</i>	Guillaume-Tell.
7 19	4 12	20 V	30 ROULEAU	6 primidi	Claude Pelletier.
			FRIMAIRE		
7 21	4 11	21 S	1 Raipense	7 duodi	1831 Insurrection de la Croix-Rouge à Lyon.
7 22	4 10	22 D	2 Turneps	8 tridi	Théodore Désamy.
7 24	4 9	23 L	3 Chicorée	9 quartidi	Aristote.
7 25	4 9	24 M	4 Nèfle	10 <i>quintidi</i>	1643 Mort de Tobie Adam.
7 27	4 8	25 M	5 <i>Cochon</i>	11 primidi	Pauline Roland.
7 28	4 7	26 J	6 Mâche	12 duodi	1694-1774 Quesnay.
7 29	4 6	27 V	7 Chou-fleur	13 tridi	1632-1694 Papendorf.
7 31	4 6	28 S	8 Miel	14 quartidi	1871 Suppl. Ferré et Rossel.
7 32	4 5	29 D	9 Genièvre	15 <i>quintidi</i>	1830 Révolution en Pologne.
7 33	4 4	30 L	10 Prochz	16 primidi	1871 Supplice de Crémieux.

Phases lunaires.

N. L. le 5, à 7 h. 36 matin.
P. Q. le 12, à 5 h. 50 matin.

P. L. le 20, à 10 h. 34 matin.
D. Q. le 28, à 2 h. 53 matin.

LUNAIRES et COUCHERS du SOLEIL		AN 1898 du CALENDRIER GRÉGO. RIEN	AN 105 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 25 de la COMMUNE CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	DÉCEMB.	PRIMAIRE	PRIMAIRE	
7 35	4 4	1 M	11 Cire	17 duodi	S. de Sismondi.
7 36	4 3	2 M	12 Raifort	18 tridi	1707-1751 Lamettrie.
7 37	4 3	3 J	13 Cèdre	19 quartidi	Mort de Baudin.
7 38	4 3	4 V	14 Sapin	20 quintidi	Plutarque.
7 40	4 2	5 S	15 <i>Chevreuil</i>	21 primidi	1780-1793 Viala.
7 41	4 2	6 D	16 Ajonc	22 duodi	1875 Mort de J. Stuart-Mill.
7 42	4 2	7 L	17 Cyprès	23 tridi	1875 Mort de Becker.
7 43	4 2	8 M	18 Lierre	24 quartidi	1623-1709 Pierre Corneille.
7 44	4 1	9 M	19 Sabine	25 quintidi	1608 Naissance de Milton.
7 45	4 1	10 J	20 HOYAU	26 primidi	1889 Mort de Sigida.
7 46	4 1	11 V	21 Erable-Sucre	27 duodi	1811-1882 Louis Blanc.
7 47	4 1	12 S	22 Bruyère	28 tridi	1770-1827 Beethoven.
7 48	4 1	13 D	23 Roseau	29 quartidi	1871 Condamn. à Lyon des insurgés d'avril.
7 49	4 2	14 L	24 Oscille	30 quintidi	1799 Mort de Washington.
				NIVOSE	
7 49	4 2	15 M	25 <i>Grillon</i>	1 primidi	M. Le Pelletier St-Fargeau.
7 50	4 2	16 M	26 Pigeon	2 duodi	1735-1830 Bolivar.
7 51	4 2	17 J	27 Liège	3 tridi	1831 M. d'Olin des Rodrigues.
7 52	4 3	18 V	28 Truffe	4 quartidi	1891 M. de César de Paëpe.
7 52	4 3	19 S	29 Oliva	5 quintidi	1889 M. de Constantin Pecqueur.
7 53	4 3	20 D	30 PELLE	6 primidi	Diderot.
			NIVOSE		
7 53	4 4	21 L	1 Tourbe	7 duodi	1857 Mort de Lagrange.
7 54	4 4	22 M	2 Houille	8 tridi	1887 M. Sévinoïf-Ouvarof.
7 54	4 5	23 M	3 Bithume	9 quartidi	1780-1793 Barral Joseph.
7 55	4 6	24 J	4 Soufre	10 quintidi	1864 Mort de Bronterre.
7 55	4 6	25 V	5 <i>Chien</i>	11 primidi	O'Brien. Fête des enfants.
7 55	4 7	26 S	6 Lave	12 duodi	1825 Ins. Pétersb. Moscou.
7 56	4 8	27 D	7 Terre végétale	13 tridi	1715-1771 Helvétius.
7 56	4 9	28 L	8 Fumier	14 quartidi	1738-1794 Beccaria.
7 56	4 9	29 M	9 Salpêtre	15 quintidi	1384 Mort de J. Wiclef.
7 56	4 10	30 M	10 FLÉAU	16 primidi	Aristide.
7 56	4 11	31 J	11 Pignon de pin	17 duodi	1880 Mort de Blanqui.

Phases lunaires.

N. L. le 4, à 6 h. 0 soir.

P. L. le 20, à 4 h. 15 matin.

P. Q. le 12, à 0 h. 39 matin.

D. Q. le 27, à 0 h. 18 soir.

Concentration capitaliste

Trusts et Accaparements

Le Progrès, ténébreuse abeille,
Fait du bonheur avec nos maux.
Victor HUGO.

Nous avons dit et répété souvent qu'un des phénomènes les plus importants de la production capitaliste, celui qui fait évoluer sous nos yeux mêmes la propriété, et qui travaille sans relâche à la transformation de la société actuelle plus que tous les socialistes réunis, c'est la concentration de la production qui s'accomplit partout d'une façon gigantesque, grâce au développement et perfectionnement du machinisme et à l'accumulation des capitaux et autres richesses entre les mains de quelques-uns, accumulation due à la concurrence meurtrière et sans merci d'où découle l'expropriation que les grands capitalistes et industriels exercent sur les petits.

La centralisation capitaliste s'accomplit de trois manières — à quelques points près — différentes, et qu'il y a intérêt à ne pas confondre quoiqu'elles aient la même origine, étant trois branches d'une même souche.

Ces trois manières sont :

1° La concentration industrielle et commerciale qui s'accomplit par le jeu naturel de la concurrence pour s'élever à un ordre supérieur d'organisation ;

2° Les *Trusts* ou syndicats d'industriels et capitalistes fondés dans le but d'une défense mutuelle contre la libre concurrence, pour empêcher la baisse du prix des marchandises et en organiser la hausse ;

3° Les accaparements purs et simples ou achats de tous les produits du même genre ou d'actions des sociétés, achats exercés par les flibustiers de la finance en vue d'imposer les consommateurs par la hausse formidable des prix, et de pomper les épargnes populaires par des *krachs*.

Nous allons examiner successivement chacune des manifestations du capitalisme ascendant et en tirer les enseignements qu'elles comportent.

I. — CONCENTRATION INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE.

Les capitaux, le machinisme et la concurrence aidant, la grande production se développe journellement d'une façon prodigieuse en écrasant et éliminant la petite industrie et le petit commerce.

La concentration se produit donc tout naturellement par la lutte incessante que se livrent les industriels et commerçants entr'eux jusqu'à ce que les plus faibles succombent.

Quoiqu'entraînant des ruines derrière elle par les chômages des ouvriers et par les faillites de ceux qu'elle exproprie, cette concentration a cependant son bon côté car c'est par elle que se préparent les embryons des services publics de la Société future.

C'est par elle que se développe, en s'organisant, la production collectiviste avec tous les bienfaits qu'elle porte dans ses flancs : division du travail, économie dans la manœuvre, dans le combustible, les foyers, etc., etc., amélioration et perfectionnement de l'outillage, et enfin coordination du tout en vue d'une organisation supérieure de la production.

D'un autre côté, la concentration précipite le mouvement vers la solution collectiviste ou communiste. Ce que nous-mêmes, socialistes, n'aurions pu faire sans grandes difficultés, même par une dictature populaire, le capitalisme et la concentration qui se produit sous le régime actuel, le font à notre place et sans notre intervention.

C'est sous le régime bourgeois lui-même que se prépare le côté difficile de la besogne. C'est bien actuellement, en effet, et en vertu de la légalité existante, grâce au *laissez-faire, laissez-passer* que nous assistons à l'expropriation des petits propriétaires, des petits industriels et des petits commerçants par les grands qui, à leur tour, seront expropriés par la collectivité au profit de tous.

C'est donc là le côté important de la concentration, et celui qui la fait différer du *Trust* qui est le point d'arrêt de la concentration. Car le *trust* étant une association des producteurs — des produits du même genre — met fin, ainsi que nous le verrons, à la libre concurrence qui précipite le mouvement expropriateur. Il sert, en quelque sorte, de tampon aux faillites éventuelles des industriels provenant de la libre-concurrence qui fait trop baisser le prix des choses.

La concentration est progressive en ce sens qu'elle nous mène plus vivement à la solution communiste, le *Trust* est, au contraire,

conservateur et régressif en ce sens qu'il met obstacle aux inventions nouvelles, arrête dans une certaine mesure l'expropriation, et limite la production pour maintenir ou surélever le prix des marchandises.

Tant que la concurrence dure, la concentration est favorable au consommateur qui achète bon marché les objets fabriqués. Le *Trust*, lui, qui est le point d'arrêt de la concurrence, est toujours nuisible, soit qu'il empêche la baisse des prix, soit qu'il préconise et en réalise la hausse.

La concentration est donc un moteur qui prépare du bien avec nos maux, qui travaille sans relâche à la transformation de la propriété et, par conséquent, à la transformation sociale. Elle augmente la production dans des proportions fabuleuses, et prépare par le développement du machinisme, par la coordination et la division des fonctions et par la direction en grand donnée à la production, un ordre nouveau de choses dont le socialisme s'emparera pour le perfectionner et le compléter par l'équitable distribution des richesses.

Voici quelques résultats prodigieux du développement et de la concentration industriels : « L'ouvrier voit en moyenne de par l'amélioration du matériel, sextupler sa force de production. Avec la même dépense d'énergie physique, nous pouvons faire cinq fois plus de chaussures, trois fois plus de coton, quatre fois plus de charbon, quatorze fois plus de laine qu'il y a quarante ans.

Les machines tournent plus vite et consomment moins de charbon ; ce dernier peut s'acheter à 50 0/0 moins cher qu'il y a vingt-cinq ans.

En 1850 un tisserand filait, à l'aide d'une machine, cent quatre-vingt fois plus de fil qu'un tisserand à la main (1) ; nous fabriquons dans le même espace de temps cinq cents fois plus d'aiguilles et quinze cents fois plus d'allumettes.

Pour quatre francs l'heure on peut disposer à Berlin de 12 forces-chevaux électriques, c'est-à-dire du travail de 324 hommes (2). »

Nous avons parlé plus haut de l'élimination des petits industriels par les grands, des petits établissements par le développement des grands.

Voici quelques exemples à l'appui de ce que nous avons avancé :

(1) Aujourd'hui un seul ouvrier surveillant cinq cents broches dans une filature de coton, fournit autant d'ouvrage que mille fileuses à la main.

(2) Rienzi — *Paradis terrestre*.

En Allemagne, dans la période de 1871 à 1875 le nombre des exploitations minières était de 623 ; en 1889 on en comptait seulement 406, tandis que la production de la houille qui n'était que de 34.484.400 tonnes par an, a atteint le chiffre de 67 millions 342.000 tonnes. La production a augmenté de 100 0/0 pendant que les exploitations minières ont diminué par la concentration de 34 0/0.

En Angleterre, les sociétés anonymes qui sont les moyens les plus sûrs de la concentration capitalistes, ont, dans une période de dix ans (1884-1893) doublé leur nombre ainsi que le montant de leur capital.

Aux Etats-Unis, en 1880, il y avait 1445 établissements industriels ; en 1891, il n'y a en a plus que 904. Le capital engagé était en 1880 de 217,504,794 dollars, il a atteint en 1891 le chiffre de 354,025,843 dollars.

D'un autre côté dans ce même pays le chiffre des faillites dans les neufs premiers mois de 1893, a monté à 11,514 ; l'augmentation sur la période correspondante de l'année précédente a été de 26 0/0

En Belgique, en 1845, on comptait 91 hauts-fourneaux occupant 2,321 ouvriers. En 1890, le nombre des hauts-fourneaux en activité est tombé à 19 et ils occupaient 2,784 ouvriers.

En 1850, il y avait dans ce pays 186 fabriques de fer et usines à ouvrir le fer ; en 1890 il n'y en avait plus que 62.

Le recensement de 1846 a établi qu'il y avait 21,133 industries linières et chanvrières en Belgique. Le recensement de 1880 constate que ce chiffre est tombé à 2,249.

En 34 ans, l'ogre capitaliste a dévoré complètement 18.884 ateliers et manufactures (1).

Ces exemples sont concluants, et il n'y a pas de raisonnement bourgeois qui puisse résister à cette évidence des faits qui prouvent ce que les socialistes répètent journallement : qu'une évolution se produit sous nos yeux, qu'un ordre de choses nouveau se prépare et que toutes ces expropriations qui se produisent à l'infini au profit du grand capital, nous mènent fatalement à la grande expropriation finale qui s'exercera au profit de tous et mettra fin à cette Société néfaste dont les membres sont transformés en fauves se dévorant entr'eux, grâce au régime individualiste.

(1) L'Evolution économique et le Socialisme, par Calixte Camelle.

Voici encore quelques exemples très récents et très sains de la concentration capitaliste et industrielle, c'est-à-dire qui n'ont pas évolué en *Trust*.

Dans le courant de l'année 1895 aux Etats-Unis, deux établissements les plus importants dans leur genre : à Philadelphie la grande usine Baldwin, usine la plus importante du monde pour la fabrication des locomotives, et à Pittsburg la Cie électrique de Westing House, aussi considérable que la première, se sont fondues en un seul et colossal établissement avec un capital de cent millions.

Le but poursuivi par ce nouvel établissement est la substitution de la traction électrique à la vapeur dans les voies ferrées. Les propulseurs seront des moteurs électriques qui feront parcourir 250 kilomètres à l'heure !

Les différents ateliers de l'ancienne usine Baldwin fourniront les roues, les essieux, les châssis, les pièces de chaudronnerie, etc., et ceux de l'ancienne Compagnie électrique Westing House fourniront les appareils et moteurs électriques, etc. De la combinaison de ces deux anciennes et formidables usines, on crée une production nouvelle encore plus élevée dont les avantages sont incalculables et dont le développement au point de vue collectiviste est facile à apprécier.

Quant à l'organisation qui se combine pour mieux diriger les industries centralisées, nous pouvons prendre comme exemple le syndicat *Rhenan-Westphalien* qui s'est fondé pour la vente du charbon. Il est le plus considérable de ceux qui ont été organisés depuis quelque temps en Europe (1).

« Le bureau de vente, un véritable ministère, comprend sept divisions : trois pour la vente des charbons gras, deux pour les charbons à gaz et à longue flamme, et deux pour les charbons maigres et domestiques. »

Pendant l'année 1894, la vente a atteint le chiffre de 37 millions 988,233 tonnes, soit une augmentation de 6,91 0/0 par rapport à l'exercice précédent, et un accroissement de 18,87 pour cent pendant une période de trois années. »

On peut encore citer comme exemple la formidable société de téléphones au capital de huit cents millions qui a été constituée en août 1895, à New-York. Parmi les souscripteurs on voit figurer le *Trust du sucre*, la *Standard Oil C^o*, la *Pullmann C^o* et un grand nombre d'hommes politiques bien connus.

(1) Ce syndicat n'est pas un *trust*, car il y a encore en Allemagne les charbonnages de Silésie, etc.

Le but est de créer une concurrence à la compagnie Bell, par conséquent d'installer des communications téléphoniques dans toute l'étendue du pays. Le prix de location sera fixé à 25 dollars (125 fr.) par an et il sera fait usage d'appareils transmetteurs d'un nouveau système, qui permettront d'engager, avec la plus grande facilité, la conversation de New-York à San-Francisco.

La société a pris comme raison sociale *Standard Telephone Co.*

Enfin, voilà encore un exemple pour finir.

La Maison Fuller et Cie de New-York, qui produit 30.000 pains par jour, verra bientôt sa clientèle doublée par suite d'une nouvelle invention mécanique. La farine est tamisée, et la pâte est pétrie, pesée et cuite sans être touchée par la main de l'homme.

La farine est prise directement dans des cylindres au troisième étage de la fabrique. Elle y est vidée dans des tamis à vapeur et passe dans un pétrin à double cylindre au premier étage. Ce pétrin contient aussi trois livres (américaines) de sel et quinze gallons d'eau froide.

Le gaz pénètre dans le pétrin à une pression de 190 livres au pouce carré durant le procédé de pétrissage à vapeur.

Pendant ce temps les formes à pain sont préparées et elles sont remplies aussi facilement que l'eau gazeuse est jetée d'un siphon.

Les formes vont dans un four Crombie, dont la température est 475° Fahrenheit. Il y a douze tables à ce four et, pendant le temps qu'elles font une révolution, le pain est cuit.

Chaque semaine nous apporte la nouvelle de quelque grande révolution dans quelque branche du travail, supprimant la main-d'œuvre, et démontrant que la machine perfectionnée est le plus actif des agitateurs sociaux.

Les boulangers américains se félicitaient d'avoir obtenu des lieux de travail dans des conditions hygiéniques ainsi que la loi des dix heures. Les voilà réduits à aller mendier un peu de ce pain que la machine produira sans eux.

Nous n'ajouterons que quelques mots à ce qui précède sur la concentration capitaliste et industrielle.

On a vu qu'en même temps que la concentration accumulait ruines sur ruines par le refoulement vers le prolétariat de milliers d'industriels, elle perfectionnait et augmentait la production par la centralisation du travail, le développement du machinisme et

la coordination des services, et qu'elle préparait ainsi en germe la société communiste.

Nous n'avons donc qu'à suivre la marche naturelle des choses en démontrant à ceux qui ne l'ont pas encore compris, qu'une force aveugle et supérieure travaille pour la transformation sociale.

Cependant, si par notre seule action nous n'aurions pu mettre la production dans une telle voie, il n'en est pas moins vrai que l'intervention raisonnée de l'homme peut précipiter le mouvement en le dirigeant vers sa solution et peut faire énormément pour la transformation sociale, ainsi qu'elle fait pour toute chose vers laquelle son attention et son énergie sont attirées.

II. — LES TRUSTS.

Le *trust* est un syndicat ou association d'industriels de même espèce de produits fondé dans le but de monopoliser ces produits afin d'arrêter la baisse des prix et d'en activer la hausse, en un mot, de mettre un terme aux effets pernicieux de la libre-concurrence tant prônée par les économistes.

Les grands établissements industriels et capitalistes s'étant élevés à une organisation qui coûte parfois des centaines de millions, redoutent plus que les petits le désastre de la faillite déterminée par une baisse considérable des prix de leurs produits.

Pour ces établissements, en effet, la chute est irréparable, et les ruines qu'elle détermine sont incalculables.

Aussi le sentiment de conservation et de spéculation fit-il inventer les *trusts*.

Les *trusts* sont conservateurs de leur essence en ce sens qu'ils mettent un obstacle au progrès en écartant les effets de la libre-concurrence et en limitant souvent la production.

Le *trust* du whisky, par exemple, réussit à faire baisser de 28 o/o la production de cette liqueur afin de pouvoir maintenir les prix élevés.

Pour établir le *trust*, plusieurs industriels se réunissent et forment le syndicat qui a leur *confiance*. Tous ces industriels s'engagent solennellement à maintenir l'uniformité des prix de leurs produits.

Le *trust* est formé pour assurer la sincérité des engagements et pour agir à la plus complète unification des prix ainsi qu'à la hausse à l'infini de ces mêmes prix faisant ainsi peser sur les

consommateurs l'augmentation du double ou davantage des prix préexistants ainsi que cela s'est produit avec les *trusts* du cuivre, du pétrole, du cuir, etc., etc.

Voici, par exemple, comment fonctionne le *trust* du sucre aux Etats-Unis qui est un état dans l'Etat.

« Avec les Spreckels, gouvernant tout aux Hawaï et les Havemeyer, étendant leurs plantations à Cuba, le syndicat commande à tous les organes de la production et de la répartition du sucre aux Etats-Unis ; il prend sous son aile tous ceux qui ont un intérêt dans les sucres, — excepté, bien entendu, les consommateurs. De son quartier général, 117, Wall Street, à New-York, des télégrammes partent journallement pour ses agents de Cuba, fixant le prix du sucre brut sur ce marché de production. D'autres dépêches sont adressées à San-Francisco annonçant le « prix de Cuba », qui doit servir de base à l'évaluation des sucres arrivant des Hawaï ; à la Louisiane, pour dire ce que le syndicat, considérant les prix de Cuba et d'Hawaï, consent à offrir pour le sucre américain. En même temps, le syndicat télégraphie à ses agents dans le monde entier, pour leur dire le prix, toujours basé sur celui de Cuba, auquel ils peuvent râfler les sucres d'Australie, de Java, des Philippines ou du Brésil lorsqu'ils subissent une baisse passagère. Le syndicat établit le prix auquel le sucre doit être vendu par le commerce dans le pays. Par l'intermédiaire des quatre grands commissionnaires qui sont admis le plus près du trône, ce prix est communiqué aux quarante commissionnaires placés au-dessous d'eux, à New-York, et télégraphié aux centaines de commissionnaires qui attendent sur tout le territoire de l'Union l'ordre du syndicat. Ceux-ci en font si rapidement part à leurs clients, les milliers d'épiciers en gros du pays, qu'avant qu'ils n'aient ouvert leurs portes, le danger de voir quelqu'un acheter son sucre au-dessous du prix du syndicat est écarté pour toute la journée. Par des remises ou autrement, tout commerçant en gros est rapidement et libéralement payé pour sa loyauté ; en cas de crise politique, ou d'attaque contre le syndicat, toute l'organisation entre en ligne, bombarde les députés de dépêches, les menace de votes hostiles et ne se repose que lorsque le péril s'est éloigné.

« Le syndicat des sucres fixe donc l'impôt que doit lui payer le pays. Les épiciers en gros reçoivent les rétributions que le syndicat juge nécessaires pour assurer leur fidélité. Et le public ? — *Qu'il s'en aille au diable !* »

Nous ne sommes pas fâchés de donner cette relation d'après le « *Journal des Débats* », journal capitaliste par excellence.

Nous nous étonnons de cet aveu dépouillé d'artifice contre le capitalisme triomphant qui *envoie au diable le public* par l'exercice éhonté de son exploitation.

Pourquoi alors, escobards des *Débats*, crier contre les socialistes lorsqu'ils condamnent le capitalisme de la même façon que vous ?

L'évidence vous crève les yeux, vous prend à la gorge, vous forçant de crier malgré vous : « Et le public ? — Qu'il s'en aille au diable ! »

Mais ce n'est pas seulement le public qui est envoyé au diable, ce sont surtout les travailleurs comme lorsque dans le courant de l'année 1895, après le vote du *tarif bil* supprimant la prime donnée aux producteurs indigènes du sucre pour maintenir ou faire hausser les prix existants, le *trust* du sucre ferma toutes les raffineries.

Le syndicat qui prévoyait ce vote avait accumulé un stock énorme de sucre pour pouvoir arrêter la production après le vote et faire hausser le prix du sucre.

Le *trust* en fermant donc ses raffineries ainsi qu'il l'a fait, n'y a pas été contraint par de mauvaises affaires. Au contraire.

Quant aux ouvriers mis sur le pavé, qu'ils s'en aillent, eux aussi, au diable avec le public.

Maintenant que nous avons vu le but et le mécanisme des *trusts*, passons en revue quelques-uns d'entr'eux, les plus récents et les plus importants en les accompagnant de quelques courts commentaires d'où il ressortira que certains continuent la centralisation capitaliste tout en amenant l'entente par rapport aux prix pour empêcher la baisse et en déterminer la hausse.

Le *trust* du pétrole qui fit tant de bruit au commencement de l'année 1895 par la hausse considérable du prix des pétroles, est un des plus formidables du monde. Son capital s'élève à un milliard de francs. Ce n'est plus ni avec les chemins de fer, ni avec des bateaux, par les canaux, qu'on transporte le pétrole. La fameuse *Standard Oil Company*, pour réaliser une grande économie sur le prix du transport a sillonné les Etats-Unis de tuyaux conducteurs au moyen desquels on fait conduire le pétrole comme si c'était de l'eau, de l'*Oil City* à *Philadelphie* et à *Baltimore*. Tous les propriétaires des puits de pétrole sont forcés, s'ils veulent vendre leur pétrole, de passer par les four-

ches caudines de M. Rockefeller le puissant directeur de la *Standard Oil Company*, qui est le propriétaire des tuyaux collecteurs du pétrole de toute l'Amérique du Nord. Sur ce *trust* nous avons déjà dit quelques mots dans notre Almanach de l'année dernière.

Rockefeller avait deux concurrents à vaincre encore, il y a quelque temps, pour devenir le maître absolu du marché du monde entier pour la vente des pétroles ; ces deux concurrents étaient : la Société russe Rothschild et Cie et la Société des Négociants des pétroles de la Pensylvanie.

Rothschild avait lutté pendant quelque temps avec tous les producteurs de pétroles de Baku (Caucase) et était parvenu à avoir raison de tous par les procédés ordinaires du capitalisme et par la force des capitaux. Et pour cela, voici comment il s'y était pris. Un chemin de fer relie les mines de pétroles de Baku avec Batoum (port de la mer Noire) et ce chemin de fer qui a été créé en quelque sorte exprès pour le transport des pétroles, possède des wagons-citernes. Or, que fit la maison Rothschild pour avoir raison de ses concurrents ? Elle chargea de pétrole tous les wagons-citernes et les garda chargés pendant assez longtemps — en dédommageant bien entendu, la Cie des chemins de fer — pour que ses concurrents ne puissent pas transporter leur pétrole pour répondre aux commandes, de sorte que force fut aux concurrents de Rothschild de lui laisser à vil prix les puits de pétrole qu'ils avaient.

Une autre canaillerie de Rothschild fut, — pour enlever le marché de l'Autriche à la *Standard Oil Company*, — d'installer à Fiume une raffinerie pour raffiner... du pétrole raffiné.

En effet, le pétrole était expédié de Russie parfaitement purifié, mais rendu trouble ce qui permettait de le faire passer à la douane autrichienne comme huile brute qui paie seulement 2,40 florins au lieu de 10 florins dont est frappée l'entrée de l'huile pure.

La raffinerie de Fiume se bornait donc à faire subir un traitement aux frais de douane ; elle en écrémait 7 florins 60 au profit de la caisse de Rothschild.

Mais Rockefeller imagina un bien plus joli tour contre les Rothschild : A Batoum, il s'était formé une Cie qui avait dépensé des millions pour construire des *navires-citernes*, grands réservoirs flottants qui servent pour le transport du pétrole et étaient employés par Rothschild pour envoyer ses pétroles en Europe.

Rockefeller, en y mettant le prix, acheta tous les *navires-citernes* et força ainsi Rothschild à entrer en composition avec la *Standard Oil Company*. La même entente se fit avec la Société des Négociants des pétroles de la Pensylvanie : les *Outsiders* ou indépendants et une hausse formidable s'abattit sur les pétroles. Et nous avons vu alors la lumière du pauvre tripler presque son prix. De 12 francs que valait le pétrole en 1894, il monta d'un coup à 34 francs au commencement de mai 1895.

Et la supposition que faisait le rapport de la commission parlementaire du Congrès des Etats-Unis de 1889 sur la *Standard Oil Company* : qu'elle aurait le pouvoir d'élever à son gré le prix du pétrole, s'est complètement réalisé.

Voici, en effet, un fragment de ce rapport : « L'extension incessante des champs de production l'a seule empêchée de le faire jusqu'ici d'une façon plus sensible, mais le jour où ce champ de production cessera de s'accroître, le *trust* sera assez fort pour imposer tel prix qu'il lui plaira. » Cela n'a pas tardé à venir et nous l'avons constaté par l'impôt considérable que nous sommes forcés de payer à ce fameux *trust*.

Il est vraiment triste de constater à quel degré d'abâtissement nous sommes arrivés aujourd'hui pour subir sans murmurer des impôts aussi exorbitants venant de la part de quelques loups-cerviers de la finance et prélevés à leur seul profit, alors que sous l'ancien régime on faisait des révolutions sanglantes contre l'Etat lorsqu'il se permettait d'augmenter d'un ou deux centimes seulement le prix du sel : la Gabelle (1).

Passons maintenant au *trust* tout récent des cuirs. C'est en mai 1892 qu'il a été fondé aux Etats-Unis au capital de 500 millions de francs comprenant 80 0/0 de tous les tanneurs, courtiers et négociants de cuir, pour contrôler les deux grands marchés de cuir à Buenos-Ayres et Montevideo, de même ceux du monde entier et qui a poussé les prix des peaux et du cuir à la hausse.

Les peaux ont haussé aux Etats-Unis de 100 0/0 et le cuir de 200 0/0. Depuis le mois de janvier jusqu'à fin juillet 1895 le syndicat a gagné 65 millions de francs.

Sait-on, maintenant, quel a été le sort des salaires des cordonniers pendant que les capitalistes du cuir se gorgeaient de millions.

(1) En 1548, Bordeaux et toute la population de la Guyenne s'insurgèrent contre les préposés de la Gabelle. Le chef de l'administration Tristan de Moneins fut assommé, dépecé et *salé*.

Jadis l'ouvrier cordonnier avait 5 francs pour confectionner une paire de bottines d'hommes ; de nos jours le prix est très variable : on lui accorde 3 francs, 2 francs, voire 1 fr. 80, 1 fr. 60 et 1 fr. 40.

Ce n'est pas tout.

Ce *trust* qui a fait une rafle des cuirs même dans les marchés européens, à Anvers, à Paris, au Havre et à Londres et qui a triplé d'un coup les prix du cuir a été une vraie calamité pour les ouvriers cordonniers. En Allemagne, dans l'arrondissement de Pirmasens où tous les habitants, hommes, femmes et enfants exercent le métier de cordonnier, arrondissement bien connu des marchands de chaussures de tous les pays, le chômage a éclaté parce que le prix des chaussures a été augmenté de 30 0/0 et les commandes se sont ralenties chez les fabricants.

Les chômages, d'ailleurs, pour les ouvriers cordonniers se sont produits dans tous les pays. La hausse du cuir a été si soudaine que les commerçants n'ont pu prendre des mesures de préservation.

Certains fabricants ont soumissionné à très bas prix pour la fourniture à l'armée, à la police, etc. Pour eux, la hausse des cuirs a été un coup mortel ; la fabrication en gros de la chaussure a été dans le même cas. D'ordinaire on travaille pendant une saison pour vendre à la saison suivante. Or on n'a pas acheté de cuirs après la hausse formidable et l'on a pas fabriqué de chaussures. Résultat : Chômage douloureux pour les ouvriers cordonniers.

Et pourquoi cette crise, pourquoi tous ces malheurs, ces douleurs et les désespoirs qu'ils entraînent ? C'est pour que quelques spéculateurs avides puissent accumuler des millions dont ils ne sauront que faire et qu'ils emploieront pour déterminer d'autres ruines.

Et on nous traite de criminels, nous socialistes, parce que nous voulons, par la collectivisation des richesses mettre un terme à ces crimes sans nom.

Nous pouvons encore énumérer, sans nous y arrêter, les *trusts* récents de l'huile, du coton, du verre à vitres, des chapeaux, du plomb, de la toile cirée, de l'huile de lin, du papier, des meubles, de la glycérine, etc., etc.

Les profits qu'on y réalise, atteignent en moyenne 20 0/0 par an, mais on cherche à les dissimuler autant que possible grâce

au système qu'on appelle le *mouillage*, par lequel on donne au capital social une augmentation fictive.

Nous aurions voulu nous étendre davantage sur les *trusts* pour en mieux faire ressortir l'enseignement qui s'en dégage, malheureusement notre cadre ne nous le permet point.

Mais déjà on a compris que lorsque la concentration est arrivé jusqu'au *trust*, c'est que le fruit est mûr pour la collectivisation. Le *trust* tient de la concentration, mais lorsqu'il est arrivé à arrêter la concurrence par le monopole et à diminuer la production pour faire hausser le prix des objets, alors il devient, non-seulement un obstacle au progrès, mais un instrument de régression, car il empêche les inventions nouvelles de se produire et entrave parfois la production.

Le *trust*, donc, tout en présentant les mêmes inconvénients calamiteux que la concentration industrielle : faillites, chômages, met nous le répétons, fin à la concurrence, arrête la baisse des prix et apporte un obstacle à la production pour maintenir ou surélever le prix des choses.

Nous voudrions bien savoir ce que pensent les économistes en présence de ces formidables syndicats capitalistes : les *trusts* qui renversent, sans crier gare, les bases de l'économie politique.

Que peuvent-ils bien dire lorsque sans la moindre intervention des socialistes la fameuse *sainte et bienfaisante concurrence* est paralysée ou tuée complètement par ces troubles-principes milliardaires, qui réduisent à néant le fameux laisser-faire, laisser-passer et le jettent aux vieilles ferrailles ne laissant rien faire à personne de ce qui ne leur convient pas.

Que dis-je ! ils deviennent non-seulement les dispensateurs de la production et les déterminateurs des prix des marchés, mais dominant tout, tout, entendez-vous, par leurs millions, ils achètent législateurs, administrations, tribunaux et deviennent des autocrates absolus dans de prétendues Républiques libérales.

N'est-ce pas le *magnat du sucre*, Theodor Havemeyer, qui se vantait publiquement de subventionner le parti démocratique dans les Etats démocratiques et le parti républicain dans les Etats républicains de façon à intéresser à ses tripotages commerciaux et financiers tous les gouvernements des Etats-Unis ? Ils agissent de même, — lui et ses congénères, — avec la magistrature, et tous les méfaits accomplis par des syndicats capitalistes ou *trusts*, sont absous avec une sorte de satisfaction par la magistrature,

tandis que la moindre peccadille des syndicats ouvriers est réprimée avec rage (1).

Arrivons enfin à l'accaparement qui n'est que le frère cadet du Trust mais plus vicieux que lui.

III. — L'ACCAPAREMENT.

On peut établir cette différence entre le *trust* et le simple accaparement que, dans le *trust* il y a des *producteurs* qui font partie du Syndicat tandis que l'accaparement se fait par les seuls *flibustiers* de la finance qui n'ont jamais rien produit de leur vie, et qui, en vertu des capitaux escroqués à l'épargne et violant au grand jour l'article 419 du Code Pénal, accaparent tels ou tels produits en les achetant à bas prix, — car ces messieurs peuvent déterminer la baisse — et les vendent ensuite avec une majoration double, triple, quadruple du prix de l'achat.

Les syndiqués des Trusts ont intérêt à sauvegarder leurs grands établissements industriels, c'est pourquoi ils empêchent par leur association la baisse continue des prix que détermine la libre concurrence et qui pourrait les mener à la ruine ; dans l'accaparement, au contraire, il n'y a aucun organisme de production à défendre, l'accaparement ne produit que des ruines sans rien protéger d'utile.

La calamité de l'accaparement s'exerce surtout sur les objets de première nécessité, sur la nourriture du pauvre, sur le blé, le seigle, le café, l'huile, la viande, etc.

(1) A la fin d'avril 1895, la *Supreme Court* de New-York a statué dans le procès intenté au *Trust des montres* par la *Dueber Watch Co.* Cette dernière établissait qu'ayant refusé de faire partie du Trust, celui-ci a décidé de la boycotter et a lancé des circulaires annonçant qu'il refuserait dorénavant de fournir des marchandises à ceux qui achèteraient encore à la *Dueber Watch Co.*

Quelques jours après c'était la *Supreme Court* du Minnesota qui avait à prononcer un jugement dans une action introduite par une maison faisant le commerce des bois et qui prouvait qu'elle était lésée dans ses affaires par les manœuvres d'un trust auquel elle était affiliée et qui la boycotait sous prétexte qu'elle n'avait pas observé les clauses de l'association.

Presque en même temps la *Supreme Court* de Rhode Island avait à juger entre la *Master Plumber's Association*, le syndicat des patrons plombiers, et un entrepreneur boycotté par celui-ci parce qu'il a refusé d'entrer dans leur coalition, et la *Supreme Court* de New-Jersey examinait le procès intenté dans les mêmes conditions et pour les mêmes raisons par le nommé John Piddock à la Société centrale des parcs à bétail.

Les condamnations au contraire pleuvent dru sur les associations ouvrières accusées de porter atteinte à la liberté du travail.

C'est ainsi que la Justice est toujours juste, qu'elle fonctionne en Amérique ou en Europe.

(Le Peuple de Bruxelles).

Lux.

A Chicago, l'accaparement de la viande qui a monopolisé cette denrée entre les mains des maisons Armour, Swift et Morris (1) a réussi à faire hausser son prix de 25 centimes la livre en très peu de temps. Un bœuf rapporte aux accapareurs 225 francs de bénéfices.

Cette scandaleuse exploitation a eu pour résultat de tirer, pour ainsi dire, les morceaux de la bouche des pauvres gens. En effet, la consommation de la viande a diminué dans des proportions considérables. Pendant la semaine du 14 au 29 avril 1895, il était arrivé au marché de Chicago 34,000 têtes de bétail.

En l'année 1894, pendant la période correspondante il en était arrivé 61,364. Il en a été de même pour les porcs dont l'approvisionnement pendant la semaine finissant le 19 avril 1895 a été de 107,000, alors qu'en 1894 il avait été de 142,562.

Les accaparements qui amènent criminellement des famines artificielles et jettent les pauvres dans l'épouvante, étendent leurs suçoirs, leur exploitation sur toutes choses et dans toutes les classes de la Société. Ils pompent adroitement les épargnes des gogos et portent la ruine chez les commerçants et industriels en organisant des krachs combinés.

C'est un journal capitaliste qui nous révèle la canaillerie des accapareurs.

Voici, en effet, ce que dit le « *Journal des rentes et valeurs* » après avoir rappelé quelques krachs retentissants ;

« On forme un syndicat, ou sorte de maison de jeu au capital de 25, 30, ou 50 millions.

Avec l'argent de cette maison on achète des actions d'une mine d'or quelconque à 25 fr. Puis, quand on a toutes les actions en mains on les pousse à 100, 150 ou 200 francs.

Le trust, ou maison de jeu est censé avoir gagné 25, 30 ou 50 millions, c'est-à-dire avoir doublé son capital en quelques jours.

Les actions du trust font 100 o/o de prime.

Il ne s'agit plus que de les écouler.

Le nombre de ces trusts est considérable. Il s'en crée à Londres tous les jours de nouveaux.

On en crée aussi en Belgique, en Hollande, mais on en crée surtout à Paris.

Nous en comptons déjà un nombre assez respectable.

Tout cela c'est de la *fleur de krach*, car tous ces établisse-

(1) Cette société a aussi quelque chose du *Trust* ; il paraît qu'en dehors des accaparements qu'elle fait sur les marchés elle possède aussi des pâturages pour l'élevation du bétail.

ments, d'après les procédés ci-dessus décrits, doivent finir dans une immense et retentissante chute.

Les accaparements de cette nature sont de véritables brigandages, de vrais crimes sociaux qui amènent des désastres irréparables et de terribles désespoirs conduisant au suicide. Il sont cependant exercés malgré le Code Pénal qui les prescrit, et sous l'œil bienveillant des gouvernants. Et pendant ce temps-là les magistrats s'acharnent à condamner sévèrement pour vagabondage les malheureux expropriés et exploités par ces filous qui les ont réduits à n'avoir pas même un abri et à coucher à la belle étoile.

CONCLUSION

Nous avons vu que la concentration industrielle arrivée à un point supérieur de développement évolue en *trust*, devient fruit mûr prêt à être cueilli par la collectivité. Cette transformation en *trust* fait perdre à la concentration la qualité qui lui est propre de pousser, de perfectionner et d'augmenter la production par la lutte et la concurrence, et de mieux éliminer les producteurs rivaux. Toutefois, le travail d'élimination ne cesse pas pour cela, soit qu'il s'exerce dans les *trusts* par la canaillerie des grands (1), soit dans les industries où la concentration ne s'est pas encore accomplie.

Mais pour les industries qui ont presque accompli leur évolution vers la complète concentration, il fallait coûte que coûte, museler la libre concurrence et c'est au moyen des syndicats industriels : *Trusts* ou *Rings* qu'on y arrive.

Ce travail d'organisation quoique n'étant qu'à ses débuts, fait journellement des progrès considérables. Et bientôt toutes les industries, toutes les denrées, toutes les marchandises seront trustifiées ou monopolisées.

Cette centralisation à outrance continuera encore et de plus belle à faire des ravages dans la classe des petits industriels et commerçants par la faillite, et grâce aux procédés nouveaux d'échanges, de ventes savamment employés, elle arrivera à éliminer chaque jour par milliers les intermédiaires qui augmenteront le nombre des déshérités.

Aujourd'hui, dans les pays industriels par les salaires de famine et les chômages intenses, on a réduit à un tel dénûment

(1) On connaît les infamies du milliardaire Jay Gould qui ruinait en les trompant ses meilleurs amis et associés par des coups de Bourse adroitement combinés.

les millions de prolétaires, qu'il leur est impossible de s'acheter ce dont ils ont besoin pour faire écouler les stocks des marchandises de toutes sortes produites ou fabriquées.

Les capitalistes possesseurs de ces produits font organiser par les gouvernants dont ils sont les maîtres, des expéditions lointaines pour ouvrir des débouchés.

Ces débouchés sont plus ou moins efficaces pour l'écoulement des produits mais en supposant qu'ils le soient, l'écoulement des produits venant des industriels n'aura qu'une durée très courte.

La production industrielle par le machinisme et même la concentration industrielle se développent déjà un peu partout. L'Australie est déjà un pays industriel, les Indes aussi ; la production capitaliste s'étend même au Japon et en Chine et ces deux pays nous déversent déjà à profusion leurs produits industriels.

Eh ! bien, il est évident que lorsque la production industrielle sous le régime individualiste s'étendra partout, lorsque l'élimination des acheteurs s'accomplira presque complètement par leur refoulement dans le prolétariat nécessaire, lorsqu'il y aura partout surabondance des produits et nulle part d'acheteurs, alors, il est évident que ce sera la fin. Car, que feront les possesseurs des formidables stocks de produits ne pouvant les écouler ? Je crois que le dilemme est là et qu'au bout de cela il y aura la solution.

Il faut cependant espérer que les hommes n'attendent pas cette extrémité pour agir et en finir avec l'immense inconséquence du régime individualiste et son absurdité incompréhensible qui s'aggrave tous les jours. Il faut espérer qu'ils comprendront bientôt qu'il est grandement temps de procéder à l'expropriation capitaliste, à la collectivisation des richesses et à l'organisation communiste de la production.

La voie vers cette solution est tracée par les faits eux-mêmes. Nous n'avons qu'à activer la marche par notre intervention énergique et raisonnée.

P. ARGYRIADÈS.

La capitalisation est à présent une malédiction, cela, non parce que le capital par lui-même est un mal, mais parce que le capital est arraché à son possesseur primitif, à son producteur pour être approprié par autrui.

Domela NIEUWENHUIS.

LE DERNIER REFUGE DE LA LIBERTÉ



Touchez-y donc, bandits!!!

Berlin, 10 juillet 1895.

Très cher compagnon Argyriadès,

Je rends justice à votre almanach dont le contenu est de nature à satisfaire toutes les exigences équitables et par lequel aucune école socialiste n'a le droit de se considérer comme étant sacrifiée ou froissée.

Agrérez mes salutations socialistes.

A. BEBEL.

DEMAIN

Avec l'expropriation du sol et des instruments de travail, disparaîtra un grand nombre des abus et des maux qui nous affligent dans l'organisation actuelle.

La société fera tout par elle-même, il sera donc impossible aux personnes comme aux classes de se nuire entre elles. Il n'y aura plus place pour l'escroquerie et la fraude, pour la falsification des vivres et pour le jeu de Bourse. L'Etat devenant inutile disparaîtra, il n'y aura plus rien à gouverner, ni à supprimer ou opprimer. Tout cela fera place à une administration des choses.

Avec l'Etat disparaîtra naturellement tout ce qui le représente : ministres, parlements, police, prisons, armée permanente, procureurs, avocats, en un mot, tout l'appareil de la domination politique.

Chacun pouvant satisfaire honnêtement tous ses besoins, les voleurs, les malfaiteurs qui ne sont que le résultat de la misère, disparaîtront ; par conséquent les lois, les ordonnances, les décrets deviendront inutiles.

L'outrage à la religion n'existera pas. Ou laissera au bon Dieu, à supposer que l'on discute encore sur son existence, le soin de punir celui qui l'aura outragé.

En un mot, avec la propriété privée, disparaîtront tous les crimes et tous les délits, indispensablement liés à l'état de choses actuel.

Nous voyons donc que tous les fondements de l'ordre actuel deviendront une fable.

Les parents raconteront cette fable à leurs enfants et les petits hocheront la tête ne comprenant rien à tout cela.

De même pour la religion. Elle ne sera pas supprimée, elle disparaîtra d'elle-même.

Elle disparaîtra, parce que l'ordre actuel n'existera plus et que la religion est son image fidèle. Les classes dirigeantes soutiennent la religion parce que la religion est le soutien de leur domination, de leur autorité.

La bourgeoisie ne croit à rien, mais elle est d'avis que *la religion est nécessaire pour le peuple*.

La morale n'a rien de commun avec la religion.

La morale règle les rapports et les actions des hommes.

La religion règle les rapports des hommes avec le monde surnaturel.

Chaque classe de la société a sa morale à elle. Ainsi le bourgeois regarde comme morale l'exploitation des ouvriers, l'épuisement des femmes par le travail de nuit, la démoralisation des enfants par le travail des fabriques.

En réalité la vraie moralité est celle qui existera lorsque les hommes seront tous libres et égaux ; quand l'état de la société permettra de réaliser ce principe : Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas que l'on te fit.

Au moyen âge, c'était l'origine (noblesse ou non noblesse) qui déterminait la position de l'homme. Aujourd'hui c'est la quantité plus ou moins grande d'argent.

Demain il suffira d'être né homme pour être homme.

Et demain, c'est le socialisme réalisé.

A. BEBEL.

LE CHANT DES MINEURS

PAROLES DE CLOVIS HUGUES

MUSIQUE DE P. FOREST

Mou^t le Marche.

Quand les rois par nous a-t-on dans la mine de
 si long-temps usé nos pauvres doigts. Si
 les lions subissent la vermine, nous
 ne voulons plus subir les bourgeois.
 Refrain
 Debout! debout pour la bataille! De-
 bout! debout! droit au bonheur! Le blé mou-
 te, le sol tressaille; Voici le tour du moissonneur.
 La terre est à qui la travaille; La mine ap-
 partient au mineur!

Pour les repus nous avons dans la mine
 Assez longtemps usé nos pauvres doigts.
 Si les lions subissent la vermine,
 Nous ne voulons plus subir les bourgeois.

REFRAIN

Debout! debout pour la bataille!
 Debout! debout! droit au bonheur!
 Le blé moule, le sol tressaille;
 Voici le tour du moissonneur.
 La terre est à qui la travaille;
 La mine appartient au mineur!

Ils nous ont dit que nous sommes tous
 [frères,
 Devent le ciel, sous le même drapeau;
 Mais ils ne nous laissent que les misères:
 Ils sont les loups, nous sommes le troupeau!

Quand ils rasaient les tours sur les collines,
 Nous avions cru que c'était pour toujours;
 Et le château renait de ses ruines,
 Nid de bourgeois, refuge de vautours.

Pendant cent ans de torture et d'épreuves,
 Ces nouveaux rois aux pestes triomphants
 Ont fait couler, avec l'onde des fleuves,
 Le sang du père et celui des enfants.

Nous avons vu s'élargir le suaire.
 Les morts tomber, les exilés partir.
 Sous chaque mur blanchit un ossuaire;
 Pas un pavé qui ne couvre un martyr!

Ils vont clamant aux travailleurs: « Vous
 [êtes
 Le meurtre infâme et l'éternel effroi! »
 Eux qui passaient en moissonnant des têtes
 Dans leur panier rouge du sang d'un roi!

Mais levons-nous! c'est fini de se taire!
 Chacun son tour au grand banquet! Il faut
 Que nous ayons le paradis sur terre;
 Puisque ces gueux nous l'ont volé là-haut!

C'est le travail qui dans ses mains calleuses
 Porte le poids du monde et ses destins.
 Assez pioché pour habiller leurs gaudes!
 Assez sué pour dorer leurs catins!

Les cieus sont doux et les femmes sont
 [belles.
 Plus de vaincus et plus de réprouvés!
 Notre part d'or luit aussi sur les ailes
 Des millions que nous avons couvés!

Clovis HUGUES.

Graissessac, le 13 juillet 1894.

MA PREMIÈRE RÉVOLTE

A OCTAVE MIRBEAU.

Tous les vendredis, après la courte promenade dans le parc, ma gouvernante, une vieille fille au profil de perroquet, m'appelait à la salle d'étude, pour me donner une leçon de catéchisme.

Ordinairement je m'y rendais sans enthousiasme. *Les articles du symbole* et *les Commandements de Dieu* bourdonnaient autour de mes oreilles, assourdisaient ma pauvre intelligence de petiole. Bien que pénétrée d'un principe proclamé sans cesse par mon entourage : qu'à huit ans on n'est plus enfant et on se doit à l'étude sérieuse — je ne sentais encore que peu de goût pour la science. Pourtant, je préférerais ma leçon de catéchisme aux autres leçons : à celle d'histoire universelle par exemple, toute hérissée de noms barbares, de chronologies interminables. Tous les Artaxerxes, Cyrus, ou Epaminondas, flanqués de chiffres que ma mémoire refusait obstinément de démêler, me paraissaient fort peu dignes d'intérêt. Je ne comprenais guère, et, pour dire la vérité, je ne comprends pas encore, pourquoi me forçait-on, moi, pauvre innocente, à apprendre par cœur et à réciter longuement, les péripéties de tous ces fantaisistes et terribles exploits ?

La Communion des saints, la Rémission des péchés ne m'intéressaient pas beaucoup non plus ; mais, mon imagination, tel un oisillon renfermé dans une cage, se conso-

lait en apercevant à travers les barreaux inflexibles des dogmes, l'espace bleu. Vers la fin de chaque leçon, ma gouvernante me racontait les merveilles du ciel, me parlait d'anges aux ailes multicolores, de chérubins chantant les divins cantiques. Cela m'amusait autrement que les conquêtes des Romains, ou la défaite de Marius le Carthaginois.

Mais un vendredi, survint un incid ent qui bouleversa de fond en comble la quiétude de nos débats sur les choses divines.

Mlle Barbe me fit réciter les articles du Symbole, « qui nous font connaître les fins dernières de l'homme ».

Je répondis d'abord machinalement :

— « Les fins dernières de l'homme sont : la Mort, le Jugement, le Ciel ou l'Enfer. »

— Qui sont ceux qui vont au ciel ? — continuait à m'interroger selon le catéchisme ma gouvernante. Voyons ?...

Silence de ma part.

— Eh bien ? répondez donc... insistait Mlle Barbe de sa voix nasillarde. Allons, vite... C'est comme cela que vous avez préparé votre leçon ?... Vous n'en savez donc pas le premier mot ?...



M^{me} MARYA CHELIGA

Je la savais, ma leçon, la mémoire me faisant rarement défaut. Je n'avais qu'à relire deux fois la page, le soir, avant de me coucher, et au moment de réciter, tous les mots se reflétaient dans ma tête comme par enchantement. Mais je ne répondis point à Mlle Barbe, car je fus subitement frappée par une idée. Et lorsqu'une éclosion pareille s'opérait dans ma tête d'enfant volontaire, cela me rendait totalement insensible à tout ce qui se disait ou passait autour de moi.

Cette « idée » me travaillait d'ailleurs depuis quelques jours, à la suite d'un événement grave qui marqua le premier gros chagrin de ma vie. La fille de notre meunier, la petite Mirka, une adorable blondinette de cinq ans, venait de mourir. Je la connaissais bien, car son père tout fier de sa gentillesse l'amenaient souvent au château, parée de sa plus belle robe. Sur mes instances, on me permettait parfois de la conduire dans ma chambre afin de lui montrer quelques bijoux. Elle avait les yeux comme deux saphirs, et un délicieux sourire qui m'allait au cœur. Je lui aurais donné volontiers tout ce que j'ai possédé : mes poupées, ma ménagerie, mes robes, rien que pour la voir sourire ainsi, et une singulière émotion m'étranglait lorsqu'on arrachait de mes bras ma petite amie, sous prétexte qu'il ne convient pas à une demoiselle bien née d'embrasser une petite meunière. On me grondait aussi à cause de mes instincts trop débouaies. En ma qualité de fille unique, la dernière survivante et l'héritière d'une famille noble, on tâchait de me former d'avance le caractère, en m'entourant de soins particuliers. Mais cela m'ennuyait considérablement. J'aurais préféré l'abandon, avec la liberté de courir, de m'amuser, sauter et crier à mon aise.

Promenée en carrosse, toujours accompagnée par ma gouvernante, j'envisais le sort des petits va-nu-pieds qui galvaudaient joyeusement sur la grand'route ; ils me paraissaient être bien plus heureux que les petites demoiselles bien nées, bien élevées, bien vêtues, mais incessamment tenues en laisse. On avait beau me vanter le privilège de ma naissance, m'enseigner le mépris envers les « vilains », je ressentais pour tous les enfants une ardente amitié, et une véritable affection pour Mirka, dont on me disait cependant qu'elle était pis que paysanne : cette petite en tant que fille d'une race maudite, doublement assujettie à la mienne, et vouée au mépris universel.

Tout cela m'était expliqué maintes fois, et ne faisait qu'augmenter mon amour pour la charmante enfant. Combien de fois je restais des heures entières à rêver, qu'un jour, devenue grande et maîtresse de mes volontés, je prendrais près de moi Mirka, comme une petite sœur, et nous nous en irions loin... loin... je ne savais pas où. Loin surtout de Mlle Barbe et de la salle d'étude où elle pontifiait, derrière une énorme table noire.

Et voilà comment mes rêves ont été brutalement interrompus par la disparition de ma petite compagne Mirka... morte. « Les fins dernières de l'homme » m'ont rappelé cette chose mystérieuse et cruelle, que mon imagination ne pouvait concevoir.

À la question de Mlle Barbe sur « ceux qui vont au Ciel », une nouvelle et terrible inquiétude surgit dans mon esprit tourmenté par la douleur.

— « Ceux qui vont au Ciel — me soufflait ma gouvernante exaspérée par mon mulisme — sont ceux... Allons... rappelez-vous la suite!... Sont ceux qui meurent en état de grâce... Voilà. Et puis?... Et qui ont entièrement — satisfait — à la justice de Dieu. Voilà. Voulez-vous répéter ?

Au lieu de répéter, je demandai à mon tour :

— Qu'est-ce que c'est que de mourir en état de grâce ?

— Il faut être muni de saints sacrements, se confesser, recevoir l'extrême onction.

— Mais il n'y a que les grandes personnes qui vont à confesse — j'objectais. Et pourtant il y a des enfants qui meurent!...

— Les enfants vont au Ciel, pourvu qu'ils soient sages et baptisés.

Mon malaise augmenta. De mes doigts tremblants, je tortillais la dentelle de

mes manchelles, n'osant questionner davantage. Et pourtant, je sentais que je ne pouvais pas en rester là.

— Qu'est-ce que vous avez donc aujourd'hui? demanda Mlle Barbe, s'apercevant enfin de mon trouble.

— Je... je voudrais savoir quelque chose...

— Quoi?...

— Est-ce que... Mirka est allée au ciel?

— La petite juive? mais elle n'était pas baptisée — s'écria la gouvernante.

— Alors... les juifs ne vont pas au ciel?

— Jamais! affirma Mlle Barbe avec une certaine satisfaction, secouant énergiquement sa tête.

— Où vont-ils alors?...

— Ils vont à l'Enfer.

— A l'Enfer!...

Et dans ma mémoire fidèle se refléta subitement ma leçon qui finissait ainsi :

« L'Enfer est un lieu de tourment où les damnés sont pour toujours séparés de Dieu et souffrent avec les démons des supplices qui ne finiront jamais! » Donc, Mirka, cette douce et mignonne créature, souffrira, tourmentée, brûlée par les flammes, fouaillée par les démons. Cette enfant si douce?... ce chérubin, qui souriait si gentiment...

Mon cœur se crispa d'horreur.

— Mademoiselle! — m'écriai-je haletante — mademoiselle...

— Eh bien, quoi?...

— Ce n'était cependant pas sa faute de mourir juive... Le bon Dieu devrait le savoir, et ne pas la laisser aller en Enfer...

— Il n'y a que les catholiques qui peuvent entrer au paradis, qui est un lieu de délices réservé aux saints et aux anges. Quant aux autres, les infidèles, les hérétiques, les juifs — tant pis pour eux! Ils vont à l'Enfer!

D'un geste sec elle sembla repousser quelqu'un impitoyablement. J'ai cru voir le petit corps de ma pauvre Mirka rouler dans l'effroyable gouffre infernal. Je tendis mes bras en criant :

— Non!... Non!... je vous en prie!... Non!... Je ne veux pas que cela soit ainsi!... Mirka ira au ciel... ou sinon... sinon...

Et mes petits poings, se serrèrent d'eux-mêmes, — Sinon, le bon Dieu n'est pas bon, et je ne veux pas l'aimer!

— Petite malheureuse! glapit Mlle Barbe, m'attrapant par le bras. — A genoux! Demandez pardon à votre Créateur de l'avoir tellement offensé!... Regardez, Il se fâche, Il vous biâme...

Elle me montrait du doigt sévèrement levé l'image de Jésus accroché sur le mur. Elle m'exhortait à la contrition, et prétendait que notre Seigneur, blessé par mon ingratitude, avait des larmes aux yeux.

J'ai glissé un regard furtif sur la peinture, et j'ai vu les yeux ternes et secs comme d'habitude. J'ai compris que Mlle Barbe abusait de ma naïveté, et le cœur plein de rancune, je lui jetai à travers mes sanglots le premier cri de méfiance et de défi :

— C'est vous qui êtes une menteuse... na!...

MARYA CHÉLIGA.

HYPOCRISIE BOURGEOISE

La cupidité a été l'âme de la civilisation depuis son premier pas jusqu'à l'heure actuelle. La richesse, encore la richesse et toujours la richesse, richesse, non de la société, mais de tel ou tel individu, a été l'unique moteur. Et comme elle était fondée sur l'exploitation d'une classe par une autre, son développement

s'est opéré et s'opère encore au milieu de contradictions sans fin : chaque progrès de la production aggrave la situation de la classe qui produit et qui est la grande majorité ; ce qui est un bienfait pour les uns est un mal pour les autres. Un exemple convaincant nous en est fourni par le machinisme contemporain. « Un exemple convaincant nous en est fourni par le machinisme contemporain. » Un exemple convaincant nous en est fourni par le machinisme contemporain dont nul n'ignore les effets. Et tandis que chez les barbares il était à peine possible de faire une distinction entre les droits et les devoirs, la civilisation fait éclater leur différence et leur opposition aux yeux des plus naïfs, en attribuant presque tous les devoirs à une classe et à l'autre presque tous les droits.

Il est évident qu'une telle situation ne devrait pas être. Ce qui est bon pour la classe régnante doit être bon pour la société toute entière avec laquelle la classe régnante s'identifie. C'est pourquoi, à mesure qu'elle progresse, la civilisation se voit forcée de couvrir du manteau de la charité les maux qu'elle enfante, de les atténuer, de les nier, en un mot de pratiquer cette hypocrisie de conventions inconnue aux premières sociétés et qu'elle-même ignorait à son début. Et quel est le dernier mot de cette hypocrisie ? C'est que l'exploitation dont est victime la classe opprimée de la part de la classe privilégiée n'a lieu que dans l'intérêt de la première ; et si celle-ci ne le voit pas, c'est qu'elle est de la plus noire ingratitude à l'égard d'exploiteurs qui l'accablent de bienfaits.

F. ENGELS.

PAYSAGE D'ALCOOL

Le paysage d'alcool peut être contemplé presque partout à la fois dans les quartiers différents de la grande ville, au boulevard et au faubourg. L'heure verte de l'absinthe sonne en même temps à l'horloge du café élégant, à l'œil-de-bœuf de la boutique du marchand de vin.

Mais le décor choisi, celui que je désire, celui qui me paraît le mieux exprimer la halte de la fatigue humaine, la recherche farouche de la diversion et de l'illusion, ce décor-là sera au faubourg, à l'entrée, au début de la montée.

C'est à l'endroit où la longue rue en pente passe comme un pont au-dessus du canal, où le chemin d'eau et la chaussée de pierre se coupent, créent un carrefour. L'eau jaillit des écluses, le niveau monte, une lente navigation de gros bateaux, de lourds chalands, s'établit sur la surface paisible, à ras du quai. Le calme miroir réfléchit le ciel délicieux. Les bateaux sont suspendus dans l'espace, errent au-dessus des nuages. La lumière rose du soleil fleurit dans la verte étendue.

D'où vient que la foule en marche ne s'arrête pas au parapet pour jouir des adieux du jour, de la beauté de l'eau, de la suite légère des nuages ? D'où vient que nul ne veut regarder les hauts et massifs bateaux, si doucement posés sur cette clarté de mirage, — que nul ne s'intéresse à ce glissement régulier, à ces mâts fiers, à ce labeur pacifique, — que nul ne jouit de la minute exquise qui ne reviendra plus, à peine née, déjà évanouie ?

Tout le monde passe, du même pas, contribue au piétinement du troupeau qui tient la largeur de la chaussée. Presque tous les yeux qui pourraient refléter de la lumière sont baissés vers le sol, et ces regards ne voient pas, ces regards perdus, tombent dans la poussière et dans la boue. Ces passants aux pieds traînants, les bras las, la tête basse, s'en vont vers la nourriture et le gîte, vers la soupe chaude et le sommeil. La poésie qu'ils ont en eux, les révoltés et les résignés, les réfléchis et les indifférents, c'est de continuer à vivre, c'est de réparer, de retrouver les forces perdues d'aujourd'hui, pour recommencer demain.

* *

Beaucoup pourtant, de ceux qui arrivent ainsi au carrefour, montrent une inquiétude et une habitude. Ceux-là s'arrêtent, mais ce n'est pas pour regarder

le ciel renversé dans l'eau, les barques et les nuées. Ils ont le mouvement tournant et machinal des chevaux qui entrent à l'écurie le soir : eux aussi, ils tournent et ils entrent.

Ce n'est ni le café, ni la boutique du marchand de vin, et c'est à la fois l'un et l'autre. C'est l'endroit spécial où l'on boit l'absinthe, — où l'heure verte sonne dans sa plénitude, sa solennité.

À l'extérieur, un long et haut rez-de-chaussée aux boiseries blanches, aux vitres claires, une mise en scène de rectitude et de propreté. Quelque chose de bourgeois et d'administratif, de cosu et de sérieux. Il est évident, dès le dehors, que l'on ne peut entrer là que pour accepter une règle, accomplir une fonction.

L'intérieur est en accord avec ce premier aspect. Les objets sont corrects, d'une propreté brillante, d'un luxe froid. Tout du long un comptoir d'étain où l'on pourrait s'accouder à cent — où l'on s'accoude à cent. — Au mur, derrière le comptoir, face aux buveurs, une glace, des rayons de verres et des bouteilles. Contre l'autre mur, entre les porte-fenêtres, partout il y a une place, des tonneaux énormes à robinets de métal. A chaque bout du comptoir, il y a un alambic de cuivre. Et partout, s'empressant, faisant les gestes nécessaires de verser, de rincer, des garçons en tabliers noirs.

On ne boit que de l'absinthe. La rangée de verres est verte, du vert opalin, sans transparence, aux remous opaques. Un parfum terrible, déjà enivrant, règne dans la salle, asservit immédiatement ceux qui entrent. C'est une odeur de nature, d'herbes mystérieuses, cachées au lointain des forêts, des halliers noirs, des clairières inconnues, une poussée de plantes dangereuses, mortellement épanouies dans la chaleur torride.

De temps en temps, une main saisit une carafe, fait filtrer l'eau glacée goutte à goutte, le nuage se forme, s'élève, tournoie. La main se crispe sur le verre, on la voit monter, on voit une tête qui se renverse, une bouche qui boit, des yeux qui se ferment.

L'homme avale l'oubli : il se change magiquement, il se donne des yeux, une autre pensée.

L'heure verte est pour lui l'heure de la folie, de la déraison. Il ne voit rien, ne veut rien voir de la rue, de l'eau, des nuages, des passants ses semblables, qui le frôlent, auxquels il est lié par la même loi de travail et de misère. Mais dans ce verre-là, rempli par le nuage trouble, il voit ce qu'il veut, et ce qu'il voit, il ne le dit pas. Il garde pour lui tout le petit monde qui scintille et palpite en lui, à l'appel de ce parfum de forêt, à la sensation de ce goût de feu, de ce goût incendiaire où il semble que toute la forêt brûle, que les herbes vénéneuses flambent. Il garde pour lui les fées en robes de gaze qui rasent la surface de ce marécage, de cette bourbe amassée dans ce verre, tenu par la main crispée. Il garde pour lui les lutins cruels qui se précipitent par son gosier, et envahissent, dansent frénétiquement dans son cœur et dans son cerveau, lui parcourent les bras, les mains, viennent jusqu'au bout de ses doigts fébriles.

Rien, il ne dit rien. Le buveur de vin est bavard, le buveur d'absinthe est silencieux. Il veut pour lui seul ses décors irréels, ses songes, ses abîmes. Les buveurs d'absinthe que j'ai vus, dans l'endroit que je dis, sont des fidèles absorbés par un rite, des croyants moroses en proie à l'extase rigide. Ils étaient debout les uns auprès des autres. Presque tous des isolés. Peu se connaissaient, peu se parlaient. Ils buyaient, faisaient un signe pour qu'il leur fût versé une autre ration, puis une autre... Ils sortaient, sans tourner la tête.

Cet enfer a ses cercles. Sans cesse l'homme devenu la proie de l'alcool, devient un autre homme. Sa tristesse s'aggrave, sa fureur va naître. Tous ceux qui boivent debout contre le comptoir d'étain, ne sont pas encore pareils. Il y a des

gestes doux, des figures jeunes, éveillées, plaisantes. Certains ne font que goûter au poison, s'observent, croient ne prendre qu'un réconfort.

Après d'eux, la brusquerie apparaît. On voit gagner la pâleur verdâtre sur les visages, s'affirmer les gestes de bras cassés, de mains malades. Aux coins sombres, des vieux avant l'âge se sont installés pour savourer longuement l'ivresse brûlante. Des visages terribles surgissent, en proie à l'idée fixe, au délire de la persécution. Des mâchoires remuent des bouches, grommellent de menaces en dedans, des doigts terreux tremblent, l'effroi passe dans des yeux chagrins, la colère va surgir. L'heure verte, un soir, sonnera pour ces pauvres hommes, l'appel forcé à la folie, au suicide, à l'homicide. Les bateaux continueront de passer lentement dans la féerie ignorée du soir.

Gustave GEFFROY.

LE PRESOIR



EUGÈNE POTTIER

Dans un ciel d'automne orangeuse
La lie a barbouillé l'azur.
Sa boîte au dos, la vendangeuse
Porte à cuver le raisin mûr.
En bouillonnant la grappe tombe,
Puis la vis tourne avec effort;
On croirait la vaste hécatombe
De martyrs pâmés dans la mort.

Chantons le martyr en extase,
Chantons la vendange et l'espoir,

Chantons les grappes qu'on écrase,
Le grain saignant sous le pressoir.

Où sont mes grappes ? leur sang coule,
Disent les pampres du coteau.
On les torture, un pied les foule,
Le pressoir les tient sous l'étau ;
Tu les crois mortes, pauvre feuille.
Plus vivantes à chaque tour,
Le bon vigneron les recueille
En flots de jeunesse et d'amour.

Ce jus d'enivrante agonie,
Bu par les peuples en chemin,
Ce vin capiteux du génie
Monte au cerveau du genre humain.
Bu nous cette foule immolée
Trouve un Panthéon grandissant.
Socrate, Jean Hus, Gallilée
Vivent passés dans notre sang.

Ah ! qu'un chant d'espoir vous soutienne,
Nations, peuples pressurés.
Vous que l'Exil jette à Cayenne,
Chair à pressoir, grains torturés
Si le présent n'a pas mémoire,
Dans la coupe de l'avenir,
Versez, versez, votre âme à boire,
La grande soif va revenir.

Quand viendra le beau Vendémiaire,
On verra des pressoirs sacrés,
Le vin, l'amour et la lumière
Couler pour tous les altérés.
Du gibet quittant les insignes,
Jésus déclouant ses bras las,
Au Calvaire planté de vignes,
Mettra sa croix pour échelas.

Chantons le martyr en extase,
Chantons la vendange et l'espoir,
Chantons les grappes qu'on écrase,
Les grains saignant sous le pressoir.

Eugène POTTIER.

LA GRÈVE DE CARMAUX ⁽¹⁾

Jamais depuis dix ans ne s'était produit dans le prolétariat un mouvement d'opinion plus vif que celui qui soutient à cette heure les ouvriers verriers de Carmaux. D'où vient cela ? D'où vient que deux fois, en quelques années, en 1892 avec la grève des ouvriers mineurs, maintenant avec la résistance des ouvriers verriers, cette petite bourgeoisie socialiste a mis en mouvement toutes les sympathies ouvrières ? Cela tient à deux causes principales. D'abord il y a à Carmaux un puissant esprit d'organisation et de solidarité. Tous les mineurs sont syndiqués, tous les verriers le sont aussi, et il n'y a pas eu une seule lutte engagée par le prolétariat depuis bien des années où on ne trouve les souscriptions des travailleurs de Carmaux.

Ensuite et surtout, ils n'ont jamais séparé la lutte économique de la lutte politique. Fortement groupés pour défendre leurs intérêts immédiats, leur salaire et leur bien-être, ils savent aussi que c'est par la seule conquête du pouvoir que le prolétariat arrivera à la pleine liberté et à la pleine justice. Ils menacent donc doublement l'ennemi par leur organisation syndicale et par leur élan politique. Ils sont des syndiqués qui tentent d'améliorer le présent et des socialistes qui préparent l'avenir. Dès lors toutes leurs rencontres avec le haut capital prennent une double signification : c'est à la fois leurs syndicats professionnels et leurs élus socialistes que l'ennemi veut briser, et tout le prolétariat, tout le parti socialiste de France se sentent ainsi solidaires du combat engagé à Carmaux. Aussi les conflits qui s'y émeuvent ont-ils d'emblée un sens général et un intérêt d'ensemble. En 1892 les mineurs défendaient contre la famille Reille leur droit à élire des ouvriers. Cette fois les verriers défendent contre Ressayguier qui les affame leur existence syndicale et leur liberté politique.

Une pensée de résistance et une émotion de combat ! Il y a eu outre un tel soulèvement de consciences que capitalisme et gouvernement seront sans doute obligés de reculer.

Ah ! les imprudents qui au moment où le patronat est partout discuté et ébranlé, lui donnent devant le peuple tout entier, figure d'affameur !

Jean JAURÈS.

(1) Le citoyen Jaurès qui devait faire une étude spéciale sur le *Socialisme* pour notre Almanach, étant complètement pris par la grève de Carmaux à laquelle il s'est entièrement consacré avec le dévouement que l'on sait, n'a pu nous donner que ce court article relatif à ladite grève. Il est d'autant plus intéressant qu'il a été fait au moment le plus chaud de la lutte des grévistes contre Ressayguier.

N. D. L. R.

Celui qui a présente à la mémoire la pensée de la mort en vue de son idéal, cherche à maintenir cet idéal à la hauteur de ce sacrifice possible ; il puise dans ce risque suprême une tension constante, une infatigable énergie de la volonté. Le seul moyen d'être grand dans la vie, c'est d'avoir la conscience qu'on ne reculera pas devant la mort.

GUYAU.

LES ARRIVÉS

On a dit ces temps derniers beaucoup de mal des *ratés*. On a bien fait sans doute de frapper sur eux, puisqu'ils ont été vaincus dans la lutte pour l'existence et que les vaincus ont toujours tort. Aussi ne veux-je point les défendre; il ne faut défendre que les forts. Je voudrais seulement adresser quelques mots aux heureux, aux arrivés.



GEORGES RENARD

Il va sans dire, ami lecteur, et vous, critique aimable, que vous êtes tous deux des hommes arrivés. Mais moi, je vous le dis tout bas pour vous épargner la peine de le dire tout haut, je ne suis qu'un *raté*; mes amis intimes se feront un plaisir d'en convenir, pour peu que j'aie le dos tourné. Et, en effet, j'ai quarante ans, je ne suis ni sous-préfet, ni décoré, ni chef de bureau, ni millionnaire, ni conseiller municipal de ma commune; je n'ai pas été exécuté à la Bourse, ni condamné à mort; je ne ferai jamais rien de bon. Cependant, si je n'ai rien dans le ventre, comme on dit élégamment en style du jour, j'ai quelque chose sur le cœur et voilà pourquoi, après

un aveu si cruel, je me permets d'élever la voix.

Je voudrais (est-ce trop demander ?) que les arrivés n'agissent pas en parvenus.

Je ne m'adresse pas aux grands, aux illustres, à ceux qui règnent.

Et par droit de conquête et par droit de naissance,

à ceux qui se sont élevés au-dessus de tous à force de génie, de travail, de droiture. Ceux-là, dit-on, sont pour la plupart accessibles, affables, bienveillants; ils savent avoir de la fierté sans vanité, de la bouté sans mépris; ils ne craignent pas de s'amoindrir en descendant du haut de leur gloire; ils compatissent à la souffrance, parce qu'ils ont souffert; ils sont doux, parce qu'ils sont forts; ils ne craignent pas de se créer un rival en aidant un débutant. Ils ressemblent à ce guerrier qui d'un seul coup de son sabre abattait la tête d'un taureau; on lui demanda cette arme merveilleuse; il la prêta; on essaya en vain de répéter le même exploit, et, comme on s'étonnait: J'ai donné le sabre, dit-il, mais j'ai gardé le bras.

Chapeau bas devant ces vrais grands hommes! Mais ils ne sont pas nom-

breux, et combien n'y a-t-il pas en revanche de chétifs personnages qui ne sont grands que parce qu'ils sont haut perchés !

Parmi eux, ceux-ci sont fils, frères, neveux, disciples d'un homme qui fut quelqu'un. Ils ont trouvé un nom tout fait, une fortune acquise, ils n'ont eu que la peine de naître et le plaisir d'hériter !

Ceux-là ont conquis leur grandeur par mille petits moyens ; ils se sont élevés à force de bassesses ; ils se sont faits esclaves pour devenir maîtres ; ils ont été flatteurs afin d'être un jour flattés ; ils ont gravi sur les genoux et sur le ventre la hauteur où ils trônent majestueusement.

D'autres encore (c'est le plus grand nombre) ont été des modèles de patience moutonnaire et de régularité machinale ; ils ont eu à l'école des prix de sagesse et ils continuent à en mériter. Ce sont de bons jeunes gens qui n'ont jamais fait ombrage à personne ; pas la moindre velléité d'indépendance ou d'originalité ; aucune opinion tranchée dans un sens ou dans un autre ; ni vice, ni vertu ; une foule de qualités négatives. Ils sont entrés jeunes dans une administration quelconque et ils n'en sont jamais sortis. Or une administration, c'est un ascenseur. Il suffit de se tenir coi, la machine se meut à votre place et, d'une marche lente, mais sûre, vous montez, vous montez sans rien faire ; au quatrième étage, vous touchez tant de milliers de francs ; au cinquième, vous êtes décorés et, peu à peu, vous vous trouvez tout en haut, comme si vous aviez eu les ailes de l'oiseau ou l'agilité de l'écurieil.

Quel que soit le chemin suivi, ils sont tous arrivés ; donc ils ont du mérite et ils doivent être traités avec une considération respectueuse. Pourtant, sauf le respect que je leur dois et que je leur rends, comme vous voyez, je leur donnerais volontiers quelques petits conseils :

« Messieurs, leur dirais-je, prenez garde ! Ne vous redressez pas tant. A vous voir vous cambrer ainsi de peur de perdre un pouce de votre taille, on croirait que vous vous sentez petits.

« Si vous avez le vertige, ayez donc soin de le cacher ; on vous soupçonnerait de n'avoir point l'habitude des hauteurs.

« Vous, Monsieur de la Finance, qui étalez dans une voiture capitonnée votre ventre et votre insolence, pourquoi faire semblant de ne pas apercevoir les passants qui vous croisent à pieds ? Serait-ce que vous craignez de reconnaître parmi eux un parent pauvre ou un actionnaire ruiné dont l'argent est resté dans votre caisse ?

« Vous, charmante diva, qui régniez sur le public et sur votre directeur, ne pourriez-vous laisser de temps en temps un bon rôle et un peu du soleil de la rampe à votre camarade qui s'étiolle à votre ombre ? Vous êtes donc bien peu sûre de votre trône et de votre talent que vous ne souffrez d'autres voisins sur les planches que des nullités ou des laï-dérons ?

« Quant à vous, seigneur Rubens, j'admire fort vos tableaux ; seulement je n'estimerai pas moins votre peinture et votre caractère, si vous étiez moins dur pour les peintres qui ont le tort d'être jeunes et de n'avoir pas encore un nom ! Ils peignent autrement que vous, c'est vrai ; mais, auriez-vous, par hasard, oublié le temps où vos premières toiles faisaient scandale ?

« Je rencontre hier un ami de collège. Une volée de gais souvenirs se lève et gazouille en moi tout à coup. Je vais à lui, la main tendue, le sourire aux lèvres, le vieux tutoiement à la bouche. — Bonjour, cher, me

répond-il d'un ton glacé, que faites-vous maintenant ? — Je reste court. On me tourne le dos. J'apprends que mon *ami* est préfet quelque part et qu'il s'est converti de gloire dans une campagne contre les mineurs de je ne sais plus quelle houillère. Tout s'explique. Je sais bien qu'il a daigné me reconnaître et que c'est beaucoup. Mais en vérité ne pouvait-il m'apprendre de façon moins rogué qu'il est devenu un glorieux ?

« Je ne dis rien, et pour cause, des gens de lettres et des journalistes. C'est une chose connue que dans ce monde-là règnent la bienveillance, la modestie, la fraternité la plus parfaite. Le directeur politique d'un journal laisse une indépendance presque sans bornes à ceux qui écrivent sous lui ; jamais un rédacteur en chef ne mutilé ou ne relègue à la troisième page, parmi les faits divers, les articles d'un nouveau venu qui l'inquiète. Les jeunes trouvent partout portes ouvertes et moyen de se produire. Il n'y a pas d'exemple d'un critique influent tuant en quatre lignes le livre d'un confrère qui lui paraît montrer plus de talent qu'il n'en faut. Les éditeurs mêmes, par cela seul qu'ils sont à la frontière du monde littéraire, sont pleins d'égards, de douceur, de générosité envers l'écrivain qui compte pour vivre sur le succès de son volume. Heureux monde où ceux qui entrent dans la carrière n'ont pas à pâtir des petitesse de la concurrence et des cruautés de la jalousie !

« Mais quel spectacle, hélas ! si je regarde le reste de la société ! Comme les convives attablés au banquet de la vie écartent les coudes pour ne pas laisser de place aux arrivants ! Comme ils disputent à ces affamés jusqu'aux miettes de leur festin !

« Je ne veux pas leur souhaiter de mal ; je consens qu'ils mangent et digèrent en paix. Mais, de grâce, Messieurs les heureux, ne soyez point si fiers d'avoir l'estomac plein, ne soyez point surtout si féroces pour ceux qui sont à jeun.

« Vous avez gravi sans encombre une longue et rude côte ; je vous en félicite ; je pourrais vous dire : — Tendez la main à ceux qui sont encore en route — mais ces générosités-là ne sont guère de notre temps. Je vous en prie du moins, au nom de votre passé, n'abusez pas de l'avantage de la position ; ne faites pas pleuvoir des pierres et des sarcasmes sur vos frères moins heureux qui grimpent avec effort. Savez-vous si tel qui peine là-bas à mi-côte ne serait pas aussi haut que vous, s'il était parti du même niveau ? Etes-vous bien sûrs que tel autre ne monterait pas comme vous, d'un pas gaillard, s'il consentait à laisser en route famille, fierté, scrupules et autres poids incommodes ?

« Encore un coup, prenez garde. Soyez prudents, sinon justes. Ne forcez pas les gens à se demander comment et par où vous êtes arrivés. Au nom de ce que vous avez de plus sacré au monde, au nom de votre intérêt, ayez l'air d'être modestes et même, à l'occasion, ayez un peu de pitié pour ces pauvres *ratés* qui, après tout, ne sont pas coupables, s'ils n'ont pas pu, et qui le sont encore moins, s'ils n'ont pas voulu arriver comme beaucoup d'entre vous !

Georges RENARD.

Quoi, on nommera nouveauté, absurdité, impertinence, tout ce qui peut se dire des abus, des dérèglements que le travers et la méchanceté de l'homme a produit dans le monde, et on sera obligé de garder là-dessus un silence respectueux.

Thomas MORIS.

SONNET

*Souffre, ô cœur gros de haine, affamé de justice !...
En nos jours infestés de triomphes pervers,
Plein d'horreur et d'ennui, je me redis ce vers
Comme André dut le dire au chemin du supplice.*

Il faut se taire, il faut que le juste pâtisse,
Que sa lèvre et son bras portent les mêmes fers,
Que l'insulte s'ajoute à tant de maux soufferts,
Et qu'à masque levé la fraude s'applaudisse.

Nul refuge ! Partout on les verra vainqueurs.
Ceux dont ils n'ont pas fait des sbires sont claqueurs ;
Le monde est leur conquête et veut qu'on le salisse.

Point de lutte ! Ecrasé du flot des Apostats,
Raillé, muet, il faut mourir sous les pieds-plats.
Souffre, ô cœur gros de haine, affamé de justice !...

Louis VEULLOT.

ANECDOTES

Horace Vernet avait ses coudées franches à la cour de l'empereur Nicolas. Un jour le Czar lui demanda en riant : Mon cher Vernet, avec vos idées libérales, si je vous priais de représenter une victoire des Russes sur les Polonais, vous refuseriez ? — Pourquoi donc Sire ? répondit aussitôt l'artiste ; n'ai-je pas déjà peint plusieurs fois, dans ma vie, le Christ attaché à la croix.

Rouvier — dont le toupet devient proverbial — était pris à partie à la Chambre par un tougueux radical qui lui reprochait ses nombreuses participations à des syndicats financiers véreux tardivement avouées par Rouvier. — Cela ressemble fort à prendre l'argent dans les poches, lui disait le radical. — Eh ! où voulez-vous donc que je le prenne, répondit Rouvier ?

Mademoiselle X..., qui se flatte d'être poète sans avoir jamais rien produit, disait un jour à un jeune homme de ses connaissances : — donnez-moi donc, Monsieur, une rime à *coiffe*. — Impossible, Mademoiselle, car ce qui appartient à une tête de femme n'a, dit-on, ni rime ni raison.

Dans une réunion des Gauches, où l'on discutait sur la nomination du Président à la Chambre des députés, Gambetta prit la parole pour indiquer à ses collègues les conditions de caractères et de talent que devait offrir celui qui serait appelé à l'honneur de présider la Chambre. Il s'exprima de telle manière qu'il était impossible de ne pas le reconnaître lui même dans le portrait qu'il venait de tracer ; Rochefort. — récemment arrivé de l'exil, — qui accompagnait un de ses amis député à cette réunion, dit assez haut pour être entendu de ceux qui l'entouraient : « Il ne manque qu'un trait à ce que vient de dire Gambetta, c'est que le président doit avoir un œil en ver ».

Madame la baronne de Suttner, la vaillante propagandiste de la paix et enne-

mie déclarée de la guerre, qu'était un jour à une fête de bienfaisance à Vienne. Elle présente la bourse à un richard, qui lui dit rudement :

« — Je n'ai rien.

« — Prenez, Monsieur, répondit Mme de Sultner, je quête pour les indigents ».

* *

Yvette Guilbert, dont la badauderie parisienne fait tout le succès, causant un jour avec Lisbonne au Divan japonais, ne put s'empêcher de lâcher un petit vent, et, pour faire croire que le bruit venait de son fauteuil, elle se mit à remuer un peu. Mais Lisbonne qui n'avait pas pris le change, lui dit en riant : « Apparemment, vous cherchez la rime ! »

* *

« Le lavement des pieds ».

Miss Maud-Gone, l'Irlandaise bien connue dans le monde parisien, est allée à Rome. Dans une lettre, elle rend compte de ses impressions.

« J'ai été très heureuse, dit-elle, entre autres choses, de voir le pape donner des lavements à des enfants avec une grande pompe ».

* *

On a pu lire tout récemment dans les journaux grecs qu'un certain Bakalopoulo, grand propriétaire d'Athènes, se mit à la tête d'un mouvement ayant pour but d'arriver à diminuer les frais d'expulsion des locataires qui ne paient pas facilement leur loyer.

Ce M. Bakalopoulo est excessivement riche, il possède plus de cent maisons à Athènes, mais il est aussi d'une avarice sordide et proverbiale en Grèce. Toutefois, peu de personnes connaissent le trait suivant de son avarice :

Un jour qu'il allait toucher le loyer d'une de ses maisons chez un industriel d'Athènes, celui-ci le reçut avec beaucoup d'amabilité et, l'ayant fait asseoir, lui demanda ce qu'il pourrait bien lui offrir. — « Oh ! rien, répondit Bakalopoulo, je ne prends jamais rien entre mes repas ».

— « Mais si, mais si, fit l'industriel, il faut prendre quelque chose ». Et comme il insistait beaucoup, M. Bakalopoulo qui avait remarqué sur le bureau des timbres de 25 centimes, céda aux instances de son locataire et avançant la main : « Puisque vous insistez tant, dit-il, je prendrai un timbre-poste ».

* *

Jay Gould, le milliardaire américain, est à son lit de mort.

— Voyons, lui dit le vieux prêtre qui l'assiste, convertissez-vous, mon ami, et songez que vos bonnes actions vous seront comptées là-haut, tandis que vos mauvaises...

— Oh ! soupire le mourant, les mauvaises... je les ai vendues...

* *

Les coquilles typographiques.

Le docteur Luys, l'aliéniste bien connu, auteur de plusieurs ouvrages sur l'aliénation mentale, inscrit en marge d'une épreuve cette mention, destinée au metteur en page :

Il faut guillemeter avec soin tous les alinéas.

Le livre parait, et l'auteur y lit avec stupeur cette phrase :

IL FAUT GUILLOTINER AVEC SOIN TOUTS LES ALIÉNÉS.

* *

Un quatrain d'antan d'actualité :

Georges, dont les grands biens sont une nouveauté,
Et qui fut autrefois mon petit locataire,
Enseigne le respect de la propriété,
A présent que ses vols l'ont fait propriétaire.

LA GUERRE EST-ELLE NÉCESSAIRE ?

La guerre, nous dit-on, est un fait nécessaire, puisque, partout et de tout temps, elle a existé. Mais le cannibalisme a été comme la guerre, une pratique universelle souvent sanctifiée par les religions et, dans toutes les races humaines, il a été en usage pendant un laps de temps qui sûrement dépasse en durée notre courte période historique. Souvent même le cannibalisme a été la principale cause des guerres ; pourtant les nations civilisées ont fini par l'avoir en horreur. Autant en peut-on dire de l'esclavage, cause et résultat de la guerre pendant des milliers d'années et que pourtant les peuples les plus développés ont fini par abolir, quand leur sens moral a été suffisamment élargi et purifié. On est donc mal fondé à tenir la guerre pour une fonction indispensable aux sociétés humaines, par cela seul qu'elle existe depuis les âges primitifs.

Autre lieu commun, mais celui-ci bien plus pompeux : la guerre est divine (1). L'un des plus célèbres apologistes religieux de la guerre, J. de Maistre, y voit un châtement infligé par la Divinité même aux nations coupables ; selon lui, c'est une indispensable expiation. Quand, dans la balance divine, le plateau des crimes est surchargé et trébuche, le Tout-Puissant donne une mission vengeresse à son ange exterminateur, qui s'en va, à l'irred'aile, répandre à flots le sang des nations coupables (2). Aujourd'hui, réfuter de telles aberrations est à peu près inutile. À mesure que progresse la science, l'intervention divine est de plus en plus éliminée des affaires humaines. Nous savons trop que les religions ont été faites à l'image des hommes ; que, presque toujours, les prêtres ont mis docilement leur influence au service des grands, des puissants ; ce ne sont pas les dieux qui ont poussé les hommes à s'entr'égorger ; ce sont les princes qui, par des bouches sacerdotales, ont fait parler les dieux, afin de couvrir le trône, à son tour protecteur de l'aulel.

Quand, avec les progrès de la raison humaine, les arguments théologiques sont devenus insuffisants à justifier la guerre, l'ombre de la religion, la métaphysique, est venue à la rescousse. Écoutons l'un des plus célèbres et non le moins insensé des métaphysiciens apologistes de la guerre : je veux parler de Proudhon. Son argumentation à outrance est bien propre à mettre en relief toute l'absurdité de la thèse. A en croire Proudhon, il n'y a pas à se préoccuper dans les guerres de la question de justice ; car la guerre est nécessairement juste des deux côtés. Comment pourrait-elle être injuste, puisqu'elle est simplement une épreuve juridique, une sorte d'ordalie en grand ? Les prières, que, dans les camps adverses, on a l'habitude d'adresser en Europe, à l'Éternel, pour lui demander la victoire, sont tout à fait comparables aux plaidoiries des avocats devant les Tribunaux et elles ne sont pas plus déraisonnables (3).

En émettant ces étranges assertions, Proudhon s'inspire d'un sophiste qui a eu son heure de grande célébrité, de Hegel, le métaphysicien du fait accompli. Suivant Hegel, tout ce qui arrive est juste, par cela seul que c'est arrivé : les protestations de la conscience sont de simples phénomènes subjectifs, par suite négligeables (4) ; « la raison du plus fort est positivement la meilleure ». En mangeant les vaincus, les Iroquois, dit Proudhon, ne faisaient que pousser à outrance l'arrêt de la victoire, arrêt nécessairement

(1) J. de Maistre, *Soirées de Saint-Petersbourg* (Entretien VII).

(2) J. de Maistre, *Soirées de Saint-Petersbourg* (Entretien VII).

(3) Proudhon, *la Guerre et la Paix*, t. I, 102, 103.

(4) Ibid, 123, 130.

juste et aux termes duquel l'Etat du vaincu doit être absorbé par celui du vainqueur (1). Si excessive est l'absurdité de pareils sophismes, qu'on les réfute en les citant.

Sans être beaucoup plus solide, l'argument tiré de l'utilité de la guerre est plus spécieux. Proudhon l'invoque, mais en y mêlant de la métaphysique : « La guerre, dit-il, est une forme de notre raison, une loi de notre âme, une condition de notre existence ». Le peuple, ajoute-t-il, a la religion de la force ; il s'incline avec respect devant les arrêts des batailles, et c'est sur cette religion de la force, sur ce droit divin que reposent les sociétés (2). Que le prestige de la force victorieuse soit énorme, c'est là un fait malheureusement trop vrai. Pendant des milliers d'années, l'humanité a dû s'accoutumer à être foulée aux pieds par les conquérants et elle a fini par admirer ses bourreaux. Exactement comme le chien et pour les mêmes motifs, l'homme moralement vulgaire a la religion du maître ; mais si les consciences inférieures s'inclinent devant le succès brutal, celles qui sont plus noblement trempées se redressent, scandalisées et se révoltent ; car, pour elles, la force n'est rien sans le droit.

Les apologistes de la guerre ne semblent pourtant pas avoir une confiance absolue dans ces arguments généraux, car ils s'efforcent de les fortifier par des considérations d'utilité pratique. Admirez, disent-ils, les résultats de la guerre : selon Hegel et selon Proudhon son satellite, « elle est indispensable au développement de l'humanité ; elle donne le relief à notre vertu et y met le sceau ; elle retrempe les nations que la paix a amollies, consolide les Etats, affermit les dynasties, éprouve les races, donne l'empire aux plus dignes, communique à tout, dans la société, le mouvement, la vie, la flamme (3). »

Examinons de près toutes ces prétendues utilités. L'homme est un être modifiable, susceptible de se perfectionner ou de se dégrader au triple point de vue physique, moral et intellectuel.

Pour la vigueur et la beauté, ce qui est utile, ce n'est pas évidemment la guerre en elle-même, mais bien l'entraînement physique qui peut y rendre apte et qu'elle exige. A Sparte, à Athènes, etc., l'éducation gymnastique, imposée en vue de la guerre a certainement contribué à développer un type physique à nos yeux idéal ; mais, pour obtenir un résultat équivalent, les exercices suffisent, le carnage est de trop. Quant aux qualités psychiques supérieures, à la volonté, à la raison, comment pourraient-elles trouver à s'exercer sous le régime militaire de l'obéissance passive et obligatoire ? Est-il besoin d'ajouter que les sentiments les plus nobles dans la vie civile, la pitié, l'humanité au sens large du mot, sont des vertus absolument anti-guerrières. Tout soldat bien dressé doit tuer sans émotion ni scrupule. Aussi, par le seul effet de la discipline, nombre d'hommes rétrogradent jusqu'à une mentalité inférieure à celle de beaucoup d'animaux ; certains même, moralement métamorphosés en bêtes fauves, finissent par se délecter dans le meurtre, mais on ne saurait prétendre qu'ils aient alors réalisé un grand progrès psychique.

A peine est-il besoin de rappeler qu'au point de vue d'un autre genre de moralité, de la moralité sexuelle, le progrès s'accomplit aussi au rebours. Dans le régime des armées permanentes, qui est celui de l'Europe actuelle, le célibat est presque toujours obligatoire et il produit ses effets ordinaires : la débauche et tout ce qui en résulte. Avant 1870, la mortalité dans l'armée française, c'est-à-dire dans une population d'hommes jeunes et robustes, dépassait de moitié la mortalité dans la population civile de même âge. Ce triste état de choses s'est notablement amélioré depuis lors, mais à mesure

(1) Ibid, 156.

(2) Proudhon.

(3) Proudhon.

que diminuait la durée du service, c'est-à-dire qu'on se préparait moins sérieusement à la guerre. Enfin, au point de vue spécial de la vigueur et de la beauté, la sélection militaire est nécessairement rétrograde, puisqu'elle expose à la mort et à la maladie la fleur de l'espèce. Les deux millions et demi d'hommes que la guerre a fauchés en France depuis moins d'un siècle, étaient, presque tous, jeunes, sains et robustes ; c'était même pour cette raison qu'on les avait offerts au dieu Moloch ; mais la détérioration physique résulte forcément de cette sélection à rebours.

Les influences nocives sont indéniables ; on essaie de leur trouver une compensation. La guerre, nous dit-on, est, malgré tout, une grande éducatrice morale ; elle habitue au dévouement, au sacrifice, à l'effort désintéressé. La thèse pourrait peut-être se soutenir, si, librement et toujours on prenait les armes pour une belle cause, pour une grande idée. Encore serait-il facile d'objecter que l'on peut bien ailleurs que sur les champs de bataille, trouver des occasions de dévouement et de sacrifice ; mais que l'on consulte l'histoire, celle-ci répondra que le plus souvent les hommes ont été poussés sur les champs de bataille, comme des troupeaux, et ont dû faire, bon gré, mal gré, leur partie dans des guerres entreprises pour des motifs ineptes ou franchement coupables.

Dans un de ses brillants dialogues, Voltaire affirme bien que toute guerre est juste (1) ; mais son assertion n'est d'accord avec celle de Proudhon que dans les mots. Pour Voltaire, le mot « guerre » ne doit s'appliquer qu'aux défensives ; les guerres agressives, dit-il, sont de simples expéditions de brigands, contre lesquelles on a le droit et le devoir de se défendre.

Aujourd'hui, la minorité pensante de l'humanité sait que les nations valent et comptent uniquement par leur degré de développement moral et intellectuel, c'est-à-dire par tout ce qui est incompatible avec le goût du pillage et du carnage guerriers. On ne saurait donc prétendre que la guerre puisse perfectionner moralement l'humanité ; mais il est un autre genre de mérite qu'une catégorie de ces apologistes, celle des historiens philosophes, revendiquent pour elle. « Oui, nous disent-ils, la guerre est horrible ; mais, si elle occasionne de grands maux, c'est en vue d'un plus grand bien. Dans l'histoire, la guerre est la grande exécutrice des hautes œuvres ; en supprimant et dépeçant les nations mortes, puis fusionnant leurs débris comme des métaux dans un creuset, elle crée des peuples nouveaux et progressifs ; elle fait de la jeunesse avec de la décrépitude. En fin de compte, la guerre donne toujours la victoire aux meilleurs ; elle est le grand instrument du progrès et de la sélection historique dans l'humanité ; car les peuples qu'elle détruit n'étaient pas ou n'étaient plus viables.

Pesons un peu toutes ces assertions. D'abord est-il bien nécessaire que de deux nations limitrophes et diversement douées l'une dévore l'autre ? Entre certaines espèces animales, ayant mêmes besoins et un habitat limité, cette forme sauvage de la concurrence existe en effet ; mais l'homme, du moins l'homme développé, intelligent, éclairé, peut, dans une très large mesure et par sa seule industrie, augmenter presque indéfiniment le stock des subsistances qui lui sont nécessaires ; il n'en est pas réduit, pour vivre, à exterminer ses voisins. Sans parler même des futures surprises que nous réserve la chimie et que nous pressentons déjà, nous savons que, par la seule pratique de la petite culture intensive, une très vieille nation, la Chine, depuis longtemps à peu près guérie de la folie guerrière, est parvenue à produire et à nourrir une population dont la densité moyenne est triple de la nôtre. Mais nous pourrions, nous pourrions déjà faire bien mieux. Le jour où nous aviserons d'employer à d'utiles créations la science et les immenses ressources que nous perdons et gaspillons pour détruire, la vraie civilisation prendra un essor jusqu'alors inconnu. En utilisant sainement tout le savoir moderne, la science des

(1) *Du droit de la guerre.*

choses et celle des hommes on arriverait à peupler la terre d'une humanité nouvelle, c'est-à-dire à former des populations plus denses que celles du Céléste Empire et douées en outre d'une puissance physique et mentale beaucoup plus grande.

Que l'on examine, une à une, toutes les guerres qui ont décimé la population européenne depuis la chute de l'empire romain. A peine en trouverait-on deux ou trois dont les désastres aient été compensés par une apparente utilité. Je dis « apparente » car ces résultats auraient sûrement pu s'obtenir sans coup férir par les pacifiques échanges des produits et des idées.

Partout les résultats utiles de la conquête sont illusoire ou éphémères. L'histoire telle du moins qu'on l'a écrite jusqu'à nos jours, nous parle toujours fort complaisamment des grands conquérants ; elle s'épuise à nous les représenter comme de puissants génies, qui, à travers les villes en flammes et les champs jonchés de cadavres, fondent de vastes et superbes empires. Mais quelle est l'ordinaire durée de ces empires ? Valait-il bien la peine que Sésostris, Alexandre Cesar, Tamerlan et le dernier de ces hommes-fléaux, non le moins funeste, Bonaparte, dévastassent les plus belles contrées du globe pour grouper de vastes agglomérations humaines, fatalement éphémères par cela même qu'elles étaient des œuvres de violence ?

Nous avons encore à examiner un autre argument très employé par les apologistes de la guerre : Savoir qu'il existe dans le cerveau humain un irrépressible instinct guerrier et que, toujours, jusqu'à la consommation des siècles, force sera de lui donner carrière. Dans cet instinct meurtrier, J. de Maistre voit quelque chose de divin ; il remarque que jamais, sur un champ de bataille, les soldats ne se révoltent contre les chefs qui les mènent au carnage (1), qu'au premier coup de tambour l'homme se dépouille de tout sentiment humain et s'avance allègrement pour tuer son frère inconnu, parfaitement innocent, mais brûlant, de son côté de lui faire subir le même sort. A l'appui de son opinion J. de Maistre allègue encore qu'autant le bourreau est méprisé autant le soldat est estimé, que même on déshonore le soldat en lui imposant l'office de bourreau ; et pourtant, remarque-t-il, le bourreau n'est que l'instrument de la justice.

Emboitant le pas derrière J. de Maistre, Proudhon appuie la même thèse de quelques autres raisons, notamment de l'opinion des femmes : « La femme, dit-il, peut aimer l'homme de travail et d'industrie comme un serviteur ; le poète et l'artiste, comme un bijou ; le savant, comme une rareté ; le juste, elle le respecte ; le riche obtiendra ses préférences ; son cœur est au militaire (2) ».

Bien étrange est cet accord entre l'un des plus fougueux champions du passé et un révolutionnaire, qui, à son heure a fait trembler la bourgeoisie française ; à en croire le premier de ces sophistes, il serait le truchement du suffrage universel masculin ; mais le second n'exprime sûrement que le sentiment des bonnes d'enfants.

Pourtant ces affirmations renferment malheureusement quelque fonds de vérité, mais sans qu'il y ait là rien de divin, ni même rien de spontané. Fort commune en effet est cette admiration stupide pour la guerre et les gens de guerre, et elle résulte simplement de notre évolution historique, même de la longue éducation ancestrale subie par le genre humain. Dès l'origine même des sociétés, les hommes se sont entr'égorgés ; depuis l'institution des monarchies, on les a dressés à combattre sur un simple signe du maître. D'autre part, les prêtres, les moralistes ont à satiété, affirmé et démontré que le meurtre, crime horrible dans la vie civile, devient une action non seulement louable, mais même belle dans la vie militaire ; enfin, les poètes de tous les temps et de tous les pays ont célébré, chanté sur tous les tons la

(1) *Soirées de Saint-Petersbourg* (Entretien VII).

(2) Proudhon, *Guerre et Paix*, 50.

gloire et les héros. De toutes ces influences novices, dont l'action s'est prolongée pendant des milliers d'années, est résultée une empreinte mentale, un penchant acquis, mais devenu héréditaire, qui pousse la plupart des hommes à admirer les beaux carnages, à vénérer les conquérants. Cet instinct artificiel, a été et est en outre soigneusement fortifié par l'éducation, qui, dans les pays les plus civilisés, s'attache encore à entretenir l'admiration pour la guerre et surtout à en masquer l'horreur à n'en faire ressortir que le côté brillant (1).

Pourtant il importe de remarquer qu'arrivés à un certain degré de civilisation les hommes, tout en continuant par habitude à glorifier la guerre, n'ont généralement qu'un désir assez médiocre d'y figurer de leurs personnes. Dans nombre d'Etats civilisés, depuis Carthage jusqu'à l'Angleterre, les classes dirigeantes ont volontiers soldé des mercenaires ou des remplaçants afin de rejeter sur eux le fardeau sanglant de la guerre (2). L'éducation pourrait donc, à la condition de rebrousser chemin, de brûler ce qu'elle adore, détruire sans trop de peine l'œuvre néfaste qu'elle a si lentement construite. En éclairant les intelligences, en fortifiant les sentiments d'humanité, en perçant à jour les sophismes sur lesquels repose l'apologie de la guerre, il sera facile, quand on le voudra bien, de former des générations pacifiques par raisonnement et par caractère.

Charles LETOURNEAU.

LA RÉPUBLIQUE UNIVERSELLE

Dans un avenir peu lointain,
Brillante comme un beau matin,
Je vois paraître celle
Que l'humanité chaque jour
Appelle avec des cris d'amour :
La République Universelle!

Son front superbe aux tons nacrés
Où la sérénité rayonne,
D'olivier et d'épis dorés,
Avec majesté se couronne,
Son sein virginal et puissant
Se gonfle sous sa robe blanche,
Et rien n'est pur et caressant
Comme ses grands yeux de pervenche.

Dans un avenir peu lointain,
Brillante comme un beau matin,
Je vois paraître celle
Que l'humanité chaque jour
Appelle avec des cris d'amour :
La République Universelle!

De sa radieuse beauté,
Un charme absolu se dégage
Et la plus exquise bonté
Est empreinte sur son visage.

Au genre humain si malheureux,
Ses bras s'ouvrent d'un geste chaste
Et son cœur tendre et généreux
Pour l'abriter est assez vaste.

Dans un avenir peu lointain,
Brillante comme un beau matin,
Je vois paraître celle
Que l'humanité chaque jour
Appelle avec des cris d'amour :
La République Universelle!

Pour que soient partout répandus
Ses doux bienfaits de la clémence,
Pour voir les peuples confondus
Dans un embrassement immense,
A travers le monde elle ira
Aplanir les cimes altières
Et, souriante, effacera
D'un pied désaigneux les frontières.

Dans un avenir peu lointain,
Brillante comme un beau matin,
Je vois paraître celle
Que l'humanité chaque jour
Appelle avec des cris d'amour :
La République Universelle!

Jacques GUEUX.

(1) Patrice Larroque.

(2) J. Novicow.

LA TRIPLICE ET LA COLOMBE



La Triple alliance armée empêche la colombe de la paix de descendre sur l'Europe.

(Tiré de la *Revue des Revues*.)

SOCIOLOGIE POSITIVE

Il n'est plus question de métaphysique aujourd'hui ; on essaie simplement de formuler quelques conclusions générales des lois en les dégagant patiemment d'observations particulières faites sans parti-pris, sans idée préconçue, avec méthode.

Voilà la grande révolution accomplie par la dernière moitié de notre XIX^e siècle.

Nous sommes parvenus à constituer, à la suite et comme couronnement de toutes les autres sciences abstraites, une sociologie positive, et, de l'ensemble des lois particulières à chacune de ces sciences, nous avons commencé à dégager des lois universelles une philosophie capable, par cela même qu'elle est exclusivement scientifique, d'embrasser dans une croyance commune toutes les parties de l'espèce humaine à mesure que la civilisation progressera. Les religions s'excluent, les métaphysiques se contredisent ; les sciences et la philosophie des sciences sont les seuls organes de coordination assez vastes pour embrasser dans une même communion l'entière de l'espèce humaine, non seulement dans les générations présentes mais dans les générations passées et futures.

La lente formation de la conception positive du progrès est elle-même un exemple de ce développement, à travers les âges, d'une conscience collective de plus en plus claire et de plus en plus étendue. Les superstitions les plus grossières, les croyances aux fétiches, aux esprits bons ou méchants, ou bons et méchants à la fois, leur intervention dans la vie courante ont été les premières tentatives d'explication, et la première trace d'une distinction entre ce qui est bon et ce qui est mauvais : Une coordination grossière de ce genre dans la conscience était indispensable pour régler la conduite des sociétés primitives ; il fallait que des ressemblances et des différences fussent constatées entre certains faits au point de vue de leur influence soit bienfaisante, soit



GUILLAUME DE GREEF

novice, et qu'une explication quelconque en fut imaginée pour que la notion du progrès et le progrès lui-même devinssent réalisables.

Les religions, en hiérarchisant les esprits des morts, contribuèrent à établir dans les consciences plus d'ordre et plus d'unité; une direction providentielle unique et intelligente finit par être l'hypothèse communément admise pour servir d'explication à la dynamique des sociétés; avec les progrès de la raison, le passage se fit naturellement des religions à la métaphysique. Au fur et à mesure que les sciences se constituèrent en commençant par les plus simples et les plus générales, la vie des sociétés fut expliquée par des hypothèses mathématiques, astronomiques, physiques; quand la chimie devint une science exacte vers le XVIII^e siècle, elle servit d'appui aux conceptions individualistes du temps; au XIX^e siècle, au contraire, les progrès décisifs réalisés en biologie et en psychologie finirent par donner enfin à la science plus complexe encore mais la plus directement en rapport avec elles, son caractère véritable; les sociétés furent considérées comme des organismes et le progrès comme un perfectionnement de l'organisation ou de l'ordre.

Cette conscience collective qui tend de plus en plus à se constituer entre les diverses sociétés particulières s'est formée en définitive de la même manière que les consciences dont le champ plus restreint n'englobait que des civilisations locales, des sociétés particulières grandes comme l'empire romain ou petites comme la cité grecque; celles-ci, à leur tour, se sont créées comme se créent les consciences individuelles; toutes sont et furent des agrégats d'expériences successivement intégrées et superposées en couches dans la partie de l'organisme général qui leur est affectée, les plus anciennes acquisitions formant des couches plus profondes que les plus récentes. La philosophie purement scientifique est la forme dernière de cette graduelle intégration des consciences individuelles, locales, nationales et internationales en une conscience générale, ses progrès successifs ont été parallèles à ceux de la civilisation même dans toutes les parties de son activité. L'unité de conscience qui, à tous les moments de l'histoire des croyances et des doctrines relatives au progrès se dégage de leur évolution est la meilleure preuve qu'il y a unité et continuité dans la conscience collective comme dans la conscience individuelle; les controverses qui ont agité les églises et les écoles relativement au problème du progrès sont analogues à ces débats qui agitent notre esprit avant qu'il ne se décide à adopter une direction ou une décision déterminées; toujours et partout, dans les sociétés comme chez les individus, une pensée maîtresse finit par l'emporter sur les autres et par dicter la conduite; c'est la philosophie des sciences qui désormais, prenant la place ou plutôt s'élevant au-dessus des religions et des métaphysiques, éclairera à la fois les consciences individuelles et celle de l'humanité; telle est la loi du progrès prouvée par l'histoire même des croyances et des doctrines relatives au progrès.

Guillaume DE GREEF.

*Votre philosophie ! Oh ! la belle fadaise,
C'est bon après diner ; moi j'ai le ventre creux.
Le dos au feu, devant un repas plantureux,
De la faim et du froid vous parlez à votre aise
Et le cœur assailli de volupté niaise,
Vous trouvez tout bien fait, vous bénissez les dieux.
Qu'ont-ils fait de mauvais, qu'ont-ils fait qui ne plaise ?
L'azur du plus beau ciel déplaît aux malheureux.
Ah ! vous ne sentez pas, aujourd'hui tout fermenté,
Que des grondements sourds présagent la tourmente,
Que les désespérés veulent place au soleil !
Allez ! mangez, buvez, remplissez-vous la panse !
Notre jour est bien prêt ; il vient, chacun y pense
Et vous ménagez, à vous, un terrible réveil !*

MARRONS D'INDE

Leçon de Philosophie Sociale.

A mon Ami P. Argyriadès.

I

On sait (et je n'ai certes nulle prétention de l'apprendre à personne) que le marronnier d'Inde, compris par Linnée dans le genre *cesculus hippocastanum*, est originaire des montagnes du Thibet.

Très multiplié de nos jours, en France, il y était encore tout à fait inconnu au commencement du XVII^e siècle.

Ce fut seulement en 1615 que Bachelier en rapporta, de Constantinople à Paris, un pied qui fut planté dans l'une des cours de l'hôtel de Soubise (Archives de France).

Jusqu'en 1650, c'est-à-dire pendant une période de trente-cinq ans, on n'en aurait pu trouver un second pied dans tout le royaume, mais cette année-là un nouvel individu de la même espèce fut introduit au jardin du Roi, où il vécut plus d'un siècle.

Telles sont les deux souches mères d'où sont sortis tant de marronniers, y compris les deux qui envahissent de leurs racines et de leurs feuillages, au grand déplaisir de ma femme, le petit jardinet de cent mètres en face duquel j'écris ces lignes.

C'est un bel arbre que le marronnier d'Inde, puisqu'il peut atteindre jusqu'à vingt-cinq mètres de haut, que son feuillage est opulent et qu'aux thyrses coniques de fleurs blanches tachetées de rouge qu'il produit succèdent des fruits très doux à la vue et au toucher, dès qu'ils crèvent leur première écorce verte et rugueuse.

Malheureusement l'Industrie n'en tire pas un grand parti, car, d'une part, son bois ne sert qu'au chauffage, et son fruit, d'autre part, n'a que des applications bien limitées.

Parmentier avait cependant démontré la possibilité de faire du pain très mangeable avec la fécule des marrons d'Inde, à la suite de longues macérations de ce fruit dans une eau alcaline pour en éliminer l'amertume naturelle.

L'amidon du marron d'Inde, pourvu qu'il soit suffisamment épuré peut aussi être transformé en un tapioca comparable à celui du Manioc.

Mais l'une et l'autre opération exigent tant de soins et de peines qu'elles ne sont guère pratiques.

En Turquie, on a coutume de broyer le marron d'Inde et d'en faire manger la farine aux chevaux, en la mêlant à leur nourriture ordinaire, et c'est même de là qu'est venu, par le grec, le nom d'*hippocastanum* (*hippo*, cheval, et *kastanon*, châtaigne).

En Irlande, on utilise pour le blanchissage du linge la grande quantité de potasse que contient ce fruit.

La médecine, enfin, a imaginé d'en employer la farine comme sternutatoire, la jugeant sans doute moins irritante que le tabac.

Ah ! j'oubliais une dernière utilisation, plutôt artistique, il est vrai, qu'industrielle du marron d'Inde. Taillé par le canif d'un artiste, il peut encore (mais cela n'est qu'une amusette) représenter des formes caricaturales d'une conservation éphémère.

Hors de là, je ne le croyais plus bon à rien, lorsque j'ai constaté, il y a deux ou trois ans, par le plus grand des hasards, qu'il était, en outre, possible d'en extraire une leçon de philosophie sociale et des meilleures.

II

Avant que des bâtiments annexes eussent été construits à la petite gare de Bois-de-Colombes, il y avait, à leur place, une promenade triangulaire, plantée d'une douzaine de marronniers dont il ne reste plus maintenant, hélas ! que deux ou trois.

Par les derniers beaux jours d'automne, c'était plaisir, en vérité, de voir les gamins du voisinage seconder les marronniers pour en faire tomber les marrons mûrs qu'ils se disputaient aussitôt parmi les éclats de rire et les cris de joie... Oui, c'était plaisir pour les voyageurs paisiblement assis sur un banc de bois, dans l'attente du train, quoiqu'ils fussent un peu bousculés, comme on pense.

Un jour que je me trouvais là dans le plus fort de l'abattage des marrons d'Inde, je remarquai tout près de moi, sur le même banc, un monsieur fort élégamment mis et très décoré, dont le jeune fils, debout et bouche bée, contemplait avec envie un jeu auquel sa petite dignité bourgeoise ne lui permettait pas de se mêler, vu que ceux qui s'y livraient étaient tous des *enfants du peuple*, et même assez miséreux, autant qu'on le pouvait conjecturer.

Et voici le manège auquel j'assistai. Le monsieur désignait sans mot dire, mais sournoisement à son rejeton, du bout du jonc à pomme d'or qu'il tenait de sa main gantée, les marrons d'Inde qui tombaient non loin de lui, et aussitôt *fifi*, qui avait compris le geste, se trouvant autorisé par *papa*, ramassait de ses petites mains gantées, sans avoir l'air d'y toucher, les dits marrons et les fourrait dans ses poches.

Et toujours les autres gamins faisaient tomber des marrons, et sans cesse le petit bourgeois emplissait ses poches.

Le *sic vos non vobis* de Virgile, la fable de *Bertrand et Raton*, de La Fontaine, m'envahirent, comme par enchantement l'esprit et le cœur.

— Mais, monsieur, dis-je à l'élégant gentleman qui était assis près de moi, il me semble que ces marrons devraient appartenir exclusivement aux seuls gamins qui se sont donné la peine de les faire tomber... Or, monsieur votre fils ne se donne aucune peine de ce genre.

Le gentleman coula vers moi un regard quelque peu ahuri, puis ayant murmuré ceci à mon adresse « — Il se donne toujours bien celle de les ramasser », il dit à son jeune garçon : « — Va, toujours, mon enfant, amuse-toi. »

Cependant le petit bourgeois, impressionné par ce que je venais de dire, quitta brusquement ses gants de filocelle et courut avec les autres gamins pour se mêler à leurs jeux, afin de légitimer, en quelque sorte, son butin.

Cela me causa une grande satisfaction, car je voyais que ma remontrance, à défaut du père avait touché l'enfant, et je me dis : — Voilà un petit gars qui ne manque pas de cœur.

Mais son père le rappela aussitôt impérieusement : « — Gaston, Gaston », tandis que lui, le brave gamin, se mettait, de toute la force de ses petits bras, à secouer un marronnier avec deux ou trois autres camarades improvisés.

Et, comme son père se levait du banc, pour l'aller chercher, en le rappelant de plus belle : « — Gaston, Gaston, Gaston, viendras-tu? » je remarquai qu'avant d'obéir à l'injonction paternelle il rejetait de ses poches tous les marrons indûment pris.

Ah! le brave moutard!... J'étais obligé de me retenir à quatre pour ne pas l'embrasser.

Tout à coup la corne du chemin de fer se fit entendre annonçant par deux sons prolongés que le train pour Paris allait arriver à la station et je me dirigeai vers le quai du départ, non sans méditer sur la petite scène dont le hasard m'avait rendu témoin.

— C'est le père qui, cette fois, devrait suivre l'exemple du fils, pensais-je en m'asseyant dans mon compartiment.

Il a, en effet, certainement lui aussi à rapporter à la masse commune nombre de marrons que d'autres, moins fortunés ont fait tomber par la force de leurs bras et que, lui, il s'est borné à ramasser de ses mains agiles, pour se les approprier...

Oh! si la bourgeoisie de demain pouvait, à l'instar de cet enfant, faire retour à la justice, si elle pouvait comprendre et appliquer la loi merveilleuse de la solidarité, si c'était, elle-même, qui, de son propre mouvement, résoudre la question sociale, en se déclassant comme catégorie privilégiée pour se reclasser dans l'Humanité avec la masse des prolétaires qui lui payent actuellement encore le tribut de leur labour, comme la face du monde en serait changée et combien les auteurs d'un sacrifice apparent y trouveraient de compensations réelles!

Edmond THIAUDIÈRE.

Les Malheureux

Il m'est doux de dormir, plus doux d'être de pierre
Tant que dure ici-bas l'opprobre et la misère;
Ne rien voir ni sentir, quel bonheur! Parle bas;
Oh! que m'éveille pas.

Michel ASSEZ.

La trompette a sorné. Des tombes entr'ouvertes
Les pâles habitants ont tout à coup frémi.
Ils se lèvent, laissant ces demeures désertes
Où dans l'ombre et la paix leur poussière a dormi.
Quelques morts cependant sont restés immobiles;
Ils ont tout entendu, mais le divin clairon
Ni l'ange qui les presse à ces derniers asiles
Ne les arracheront.

Quoi ! renaitre ! revoir le ciel et la lumière
Ces témoins d'un malheur qui n'est point oublié,
Eux qui sur nos douleurs et sur notre misère
Ont souri sans pitié !

Non, non ! Plutôt la nuit, la nuit sombre, éternelle !
Fille du vieux Chaos, garde-nous sous ton aile.
Et toi, sœur du Sommeil, toi qui nous as bercés,
Mort, ne nous livre pas ; contre ton sein fidèle
Tiens-nous bien embrassés.

Ah ! l'heure où tu parus est à jamais bénie ;
Sur notre front meurtri que ton baiser fut doux !
Quand tout nous rejetait, le néant et la vie,
Tes bras compatissants, ô ! notre unique amie !
Se sont ouverts pour nous.

Nous arrivions à toi, venant d'un long voyage,
Battus par tous les vents, haletants, harassés.
L'espérance elle-même, au plus fort de l'orage,
Nous avait délaissés.

Nous n'avions rencontré que désespoir et doute,
Perdus parmi les flots d'un monde indifférent ;
Où d'autres s'arrêtaient enchantés sur la route,
Nous errions en pleurant.

Près de nous la jeunesse a passé les mains vides,
Sans nous avoir fêtés, sans nous avoir souri.
Les sources de l'amour sous nos lèvres avides,
Comme une eau fugitive, au printemps ont tari.
Dans nos sentiers brûlés pas une fleur ouverte.
Si, pour aider nos pas, quelque sortien chéri
Parfois s'offrait à nous sur la route déserte,
Lorsque nous les touchions, nos appuis se brisaient :
Tout devenait roseau quand nos cœurs s'y posaient..
Au gouffre que pour nous creusait la Destinée
Une invisible main nous poussait acharnée.
Comme un bourreau, craignant de nous voir échapper,
A nos côtés marchait le Malheur inflexible.
Nous portions une plaie à chaque endroit sensible,
Et l'aveugle Hasard savait où nous frapper.

.....
Louise ACKERMANN.

On raconte devant Toto que le bourreau vient de guillotiner un criminel.
— Qu'est-ce qu'il avait fait ? demande-t-il.
— Il avait tué.
— Et quand tue-t-on le bourreau ?

FÊTE NATIONALE

Par STEINLEN



Oh! papa, comme ça serait beau, la fête, si nous avions de quoi manger !

L'ACTION

Je crois bien qu'on pourrait, en le prenant dans un sens un peu différent, appliquer avec justesse aux partis politiques ce précepte de l'art oratoire : « Quelle est la première qualité de l'orateur ? — L'action. — Et la seconde ? — L'action. — Et la troisième ? — L'action. »

C'est qu'en effet un parti n'existe, ne se manifeste et ne grandit que par l'action.

Sous toutes les formes, en toutes les circonstances, par tous les moyens, il lui faut agir. C'est pour lui une condition de vie ou de

mort. Même les partis qui ont conquis le pouvoir ne sauraient s'y soustraire. Mais c'est surtout aux partis d'opposition que cette règle s'applique avec exactitude.

L'opposition ne vaut en effet que par sa fidélité à traduire le mécontentement et les aspirations de l'opinion publique. Dans une nation où le suffrage universel est le souverain théorique il cherche dans les revendications des partis opposants à dégager la condamnation du présent l'espoir d'un avenir meilleur.

Mais pour qu'il y trouve ce qu'il désire, encore faut-il que le parti qui se présente comme le gouvernement du lendemain, entre en communication avec l'âme de la foule; qu'il sache en traduire les vœux et lui révéler à elle-même les causes obscures du malaise qu'elle ressent.

De tels résultats ne s'obtiennent pas sans une propagande incessante, poursuivie avec ténacité, habile à saisir toutes les occasions de se mettre en contact avec les masses profondes, dont l'orientation détermine les directions de la politique.

On ne saurait sans injustice reprocher au parti socialiste français d'avoir méconnu ce devoir élémentaire.

Son succès aux élections générales de 1893. loin de l'éblouir ou de l'endormir, a stimulé son ardeur et précisé le sens où devait s'exercer son activité.

En même temps qu'il remportait, à cette date, une victoire considérable sur le terrain politique, il était brutalement frappé dans le développement de son action corporative.

L'injustifiable fermeture de la Bourse du Travail, à Paris, avait la prétention de briser l'essor syndical. Elle n'eut d'autre résultat que de le fortifier en le disciplinant.

Les militants du mouvement syndical vérifièrent par cette expérience que le plus sûr moyen de combattre et de battre leurs adversaires était de retourner contre eux les armes légales, si imparfaites fussent-elles, qu'ils avaient entre les mains.

S'enfermant dans les termes de la loi de 1884, les syndicats développèrent leur action désormais inattaquable.

Exaspérés du résultat de leurs manœuvres, plus sottes encore qu'odieuses, les protagonistes de la réaction opportuniste saisirent le Sénat de la fameuse proposition qui devait briser aux mains des travailleurs, les instruments d'émancipation qu'ils commençaient à manier avec une redoutable dextérité.

C'était déceper au profit du mouvement socialiste l'effet déjà produit par l'attaque aux syndicats. Tandis que cette nouvelle manifestation de l'esprit réactionnaire achevait d'opérer le groupement et l'union de toutes les forces syndicales, elle leur faisait toucher du doigt la nécessité de fortifier l'action corporative d'une vigoureuse action politique.

La conquête des pouvoirs publics apparaissait à tous les socialistes comme le prélude indispensable de la réalisation de leurs doctrines. Il leur était en outre démontré que s'atteler à cette tâche nécessaire leur était la façon la plus rapide de grossir les rangs de leur armée.

Aussi les élections cantonales du 28 juillet 1893 ont été pour notre

parti l'occasion de l'agitation la plus considérable qui se fût encore produit depuis les élections générales.

Elles ne furent elles-mêmes qu'un prétexte à passer les troupes en revue pour la grande bataille que 1896 verra se livrer dans toutes les communes de France.

Le renouvellement des conseils municipaux sera en effet pour le parti socialiste le signal d'un important effort.

Il en attend avec une confiance, justifiée par le passé, les résultats. Mais quels qu'ils soient, dussent-ils ne pas complètement justifier nos espoirs, le combat qui les aura précédés portera ses fruits.

L'action, organisée, incessante : c'est le secret de la victoire.

A. MILLERAND.

LES MOUCHES ET LES ARAIGNÉES

Vous le connaissez tous, cet aptère ventru, au corps velu, visqueux, gluant, qui dans les endroits sombres, loin de la lumière, du jour et du soleil prépare la trame assassine dans laquelle tombe et meurt la pauvre mouche faible, imprudente ou légère ; ce monstre hideux, aux yeux ronds et vitreux, aux pattes immenses et recourbées, si bien disposées pour atteindre ses victimes et les étouffer, ce monstre se nomme araignée.

Voyez-le, dans un coin, impassible et recueilli, guettant la proie qui va passer à sa portée, ou bien ourdisant avec un art savant et infernal la toile meurtrière qui doit retenir et enserrer la faible mouche sans défense ; l'horrible bête met longtemps, souvent, à confectionner son piège : — Oh ! elle veut que tout soit bien fait afin que sa proie ne lui échappe pas. — Elle pose un fil, puis deux puis trois . . . à l'infini ; elle les croise, les recroise en tous sens, afin que les efforts de sa victime, efforts suprêmes de l'agonie, ne puissent jamais les rompre, à peine les faire plier.

Enfin la toile est faite, le piège est prêt et ne saurait être évité. Alors l'araignée se retire en son antre ; elle attend qu'une volage mouche, pressée par la faim, vienne chercher près de là sa pâture du jour.

L'attente n'est pas de longue durée. La mouche en effet arrive bientôt ; voletant ça et là, la pauvrette rencontre en son chemin les fils tendus devant elle s'y heurte, s'y engage étourdiment, s'y prend... et c'en est à jamais fini d'elle...

A peine l'araignée voit-elle sa victime enlacée, elle sort de son repaire, l'œil sanglant et les pattes en avant. Elle va à sa proie vite ou lentement, suivant sa faim ou ses désirs, elle n'a nul besoin de se presser, car elle sait bien la bête immonde, que le malheureux insecte, une fois pris, ne saurait plus lui échapper. Elle va, et de ses regards glauques fixe sa proie et la fascine. La mouche toute pantelante et effrayée, voyant alors le danger qui la menace, essaie de se soustraire aux fils qui l'enlacent ; elle veut fuir et se débat désespérément...

Mais, vains efforts, inutiles tentatives, la toile se resserre encore et l'araignée avance toujours... A chaque mouvement que fait la mouche, pour s'échapper du tissu qui dans ses mailles si ténues et si bien faites la retient captive, les fils davantage encore l'entourent, ce sont sans cesse des réseaux nouveaux qui la pressent... Enfin haletante, brisée, elle tombe toute tremblante et meurtrie, sans forces et sans plus de résistance, au pouvoir de son ennemie, de son vainqueur : la hideuse araignée !

Alors le monstre odieux étend sur elle ses pattes velues, s'en empare et l'étreint.

Il pratique une succion sur le misérable corps tout frémissant de sa faible proie, puis deux, puis trois ; il prend à son aise et à son appétit ; il la laisse avant de l'avoir tuée tout à fait, et lorsque de sang il est repu pour un moment ; puis il revient et suce encore, la quitte et revient de nouveau ; et ainsi jusqu'à ce que la malheureuse mouche inerte, anéantie, n'ait plus en elle ni vie, ni sang, ni suc nutritifs. Et cela dure longtemps, bien longtemps même, avant que le pauvre insecte soit tout à fait mort.

Mais, tant que le sauvage vampire peut trouver dans le corps, ou le cadavre de sa victime, un atome de vitalité à retirer d'elle, il reste attaché à ses flancs ; il aspire sa vie, hume ses forces, boit son sang et ne l'abandonne que lorsque plus rien n'est en elle.

Alors la triste mouche, morte, desséchée, plus légère qu'un brin de paille, est jetée hors de la toile... un souffle de vent passe, l'emporte, et tout est dit...

Cependant l'araignée, satisfaite et repue, regagne le fond de son antre, contente d'elle-même et des autres, trouvant qu'il est encore de beaux jours pour les honnêtes gens

Cette mouche que l'on suce et qu'on tue, cette mouche que l'on anéantit, et par le sang de laquelle on vit, c'est vous, paysans et prolétaires, vous, peuples écrasés, vous, travailleurs de la pensée ; vous, ouvriers de l'industrie ; vous, tremblantes jeunes filles ou faibles femmes opprimées qui n'osez réclamer vos droits ; vous, malheureuses victimes de l'arbitraire ; vous tous enfin, pauvres exploités, qu'on rejette loin de soi quand on n'a plus rien à retirer de vos veines, vous qui êtes toute la production, le cœur, l'intelligence, la force vive du pays et auxquels on n'accorde que le droit de mourir bien sagement, et bien silencieusement, dans un coin, lorsque la vieillesse ou la faiblesse est venue, alors que cependant de votre sang, de vos sueurs, de vos peines, de vos pensées, de votre vie, vous avez fortifié et engraisé vos maîtres, vos oppresseurs : les hideuses araignées.

Les araignées : ce sont les seigneurs, les riches financiers, les exploités, les séducteurs, les spéculateurs, les capitalistes, le haut clergé, les parasites de toute sorte, l'arbitraire qui nous étouffe, les lois iniques qui nous accablent, les despotes qui nous écrasent ; tous ceux qui vivent à nos dépens, nous foulent à leurs pieds et se rient de nos souffrances, de nos vaines récriminations.

La mouche, c'est le misérable ouvrier obligé de subir toutes les conditions léonines que lui fait le patron, parce que le malheureux est sans ressources et qu'il a une nombreuse famille à soutenir.

L'araignée, c'est ce gros fabricant, qui gagnant sur chacun de ses ouvriers huit ou dix francs par jour, ose, *daigne* plutôt, lui donner l'exorbitant salaire de cinq francs pour douze heures de travail, alors que le pauvre manœuvre a quatre enfants à élever.

La mouche, c'est le mineur vivant, mourant souvent sous la terre, afin d'arracher les richesses industrielles dont il ne profitera pas ; l'araignée, c'est *monsieur* l'actionnaire dont les actions étant montées de 1,000 à 2 et même 3,000 francs, trouve que ce n'est pas encore assez de bénéfices, vole les ouvriers sur leur travail et les fait fusiller à la moindre réclamation de leur part.

La mouche, c'est cet enfant que l'on envoie travailler dans les usines ou les fabriques dès l'âge de douze ans ; l'araignée, c'est non les parents, obligés par la misère où ils sont de sacrifier leurs enfants, mais notre situation actuelle qui les force, pour ainsi dire, à une pareille violation des sentiments naturels, à un semblable anéantissement de la famille, ce sanctuaire sacré du cœur humain.

La mouche, c'est cette modeste fillette qui veut rester sage et vivre honnêtement travaillant, mais qui ne peut trouver de l'ouvrage qu'en cédant aux honteux désirs du contre-maitre ou du patron qui l'occupe, et qui ensuite la jette loin de

lui et l'abandonne, — avec un enfant bien souvent, — sitôt que la satiété ou la crainte du scandale se fait sentir.

L'araignée, c'est ce jeune dandy du boulevard, ce fils de famille impudent et cynique, ce valétudinaire biaisé, dépravé, qui plongent en riant une pureen fant dans la fange et se font un jeu, un honneur, de débaucher les femmes honnêtes.

La mouche, c'est cette frêle jeune femme livrée par le Code en pâture à un mari souvent brutal et débauché, lequel peut user et abuser d'elle sans discrétion ni contrôle ; l'araignée, ce n'est pas le mari, peut-être, qui ne fait, après tout, que se servir des droits iniques que la loi lui confère, mais le législateur capable d'avoir édicté une telle loi et surtout de l'appliquer et de la faire respecter.

La mouche, c'est vous, laborieux cultivateurs, qui creusez le sillon pour les riches possesseurs de vos fermes, qui semez le grain du blé que vous ne consommez pas, qui soignez les arbres dont vous ne cueillez pas les fruits.

Les araignées, ce sont les grands propriétaires terriens qui font travailler sans repos ni trêve leurs malheureux tenanciers, afin de se procurer un luxe vain et insolent, et qui expulsent au besoin leurs fermiers par vingt mille à la fois, au risque de les faire mourir de faim, comme fit le duc de Sutherland, afin de métamorphoser leurs guérets en parcs boisés pour faire des parties de chasse avec leurs amis.

Les mouches, c'est nous tous, pauvres niais, qui avons tremblé si longtemps sur les marches des autels catholiques, nous qui avons courbé la tête sous le poids de la malédiction éternelle et nous sommes massacrés mutuellement pour le plaisir et la plus grande gloire de nos différents prêtres ; nous, qui avons plié les épaules et qui nous sommes agenouillés en laissant jouir en paix nos oppresseurs du fruit de leurs iniquités, brisés que nous étions, avilis, hébétés par les doctrines religieuses des différentes églises.

Les araignées, ce sont ces hommes à robes noires, aux regards faux et lubriques qui dans le fond de leurs confessionnaux, — antres noirs et infects, — ourdisent les fils qui oppressent sous leurs lourds réseaux les peuples et les consciences, et forgent les armes de dépravation jésuitique par lesquelles les cœurs ont été gangrenés, et des nations anéanties. — Témoin la Pologne.

Les mouches, enfin, ce sont les faibles, les opprimés, les malheureux, les exploités ; l'araignée, c'est la hideuse spéculation, c'est l'arbitraire, le despotisme, où qu'ils se rencontrent et quelque forme qu'ils revêtent.

Avant notre première et niveleuse révolution, les araignées tendaient leurs fils dans les antiques manoirs, en haut des vieux donjons ; aujourd'hui, elle ont élu domicile surtout dans les grands centres, au milieu des laborieuses cités, dans les riches demeures des heureux de nos jours, chez les hauts barons de la finance, ou les puissants satisfaits de notre époque. On les trouve principalement dans les fabriques et les villes manufacturières, dans les pays marchands, partout où l'industrie broie l'ouvrier dans ses engrenages compliqués, en tout lieu où l'exploitation prospère et où le prolétaire est livré sans frein ni merci au bon plaisir du spéculateur.

Et que ce soit ici ou là, les malheureux insectes pris dans les toiles se débattent tout aussi vainement, languissent, se dessèchent et meurent.

Que d'épouvantables drames, que de tragédies lugubres dans ce combat poursuivi à travers les âges entre les faibles et craintives mouches et les féroces et sanguinaires araignées ! Je vous parlerais bien du passé, mais à quoi bon ? Le passé est éteint, le présent se meurt, occupons-nous donc de l'avenir.

C'est aussi pour éclairer et préparer l'avenir que je veux vous raconter quelques-unes des péripéties de la lutte actuelle entre les mouches et les araignées ; je veux vous dire tous les efforts des unes pour s'affranchir, toutes les tentatives des autres pour les retenir en leur pouvoir. Cela nous instruira tous.

Ah ! si vous vouliez, mouches, si vous vouliez !... vous seriez invincibles. Les

arnignées sont fortes encore, mais elles sont peu nombreuses; vous, mouches, vous êtes petites, c'est vrai, mais votre nombre est incalculable, vous remplissez l'espace entier et faites la vie de l'atmosphère, si vous voulez! Si vous saviez vous unir, d'un coup de vos vigoureuses ailes vous pourriez rompre tous les fils, briser toutes les toiles qui vous enserrant et vous oppressent.

Sachez donc vouloir!

PAULE MINK.

LE SANG DES MARTYRS

Croyant étrangler les pensées,
Les bourgeois pendent les penseurs.
Malgré les potences dressées,
Les pendus ont des successeurs.
Vous pouvez viser les idées
Et les abattre dans vos tirs :
Elles grandissent, fécondées
Par le sang des martyrs.

Exploiteurs de deux émisphères,
Russes, Français, Américains,
Négriers, tripoteurs d'affaires,
Monarchistes, républicains,
D'un bout à l'autre des deux pôles,
Contentez vos secrets désirs :
Plongez-vous jusqu'aux deux épaules,
Dans le sang des martyrs.



C'est par vous que couvrant la plaine,
Pousse la moisson de demain ;
C'est par vous que la gerbe est pleine
D'épis gros pour le genre humain.
L'idole, dans son temple immense,
Grandit par la mort des fakirs.
Les semeurs, c'est vous ; la semence,
C'est le sang des martyrs.

Jules JOUY.

PENSÉE

Le capital fait le tumulte et les disputes, et est timide par nature. Cela est très vrai, mais ce n'est pourtant pas toute la vérité. Le capital abhorre l'absence de profit ou un profit minime, comme la nature a en horreur le vide.

Que le profit soit convenable et le capital devient courageux ; 10 0/0 d'assuré et on peut l'employer partout ; 20 0/0 il s'échauffe ; 50 0/0 il est d'une témérité folle ; à 100 0/0 il foule aux pieds toutes les lois humaines ; 300 0/0, et il n'est pas de crime qu'il n'ose commettre, même au risque de la potence.

F.-J. DUNNING.

SOUS GUILLAUME II

SOUS FRÉDÉRIC II



L'avenir réservé à l'écrivain allemand si la loi contre les menées subversives était votée par le Reichstag.

D'après le *Floch*, de Vienne.

Un jour à Postdam, Frédéric II entend de son cabinet un assez grand bruit qui éclatait dans la rue ; il appelle un officier, et veut qu'il s'informe de la cause de ce tumulte. L'officier part, revient et dit qu'on a attaché sur la muraille un placard très injurieux pour Sa Majesté ; que, ce placard étant placé très haut, une foule nombreuse de curieux se presse et s'étouffe à l'envie pour le lire. « Mais la garde, ajoute-t-il, va bientôt la disperser. — N'en faites rien, répondit le roi ; descendez ce placard plus bas, afin qu'on le lise à son aise. » L'ordre fut exécuté ; peu de minutes après, on ne parla plus du placard, mais on parla toujours de l'esprit du monarque.

(SICCA, *Mémoires*.)

QUESTION MAL POSÉE

Les persévérantes apôtres de l'émancipation de la femme reprochent amèrement à l'homme égoïste de ne pas considérer sérieusement leur revendication. Les uns n'y répondent que par de sottises moqueries ; les autres se tiennent quittes par une démonstration d'indulgente et vague bienveillance.

Qui se dit libertaire ou égalitaire ne saurait faire moins que de verser, dans l'aumônière qu'on lui tend, l'obole d'un encouragement aimable et d'un papalard sourire. Les femmes de sincère conviction et d'intelligence haute préfèrent encore qu'on les soufflète d'un quolibet.

Que demandent-elles ? Le droit au travail, la possibilité de vivre indépendantes, la personnalité civile et politique, comme l'homme.

Cela semble, au simple énoncé, raisonnable et juste ; en tous cas, les deux derniers points le sont incontestablement. Le code qui traite

en mineure une mère de famille est inique. Quant à la politique, celle que font les hommes tout seuls est telle qu'on ne peut guère craindre que l'adjonction des femmes la rende pire. D'ailleurs, une ville, une nation étant des agglomérations d'hommes et de femmes, il va de soi que des assemblées municipales et législatives d'où l'un des deux sexes est exclu ne représentent qu'incomplètement la nation et la ville. Mais les deux premiers points ne sont pas de solution si aisée.

L'admissibilité à tous métiers et fonctions? — Qu'est-ce à dire?

Le libre célibat? — Vous voulez plaisanter, sans doute.

Eh non! elles ne plaisantent pas. Elles entendent bien réellement disputer à l'homme sa place à l'établi, au magasin, au bureau, à l'usine. Et c'est très positivement qu'elles veulent mener la vie de garçon. Ces émancipatrices ne pardonnent point à la marâtre nature de ne pas les avoir faites hommes, et elles en veulent aux hommes parce qu'ils ne sont pas les femmes. Si la chose pouvait s'arranger par un troc de jupons et de culottes!...

Pour ce qui concerne la mise en concurrence de la main-d'œuvre féminine avec la main-d'œuvre masculine, les patrons n'ont pas attendu l'appel du sexe opprimé. Ils ont ouvert aux femmes les filatures, les tissages, les cordonneries, les imprimeries, toutes les manufactures où une grande force musculaire n'est plus indispensable. L'Etat leur fait fabriquer des cartouches, des allumettes, des cigares; il les emploie dans l'administration des postes, télégraphes et téléphones. Vous voulez du travail? Bravo! En voilà. Qui donc disait que le patronat est toujours opposé aux idées nouvelles?

Résultat: là où le gain du père nourrissait la famille, les gains réunis de la mère et du père y suffisent à peine. Et comme ainsi la femme échappe bien, n'est-ce pas, au despotisme de l'homme? Et comme sa dignité est mieux respectée par un contre-maître que par un mari!

La famille moderne, très différente de celle d'autrefois, se modifiera beaucoup encore. Peut-être, dans un temps prochain, n'existera-t-elle plus, au sens étroit du mot. Étrange famille déjà, que ce couple qui, dès le matin, quitte le domicile conjugal pour n'y rentrer que le soir; où la femme accouche à l'hospice, où les enfants, fâcheux intrus, sont emportés par une nourrice lointaine et ensuite élevés à la crèche.

Toutefois, la vraie famille, celle où l'épouse allaite les petits, prépare le repas, lave le linge, n'est pas disparue. Est-elle un si douloureux séjour? La brute ivrogne et féroce, dont parlent ces délicates dames, est-elle le type général des maris?

Que non pas. La statistique impartiale des mauvais ménages en compterait au moins autant par le fait de l'épouse que par celui de l'époux. Le nombre des ouvriers qui laissent au cabaret la moitié de la quinzaine n'est pas plus grand que celui des femmes inconsidérément dépensières. Les hargneux sont plus rares que les acariâtres. Les infidèles, sont, des deux côtés, en quantités équivalentes.

Très sérieusement l'on peut affirmer, qu'ayant plus de mobilité d'esprit que les hommes, plus de sensibilité nerveuse et un tempérament plus irritable, les femmes sont plus souvent tyrans que victimes. On se rappelle le vieux vaudeville, un mari qui bat sa femme: c'est le mari qui est giflé; c'est la femme qui crie et que l'on plaint.

Il y a, mesdames, beaucoup d'exagération et très peu de réflexion dans vos plaintes.

Votre prétention à pénétrer dans les professions réservées au sexe fort est désastreuse pour vous-mêmes. Vous n'y venez pas gagner le haut salaire ; vous y apportez la baisse. Vous n'échappez pas par là à la domination d'un maître ; libre du joug du mari ou de l'amant, le temps qu'il est parti à l'atelier, vous réclamez celui du patron, bien autrement sévère et parfois plus fantasque.

C'est ça, l'émancipation que vous vous acharnez à conquérir ?

Et vous vous indignez de ce que l'on reste indifférent ou hostile à cette absurde entreprise !

La fonction sociale de la femme, sa part du labour collectif est l'amour et la maternité. C'est de cela qu'il faut qu'elle se recommande.

Jeunes filles, dites-nous que vous avez assez à faire d'être attrayantes, saines et belles, afin que vienne à vous le fiancé de votre choix. Le droit d'être attrayantes, c'est l'accession à toutes les sciences, à tous les arts ; c'est la possibilité pour toutes d'acquérir de l'esprit et de la grâce, de devenir une désirable compagne, puis ensuite l'éducatrice intelligente et patiente des petits de belle venue qui naîtront.

Mères, portez fièrement vos mamelles laiteuses, vos flancs élargis, et dites :

« Ceci est notre besogne à nous. Nous réclamons en paiement : agréable logis, nourriture abondante et friande, vêtements et parures selon notre fantaisie.

« Nous exigeons en outre de n'être pas confinées entre le pot-au-feu du mari et le pot de chambre des mioches. C'est pour nous, les génératrices, non pas pour les catins stériles, que vous allez aménager les spectacles ; vous mettez à notre portée les plaisirs et les merveilles. »

Or, tout au contraire, la maternité, nos émancipatrices l'ont en répugnance.

Savez-vous la principale cause de la rage de vélocipédie qui sévit actuellement sur les jeunes femmes ? Elle est que, de pédaler avec excès rend impropre à faire des enfants.

Pourtant, mesdames, il en faut faire, ne serait-ce que pour, quand vous serez des vieilles, ne pas crever sans secours dans un pays dépeuplé.

Albert GOULLÉ.

« Le Mépris des Richesses »

Il est absolument établi, n'est-ce pas, que nous, socialistes, nous prêchons la haine des classes.

Il est entendu aussi que les mots « égalité, fraternité » sont nos pince-nez, nos passe-partout, nos ustensiles de cambrioleurs, quoi ! qui nous sont indispensables pour notre besogne d'escrocs — car nous ne sommes

tous que de vulgaires escrocs de la confiance publique, de la naïve crédulité des meurt-de-faim, de la bonne foi aveugle des sans-pain....

Il est entendu, enfin, que nous ne voulons uniquement que le renversement de l'ordre des choses actuel, le massacre des riches afin de donner « leur tour » aux miséreux ; que nous flattons ces derniers en insultant leurs oppresseurs ; que nous n'avons cure de la justice *pour tous* ; que nous avons soif du sang des accapareurs et faim de leur chair.

Ces accusations infâmes et mensongères, on nous les jette si régulièrement à la tête que nous n'y prenons plus garde — autant en emporte le vent ! — et, personnellement, j'avoue même qu'elles m'amuse tant elles démontrent la faiblesse des arguments de nos adversaires : radotage sénil, bégaiements de gâteux.

Pourtant, en la litanie que psalmodient ces voix fêlées d'ecclésiastiques, que marmottent ces prêtres du dieu argent, que nasillent ces valets du capital, voici tinter une note nouvelle : elle est criarde entre toutes, elle est aigre, elle est mauvaise et dure à l'oreille — à notre oreille à nous, car pour les autres elle semblera une caresse de velours à leur tympan.

Je ne veux pas citer des passages, ni donner des noms de journaux — d'ailleurs connus en Belgique seulement — ; je ne prendrai que la thèse, souventes fois développée par les journaux capitalistes et qui est d'une naïveté — ou d'une cruelle impudence — rarement atteinte.

La voici, très résumée.

Le riche est à plaindre. Sait-il jamais si ses amis ne le recherchent pas pour le bien-être qu'on trouve chez lui ? Est-il certain, si venait la ruine, qu'aucune des mains si largement ouvertes à son approche ne se fermeraient pas, instinctivement, devant sa misère ? Sait-on quelle est la vie d'angoisses perpétuelles, de craintes infinies de ces *pourres* capitalistes tremblant à chaque seconde de leur existence, suant la petite mort à la seule pensée que leur argent bien-aimé pourrait leur être ravi !

Pensez donc que c'est un enfer qu'une semblable suite de jours et de nuits où l'on souffre ces douleurs inconnues du pauvre — le chagard ! — qui, ne possédant pas, lui, ignore ces affres de la perpétuelle angoisse.

Dites donc cela à ceux qui se plaignent ; apprenez-leur le mépris de ces richesses dont vous leur inculquez la convoitise ; qu'ils sachent que les heureux, les bénis du sort, ce sont eux et non pas les riches ; qu'au lieu de montrer le poing aux repus, aux gavés, de leur crier leur égoïsme lâche, de leur cracher à la face leur criminel accaparement, il faut les plaindre ; baigner son cœur dans la pitié ; se réjouir de ne pas connaître toutes les craintes qui les accablent et qui les rongent.

Voilà ce que vous diriez aux sans-pain, aux sans-travail, aux sans-asiles si vous étiez vraiment l'ami du pauvre au lieu de n'être que de vils exploit-teurs, des fauteurs de troubles, des ambitieux, de sinistres et dangereux farceurs ! Et lorsque le peuple souffrant comprendra enfin que le seul moyen d'être heureux c'est de pratiquer le mépris des richesses, l'effroyable crise que nous traversons sera apaisée....

Oui, de semblables choses on ose les penser, on ose — en d'autres termes, mais je certifie l'exactitude absolue de la pensée — les écrire ! La plus suprême injure qu'on pût jeter à la tête de cette misère aux millions de têtes, on l'a jetée ! Cette plaisanterie ignoble, avancée sous forme de remède devant le mal social, s'est de rechef étalée en première page d'un journal sérieux, il n'y a pas bien longtemps de cela, et certainement, ai-je en le lisant, éprouvé l'une des plus grandes indignations jamais ressenties.

Ainsi donc, c'est entendu, et nous devons prêcher « le mépris des richesses » à ceux qui n'ont rien, pas à ceux qui possèdent — oh non !... les pauvres êtres....

Ces malheureux riches, nous le savons maintenant, mènent une vie de galériens ; et tout notre amour, toute notre pitié doit aller à eux ; et nous

devons les prier à mains jointes, les prier à genoux de bien veiller sur leur cher trésor ; de n'en jamais rien distraire, de le garder intact ; et nous les encourageons, nous les soutiendrons dans la lutte journalière, nous leur crierons « courage ! » — et lorsqu'ils défailleraient et tomberont écrasés sous le poids de leur or, nous laverons leurs genoux sanglants, nous baisserons leur front meurtri, et nos bras fraternels seront ouverts et prêts à secourir leur faiblesse.

Mais ce ne sera pas encore toute la Justice.

A la Mère-Peuple nous dirons :

Tu enfanteras dans la détresse et les larmes ; à tes petits, sortis tout chauds de tes entrailles que tord la faim, tu n'as pas toujours un pauvre linge à mettre ; s'ils vivent, malgré tout, plus tard tu les vois languir, lutter, vaincre enfin s'ils sont forts ; mourir lamentablement, en de lentes agonies, si leur misérable corps de malchanceux n'est pas bâti à chaux et à roc... — et tu penseras que le prix d'une robe d'enfant riche aurait sauvé la vie du tien.

Ton mari sera vaillant et rangé, le ménage ira bien, mais le chômage viendra ; avec lui, la faim, le froid, le dénûment complet, la honte de la mendicité... — et tu penseras que la valeur d'un seul joyau donné à une fille entretenue par un riche, vous sauverait tous pendant des mois.

Tu auras plus tard, à tes côtés peut-être, tes chers vieux, incapables de travailler, que tu verras languir et souffrir comme tu avais vu languir et souffrir tes petits... — et tu penseras aux autres vieux calés et soignés, et tu te diras que le superflu de ceux-là sauverait la vie de ceux que tu aimes.

Oui, oui, nous leur dirons à tous, jeunes et vieux, malades et bien portants, mariés et célibataires ; à tous ceux qui luttent pied à pied contre cette grande gueuse : la misère, contre cette implacable faucheuse : la mort ; à tous ceux qui pleurent ou qui hurlent, qui succombent trop las pour lutter encore, ou qui résistent en braves ; à tous ceux qui, dolents, se plaignent ou, furieux, montrent le poing ; à tous ceux dont la vie n'est qu'une souffrance sans trêve et un martyre jamais interrompu ; à tous ceux enfin dont nous faisons nôtres les souffrances, pour lesquels nous combattons sans merci ni trêve, nous crierons — comme conseil suprême et comme fraternel soutien :

— Pratique « le mépris des richesses » et n'oublie jamais — même sous les émanations du charbon libérateur, même la peau meurtrie par la dure borne qui soutiendra une dernière fois la croulante carcasse — n'oublie pas encore qu'en ce mépris est le salut, qu'en ce mépris est le bonheur.

Alice Brox.

UNITÉ EUROPÉENNE

Dans toute l'Europe, à cette heure même, des victimes, en quantité innombrables, gémissent, et de quoi ?

Des maux de la guerre.

Si toutes les fosses des suppliciés du carnage, éborgnés depuis le commencement de ce siècle seulement, étaient creusées dans un unique cimetière, cette nécropole de la gloire déborderait une grande cité des vivants.

Certes, les lamentations là-dessus ne sont pas épargnées. Tout le monde, ou à peu près, maudit la guerre. Les rois eux-mêmes et les tueurs de profession unissent leur note indignée au concert d'imprécations. Exceptions toutefois les catholiques sur le patron de Joseph de Maistre, qui professent à la fois le culte de Jésus et de la boucherie.

Les Sociétés des *Amis de la Paix* sont fort estimables : mais elles prononcent des homélies pour anéantir la guerre ! Elles devraient s'apercevoir

qu'elles montrent trop de naïveté; que leur moyen ne détruit pas les influences rivales, les territoires disputés, les coups de tête des rois et des empereurs.

Et les causes de la guerre ne sont pas ailleurs ! c'est-à-dire dans les monarchies et les divisions par frontières.

Dans toute l'Europe, les républicains disséminés ont une double propagande à entreprendre, une double mission à remplir.

Et voici le premier devoir :

Il y a des peuples déjà émancipés de la monarchie, comme la France et la Suisse.



HENRI BRISSAC

Veiller sur la République, la protéger contre les embûches de ses ennemis, la fortifier, la faire aimer, surtout la faire progresser par les plus larges réformes, voilà l'œuvre que les républicains en France et en Suisse doivent accomplir.

Dans les pays où la monarchie est absolue dans l'oppression, comme en Russie, — ou bien tempérée... par la persécution des socialistes, les républicains transformés en sujets ont un but bien clair à poursuivre : frapper à coups de révolutions ces édifices pourris, jusqu'à ce qu'ils s'écroulent ;

Si la discussion est possible, comme en Angleterre, républicaniser les esprits par la presse et par la parole, provoquer l'agitation, montrer où est le bon sens, l'ordre, le progrès.

Si elle n'est pas possible, recourir à une propagande orale et à des écrits clandestins,

former des sociétés secrètes, saisir tous les moyens occultes pour ruiner un pouvoir détestable.

Cependant, ce premier mouvement n'est que le précurseur d'une plus grande transformation.

Et voici le second devoir :

Vainement l'Europe se couvrirait de républiques ; vainement chacune réaliserait dans son sein un certain nombre d'heureuses réformes populaires ; les nouveaux rapports de citoyens à gouvernement écarteraient, on peut le supposer, tout danger de guerre civile ; mais les relations de peuple à peuple restant les mêmes, allumeraient de nouvelles guerres internationales. Une hostilité latente ne cesserait pas de couver. Les susceptibilités patriotiques, les avidités territoriales, demeureraient debout, à l'état de spectres ; la plaie des armées, — nationales ou non, — ne cesserait pas de ronger la société européenne, et leur licenciement, couronnement des réformes politiques, resterait toujours un rêve.

Les idées nouvelles doivent trouver leur expression, non dans des paroles vagues, mais dans des formules précises.

Il est bon d'enseigner que les peuples « doivent s'unir », mais l'union ne sera consommée que dans l'Europe une et indivisible. Il est bon de jeter à tous les vents le refrain populaire :

Peuples, formez une sainte alliance,
Et donnez-vous la main !

Mais on se donne mal la main par dessus des frontières ; les remparts hérissés de canons sont un étrange asile pour une « sainte alliance », et neuf millions d'hommes armés les uns contre les autres offrent un gage de tuerie, et non de concorde.

Quiconque admet les frontières, les rois et les armées, n'est pas fondé à prêcher l'union ; car les termes sont contradictoires.

Les frontières engendrent le carnage ; les rois ont besoin de prétoriens ; les armées, si elles ne tuent point, n'auraient plus de raison d'être.

Les peuples ont-ils intérêt à conserver cet enfer ? La réponse n'est pas douteuse, pourvu qu'ils n'interrogent point là-dessus les monarques, les chambellans, les généraux et les archevêques.

Voilà les vérités que les républicains doivent semer en Europe.

. . .

La guerre est la conséquence fatale de l'organisation monarchique et morcelée de l'Europe.

Lequel vaut le mieux pour les peuples ? Laisser subsister la cause des égorgements internationaux ou la détruire ?

Et quelle est cette cause, sinon la pluralité des gouvernements et le système des frontières ?

Des gouvernements toujours hostiles, pourquoi ? Des frontières toujours mobiles, dans quel but ? Comment expliquer de pareilles anomalies dans l'Europe contemporaine qui n'aspire qu'à la paix ?

Les frontières pourraient avoir leur justification dans une nature implacable qui dresserait des obstacles naturels infranchissables entre les Européens, de telle sorte que la création elle-même conspirât contre ceux qui rêvent l'unité, à ce point de leur faire dire avec découragement : L'émiettement des peuples est fatal ; la force des choses les condamne à l'isolement.

Mais la vapeur abrège les distances, et l'électricité, comme on le dit justement, les supprime : dès lors, où sont les barrières ?

Elles sont seulement dans l'ignorance, les préjugés et les haines.

On subit, comme éternels, des faits qu'on peut supprimer ; on se ruine en recueillant l'héritage du passé, au lieu de ne l'accepter que sous bénéfice d'inventaire ; on craint la lumière sur les sujets qui contrarient les préventions ; on aime les idées toutes faites qui sont revêtues d'une rouille antique, et qui semblent planer au-dessus de tout examen.

Il n'y a pas un seul intérêt légitime qui justifie l'existence des frontières ; car on ne peut regarder comme légitimes les appétits des rois et de leurs acolytes militaires ou civils, qui ont besoin de la guerre pour perpétuer leur règne exécrationnel.

Ceux dont l'intérêt git dans les divisions internationales forment dans la société européenne une minorité qui ne mérite pas d'entrer en ligne de compte.

L'établissement de l'unité politique dépend seulement de la volonté des peuples.

S'ils obéissent à leurs préjugés, s'ils ne regardent que le passé ; s'ils veulent, enfin, demeurer ennemis, ils le demeureront, en dépit de leurs intérêts les plus chers, du bon sens, de la science appliquée qui leur fournit partout des traits d'union.

Au contraire, s'ils ouvrent leur esprit aux clartés contemporaines, s'ils

aspirent au bien ; s'ils veulent être amis, enfin, ils le seront, malgré les rois, les généraux, les évêques, les fleuves et les montagnes.

Il leur suffirait de dire aux parasites couronnés, galonnés et mitrés : « Allez-vous-en ! » Puis, on établirait des chemins de fer par-dessus ou par-dessous les fleuves, on percerait des tunnels à travers les montagnes, et l'on prierait l'électricité de faire le reste.

O peuple ! si tu savais !

Tu es un million contre un. Tu n'aurais même pas besoin de te fâcher pour accomplir ton œuvre ; le rugissement serait de trop. Tu pousserais seulement un immense éclat de rire en voyant le nez fait par quelques marquis de Carabas, qui s'intitulent rois. Devant le hérissément de ta crinière, ils s'aplatiraient sous leurs trônes, et tu ferais entrer les vieux dans un hospice.

L'unité républicaine : là seulement est l'extinction de la guerre internationale.

Tout homme qui repousse cette conclusion en croyant aimer le progrès, se ment à lui-même et ment au autres.

L'Europe se débattrait dans des convulsions plus ou moins prolongées ; elle croupira peut-être encore une génération dans la boue sanglante du carnage international ; mais, quoi qu'elle fasse, il lui faudra gravir le sommet sublime qui reluit dans l'aurore nouvelle.

Henri BUSSAC.

VIEILLES VÉRITÉS

Pensées éparses.

L'Enseignement supérieur démontre les erreurs et les absurdités que l'on s'est efforcé de faire pénétrer dans les cerveaux, à l'École et au Lycée.

—
Ce que l'on apprend, enfant ; il faut, devenu homme, le désapprendre.

—
L'Homme agit toujours par intérêt ou ce qu'il croit tel.

—
Cet intérêt est toujours ou d'avoir une jouissance ou d'éviter une peine.

—
Le Socialisme est international et il ne pouvait pas ne pas l'être, car il est l'inéluctable conséquence du Capitalisme, lui-même international.

—
Le Socialisme est un système social ou un état idéal de Société basé sur le principe de la mise en commun des moyens de production et des objets de consommation.

—
La société de demain a ses racines dans celle d'aujourd'hui comme celle-ci l'avait dans celle d'hier.

—
On ne fait point, en peu de temps, table rase d'une forme sociale, car elle est le produit de multiples causes qui instantanément ne se peuvent modifier.

—
Il faut que l'embryon des organes de la société de demain existe et se développe dans la société d'aujourd'hui.

L'examen des phénomènes sociaux dans le passé et dans le présent montre que la société de demain sera au point de vue économique, socialiste, et au point de vue politique, libertaire.

Il n'est ni hommes criminels, ni hommes moraux; il est des actes criminels et des actes moraux.

Il y a une multitude d'actes qui véritablement sont crimes et qui chaque jour sont commis sans soulever de réprobation.

Un crime n'est réprouvé que si rarement il se perpète, car alors il choque nos habitudes, nos conceptions pour une bonne part déterminées par l'accoutumance.

La crainte d'une pénalité quelconque n'inhibe par l'acte criminel.

La vision de la jouissance proche cède la possibilité de souffrances futures.

Chaque acte de la vie n'est qu'une perpétuelle révolte contre les ambiances sociales, cosmiques, etc.

L'homme ne possède point la *liberté de vouloir*.

L'homme possède la faculté de traduire en acte toute volition. Il a donc la *liberté d'agir*.

Le repos ou l'absence de mouvement n'existe point.

La Raison humaine ne peut concevoir de la matière en repos.

Tout acte verbal ou agi, retentit à l'infini dans le Temps et dans l'Espace.

Le plus ignorant, le plus inintelligent des hommes, lui-même, participe à la genèse des découvertes futures, des formes sociales futures.

Si lentement se transforment les mentalités que, encore aujourd'hui, sous le vernis des religions monothéistes, survivent les coutumes animiques et polythéiques des sauvages.

L'idée de Patrie implique la solidarité, l'union entre individus formant un ensemble, une collectivité.

La Patrie fut d'abord la famille, la horde; puis le clan, la tribu; ensuite la cité, l'état ou province de superficie territoriale très restreinte; enfin les grands Etats comme ceux actuels.

Demain, la Patrie sera l'humanité entière.

A. HAYON.

LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE EN BELGIQUE

Le parti catholique belge a souvent occupé le pouvoir dans ces cinquante dernières années. Il ne différait pas du parti libéral si ce n'est en ce qui concerne le maintien des privilèges de l'Eglise. Pour le reste, c'est-à-dire pour le maintien des prérogatives bourgeoises, tant au point de vue politique qu'économique, ces deux partis étaient fort bien d'accord.

En ce qui concernait les droits et la protection des travailleurs vis-à-vis des capitalistes, cléricaux et libéraux défendaient le *laissez faire, laissez passer*; l'intervention de l'Etat en ces matières était pour eux un sacrilège.

C'est ainsi que la Belgique a été à la queue des nations relativement à la

legislation protectrice du travail. L'abbé Winterer, député de Mulhouse au Reichstag allemand, pouvait dire au deuxième Congrès belge des œuvres sociales :

« L'Etat doit la protection aux faibles et aux enfants qui sont faibles devant la machine et le capital. Je vis au milieu d'une population industrielle dont les chefs sont des industriels humains. Eh bien ! il a fallu l'intervention de la loi pour empêcher les abus. Toute l'Europe a sa législation sur la matière ; seule la Belgique fait exception. Cela ne peut continuer. »

Dans son organisation politique, le parti catholique n'avait pas la moindre place pour les ouvriers. Comment voulez-vous qu'il en fut autrement, les ouvriers n'étaient pas électeurs !

Au surplus, d'accord avec leurs doctrines catholiques, les riches cléricaux se contentaient de prêcher la résignation aux pauvres, et leur

seul remède aux misères de ce monde c'était la charité, en attendant les récompenses célestes.

Les ouvriers, pensaient les chefs du parti cléricale, les ouvriers sont contents de leur sort ; ils ne se plaignent point. Pourquoi alors s'occuper d'eux !

Et si, par ci par là, des plaintes se faisaient jour, on en accusait quelques meneurs et tout était dit.

Cependant, les émeutes de 1886 révélèrent une situation inquiétante. Des bandes d'ouvriers levèrent le drapeau de la révolte, se livrèrent au pillage et à l'incendie. Les travailleurs réclamèrent des droits et du bien-être.

Ecoutez ce que disait le chef du parti catholique, M. Woeste, au second Congrès des œuvres sociales en 1887 :

« Pendant longtemps, l'ouvrier n'éprouvait pas ce besoin (de bien-être).



LOUIS BERTRAND
Représentant du peuple

Il acceptait son sort et s'y résignait ; l'organisation ancienne du travail lui fournissait, du reste, des compensations. *Il levait les yeux vers le ciel, il espérait dans l'autre monde une existence meilleure.* Aujourd'hui, le peuple veut à son tour participer au banquet de la vie, et quand ce désir, ce besoin, cette passion s'est emparée du cœur des masses, c'est comme un feu qui gagne de proche en proche et qu'il est malaisé de maîtriser. »

Quel langage cynique, n'est-ce pas ?

Des émeutes éclatent en mars et avril 1886 aux quatre coins du pays industriel. Le Gouvernement prend peur et décide l'organisation d'une grande enquête du travail.

De son côté, le parti catholique organise un premier Congrès des œuvres sociales à Liège du 26 au 27 septembre 1886. De nouveaux Congrès ont eu lieu en 1887 et en 1890.

Pendant ce temps, le parti socialiste s'organise et se remue. Il fait des progrès considérables dans les masses, il crée des syndicats, des coopératives, et établit des Maisons du Peuple, vraies forteresses de l'armée socialiste.

Les chefs du parti catholique, effrayés de ces progrès, cherchent à organiser à leur tour les ouvriers de leur religion. On discute ferme les réformes à réaliser. Mais combien l'on est peureux ! On n'ose aller trop loin et déjà des clameurs se font entendre parmi les vieux du parti.

Dans ces Congrès on voudrait continuer à parler de charité au lieu de justice. Le Gouvernement lui-même, sous prétexte de légiférer en faveur des ouvriers, fait voter une loi sur l'ivresse publique ! Plus tard, il fait deux lois sur le paiement des salaires (truck system), sur les Conseils de prud'hommes, institue les Conseils de l'industrie et du travail et réglemente le travail des femmes et des enfants.

Ces lois, faut-il le dire, n'améliorent en rien la condition des ouvriers. La dernière, qui seule pouvait produire quelque bien, n'est pas appliquée cinq années après sa promulgation !

Les Congrès des œuvres sociales catholiques et la propagande faite en vue d'organiser les ouvriers chrétiens, a beaucoup plus pour but de combattre le socialisme que de faire triompher des réformes utiles aux travailleurs.

Mais des opposants surgissent, et à leur tête l'abbé Pottier, de Liège, qui, dit-on, est d'accord avec son évêque, M. Doutreloux.

Des jeunes gens, à leur tour, se mettent à étudier les questions économiques et sociales et bientôt se constitua un nouveau parti qui prend le titre de démocratie chrétienne.

Ils vont assez loin dans leurs revendications, ces jeunes, aussi voilà qu'en plein Congrès on les accuse d'être socialistes.

Un de ces jeunes se lève alors et proteste contre le verbiage des conservateurs : « Je n'ai pas, s'écrie-t-il, à vous dire si je suis socialiste ou si je ne le suis pas. Je vous dirai seulement : avant de condamner le socialisme, étudiez-le davantage.

« Vous êtes en retard. C'est d'hier seulement que vous avez fait entrer dans vos préoccupations les questions que le socialisme soulève, et que les socialistes ont le mérite d'éclairer les premiers. C'est parce que vous avez négligé cette mission que Dieu l'a fait passer à d'autres. »

Et comme on proteste sur presque tous les bancs, l'orateur ajoute : « Vous avez peur du mot. »

Il y a, parmi les démocrates chrétiens, des hommes sincèrement dévoués aux intérêts des travailleurs et qui souffrent à la vue des souffrances du peuple et des injustices sociales. Mais, en fait, le mouvement démocratique chrétien s'est tout d'abord fait jour dans les villes et centres industriels où les socialistes étaient considérés comme une force : à Gand, Liège, Bruxelles, Charleroi, le Centre, le Borinage, Verviers, etc., etc. Ailleurs, dans les petites villes des Flandres, où le socialisme n'avait pas accès, on ne créait

pas d'association d'ouvriers catholiques, on n'y élevait pas de Maisons des Ouvriers.

Quand la revision constitutionnelle a été faite et le suffrage universel pluralisé voté, les cléricaux ont constitué de nouvelles associations ouvrières. Et lorsqu'il s'est agi de dresser les listes de candidats à Gand et à Bruxelles, les cléricaux conservateurs ont daigné accepter sur leur liste deux ou trois candidats ouvriers catholiques. Ailleurs, l'entente ne s'est pas faite, ou bien parce que les socialistes n'étaient pas à craindre, comme à Anvers par exemple, ou bien encore parce que les démocrates chrétiens étaient trop francs, ne voulaient pas se laisser domestiquer comme à Liège.

Les démocrates chrétiens, aujourd'hui, sont assez divisés. Il y a d'abord la nuance Helleputte, un député cléricale qui ne s'est occupé de grouper les ouvriers catholiques que pour les domestiquer au parti conservateur, et la nuance plus avancée qui a pour chef l'abbé Pottier et l'abbé Daens, et, derrière eux, toute une pleiade de jeunes : MM. Renkin, Carton de Wiart, Lelong, Mabilie, Boland, Maquinay, Moest, Dupont, De Pelsmaecker, Du Catillon, etc., etc.

Ceux-ci veulent la constitution d'un parti démocrate chrétien autonome, ayant son organisation séparée du parti catholique bourgeois et posant ses conditions pour le partage des mandats aux élections législatives, provinciales et communales.

Ce parti possède un organe quotidien français, le « Bien du Peuple », à Liège, et un en langue flamande, le « Volk », à Gand.

Il a d'autres journaux hebdomadaires : la *Justice sociale* à Bruxelles, le *Démocrate* à Verviers et d'autres feuilles flamandes à Alost, Ninove, etc.

Si la parti démocrate chrétien continue à vivre d'une vie autonome, et s'il défend son programme jusque dans ses dernières conséquences, il devra se séparer de plus en plus du parti conservateur, et se rapprocher en bien des circonstances du parti socialiste.

Si, au contraire, il reste uni au parti conservateur, il perdra nécessairement de son prestige auprès des masses et aura, en définitive, travaillé pour nous. A moins, cependant, que le parti catholique ne se démocratise dans son ensemble, mais nous en doutons fortement, vu les résistances qui existent depuis quelques années de ce côté.

En résumé, le parti cléricale comme le parti libéral est fortement divisé et ce à cause des questions nouvelles qui se posent un peu partout depuis que les classes ouvrières ont pris conscience de leur force et se sont embrigadées dans l'armée socialiste. Cela est plus vrai en Belgique que partout ailleurs.

AOÛT 1895.

LOUIS BERTRAND,
Représentant du Peuple.

L'ÉTERNELLE DUPE

Le deux décembre dernier, dans la nuit, des soupapes d'une machine éclatèrent dans une usine de Saint-Ouen. Des deux ouvriers qui étaient auprès de la machine, l'un fut tué, l'autre grièvement blessé.

Ne nous occupons pas du mort. Faisons comme la justice, qui eut le bon goût de le laisser à la paix précaire de la fosse commune.

Lorsque son camarade, qui avait été brûlé sur diverses parties du corps, sans préjudice de deux côtes brisées, put à peu près se tenir debout, il fut appelé à s'expliquer devant le tribunal correctionnel.

Ce pauvre garçon n'avait et ne se sentait aucune responsabilité. Aussi fût-

il navré et indigné de cette assignation. Ce n'était pas sa faute si la machine avait sauté ; ces chefs le savaient bien. Elle n'était pas construite régulièrement ; eux seuls étaient fautifs.

Grande émotion parmi ces messieurs. Le parquet voulait un coupable. On n'allait peut-être pas lui livrer un ingénieur. On lui en donnerait, des petits couleaux pour les perdre.

..

Le blessé fut mandé à la direction. Il s'y traîna, et là son ingénieur lui dit :

— Vous êtes un enfant. Qu'est-ce que vous risquez ? Vous savez bien qu'en matière d'accidents les tribunaux ne poursuivent que pour la forme. Vous avez eu la chance de n'être pas tué, n'est-ce rien que cela ? Si votre camarade n'était pas mort, c'est lui qui aurait été sur la sellette.

— Mais je n'étais pas en faute. Je n'étais pas responsable.

— Nous le savons bien. Prenez tout de même la responsabilité. Nous nous chargeons de tout. Vous ne risquez rien.

Le malheureux se laissa convaincre. Si vous saviez comme l'ouvrier a peu de défense devant un homme qui est son chef ! Surtout quand ce chef fait appel à ses bons sentiments et, ayant besoin de lui, fait semblant de lui montrer de la sympathie.

Il alla donc devant les juges, accepta la responsabilité de l'accident, laissa dire qu'il était chef de chauffe, ce qui n'était pas vrai, et s'entendit condamner à un mois de prison.

Le tribunal, indulgent comme s'il avait eu affaire à un patron, consentit à l'application de la loi Bérenger.

..

Toute platonique que fut cette condamnation, elle troublait et chagrinait l'ouvrier. Il s'ouvrit à son ingénieur.

— J'ai envie d'en appeler de ce jugement, lui dit-il.

— Pourquoi ? Puisque vous ne ferez pas de prison.

— Je tiens à ma réputation. C'est pas une bonne note pour un chauffeur-mécanicien d'avoir été condamné pour ça.

— Qu'est-ce que ça vous fait les bonnes notes ? N'êtes-vous pas bien chez nous ? Nous n'avons pas l'intention de vous renvoyer, au contraire.

— N'importe, on ne sait qui vit ni qui meurt. Je veux faire appel.

— Réfléchissez, mon ami, les délais d'appel sont de *trente jours* (textuel).

Employez-les à vous rétablir. D'ici là vous aurez changé d'avis,

Impressionné, croyant d'ailleurs avoir un mois pour réfléchir, le blessé s'en fut. Bientôt, il apprenait — trop tard — que les délais d'appel sont de dix jours et non de trente.

Comme il était courageux et dur à la peine, il voulut reprendre son travail trop tôt. Il rechuta et ne se rétablit définitivement que le 30 avril.

Tout gaillard, il va au bureau de son ingénieur.

— Me voilà, et d'attaque, cette fois.

— Je suis aux regrets, mon pauvre ami. Votre place est prise.

— Alors ?

— Il n'y a pas d'alors. Rompez.

..

Pour ce qui est du blessé, aujourd'hui rétabli et malade seulement de famine, si un brave homme de patron — il y en a, j'en connais — veut le voir, lui et ses excellents certificats qu'il m'a montrés, j'ai sur mon bureau le nom et l'adresse du camarade.

Eugène FOURNIÈRE.

LE RÉGIME DE MAZAS



Non ! Je vous assure que le régime de Mazas n'est pas si dur qu'on pense...
Il est vrai que moi je suis un homme d'intérieur.

(Tiré du *Rire*.)

LES FOINS COUPÉS

Les foins sont coupés et embaument dans le parc du château de Longy ; les grands arbres, à peine sur les pelouses sont agités par un souffle de la brise légère qui ne parvient pas à rider l'eau du Cher au pied du petit mur où quelques herbes folles oubliées se balancent encore.

Le pays est tranquille ; c'est le château, mais c'est la nature ; un de ces castels modestes dont les prés se confondent avec les prairies d'alentour, dont les arbres unissent leurs feuillages aux feuillages des chênes, des sapins et des châtaigniers des champs voisins.

Appuyés contre un tas de foin que vient de former près d'eux l'un des journaliers, deux enfants devisent.

Ils se ressemblent par leurs grands yeux veloutés tourangeaux, par la coupe ovale du visage, par une sorte de grâce dans la physionomie. Le garçon — dix ans sans doute — a le regard plus doux et plus mélancolique ; dans l'œil de la fillette brille la décision, ses joues sont roses celles de François sont brunes, un peu hâlées. Ils sont gentils tous les deux, certes, à peu près du même âge : lui, des espèces de pantouffles dans ses pieds nus, un pantalon un peu court, un peu râpé, mais raccommode proprement, un veston taillé dans quelque robe maternelle ; elle, avec un ruban dans les cheveux, une robe blanche ornée d'entre-deux coquets bien que simples, de petits souliers mordorés.

Leurs deux fronts sont graves, il fait chaud et ils n'ont pas envie de courir. C'est que Lucienne vient de sortir d'une méditation, tout-à-coup, en s'écriant :

— Pourquoi ton père est-il paysan et pauvre et le mien pas paysan et riche.

François a regardé en haut d'un air indécis ; la question était bien directe et la réponse bien embarrassante.

Cela l'ennuyait de rester court, car en fait de choses positives certainement c'était lui le plus fort dans leurs délibérations enfantines.

— Eh ben, finit-il par dire pasce que son père l'a laissé de l'argent et le château, pardi, à vol' père et que mon grand'père à mé n'a rin.

Elle parut plongée à son tour dans des réflexions profondes. Cela ne la satisfaisait pas.

— Mais mon grand'père qu'est-ce qu'il avait fait pour être riche. Je n'ai jamais entendu dire qu'il ait rien fait. Comment s'est-il trouvé riche. Et le lien ?

— Le mien, papa dit qu'il a ben travaillé ; j'cré ben, il est en deux et y travaille encore. Son dos est si courbé qu'on ne voit pas ben sa figure. Vous ne le connaissez pas ?

— Non, répliqua-t-elle distraitement, et, poursuivant le problème ardu qu'elle voulait résoudre : de travailler ça n'enrichit donc pas ?

C'était à son tour à lui d'être embarrassé. Une sorte de peur subite frappait son cerveau. Il travaillerait lui aussi, toujours, tout le temps, il serait tout courbé plus tard, tout cassé comme son grand'père, et il n'aurait rien, il serait pauvre.

C'était la première fois qu'il envisageait les choses de ce côté là.

— Comment ça se fait ? se répondit-il à lui-même, plutôt qu'à elle.

— Oui, comment ça se fait, se mit-elle à répéter d'un air songeur, et elle poursuivit : Pourquoi que c'est moi qui suis née à Longy et non pas toi ?

Cette fois il se mit à rire franchement, croyant avoir trouvé :

— Pasque j'suis le fils à m'parents.

Elle ne se satisfaisait pas de si peu.

— Pourquoi n'es-tu pas le fils aux miens ?

L'œil du garçon se baissa.

— Je voudrais ben, finit-il par dire.

Elle reprit gravement : Faut pas dire ça, François, tes parents auraient trop de peine si tu étais le fils des miens, et papa aussi, lui qui n'a plus maman, si j'étais la fille de ta mère.

— Est-ce que tu voudrais être la fille de ma mère ?

Elle réfléchit encore. Décidément il y avait aujourd'hui bien des questions si sérieuses, si embarrassantes !

— Dame, une mère, ça doit bien aimer, et je n'en ai pas.

Et à ses grands cils, une larme se mit à perler, sa joue devint un peu pâle.

Lui n'aimait pas lui voir du chagrin ; tout de suite il s'agita.

— Ne pleure pas, bête, je l'aime bien, c'est vrai, mais souvent aussi l'on est grondé, même battu, dit-il avec rancune ; l'autre jour par exemple quand, tu sais, j'avais déchiré toute ma manche.

— C'est que, peut-être, elle n'avait pas d'autre veste à te mettre.

Puis en tapant du pied : Toujours parce qu'elle est pauvre, mais pourquoi est-elle pauvre, puisqu'elle travaille tout le temps ; je ne m'explique pas ça.

— Moi non plus, conclut philosophiquement François qui sentait un peu fraîchir le vent et qui avait envie de quitter son immobilité.

Avec son flair de petite raffinée, Lucienne sentait en lui son désir depuis quelques instants. Mais sa cervelle chercheuse voulait sa solution. Elle combina un accommodement.

— Veux-tu, papa est à la maison, nous allons lui demander ça ; puis nous irons après trouver la mère qui sarclé ; nous verrons. S'ils nous disent tous les deux la même chose, c'est que ce sera vrai, puisque papa qui est riche sans avoir besoin de rien faire ne doit pas sentir de même que ta mère qui est pauvre tout en travaillant.

Le père de Lucienne aimait beaucoup le petit garçon qu'il avait vu naître et dont la société pour Lucienne lui paraissait préférable à celle d'une bonne ; aussi François consentit tout de suite.

— Papa, interrogea brusquement la fillette en ouvrant précipitamment la porte de la pièce où son père préparait ses armes de chasse pour l'automne, pourquoi de travailler ça ne rend-il pas riche ?

— Mais il y en a qui s'enrichissent en travaillant, fillette, quelle idée !

— Et le père de François, et son grand-père, et le père de son grand-père ?

— Ah, comme ça, non, on ne s'enrichit pas beaucoup.

— Pourquoi ?

— Ah ! pourquoi, dam... — il ne trouva rien — va-t-en au diable avec tes bêtes de questions ; parce qu'on n'a pas de capitaux.

— Tu en as, toi, des capitaux ?

— Oui, un peu.

— Pourquoi en as-tu et pas le père de François ?

— Parce que mon père en avait.

— Ou tes a-t-il pris ? non, sourit-elle, je ne veux pas dire pris ; qui les lui a donnés ?

— Qui, qui, je ne sais pas, moi ; de père en fils on est riche ou on est pauvre, voilà, allez jouer.

— C'est drôle, dit Lucienne en secouant la tête. Alors on est condamné à être pauvre à perpétuité. C'est drôle ! Tu trouves ça juste, François ?

François avait un levain de révolte dans le cœur à cette pensée, et de rancune.

— Nous allons voir maman.

Ils arrivent ; la paysanne, baissée sous le grand soleil, sarclait, s'arrêtant de temps à autre pour redresser ses reins meurtris.

— Marie, c'est-il juste qu'il y ait des pauvres qui travaillent toujours et qui resteront toujours pauvres.

— Mamzelle Lucienne, pour ça non, ça n'paraît pas juste, mais puisque c'est comme ça depuis que le monde est monde.

— Pourquoi, répéta l'opiniâtre lilette ?

— Apparemment, parce que le bon Dieu a voulu.

Lucienne n'était pas plus contente.

— Si j'étais pauvre, moi, déclara-t-elle avec colère, j'irais trouver tous les pauvres, et comme nous serions beaucoup, j'irais dire aux riches qu'ils viennent nous aider, ou bien que nous ne serions plus rien du tout pour eux, et qu'il faut mêler l'argent quand quelqu'un meure pour qu'à la fin tous en aient un peu.

Et son œil brillait cette fois ; elle était calmée ; s'il n'y avait pas de cause, il pouvait toujours y avoir un remède.

— Et pour commencer, reprit-elle, quand nous serons grands, je t'épouserai, toi, tu seras un peu plus riche, moi un peu plus pauvre, ce sera bien, et nous serons heureux tous les deux.

François eut une mine contente ; il voulait bien. Et la paysanne se mit à rire en disant :

— C'est-i drôle les enfants tout d' même !

Eugénie POTOMÉ-PIERRE.

UN IMPUDENT AVEU

S'il est un homme en France et, peut-être, dans le monde entier, qui puisse prétendre connaître sûrement ce que pèse une conscience de *politicien*, c'est à coup sûr M. Flory, le célèbre expert, commis par les Tribunaux français pour contrôler les opérations du *Panama*, il y a quelques années et, ces derniers temps, les agissements de la « Compagnie des Chemins de fer du Sud » qui, par les mêmes personnages qu'on y rencontre, se relieut entre elles, tant se ressemblent les procédés employés pour *enfoncer* (*détrousser* serait plus exact) le naïf et d'ailleurs peu intéressant Monsieur « Gogo ».

Si, trahissant — dans le seul intérêt de la vérité historique, j'aime à le supposer — le fameux « secret professionnel », le célèbre expert s'avisait un jour d'écrire l'Histoire politico-financière de son époque en France, quel spectacle, grands dieux ! il offrirait aux yeux ébahis de ses lecteurs ! Que de « voiles » — comme dit le bon monsieur Trarieux, le ministre actuel de la Justice — que de voiles seraient déchirés et non pas seulement *soulevés* ! — Combien d'idoles, pour toujours abattues et gisant dans la boue ! Quel terrible document humain pour les romanciers de l'avenir !

Ah ! Combien est sage la prudente lenteur avec laquelle procède l'Eglise romaine, pour béatifier et, beaucoup plus tard, pour sanctifier ceux de ses Fidèles, bien rares d'ailleurs, qui lui semblent dignes de figurer au rang des Bienheureux, quelques centaines d'années seulement après leur mort !

Plus de traces alors de leurs faiblesses. Aucun Flory, quelle que soit son habileté, ne peut plus produire le moindre *chèque* capable de tenir leur mémoire vénérée, dût ce chèque n'être seulement payable que dans une banque paradisiaque.

Dans l'affaire du *Panama*, qui certainement gardera le « record » des scandales financiers de ce siècle, des noms d'hommes politiques les plus respectés jusqu'alors des divers partis auxquels ils appartenaient, avaient été convaincus d'avoir trafiqué de leur mandat politique et de l'influence qu'ils avaient eu conquérir au sein de nos assemblées législatives (Sénat et Chambre des Députés).

Ils n'avaient échappé aux condamnations encourues de ce chef que grâce à la prescription légale, invoquée en faveur de leurs agissements, prescription admise par leurs juges, enchantés de pouvoir en couvrir leur servilité.

Mais, du moins, presque tous les accusés invoquaient telle ou telle excuse plus ou moins valable, ou même allaient jusqu'à nier formellement, malgré d'accablants témoignages, les faits qu'on leur reprochait, montrant ainsi, par leurs dénégations mêmes, combien ils reconnaissaient implicitement que ces faits étaient entachés d'immoralité et d'un caractère vraiment délictueux.

Dans l'affaire des « Chemins du Sud », jugée (moralement) dans la séance du 4^{er} juin dernier, à la Chambre des Députés, tout change. Certains « Panamistes » comme on les appelle depuis le précédent procès — fiers d'y avoir été acquittés, alors qu'un des leurs, plus sincère sinon moins coupable, avait, véritable « Bouc d'Israël », été jeté à l'opinion publique, certains panamistes, disons-nous, et des plus en vue par leur situation politique, mêlés à ce dernier scandale d'une façon flagrante et indéniable, ainsi que le constate le rapport Flory, se sont décidés à jeter bas le masque de leur intégrité prétendue, se faisant même gloire d'y avoir participé, et qualifiant cette participation d'absolue légitimité.

Nous croyons nécessaire ici, pour l'intelligence de cette nouvelle façon d'interpréter la situation morale du législateur, investi de cette fonction de par le suffrage universel, nous croyons indispensable de résumer, le plus rapidement possible, cette affaire des « Chemins du Sud », telle qu'elle résulte à la fois du rapport Flory et des débats parlementaires auxquels elle a donné lieu.

En décembre 1883, la Compagnie dite des « Chemins de fer du Sud » et ayant pour but de construire une voie ferrée suivant tout le littoral de la Méditerranée depuis Hyères jusqu'à San Rafael, pour se raccorder à ce point avec la ligne du P.-L.-M., avait été autorisée à se fonder au capital de dix millions de francs, avec faculté d'élever, selon le besoin, ce capital au chiffre maximum de cent millions.

Cette dernière somme était, bien entendu, celle qu'il s'agissait d'atteindre au moyen de procédés plus ou moins dolosifs, que se promettaient bien d'employer les directeurs de l'entreprise, à la tête de laquelle figurait l'inévitable baron de Reinach, le célèbre tripoteur d'affaires véreuses que l'on sait et qu'on aurait pu, de son vivant, appeler à juste titre le *tombeur* des consciences politiques.

Le but de l'augmentation du capital social était, on le devine, d'obtenir ensuite de l'Etat la part la plus grosse possible d'intérêts de *garantie* à distribuer aux porteurs d'obligations, dès que la ligne, grâce aux influences qu'on se procurerait à la Chambre et au Sénat, serait reconnue d'intérêt public.

Le chiffre maximum de cent millions fut ainsi obtenu, à l'aide d'émissions successives d'obligations, du 4^{er} janvier 1888 au mois de février 1893.

Mais, pour justifier ces émissions, on majora le prix des concessions obtenues et rétrocédées, puis rachetées fictivement à des « hommes de paille », agents du trop célèbre baron de Reinach que, par contre-lettres, ces mêmes agents reconnaissaient être en réalité le seul concessionnaire, ce qui permettait à celui-ci d'empocher de fortes différences, dont une part était distribuée à l'ingénieur Eiffel et à d'autres entrepreneurs, amis et complices du baron.

On majorait également le prix des terrains expropriés ou achetés à l'amiable par la Compagnie et situés dans des conditions qui, au lieu d'abrégger le parcours de la ligne, en augmentaient la longueur kilométrique et en rendaient ainsi l'établissement plus onéreux.

Les vendeurs de ces terrains étaient également des acquéreurs fictifs — aux ordres du baron — et qui les lui revendaient à des prix fabuleux, ce qui produisait encore pour le susdit baron de forts bénéfices dont la Compagnie était également grevée.

On estime ainsi à plus de vingt millions les sommes soustraites par les honorables sibusiers qui menaient l'affaire.

Toutes ces choses préparées, on fit présenter, fort des appuis qu'on s'était ménagés au sein du Parlement, un projet de loi reconnaissant la ligne du Sud comme étant d'utilité publique. Malheureusement, une partie des *trucs* avait été dévoilée lors de la mort subite du baron de Reinach et du procès scandaleux qui s'en suivit.

Aussi, lorsqu'en mai 1894, le projet de loi de classement fut présenté à la Chambre, un membre de l'Extrême-Gauche, M. Jaurès, rappela l'attention des Députés sur les côtés véreux de l'entreprise, obtint le rejet du projet de loi présenté et obligea du même coup le Ministère d'alors à promettre formellement d'ouvrir une enquête, d'abord, puis, s'il y avait lieu, de poursuivre les auteurs des malversations signalées à la Chambre.

Ce fut le signal de la débâcle, et l'expert Flory fut chargé par les Tribunaux, saisis de l'affaire, de débrouiller les comptes.

Mais, malgré les promesses formelles du Ministre des Travaux publics, la mort inopinée du Président Carnot et les événements politiques qui en furent la suite, tout cela aidant, l'affaire traîna en longueur, menaçant de n'aboutir à rien, lorsqu'un procès, indépendant en apparence de la question des « Chemins du Sud », la ramena brusquement sur le tapis.

Un journaliste « d'affaires » — M. Ferrier, avait depuis quelques années fondé un organe — *La Voie Ferrée* — tout spécialement destiné à dénoncer, soit à l'Etat, soit au public, les nombreuses violations des conventions, cahiers de charges et règlements que la loi leur impose, commises presque chaque jour par les diverses Compagnies de transport, notamment les chemins de fer.

Y avait-il intention de *chantage* de la part dudit M. Ferrier? Bien fin qui pourrait le nier ou l'affirmer en toute certitude, par le temps qui court, où le chantage est devenu professionnel. En tout cas, M. Ferrier avait eu la précaution de s'adjoindre un collaborateur des plus sérieux et des plus estimés, tant pour ses capacités spéciales que pour sa probité unanimement reconnue : L'honorable M. Camille Pelletan, député des Bouches-du-Rhône.

Ce journal faisait son chemin, tantôt critiquant à outrance mais toujours avec justesse, tantôt lâchant une piste pour en courir une autre, lorsque tout à coup, non sur la plainte des victimes des prétendus chantages, mais à l'instigation de deux employés supérieurs du Gouvernement, chargés de contrôler les agissements des Compagnies, on poursuivit d'office le directeur de la *Voie Ferrée*, sous l'inculpation de *chantage* et de tentatives d'escroquerie envers les susdites Compagnies de chemins de fer — y compris celle des Chemins de fer du Sud, et on commit la maladresse d'y mêler le nom de M. Camille Pelletan, affectant d'ailleurs de ne le considérer que comme un complice inconscient et imprudent du directeur, seul mis en cause il est vrai comme accusé. Ce dernier fut condamné, sans que le chantage ait été sérieusement établi par les témoignages mêmes de ses prétendues victimes, à *un an de prison* et 500 fr. d'amende.

Cet arrêt bizarre, en dévoilant nettement la protection dont les Compagnies de chemins de fer sont l'objet en haut lieu, produisit un contre-coup auquel on ne s'attendait guère.

Les amis politiques de M. Pelletan et plusieurs membres du groupe le plus avancé dans la Chambre des Députés, se procurèrent des renseignements fournis par un employé de M. Flory, renseignements des plus rigoureusement exacts et authentiques; ils savaient aussi que, malgré ses dénégations à la Chambre, le Ministre de la Justice avait, depuis deux mois, entre les mains le rapport de l'expert Flory.

Ils résolurent d'interpeller le Garde des Sceaux sur les motifs du retard qu'il apportait, connaissant les conclusions du rapport, à poursuivre les coupables devant les Tribunaux compétents.

Un des membres les plus actifs de l'Extrême-Gauche socialiste, M. Rouanet, à la séance du 1^{er} juin dernier, rappelant la promesse d'enquête et de poursuites s'il y avait lieu, faite en 1894 par le Ministre d'alors, et, résumant en termes précis les faits énoncés dans le rapport de l'expert, demanda compte

au Ministre actuel de la Justice, de son inertie, en présence de faits dont l'authenticité n'était plus contestable.

Par une coïncidence assez bizarre, la Police avait justement fait, la veille de cette séance, des perquisitions dans les bureaux de deux journaux qui avaient publié des analyses du fameux rapport Flory. Ces perquisitions avaient pour but certainement de saisir les copies de ce qu'on supposait être en possession des susdits journaux : *La Libre Parole* et *le Figaro*. Il est inutile de dire qu'on n'y trouva rien de ce qu'on cherchait.

Ce fait fut naturellement relevé par l'interpellateur, qui l'attribua au désir que pouvait avoir le Gouvernement de sauver ceux de ses amis qui s'étaient compromis, accusations suffisamment justifiées par la récente *affaire Magnier*, sénateur et journaliste gouvernemental.

Le Ministre de la Justice, obligé de reconnaître l'absolue exactitude des faits, se contenta pour expliquer son inaction — *apparente* — selon lui — d'affirmer que si, *moralement*, les personnes appartenant à la Chambre qui s'y trouvaient mêlées avaient eu tort, les faits invoqués contre elles, n'avaient point le caractère délictueux nécessaire pour qu'ils pussent donner lieu à des poursuites judiciaires ; puis, hasardant une thèse juridique des plus contestables et assez compromettante pour les hautes fonctions qu'il occupe en ce moment, M. Trarieux déclara que, tant qu'il serait Ministre de la Justice, *aucune poursuite* contre aucun membre de l'une et de l'autre Chambre *n'aurait lieu* !

Mais tout l'intérêt de la séance allait se porter immédiatement sur la réplique plus directement intéressée d'un des députés tout spécialement visé par l'interpellation et qui, se sentant découvert, prit une attitude vraiment fort mattendue.

Sans se soucier autrement du terrible « qu'en dira-t-on ? ». M. Rouvier s'avoua nettement comme membre, à ses risques et périls, d'un groupe de syndicalitaires ayant contribué à *lancer* l'affaire des Chemins de fer du Sud, et ayant de ce chef réalisé seulement un bénéfice — *légitime* — de *six mille francs*. La légitimité de cette opération avait été reconnue par le Juge Instructeur, chargé de procéder, et le Garde des Sceaux venait d'en affirmer la parfaite correction.

Passant alors à un autre ordre de faits et d'idées, M. Rouvier, changeant de rôle, interpelle alors la Chambre elle-même : Est-ce que ses collègues de la Chambre, le jour où ils y sont entrés, ont renoncé aux profits qu'ils tiraient légitimement chaque jour de l'exercice de leur profession, de leur carrière, de leur industrie ? Est-ce que les Députés médecins ont renoncé à soigner les malades qui les appellent à leur chevet ? Est-ce que les Députés avocats ont renoncé à plaider pour leurs clients civils et politiques ? Est-ce que les Députés avoués ou notaires ont fermé leurs études ? Est-ce que les propriétaires ruraux, élus députés, ne font plus valoir les exploitations agricoles qu'ils dirigeaient eux-mêmes avant d'être élus ?

Est-ce que les Députés dirigeant des maisons de banque ont fermé leurs bureaux ? Est-ce que les Députés industriels ont fermé leurs ateliers ? Est-ce que les Députés armateurs, négociants ou simplement commerçants ont cessé de s'occuper de leurs affaires professionnelles ?

Et cependant, est-ce que les médecins, les avocats, les notaires, les avoués investis du mandat de député, ne sont pas appelés à discuter et à voter sur des lois touchant à leur profession et à propos desquelles leurs votes peuvent être suspects de partialité ?

Est-ce que les Députés banquiers ne sont pas dans le même cas, lorsqu'il s'agit de régler le taux de l'intérêt et des frais à percevoir sur leurs opérations ? Est-ce que les Députés industriels ou propriétaires agricoles sont désintéressés dans le vote des lois et des tarifs relevant et protégeant leurs produits sur les marchés français et étrangers, pour les soutenir contre la concurrence ? Est-ce qu'enfin quiconque vit de ressources autres que la rétribution indemnitaire

attachée à son mandat de député, doit être, par cela même, réputé comme suspect de forfaiture à ce mandat ?

Eh bien ! lui était homme d'affaires financières avant de devenir homme politique ; il lui est bien permis, dès lors, de demeurer homme d'affaires, malgré son mandat de député et de tirer parti, au profit de ses intérêts personnels des connaissances spéciales qu'il a acquises, grâce à une longue pratique des affaires et qui l'eussent autrement enrichi que la politique, s'il avait continué de s'y adonner exclusivement.

Or l'accuse d'user de ses connaissances au profit de sa fortune politique et, réciproquement, d'user de celles-ci pour favoriser des entreprises financières auxquelles il a intérêt de s'associer. — Or, tous ses collègues avocats ne profitent-ils pas du lustre que jette sur eux leur renom d'orateurs politiques, pour accroître d'autant leur clientèle de plaideurs ? — Et les autres ? Est-ce que leur titre de sénateurs ou de députés ne concourt pas à augmenter leur considération et même leur crédit, lorsqu'il s'agit de leurs intérêts personnels ?

D'où viendrait donc qu'on se croirait le droit de l'incriminer, parce que, versé dans les questions de finances, il peut être appelé à faire partie — professionnellement — de certaines combinaisons financières, à titre de *syndicataire* par exemple, et continuerait de répondre à cet appel, s'il y trouve son profit ?

Cette argumentation, pour spécieuse et sophistique qu'on la puisse trouver, n'en a pas moins valu de nombreux applaudissements à son auteur, surtout du côté de ses amis, éblouis probablement de s'en pouvoir appuyer à l'occasion.

Certes nous voilà loin de l'époque (1888) où le même M. Rouvier, pris à parti par M. Andrieux, alors son collègue à la Chambre, qui l'accusait de s'être entremis dans nous ne savons plus quelle affaire véreuse et de peu d'importance d'ailleurs, dont son beau-frère faisait partie, nous sommes loin, disons-nous, du temps où M. Rouvier, le « syndicataire professionnel » s'indignait vertueusement qu'on osât l'accuser de semblables vilénies : se frappait la poitrine énergiquement et se réclamaient de son intégrité et de son désintéressement !

C'était le « vieux jeu » alors, cela !

Aujourd'hui, non seulement on avoue, mais on glorifie l'acte, transformé non pas en simple droit, mais presque érigé en devoir ! Ne faut-il pas faire vivre les siens et les faire vivre le plus grasement possible même ?

En vain, un autre membre de l'opposition d'Extrême-Gauche, homme d'un talent oratoire incontestable, M. Jaurès, répliquant à M. Rouvier, lui rappelle le texte de la loi de 1889, déclarant délictueuse toute intervention de mandataire législatif dans de telles circulaires ; en vain, cet orateur souffle sur chacun des sophismes qu'on vient d'émettre à ce propos et démontre que toute Société financière ou industrielle ne fait appel au concours d'un homme politique influent, alors qu'il s'agit uniquement d'opérations exigeant une sanction légale, qu'en vue de l'influence de ce genre de collaborateur — syndicataire ou non — pour obtenir la sanction légale indispensable. Que celui qui se prête alors à de semblables calculs — fût-ce à titre seulement gratuit — commet un acte d'autant plus immoral et délictueux que son influence est plus grande sur le corps légiférant appelé à donner la sanction recherchée. Qu'ainsi celui qui s'en est rendu coupable intéressé tombe sous l'application de la loi de 1889.

Mais tout cela n'importe guère aux oreilles de gens intéressés à soutenir la doctrine contraire, émise d'ailleurs avec une rare audace :

Par 290 voix contre 122, la Chambre repousse l'ordre du jour dans lequel on invitait le Gouvernement à poursuivre les prévaricateurs. — Le « syndicataire professionnel » a gagné non seulement son procès, mais encore tous ceux qu'on voudrait — M. Trarieux *regnante-intenter* de ce chef, à ses imitateurs.

La conclusion de cette affaire, c'est que, si les théories nouvellement émises par M. Rouvier sont érolé, le mandat politique électif ne sera plus — cela ouvertement — qu'un moyen *légal*, pour l'élu, d'augmenter sa puissance d'action

dans sa carrière professionnelle et d'assurer ainsi l'accroissement de sa fortune personnelle.

La « moralité politique » ne sera plus qu'une expression littéraire. D'aucuns s'en doutaient depuis longtemps, mais le « Peuple Souverain », dans sa collectivité, n'y avait encore point sérieusement songé, c'est probable. Maintenant, le voilà fixé.

G. LEFRANÇAIS.



— Avec tout ce bruit, les affaires deviennent terriblement difficiles. Dès qu'une affaire est bonne, on l'appelle « Chantage ». C'est la ruine des gens adroits.

(Du Rire.)

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 1896

L'année 1896 qui va commencer verra s'accomplir une agitation électorale qui peut avoir une grande influence sur l'organisation et la marche en avant du parti socialiste : Le premier dimanche de mai, auront lieu dans toute la France les élections municipales.

Il y a peu de temps, ces élections où les influences locales jouent un si grand rôle, nous laissaient à peu près indifférents et, aujourd'hui encore, ceux qui ne veulent pas comprendre que le triomphe de la Révolution n'est possible qu'avec une organisation solide du parti socialiste, les considéraient comme de peu d'importance.

Pour ceux qui ne se dissimulent pas la force que possède encore l'ennemi, qui ne veulent rien livrer au hasard, qui se rendent compte qu'on ne peut renverser un régime politique et économique qui dispose de forces considérables pour se défendre, armée, police, magistrature, clergé, qu'en l'attaquant sous toutes ses faces, à tous ses points faibles, par une lutte incessante de tous les jours, de toutes les heures, pour ceux-là, les élections municipales prochaines seront, non seulement un champ d'observation indiquant le progrès des idées socialistes accompli depuis les élections générales de 1893, mais encore une lutte d'où sortira la possibilité de luttres plus grandes qui amèneront la victoire finale.

Bien entendu, il n'est pas question de recommencer sous une autre forme la lutte qui dura plusieurs siècles et qui aboutit à la reconnaissance et à l'affranchissement d'un grand nombre de communes. La situation n'est pas la même.

Au XIII^e siècle, aidées le plus souvent par le pouvoir royal qui voyait là un moyen de diminuer l'influence gênante de ses grands vassaux, ces communes étaient arrivées à force de luttres, quelquefois à force d'argent, à s'affranchir du joug féodal et formaient dans le royaume des espèces de petites Républiques, libres dans leur administration intérieure, ne reconnaissant d'autre juridiction que celle de leurs propres magistrats qui rendaient la justice d'après la loi écrite et non d'après les coutumes féodales.

Aujourd'hui, pareille chose est impossible, les communes ne peuvent s'affranchir isolément, elles ne peuvent être libres que dans l'état libre et ne peuvent être affranchies du joug capitaliste que si le pays entier en est affranchi. En somme, ce qu'il faut créer, c'est un mouvement d'ensemble et non des tentatives isolées où nous nous affaiblirions sans résultats appréciables.

Mais il n'en est pas moins vrai que pour arriver à être maître du pouvoir central, le parti socialiste doit, en même temps qu'il poursuit sa propagande, faire tous ses efforts pour pénétrer dans les municipalités et s'en emparer partout où cela est possible. C'est par là que l'idée socialiste pénétrera sur tous les points du pays.

Le Congrès des conseillers municipaux socialistes qui a été tenu à Paris, les 13, 14 et 15 juillet dernier, a étudié la plupart des questions d'intérêt communal : Travaux publics, Assurance, Hygiène, Enseignement, etc., il a cherché et trouvé les solutions d'application immédiate, même dans l'état politique et économique où nous vivons. Sans se soucier des questions d'écoles ou de groupes, n'envisageant que l'intérêt général du parti socialiste, il a élaboré un programme qui peut servir de base à l'action électorale dans tout le pays.

Il faut avec cela que nos amis ne négligent rien pour que la lutte ait toute l'ampleur qu'elle comporte. Une action énergique doit être préparée dès maintenant : créer des Comités, organiser des conférences, des réunions privées et publiques, répandre les journaux socialistes, en un mot, mettre tout en œuvre pour créer partout une agitation salubre.

Pour les élections législatives, où les questions politiques prennent si justement tant de place, où les grandes questions d'ensemble peuvent seules être traitées, la propagande se fait surtout dans les grands centres, les campagnes suivent; il n'en est pas de même pour les élections municipales où la propa-

gande doit nécessairement se faire sur place jusque dans les plus petites communes, où les questions d'intérêt plus étroit peuvent et doivent être discutées. Là, il est plus facile de démontrer ce que veut et ce que peut faire le socialisme.

Le résultat doit donc être plus grand au point de vue de la propagande et du recrutement. N'est-ce pas là une excellente préparation aux élections législatives de 1898.

Et, après la lutte, alors que dans grand nombre de communes il y aura une majorité socialiste, dans d'autres une minorité ardente assez forte pour faire réfléchir et tenir en échec la majorité bourgeoise, quel vaste champ de propagande pour nos idées si nos amis abandonnant les luttes stériles, savent se servir de l'arme qu'ils auront dans les mains. La parole peut donner de bons résultats, mais qu'est-elle à côté de l'action? Et, quoique les libertés communales soient bien restreintes, le champ d'action est assez vaste pour qu'une municipalité socialiste fasse pressentir ce que serait la commune dans un état socialiste.

Alors, de commune en commune, l'idée socialiste envahissant le Canton, l'Arrondissement, le Département, se répandra sur toute la France, et la vieille société capitaliste attaquée à la fois aux Conscils municipaux, aux Conscils généraux, au Parlement; aux champs, à l'usine, dans la rue, croulera d'elle-même devant la poussée de l'armée socialiste, vainqueur à jamais des défenseurs d'un passé barbare et cruel.

E. LANDRIN.

Le Vagabond



— Pardon, Monsieur, ne pourriez-vous m'offrir un banquet ?

Vers l'inconnu des grandes routes
Il va, maudissant son destin,
N'ayant pour vivre que les croûtes
Qu'il rencontre sur son chemin.
Avec ses cheveux en broussaille,
Sa barbe inculte et son bâton,
Il a bien l'air d'un rien qui veille,
D'un vagabond!

Il sait quelle horreur il inspire
Aux villageois, gens soupçonneux,
Et qu'il doit passer sans mot dire,
Sous leurs regards durs et haineux.
De quoi se plaindrait-il en somme?
Dans l'univers, a-t-il un nom?
C'est moins qu'une bête de somme,
Un vagabond!

Marche, galeux, malgré la haine
Des méchants ligés contre toi,
Jusqu'à ce qu'au collet te prenne
Un gendarme incarnant la Loi.
Pour les vauriens de ton espèce,
C'est net: la mort ou la prison!
— Car c'est ainsi que l'on redresse
Le vagabond!

Pourtant si fatigué des hontes
Dont on l'abreuve, il se cabrait
Un jour et demandait des comptes,
Que! pouvoir l'en empêcherait?
Craignez qu'à bout de patience,
O vous qui lui faites affront,
Il ne rompe enfin son silence,
Le vagabond!

Maurice PELLOUTIER.

LE SABRE ET LE BÉNITIÈRE

La France semble représenter actuellement une de ces îles que le flot rouge progressivement jusqu'à ce qu'elles s'abîment définitivement au fond des mers. Tous les jours on constate une échouure nouvelle. A tous les éléments de destruction contre lesquels nous avions à lutter s'en ajoute, à cette heure, un autre qui menace de précipiter dans des conditions exceptionnelles de vitesse notre complet engouffrement : l'alliance de plus en plus étroite du soldat et du prêtre.

Les symptômes de ce danger se manifestent avec une terrifiante progression. La loi dite d'espionnage que ce pauvre jocrisse de Brisson a fait voter « sans débat » par les sous-pédicures de la Chambre et qui livre aux Ramollots féroces et ignares des conseils de guerre non seulement la liberté de la presse et ceux qui en usent, mais le premier citoyen venu coupable d'avoir répété un propos entendu dans un café, donne déjà la note de l'état de sujétion et de servage où nous sommes tombés vis-à-vis de la soldatesque.

Le vote d'une majorité assoiffée d'abjection et livrant au ministre de la guerre un membre de la représentation nationale, au mépris de tous les droits du suffrage universel, constituait le premier pas fait dans la voie de l'abdication de tout un peuple entre les mains des brandisseurs de sabre.

L'épisode de ce colonel entrant tout botté, comme pour un Dix-Huit Brumaire, dans la salle où son fils passait un examen dont il se tirait on ne peut plus mal, indique à quel point ces gens-là se croient tout permis à l'égard des Français. Inutile de rappeler que cet officier est un de ces cléricaux à tous crins qui ne comprennent l'humilité chrétienne que pour les autres.

Et ce ne sont pas seulement ces incidents spéciaux qui mettent à nu le danger. Quand M. Félix Faure va visiter un hôpital non encore laïcisé, c'est la sœur qu'il embrasse et qu'il promène à son bras, à la grande joie des photographes et des illustrateurs, qui s'empressent de saisir sur le fait ce tableau évangélique.

Tous les déportés de 1871, et notamment ceux qui firent le grand voyage à bord de la frégate de guerre la *Virginie*, les ont connues, ces sœurs qui n'avaient de sévérité que pour les femmes condamnées rebelles à leurs rapsodies religieuses, et qui gardaient toutes leurs gracieusetés et leurs douceurs pour les renégates qui, afin d'obtenir une tablette de chocolat, feignaient de mordre à leurs sermons. Louise Michel, qui faisait partie du convoi, pourrait renseigner le public à ce sujet.

Les collègues congréganistes portent aujourd'hui leurs efforts sur les écoles militaires, Polytechnique et Saint-Cyr, où, par tous les moyens, ils essayent de faire entrer leurs candidats, resserrant ainsi l'alliance entre l'armée et le clergé. J'étais, un jour, seul en chemin de fer avec un tout jeune saint-cyrien, qui, certainement sans me connaître, lia conversation avec moi. Je restais stupéfait non seulement de ses idées ultra-réactionnaires, mais des formules mêmes de son langage, plus dévot que celui d'un séminariste endurci.

A chacun de ce qu'il appelait mes « blasphèmes » et mes « hérésies », il poussait cette exclamation :

« Ah ! doux Jésus ! » ou « Dieu puissant ! »

On devinait le garçon dont l'intelligence avait été comme nouée dès la plus tendre enfance et qui acceptait en bloc, sans discussion ni analyse, toutes les bourdes dont ses professeurs en soutane avaient inondé son pauvre cerveau. En écoutant ces divagations, je me disais que c'était là du bois dont on ferait peut-être des soldats du pape, mais que ce n'était pas en invoquant la sainte Vierge, le Saint-Esprit, son amant, et Jésus, leur fils adultérin, que nos armées d'autrefois avaient vaincu à Valmy ou à Marengo.

Hier encore, mes yeux tombent sur l'annonce du sujet choisi comme concours de peinture pour le prix de Rome, et j'y lis qu'on demande aux concurrents : *Jésus-Christ et les saintes femmes*. Nous allons bientôt retourner aux madones dont les peintres des quatorzième, quinzième et seizième siècles ont infesté l'Italie jusqu'à en donner des attaques de nerfs aux touristes.

Nous sommes décidément guettés par l'abêtissement final.

Henri ROCHEFORT.

Pensées, Maximes, Mots de combat

Il n'y a pas de gouvernement ni d'ordre possible là où la misère maîtrise exclusivement les hommes et les situations.

(JEAN CAPODISTRIA.)

Le crime qui réussit s'appelle vertu.

(SÉNÈQUE.)

La liberté consiste non pas à avoir un bon maître, mais à n'en avoir aucun.

(CICÉRON.)

N'avoir jamais connu le malheur est un malheur.

(PUBLIUS SYRUS.)

Le pain est la vie du pauvre. Celui qui l'en prive est un assassin.

(ECCLÉSIASTE.)

On rend une œuvre possible en y pensant toujours.

(TIROM VALLOUVER.)

Les princesses ennuient tout le monde, gègent les sots et soudnoient les coquins.

(SALOMON, *proverbes*.)

N'appellez pas les tigres pour chasser les chiens.

(PENSÉE CHINOISE.)

Les hommes sont ennemis de ce qu'ils ne connaissent pas.

(AHLI, *Aphorismes arabes*.)

Une grosse dot, c'est de là qu'aujourd'hui l'Amour décoche ses traits.

X.

Sertoria met du blanc sur son visage : elle perd son blanc et perd son visage.

(PÉTRONE.)

L'amour qui se nourrit de présents a toujours faim.

X.

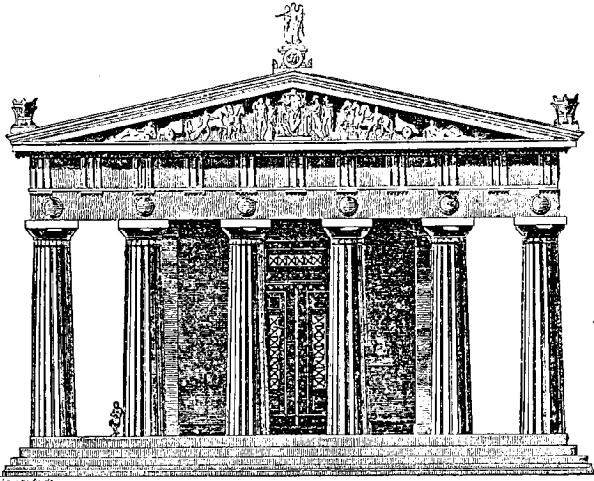
Ceux qui ont sidé l'usurpateur sur le trône sont les premiers à l'abandonner et souvent à le frapper. (CALDERON.)

On passe pour habile quand on est incompréhensible.

X.

L'argent peut tout, il brise les rochers, il dessèche les rivières, il n'y a lieu si haut qu'un âne chargé d'or n'y parvienne. (ROJAS.)

Dans notre mi lieu social, l'amour ne se montre quelque peu raisonnable que dans ses folies. X.



LE TEMPLE DE JUPITER OLYMPIEN

Les Jeux olympiques et le Temple de Jupiter Olympien

Les Jeux olympiques, interrompus depuis quinze siècles, vont avoir lieu pour la première fois à Athènes, dans le Stade Panathénéen, restauré dans sa splendeur antique.

Les Jeux olympiques internationaux auront lieu le 15 avril 1896. Ils seront variés, composés des combats anciens et modernes : courses à pied, luttés, saut, disque, tir à la carabine, escrime, régates, danses archaïques, etc., etc.

A cette occasion, nous avons jugé à propos de donner quelques renseignements sur les Jeux olympiques d'autrefois, et surtout sur le fameux temple de Jupiter Olympien, dont nous donnons ici la gravure.

Ce temple, dont les ruines, entr'autres monuments superbes, furent retrouvées pendant les fouilles entreprises de 1875 à 1877, par le gouvernement allemand, dans la plaine d'Olympie, et pour lesquelles près de deux millions de francs furent dépensés. Ces fouilles ont mis en lumière l'ancienne Olympie, avec l'enceinte de l'Altis, au milieu duquel se dressait, entr'autres monuments, le temple de Jupiter.

C'est dans cet endroit, l'Altis, qu'avaient lieu les fameux Jeux olympiques, qui, tous les quatre ans, réunissaient toutes les races helléniques, disséminées sur les côtes de la Méditerranée.

On allait là assister aux jeux, voir les combattants se disputer le prix, qui consistait simplement en une couronne d'olivier sauvage, et visiter en même temps le temple de Jupiter, qui renfermait la fameuse et colossale statue en or et ivoire, chef-d'œuvre de Phidias, considérée comme une des merveilles du monde antique.

Le temple de Jupiter est un des plus anciens temples de la Grèce. Construit par un architecte elléen nommé Libon, il était d'ordre dorique. Entouré de trente-six colonnes et construit avec une pierre poreuse, tirée des carrières d'Olympie, il était haut de 68 pieds, long de 230 et large de 95. Phidias et ses élèves ornèrent de sculptures et de peintures nombreuses les métopes et les frontons. Sur l'un des frontons, on voit encore, au milieu d'un grand nombre de figures, celles des rois Oenomaos et Pélopes, prêts à se disputer, en présence de Jupiter, le prix de la course, tandis que l'autre représente le combat des Centaures et des Lapithes. La porte d'entrée était en bronze, ainsi que la porte du côté opposé. On avait gravé sur l'une et l'autre une partie des travaux d'Hercule.

Intérieurement, le temple était divisé en trois nefs séparées par des colonnes. Il était orné de quantité d'offrandes ou ex-votos artistiques consacrés par la piété et la reconnaissance des peuples envers le dieu.

Dès l'entrée du temple, le regard du visiteur se portait irrésistiblement sur la statue colossale et le trône de Jupiter. La tête, la poitrine et les pieds étaient en ivoire, les boucles des cheveux et de la barbe en or massif, les yeux en pierres précieuses, et, quoiqu'assise, la statue s'élevait presque jusqu'au plafond. De la main droite, elle tenait une Victoire, également en or et ivoire, et, de la gauche, un sceptre travaillé avec goût et surmonté d'un aigle d'or.

Le trône, supporté par quatre colonnes, entouré d'une balustrade et décoré de sculptures et de peintures du pinceau de Panainos, élève et frère de Phidias, était un vrai chef-d'œuvre d'art.

Cependant, ce qui attirait la curiosité des pèlerins, c'était moins les matières précieuses et l'art exquis de ce chef-d'œuvre colossal que l'expression sublime imprimée par l'artiste à la tête de Jupiter.

Voilà, en quelques lignes, ce qu'étaient le temple de Zeus et le chef-d'œuvre qu'il renfermait.

Le temple, pillé par les Goths, fut saccagé et fermé ensuite vers le IV^e siècle de l'ère vulgaire, par Théodose II, qui avait aboli le culte de l'Hellénisme. Mais les successifs tremblements de terre qui dévastèrent la Grèce achevèrent malheureusement l'œuvre commencée. Quant au chef-d'œuvre de Phidias, transporté à Constantinople par ordre de cet empereur d'origine espagnole, il fut détruit par un incendie.

Cependant, malgré les vicissitudes politiques et les terribles catastrophes que l'Hellénisme a endurées tant de la sauvagerie des hommes que des atteintes de la nature, la Grèce est encore aujourd'hui, à tous les points de vue, la seule contrée qui nous ait conservé tant de richesses artistiques et tant de vestiges de sa glorieuse civilisation du passé.

En effet, le voyageur qui parcourt le berceau de notre civilisation moderne, émerveillé et ébloui à la vue des richesses artistiques, qu'il rencontre, se croit vraiment transporté comme dans un rêve, aux temps glorieux de l'Hellade. L'illusion devient encore plus intense, lorsqu'assis, soit sur les gradins d'un théâtre, soit dans un temple et absorbé par les souvenirs du passé, il entend le parler classique qui a bercé sa jeunesse sur les bancs du collège.

Car la langue grecque ayant survécu avec le peuple, est, en effet, un des plus

grands monuments vivants et un des plus rares phénomènes ethnologiques de la puissance morale de cette race privilégiée. Actif, frugal et sobre, le Grec a hérité de toutes les qualités et de tous les vices et préjugés de ses ancêtres.

Il se distingue, comme eux, par la pureté de sa vie familiale, par sa sociabilité et par un sentiment profond de l'hospitalité.

G. SPYRIDIS.

APPROPRIATION

Le mode d'appropriation par chaque individu d'une partie des richesses, qui se trouvent réparties sur tout notre globe à la disposition de l'humanité, est évidemment le clou principal de la Question Sociale.

L'humanité a sous la main d'immenses richesses naturelles, depuis le soleil qui n'ayant pu jusqu'ici être monopolisé répand sur tous ses bien-faisants rayons, depuis l'air qui échappant de même à l'avidité capitaliste, vient entretenir une combustion salubre dans les poumons des plus pauvres, jusqu'au lingot d'or avidement accaparé par quelques-uns ; depuis le carbone impur, l'humble charbon de terre accessible à tous, jusqu'au carbone cristallisé, l'étiincelant diamant qui vient augmenter la bestiale prétention de quelques rares imbéciles.

A ces richesses naturelles viennent s'ajouter d'autres plus importantes encore car sans elles les premières resteraient presque complètement ignorées et improductives ; ce sont les richesses artificielles créées par le génie humain durant la longue évolution dont nous sommes les produits perfectionnés.

Il y a d'abord parmi elles les richesses matérielles consistant en l'amélioration de notre globe, assainissement et amélioration du sol, percement de canaux, édification de monuments, etc. ; puis il y a surtout les colossales richesses que l'on pourrait appeler latentes et qui consistent en l'énorme somme de connaissances scientifiques que possède notre humanité actuelle.

A la propriété et à la jouissance de ces trois sortes de richesses aucun individu n'a plus de droit qu'un autre, quel que soit sa force musculaire, sa puissance intellectuelle, le hasard de sa naissance.

Les richesses naturelles n'appartenant à personne doivent appartenir à tous ; personne autre que les lois naturelles approfondies de plus en plus par la science, n'ayant présidé à leur lente formation, personne ne peut revendiquer un droit unique à leur possession.

Il en est de même des richesses artificielles, ici il y a production humaine, mais production collective dans laquelle la production individuelle de chaque élément ne figure que comme une quantité absolument négligeable.

L'amélioration de notre globe ne fut en effet produite que par le labeur continu de milliers de générations, labeur colossal dans le total duquel le travail personnel de chaque homme ne représente qu'une somme infinitésimale.

De même pour nos richesses latentes de beaucoup les plus importantes ; dans l'enfantement des sciences par le cerveau humain, chaque unité, qui prit part à cette grandiose conquête de l'inconnu, n'apporte que bien peu de matériaux comparativement à l'énorme tout produit.

Pour trouver une chose nouvelle, faire avancer la science d'un petit pas, il faut s'appuyer sur les travaux de tous ceux qui nous ont précédés ; inventer c'est réaliser une idée que le degré de développement scientifique a rendu mûre.

Et cela est si vrai que nul homme ne peut revendiquer la création de toutes pièces de la moindre invention, de la plus petite découverte.

Denis Papin inventa la machine à vapeur, c'est-à-dire que se servant des connaissances lentement accumulées, utilisant des matériaux péniblement amassés, il réalisa le premier un grossier modèle de machine à vapeur incapable de fournir le moindre résultat pratique.

Et pour amener la machine à vapeur au degré de perfection qu'elle a atteint aujourd'hui, il a fallu les efforts continus de bien des hommes durant plusieurs générations ; non seulement les efforts des individualités qui s'attachant directement à cet objet réalisèrent petit à petit les perfectionnements qui marquent les différentes phases de son évolution, mais encore les efforts combinés de tous ceux qui y contribuèrent plus ou moins indirectement, de ceux qui procurèrent des matériaux aux premiers en perfectionnant l'outillage mécanique, en faisant progresser la chimie, la physique, la métallurgie ; puis, moins directement peut-être, mais tout aussi réellement, des travailleurs qui extraient les minerais et le charbon, des paysans qui cultivèrent le blé pour nourrir tous les précédents et leur permettre de s'occuper de leurs travaux, etc.

Impossible d'ailleurs de démêler complètement l'enchevêtrement d'actions et d'événements qui contribue à tout progrès, impossible de déterminer la part plus ou moins grande prise par chacun à une besogne humaine.

Aussi si personne ne peut revendiquer la création totale des splendides machines de plusieurs milliers de chevaux que nous possédons aujourd'hui, tous ceux qui ont fait emploi utile de leurs mains ou de leur intelligence peuvent en réclamer une part de paternité ; seul l'être parasite qui ne fit jamais œuvre de ses dix doigts ou de son cerveau atrophié et qui écoula sa bestiale vie dans une nuisible oisiveté n'y a aucun droit.

Il en est absolument de même pour la chimie, l'électricité, la photographie, toutes les sciences, les arts, la littérature et en un mot pour toutes les connaissances humaines.

L'écrivain doit se servir d'une langue forgée par d'autres et qui lentement évolua ; les plumes, l'encre, le papier, qui facilitent sa tâche, l'imprimerie qui répand ses œuvres, sont également l'œuvre d'autres hommes.

On pourrait à l'infini citer d'autres exemples, tout autour de nous, faisant ressortir cet énorme travail collectif qui annule en l'absorbant le si minime travail individuel.

Et puis même ce faible cachet personnel qui marque chacune de nos œuvres, à quoi le devons-nous ? si ce n'est à notre développement intellectuel lui-même produit par la longue évolution organique qui nous a créé de toutes pièces.

Là encore nous retrouvons l'influence de l'énorme tout, annihilant celle des faibles parties.

Il n'y a que la folie religieuse qui peut isoler complètement une personnalité du reste de l'humanité pour ne la rattacher qu'à un Dieu fantasmagorique ; le matérialisme scientifique ne peut voir dans une individualité quelconque que le produit inséparable d'une longue évolution.

Donc toutes ces connaissances, dont personne ne peut s'attribuer la production que d'une part insignifiante, doivent appartenir à tous et le bien-être qu'elles procurent à l'humanité doit être réparti entre tous.

Chaque homme ne peut donc quel qu'il soit revendiquer du bloc des richesses sociales autre chose que sa part déterminée, non seulement par ses besoins, mais aussi par les besoins des autres.

C'est du moins ce que dit, non seulement la justice, mais aussi la logique, la raison et la science.

Et pourtant que voyons-nous ?

Des être s'étant approprié une part immense de ces richesses quand les autres n'en ont pas la plus minime parcelle.

Et cet accaparement par quelques-uns des richesses sociales est à ce point poussé à l'extrême que même l'appropriation par tous de l'air et du soleil dont je parlai au début n'est pas exact. Le pauvre périclite dans un affreux taudis où ne pénètre ni l'air ni le soleil purificateur, tandis que le riche s'accapare dans ses immenses parcs et ses somptueux palais de milliers de fois sa part d'air et de soleil.

Le charbon, le pain, accessibles à tous est de même chose erronée ; combien meurent de froid et de faim, combien ne possèdent même pas la quantité de charbon nécessaire à supprimer par l'asphyxie leur misérable existence.

Les connaissances scientifiques elles-mêmes sont monopolisées, les riches seuls ayant la possibilité de s'instruire.

Et, chose étrange, incompréhensible, inouïe, se sont les êtres inactifs, parasitaires, ne fournissant aucun travail productif, qui vivent au milieu d'un luxe exagéré, et ce sont les travailleurs, dont l'excès de labeur journalier abrège l'existence, qui vivent dans une profonde misère mise encore plus en relief par le contraste qu'elle forme avec l'excès d'abondance des premiers.

Tel est l'illogisme de notre état social qui semble nier la raison humaine.

Ceux qui ne font rien ont tout.

Ceux qui font tout n'ont rien.

C'est le régime de l'ultra parasitisme, aussi est-ce à l'appropriation, au mode de propriété que doivent s'adresser ceux qui veulent réformer la société, retirer l'humanité du borborygme où elle se débat depuis des siècles.

L'appropriation capitaliste, la propriété individuelle, voilà la cible où doivent porter tous les coups des socialistes.

J.-L. BRETON.

Un avocat et un médecin ayant disputé ensemble sur la préséance, ils s'en rapportèrent à la décision d'un philosophe qui adjugea à l'avocat en disant : « Il faut que le larron passe devant et que le bourreau le suive. »

— 0 —
Quelqu'un adressait à Socrate cette demande : « Dois-je me marier ou non ?
— Quoique tu fasses, répondit-il, tu t'en repentiras. »

— 0 —
Alexandre reprochait à un pirate sa condition : « Je suis pirate, lui dit celui-ci, parce que je n'ai qu'un vaisseau ; car si j'avais une armée, je serais un conquérant. »

N O S M O R T S

Frédéric Engels. — Christophe Thivrier.

A la dernière minute, nous apprenons simultanément la mort de nos amis Ch. Thivrier et Frédéric Engels, sur lesquels nous voulons, avec notre adieu suprême, dire quelques mots.

FRÉDÉRIC ENGELS

A peine la dépêche de la mort d'Engels était-elle arrivée à Paris, que Drumont avait sur lui. On lui avait dit — et il fait parler un mort — qu'Engels était juif, cela suffit, pour celui qui mange du juif à chaque repas. Engels a montré en voulant être incinéré — et à l'occasion *ses cendres jetées à la mer*, qu'il n'était que matérialiste et libre-penseur. Quant à la valeur scientifique, il est inutile de mettre Drumont en parallèle, ce dernier ne lui va pas à la cheville. Engels n'a jamais varié dans ses idées, nous montrerons un jour les cabrioles de celles de Drumont.

Contrairement à ce que dit Drumont, un membre de la famille d'Engels, qui, — il l'a déclaré, — ne partage pas ses idées, a rendu justice à l'infatigable travailleur, au dévoué luttteur sacrifiant tout à son devoir qu'était Engels. Il montre son dévouement, son amour profond pour son entourage, ses amis, sa famille, sa vie remplie par le travail.

Liebknrecht fait ressortir l'oubli complet de sa propre personnalité dont on trouve une preuve dans ses relations avec Marx. Ce qui n'était autrefois qu'une aspiration vague, qu'une rêverie philanthropique est devenu grâce à eux, une réalité. Et ajoute-t-il montrant le cercueil: « Nous avons devant nous cinquante ans de travail intellectuel, travail, grâce auquel le prolétariat du monde entier est devenu conscient des voies qui doivent lui ouvrir un monde nouveau. »

Lafargue termine ainsi son allocution: « Les ouvriers de France n'oublieront jamais ton mot d'ordre de 1848: Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. »

Frédéric Engels, est né en 1820, à Barmen (Prusse) dans une riche famille d'industriels. Il débuta en 1844 par ses *Aperçus sur une critique de l'économie politique*, qui paraurent d'abord dans les *Annales*

Franco-Allemandes publiées à Paris par Marx et Ruge.

Envoyé en Angleterre par ses parents pour se perfectionner dans le commerce, il put observer les misères nouvelles qu'apportait à la classe ouvrière le développement de la grande industrie, et en 1845, il écrivit son remarquable livre sur la *Situation des classes ouvrières en Angleterre*.

En 1849, il prend part à la révolution en Allemagne, puis il retourne à Londres, se lie avec Karl Marx dont il devient l'ami intime et le collaborateur. Ils publient le fameux *Manifeste du parti communiste*. En 1850, il publie: *La Guerre des Paysans*. La brochure *le Socialisme utopique et le Socialisme*



FRÉDÉRIC ENGELS

scientifique qui a été traduite en toutes les langues est un extrait du livre contre Dühring et pourrait servir d'introduction au socialisme scientifique.

Absorbé par la publication des manuscrits de Marx, Engels a fait cependant paraître en 1884 un ouvrage sur *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*.

Engels était un savant qui parlait plusieurs langues et qui avait étudié toutes les sciences — mais spécialement la sociologie, la philologie et la science militaire; si bien que tantôt en Angleterre, tantôt en Belgique ou en Allemagne, il collabore à un grand nombre de journaux, surtout au *Volkstaat* et au *Vorwaerts*, ses articles remarquables sont publiés en brochures ou réunis en volumes.

Il fait partie de la *Ligue des Communistes* et de *l'Internationale* dont le conseil général le charge de la correspondance avec l'Italie, l'Espagne et le Portugal. Sa correspondance avec Marx qui dura vingt années — était de chaque jour sur tous les événements et les questions théoriques, si elle était publiée un jour, ce serait un document précieux pour l'histoire du Socialisme.

Telle est, en résumé très raccourci, la vie de cet érudit, de ce savant, de ce lutteur que nous saluons comme un maître.

CHRISTOPHE THIVRIER

Le jeudi 8 août 1895, à midi, le vaillant et dévoué citoyen Christophe Thivrier, mourait presque subitement à l'âge de 54 ans. Frappé par une terrible maladie, sortant à peine de la lutte électorale, où il s'était fatigué pour ne pas laisser son siège de conseiller général à la coalition opportuno-réactionnaire. Il était né dans l'Allier en 1841, ouvrier mineur, cultivateur, marchand de vins, Thivrier n'était qu'un modeste lutteur quand ses concitoyens l'envoyèrent au conseil municipal. Maire de Commentry et conseiller général de l'Allier, il fut révoqué pour une adresse de félicitation envoyée au Congrès socialiste de Bordeaux en 1888, l'année suivante la majorité révolutionnaire de la première circonscription de Montluçon, l'envoyait à la Chambre.

Il y alla, avec sa blouse qui fit rire tant de sots. On se rappelle la fameuse séance où il fut expulsé par la force, pour y avoir crié : *Vive la commune !*

Malgré son âge peu avancé notre ami Thivrier était un des vétérans de l'armée révolutionnaire de l'Allier. Déjà sous l'Empire il avait été l'âme de la Société secrète *la Marianne* qui inquiétait les sbires de Bonaparte. Il travaillait alors à la mine, il en fut chassé pour cause de propagande, ce qui est à son honneur.



CHRISTOPHE THIVRIER

Au 16 mai, il combat la réaction. Sa blouse bleue qu'il ne quitta jamais, ne voulant pas oublier son origine de travailleur, était connue de tous les ouvriers, on la rencontrait partout où le besoin de la cause se faisait sentir.



E. MUSEUX

mort cause un vide dans nos rangs. Salut au vaillant qui ne désespéra jamais de la victoire finale et du triomphe de la République Sociale.

E. MUSEUX.

PARIS LA MISÈRE

J'avais choisi le Champ-de-Mars pour but de ma promenade. Le lieu est lamentable. Toute cette friperie d'exposition s'effiloche, se désagrège chaque jour. Les statues de la fontaine tombent par morceaux : têtes, bras, jambes, s'en vont on ne sait où. Les bâtiments, déshonorés d'appentis en ruines, sont couverts de ces images au charbon qui hantent l'obscénité naissante des voyous parisiens.

A l'intérieur, d'immenses étendues inoccupées, avec des vestiges d'exposition coloniale dont on n'a su que faire. Un atelier de réfection des décors de l'Opéra, un vélodrome, des bicyclistes errants, des ruines de cafés-concerts, l'effondrement d'une énorme baraque où l'on va mettre la pioche au premier jour, pour la parade prochaine.

L'abrutissante tour — qui résiste hélas ! — domine tristement cette décadence sans dignité, offrant à l'admiration des groupes d'Allemands,

d'Anglais, d'Américains ses lignes bêtes d'échafaudage sans esthétique, sans utilité ! J'ai plaisir à penser que je fus des six qui osèrent résister à l'éloquence de M. le ministre Lockroy quand il nous proposa ce cabotage de ferraille. Même au point de vue de l'ingénieur, est-ce un si beau tour de force de partir d'une base d'un hectare pour arriver à quelques mètres carrés de surface après 280 mètres de parcours ? Les briquetiers de Babel qui, au moins, se proposaient de rejoindre Dieu dans la nue, riraient vraiment de notre orgueil de progrès.

Ainsi je pensais, croisant sur les petits chemins méangés dans la neige, des groupes de malheureux déguenillés, d'aspect sordide, de visage terreux, allant, genoux pliés, bras ballants, regard perdu, vers le misérable embauchage d'une journée de neige. Dans un petit hangar chauffé d'un poêle, deux hommes sont là, distribuant des numéros. Plus loin, la pelle et le balai. Et puis c'est le voyage dans la neige, le piétinement dans la boue noire de sel et de glace fondue qui pique les gerçures à travers la semelle trouée.

Je regardais passer le troupeau de ces vaincus de la vie, faisant cortège comme autrefois dans Rome, au triomphateur du jour, le génie de civilisation dont la victoire se fait d'inombrables victimes. C'est très beau de penser que les grands-pères étaient peut-être à Austerlitz et que les frères ont boulonné la tour Eiffel. Mais sans parler de ce qu'il reste d'Austerlitz, toute victoire se traduit d'abord par du sang répandu et les innombrables misères qui s'ensuivent des deux parts. Quant à la tour Eiffel, pour la produire à juste prix et faire sa part au léonin dividende, il faut rogner sur les salaires, éliminer de l'atelier, par la concurrence des travailleurs entre eux, tout ce qui ne donne pas la plus grande somme de travail pour le plus petit salaire.

Ainsi chassés de chantiers en chantiers à mesure que la force ou l'habileté décroissent ou sont dépassées par des forces ou des habiletés plus grandes, les *inférieurs* de tout ordre et de toute provenance s'accablent en inutile résidu dans le bas-fonds social, y conservant, de rapines ou de charité, tout juste assez de vie pour la chance d'un labeur exceptionnel qui prolongera leur inutile effort de résistance. Il faut balayer la neige. Il faut donc conserver des balayeurs d'occasion puisque la neige, occasionnelle, ne peut devenir la matière d'une profession régulière. Il faut garder une réserve de forces possibles au moyen de la maison de secours, de l'hôpital ou de la prison, avec la sélection régulatoire de la morgue, de l'amphithéâtre ou de l'échafaud.

Le fond est inépuisable tant la nature vivante se défend avec obstination contre la mort envahissante. Voilà pourquoi il y avait foule au Champ-de-Mars, foule d'affamés espérant en l'aubaine du froid, qui rend en aliment de hasard le supplément de vie qu'il soutire de la maigre carcasse glacée. Trop de demandes, hélas ! Plus d'un, venu dans l'espérance, s'en retourne l'estomac vide, le cœur gelé, dans le désespoir. Pourtant, le préfet de la Seine a fait le possible. Il a eu l'idée, pour ménager les chevaux, d'atteler des hommes à de grandes charrettes à bras chargées de neige et de glaçons. On les voit passer par deux, l'un tirant, l'autre poussant, tous deux glissant sous la lourde charge. Autant de fatigue épargnée aux percherons préfectoraux. Eh bien, malgré cet effort de M. Poubelle, il reste encore une puissance disponible de déblaiement qu'on ne peut pas utiliser, faute de charrettes sans doute, car ce n'est pas la neige qui fait défaut.

Les refusés, dispersés à la recherche de quelque nouveau bureau d'embauchage, je repassai une heure plus tard, devant la baraque déserte. A quelques mètres de là, sur un immaculé tapis de neige, quelque chose me frappa : des lignes noires, en vives arêtes, sur la grande page blanche. Quelqu'un avait écrit en beaux caractères moulés : *Paris la misère*. Une barre, et c'est tout. C'est assez.

Une belle écriture, vraiment. L'homme avait fréquenté l'école, et reçu une instruction supérieure à celle qu'on doit exiger d'un balayeur de neige. J'eus la vision d'un homme jeune encore, serré dans un reste de redingote d'où émergeaient deux grosses mains rouges sans apparence de chemise. Il était là, tout à l'heure, accoté contre un poteau, une badine à la main, attendant sa chance qui sans doute n'était pas venue. Avant de partir il avait tracé de sa baguette, sur la neige secourable aux uns, pour lui impitoyable, la suprême protestation de son désespoir.

Paris la misère. Que de choses dans ces trois mots ! Quelle douloureuse histoire ! Que de catastrophes pour en arriver là. Ou rien, peut-être : l'instruction inutilisée, inutilisable, comptable, bachelier, pas d'emploi. Les tristes parents, saignés à blanc par le diplôme, vivant misérablement au village abandonné par l'ambitieux de Paris, l'espérance exubérante du voyage, l'enchantement des premiers jours, la surprise des premiers refus, les heurts, le désappointement, les désillusions, la lutte silencieuse d'un seul contre tous, et de chute en chute la malédiction sur la neige.

Oui, dans ce Champ-de-Mars où, il y a cent ans, les Parisiens, délirant du monde nouveau, organisèrent la fête inouïe de cette fédération qui réunit dans une prodigieuse communion d'espérance Louis XVI et Marie-Antoinette d'Autriche, Talleyrand, évêque d'Autun, Sieyès, piochant la terre en manches de chemise, Lafayette, le dominicain dom Gerle, le juge, l'artisan, le mendiant, la prostituée, toute la France, heureuse ou misérable accourue ; dans ce même Champ-de-Mars, après l'inutile sang des échafauds et des batailles, après les révolutions et les massacres des guerres civiles, après tant de *déclarations de droits* et tant de promesses trompées ; en ce même lieu, voici que le fils d'un de ces Français, allolé d'enthousiasme pour l'ordre de justice annoncé, attendant vainement le pain qui se refuse à ses efforts, maudit les ancêtres menteurs, leurs espoirs décevants, leurs prédications vaines, et flétrit le Paris libérateur d'il y a cent ans de cette épithète de haine : *Paris la misère*.

Provinciaux qui quittez trop aisément le village, le sillon clément, le champ hospitalier pour l'ingrat pavé de nos villes, vous qui nous arrivez en train de plaisir, de juillet à septembre, députez-nous quelques délégués, je vous prie, pour venir considérer et méditer, avant que le soleil trompeur ne l'ait effacé de son illusoire rayonnement de joie, l'inscription terrible, mais salutaire, avertissant qui franchit la porte redoutable, de laisser là toute espérance.

C'est qu'en dépit de Gambetta lui-même, il y a une question sociale. Et mieux vaut s'efforcer pour vivre dans la petite ville, le village, le hameau, où l'homme, plus près de l'homme, peut l'aider, l'aimer même, que dans le morne égoïsme de la ville immense où les hommes ne se rassemblent que pour se haïr ou s'ignorer, pour tuer de rage ou d'indifférence des malheureux traçant d'une main défaillante la suprême épithète : *Paris la Misère !*

PARIS LA MISÈRE

ALZIEL



Les Soupes populaires.

LE PRÉJUGÉ

Ce nom s'applique à toutes les opinions qui sont arrêtées avant que la raison les discute et que le jugement les confirme, à tous les motifs que préparent notre croyance, sans naître des circonstances mêmes de la chose en question. Ils peuvent être *légitimes* ou *téméraires* ; ils peuvent seconder nos bonnes inclinations ou entraver notre raison ; et nous ne devons pas plus les rejeter avec mépris, que nous y soumettre avec confiance. Le *jugement* doit demeurer indépendant du *préjugé* ; il ne doit ni se raidir contre lui, ni le mettre à la place de la réflexion, mais l'apprécier lui-même pour ce qu'il est. Une opinion

ne peut point être suffisamment éclaircie si tous les préjugés qui l'entourent n'ont pas été analysés, si l'on n'est pas remonté à leurs causes, et si on ne les a pas estimés à leur juste valeur.

Chacune de nos facultés nourrit des préjugés, par son effort pour exercer une action plus complète; elle étend ainsi son empire sur la faculté voisine, et elle usurpe la place de la raison.

La mémoire oppose ce qu'elle garde dans son dépôt à ce qui existe: et plus elle a de pouvoir sur nous, plus elle donne au monde des souvenirs l'avantage sur celui de l'observation. L'effort de l'imagination est d'une nature analogue; elle étend de même son empire aux dépens de la raison, et plus elle nous domine, plus aussi elle nous donne d'attrait pour le monde merveilleux, et elle substitue ses illusions à celui que nos sens ont reconnu. L'amour du merveilleux est en effet la seconde source universelle et constante de nos préjugés, par ce qu'il procède de la seconde de nos facultés, qui, dans un degré plus ou moins éminent, se retrouve dans tous les hommes. Nos jugements sont l'ouvrage de la raison toute seule; mais la raison n'est pas la seule puissante de nos facultés; surtout ce n'est certainement pas celle qui nous donne le plus de jouissances. L'imagination se développe avant elle; de sa nature, elle est plus populaire, elle se communique plus aisément des individus aux masses; elle se met plutôt en harmonie entre gens qui ne se sont point entendus. L'imagination créatrice est rare sans doute: mais l'imagination contemplative, celle qui se repaît sans fatigue des images qui lui sont présentées, est presque universelle. Or, le merveilleux est la pâture de l'imagination. Croire est pour l'âme humaine un plaisir et un besoin: tout ce qui l'étonne, tout ce qui agrandit la sphère habituelle de ses idées, tout ce qui recule les bornes de l'univers dans lequel elle se sent prisonnière la charme; les barrières du possible la révoltent; elles les franchit avec la même joie qu'un oiseau qui s'échappe de sa cage; et son motif pour croire la plupart des opinions qu'elle saisit avec avidité, c'est précisément qu'elles sont incroyables.

La puissance suprême attribuée à un homme est déjà en soi quelque chose de merveilleux, et c'est peut-être une des grandes raisons de l'adoration des peuples pour les rois; nous en avons fait des dieux sur la terre, et nous nous prosternons devant l'idole de nos mains. Mais un roi fugitif, prisonnier, conduit au supplice, est une divinité qui souffre; c'est le merveilleux porté au plus haut degré dans la réalité, c'est le plus puissant modèle de l'enthousiasme. De tous les événements humains, celui qui prête le plus au merveilleux, c'est la guerre; et de là vient le préjugé si universel des hommes pour le talent qui leur est le plus fatal, leur admiration pour les conquérants, et l'enthousiasme qu'éveille en eux la gloire militaire. Une inimitié secrète contre les forces de la nature qui les asservissent influe toujours sur leurs jugements. C'est parce qu'ils se sentent faibles que la force les ravit; et la toute-puissance d'un homme leur semble relever leur race, tandis qu'au contraire elle rabaisse les égaux de celui qui l'a obtenue. Le merveilleux, enfin, est porté à son plus haut terme dans les croyances religieuses: comme elles ont pour objet des choses que la raison ne peut ni concevoir, ni mesurer, il y a un motif apparent pour exclure absolument la raison de leur domaine. La distinction entre ce que la raison ne peut concevoir et ce que la raison conçoit ne pouvant être parait à la plupart des hommes trop subtile pour qu'ils sachent s'y arrêter. Dans la plupart des religions, la croyance comprend non seulement ce qui échappe à l'entendement humain, mais ce qui lui est contraire. L'empressement à croire, la soif du merveilleux, se manifestent dans l'adoption successive des croyances dont se compose chaque religion.

Plus un dogme particulier répugnait aux sens, à la raison, à tous moyens de connaître la vérité, et plus il a été adopté avec zèle et soutenu avec acharnement. Des paroles qui présentent deux sens, l'un conforme et l'autre contraire à notre raison, ont toujours été prises dans celui qu'on nommait mystérieux, parce qu'il demandait un plus grand sacrifice de notre intelligence. Des

expressions figurées où l'on reconnaît la tournure propre à la langue toute poétique où elles étaient employées, ont été interprétées dans le sens littéral, contre l'évidence même du texte. L'histoire des hérésies, qui nous présente successivement toutes les questions élevées sur le dogme, nous montre aussi que l'Eglise s'est toujours prononcée en faveur de l'opinion la plus extraordinaire, contre la plus naturelle.

L'amour du merveilleux altère toute espèce de témoignage. Plus un homme a d'agrément dans l'esprit, et plus il cherche à donner du piquant, de l'effet à ses récits, sans croire avoir en aucune manière altéré la vérité.

Il rejette pour cela des circonstances qu'il appelle oiseuses, mais qui cependant auraient fait naître des doutes; il presse les événements, il lie ce qu'il croit les effets à ce qu'il croit les causes; il forme un tout de ce qui n'était auparavant que des faits détachés, et il dirige sur une seule pensée l'impression qui se dissémine sur plusieurs. Cependant, cet effet que l'esprit recherche est celui qui flatte le plus l'imagination, c'est-à-dire celui qui se rapproche le plus du merveilleux. Ne prenez point mauvaise idée du conteur qui vous rapporte des faits extraordinaires, ne croyez point qu'il ait voulu mentir ou vous tromper; mais avant d'admettre son récit faites la part de la crédulité qui saisit avidement et celle de l'esprit qui arrange; souvenez-vous qu'il a pu voir beaucoup de choses qui n'étaient point, parce qu'il se plaisait à les voir; qu'il a pu se souvenir de beaucoup de choses qu'il n'avait point vues, parce qu'il trouvait du plaisir à confondre son imagination avec sa mémoire.

Ne dites pas d'un témoin oculaire qu'il n'a pas pu se tromper, car probablement il trouvait du plaisir à se tromper lui-même, et ses yeux, qui cherchaient avidement le merveilleux, n'avaient pas de peine à le trouver. Ne dites pas qu'il n'a eu aucun intérêt à vous tromper, car c'est un intérêt suffisant que celui de faire effet en disant une chose extraordinaire. Doutez donc des faits, sans douter des personnes, et au *préjugé universel du vulgaire* qui adopte, répand et amplifie le merveilleux, opposez le *préjugé du sage*, qui s'en défie.

Les opinions fausses ou hasardées ne naissent pas toutes de la mémoire; de l'imagination, de la sensibilité, de nos facultés enfin, de nos dispositions ou de nos faiblesses; quelques-unes sont purement accidentelles: elles tiennent à des cas fortuits, qu'on ne peut ranger sous aucune classe.

La sympathie, appliquée aux personnes et non plus aux choses ou aux principes, est la source du plus aimable de tous nos préjugés. C'est elle qui nous fait prendre la défense de quiconque souffre, de quiconque est malheureux ou opprimé.

C'est elle qui nous mène le plus sûrement au bonheur, en le répandant autour de nous. La compassion éclaire et dirige bien plus souvent qu'elle n'égare notre jugement; et, dût-elle nous donner sur les personnes des préventions favorables que l'examen ne justifiera point ensuite, il vaut souvent mieux pour nous avoir été trompés que de nous être toujours défiés. Mais l'antipathie, le préjugé de la haine, a eu sur le sort de la race humaine l'influence la plus funeste. L'activité de notre sensibilité semble n'être point satisfaite, si on ne lui sacrifie que ceux que nous avons de bonnes raisons de haïr. Elle demande des hécatombes. C'est par classes, c'est par milliers d'individus, que nous comprenons les hommes dans nos antipathies générales. Un symbole extérieur, une différence de nom, de couleur, de langage, suffit pour nous empêcher d'être justes; et nous nous applaudissons encore de l'énergie avec laquelle notre haine poursuit ceux que le même étendard rallie, et que souvent nous ne connaissons point.

La haine d'un seul individu est étendue sur toute sa race, sur toute sa secte, sur tous ses compatriotes; celle d'un siècle passe au siècle qui le suit.

Nous croyons voir dans ces jugements imprudents et insensés l'horreur du vice; nous nous applaudissons pour cette vertueuse indignation, à laquelle nous sacrifions la charité, et nous arrivons souvent à la regarder comme la meilleure preuve de nos sentiments religieux.

Les préjugés haineux ont sans doute leur source dans le cœur humain ; mais c'est l'intérêt de ceux qui gouvernent qui les a perpétués.

Ils ont pris soin d'encourager et de conserver les haines nationales ; et ils ont ainsi soustrait une foule d'erreurs à l'examen de la raison.

Les gouvernements s'offensent réciproquement, et ce sont les peuples qui se haïssent. Il n'y a point cependant d'inimitié réelle entre les nations. Comment une nation serait-elle l'ennemie naturelle d'une autre ? Chacune, si elle a besoin de ses voisins, ne trouvera-t-elle pas plus d'assistance chez eux lorsqu'ils seront heureux et satisfaits que lorsqu'ils seront opprimés et mécontents ?

Une autre classe de préjugés naît en nous de l'absence de facultés, de la *force d'inertie* qui est comme une puissance négative de l'âme.

L'amour du repos, la paresse d'esprit et la timidité sont des maladies de la volonté, qui paralysent la raison elle-même ; sans substituer une autre des fonctions de l'âme à sa place.

La crainte des idées nouvelles, la crainte du changement, la crainte des réformes, la crainte de tout ce qui exige quelque contention d'esprit, sont des dispositions infiniment répandues chez tous les peuples, et leur empire est d'autant plus grand, que ces peuples, plus soumis aux préjugés, auraient plus besoin de faire effort sur eux-mêmes pour les secouer. L'activité d'esprit est bien une disposition innée en l'homme ; mais c'est une disposition qui s'use ; elle semble n'être propre qu'à la jeunesse ; et dans la plupart des hommes elle diminue à mesure qu'ils avancent plus en âge. La contention d'esprit est une grande fatigue pour celui qui n'en a pas acquis et conservé l'habitude. Le doute qu'on éveille sur un préjugé est l'annonce d'un travail pénible. Il faudra suivre des idées qu'on se sent à peine la force de manier ; il faudra creuser des spéculations qui demandent un degré d'attention qui nous effraie ; et peut-être en dernier résultat, se trouvera-t-on arrêté par l'impossibilité de suivre l'effort de la méditation, et faudra-t-il se retirer de l'épreuve avec le sentiment humiliant qu'on n'est point propre ou qu'on a cessé d'être propre à s'élever jusqu'aux hautes régions de la pensée. Ce n'est pas seulement en matière de foi que le doute effraie tous les hommes qui se défient de leurs forces ; soit qu'il s'agisse de leurs intérêts publics ou de leurs intérêts privés, ils se défendent toujours avec une sorte d'emportement contre le premier soupçon qu'on veut faire naître en eux. La confiance est un état de repos, le doute est un commencement de guerre. Lorsque le péril est inévitable, il est peu d'hommes qui ne préfèrent s'y engager les yeux fermés et sans le voir ; et lors même qu'il est encore temps d'agir, la plupart regardent comme un ennemi celui qui leur donne la première nouvelle du danger qu'ils courent. Cet effroi d'une expérience nouvelle, cette répugnance au doute et à la défiance, cette paresse d'exercer son esprit sur des méditations inaccoutumées, sont encore fortifiés par l'orgueil personnel et l'orgueil national. On ne veut pas convenir qu'on ait mal fait et toujours mal fait, et que ceux qu'on était accoutumé à respecter dès l'enfance aient toujours mal fait.

Le préjugé est stationnaire de sa nature ; la raison seule est progressive ; aussi, les législateurs qui ont eu l'intention de donner à leurs ouvrages une durée éternelle ont-ils fait prudemment de les placer sous la garantie de la force d'inertie du genre humain, d'interdire l'examen et d'exiler la raison de leurs domaines. Ils ont trouvé dans le préjugé une force toujours prête à défendre ce qui est contre ce qui serait mieux, une force qui s'arme en faveur de leur ouvrage, de leur pensée propre, contre toute la race humaine. Ils ont fait prudemment, mais dans un but perfidieux. Avec une arrogance qu'on est étonné de trouver dans l'homme, ils ont posé des bornes au pouvoir de l'esprit : ils ont arrêté, dans leur prétendue sagesse, que rien ne pourrait jamais être mieux que ce qu'ils avaient inventé ; et ils ont rendu ce mieux impossible.

Mais ce préjugé, qui se croit conservateur ne sauve point les institutions sociales ou d'une détérioration insensible ou des calamités qui les bouleversent.

11. Les pays dont la civilisation est fixée sont en même temps toujours de me, et toujours plus mal : de même, parce qu'aucune des institutions sociales n'y a changé, plus mal, parce que la race humaine y a dégénéré et y dérière encore ; plus mal parce que l'empire leur a échappé ; parce que les arts y florissaient y ont disparu, parce que la fixité de leurs institutions ne les tend ni contre les conquêtes, ni contre la tyrannie, ni contre la peste et la nine, ni contre les divers fléaux de la terre et du ciel.

S.-G.-L. SIMONDE DE SIMONDI.

Pensées comico-philosophiques

La fièvre de l'or ne peut être qu'une variété de la fièvre jaune.

Le cœur d'une jolie femme est une cible où chaque homme veut tirer. Celle qui n'a pas cœur est *sans cible*.

Lors même qu'ils sont dans la terre les poètes continuent à faire des vers.

Il y a une denrée que l'on ne vendra jamais bon marché, c'est la viande ; on aura beau dire elle sera toujours chair.

Une sentinelle avancée, si je ne me trompe, cela doit sentir extrêmement mauvais.

Il est certainement plus agréable d'être étendu sur un sofa que d'être à cheval sur un piquette.

Il n'existe ni mor, ni belle-mère qui soit douce.

L'habit que je porte commence à rire, je crains un beau jour qu'il n'éclate.

Dans les arts on a souvent plus de labeurs que de pain.

Bizarre ! Ce sont les filles tombées qui ont des souteneurs.

La femme est le rêve de la vie jusqu'au jour où elle en devient le cauchemar.

Un moyen d'attraper la petite vérole c'est de ne pas y faire attention.

Il n'est tel qu'un cordonnier pour parer une hotte.

Les châteaux en Espagne se bâtissent en l'air.

Une bonne pièce dramatique doit avoir un nœud mais pas de ficelle.

* * *
Si j'étais forcé je mangerais des pruneaux, j'aurais au moins le ventre libre.

* * *
Dans les théâtres la place des cocottes devrait être le poulailler.

* * *
Une femme qui a le cœur bien placé est celle qui se fait de beaux revenus avec ses affections.

* * *
La vieille noblesse n'a pas le sang commun.

* * *
Le coco pousse à la transpiration et la cocotte fait suer.

* * *
Le devoir ressemble au tonneau des Danaïdes, il feut toujours le remplir.

* * *
Il n'y a rien de ruineux comme une bonne fortune.

* * *
Les enfants naturels sont faciles à reconnaître.

* * *
La parole a été donnée à l'homme, la femme l'a prise.

* * *
Tout ce qui reluit n'est pas or : voyez le cirage.

* * *
Quand on doit tremper la soupe à quelqu'un il ne feut pas lui faire grâce.

* * *
En fait de nobles je ne goûte que les Guigues et les Montmorency.

* * *
Ce n'est pas à la femme qui fait sa poire que je donnerai jamais la pomme.

* * *
Lorsqu'on a gagné une pleurésie on est encore en perte.

* * *
L'homme propose et la femme accepte.

Les apôtres de l'idée n'ont jamais eu pour lot que la servitude et la misère. Cette destinée ne s'adoucit pas. Plus un homme s'approche de la pensée pure, plus l'arrêt qui le frappe est sans pitié. Ils périssent par centaines, par milliers, ceux que les lois de la force balaient du monde matériel.

Qu'on examine de près le talent qui a su faire fortune. On trouvera sur le caractère une tache, une tare, la piqûre du ver dans un beau fruit. Ce n'est plus l'être sublime planant dans les régions de la lumière sans souvenir ni souci de sa chaîne terrestre.

Auguste BLANQUI.

COMPAGNIE DES MINES. — A LA CAISSE
COMPAGNIE DES MINES DE T



— Dans les conflits entre patrons et ouvriers, la place du législateur est du côté de la caisse et non parmi les grévistes.

(La majorité opportuniste.)

YVES GUYOT D'AUTREFOIS ⁽¹⁾

Depuis huit jours, elle n'ose plus passer devant la loge de la concierge. Il faut cependant qu'elle y passe, autrement pas moyen d'entrer dans la maison. Brrr ! un frisson dans le dos ! Elle sent à travers la vitre de la loge, deux yeux fixes, deux yeux qu'elle se dit méchants et railleurs, auxquels, dans son trouble, elle prête toute sorte de malveillance et qui sont peut-être pleins de pitié. Mais elle a peur de ces yeux. C'est qu'elle a deux termes en arrière. Le propriétaire a rié. C'est le congé. C'est la saisie des meubles saisissables. Elle en a bien peu qu'on puisse saisir. La plupart sont au Mont-de-Piété. C'est égal, on tient aux objets qui restent. L'heure avance. Encore un jour succède à un autre jour. Elle compte et recompte. Non, la somme n'y est pas, ne peut pas y être, n'y sera jamais.

(1) Extrait des *Droits de l'homme*, du mercredi 11 octobre 1876 (N° 243).

Elle compte et recompte cependant ! Elle espère que les quelques francs qu'elle a se multiplieront sous la fascination de son regard... Elle sait bien pourtant que c'est impossible. Non ! elle ne pourra pas payer son terme... à moins d'un miracle. Mais elle sait par expérience que les miracles, ça n'existe pas !

Les jours s'écoulaient... La concierge lui a dit : Eh bien ?

Elle a baissé la tête, n'a rien répondu. Ses tempes se serrent d'angoisse. Que faire ? Le mari n'a pas d'ouvrage ! pas à compter sur lui. Tous les soirs il a cherché en vain. Il rentre sombre et maussade. Elle n'ose lui faire part de ses angoisses. Il la bourre. Ses enfants s'en ressentent. Sur eux retombent les soucis du ménage en gronderies, en brusqueries, quelquefois en brutalités.

L'heure s'avance, les jours succèdent aux jours, toujours plus sombres. L'orage approche.

La pièce, sous les toits, est brûlante en été, glaciale en hiver. Mais après demain... demain, il n'y aura plus de pièce, plus de logement. Il y aura la rue toute noire.

Plus ce moment approche, plus la femme hésite à passer devant la loge de la concierge. Elle a toujours peur de l'entendre dire :

— Etes-vous en règle ? Vous savez, il faudra déménager. Le propriétaire l'a commandé.

Elle hésite à descendre chercher de l'eau. Elle se dérobe, quand elle passe devant la loge. Elle s'esquive pour sortir, elle s'esquive pour monter. Les pensées deviennent de plus en plus noires, les regards aussi... C'est le 7 au soir... elle revient de son ouvrage... elle s'arrête un moment avant d'entrer. Il lui semble que si elle pouvait se dérober aux regards de la loge, jamais la sentence ne franchirait les six étages pour la mettre à la porte... Elle sait bien que toutes ces idées-là sont des bêtises... Rien à faire. Le malheur fatal, inexorable, sans rémission, plane sur elle comme un épervier : il la tient... C'est égal. Elle est comme l'accusé qui a de l'espoir tant qu'il n'a pas entendu prononcer sa sentence... Enfin, il faut entrer dans l'allée sombre. Elle essaye de s'effacer contre la muraille. Elle sonde l'ombre de ses yeux hagards. Elle voudrait franchir d'un bond ses six étages... Elle est déjà à moitié de l'escalier du premier. La porte de la loge s'ouvre, la voix de la concierge s'élançe stridente et rapide le long de la rampe de l'escalier et la cloue sur place.

Voilà la quittance !

Elle a les jambes brisées. Elle est obligée de s'appuyer contre le mur pour ne pas tomber. Son cœur se gouille et bat à lui rompre la poitrine.

Il faudra déménager demain, reprend la voix...

Déménager demain ? et après ? la rue.

Il est permis de ne pas être propriétaire, mais alors il faut être locataire, ou bien on est vagabond, et le vagabondage est un délit qui entraîne à sa suite prison et amende.

YVES GUYOT.

SOCIALISME COMMUNAL

Dans son livre plein d'humour, *Socialism in England*, Sidney Webb établit spirituellement les progrès de bien-être réalisés ou réalisables, de proche en proche, grâce à l'enveloppement socialiste, et démontre tout ce qu'il y a de prétention ridicule dans les efforts impuissants qu'on oppose à l'irrésistible endosmose socialiste :

« L'homme « pratique » rejette et méprise le socialisme. Le conseiller municipal individualiste marche sur le pavé municipal, éclairé par le gaz municipal et nettoyé par les balais municipaux avec l'eau municipale.

« Voyant à l'horloge municipale du marché municipal qu'il est de trop bonne heure pour rencontrer ses enfants venant de l'école municipale, située à côté de l'asile des aliénés du comté et de l'hôpital municipal, il se servira du télégraphe national pour leur dire de ne pas venir par le parc municipal, mais de prendre le tramway municipal, afin de le rencontrer dans la salle de lecture municipale, attenante à la bibliothèque municipale et au musée municipal, où il désire consulter certaines publications nationales en vue du prochain discours qu'il compte prononcer dans la salle municipale du conseil

pour la nationalisation des canaux et l'accroissement du contrôle gouvernemental sur les chemins de fer. Ne faites pas, dira-t-il perdre le temps d'un homme pratique à discuter les absurdités du socialisme. *Self-help*, monsieur, c'est le self-help individuel qui a fait de notre cité ce qu'elle est. L'homme pratique rejette et méprise le socialisme. »

Sans se rendre bien compte de ses tendances socialistes, l'opinion publique demande l'extension légale de tous les services d'hygiène concernant le logement, la nourriture ou la santé, et l'installation, non seulement d'hospices inter-communaux, mais encore la création de médecins et de pharmaciens, véritables fonctionnaires publics, agents officiels veillant à l'hygiène en même temps qu'à la santé. Enfin il est à la portée de tout esprit sensé qu'une commune qui se chargerait elle-même de la répartition de l'eau, du gaz, de l'électricité, et du fonctionnement de ses moyens de transports, réaliserait par cette exploitation directe, des bénéfices dont profiterait aussi l'habitant, soit sous forme de dégrèvements, soit sous forme d'extension du bien-être.

Il n'est pas jusqu'aux assurances qui ne pourraient devenir un service d'ordre communal. Certaines municipalités, par la création de bureaux de placement gratuits, ont porté un coup funeste aux agences de placement. Qu'elles fassent encore la guerre aux compagnies capitalistes d'assurances.

Même avec la législation actuelle, à la condition toutefois d'une interprétation plus large de la part du pouvoir central, de notables progrès sociaux sont réalisables, tels encore : la réorganisation des bureaux de bienfaisance et de l'assistance communale, l'exécution directe de la plupart des travaux urbains, etc. — Lorsque ces travaux sont exécutés par des entrepreneurs plus ou moins concessionnaires — leur surveillance par des contrôleurs ouvriers, — la fixation d'un minimum de salaire, fixation qui n'est interdite par aucune loi, mais simplement par arrêté administratif, par l'autoritarisme des ministres, autoritarisme qui une seule fois a bien été obligé de s'incliner devant la volonté du Conseil municipal de Paris. C'était en 1889 : le Conseil municipal avait refusé tout crédit pour l'Exposition, si les ouvriers appelés à exécuter les travaux ne trouvaient pas les garanties qu'ils exigeaient.

Enfin, — pour parer à l'incapacité budgétaire de la plupart des communes, et, en attendant la création de communes-cantons, — pourquoi ne pas utiliser la loi municipale supplémentaire du 22 mars 1890 relative à la formation de syndics de communes ? Pourquoi ne pas en tirer tout le parti possible ?

Il ne faut donc pas dire que par nature, le pouvoir communal, — même s'il n'était pas outrageusement limité par la légalité courante, — ne se prête guère à de sérieuses réalisations socialistes. Oui ou non, surtout formant des îlots de communes associées, les mandataires municipaux du prolétariat socialiste seraient-ils impuissants :

1° A multiplier progressivement les services publics du logement, de la nourriture, de la circulation, etc. . . :

2° A imposer, — dans les travaux des communes : les conditions de réduction de la journée et de la fixation des salaires ;

Dans l'assistance : le secours médical, alimentaire et pécuniaire à la maladie, à la vieillesse, au chômage, à la misère ;

Dans l'école : la nourriture et l'habillement de l'enfant. . .

Etc.

Il n'est pas une question que les délégués de la réaction, jusqu'ici maîtresse des budgets communaux, n'aient résolue pour les intérêts de la gent cléricale, nobiliaire et bourgeoise, qui ne puisse être résolue contre elle, contre l'oppressé et le riche, pour le pauvre et l'opprimé.

-En s'emparant des communes, le prolétariat s'inspire de la même méthode d'affranchissement qui a si bien réussi à la bourgeoisie. — Pendant que d'un bout de la France à l'autre, la féodalité se montrait à cheval et en armes, l'association communale a été la phase guerrière de la bourgeoisie ; soutenue par

l'armée des syndicats ouvriers, elle peut devenir la phase guerrière du Proletariat contre les exactions des hauts barons de la finance et de l'industrie et tout le brigandage capitaliste.

Adrien VEBER.

LA CHANSON DU PETIT BATARD

I

Tu nous laisses donc sans lumière
Aujourd'hui, dis, petite mère ?
Pourtant j'ai peur, tu sais, le soir !
Dis-moi
Pourquoi,
Pourquoi chez nous fait-il si noir ?

II

Entends-tu claquer mes quenottes ?
Oh ! que j'ai froid ! Pour mes menottes
Qu'un peu de feu çà serait bon !
Dis-moi
Pourquoi,
Pourquoi n'a-t-on pas de charbon ?

III

Et puis, tu fais donc pas la soupe ?
T'ends-moi le pain que je le coupe.
Tu n'en as pas ?... Puisque j'ai faim.
Dis-moi
Pourquoi,
Pourquoi n'avons-nous pas de pain ?

IV

Un bébé m'a dit que son père
Donnait des sous pour que sa mère
Ait tout ce qu'on n'a pas ici :
Dis-moi
Pourquoi,
Pourquoi j'ai pas de père aussi ?

V

Mais de sanglots ta gorge est pleine :
Qu'as-tu, maman ? et quelle peine
Te fait partir en soupirant ?
Dis-moi
Pourquoi,
Pourquoi tu t'en vas en pleurant ?

VI

Ah ! te voilà ! la lampe éclaire
Du pain, du coke ! Ah ! merci, mère.
Mais quoi ! te lit-on quelque affront ?
Dis-moi
Pourquoi,
Pourquoi je vois rougir ton front ?...

Edouard Gux.

Développement du crime par la Religion

Depuis que « l'esprit nouveau » ramène la bourgeoisie capitaliste dans les bancs de l'église, nous entendons souvent affirmer qu'il n'y a pas de morale sans sanction ; que la sanction de l'opinion publique est insuffisante ; qu'il n'y a pas de société possible sans la crainte des châtements et l'espoir des récompenses ultra-terrestres ; nous nous bornerons à répondre par quelques faits.

S'il est vrai que la sanction religieuse est indispensable pour faire respecter les lois morales, il faut en tirer cette conclusion que celles-ci seront d'autant plus respectées, que les sentiments religieux des populations sont plus intenses.

Nous n'avons pas de moyens directs de mesurer le degré de moralité et de religiosité d'un peuple. Mais nous pouvons le faire indirectement avec une approximation suffisante.

Les résultats des élections, en Belgique, nous donnent une idée assez nette de l'influence des idées religieuses et, d'autre part, les statistiques criminel-

les révèlent l'état de la moralité moyenne, en constatant le plus ou moins de fréquence des écarts punis par la loi.

Si donc la sanction religieuse est efficace et nécessaire, il est évident que la criminalité et la délinquance seront au minimum dans les régions les plus catholiques, les Flandres par exemple, et atteindront, au contraire, leur maximum, dans les régions de la Wallonie, où les églises sont devenues trop grandes, puisque les hommes n'y vont plus.

Or, c'est précisément le contraire qui est vrai.

Le dernier *Résumé statistique de la justice criminelle* (1881-1885), nous fournit, à cet égard, des données du plus haut intérêt :

I. — Cours d'assises.

En restituant à chaque province les accusés qui lui appartiennent, soit par la naissance, soit par le domicile (1), et en calculant le rapport moyen annuel à la population, on obtient les résultats suivants :

PROVINCES	HABITANTS SUR UN ACCUSÉ INDIGÈNE	
	NÉS dans la province	DOMICILIES dans la province
Flandre occidentale	50.805	59.434
Flandre orientale	58.871	67.961
Limbourg	72.984	99.523
Anvers	88.797	112.165
Luxembourg	97.618	107.380
Brabant	131.118	129.275
Hainaut	139.174	139.174
Liège	115.065	151.238
Namur	151.769	185.423

Ainsi donc les quatre provinces qui élisent exclusivement des catholiques, sont celles qui ont la plus grande criminalité. Puis viennent les deux provinces, dont la majorité des représentants est catholique. Enfin, au meilleur rang, celles qui comptent le plus grand nombre de députés libéraux et socialistes.

On objectera peut-être que ces observations portent sur un trop petit nombre de faits (725).

Aussi avons-nous cru devoir en chercher la confirmation dans les statistiques de la délinquance.

II. — Tribunaux correctionnels.

En calculant le nombre des prévenus par 1,000 habitants dans les divers arrondissements judiciaires, pendant la même période 1881-1885, on obtient les résultats suivants :

(1) Parmi les accusés indigènes, le nombre de ceux qui étaient originaires d'une autre province que celle dans laquelle ils ont été jugés, s'est élevé à 81, soit 12,5 pour cent.

NUMÉROS D'ORDRE	ARRONDISSEMENTS JUDICIAIRES	AHITANTS	NOMBRE TOTAL des PAYSANS	NOMBRE DES PAYSANS par 1 000 habitants	OPINION DOMINANTE
1	Arlon	82.809	6.277	73.80	Lib.
2	Anvers	369.749	23.561	63.75	Cath.
3	Turnhout	115.350	6.289	54.43	«
4	Courtrai	247.395	13.362	54.05	«
5	Furnes	81.390	4.433	54.39	«
6	Louvain	214.340	10.475	48.87	«
7	Neufchâteau	68.131	3.240	47.55	«
8	Bruxelles	683.015	30.981	46.91	«
9	Dinant	152.236	7.016	46.15	«
10	Gand	421.921	18.139	42.99	«
11	Hasselt	107.211	4.567	42.59	«
12	Bruges	254.815	10.164	39.49	«
13	Marche	68.820	2.486	38.79	«
14	Namur	181.525	6.953	38.30	Lib. et Soc.
15	Tongres	111.740	4.116	36.75	Cath.
16	Huy	139.682	4.838	34.63	Lib.
17	Verviers	168.984	5.627	33.29	Soc.
18	Nivelles	162.698	5.314	32.66	Lib.
19	Termonde	315.050	9.924	31.53	Cath.
20	Charleroi	427.069	12.500	29.24	Soc.
21	Malines	154.240	4.437	28.76	Cath.
22	Audebarde	187.302	4.825	25.71	Cath.
23	Mons	349.647	8.787	25.10	Soc.
24	Liège	402.153	9.779	24.36	Soc.
25	Tournai	253.189	4.430	18.53	Cath.

Ainsi donc, dans cette échelle de la délinquance, ce sont des arrondissements catholiques — sauf Arlon-Virton, où les délits forestiers sont extrêmement nombreux — qui occupent les treize degrés les plus élevés ; tandis que tous les arrondissements socialistes se trouvent aux degrés inférieurs.

Il va sans dire qu'en produisant ces chiffres, nous ne songeons nullement à prétendre qu'il y ait un rapport de cause à effet entre les phénomènes dont nous venons de constater la coïncidence.

Nous entendons seulement contester à nos adversaires le droit d'affirmer — contrairement à ces faits et à cent autres — l'efficacité et la nécessité sociale d'une sanction supraterrrestre.

La religion est impuissante à empêcher la multiplication des crimes et délits — rayonnements sinistres d'une moralité inférieure, — quand les populations sont mal payées, mal traitées, déprimées par la misère.

Et, d'autre part, la sanction religieuse devient inutile, quand les masses — relevées par le bien-être — commencent à espérer leur part de paradis sur terre, grâce au progrès des connaissances et au développement de la solidarité.

§ 3. — BASES DE RÉORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Le programme d'application immédiate du Parti Ouvrier, en matière sco-

laire, est, en grande partie, conforme aux décisions prises, en 1893, par le Conseil général de la Ligue de l'Enseignement.

On peut la préciser dans les termes suivants :

I. — L'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de 6 ans révolus à 14 ans révolus.

II. — L'enseignement primaire, organisé par les pouvoirs publics, comprend des écoles primaires proprement dites, des jardins d'enfants, des écoles d'adultes, des institutions ou sections complémentaires.

III. — Ces écoles sont administrées par des Comités scolaires — communaux ou cantonaux — composés de délégués de l'Etat, des instituteurs et des pères de famille (ces derniers en majorité).

IV. — Il ne peut être perçu aucune rétribution scolaire dans les écoles primaires.

V. — L'enseignement donné dans les écoles primaires comprend nécessairement : la lecture, l'écriture, les éléments du calcul, le système légal des poids et mesures, la langue maternelle, la géographie, le dessin, la connaissance des formes géométriques, des exercices d'observation sur les sciences naturelles, la gymnastique, la musique et, pour les filles, les travaux à l'aiguille.

Ce programme peut être étendu par les Comités scolaires.

VI. — L'instituteur s'occupe avec une égale sollicitude de l'éducation physique et morale des enfants confiés à ses soins. Il s'abstient de toute attaque contre les convictions des familles dont les enfants lui sont confiés.

VII. — Les instituteurs primaires sont choisis parmi les Belges porteurs du diplôme d'instituteur primaire délivré à la suite d'un examen qui se fera dans les mêmes conditions que pour les élèves des Ecoles normales de l'Etat.

Pour être chargé seul d'une école ou pour diriger une école, il faut être porteur d'un diplôme d'instituteur en chef, délivré après un examen professionnel passé devant un juré d'Etat, après cinq années de pratique de l'enseignement.

La loi arrête les bases d'une hiérarchie du personnel enseignant et fixe un barème de traitements.

VIII. — Le Gouvernement, après avoir entendu le Comité scolaire, fixe le nombre des écoles à entretenir dans chaque canton ou commune, celui des instituteurs dans chaque école, le nombre minimum des classes et le nombre minimum des élèves par classe.

IX. — Les Comités scolaires surveillent l'enseignement public, arrêtent les budgets et les comptes, nomment le personnel enseignant, prennent toutes les mesures d'exécution voulues pour le bon fonctionnement du service dont ils assument la responsabilité.

X. — L'entretien des enfants qui fréquentent les écoles est à charge des pouvoirs publics.

Émile VANDERVELDE.

Annibal conseillait à Prusias de livrer bataille à l'ennemi : Je n'ose, dit le prince ; les entrailles de la victime ne m'annoncent rien de bon. — Eh quoi ! répondit vivement Annibal, en croyez-vous plutôt une misérable charogne qu'un vieux général ? »

— 0 —

— La recette, Monsieur, me demande quelqu'un, de se faire à présent une honnête fortune ?

— Eh ! mon Dieu, j'en connais qu'une. Passer pour honnête homme en faisant le coquin.

LA RÉACTION



La mégère réaction monarchico-opportuno-capitaliste fait son tour du monde depuis 1894 et soule aux pieds les Droits de l'Homme. Elle enchaîne toutes les libertés, les hommes et leurs pensées. Mais d'un coup de pied lancé d'une main sûre, les peuples la précipiteront bientôt dans l'abîme et feront triompher le Socialisme.

LES AMES SIMPLES

Dès que M. le curé eût appris que M. Rouvin, malade depuis deux jours seulement était au plus mal, il accourut auprès de lui. Introduit dans la chambre par la vieille bonne abêtie de douleur, à peine s'il put contenir son émotion, et des larmes lui emplirent les yeux. Il les essuya vite et, faisant un effort sur soi-même, il donna à son visage bouleversé une expression presque souriante.

M. Rouvin, très pâle, très faible, les narines un peu pincées, une grosse sueur au front, reposait sur son lit. Ses mains grattaient la toile du drap, mais sans brusques crispations, et, de sa gorge, un sifflement léger sortait, mais sans râles douloureux. Il ne paraissait pas souffrir. L'agonie ne torturait aucun de ses muscles, ne convulsait aucun de ses traits, restés pacifiques. Il mourait comme on s'endort.

La chambre était toute claire et rayonnante avec ses murs blancs, ses rideaux à gaies fleurettes, son atmosphère de pureté et de paix morale. Par les fenêtres ouvertes sur le jardin, le soleil du soir entraînait avec les aromes des fleurs, et là-bas, au-dessus des coteaux qui poudroyaient dans une brume dorée, un grand ciel épaissi, un grand ciel très doux, d'un bleu nacré faisant un fond de lumière adorable à ce drame auguste et terrible de la mort.

M. le curé s'approcha du lit en marchant sur la pointe des pieds. Il crut voir passer une inquiétude dans les yeux du moribond, interrogativement fixés sur lui. Alors il se pencha tout près et il dit :

— Je ne viens pas pour ce que vous croyez... Je ne viens pas en prêtresse... J'ai toujours respecté votre vie... Je respecterai votre mort... Soyez tranquille mon ami... Endormez-vous sans crainte de moi.

Puis d'une voix un peu plus tremblante, et que l'émotion étranglait.

— Je viens en ami vous dire un dernier adieu, un dernier et fraternel adieu !

Il prit tendrement la main du mourant qui déjà se refroidissait, la serra avec une force délicate, et il dit encore :

— Je viens aussi vous demander si vous n'avez pas à me confier quelques recommandations particulières. Toutes vos volontés mon ami, seront obéies fidèlement, avec piété, quelles qu'elles soient ! Je vous le jure !

M. Rouvin d'un regard vague, désigna un secrétaire placé contre le mur, entre les deux fenêtres... Ses lèvres remuèrent si faiblement que le prêtre devina, plutôt qu'il ne les entendit, ces mots légers comme un souffle très lointain.

— Demain !... là... pour vous... une lettre... merci !

— Bien, fit gravement le curé...

Et comme on prononce un serment, il répéta :

— Quelles qu'elles soient !

Le curé s'assit sur un fauteuil, près du chevet, la main glacée de l'agonisant dans la sienne, et il resta là longtemps, sans dire une parole, immobile et désolé. Il pensait à l'exceptionnelle et presque miraculeuse beauté qu'avait été l'existence de M. Rouvin, à sa charité inventive qui sauva de la faim tant de malheureux et leur fit connaître la joie de vivre, la douceur d'être bon. Il pensait surtout à cette faculté, pour ainsi dire évangélique, qu'il avait de ramener au bien les âmes dévoyées et les pauvres cœurs pervertis sans jamais leur parler de Dieu auquel il ne croyait pas, sans jamais recourir aux consolations religieuses, qu'il jugeait dangereuses, immorales et vaines. Ses moyens de calmer les haines, de dompter le crime, de conquérir les débauches, étaient purement humains. Il n'y employait que cette force mystérieuse et candide, à laquelle, bien dirigée, rien ne résiste : l'amour ! Le brave curé comprenait que cet héritage de bienfaits, M. Rouvin allait le lui léguer, et il le sentait trop lourd pour lui.

— Oui ! oui !... Ce sera trop lourd pour moi !... Je ne m'en tirerais jamais, se répétait-il intérieurement... Et pourtant j'ai l'aide de Dieu,

moi, et l'exorable complicité de tous les saints de la sainte église !... Ah ! Dieu n'est pas tout, peut-être !... Il faut aussi de l'administration !... Et voilà, je n'ai pas d'administration !...

Durant qu'il réfléchissait à ces choses troublantes, le soir vint, puis la nuit. La vieille bonne alluma une veilleuse qui répandit, dans la chambre une lueur funèbre ; ensuite elle s'accouda au dossier du fauteuil, où le prêtre songeait, et elle se mordit les lèvres pour ne point éclater en sanglots. Une beauté nouvelle, une beauté de blanche et lumineuse éternité prenait possession du visage de M. Rouvin qui, à mesure que la vie l'abandonnait se simplifiait, jusqu'à ne plus rien conserver d'humain, et se transfigurait en une sorte de rêve, sous les doigts invisibles de ce magique sculpteur qu'est la mort.

Comme d'autres devoirs rappelaient le prêtre à sa cure et à l'église, il se leva, l'heure arrivée, baisa pieusement le front du moribond, calme et profond ainsi qu'un ciel, et sortit de la chambre où, dans quelques moments, quelque chose de grand, de presque divin, allait disparaître. Alors la vieille bonne, qui le reconduisait dans l'escalier, se mit à fondre en larmes.

— Un homme comme ça !... Un homme comme ça !... Mourir sans le bon Dieu !... Quel malheur !

— Ne le jugez pas ! dit le prêtre son index levé vers l'infini. Ne le jugez pas, pas plus que je ne le juge moi-même, pas plus que Dieu, qui sait tout, ne le jugera... C'est un saint !

En regagnant le presbytère, il songeait, l'esprit envahi par les terreurs du doute :

— Sans Dieu, il a vécu une admirable vie... Il meurt, sans Dieu, paisible et rayonnant, comme un saint ! Dieu !... Est-il donc possible que Dieu soit inutile à qui possède une conscience !

M. Rouvin s'éteignit au matin en même temps que les étoiles.



Voici ce que contenait la lettre, trouvée le lendemain, dans le secrétaire. Elle portait simplement sur l'enveloppe le nom du curé.

« Mon cher ami,

« Je désire être enterré *civilement* et sans pompe. J'ai vécu loin du bruit, je veux m'en aller dans le silence. Je veux surtout que l'Eglise ne vienne pas, par le mensonge de ses prières, rompre l'harmonie de toute une vie passée hors de son culte et de ses croyances.

« Vous m'avez généreusement aidé à accomplir quelques œuvres utiles aux hommes, et que je vous laisse le soin de continuer, selon les idées inscrites en mon testament. Je compte donc sur votre tolérante amitié, sur votre grand cœur pour assurer l'exécution de cette volonté suprême, quelque pénible qu'elle puisse être à votre âme de croyant, quelque contraire qu'elle soit réellement à votre caractère de prêtre catholique. Et je vous remercie.

« Louis ROUVIN. »

Quand il eût fini de lire cette lettre si effrayante et si brève, M. le curé demeura anéanti. Il n'avait pas songé à cela. Il avait songé à tout, excepté

à cela. Cela seul ne lui était pas venu à l'esprit. Et pourtant cela devait être ! Cette mort était logique avec cette vie.

— Je ne peux pas !... Non, non, je ne peux pas participer à cet acte d'impiété, se dit-il. Qu'un homme, qu'une créature de Dieu, sous ma protection de min sire de Dieu, s'en aille de la vie terrestre sans une prière, sans un chant sacré, sans une goutte d'eau bénite, cela ne sera pas, cela ne se peut pas !...

Puis soudain il se rappela son serment au chevet du mourant : « Quelles qu'elles soient ! » avait-il juré. Que faire ? Où il allait être parjure, où il allait être infâme ! Il se rendit à l'église et, à genoux sur les marches de l'autel, les yeux et les mains tendus dans une supplication déchirante, vers la face du Christ, il resta, une partie du jour en prières.

..

Le lendemain une foule en deuil stationnait devant la maison mortuaire. Dans le vestibule, l'humble cercueil, recouvert d'un drap noir, disparaissait sous un amoncellement inusité de fleurs et de couronnes. Tous les visages exprimaient l'affliction la plus vive ; le deuil était non seulement sur les habits, mais dans tous les cœurs. On entendait des sanglots étouffés sous des mouchoirs.

Tout à coup un personnage, étrangement vêtu, parut au milieu de la foule étonnée. On ne le reconnut pas d'abord. Il portait une antique redingote à basques plissées, et qui craquait aux épaules. Un pantalon trop court et fripé flottait autour de ses jambes, chaussées de brodequins tout neufs ; son chapeau de haute forme était jauni par le temps, et rappelait de lointaines époques d'exhilarantes caricatures.

— Monsieur le curé ! Monsieur le curé !

Ce cri courut dans la foule et se répéta de bouche en bouche. Bientôt l'étonnement fit place à l'admiration. Quoi qu'il fût accoutré comme « un masque », on trouva le curé beau, on le trouva sublime. Les hommes, émus, s'approchèrent de lui, lui sourirent, lui baisèrent les mains ; les femmes pleurèrent d'attendrissement.

— Monsieur le curé ! Monsieur le curé !

Et lui un peu gêné de tant d'hommages, balbutiait :

— Laissez !... Laissez !... Je ne fais que mon devoir !

Résolument il prit la tête du cortège, derrière le corbillard et, tête nue, la démarche noblement assurée, il conduisit le deuil.

Au cimetière il s'avança vers la fosse et il dit :

— Mes chers amis, celui que nous pleurons fut un saint... un grand saint... Honorons sa mémoire et inspirons-nous de ses vertus... Il fut un saint... je vous en réponds... Et Dieu le sait qui m'entend... car Dieu, mes chers amis...

Emu, troublé, il s'embrouilla, chercha ses phrases... et ne les trouvant pas, il bégaya :

Car Dieu n'est pas une bête !...

Et par une habitude involontaire, il balança sa main au-dessus de la terre remuée, comme s'il maniait l'aspersoir...

Octave MIRBEAU.

La Lutte pour la Mort et l'Association pour la Vie

L'avenir tient en réserve des formes de vie sociale bien supérieures à tout ce qu'on a imaginé jusqu'ici.

Herbert Spencer.

Soyez sans craintes, fidèles lecteurs ; rassurez-vous charmantes lectrices : ce n'est pas une longue dissertation sur la lutte pour la vie que je me propose d'écrire aujourd'hui. Le sujet a été déjà tant de fois traité que je ne pourrais le développer sans choir dans de fastidieuses redites — peut-être inutiles. Ce que je veux faire, c'est simplement apprendre à ceux qui l'ignorent — et rappeler à ceux qui l'ont oublié — que la lutte pour l'existence dans les sociétés humaines n'offre pas les mêmes caractères et n'entraîne pas les mêmes conséquences que partout ailleurs, et cela, parce que la lutte entre les hommes n'existe plus.



DÉSIRÉ DESCAMPS

Résolu, coûte que coûte, à être concis, je ne rechercherai pas si la concurrence vitale a été un facteur d'évolution progressiste quelque part, soit chez les minéraux, soit chez les végétaux, soit chez les protistes, soit encore au sein des vertébrés autres que les hommes des temps historiques. Pour moi et pour tous ceux qui ont étudié la question (Toussenet, Fée, Houzeau, Büchner, Perly, d'Espinas, Kessler, de Laessan, Romanes, Kropotkine, etc.), la lutte pour l'existence fut toujours un facteur de dégénérescence organique.

Homini nihil utilius homine (Rien de plus utile à l'homme que l'homme même), a dit Spinoza. J'ajoute que la minéralité, la végétalité et l'animalité peuvent tenir un semblable langage. D'Espinas,

le grand naturaliste, a écrit ces mots que nous ne saurions trop méditer : « On ne s'associe pas pour mourir. » Conséquence : l'association, c'est la vie ; l'isolement, c'est la mort.

Partout, chez les roches battues par les flots de l'océan, chez les arbres des forêts, chez les abeilles, les fourmis, les castors, les bœufs sauvages, les singes, etc., la lutte pour la vie est proscrite. Toutes les espèces qui l'ont pratiquée longtemps sont mortes ; toutes celles qui s'en servent se préparent une fin identique — et prochaine. Bien plus : selon le pays, une espèce croît en nombre et en vitalité si ses représentants sont sociables ; elle va s'éteignant progressivement si tous liens sociaux entre ses membres sont rompus. Je n'en veux pour exemple que les mammifères dispersés par la main de l'homme civilisé. Ici, les derniers survivants se retirent, s'isolent les uns des autres et

s'éteignent misérablement. Ailleurs, leurs frères non encore saccagés, restés unis et solidaires, laissent toujours une descendance nombreuse et vaillante, et rien ne fait prévoir leur disparition.

Les affirmations qui précèdent ne s'adressent qu'aux savantasses qui citent Darwin sans l'avoir lu, et, de tous les facteurs d'évolution, n'en connaissent qu'un seul, celui qui précisément n'en est pas un : la lutte pour la vie.

Un certain nombre de valets de plume de la classe digérante ont voulu introduire dans la science sociale cette fameuse concurrence vitale qui déjà était reconnue impuissante par les sciences naturelles... comme elle l'avait été, dix-huit siècles auparavant, par Jésus de Nazareth, qui a dit : « Aimez-vous les uns les autres, c'est là toute la loi. »

Les Schmidt, les Huxley et les Hæckel, perchés sur la bedaine des princes de la finance, des rois du fer, des barons du coton et des négriers de la houille, ont proclamé à la face du monde que le darwinisme était « la base scientifique de l'inégalité. » Cette fois, c'en était fait des socialistes. Ils étaient vaincus pour toujours. Aux Richter, aux Leroy-Beaulieu, aux Naquet, aux Yves Guyot, aux Spencer, à tous ces prôneurs à gages du *Mangez-vous les uns les autres*, il ne restait plus qu'à rebâcher les âneries largement payées des Hæckel et autres domestiques des entretenus du Proletariat. Peine perdue. Au pays des Schmidt, des Hæckel et des Richter, deux millions de bouches ont crié : « La représentation nous déplaît; acteurs, vous êtes ébourrés. Hideo! » Le pays des Huxley et des Spencer entre dans le grand mouvement socialiste. La France, malgré ses Courtois, ses Leroy-Beaulieu, ses Naquet et ses Guyot, a actuellement une armée électorale de plus de six cent mille hommes. On le voit, les libelles anti-socialistes ne font de mal qu'à ceux qui... les écrivent.

La lutte pour l'existence entre les hommes n'existe plus. Ceci peut paraître paradoxal. Rien de plus vrai cependant. La seule lutte qui a subsisté, c'est la lutte « criminelle » du Capitalisme contre tous les hommes. Cette lutte-là — lutte tout à fait artificielle — n'a rien de commun avec la concurrence vitale que l'on observe dans la Nature.

Aujourd'hui, un industriel ne lutte plus *personnellement* contre un autre industriel. La force musculaire, le courage, l'intelligence, le savoir, en un mot la valeur physique et intellectuelle de l'homme n'assure plus la victoire. Celui qui vaincra, c'est celui qui pourra disposer de capitaux plus considérables, celui qui pourra construire de plus vastes usines, payer plus cher les votes des législateurs, fabriquer à plus bas prix, offrir le plus de crédit et, au besoin, vendre le plus longtemps ses marchandises au-dessous de leur prix de revient, certain, une fois son rival vaincu, de regagner dix ou cent fois les sommes perdues pendant la bataille. On est, dans tout cela la lutte de l'homme contre l'homme? Je ne la vois pas. De part et d'autre, il y a des surmenés, des épuisés, des anémiques, des malades, des décédés. Ces surmenés, ces épuisés, ces anémiques, ces malades, ces décédés, ce sont les ouvriers, qui, eux, ne luttaient pas, mais dont on allongait démesurément les journées de labeur en même temps que l'on réduisait les salaires à un taux de famine. La lutte de nos deux industriels a produit la dégénérescence des prolétaires qui en ont seuls fait tous les frais.

Lorsqu'une bande de civilisés s'abat sur une troupe de Congolais ou de Malgaches, la victoire ne reste pas aux gens à la poigne solide (malheureusement!) mais à la poudre sans fumée et aux balles Lebel. Dans ces luttes, la victoire reste toujours aux envahisseurs. En un rien de temps, ils ont dépeuplé les pays conquis. Je montrerai un jour — chiffres en mains — l'action « criminelle » des civilisés sur les vaincus. La peste et le choléra réunis ne sont rien en face des hordes syphilitiques d'Europe.

A la Ricamarie, à Aubin, aux Buttes-Chaumont, au Père Lachaise, à Fourmies, ce n'est pas la force physique, encore bien moins la force intellectuelle, qui a donné des lauriers aux Galliffet, aux Garcin, aux Ladmirault, aux Cissey, aux Chapuis, tous hommes qui recroieraient devant le plus malingre de nos mineurs.

L'homme des sociétés civilisées est l'esclave de son œuvre. Les produits

sortis de sa main se retournent contre lui, l'enchaînent, l'ensanglantent et le tuent. Rien de semblable n'existe chez les végétaux et chez les animaux libres. Le singe de Florian casse une noix; il la mange. La fourmi du bon Lafontaine accumule pour les mauvais jours; l'hiver arrive; elle consomme sa réserve alimentaire. L'ouvrier boulanger pétrit et cuit un pain. Il ne peut le manger. Si son salaire est trop minime pour se payer l'objet qu'il produit, il en est privé. Il y a plus : *L'homme est d'autant plus dépourvu de bien-être qu'il en a créé davantage.* Le cordonnier est condamné au chômage — et à la misère qui en est la conséquence — parce qu'il a fabriqué trop de chaussures, le tailleur parce qu'il a confectionné trop de vêtements, l'horloger parce qu'il a produit trop de montres, etc. Ce qui doit être une source de richesse est une cause de pauvreté.

La lutte pour la vie, faible résistance de l'homme aux coups du Capitalisme, ne peut qu'épuiser l'Humanité sans profit sérieux, car une infime minorité de parasites corrompus et atrophiés est seule à jouir des fruits extorqués à la masse laborieuse.

Tout le prouve du reste au nez et à la barbe des sallimbanques de la science impuissants à le contester.

La guerre ne tue pas les hommes les plus faibles. La prostitution n'arrache pas à la vie familiale les femmes les moins propres à la reproduction de l'espèce. L'ignorance n'est pas l'apanage des cerveaux les plus mal conformés, etc., etc., etc. La « sélection » artificielle que les Hæckel, les Spencer et autres « criminels » glorifient est *regressive*; elle a pour effet, non un perfectionnement organique, mais une dégénérescence physique et intellectuelle. Nos pires ennemis le reconnaissent. Ainsi Hæckel, dans son *Histoire de la Création des êtres organisés*, a écrit : « Pour grossir le plus possible les armées permanentes, on choisit par une rigoureuse conscription tous les jeunes hommes sains et robustes. Plus un jeune homme est vigoureux, bien portant, normalement constitué, plus il a de chances d'être tué par les fusils à aiguille, les canons rayés et autres engins civilisateurs de la même espèce. Au contraire, tous les jeunes gens malades, débiles, affectés de vices corporels, sont dédaignés par la sélection militaire; ils restent chez eux en temps de guerre, se marient et se reproduisent. Plus un jeune homme est infirme, faible, étioilé, plus il a de chances d'échapper au recrutement et de fonder une famille. Tandis que la fleur de la jeunesse perd son sang et sa vie sur les champs de bataille, le rebut dédaigné, bénéficiant de son incapacité, peut se reproduire et transmettre à ses descendants toutes ses faiblesses et toutes ses infirmités. Mais en vertu des lois qui régissent l'hérédité, il résulte nécessairement de cette manière de procéder que les débilités corporelles et les débilités intellectuelles qui en sont inséparables doivent non seulement se multiplier, mais encore s'aggraver. Par ce genre de sélection artificielle et par d'autres encore s'explique suffisamment le fait navrant, mais réel, que, dans nos Etats civilisés, la faiblesse de corps et de caractère sont en voie d'accroissement et que l'alliance d'un esprit libre, indépendant, à un corps sain et robuste devient de plus en plus rare. » Vingt citations semblables pourraient être faites.

Tous les progrès sociaux ont eu pour effet de rendre plus meurtrières les luttes — luttes stupides s'il en fut jamais — entre les instruments de production ou de destruction sociales.

Est-ce que le dix-neuvième siècle n'est pas le plus sanglant de toute l'histoire humaine? Il a dévoré, dit Flammarion, QUARANTE MILLIONS d'hommes en ses guerres... *glorieuses*.

Est-ce que les perfectionnements mécaniques n'ont pas rendu plus meurtrières les industries, plus lamentable la misère ouvrière, plus épuisantes les longues journées de travail? Karl Marx, qui a étudié avec une attention soutenue l'évolution industrielle de ce siècle, écrit dans son *Capital* : « La machine, triomphe de l'homme sur les forces naturelles; devient entre les mains des capitalistes l'instrument de l'asservissement de l'homme à ces mêmes forces; moyen

infaillible pour raccourcir le travail quotidien, elle le prolonge entre les mains capitalistes; baguette magique pour augmenter la richesse du producteur, elle l'appauvrit entre les mains des capitalistes. »

Ce n'est pas à la concurrence vitale que les animaux et les plantes doivent leur développement : elle ne fut partout qu'un facteur de régression, une cause d'affaiblissement et de mort.

Les savants que la Bourgeoisie entretient dans ses cours et ses basses-cours ne réussiront pas à tromper les masses qui partout s'agitent, s'organisent et se préparent pour la Révolution libératrice.

Les défaillances des Schaffle, Spenceer et autres conservateurs apeurés nous causent une joie que nous aurions tort de dissimuler. Elles prouvent que nous avançons, que nous progressons, que nous nous développons, que nous devenons redoutables et que l'avenir est à nous. Ceux qui nous avaient naguère donné raison, épouvantés de nous voir si puissants, se reconnaissent trop faibles pour nous suivre. Ils restent en chemin poussant des hurlements qui font rire. Tant pis pour eux. Tant mieux pour nous — et pour le Socialisme qui vaincra sans eux et malgré eux.

Comme le disait notre ami Argyriadès dans l'*Almanach de la Question sociale* de 1891 : « Le Socialisme, de même que les plantes, a besoin du fumier autour de lui pour se mieux développer. » La Bourgeoisie qui achète au poids des philosophes et des savants (comme on acquiert des porcs à la Villette), se charge de nous fournir ce « guano humain. » Pour le reste, le Proletariat y pourvoira. Il compte assez d'apôtres pour éclairer les foules opprimées, assez de héros pour triompher de ses ennemis qui sont ceux de l'Humanité entière.

Demain est à nous. Les conservateurs sociaux ne peuvent rien contre Germinal. Fructidor émerge de l'horizon historique. Il approche. Que les réactionnaires prennent garde. Thermidor le précède. C'est la Révolution qui vient.

Proletaires des Deux-Mondes, instruisez-vous, unissez-vous, préparez-vous.

Désiré DESCAMPS.

Le Pain et l'Humanitarisme

Le double stigmatisme angélique et bestial, encore nettement empreint dans les consciences oublieuses du dogme, se manifeste en morale civique par maintes pratiques aussi rigoureuses qu'incohérentes : la manière romaine, théâtrale et chevaleresque encore vivace, illumine des croyants dans un sens blasphématoire ; mais ces attitudes ne dépassent pas la valeur éloquente de l'antithèse : notre nature simpliste se refuse avec horreur à la complexité naturelle, n'accepte pas les nuances et veut, pour tout dire, des catégories et des formules. Les novateurs craignent le reproche d'immoralité, ils hésitent devant l'action sans programme, ce qui ne veut pas dire sans but, et se gardent des idées qui heurtent leur sens arrêté.

En vérité, celui qu'attire une claire vision nouvelle ne devrait point se soucier d'être désigné utopiste et ne pas s'attarder en excuse, si d'ailleurs nulle critique ne vaut à ruiner son idée et la certitude de son dessein. Mais il semble que la dissimulation soit de rigueur, dès qu'on parle, même pour soi. Alors le souci du bon et du mauvais vient paralyser l'énergie indépendante et dévoyer le sens des plus droites intentions. D'autre part, une certaine flatterie n'est pas moins

dissolvante : convaincre d'humanitarisme, par exemple, l'homme qui réagit contre l'ambiante inertie c'est le frapper perfidement, c'est abaisser son allure à la posture courtisanesque.

Sans adopter un quelconque système de moralisation et de réformation, en laissant ce souci aux pasteurs calvinistes ou aux apôtres des religions nouvelles, je crois que la tâche de ceux qui veulent s'employer au progrès humain dans l'ordre social, c'est de réagir contre l'apathie d'un organisme qui ne souffre pas de ses maux et de l'amener par tous les moyens à cet état de sensibilité qui précède la conscience. En ce sens quelques questions bien nettes doivent être posées, et tout d'abord celle du pain. Tant que l'humanité n'aura pas résolu la question du pain, du pain libre pour tous comme l'eau de fontaine, on peut dire que les hommes n'auront entre eux que des rapports de convention, les codes et les évangiles auront beau sanctionner des attaches sociales et faire appel aux « bons sentiments », le spectacle de la rue démentira ses formules livresques, et, sans misanthropie, on constatera que les honnêtes gens sont des farceurs mirant leurs petites âmes dans l'illusion des grands mots.

L'espèce de gêne et de pudeur qu'éprouve notre sentiment d'humanité à propos du pain, encore incertain pour le plus grand nombre, vient de ce que cette attaque vise à ruiner toutes les pasquinades humanitaires auxquelles nous ne tenons tant que parce qu'elles sont des motifs faciles de vertu : serait-il vrai que l'homme vit de l'homme et que la « bonne société » que nous connaissons n'est pas autre chose qu'une association méthodique de cannibales protestants ? Bien plus, quelle est la valeur du droit, de la justice et de la liberté pour celui qui va mourir de faim ? Ces spéculations pures, qui constituent en quelque sorte la métaphysique sociale, apparaissent tout à coup sans base commune et réelle, et l'on voit que dans les conditions actuelles du problème, il est impossible de résoudre l'antinomie des rapports sociaux autrement que par la foi aveugle, avec des termes à double entente qui masquent les intérêts différents et le rictus individuel.

VICTOR BARRUCAND.

PENSÉES DIVERSES

L'homme vivant en société doit gagner en sécurité ce qu'il perd en liberté.

La société bourgeoise ne donnant aux travailleurs aucune sécurité en échange de la liberté qu'elle leur prend est donc anti-normale et condamnée à disparaître.

La charité est la soupape de sûreté qui empêche le vieil ordre social d'éclater.

Cherchez savants, discutez philoophes, proclamez tous l'unique pouvoir de la seule raison : l'amour se chargera de rétablir l'équilibre en mettant dans la balance sa puissance de sentiment.

Le socialisme est la science du bonheur donné à tous.

Nous sommes encore des anthropophages ; quelques-uns vivent et s'engraissent du sang, de la vie, de la chair du plus grand nombre.

PAUL MANK.

UN EMPEREUR PERPLEXE



L'empereur Guillaume après le rejet de la loi contre les socialistes.

Cher Citoyen Argyriades,

J'avais l'intention de vous envoyer comme article, pour votre Almanach, la réfutation des quelques objections à l'idée de la législation directe dont vous m'aviez signalé la récente publication. Mais je n'avais pas le texte des articles de nos adversaires ; cela n'avait rien d'urgent ni de très utile, et vous étiez pressé.

J'ai pensé alors que je rendrais bien plus service à la cause de la « ligue de la révision directe par le Peuple » en exposant à des lecteurs qui part-out, depuis des années, ont lu et entendu tant de sottises à ce sujet : ce qu'était une Constitution.

Mais je me suis bien gardé de dire à nouveau, et moins bien, ce qui a été déjà si admirablement dit. Je traduis donc en hâte et vous envoie l'éloquent, le génial discours de Lassalle, le premier des deux discours où il a si excellemment traité cette question : Qu'est-ce qu'une Constitution ? quelle en est l'essence, l'idée, la notion ?

Recevez, cher citoyen Argyriadès, mes cordiales amitiés et salutations.

Ed. VAILLANT.

Paris, 30 août 1895.

Qu'est-ce qu'une Constitution ? ⁽¹⁾

Messieurs,

On m'a demandé de faire devant cette honorable assemblée une conférence, et j'ai choisi un sujet qui se recommande de lui-même parce qu'il vient en son temps. Je vous dirai ce qu'est une Constitution et ce qui en constitue le caractère essentiel, quelle en est l'essence.

Je ferai tout d'abord la remarque que ma conférence sera toute scientifique. Néanmoins, ou plus exactement à cause de cela, il n'est personne d'entre vous qui, du commencement à la fin, ne puisse me suivre et me comprendre.

Car la *véritable science*, Messieurs, — il est bon de s'en souvenir, — ne consiste pas en autre chose que dans cette *clarté de la pensée* qui, sans qu'il soit besoin d'aucune hypothèse, déduit pas à pas tout d'elle-même, et avec la force irrésistible de l'intelligence s'empare de l'esprit de tout auditeur, pourvu qu'il soit attentif.

Cette clarté de la pensée ne demande donc aux auditeurs aucune hypothèse. Tout au contraire, puisqu'elle consiste en cette absence d'hypothèse de la pensée déduisant tout d'elle-même, elle n'admet pas d'hypothèse. Elle ne demande aux auditeurs qu'une chose : de venir sans hypothèses, sans suppositions d'aucune sorte, de se débarrasser de tout préjugé tenace, et quels qu'aient été antérieurement leurs pensées et leurs dires, d'interroger à nouveau le sujet en question, comme s'ils n'en savaient rien de déterminé. Ils doivent, au moins pour le temps que durera leur étude, effacer de leur esprit tout ce que jusqu'ici, à ce propos, ils avaient accepté.

Je commence donc mon discours par cette question : Qu'est-ce qu'une Constitution ? En quoi consiste l'essence d'une Constitution ?

Chacun parle aujourd'hui de Constitution, et du matin au soir. Dans les journaux, les cercles, cafés, débits et auberges, il est sans cesse parlé de Constitution.

Et cependant, quand je pose nettement cette question : quelle est l'essence d'une Constitution, quelle notion en avez-vous, j'ai bien peur que de tous ces parleurs il ne s'en trouve guère qui puissent donner une réponse satisfaisante.

Plus d'un, à cette demande, sera tenté de consulter la collection des lois de la Prusse et d'y chercher, à l'année 1850, la Constitution prussienne.

Mais ils verront aussitôt qu'ils n'y trouvent pas de réponse à ma question. Car il n'y a là que le contenu particulier d'une Constitution déterminée, de la Constitution prussienne, et rien n'y répond à ma question : quelle est l'essence, la notion d'une Constitution ?

Si je pose cette question à un juriste, il me répondra à peu près ainsi : « Une Constitution est un pacte juré entre un roi et un peuple, pacte qui établit, pour un pays, les principes fondamentaux de sa Législation et de son Gouverne-

(1) Ce discours de Lassalle ferait une bonne brochure pour la Ligue de la Revision par le Peuple. Nous le recommandons à la commission administrative.
P. A.

ment. » Ou s'il envisage les Constitutions républicaines, il dira, d'une manière plus générale encore : « Une Constitution est, pour un pays, la loi fondamentale qui établit l'organisation du droit public de la nation. »

Mais cette définition juridique, et toutes les définitions formelles semblables, sont loin d'être une réponse réelle à ma question. Toutes ces réponses, en effet, ne sont qu'une indication superficielle de la façon dont une Constitution arrive à l'existence et de ce qu'elle fait ; mais elles ne nous disent pas ce qu'est une Constitution. Elles nous donnent un critérium et des signes de reconnaissance extérieurs et juridiques d'une Constitution ; mais elles ne nous disent en rien la notion, l'essence d'une Constitution. Par cela même, elles nous laissent en pleine incertitude et obscurité au sujet de la bonté ou de la malignité, de la possibilité ou de l'impossibilité, de la durée ou de la rapidité d'une Constitution donnée. Toutes ces conséquences, en effet, dépendent de la notion d'une Constitution. Il faut d'abord connaître l'essence d'une Constitution, pour savoir si telle Constitution déterminée y correspond et dans quel rapport. Ces définitions extérieures et juridiques, qui s'appliquent indifféremment à tous ces papiers signés par la Nation, ou par la Nation et son roi, et qu'on nomme des Constitutions, si divers qu'on soit le texte, laissent tout cela dans une profonde obscurité. C'est la notion de la Constitution, — vous en serez bientôt convaincus, — qui est la source de tout art constitutionnel, de toute sagesse constitutionnelle qui naissent de cette notion et s'en développent en s'en jouant.

Je renouvelle donc ma question : Qu'est-ce qu'une Constitution ; quelle est l'essence, la notion d'une Constitution ?

Comme nous ne le savons pas encore, nous devons, Messieurs, le chercher et trouver ensemble. Nous employerons une méthode toujours utile quand il s'agit d'arriver à une claire notion d'une chose. Cette méthode est simple ; elle consiste à comparer la chose dont on cherche la notion, avec une autre, de même nature, puis à se rendre un compte net et clair de leur différence.

Employant cette méthode, je demande : comment se distinguent l'une de l'autre, la Constitution et la loi ?

Constitution et loi ont évidemment même essence. Une Constitution doit avoir force légale ; elle doit donc, ainsi, être une loi. Mais elle ne doit pas seulement être une loi ; elle doit être plus qu'une loi. Il y a une différence. Cent exemples sont là pour démontrer cette différence. Pour montrer qu'une Constitution, n'est pas une simple loi, est plus qu'une loi.

Vous ne vous étonnez pas, ni ne vous impatientez de l'apparition de nouvelles lois. Vous savez qu'il est nécessaire que tous les ans, en plus ou moins grand nombre, de nouvelles lois soient promulguées. Cependant, la promulgation de toute nouvelle loi, ne peut avoir lieu, sans une altération des rapports légaux actuels. Si, en effet, la nouvelle loi, n'apportait aucun changement à l'état légal jusqu'alors existant, elle serait superflue et ne serait pas promulguée. Aussi ne prenez-vous pas en mauvaise part le changement des lois ; vous le considérez comme la tâche régulière, entre toutes, des corps de l'Etat. Mais si on porte la main sur la Constitution, aussitôt vous vous sentez atteints et vous vous écriez : « On touche à la Constitution ! » D'où vient cette différence ? Cette différence est indéniablement marquée dans ces clauses de maintes Constitutions : que la Constitution ne peut être en rien modifiée ; ou qu'elle ne peut l'être que par le vote, non de la majorité simple, mais des deux tiers des membres des Corps législatifs ; ou que le Corps législatif ne peut, même avec le concours des autres pouvoirs de l'Etat, modifier la Constitution, mais qu'il faut à cet effet l'élection, par le pays, d'une Chambre nouvelle ayant pour mandat de délibérer sur les modifications constitutionnelles.

Tous ces faits montrent que, pour le sentiment général des peuples, une Constitution doit être quelque chose de plus sacré, de plus solide, de plus immuable qu'une loi ordinaire.

Je renouvelle donc ma question : En quoi une Constitution se différencie-t-elle d'une loi ordinaire ?

A cette question on répond d'habitude : Une Constitution n'est pas simplement une loi comme une autre, elle est la loi fondamentale du pays. Et il est bien possible, Messieurs, que la vérité se trouve, obscurément cachée, dans cette réponse. Mais nous n'en sommes guère plus éclairés, car la question réapparaît maintenant ainsi : Comment une loi se différencie-t-elle d'une loi fondamentale ? Nous restons sur place. Nous avons seulement acquis un nouveau nom, loi fondamentale, qui, il est vrai, ne nous sert à rien, tant que nous ne savons pas quelle est la différence entre une loi fondamentale et une autre loi.

Serrons donc la question de plus près et recherchons ce qu'il faut entendre par ce nom : « loi fondamentale, » ou, en d'autres termes, comment doivent se différencier une loi fondamentale et une autre loi, pour que ce nom de loi fondamentale soit justifié.

Une loi fondamentale devrait donc :

1^o Être une loi plus profondément établie qu'une autre loi, ainsi qu'il ressort de son nom : loi fondamentale ; elle devrait aussi :

2^o Pour être une loi fondamentale, former le fondement, la base des autres lois, c'est-à-dire que si elle en doit vraiment former le fondement, elle doit porter ses effets dans les autres lois ordinaires. La loi fondamentale doit donc exercer, étendre son action par les autres lois ordinaires.

3^o Mais une chose qui a un fondement, une cause, ne peut indifféremment être d'une façon ou de l'autre ; elle doit être comme elle est ; elle ne peut être autrement. Il n'y a que ce qui n'est pas fondé, pas déterminé, il n'y a que l'accidentel qui puisse être comme il est et aussi autrement. Mais ce qui a un fondement, une cause, est nécessairement comme il est. Les planètes, par exemple, ont un certain mouvement. Ce mouvement a un fondement, une cause qui le détermine ou bien il n'en a pas. S'il n'en avait pas, ce mouvement serait accidentel, et à chaque instant pourrait se modifier. Mais s'il a une cause, et si, comme le disent les physiciens, cette cause est la force d'attraction du soleil, il est par cela même établi que le mouvement des planètes est déterminé et réglé par cette cause qui est la force attractive du soleil, de telle sorte qu'il ne peut être autrement qu'il est. Dans l'idée de fondement, de cause, est ainsi contenue la pensée d'une nécessité active, d'une force agissante qui, de ce qui est fondé, causé par elle, fait nécessairement ce qu'il est.

Si donc la Constitution forme la loi fondamentale d'un pays, — et ici, Messieurs, nous vient la première lumière, — cette Constitution serait un quelque chose à mieux déterminer, ou, comme nous venons de le voir et pour le moment, une force active qui, de toutes les lois promulguées et de toutes les mesures légales prises en ce pays, fait nécessairement ce qu'elles sont, et de telle sorte qu'il n'y pourrait être promulgué d'autres lois que celles-ci.

Y a-t-il donc quelque chose en un pays, Messieurs, — et à cette question la pleine lumière nous arrive peu à peu, — y a-t-il une force active et déterminante, qui agisse de telle sorte sur les lois promulguées en ce pays, que, dans une certaine mesure, elles soient nécessairement ce qu'elles sont et ne puissent être autrement ?

Certes, Messieurs, ce quelque chose existe et ce quelque chose n'est rien autre que les rapports effectifs des forces ou puissances dans une Société donnée.

Ce sont ces rapports réels de forces qui, dans chaque Société, forment cette force active et agissante qui détermine toutes les lois et mesures légales de cette Société, de telle façon essentielle qu'elles ne puissent, en rien, être autrement qu'elles ne sont.

Je me hâte de me rendre, par un exemple sensible, plus intelligible. Cet exemple n'est pas, il est vrai, possible sous la forme que je lui donne ; mais sans parler de sa possibilité sous une autre forme, qui apparaîtra peut-être plus tard, il importe peu que cet exemple se réalise ; ce qui importe, c'est ce qu'il nous apprend de la nature des choses, qui se dévoilerait, s'il se réalisait.

Vous savez, Messieurs, qu'en Prusse, cela seul a force légale, qui est publié

dans le recueil, dans le *Bulletin des lois*. Le *Bulletin des lois* est imprimé par l'imprimeur de la Cour, Decker. Les textes originaux des lois sont conservés dans certaines archives de l'Etat, et c'est dans d'autres archives, dans des bibliothèques et magasins, que sont gardés les recueils imprimés.

Supposons, maintenant, le cas d'un grand incendie, comme celui de Hambourg, détruisant ces archives, bibliothèques et magasins, ainsi que l'imprimerie de la Cour, et supposons, en outre que par un remarquable concours de circonstances, dans toutes les autres villes de la monarchie il en soit de même, et de même aussi pour toutes les bibliothèques privées où se trouverait le *Bulletin des lois*, de telle sorte que dans toute la Prusse il n'y eut plus une seule loi sous forme authentique.

Le pays aurait donc, par ce malheur, perdu toutes ses lois, et il ne lui resterait plus qu'à s'en faire de nouvelles.

Croyez-vous, vraiment, Messieurs, qu'on pourrait en ce cas, à volonté, se mettre à l'œuvre, et suivant son plaisir et sa convenance faire de nouvelles lois ? Nous allons voir.

Je suppose donc le cas où vous diriez : les lois ont péri, nous allons maintenant faire de nouvelles lois où nous ne voulons plus donner à la royauté la place qu'elle a jusqu'ici occupée, ou même : nous ne voulons plus lui donner aucune place.

Alors le roi dirait simplement : les lois ont bien pu périr, mais, en fait, l'armée m'obéit, marche sur mon ordre ; c'est, en fait, sur mon ordre que les commandants font sortir les canons des arsenaux et des casernes, et font avancer l'artillerie dans la rue : appuyé sur cette puissance de fait, sur cette force réelle, je ne tolère pas que vous me fassiez une autre place que celle que je veux.

Vous le voyez, Messieurs, un roi à qui armée et canons obéissent, c'est un morceau de Constitution !

Où bien je suppose ce cas ; vous dites : nous sommes 18 millions de Prussiens. Parmi ces 18 millions, il n'y a qu'un nombre infime de nobles, grands propriétaires fonciers. Nous ne voyons pas pourquoi ce nombre infime de grands propriétaires fonciers aurait une influence pareille à celle des 18 millions de Prussiens, tous ensemble, pourquoi ils formeraient une Chambre de seigneurs qui balance et rejette, quand elles ont quelque valeur, les décisions de la Chambre des députés élue par toute la Nation. Je suppose le cas où vous parleriez ainsi et diriez : nous sommes tous « seigneurs » et maîtres et ne voulons pas de Chambre particulière de seigneurs et maîtres.

Les nobles, grands propriétaires fonciers, ne pourraient alors, à la vérité, Messieurs, faire marcher contre vous leurs paysans ! Tout au contraire, ils auraient sans doute assez à faire d'échapper d'abord à ces paysans !

Mais les nobles, grands propriétaires fonciers, ont toujours eu une grande influence à la Cour et près du roi, et par cette influence, ils peuvent mettre armée et canons en mouvement, aussi bien que si ces instruments de puissance étaient directement à leur disposition.

Vous voyez donc, Messieurs, qu'une noblesse qui a de l'influence à la Cour et sur le roi, est aussi un morceau de Constitution.

Je suppose le cas contraire. Le roi et la noblesse s'unissent pour ramener la Constitution corporative du Moyen-âge, et non pas seulement pour les petits métiers comme cela a été tenté il y a quelques années, mais à l'effet de revenir au mode de production du Moyen-âge pour toute la production sociale, pour la grande fabrication industrielle et pour la production par la machine. Vous savez, Messieurs, que la production capitaliste est impossible avec le système corporatif du Moyen-âge, et que la grande fabrication industrielle, la production avec la machine ne peut exister avec le système corporatif du Moyen-âge. Car, dans ce système corporatif, il y avait partout des limitations légales des diverses branches du travail, même les plus rapprochées, et personne ne pou-

vait, à la fois, pratiquer deux métiers. Le crépisseur d'un mur n'en pouvait boucher les trous, les cloutiers et les serruriers étaient en procès incessants sur les limites de leurs deux métiers, et un imprimeur d'étoffe de coton ne pourrait employer des teinturiers. De même, sous le régime corporatif, la production de l'ouvrier de métier était légalement réglée, et pour cela, en chaque lieu, le maître de chaque branche de métier ne pouvait employer qu'un nombre égal, et légalement déterminé, de forces de travail.

Vous voyez que déjà, par ces deux causes, la grande production, la production par la machine et par un système de machines, ne pourrait durer un seul jour avec la Constitution corporative. Cette grande production exige en effet : 1° Comme l'air pour la vie, la réunion des branches de travail les plus variées dans les mains du grand capital ; 2° la production en masse et la libre concurrence, c'est-à-dire l'emploi illimité, et à volonté, des forces de travail.

Si maintenant, cependant, on voulait ramener la Constitution corporative, qu'arriverait-il ?

MM. Borsig, Egels, etc., les grands fabricants de coton, de soie, etc., ferme-raient leurs fabriques et congédieraient leurs ouvriers ; tous, jusqu'aux direc-teurs de chemins de fer, feraient de même ; le commerce et l'industrie s'arrê-teraient ; un grand nombre de petits industriels et façonniers, ou forcés ou volontairement, congédieraient leurs ouvriers, leurs compagnons ; et cette énorme masse populaire, jetée dans la rue, réclamant du travail et du pain, serait excitée par la grande bourgeoisie, aidée de son influence et de son argent ; et il se livrerait une bataille dans laquelle la victoire ne pourrait rester à l'armée.

Vous voyez donc, Messieurs, que MM. Borsig et Egels, et en général les grands industriels, sont un morceau de Constitution.

Je suppose aussi le cas où, le Gouvernement voudrait prendre une mesure qui compromettrait sérieusement les intérêts des grands banquiers. Si le Gouver-nement, par exemple, avait l'intention de dire : la Banque ne doit plus, comme maintenant, servir au banquier et au capitaliste qui, sans cela déjà, dispose de tout le crédit et de tout l'argent, et dont la signature seule trouve escompte à la Banque pour leur garder le crédit et le leur donner à meilleur marché ; mais elle doit avoir pour objet de rendre le crédit accessible à l'homme de la classe moyenne et au pauvre ; et l'on donnerait alors à la Ban-que une organisation qui put mener à ce résultat. Croyez-vous, Messieurs, que cela irait de soi ?

Non, Messieurs. Certes cela ne soulèverait pas de révolte, mais le Gouverne-ment actuel ne pourrait le faire.

De temps en temps, en effet, Messieurs, le Gouvernement arrive à avoir besoin d'une telle quantité d'argent, d'une telle masse de fonds, qu'il n'ose les demander à l'impôt. En ce cas, il recourt à l'expédient de manger l'argent de l'avenir, d'emprunter et d'émettre en échange du papier d'Etat. Pour cela, il a besoin des banquiers. Il est vrai qu'à la longue, la plus grande partie de ces papiers d'Etat passent entre les mains de la classe possédante de la Nation et des petits rentiers. Mais, pour cela, il faut du temps, souvent beaucoup de temps. Le Gouvernement, lui, a besoin de l'argent de suite et sur la table, ou à de courts termes, et, à cet effet, il lui faut des intermédiaires qui, d'abord, lui donnent tout l'argent, puis se chargent de placer ultérieurement les papiers d'Etat qu'ils ont reçus en échange au grand public, y compris les gains du cours artificiellement produits à la Bourse. Les intermédiaires sont les grands banquiers, et à cause de cela, aujourd'hui, le Gouvernement ne peut se brouiller avec eux.

Vous le voyez donc, Messieurs, les banquiers Meudelssohn, Schicklor, et, d'une manière générale, la Bourse, sont un morceau de Constitution.

Je suppose maintenant que le Gouvernement veuille promulguer une loi pénale qui, comme il y en a en Chine, en cas de vol punisse le père de celui qui l'a commis. Cela, non plus, n'irait pas tout seul, car la culture générale, la

conscience publique s'insurgeraient. Tous les employés de l'Etat, tous les conseillers du prince lèveraient les bras au ciel ; il n'y a pas jusqu'aux membres de la Chambre des seigneurs qui ne protestassent ; et ainsi vous voyez, Messieurs, que, dans certaines limites, la conscience publique et la culture générale sont également un morceau de Constitution.

Je suppose ce cas. Le Gouvernement se décide à satisfaire la noblesse, les banquiers, les grands industriels et les grands capitalistes, mais il veut enlever au petit bourgeois et au travailleur leur liberté politique. Cela se pourrait-il, Messieurs ? Eh ! certainement, cela se peut faire pour un temps, on l'a déjà vu et nous aurons plus tard occasion de nous en occuper.

Mais je présente pour l'instant ce cas ainsi : on veut enlever au petit bourgeois et au travailleur non seulement leur liberté politique, mais aussi leur liberté personnelle, leur franchise, les rendre serfs comme dans les temps lointains du Moyen-âge en beaucoup de pays. Cela se pourrait-il, Messieurs ? Non, et quand même le roi, la noblesse et toute la grande bourgeoisie s'uniraient pour cela. Car alors vous diriez : plutôt que de le souffrir, nous préférons nous faire tuer. Sans que Borsig et Egels aient besoin de fermer leurs fabriques, les travailleurs descendraient dans la rue, aidés de toute la petite bourgeoisie, et comme ces forces unies présenteraient une résistance qu'il ne serait guère facile de vaincre, vous reconnaissez ainsi, Messieurs, que, dans certains cas extrêmes, vous êtes aussi un morceau de Constitution.

Nous avons ainsi vu, Messieurs, ce qu'est la Constitution d'un pays ; nous avons vu que c'est : le rapport réel, effectif, en ce pays, des forces sociales, des puissances en présence.

En quelle relation est ce résultat, avec ce qu'on a coutume de nommer une Constitution, avec la Constitution légale ? Vous voyez vous-mêmes, Messieurs, ce qu'il en est,

On écrit sur une feuille de papier ces rapports effectifs des forces, on leur donne une expression écrite ; et une fois ainsi fixés par écrit, ils ne sont plus seulement des rapports effectifs de forces sociales, ils sont devenus le droit, ils sont devenus des dispositions légales, et qui ne les observe pas est puni.

On n'écrit pas là : M. Borsig est un morceau de Constitution, M. Mendelssohn est un morceau de Constitution, on exprime cela d'une façon plus adroite.

Veut-on par exemple établir que les quelques grands industriels et grands capitalistes de la monarchie doivent avoir autant et plus de puissance que tous les bourgeois, ouvriers et paysans ensemble, on se gardera bien de l'écrire sous cette forme ouverte et brutale. Mais on promulgue une loi, comme, par exemple, la loi électorale des trois classes, octroyée en l'an 1849, par laquelle on divise le pays en trois classes d'électeurs, suivant le taux de leurs impôts, qui répond à leur fortune.

D'après les listes officielles dressées en 1849 par le Gouvernement, après la promulgation de cette loi électorale, il y avait alors dans toute la Prusse

3.253.600 électeurs

qui se répartissaient ainsi dans les trois classes :

Dans la première classe et pour toute la Prusse, il y avait	453.808	électeurs.
Dans la deuxième — — — — —	409.943	—
Dans la troisième — — — — —	2.691.950	—

Je vous rappelle, Messieurs, que ces chiffres sont officiels.

Nous voyons par là que 453.808 individus très riches ont, en Prusse, autant de puissance politique que 2.691.950 bourgeois, paysans et ouvriers, et que ces 453.808 très riches individus, unis aux 409.943 individus, moyennement riches, qui forment la deuxième classe d'électeurs, ont une puissance politique double de celle de tout le reste de la Nation, et que même si l'on n'ajoute aux 453.808 individus très riches que la moitié des 409.943 électeurs de la seconde

classe, ils ont ainsi encore une puissance politique supérieure à la puissance politique de l'autre moitié de ces individus moyennement riches de la deuxième classe électorale combinée avec celle des 2.691.950 électeurs de la troisième classe.

Cela vous montre, Messieurs, que, de cette façon, on obtient exactement le même résultat que si, avec des expressions grossières, on écrivait dans la Constitution : Un riche doit avoir dix-sept fois plus de puissance politique qu'un autre citoyen, ou autant que dix-sept autres citoyens.

Avant la promulgation de cette loi électorale des trois classes, le suffrage universel avait été établi légalement par la loi du 8 avril 1848. Chaque citoyen, riche ou pauvre, avait le même droit électoral, et ainsi la même puissance politique pour la détermination de la volonté et de la direction de l'Etat. Vous voyez, Messieurs, que par ce fait se justifie ce que je vous disais auparavant : qu'il n'est malheureusement que trop facile de vous enlever, à vous petits bourgeois et ouvriers, votre liberté politique, si l'on ne vient pas en même temps vous arracher immédiatement et radicalement vos corps et biens et propriété personnels. Vous vous êtes, en effet, à cette époque, laissé prendre, avec peu de peine, votre droit électoral ; et jusqu'ici rien ne m'est connu d'aucune agitation pour le reprendre.

Si l'on voulait, en outre, affirmer dans la Constitution : qu'un petit nombre de nobles propriétaires fonciers doivent, à eux seuls, posséder autant de puissance que riches, gens à l'aise et pauvres, que tous les électeurs des trois classes, que la Nation toute entière, on se gardera de le dire avec des paroles aussi maladroites, — car, remarquez-le, Messieurs, une fois pour toutes, tout ce qui est clair est maladroit et grossier, — mais on écrit dans la Constitution que, en dehors de quelques dispositions additionnelles sans importance, on forme, avec les représentants de la propriété foncière ancienne et consolidée, une Chambre des seigneurs dont l'approbation est nécessaire aux décisions de la Chambre des députés qui représente toute la Nation ; et ainsi est donné, à une poignée d'antiques propriétaires fonciers, une puissance politique qui annule la volonté, même unanime, de la Nation et de toutes ses classes.

Vent-on, de plus, que le roi, à lui seul, ait autant et encore beaucoup plus de puissance politique que les trois classes d'électeurs, que toute la Nation et que les nobles propriétaires fonciers tous ensemble ? on y arrive ainsi :

On inscrit dans la constitution, à l'article 47 : « Le roi nomme à tous les grades dans l'armée, » et à l'article 108 : « L'armée ne prête pas serment à la Constitution. » Et on appuie cet article de cette théorie qui y trouve, en effet, son principe : que le roi est, relativement à l'armée, dans une toute autre situation qu'envers toute autre institution de l'Etat ; qu'en ce qui concerne l'armée il n'est pas seulement roi, mais encore quelque chose de tout autre, de particulier, de mystérieux et inconnu, pour lequel on a trouvé le mot de « chef de guerre, » de « chef de l'armée », et qu'ainsi, et par suite, la Chambre des députés ou la Nation n'a pas à s'inquiéter de l'armée, à s'occuper de ses affaires et de son organisation, mais simplement à voter l'argent qu'il lui faut. Et nous devons avouer, Messieurs, — la vérité avant tout, — que cette théorie trouve, sans aucun doute, un certain fondement dans l'article 108 de la Constitution. Car si la Constitution détermine que l'armée, à la différence de tous les serviteurs de l'Etat et du roi lui-même, ne doit pas prêter serment à la Constitution, il est par là vraiment déclaré, en principe, que l'armée doit être en dehors de la Constitution, n'avoir rien à faire avec elle, qu'elle doit avoir seulement et exclusivement rapport avec la personne du roi et non avec le pays.

Aussitôt que cela est obtenu : que le roi nomme à tous les grades de l'armée et que l'armée prenne à son égard cette situation particulière, aussitôt que ce but est atteint, le roi possède alors, à lui tout seul, non seulement autant, mais dix fois plus de puissance politique que le pays entier dans son ensemble, et

même dans le cas où, la puissance du pays serait dix, vingt et jusqu'à cinquante fois aussi grande que celle de l'armée. La raison de cette contradiction apparente est très simple.

L'instrument politique de puissance du roi, l'armée, est *organisée*, est toujours en état de cohésion, est parfaitement disciplinée, et à chaque instant prête à marcher ; au contraire, Messieurs, quoiqu'elle soit en réalité infiniment plus grande, la puissance, dormant dans la Nation, n'est pas organisée ; la volonté de la Nation, et particulièrement le degré de décision que cette volonté a ou n'a pas atteint, n'est pas toujours facile à reconnaître pour ses membres, dont aucun ne sait, ainsi exactement, combien de compagnons il trouverait à ses côtés. En outre, la nation n'a pas à sa disposition ces instruments d'une force organisée, ces si importantes bases fondamentales d'une Constitution, dont nous avons déjà parlé : *les canons*. Il est vrai qu'ils sont payés avec l'argent des citoyens ; il est vrai que c'est seulement grâce aux sciences physiques, techniques, etc., que développe la société civile, qu'ils sont fabriqués et perfectionnés. Le fait seul de leur existence est, par lui-même, déjà une preuve de la grandeur des progrès de la puissance de la société civile, de l'avancement des sciences, des arts techniques et des branches de tout ordre de la fabrication et du travail. Mais il y a ici application du vers de Virgile :

Sic vos non vobis!

Tu l'as produit, mais ce n'est pas pour toi ! Comme les canons ne sont jamais fabriqués que pour la puissance organisée, le pays sait bien que dans un conflit il verrait tournés contre lui ces enfants, ces produits de sa puissance. Ce sont ces raisons qui font que la force, qui est la plus faible, mais qui est organisée, l'emportera souvent, pendant longtemps, sur une force même beaucoup plus grande, mais qui n'est pas organisée, jusqu'au moment où, en présence d'une direction et administration des affaires publiques, toujours contraire à la volonté et aux intérêts de la Nation, celle-ci se décide à opposer à la force organisée du pouvoir sa force supérieure, mais inorganisée.

Nous avons vu jusqu'ici, Messieurs, la relation des deux Constitutions d'un pays, la vraie Constitution, les rapports réels de forces et qui existent de fait dans une société, et la Constitution écrite que, pour la mieux distinguer de la première, nous pourrions nommer : la feuille de papier.

Comme il vous apparaît de soi, immédiatement et évidemment, tout pays, à toute époque, a eu une Constitution effective, une Constitution réelle, et il n'y a rien de plus faux et conduisant à des conclusions plus erronées que l'opinion générale et dominante, que c'est un caractère des temps modernes d'avoir des Constitutions. Bien plus, de même que chaque corps a nécessairement une Constitution quelconque, bonne ou mauvaise, conditionnée d'une façon ou de l'autre, de même et aussi nécessairement chaque pays a une Constitution réelle. Car en chaque pays il faut bien qu'il y ait, de quelque façon que ce soit, des rapports de fait entre ses forces, ses puissances.

Quand, en France, sous l'absolutisme de la monarchie légitime, longtemps avant la Révolution, Louis XVI, par le décret du 3 février 1776, supprima les corvées pour la construction des routes, qui obligeaient les paysans à la construction, sans rémunération, des chemins et routes, et les remplaça, pour couvrir les frais de ces travaux, par un impôt qui devait frapper les domaines des nobles, le Parlement s'y opposa et s'écria : « Le Peuple de France est taillable et corvéable à volonté, c'est une partie de la Constitution que le roi ne peut changer. »

Vous le voyez, Messieurs, on parlait alors, aussi bien qu'aujourd'hui, d'une Constitution, et même d'une Constitution telle, que le roi ne pouvait la changer. Ce que l'on faisait ici valoir, comme Constitution : que le bas peuple pouvait être chargé, à bon plaisir et volonté, d'impôts et de corvées, cela ne se trouvait certes pas dans un document particulier où auraient été mis en recueil tous les droits du pays et tous les plus importants principes du Gouvernement,

mais c'était, avant tout, la simple expression des rapports de fait des forces politiques et sociales dans la France du Moyen-âge. Le bas peuple avait été, au Moyen-âge, si dépourvu de puissance, qu'il pouvait, tout à volonté, être chargé d'impôts et de corvées; et se conformant à ce rapport réel des forces, on avait toujours continué ainsi; et le peuple était toujours chargé de même. Cette continuité de fait, a fourni ce qu'on appelle « les précédents » qui, au Moyen-âge et encore aujourd'hui en Angleterre, jouent un si grand rôle dans les questions constitutionnelles. Et à propos de ces charges de fait, il arriva souvent, et il n'en pouvait être autrement, que ce fait était déclaré : que le Peuple pouvait être ainsi chargé. Cette déclaration a donné le principe de droit public, auquel on recourait en cas pareil. Souvent une circonstance quelconque, provenant des rapports de fait des forces sociales, était particulièrement exprimée, reconnue sur parchemin. C'étaient : les franchises, les libertés, les droits, les statuts d'une classe, d'un métier, d'un lieu, etc.

Tous ces faits, précédents, principes de droit public, parchemins, franchises, statuts, privilèges, formaient, par leur ensemble, la Constitution du pays, et tous ensemble ne formaient rien autre chose que la simple et naturelle expression des rapports réels des forces en ce pays.

Ainsi, chaque pays, et à chaque moment, a eu une Constitution effective, une Constitution. Ce qui est donc vraiment particulier aux temps modernes, — il est très important de le remarquer toujours nettement, — ce ne sont pas les Constitutions effectives, mais la Constitution écrite, la feuille de papier.

Dans les temps modernes nous voyons ainsi, dans la plupart des Etats, se manifester l'effort pour se donner une Constitution écrite qui, alors, comprend et doit fixer dans un document, sur une feuille de papier, toutes les institutions et tous les principes de gouvernement du pays.

D'où vient cette aspiration particulière aux temps modernes ?

Ceci est de nouveau une très importante question; et de sa réponse dépend comment on a à se conduire dans l'œuvre de fabrication constitutionnelle, ce qu'on doit penser des Constitutions déjà faites et comment on doit se comporter avec elles; en un mot, de cette réponse seule dépend tout art constitutionnel et toute sagesse constitutionnelle.

Je demande donc : d'où vient l'effort particulier aux temps modernes, pour l'établissement de Constitutions écrites ?

Eh bien ! Messieurs, d'où cela peut-il venir ?

Apparemment de cela seulement, que dans les pays en question, il s'est produit un changement dans les rapports réels existants des forces en présence. S'il ne s'était produit aucun changement de cet ordre, dans les rapports réels des forces d'une société établie, si ces rapports de forces étaient toujours les anciens rapports, il ne serait ni imaginable, ni possible, que cette société sentit le besoin d'une nouvelle Constitution. Elle garderait l'ancienne, et tout au plus rassemblerait, en un seul document, ses fragments dispersés.

Comment arrive ce changement des rapports réels des forces, d'une société ?

Vous reportant par la pensée au Moyen-âge, considérez un Etat peu peuplé, comme presque tous les Etats à cette époque, sous la domination d'un prince, et avec une noblesse possédant la plus grande partie du sol. Par suite de la faible densité de la population, il n'en est qu'une très petite partie qui puisse être employée à l'industrie et au commerce, et de beaucoup la plus grande partie est requise pour la culture de la terre et la production agricole nécessaire. Comme la terre est presque entièrement aux mains de la noblesse, c'est à divers degrés, et dans des rapports variés comme vassaux, paysans, serfs, etc., de cette noblesse que la population trouve emploi et occupation; mais tous ces rapports se résument en un seul : faire cette population dépendante de la noblesse, l'obliger à son service, la contraindre à combattre pour ses querelles. Avec le surplus de production agricole qu'il retire de ses terres, le noble entretient encore, dans ses châteaux, des cavaliers, des écuyers, des hommes d'armes de toute sorte.

Le prince de son côté, en face de cette puissance de la noblesse, n'a guère d'autre puissance de fait que l'assistance de ceux des nobles qui ont le bon vouloir, — car il peut difficilement les y forcer, — de se rendre à son appel militaire, et aussi l'insignifiant secours de rares villes très peu peuplées.

Comment, Messieurs, pourra bien être faite la Constitution d'un tel Etat ?

Elle résulte nécessairement de ces mêmes rapports réels de forces que nous venons de considérer dans ce pays.

Ce sera une Constitution d'états, où la noblesse sera le premier état ou ordre et à tous égards l'état gouvernant. Sans son acception, le prince ne pourra pas percevoir un sou d'impôts ; il n'aura, relativement aux nobles, pas d'autre position que celle du premier parmi ses égaux.

Telle était, Messieurs, la Constitution de la Prusse et de la plupart des autres Etats au Moyen-âge.

Supposez maintenant que la population augmente toujours davantage, que l'industrie et les métiers prospèrent, donnant ainsi les moyens de subsistance nécessaires à un nouvel accroissement de la population qui commence à remplir les villes. Le capital et la richesse monétaire commencent à se développer entre les mains de la bourgeoisie et des corporations urbaines. Que va-t-il arriver ?

L'accroissement de la population urbaine, qui ne dépend pas de la noblesse et dont les intérêts sont bien plutôt opposés à ceux de la noblesse, est d'abord favorable au prince ; elle augmente le nombre des hommes d'armes à sa disposition. Avec les subsides des bourgeois et des métiers qui ont tant à souffrir des perpétuelles querelles nobiliaires qui, dans l'intérêt du commerce et de la production désirent repos, sécurité et une justice régulière et qui, ainsi, donnent volontiers au prince l'appui de leur argent et de leurs bras, le prince peut, aussi souvent qu'il en a besoin, enrôler une armée suffisante, et de puissance bien supérieure à celle des nobles rebelles. Ces princes, dès lors, ne cesseront de limiter, toujours plus, la puissance de la noblesse et lui retireront le droit de guerre ; quand elle violera les lois du pays, ils démantèleront ses forteresses. Et quand, dans le cours des temps, par le progrès de l'industrie, la richesse et la population du pays se seront développées suffisamment pour que le prince puisse former une armée permanente, ce prince fera alors avancer ses régiments contre la Chambre des états, comme le grand Electeur ou comme Frédéric-Guillaume I^{er} s'écriant : « j'établirai ma souveraineté comme un rocher de bronze, » il supprimera l'exemption d'impôts de la noblesse et mettra une fin à son droit de consentement à la levée des taxes.

Vous voyez, Messieurs, comment ici, avec un changement des rapports réels des forces, est intervenu un changement de la Constitution ; l'absolutisme princier ou royal est né.

Le prince n'a pas, maintenant, besoin d'écrire la nouvelle Constitution ; le prince est beaucoup trop pratique pour cela. Le prince a dans les mains le réel et effectif instrument de force, l'armée permanente, qui forme la véritable Constitution de cette société, et le prince et ses serviteurs ne manqueront pas, par la suite, de le dire en nommant le pays : « Un Etat militaire. »

La noblesse qui ne peut plus, il s'en faut, lutter avec le prince, a depuis longtemps dû renoncer à entretenir une suite armée. Elle a oublié son ancienne opposition au prince, elle a oublié qu'il était son égal, elle a, en général, quitté ses châteaux pour se rendre à la résidence, y toucher des pensions et augmenter la grandeur et l'éclat du prince.

L'industrie, les métiers se développent toujours de plus en plus, et avec eux croît de plus en plus la population.

Il semble que ce progrès ne doive servir toujours qu'au prince, qui peut ainsi, sans cesse, augmenter son armée permanente, et en arrive à prendre position dans le monde.

Mais le développement de la société bourgeoise finit par devenir si énorme, si gigantesque que, même au moyen de l'armée permanente, le prince ne peut

plus prendre part, dans le même rapport qu'auparavant, à ce progrès de la puissance de la bourgeoisie.

Quelques chiffres vous rendront, Messieurs, cela sensible et clair.

En 1657, Berlin avait 20,000 habitants. A la même époque environ, à la mort du grand Electeur, l'armée était de 24 à 30,000 hommes.

En 1803, Berlin avait déjà 153,070 habitants.

En 1819, seize ans plus tard, Berlin avait 192,646 habitants.

En cette même année 1819, l'armée permanente, — et vous savez qu'alors, par la loi de septembre 1814, qu'on veut maintenant nous arracher, la landwech n'appartenait pas à l'armée permanente, — en 1819, donc, l'armée permanente comptait 137,639 hommes.

Comme vous le voyez, l'armée permanente était plus de quatre fois plus nombreuse qu'au temps du grand Electeur.

Mais le nombre des habitants de Berlin était devenu, dans le même temps, plus de neuf fois plus grand qu'alors.

Maintenant commence un développement tout autre.

En 1816. — je ne donne que des chiffres officiels, — la population de Berlin était de 389,308 habitants. près de 400,000, le double de ce qu'elle était en 1819. En vingt-sept ans, le nombre d'habitants de la ville, — qui actuellement, vous le savez, est d'environ 530,000, — s'était plus que doublé.

Au contraire, l'armée permanente, de 137,639 hommes en 1819, n'était que de 138,810 hommes en 1846. Elle était donc restée stationnaire, loin de pouvoir suivre le développement gigantesque de la société civile.

Sous l'influence d'un si gigantesque développement, la société civile commence à se sentir une puissance politique propre. Concurremment avec ce développement de la population, se produit un développement plus grand encore de la richesse sociale; de plus, se développent, et dans une aussi forte progression, les sciences et cette culture générale de la conscience publique, dont nous avons déjà dit qu'elle était aussi un morceau de Constitution. Les citoyens se disent alors : nous ne voulons pas rester plus longtemps une foule gouvernée et sans volonté; nous voulons commander, nous aussi; et le prince lui-même ne devra nous régir et diriger nos affaires que suivant notre volonté.

Bref, Messieurs, les rapports réels et de fait des forces en ce pays se sont de nouveau modifiés. Ou en d'autres termes : dans une telle société, nous avons vu le 18 mars 1848!

Vous voyez, Messieurs, qu'ainsi est réellement arrivé ce qu'au commencement de cet exposé nous vous propositions comme un exemple impossible. Nous supposions le cas où la société perdrait ses lois par un incendie. Eh bien! si ce n'est le feu, c'est le vent d'orage qui les a emportées.

« Le Peuple se leva
La tempête éclata. »

Si dans une société une Révolution est victorieuse, le droit privé demeure il est vrai, mais toutes les lois du droit public sont à terre, ou elles n'ont qu'une signification provisoire et sont à refaire.

Alors s'est donc manifestée la nécessité de faire une nouvelle Constitution écrite; et le roi convoqua lui-même l'assemblée nationale à Berlin pour établir la nouvelle Constitution écrite, comme on disait d'abord, ou pour la reconcilier avec lui, comme on dit ensuite.

Quand donc une Constitution écrite est-elle bonne et durable?

Evidemment, en ce cas et en ce cas seul où, comme il résulte de tout notre exposé, elle répond à la Constitution effective, aux rapports réels de forces tels qu'ils existent dans le pays. Dans le pays où la Constitution écrite ne correspond pas à la Constitution effective, un conflit se produit, conflit inévitable et dans lequel inévitablement, à la longue, la Constitution écrite, la simple feuille

de papier, est vaincue par les rapports réels de forces tels qu'ils existent de fait dans le pays.

Qu'est-ce donc qui, alors, aurait dû arriver ?

En bien, alors, on aurait dû, avant tout, non écrire une Constitution sur papier, mais *faire* une Constitution effective, c'est-à-dire qu'il aurait fallu modifier les rapports réels de forces alors existants dans le pays et qu'il aurait fallu les modifier en faveur des citoyens.

On venait, en effet, de voir, le 18 mars, que déjà, sans aucun doute, la force de la Nation était plus grande que celle de l'armée permanente. Après un combat long et sanglant, les troupes avaient dû se retirer.

Mais j'ai déjà, auparavant, appelé votre attention sur cette importante différence entre la force de la Nation et la force de l'armée permanente, qui a pour conséquence que, quoique en vérité plus petite, la force de l'armée permanente est cependant plus effective que la force, certes plus grande, de la Nation.

Cette différence consiste, comme vous vous en souvenez, en ce que la force de la Nation est une force inorganisée, tandis que la force de l'armée permanente est une force organisée, chaque jour prête à recommencer le combat, et par conséquent devant par là, à la longue, être plus effective et se rendre maîtresse du champ de bataille contre la force plus grande, mais inorganisée, de la Nation qui ne fait ballie qu'en de rares moments de grande excitation.

Si donc la victoire donnée par le combat, le 18 mars, ne devait pas nécessairement rester sans résultat pour le Peuple, il fallait utiliser cet instant victorieux pour transformer la force organisée de l'armée permanente, de telle sorte qu'elle ne pût plus être de nouveau employée, comme un simple instrument de force du prince, contre la Nation.

Il fallait, par exemple, réduire la durée de service du soldat à six mois, temps qui, d'une part, d'après les plus hautes autorités militaires, est entièrement suffisant pour la complète instruction militaire du soldat et qui, d'autre part, est trop court pour qu'on puisse insuffler au soldat l'esprit de caste. La brièveté de ce temps de service aurait pour conséquence un renouvellement populaire continu de l'armée qui, au lieu de rester l'armée du prince, deviendrait ainsi l'armée du peuple.

On aurait dû, de plus, établir que tous les officiers inférieurs, jusques et y compris le major, devaient non être nommés par les chefs, mais élus par les corps de troupes, de façon que les places d'officiers ne fussent pas occupées par des ennemis du Peuple, pouvant contribuer à changer l'armée en un instrument aveugle de la puissance princière.

Il fallait, de plus, que pour toutes les fautes qui n'étaient pas d'ordre purement militaire, l'armée fût placée sous la juridiction des tribunaux civils ordinaires, afin que, par là aussi, elle apprit à se considérer comme formant un même tout avec le Peuple, et non quelque chose à part, comme une caste séparée.

Il fallait, en outre, que toute l'artillerie, que les canons, qui ne doivent servir qu'à la défense du pays, et dans la mesure où il n'en est pas besoin pour les exercices militaires, fussent confiés à la garde des autorités urbaines élues par le Peuple. Avec une partie de cette artillerie, on aurait, en outre, formé des sections d'artillerie de la garde civique pour mettre les canons, eux aussi, ce si important morceau de Constitution, à la disposition de la puissance du Peuple.

De tout cela, Messieurs, au printemps, en l'été de 1848, rien ne s'est fait. Pouvez-vous donc vous étonner si, en novembre 1848, la Révolution de Mars, refoulée en arrière, est restée sans résultat ? Certes non, car c'était précisément une conséquence nécessaire de ce qu'il n'avait été rien changé aux rapports réels et de fait des forces en présence.

Les princes, Messieurs, sont bien mieux servis que vous ! Les serviteurs du prince ne sont pas de beaux parleurs, comme le sont souvent les serviteurs du

Peuple. Mais ce sont des gens pratiques, ils ont du flair et savent de quoi il retourne. M. de Manteuffel n'était certainement pas un grand orateur, mais c'était un homme pratique ! Lorsqu'en novembre 1848, il eut dispersé l'Assemblée nationale et mis les canons dans les rues, que fit-il tout d'abord ? Serait-ce, par hasard, la rédaction d'une Constitution réactionnaire ? Oh, par Dieu ! non, il se donnait du temps pour cela ! Il vous a même donné, en décembre 1848, une Constitution écrite assez libérale. Par quoi donc débuta-t-il aussitôt en novembre, quelle fut sa première mesure ? Eh bien, Messieurs, vous vous en souvenez vraiment, *il commença par désarmer les citoyens*, par leur enlever leurs armes. Vous le voyez, Messieurs, *désarmer le vaincu*, c'est la chose capitale pour le vainqueur, s'il ne veut pas que le combat se renouvelle à chaque instant.

Au commencement de notre recherche, Messieurs, nous avons procédé très lentement, pour arriver d'abord à la notion de la Constitution. Peut-être cela a-t-il même, à plus d'un, semblé trop long. Mais, en compensation, vous aurez déjà remarqué depuis longtemps que depuis que nous possédions cette notion, pas à pas se déroulaient les conséquences les plus surprenantes, et que nous comprenions les choses bien mieux, beaucoup plus clairement et tout autrement, et que même, à proprement parler, nous en sommes venus à des conséquences qui, pour la plupart, sont tout opposées aux conceptions habituelles de l'opinion publique à ce sujet.

Nous voulons rapidement considérer encore quelques-unes de ces conséquences.

Je viens de vous montrer, qu'en l'année 1848, il n'avait été pris aucune de ces mesures qui auraient été nécessaires pour changer, dans le pays, les rapports de fait des forces tels qu'ils y étaient alors, et pour faire de l'armée du prince une armée du Peuple.

Un projet dans ce sens, et faisant le premier pas dans cette voie, a bien été, en fait, proposé, c'est le projet de Stein qui avait pour objet de faire donner, par le Ministère, un ordre militaire qui obligeait tous les officiers réactionnaires à remettre leur démission.

Mais, vous vous le rappelez, Messieurs, à peine l'Assemblée nationale, à Berlin, eut-elle adopté ce projet, que toute la bourgeoisie et la moitié du pays se mirent à crier : que l'Assemblée nationale devait faire la Constitution et non pas tourmenter le Ministère et perdre le temps par des interpellations ; qu'elle ne devait pas perdre son temps à des choses qui regardaient le pouvoir exécutif ; faire la Constitution ! et ne faire que la Constitution ! s'écriait-on comme s'il y avait le feu !

Vous le voyez, Messieurs, la bourgeoisie toute entière et la moitié du pays qui criaient ainsi, ne comprenaient d'aucune façon ce que c'est qu'une Constitution !

Faire une Constitution écrite était la moindre des choses, et cela se fait quand il le faut, en trois fois vingt-quatre heures ; c'était la dernière de toutes les choses ; par elle, si elle venait prématurément, il n'était pas accompli la plus minime des choses.

Transformer effectivement dans le pays les rapports de fait des forces, entamer le pouvoir exécutif, y pénétrer de telle façon et le transformer tellement qu'il ne put plus jamais, par lui-même, s'opposer à la volonté de la Nation, — c'était cela qu'il fallait faire alors, et ce qui devait tout précéder, afin qu'une Constitution écrite put être durable.

Comme cela n'arriva pas à temps, on ne laissa même pas à l'Assemblée nationale le temps de faire une Constitution, on la chassa avec les instruments de ce pouvoir exécutif qui n'avaient pas été brisés.

Deuxième conséquence. — Supposez le cas où l'on n'aurait pas chassé l'Assemblée nationale et où cette Assemblée eut pu réussir à faire et terminer une Constitution.

Est-ce que cela aurait changé quelque chose d'essentiel au cours des choses ?

Pas du tout ! Messieurs, et la preuve en est dans les faits eux-mêmes. L'Assemblée nationale a été, il est vrai, chassée, mais le roi lui-même, le 5 décembre 1848, a proclamé une Constitution tirée des papiers laissés par l'Assemblée nationale, et qui, dans la plupart de ses dispositions, correspond entièrement à celle que nous aurions eu à attendre de l'Assemblée nationale.

Et alors, cette Constitution fut proclamée par le roi lui-même. Elle ne lui fut pas imposée, mais elle fut par lui, et dans l'attitude d'un vainqueur, librement octroyée. Alors donc, semblerait-il, cette Constitution aurait d'autant mieux pu compter sur sa vitalité.

Nullement, Messieurs ! entièrement impossible ! Si vous avez un pommier dans votre jardin et y attachez une étiquette sur laquelle vous écrivez : ceci est un figuier, est-ce que, par cela, cet arbre est devenu un figuier ! Non, et quand même toute votre maisonnée, et avec elle tous les habitants du pays s'assembleraient tout autour, et solennellement jureraient : ceci est un figuier, — l'arbre reste ce qu'il était, et l'année suivante il le prouvera, il portera des pommes et non des figues.

Il en est exactement de même, nous l'avons vu, avec la Constitution. Ce qui est écrit sur la feuille de papier est fort indifférent, quand il est en contradiction avec la situation réelle des choses, avec les rapports effectifs des forces.

Le roi, sur la feuille de papier du 5 décembre 1848, s'était engagé de lui-même à de très nombreuses concessions ; mais elles étaient toutes en contradiction avec la Constitution effective et tout particulièrement avec les instruments réels et effectifs de pouvoir que le roi, sans que rien en ait été diminué, gardait dans sa main. Avec la même nécessité que celle qui réside dans la loi de la pesanteur, la Constitution effective devait à chaque pas effacer la Constitution écrite.

C'est ainsi que malgré l'acceptation, par l'Assemblée de revision, de la Constitution du 5 décembre 1848, le roi dut entreprendre aussitôt la première modification, instituer la loi électorale octroyée des trois classes en 1849. A l'aide de la Chambre issue de cette loi électorale, durent être faites de nouvelles et essentielles modifications de la Constitution. afin que le roi pût, et seulement en 1850, lui prêter serment. Et c'est alors, après ce serment, que commencent vraiment les changements ! Aussi depuis 1850, chaque année est caractérisée par de tels changements. Il n'y a pas de drapeau qui ait traversé cent batailles qui soit plus déchiqueté et troué que notre Constitution !

Troisième conséquence. — Vous savez, Messieurs, qu'il y a, dans notre ville, un parti dont l'organe est la « Volkszeitung », un parti, dis-je, qui pourtant, avec une lieueuse angoisse, se presse autour de ce lambeau de drapeau, autour de notre Constitution trouée, un parti qui, à cause de cela, a pris le nom de « constitutionnel » et dont le cri de guerre est : « Tenons-nous-en à la Constitution. Pour l'amour de Dieu ! la Constitution, la Constitution, notre recours et salut ! au feu ! au feu ! »

Messieurs, chaque fois que, en quelque lieu ou temps que ce soit, un parti fait entendre, pour cri de guerre, ce cri d'angoisse : « se grouper autour de la Constitution, » quelle conclusion en tirerez-vous ? Je ne vous interroge pas ici, Messieurs, comme des hommes animés d'une volonté ; ce n'est pas à votre volonté que j'adresse ma question. Je vous interroge simplement comme êtres pensants. Qu'aurez-vous à conclure de ce phénomène ?

Eh bien, Messieurs, sans être prophètes, vous pourrez toujours dire, en pareil cas et avec la plus grande certitude : cette Constitution en est à la dernière extrémité, elle n'en vaut guère mieux que si elle était morte ; encore quelques années et elle n'existera plus.

Les raisons en sont simples. Quand une Constitution écrite répond aux rapports de forces qui se sont réalisés, de fait, dans le pays, jamais ce cri ne sera poussé. Devant une telle Constitution, chacun se tient à distance et se garde de l'approcher de trop près. Chacun se garde, envers une telle Constitution, de

familiarités qui pourraient mal tourner pour lui. Où la Constitution écrite répond aux rapports réels et de fait des forces, là on ne voit pas ce phénomène : un parti faisant de l'attachement à la Constitution son cri particulier de ralliement. Où ce cri est poussé, c'est un signe certain et infailible qu'il est un cri d'angoisse, ou, en d'autres termes, que dans la Constitution écrite il y a toujours encore quelque chose qui est en contradiction avec la vraie Constitution, avec les rapports réels des forces. Et où celle contradiction s'est produite, — il n'y a pas de Dieu ni de cris qui la puissent secourir, — la Constitution écrite est toujours et irrévocablement condamnée.

Elle peut être modifiée et d'une façon contraire à droite ou à gauche, mais elle ne peut demeurer. Précisément, l'appel à son maintien le prouve à l'homme qui pense clairement. Elle peut être modifiée à droite, si le Gouvernement entreprend cette modification pour mettre la Constitution écrite en accord avec les rapports de fait de la force sociale organisée. Ou bien, au contraire, c'est la force inorganisée de la société qui se met à l'œuvre et prouve à nouveau qu'elle est plus grande que la force organisée. En ce cas, la Constitution est modifiée et abrogée dans la même mesure, vers la gauche, qu'elle l'avait été auparavant vers la droite. Dans l'un comme dans l'autre cas, elle est condamnée.

Si, Messieurs, non seulement vous gardez mémoire de la conférence que j'ai eu l'honneur de faire et y réfléchissez, mais si aussi, par la pensée, vous en développez toutes les conséquences, vous arriverez à vous mettre ainsi en possession de tout art constitutionnel et de toute sagesse constitutionnelle. Les questions constitutionnelles sont premièrement non des questions de droit, mais des questions de force; la Constitution effective d'un pays n'existe que dans les rapports réels et de fait des forces en ce pays; les Constitutions écrites n'ont alors de valeur et de durée que si elles sont l'expression exacte des rapports effectifs de forces, tels qu'ils sont dans la société, — ce sont les principes que vous voudrez bien retenir. Je vous ai exposé aujourd'hui ces principes, en considérant tout particulièrement la force de l'armée, — d'abord parce que la brièveté du temps ne me permettait pas plus, et secondement parce que l'armée est le plus décisif et le plus important de tous les moyens organisés de force, de puissance. Mais vous comprenez, et cela va de soi, qu'il en est entièrement de même de la justice, de l'administration, etc.; ce sont, en effet, également les instruments organisés de puissance d'une société. Retenez ce que je vous ai dit. Messieurs, et si jamais vous reveniez en situation de vous donner vous-même une Constitution, vous saurez ce que vous avez à faire, et que quelque chose peut être fait non en emplissant d'écriture une feuille de papier, mais en modifiant les rapports réels des forces du pays.

Jusqu'à là et en attendant, vous aurez appris, Messieurs, par cette conférence, pour votre usage quotidien et sans que j'en aie dit un mot, de quel besoin sont sortis les nouveaux projets de loi militaire, et d'augmentation de l'armée qu'on vous demande. Vous aurez, de vous-mêmes, mis le doigt sur la source profonde d'où ces projets de loi sont issus.

La Monarchie, Messieurs, a des serviteurs pratiques; ce ne sont pas de beaux parleurs, mais des serviteurs pratiques comme vous en devriez désirer.

Ferdinand LASSALLE.

Traduit de l'allemand par Édouard VAILLANT.



L'AVENIR

Les choses changeraient bientôt parce que l'ouvrier réfléchissait à cette heure. Autrefois, le mineur vivait dans la mine comme une brute, comme une machine à extraire la houille, toujours sous la terre, les oreilles et les yeux bouchés aux événements du dehors. Aussi les riches qui gouvernent avaient-ils beau jeu de s'entendre, de le vendre et de l'acheter, pour lui manger la chair ; il ne s'en doutait même pas. Mais à présent, le mineur s'éveillait au fond, germait dans la terre ainsi qu'une vraie graine : et l'on verrait un matin ce qu'il pousserait au beau milieu des champs. Oui, il pousserait des hommes, une armée d'hommes, qui rétabliraient la Justice. Est-ce que tous les citoyens n'étaient pas égaux depuis la Révolution ? Puisqu'on votait ensemble, est-ce l'ouvrier, l'esclave du patron, qui le payait ? Les grandes Compagnies, avec leurs machines, écraseraient tout, et l'on n'avait même pas contre elles les garanties de l'ancien temps, lorsque les gens du même métier, réunis en corps, savaient se défendre. C'était pour cela, nom de Dieu ! et pour d'autres choses, que tout parlerait un jour grâce à l'instruction.

C'était brusquement l'horizon fermé qui éclatait, une trouée de lumière s'ouvrait dans la vie sombre de ces pauvres gens. L'éternel recommencement de la misère, le travail de brute, ce destin de bétail qui donne sa laine et qu'on égorge, tout le malheur disparaissait, comme balayé par un grand coup de soleil ; et, sous un éblouissement de féerie, la Justice descendait du ciel. Puisque le bon Dieu était mort, la Justice allait assurer le bonheur des hommes, en faisant régner l'égalité et la fraternité. Une société nouvelle poussait en un jour, ainsi que dans les songes, une ville immense, d'une splendeur de mirage, où chaque citoyen vivait de sa tâche et prenait sa part des joies communes. Le vieux moule pourri était tombé en poudre, une humanité jeune, purgée de ses crimes, ne formait plus qu'un seul peuple de travailleurs qui avait pour devise : A chacun suivant son mérite, et à chaque mérite suivant ses œuvres.

... Un débordement de sève coulait avec des voix chuchotantes, le bruit des germes s'épandait en un grand baiser. Encore, encore, de plus en plus distinctement comme s'ils se fussent rapprochés du sol, les camarades tapaient. Aux rayons enflammés de l'astre, par cette matinée de jeunesse, c'était de cette rumeur que la campagne était grosse. Des hommes poussaient une armée noire, vengeresse qui germait dans les sillons, grandissant pour les récoltes du siècle futur, et dont la germination allait bientôt faire éclater la terre.

Emile ZOLA.

LES VILLES EN L'AIR

On a tant parlé des édifices démesurés des Etats-Unis que bien des personnes seraient volontiers tentées de croire les principales rues de New-York, Chicago, Saint-Louis, bordées en totalité de maisons ayant pour le moins douze ou quinze étages. Ce serait une erreur. En réalité, à Chicago, aussi bien qu'à New-York,

on compte ces géants de l'architecture moderne, j'allais dire qu'on se les montre, s'ils ne se montraient tout seuls. Chaque jour, toutefois, on voit accroître le nombre, et certaines rues très centrales ne sauraient manquer à bref délai de se trouver encadrées entre deux files de hauts et moines cubes, percés de petits orifices rectangulaires, et dont la masse grise et sombre chassera à jamais l'air et le soleil, la rue semblant une rigole ou un ruisseau étroit niché au fond d'un ravinement. Dire que ces édifices démesurés soient laids ou déplaisants en général serait aller trop loin. En dehors de quelques-uns qui sont ridicules, comme certain édifice très étroit qui déshonore Broadway par la disproportion entre sa hauteur et sa largeur, ces hautes maisons ne sont pas déplaisantes, à condition d'être espacées et de ne point se juxtaposer. En réalité, on cesse bien vite d'y faire attention, et quand on passe au pied d'un édifice, il ne faut guère plus lever le nez pour en apercevoir la fin, s'il a vingt étages, que s'il en a six.

Ces monuments ont leur constitution spéciale : on ne les édifie pas selon les règles communes, et c'est chose amusante et instructive (même pour l'Américain, d'après la foule qui s'assemble autour des chantiers), de suivre dans telle rue de Chicago ou de New-York, les progrès d'un édifice ayant quelque ambition.

Pour commencer, il y a l'œuvre souterraine. Celle-là, il n'est pas facile de la voir : elle se passe à une profondeur équivalente à une hauteur de trois étages environ. C'est ainsi que la chose se passe à New-York du moins, car à Chicago, les coutumes sont tout autres. A New-York, on aime bien aller profond : il y a des chances pour rencontrer la roche qui affleure dans le pittoresque Central Park sous forme de saillies brusques, de monticules rugueux et de blocs puissants. Les grands trous faits, que la roche soit atteinte ou non, on y coule du béton, et les piliers de béton, comme on le peut voir par la figure 2, représentant l'*American Surety Building*, supportent un certain nombre de colonnes, tout en acier. Ces colonnes reposent sur les piliers par un socle supporté lui-même par deux ou trois grilles formées de barres de fer superposées, servant à répartir sur tout le pilier l'effort exercé par le poids que supporte la colonne. Les colonnes, dans le cas de l'édifice ici figuré, sont au nombre de 32 seulement. Le bâtiment couvre une superficie de

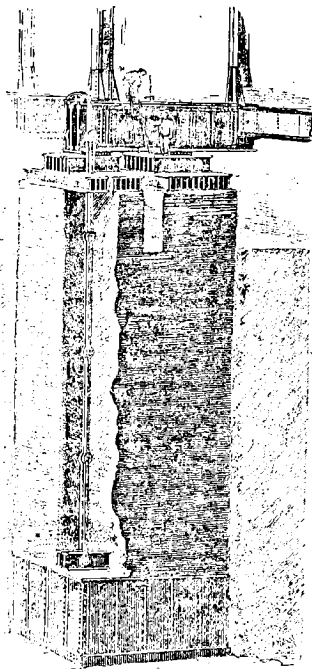
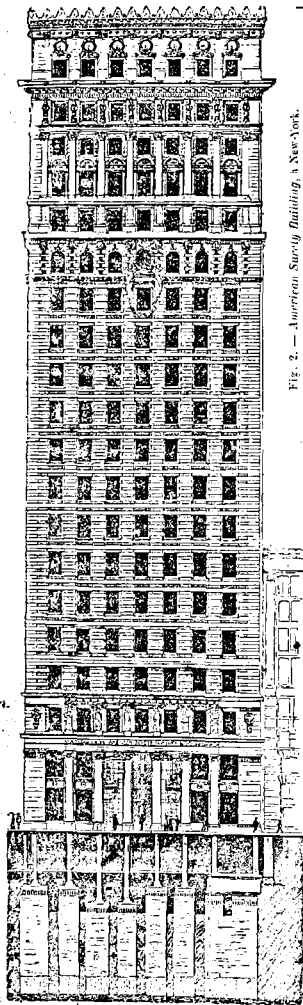


Fig 1.
Fondation de l'*American Surety Building*.

Fig. 2. — American Surety Building, à New-York.



625 mètres carrés, ayant à peu près 25 mètres sur chaque côté : il a 18 étages ; sa hauteur enfin est de 90 m. 90 cent. Quand un bâtiment de cette hauteur s'élève au milieu d'un terrain, sans contiguïté avec d'autres constructions, il va de soi que le périmètre de l'édifice repose sur un périmètre de colonnes, mais quand il y a un voisin on ne peut aller faire les fouilles qu'il faudrait le long de celui-ci, sans en compromettre la solidité, et il faut reporter les fondations à l'intérieur. On les reporte ensuite à l'extérieur, en quelque sorte, au moyen de *cantilevers* : les colonnes à la limite, qui reposent à peine sur les fondations qu'il a fallu tenir éloignées de la construction voisine, portent sur des leviers, et l'effort exercé sur l'extrémité périphérique de ceux-ci est contre-balancé par une force inverse, comme le montre la figure 1 qui dispense de toutes explications verbales, et cette force est le poids même des parties plus intérieures de l'édifice. Dans le bâtiment de l'*American Surety*, à New-York, 2 des 32 colonnes portent 584 tonnes chacune ; 1, 1.280 tonnes, et les 29 autres portent des poids intermédiaires. Les *cantilevers* soutiennent 746 et 663 tonnes. Pour ne pas surcharger inutilement les colonnes, on ne leur fait pas soutenir les deux étages inférieurs qui reposent sur les fondations et le sol directement. Dans le *Fahys Building* (fig. 3), il y a 26 colonnes portant de 172 à 357 tonnes.

Voilà pour les fondations. Pour l'édifice proprement dit, il n'est point ce qu'on pense : un empilement de pierres, d'épaisseur et de résistance proportionnées à l'effort à supporter. Avec un bâtiment de 90 mètres, il faudrait une telle épaisseur au mur des étages inférieurs, que ceux-ci seraient en grande partie mangés par la pierre. En réalité, la pierre joue ici un rôle très secondaire, un rôle de remplissage. L'élément de solidité

consiste en de vastes cadres en acier qui fournissent les limites, donnent la cohésion. Ces cadres se superposent, en se reliant entre eux d'ailleurs, et une fois en place, on remplit avec de la brique ou de la pierre. Ces constructions se font beaucoup plus vite qu'on ne croirait, grâce à l'emploi de ces cadres énormes, qui comprennent plusieurs étages chacun.

J'ai dit qu'à Chicago on construit autrement qu'à New-York. A Chicago, en effet, il n'y a pas à chercher le roc : c'est un terrain d'alluvion, ancien lit de lac ou au moins d'issue de lac, le Michigan semblant s'être autrefois déversé vers le Mississipi, en partie. Terrain spongieux, élastique, marécageux, — une partie de Chicago a encore les pieds dans le marécage, comme à l'Université — il offre une base médiocre. On améliore celle-ci, non en creusant profondément, mais en créant une base large homogène et solide. Celle-ci consiste en une couche continue de béton, assez épaisse, mais placée à faible profondeur. Le bâtiment repose aussi sur des colonnes, mais pour éviter que celles-ci crévent le béton et pour répartir sur la totalité de celui-ci l'effort qui autrement ne s'exercerait que sur les points où reposent les colonnes, on fait porter les bases de celles-ci, non pas directement sur le béton, mais sur un grillage double ou triple, formé de barres de fer superposées et entrecroisées. De cette façon, c'est l'ensemble du grillage qui supporte l'ensemble du poids des colonnes et de ce qu'elles supportent, et l'ensemble du grillage repose sur l'ensemble du béton.

Les édifices de Chicago ont pu mettre en relief de façon inattendue les défauts du sol où s'élève la Reine de l'Ouest. Dès qu'on construit un de ces mammoth de l'architecture américaine, les constructions voisines subissent des modifications de niveau; elles s'élèvent plus ou moins (de quelques centimètres) comme si elles voulaient quitter le sol.

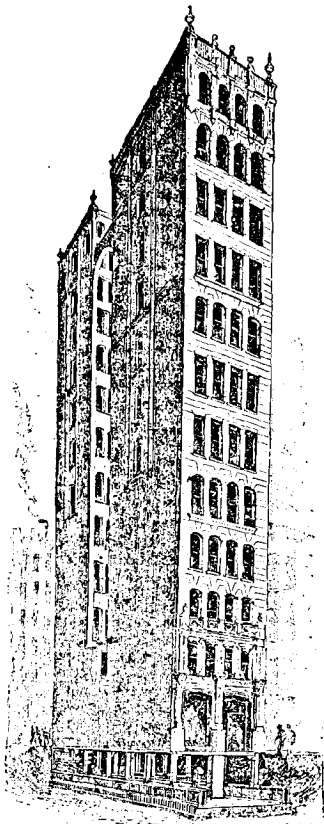


Fig. 3. — Fahys Building, à New-York.

(de quelques centimètres) comme si elles voulaient quitter le sol.

Le mécanisme de cette dénivellation est bien simple : le poids du nouvel édifice comprime le sol et tend à le chasser de droite et de gauche ; la pression se transmet dans le voisinage et relève le sol avoisinant. Ce n'est qu'à la fin de la construction que le rez-de-chaussée prend son niveau : et les architectes de Chicago en savent assez maintenant pour connaître la valeur de la dépression inévitable et pour en tenir compte. Pour les maisons voisines, elles se relèvent légèrement et tout est dit.

On entend souvent dire par ceux qui n'ont point visité les Etats-Unis qu'il doit être bien désagréable d'habiter ces immenses habitacles humains. Je ne sais pas si ce serait plus désagréable qu'autre chose : mais en réalité on n'y habite point. Ces édifices sont peuplés, et très peuplés, de 8 heures du matin à 5 heures du soir ; le reste du temps, ce sont des déserts et nul n'y pénètre. Chaque étage est divisé en pièces, parfois réunies à deux ou trois, ou plus encore, qui donnent dans d'immenses couloirs, et chaque pièce est un bureau, loué à tel particulier ou à telle société. Le temple maçonnique, le géant de Chicago, qui a 21 étages, renferme 10 étages de magasins, boutiques et étalages ; du 10^e au 16^e étage, ce ne sont que bureaux, et du 16^e au 21^e tout est réservé aux maçons. Ce bâtiment renferme 14 ascenseurs, dont 7 sont express et ne s'arrêtent qu'au-dessus du 10^e étage, les 7 autres, omnibus, s'arrêtant partout. Ces ascenseurs sont d'une promptitude d'abord déconcertante, mais on se fait bien vite à leur agilité, et nos ascenseurs parisiens, au retour, font l'effet d'escargots malades. Toute la journée, c'est un mouvement fabuleux. Songez que tel de ces édifices abrite durant la journée 4.000 employés, qui arrivent le matin et repartent le soir, et que dans ces bureaux de banque, d'affaires, de sociétés industrielles, d'avocats, de médecins, de journaux, de revues, d'éditeurs, de sociétés financières, de modistes, bref de tout ce qui exerce sa profession en dehors du plein air, c'est un constant va-et-vient de clients, de visite. Si dans un bâtiment abritant 4.000 employés et patrons, il vient une vingtaine de mille personnes dans la journée, c'est encore un trafic très modéré. Inutile de dire que tout ce monde dédaigne les escaliers, et que les ascenseurs volent d'étage en étage sans relâche.

Le soir venu, vers 5 heures, le mouvement cesse : les employés ferment la porte et s'en vont ; les affaires sont terminées pour la journée. Il ne reste dans l'énorme labyrinthe des escaliers et de couloirs que le personnel chargé de balayer et épousseter les bureaux, et la nuit venue, l'édifice est abandonné aux seuls gardiens : après l'agitation furieuse du jour, c'est un calme absolu, le silence et l'obscurité, tandis que ceux qui l'habitaient de jour ont regagné leur logis, petit ou grand, généralement éloigné, mais où les *cars* les véhiculent prestement. Ajoutons, pour compléter nos renseignements, que, par une ordonnance municipale, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1895, la hauteur des maisons, à Londres, est limitée à 24 mètres. Dans les rues étroites, la hauteur des maisons ne peut pas dépasser la largeur de la rue.

En France, d'après le décret promulgué en 1874, dans les rues larges de moins de 8 mètres, la hauteur des maisons est limitée à 12 mètres ; elle peut atteindre 18 à 20 mètres dans les rues de plus de 10 mètres de large.

Il en est de même en Allemagne et en Russie.

La libre Amérique jouit donc presque exclusivement de la faculté illimitée de construire des villes en l'air, et il faut lui rendre cette justice qu'elle en use et abuse !

(Revue des Revues.)

LES AMIS

Les amis de l'heure présente
Ont le naturel du melon,
Il faut en essayer cinquante
Avant que d'en trouver un de bon.

LES MÉDAILLES OUVRIÈRES

Vous dites à un homme : Tu as travaillé pendant trente ans, tu as consacré toute ta vie à enrichir ton patron, à contribuer à la prospérité de ton pays ; moi, Etat, je te donne une récompense d'une valeur de 3 fr., et tu devras te trouver très honoré.

Pour moi, c'est une récompense qui peut s'accorder à des gamins qui ont bien appris leur leçon à l'école, mais non à des ouvriers qui ont, trente ans de leur vie, contribué à enrichir leur patron et leur pays.

Si vous voulez donner à ces ouvriers quelque chose qui soit digne d'eux, assurez leur — s'ils n'ont pas pu faire d'économies par suite de la concurrence, de l'abaissement de salaires, de circonstances indépendantes de leur volonté, s'ils n'ont pas pu réunir les moyens de vivre sur leurs vieux jours — assurez-leur des moyens d'existence qui mettent leur vieillesse à l'abri de tout souci. Voilà qui serait digne de vous et d'eux.

Assurez à ces ouvriers une retraite honorable ; ce sera là une véritable récompense digne de l'Etat. Mais ne leur donnez pas une malheureuse médaille de 3 fr. C'est indigne d'une démocratie que d'allouer à ces hommes une récompense ridicule.

C'est simplement l'hypocrisie bourgeoise qui tient à dire aux ouvriers : Voyez comme nous vous honorons !

Vous honorez qui ? Quelques malheureux qui se laissent endormir par des discours, sans voir ce qu'il y a derrière.

Le véritable honneur consiste surtout, lorsqu'on a accompli son devoir, à obtenir des droits équivalents. Mais recevoir une médaille et en retirer tout simplement le droit de mourir de faim, c'est un acte indigne du Gouvernement qui se dit républicain.

Si vous voulez donner une récompense aux vieux ouvriers pour avoir accompli leur devoir, assurez leur existence. Et si vous, Etat, vous ne pouvez ou ne voulez pas subvenir à leur existence, exigez des patrons qui ont bénéficié du travail de ces hommes qu'ils leur achètent un titre de rente qui assurera leur droit de subsister.

Mais non, vous ne voulez rien de positif, rien qui assure l'existence de l'ouvrier ; vous ne voulez que du démonstratif, ce qui est loin de suffire pour assurer la vie matérielle.



DEJEANTE

DEJEANTE.

LA LOQUE ROUGE

Un drapeau ! Pourquoi un drapeau et pourquoi le drapeau rouge ? A diverses reprises la question se pose, dans la presse et dans les discours, une controverse surgit, et des sarcasmes et des colloques se croisent incisifs et verbeux.

Les socialistes lient au drapeau rouge avec acharnement et avec enthousiasme et ils ont raison d'y tenir. L'instinct populaire ne s'y est pas trompé et, avec la netteté, la persistance et la foi qui lui sont usuelles, il a voulu ce drapeau, il le veut sous toutes les latitudes et partout, malgré les différences de races, de mœurs et de langues.

Cette unanimité est suggestive et persuasive : Elle devrait donner à réfléchir à ceux qui se contentent de rire, de trembler ou de stigmatiser.

Cette unanimité a ses motifs profonds, d'une rare et merveilleuse éloquence.

Le drapeau rouge est le symbole de l'idéal du peuple et le symbole de sa puissance.

Le rouge est la première nuance que le sauvage et que l'enfant distinguent. Elle reste, pour l'homme civilisé et fait, la souvenance la plus lointaine, celle qui lui rappelle son émotion première, sa joie et sa surprise les plus primordiales.

Et il retrouve cette nuance partout où fleurit la santé, partout où la lumière l'illumine, partout où la flamme brille, messagère de chaleur ou génératrice de force.

Lorsque l'aurore, de ses premiers reflets, éclaire les horizons, c'est de lucurs rouges qu'elle auréole les nuées et les cimes.

Or, c'est vers de perpétuelles aurores que marche le prolétariat. Il veut vers les idées neuves aller sans cesse et sans trêve, comme un voyageur avide de clartés, qui s'élançe sans fatigue et sans lassitude vers les aubes et vers les matins.

Il veut que chaque heure soit, pour l'humanité régénérée, l'aube d'une réforme utile, le matin d'un nouveau loisir.

Le drapeau rouge a aussi la couleur du sang, non pas la couleur noire du sang mort, mais la couleur rouge du sang vivant.

Certes, ceux qui l'ont arboré les premiers, en des jours de révolte et de meurtre, ont éclaboussé ses plis rutilants de gouttes, tombées du couperet des échafauds et de la lame des glaives. Mais, depuis un siècle, assez de larmes de miséreux, assez de larmes de mères sans toit et de petiots sans pain, l'ont mouillé de leurs torrents.

Elles lui ont rendu sa rubiconde splendeur et au front des foules ouvrières et des peuples assoiffés de fraternité et d'entente, il flotte désormais lavé par les pleurs de toute souillure.

Il dit, en son langage muet, que les prolétaires veulent que les joues de tous les enfants soient rouges, que rouges aussi soient toutes les lèvres des femmes.

Il faut que plus un bambin ne pénètre sous un porche d'usine pour en sortir le visage noirci par la fumée ou la poussière, la mine défaite, les mains maigres, poissées par les huiles et les graisses.

Il faut que plus une femme n'apparaisse, à la porte d'un atelier, la robe maculée ou loqueteuse, les traits altérés, le teint blafard, vieille en pleine maturité, usée dès sa prime jeunesse.

Il faut que la mère et l'enfant personnifient toutes les forces vives de l'humanité ; il faut que le sourire soit leur geste usuel, comme la lumière est le sourire du soleil.

Oui, le drapeau rouge proclame cela, il annonce que les temps sont proches où le sang du dernier des vagabonds sera rouge, rouge de santé et rouge de vic.

..

Il annonce aussi, ce drapeau rouge universel, l'universel évangile d'amour qui unit, malgré les frontières, les douanes et les préjugés, les travailleurs de la terre entière.

Car sa nuance radiieuse est la nuance des fleurs, que les générations ont choisies, par un consentement tacite et révélateur, pour exprimer la saine et sainte attirance qui mène la femme vers l'époux et l'homme vers l'épouse.

Et ce choix est une œuvre géniale et anonyme de poésie. Le primitif a vu des églantines se détacher sur le feuillage sombre des haliiers, pareilles à du feu et pareilles à du sang, au sang et au feu qui lui sont apparus comme les deux éléments essentiels de sa vie fruste et brutale.

Tout naturellement, ses mains se sont tendues vers ces fleurs de feu et de sang pour en faire le signe et le gage de ses promesses et de ses actes d'amour.

Et voici l'humanité, parvenue à la pleine conscience de sa primauté et de son pouvoir, qui revient à ses origines premières, et qui prend pour gage et pour signe de ses actes et de ses promesses, un drapeau pareil à ces fleurs, un drapeau qui proclame qu'elle veut régner par l'amour et qu'elle veut que l'amour régne.

..

Ce règne arrivera, et c'est pourquoi les masses, en leur sagesse et en leur clairvoyance, se sont emparées de plein droit du symbole de leur royauté.

Car il se fait que le drapeau rouge est l'antique et rutilante oriflamme que les empereurs et les rois avaient seuls le privilège de déployer devant eux.

Si les pavillons de toutes les nations monarchiques contiennent la couleur rouge, cette couleur qui terrifie les uns et qui exalte les autres, c'est qu'elle fut la couleur des monarques au temps où c'étaient eux qui terrifiaient et eux que l'on exaltait.

Désormais, les monarques ne sont plus que les premiers citoyens de leurs pays et leur oriflamme s'est incorporée aux drapeaux de leurs anciens sujets.

Demain, les monarques ne seront plus que de simples citoyens de l'humanité fédérée et l'étendard impérial deviendra l'étendard humain.

Il est devenu déjà virtuellement, car la puissance et le pouvoir appartiennent aux foules énormes.

S'il est encore des princes qui s'imaginent mener les peuples, s'il est encore des oligarchies et des bourgeoisies qui croient mener les événements, il est un signe qui commence à les arracher à leur quiétude, un signe qui les éblouit, il est vrai, mais jusqu'à l'aveuglement. c'est la floraison mirifique, parmi les multitudes, sous tous les cieux et sur tous les sols, de cette bannière étincelante de délivrance et d'espoir, de cette bannière pourpre comme la pourpre des souverains, la floraison mondiale du drapeau rouge !

~~~~~  
Henri LA FONTAINE.

Il n'est point de destinée plus malheureuse, plus affligeante, plus accablante, que d'être réduit par le fort à passer les jours dans un travail perpétuel ; c'est vivre dans la condition du pauvre esclave qui paye de son repos et de sa liberté, le petit et court plaisir de respirer en se connaissant misérable. Disons-le par un sentiment d'humanité : hélas ! c'est néanmoins presque partout le destin des ouvriers.

Thomas MORUS.

## LE CHANT DU PROLÉTAIRE <sup>(1)</sup>

1.

O mon rabot, mon gagne-pain,  
Pourquoi quitter ma main glacée ?  
Mon fils pourra manger demain :  
Au travail ma nuit s'est passée.  
Il était là tout grelottant,  
Couché près de moi sur la paille.  
Malade, il me sourit pourtant,  
Il faut bien pour lui qu'on travaille.  
Pas de murmure, allons, allons,  
Tout est pour le mieux sur la terre.  
Le cœur serré, chantons, chantons,  
Le chant d'espoir du prolétaire !

2.

Sous tes haillons, dans ce réduit,  
Enfant, la fièvre te tourmente ;  
Je n'ai rien mangé d'aujourd'hui.  
Vois, je suis gai, je ris, je chante.  
Quand tu naquis, un noir chagrin  
Tua ma pauvre Madeleine ;  
Le désespoir fut ton parrain.  
La faim dût être ta marraine...  
Pas de murmure, allons, allons,  
Tout est pour le mieux sur la terre.  
Le cœur serré, chantons, chantons,  
Le chant d'espoir du prolétaire !

3.

On dit qu'il fait si bon chez soi,  
Aux lieux où l'on reçoit la vie ;  
Le malheureux n'a pas un toit,  
Il n'a pas même une patrie.  
La nature a-t-elle en créant  
Pour son malheur la race humaine,  
Sorti deux moules du néant,  
Pour le repos et pour la peine?...  
Pas de murmure, allons, allons,  
Tout est pour le mieux sur la terre.  
Le cœur serré, chantons, chantons,  
Le chant d'espoir du prolétaire !

4.

Comme on vieillit dans la douleur !  
Comme les chagrins vous moissonnent !  
Mon âme n'a plus de chaleur  
Et mes cheveux déjà grisonnent.  
Un siècle entraîne les suivants  
Et tous vont rouler dans le gouffre ;  
Les morts commandent aux vivants,  
Mon père a souffert, moi, je souffre.  
Pas de murmure, allons, allons,  
Tout est pour le mieux sur la terre.  
Le cœur serré, chantons, chantons,  
Le chant d'espoir du prolétaire !

5.

Mais jusqu'au seuil de mon grenier  
De l'avenir un rayon monte.  
Ce jour serait-il le dernier  
De la misère et de la honte ?  
Au pied du colosse tremblant,  
Un cri d'effroi s'est fait entendre.  
L'orage est là, grondant, sifflant,  
Et le feu couve sous la cendre...  
Plus de murmure, allons, allons,  
Tout doit marcher mieux sur la terre.  
Pour notre enfant, chantons, chantons,  
Le chant d'espoir du prolétaire !

Elie Ducommun.

## Une page incomparable de Machiavel

On ne connaît généralement Machiavel que par son *Prince* et il n'y a que très peu de lettrés qui se soient aventurés dans ses œuvres complètes qui sont cependant très curieuses et qui contiennent des choses excessivement intéressantes et parfois des passages de psychologie, de philosophie et de critique sociale d'une vérité et d'une hardiesse déconcertantes.

Nous estimons qu'en dévoilant — comme il le fait — avec une franchise dépouillée de tout artifice, la mobilité des sentiments humains sur les faits

(1) Extrait des *Sourires*, poésies, par Elie Ducommun (Bienne, Suisse, W. Gessmann, éditeur, 1887).

accomplis — selon qu'il ait succès ou non — et en mettant à nue l'hypocrisie des hommes et la vérité vraie des choses, on rend plus de service à l'humanité que si on les cachait comme ont fait la plupart des philosophes en les enveloppant de tirades sentimentales et en enjolivant la réalité avec toute espèce de mensonges. Ce n'est qu'en diagnostiquant bien un homme sur sa maladie et une société sur ses maux, qu'on arrive à les guérir. Les tirades de l'ouvrier révolté, que nous empruntons à l'histoire de Florence de Machiavel conviennent et s'appliquent à toutes les époques de compression et d'exploitation humaine. Beaucoup de penseurs et philosophes ont pensé souvent comme Machiavel dans les mêmes circonstances, mais ils n'ont pas osé s'exprimer avec tant de courage. C'est pourquoi nous considérons Machiavel comme un observateur incomparable et un génie de premier ordre. Qu'on lise, pour en juger, le fragment suivant de son histoire de Florence.

« Ainsi donc, ces hommes de la dernière classe du peuple, tant ceux qui étaient subordonnés à l'art de la laine qu'aux autres arts, déjà pleins de ressentiment par les causes que nous avons exposées, furent encore effrayés des suites que pouvaient avoir les incendies et les vols auxquels ils s'étaient livrés. Ils se réunirent plusieurs fois pendant la nuit pour s'occuper des événements qui venaient de se passer, et se montrer réciproquement les dangers auxquels ils étaient exposés. Alors l'un d'entre eux, plus hardi et plus éclairé, leur parla en ces termes, pour ranimer leur courage :

« — Si nous avions à délibérer maintenant sur cette question : Devons-nous prendre les armes, brûler et livrer au pillage la demeure des citoyens, et dépouiller les églises ? Je serais le premier à regarder ce parti comme une entreprise qui mérite réflexion, et peut-être approuverais-je qu'on préférât une pauvreté paisible à un gain périlleux. Mais, puisque, avec elles, nous avons déjà fait beaucoup de mal, ce à quoi nous devons penser maintenant, c'est de voir comment nous pourrions les garder, et nous mettre en sûreté contre les suites des excès que nous avons commis. Je crois certainement que quand ce conseil ne nous viendrait point d'ailleurs, la nécessité nous l'enseignerait. Vous voyez toute la ville enflammée contre nous de haine et de ressentiment ; les citoyens se rapprochent, la seigneurie est sans cesse avec les magistrats : croyez qu'on ourdit contre nous quelque piège, et que quelque grand danger menace nos têtes. Nous devons donc chercher deux choses, et nous proposer deux fins dans nos délibérations : l'une, d'éviter le châtement de tout ce qui s'est fait ces jours derniers ; l'autre, de pouvoir vivre plus libres et plus heureux que par le passé. Il faut, à mon avis, si nous voulons obtenir le pardon de nos anciennes erreurs, en commettre de nouvelles, redoubler les excès, porter en tous lieux le vol et la flamme, et multiplier le nombre de nos complices. Lorsque les coupables sont trop nombreux, on ne punit personne : on châtie un simple délit ; on récompense les grands crimes. Quand tout le monde souffre, peu de personnes cherchent à se venger, parce qu'on supporte plus patiemment un mal général qu'une injure particulière. C'est dans l'excès du désordre que nous devons trouver notre pardon, et la voie pour obtenir ce qui est nécessaire à notre liberté. Il me semble que nous marchons à une conquête certaine : car ceux qui pourraient s'opposer à nos projets sont riches et désunis : leur désunion nous donnera la victoire ; leurs richesses, quand nous les posséderons, sauront nous la conserver. Ne vous laissez point imposer par l'ancienneté de leur rang, dont ils se feront une arme contre vous. Tous les hommes ayant sur le même origine, sont tous également anciens, et la nature les a tous formés sur le même modèle. Mettez-vous nus, nous paraîtrons tous semblables ; revêtez-vous de leurs habits, et eux des nôtres, et, sans aucun doute, nous paraîtrons les nobles, et eux le peuple ; car ce n'est que la richesse et la pauvreté qui font la différence. Je suis vraiment affligé lorsque je vois beaucoup d'entre vous se reprocher, dans leur conscience, ce qu'ils ont fait, et vouloir s'abstenir de nouvelles entreprises ; certes, s'il en est ainsi, vous n'êtes pas les hon-

mes que je croyais que vous dussiez être, et vous ne devez craindre ni les remords, ni l'infamie ; car il n'y a jamais d'infamie pour les vainqueurs, de quelque manière qu'ils aient vaincu. Nous ne devons pas faire plus de compte des reproches de la conscience, parce que, partout où existe, comme chez nous, la crainte de la faim et de la prison, celle de l'enfer ne saurait trouver place. Si vous examinez les actions des hommes, vous trouverez que tous ceux qui ont acquis de grandes richesses, ou une grande autorité, n'y sont parvenus que par la force ou par la ruse ; et qu'ensuite tout ce qu'ils ont usurpé par la fourberie ou la violence, ils le recouvrent honnêtement du faux titre de gain pour sacher l'infamie de son origine. Ceux qui, par trop peu de prudence ou trop d'ambécillité, n'osent employer ces moyens, se plongent chaque jour davantage dans la servitude et la pauvreté ; car les serviteurs fidèles restent toujours esclaves, et les bons sont toujours pauvres ; il n'y a que les infidèles et les audacieux qui sachent briser leurs chaînes et les voleurs et les fourbes qui sachent sortir de la pauvreté. Dieu et la nature ont mis la fortune sous la main de tous les hommes ; mais elle est plutôt le partage de la rapine que de l'industrie, d'un métier infâme que d'un travail honnête : voilà pourquoi les hommes se dévorent entre eux, et que le sort du faible empire chaque jour. Usons donc de la force quand l'occasion nous le permet ; la fortune ne peut nous en offrir une plus favorable : les citoyens sont encore déunis, les seigneurs dans le doute, les magistrats éperdus ; avant qu'ils se réunissent et se rassurent, il est facile de les écraser. Nous allons donc ou rester les maîtres absolus de la ville, ou obtenir une si grande part dans le gouvernement, que non seulement on nous pardonnera nos erreurs passées, mais que nous aurons le pouvoir de menacer nos ennemis de nouveaux malheurs. J'avoue que ce projet est hardi et dangereux ; mais quand la nécessité entraîne les hommes, l'audace devient prudence ; et, dans les grandes entreprises, les âmes courageuses ne calculent jamais le péril : car toujours les entreprises qui commencent par le danger finissent par la récompense, et ce n'est jamais sans danger qu'on peut échapper au danger. Je suis convaincu d'ailleurs que, lorsqu'on voit préparer les prisons, les tortures, les supplices, une attente paisible est plus à redouter que les efforts pour s'en préserver : dans le premier cas, les malheurs sont certains ; ils sont douteux dans le second. Que de fois je vous ai entendus vous plaindre de l'avarice de vos maîtres et de l'injustice de vos magistrats ! Il est temps aujourd'hui de nous en délivrer et de nous élever tellement au-dessus d'eux, qu'ils aient, plus que nous ne l'avons jamais eu de leur part, sujet de se plaindre de nous et de nous redouter. L'occasion que nous présente la fortune s'envole ; lorsqu'elle a fui, nous cherchons en vain à la ressaisir. Vous voyez les préparatifs de vos adversaires : prévenons leurs desseins : les premiers, d'eux ou de nous, qui reprendront les armes, sont assurés d'une victoire d'où naîtra la ruine de leurs ennemis, et leur propre grandeur. Elle sera pour beaucoup d'entre nous, la source des honneurs, et pour tous la sécurité ».

Ce qui ressort du discours que Machiavel met dans la bouche de l'ouvrier révolté, c'est que quand on se met à faire une révolution il ne faut pas la faire à moitié mais bien aller jusqu'au bout des nécessités qui peuvent et doivent assurer le succès. (Le succès qui absout tout). Il ne faut pas être moins implacable que ceux contre qui la révolution se fait et qui défendent leurs privilèges abusifs avec une férocité sauvage et désespérée.

P. A.

---

Mettons les forces sociales à la disposition de tous et alors nous verrons qui l'emportera de vos petits crevés dont le travail cristallisé des prolétaires a doré les berceaux, ou de nos travailleurs habitués à la peine.

B. MALON.

## PRÉCOCITÉ



— ... Il a encore dit ce matin une chose au-dessus de son âge : « Quand je serai grand, je ferai faillite comme oncle Jacques, qui est si riche ? »

## PEUPLE QUI PLEURE, BOURGEOIS QUI RIT

Pendant que l'inquiétante lèpre du chômage, ce fruit fatal et mortel du régime capitaliste, gagne les îles et les continents des Deux-Mondes ; poursuit, tel l'aveugle Destin, son œuvre destructive d'énergie

humaine et s'acharne à plonger les foules, de moins en moins occupées et nourries, dans l'abêtissement lâche qu'amènent les trop longues privations, la fête bourgeoise bat effrontément son plein.

La précieuse couvée des Shylock de la banque et de l'industrie se rue dans d'inénarrables débauches où, cyniques, vidés par les excès, essaient encore de se vautrer leurs « nobles paternels ».

Et, durant que la haute crapule s'en donne à bourgeois que veux-tu et peux-tu, la sordide misère, aux yeux fuyants et aux dents longues, s'en va raccoler la « jeune chair » qui excitera les sens atrophiés des « papas » pour, une fois « déniaisée », servir à parfaire l'éducation des « fils » entrant à leur tour dans la carrière et faisant « marcher le commerce »...

Monde ouvrier, c'est pour un pareil résultat que les Jacques tes ancêtres s'en furent jadis attaquer les châteaux crénelés et les abbayes aux difficiles approches; c'est afin que tes filles, peuple, passassent du lit seigneurial dans celui du courtaud, qui stimula ta révolte, qu'on s'en fût humilié la Bastille et promener les piques révolutionnaires à travers les appartements de Capet et de « l'Autrichienne »; c'est afin que tu en sois réduit à « mourir en travaillant et à vivre assez misérablement pour ne plus pouvoir combattre », que tes hardis aïeux offrirent leur sang généreux; c'est, enfin, pour être vingt fois trahi en moins d'un siècle, que des milliers de tes enfants ont affronté les hordes stipendiées qui, en tous temps et sous tous les régimes, y compris le républicain, sont à l'entière dévotion de qui occupe le pouvoir et peut disposer de la caisse.

Des journées de Prairial à celles de Mai 1871, sans oublier le dernier drame de Fourmies, d'énormes taches de sang dénoncent la férocité des mercenaires et l'ignoble canaillerie des dirigeants. Joignons aux morts que les batailles civiles et les exécutions sommaires occasionnèrent les autres victimes: prisonniers, proscrits, affamés de toute espèce; ceux que tua le désespoir, ceux qui sombrèrent dans le vice, et le martyrologe du peuple atteint des proportions qui épouvantent les esprits les mieux trempés pour ces sortes de constatations.

Et c'est la classe qui se répandit, durant une série de siècles, en lamentables protestations contre l'omnipotence des deux ordres aînés: noblesse et clergé; c'est la classe dont les flatteries à l'égard du populaire dépassent tout ce que l'on peut rêver en matière de plate courtoisie, qui s'est ingéniée à perpétrer ces abominations.

C'est qu'elle est aussi lâche que cupide, la classe que Guizot et Thiers personnifièrent à des degrés différents; c'est pourquoi, qu'à peine débarrassée de ses gênants adversaires, elle n'eut plus pressant souci que de replonger dans le servage économique son trop rude collaborateur, lequel, délivré des entraves monarchiques, ne tendait à rien moins qu'à devenir et demeurer l'égal des hommes du Tiers-Etat dont il avait si puissamment assuré le triomphe.

Mais ces derniers ne l'entendaient pas ainsi, et ils le firent bien voir.

Comme don de joyeux avènement ils divisèrent les citoyens en deux catégories: ceux qui possédaient étaient des citoyens « actifs »,

avaient voix au chapitre, pouvaient défendre leurs intérêts, veiller à arrondir leur fortune, entrer dans les pouvoirs publics, commercer, trafiquer, préparer l'immense vol connu dans l'histoire sous le nom de « Vente des biens nationaux »; les autres étaient demeurés — comme sous l'ancien régime — des « êtres passifs », recevant des ordres, soumis à la loi mais n'y collaborant pas. Il en est encore de même en l'an d'hypocrisie et d'exploitation 1895.

Puis vint la loi Le Chapelier (2-14 mars 1791) réalisant, mais cette fois contre les seuls ouvriers ou manouvriers, la petite infamie tentée contre les organisations corporatives par le sieur Turgot et son maître Louis XVI (1776).

Malheur et silence aux pauvres ! Tel fut le mot d'ordre de la nouvelle caste dominante, et quelque glorieuse que se prétende la fameuse Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, elle ne valut, pour le peuple, que ce que valent aujourd'hui ces trois mots : Liberté, Égalité, Fraternité, inscrits sur les monuments publics, voire même sur les prisons et les bagnes.

Aux gueux les coups et la besace; aux riches toutes les jouissances, tous les privilèges.

Avant, pendant et depuis la Révolution, le peuple n'a cessé de souffrir; maîtres des forces productives, les bourgeois ont pu imposer leurs volontés et faire tourner à leur profit exclusif toutes les prétendues réformes politiques.

Si le vaincu, le dupé qu'est le peuple, tient à cesser de pleurer pour rire à son tour, qu'il se délivre du bourgeois (du parasite joyeux) par le seul moyen qui lui reste : la Grève générale !

J. ALLEMANE.

---

## La Débâcle

---

Tout fout le camp ! Quelle expression dirait mieux la lamentable débâcle de toutes choses en quoi s'achève le grand et sans doute unique siècle bourgeois ? Ce n'est pas un de ces naufrages, une de ces agonies sociales, où le sublime le dispute à l'horreur, et que les mémoires conservent parce qu'ils ont bouleversé l'univers et montré à l'homme le peu qu'il est dans l'évolution des mondes. Ce n'est ni la ruine de Lacédémone, ni l'ensevelissement de Pompéi, ni la rupture soudaine des empires d'Alexandre et de Napoléon; c'est la décrépitude de Byzance, la décomposition de Rome, moins encore : une coulée de boue qui emporte pêle-mêle préjugés, croyances et morales.

Il y a aux pays du soleil des fruits malsains, qui, mûris vite, se gâtent plus vite encore : des végétations sans pareilles dont la vie n'est qu'une hâte vers la mort et qui brillent d'un éclat d'autant plus vif qu'il sera plus éphémère. Ces végétations, ces fruits, c'est notre bourgeoisie. À peine née, elle fut riche et puissante. À l'âge où races et castes s'arment encore d'habitude contre les retours de la fortune et l'instabilité des pouvoirs, elle était déjà en pleine possession de sa force. Cinquante années elle a joué et la voici mourante. Quelle plus terrible leçon !

On chercherait vainement ailleurs qu'en elle-même la raison de son agonie. Il y a cent ans, les peuples avaient encore pour les Gouvernements, les religions, la famille, la patrie, le même respect qu'il y a trente siècles. Ils avaient renversé des dynasties, coupé des têtes couronnées, détruit des autels et violé

des territoires, mais ils courbaient encore le front devant l'autorité. Le maître tué, ils criaient : « Vive le maître ! » Un dieu disparu, ils pliaient le genou devant d'autres dieux, et la patrie était pour eux le monstre indien de qui l'appétit sanguinaire est une faveur passionnément désirée. Cent ans, et tout cela s'en est allé. On a vu encore des Gouvernements ; l'autorité est honnie, et l'on crache sur la barbe des maîtres. Les religions vivent, Dieu est mort et l'athée a fait place au sceptique. La famille subsiste, l'autorité en est proscrite et l'homme dit : « Amour à qui m'aime ; indifférence à qui, fût-il de mon sang, exige mon affection sans la mériter. » Les nations demeurent et parfois s'affirment la haine des races ; le patriotisme n'est plus et « le petit doigt qui sert à détacher la cendre d'un cigare » paraît enfin plus précieux que la conquête d'un empire.

D'où vient cela ? D'où ? de ce que les hommes qui, il y a cent ans, renversèrent la vieille société pour régénérer le monde, y restaurer les dévouements et les héroïsmes, y rétablir les nobles cultes et les saines morales, édifièrent une société neuve où le dévouement fut le sacrifice des faibles aux forts : l'héroïsme, l'obligation des simples, et la prudence, le devoir des habiles : où les nobles cultes et les morales saines furent la résignation pour les uns et la pléthore pour les autres.

Ils avaient dit :

— Les maîtres sont des tyrans, à qui tout semble dû : vies, labours et richesses. Chassons les maîtres, et libres seront les peuples de vivre, de travailler et de jouir.

— Les prêtres sont des simoniaques qui trafiquent de Dieu. Chassons les prêtres, et les peuples retrouveront le dieu qui donne la santé, inspire le courage et l'honneur.

— Les guerriers sont une race exécrationnelle qui développe en l'homme les ferments mauvais pour en nourrir son besoin de meurtre et de rapine. Chassons les guerriers, comme on traque les bêtes fauves, et les peuples vivront en paix, désormais appliqués à défendre cette courte existence qu'ils s'efforçaient auparavant de détruire.

Et le peuple, qui les crut, leur prêta ses bras pour chasser rois, prêtres et guerriers. Or, que firent-ils ?

Devenus rois, ils donnèrent au peuple la liberté de travailler, mais le peuple leur dut en paiement les plus beaux fruits de son travail.

Devenus prêtres (princes d'une religion plus désérente encore que les autres aux caprices des puissants, plus hypocrite au-si sous le masque de la discussion libre), ils prêchèrent au peuple que Dieu a voulu les pasteurs d'hommes gras et oisifs, leurs troupeaux maigres et laborieux.

Devenus conquérants, ils appelèrent leurs richesses patrimoine national, en commirent la garde au peuple et le persuadèrent (l'imbécile !) qu'il perdrait tout en les laissant dérober par l'étranger.

Et le peuple a souffert en cent ans plus qu'il n'avait souffert en dix siècles. Il mange du pain de pierre devant des tables chargées de mets délicieux ; il gèle l'hiver, brûle l'été dans des laudis voisins de palais frais l'été et brûlants l'hiver ; il dévoue sa vie, comme devant, au service de maîtres cruels et méprisables. Comment s'étonner que sa désillusion ait été soudaine, et que, toute foi aujourd'hui morte en son cœur, prochaine doive être sa révolte ? Nous savons des gens qui se demandent chaque matin, au réveil, à quelle heure de ce jour se lèvera le vent des colères.

L'homme ne meurt pas, a dit un physiologiste, il se tue. La caste bourgeoise pareillement. Les régimes précédents avaient su ménager leur pouvoir ; ils ne s'abandonnèrent aux passions qu'à l'âge viril, ils connurent l'art de déguiser l'oppression, et par là s'explique leur durée, dont s'étonne l'histoire. La bourgeoisie, au contraire, pressée de jouir, n'a pas attendu pour l'exercer que les siècles eussent fortifié son règne. A peine maîtresse de l'autorité, elle s'est ruée dans la tyrannie et enivrée de despotisme. Elle a fait le mal à l'âge où ses prédécesseurs flattaient encore les peuples pour les mieux enchaîner. Elle

n'a point, pour tout dire d'un mot, accoutumé les hommes à sa domination. C'est pourquoi son existence sera si éphémère. Née d'hier, elle aura disparu demain, chargée d'opprobre, et sa mort clora l'ère des esclavages.

6 juillet 1895.

Fernand PELLOUTIER.

## Suppression de l'ambassade auprès du Pape

Nous estimons qu'il y a une grande utilité à opérer cette suppression. Est-ce que nous ne voyons pas chaque jour l'intervention de cette autorité extérieure et spirituelle s'infiltrer dans nos relations nationales ? Est-ce que nous ne voyons pas chaque jour la

politique papale inspirer un certain nombre de nos gouvernants ? N'avons-nous pas vu, comme une manifestation exacte de cette influence religieuse, cléricale et réactionnaire, la nomination de deux présidents et pour ainsi dire la consécration d'une politique que nous déclarons néfaste pour les intérêts de la France ?

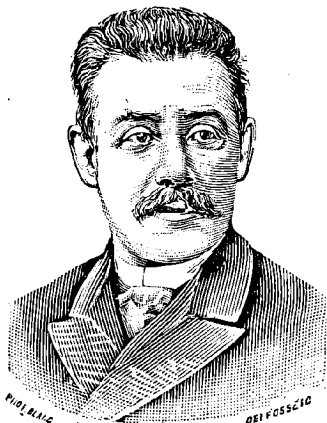
Et nous sommes aussi patriotes que ceux qui veulent se faire un monopole du patriotisme. Nous nions le droit, à quelque autorité extérieure que ce soit, de se mêler de nos rapports intérieurs. Nous contestons toute influence qui n'est pas nationale et, en le faisant, nous nous considérons comme les vrais patriotes et comme exprimant le véritable sentiment public.

Est-ce que nous avons jamais vu l'Eglise, ou le parti clérical plutôt — car il y a une différence à faire entre l'Eglise

primitive et le cléricalisme représenté par la papauté, — est-ce que nous avons jamais vu le cléricalisme exercer une influence conforme aux intérêts de notre pays ? Non !

On peut d'ailleurs citer un exemple douloureux. Quand notre pays était saigné aux quatre veines, quand il connaissait les douleurs de l'invasion, une autorité spirituelle considérable adressa des félicitations au roi de Prusse, à l'Empereur d'Allemagne, le pape Pie IX.

Quand on réfléchit sur le rôle historique du parti clérical en France, qu'on le voit toujours mêlé aux événements extérieurs et aux événements



PRUDENT DEVIERS

intérieurs les plus pénibles, on tire de ces faits, cette conclusion que ce parti n'a jamais joué qu'un rôle réfaste, contraire à l'extension de l'esprit français et aux intérêts véritablement français.

C'est dans ces conditions qu'on conserve une institution qui n'est qu'un appareil, qui coûte cher et ne rend aucun service!

Prudent DERVILLERS.

## STATISTIQUES DIVERSES

### Les salaires et la répartition du produit du travail dans les pays industriels les plus importants.

M. Carroll D. Wright, le statisticien américain bien connu, en puisant ses données aux sources les plus autorisées, a dressé un tableau qui indique la valeur totale de la production industrielle de chaque pays, ainsi que le nombre des ouvriers employés, la moyenne de la valeur produite par chaque ouvrier, et le montant du salaire moyen qu'il reçoit pour son travail. Ce tableau, si intéressant à plus d'un titre, le voici :

| PAYS            | VALEUR               | NOMBRE    | MOYENNE  | SALAIRE         |
|-----------------|----------------------|-----------|----------|-----------------|
|                 | de la<br>PRODUCTION. |           | des      | par<br>ouvrier. |
|                 | Dollars.             | OUVRIERS. | Dollars. | Dollars.        |
| Royaume-Uni...  | 4.100.000.000        | 5.189.000 | 790      | 204             |
| France.....     | 2.245.000.000        | 4.443.000 | 545      | 175             |
| Allemagne.....  | 2.915.000.000        | 5.359.000 | 545      | 155             |
| Russie.....     | 1.815.000.000        | 4.700.000 | 381      | 120             |
| Autriche.....   | 1.265.000.000        | 3.000.000 | 409      | 150             |
| Italie.....     | 615.000.000          | 2.281.000 | 265      | 130             |
| Espagne.....    | 425.000.000          | 1.167.000 | 364      | 120             |
| Belgique.....   | 510.000.000          | 953.000   | 545      | 165             |
| Suisse.....     | 160.000.000          | 370.000   | 433      | 150             |
| Etats-Unis..... | 7.215.000.000        | 3.837.000 | 1.888    | 317             |

Il résulte de ces chiffres que les salaires sont de beaucoup plus élevés aux Etats-Unis que dans les autres pays; que parmi les Etats de l'Europe, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne occupent la première place, tandis que l'Italie, l'Espagne et la Russie viennent en dernier lieu. Comparativement aux salaires moyens qu'on paye aux Etats-Unis, les ouvriers anglais ne reçoivent que 60 0/0, les ouvriers français que 50 0/0, et les ouvriers allemands que 42 0/0, tandis qu'en France, en Espagne et en Russie, les ouvriers n'en touchent qu'un tiers environ.

Il ressort aussi de ce tableau que la valeur moyenne de la production par ouvrier atteint, aux Etats-Unis, plus du double qu'en Angleterre, et que celle de la France et de l'Allemagne n'en représente pas même un tiers, tandis qu'en Italie, Espagne et Russie, la valeur moyenne de la production par ouvrier ne dépasse pas un douzième environ de celle des Etats-Unis. Ces résultats sont dus aux progrès que la technique industrielle a faits aux Etats-Unis, surtout dans ces derniers temps.

On voit, enfin, par les détails ci-dessus, que les ouvriers, sous forme de salaire, ne reçoivent aux Etats-Unis que 18 0/0 de la valeur qu'ils produisent; en Angleterre, 24 0/0; en France, 31 0/0; en Allemagne, 29 0/0; en Espagne, 33 0/0; en Russie, 31 0/0, et en Italie, 49 0/0, ce qui prouve d'une manière irréfutable que les développements du machinisme ne profitent qu'aux employeurs, tandis que les ouvriers, tout en produisant davantage, reçoivent, dans la répartition de la valeur produite, une fraction de plus en plus petite. En général, on peut affirmer, à l'appui des chiffres donnés plus haut, que le

le salaire moyen des ouvriers industriels ne représente que de 24 à 30 0/0 de la valeur qu'ils ont produite.

Dans ces conditions, il n'y a pas à s'étonner si le courant de l'émigration se dirige de préférence aux États-Unis, où les salaires sont de beaucoup plus élevés que dans les autres pays industriels, malgré que, comparativement à la valeur de la production, le salaire n'y représente qu'une proportion plus faible.

Le tableau suivant, en montrant la répartition de la production dans les différents pays entre le capital et le travail, établit d'une manière saisissante l'iniquité du régime capitaliste en vigueur et l'impossibilité de le continuer pendant longtemps encore, dans l'intérêt général.

Voici, maintenant, ce tableau :

| PAYS             | PRODUCTION   | SALAIRE      | RÉPARTITION |          |
|------------------|--------------|--------------|-------------|----------|
|                  | ANNUELLE     | ANNUEL       | AU CAPITAL. |          |
|                  | par ouvrier. | par ouvrier. | AU TRAVAIL. |          |
|                  | Dollars.     | Dollars.     |             |          |
| Italie.....      | 265          | 120          | 51 0/0      | 49 0/0   |
| Autriche.....    | 409          | 150          | 63,4 0/0    | 36,6 0/0 |
| Suisse.....      | 433          | 150          | 65,1 0/0    | 34,9 0/0 |
| Espagne.....     | 361          | 120          | 67,4 0/0    | 32,6 0/0 |
| Russie.....      | 381          | 120          | 68,8 0/0    | 31,2 0/0 |
| France.....      | 515          | 175          | 67,0 0/0    | 33,0 0/0 |
| Allemagne.....   | 515          | 155          | 71,6 0/0    | 28,4 0/0 |
| Royaume-Uni..... | 760          | 201          | 72,2 0/0    | 27,8 0/0 |
| Belgique.....    | 615          | 165          | 74,5 0/0    | 25,5 0/0 |
| États-Unis.....  | 1.888        | 317          | 82,2 0/0    | 17,8 0/0 |

On voit par ces chiffres que les ouvriers sont, aux États-Unis, exploités par le capitalisme encore plus que dans les pays plus arriérés au point de vue industriel, tels que l'Italie, l'Espagne et la Russie, ce qu'on ne peut expliquer que par l'outillage plus perfectionné, qui permet aux capitalistes de s'approprier une part de plus en plus grande dans la valeur de la production d'un pays.

Cependant si, malgré les progrès de la technique industrielle, les salaires sont demeurés encore assez élevés aux États-Unis, et s'ils sont, comparativement aux autres pays de l'Europe, moins déprimés en Angleterre, ou le doit surtout aux organisations ouvrières, puissantes et nombreuses, qui ont lutté contre le capitalisme dans des conditions exceptionnellement favorables. Si ces organisations n'avaient pas existé, ou si les capitalistes pouvaient les briser, il n'y a aucun doute que les salaires, dans ces deux pays, tomberaient peu à peu au niveau des salaires que reçoivent les ouvriers partout où ils ne sont organisés, comme en Russie, ou faiblement organisés comme en Italie et en Espagne.

Il est à craindre, néanmoins, que par suite des progrès rapides du machinisme, ainsi que par les crises et la stagnation des affaires, provoquée par la surproduction et l'anarchie qui domine dans le domaine de l'industrie, la dépression des salaires, qui a déjà commencé aux États-Unis et en Angleterre, aussi bien que dans les pays industriels sans exception, n'aille s'accroissant chaque jour davantage, sans que les organisations ouvrières puissent y opposer une résistance sérieuse, depuis surtout que la concentration du capital, au moyen des Sociétés anonymes et des Trusts ou Syndicats capitalistes, a pris des dimensions qu'on ne pouvait pas même soupçonner. C'est pourquoi l'organisation corporative ne peut plus suffire aujourd'hui aux prolétaires luttant contre le capitalisme, mais qu'il faut la compléter par l'organisation politique que l'évolution économique impose de plus en plus comme le seul moyen assez puissant pour transformer les bases et le mode de la production actuelle. Les ouvriers ont fini par comprendre que la lutte des classes, désormais sans portée dans le domaine économique, devait être engagée aussi sur le terrain politique. Aux États-Unis, aussi bien qu'en Angleterre, le mouvement socialiste s'accroît chaque jour davantage, ce qui nous autorise à espérer un changement profond et radical dans la situation du prolétariat.

### Abattoir social.

Dans les classes riches, la mortalité annuelle oscille entre les 0,0113 et les 0,0125 de la population.

Prenez le chiffre le plus élevé et calculons quelle serait la mortalité française à pareil taux.

Le recensement de 1891 a accusé la présence, sur notre sol, de 38 millions 343 mille 192 personnes. Le chiffre des décès pour la même année a été de 876,882, ce qui représente 228 décès par dix mille habitants.

Si le taux de la mortalité n'avait pas été plus élevé que dans les classes riches (0,0125 de la population), il ne serait mort que 479,290 personnes.

La différence entre ce dernier chiffre et l'effectif réel des décès est de 397,592.

Chaque année, il meurt donc, en France, d'excès de travail, de maladies professionnelles, d'accidents d'ateliers, mines, etc., et d'insuffisance d'alimentation : 397,592 personnes, soit plus d'un millier par jour.

Et les bourgeois — loups à musques de moutons — légifèrent en vue de protéger la vie humaine.

O lartuffles ! O monstre d'hypocrisie !

### Ce qui tue la production agricole.

Tout le monde connaît le nombre et l'étendue des cotes foncières françaises. Les publications officielles indiquent aussi fort complaisamment le chiffre des propriétaires, chiffre établi à la légère sans doute, mais que nous devons utiliser n'en ayant pas de plus sérieux.

Ce que nous ne pouvons que fort difficilement obtenir (j'ai consulté, en vain, dans ce but, un certain nombre de travaux statistiques officiels récents : ceux de 1879-1883), c'est le nombre de parcelles de terres que compte le sol français.

Naguère il était colossal. Gageons qu'il a été grossissant d'année en année.

En 1845, le nombre de cotes foncières était de 10 millions 893 mille 528. Deux années auparavant, notre sol était divisé en 123 millions 360 mille 669 parcelles.

Voici d'autres données, — les plus récentes qu'il nous a été possible d'obtenir :

En 1831, le nombre des cotes était de 12 millions 394 mille et celui des propriétaires fonciers — réels ou fictifs — de 11 millions 053 mille 702. Le sol était divisé en 126 millions 210 mille 194 parcelles. Chaque propriétaire avait donc à cultiver — ou à faire cultiver — en moyenne ONZE parcelles.

Voilà une des beautés du régime individualiste que nous subissons et qui stérilise toutes les découvertes agronomiques possibles.

### Richesse de la France.

La richesse minimum de la France est évaluée à 225 milliards de francs.

Elle se décompose comme suit :

|                                            |                         |
|--------------------------------------------|-------------------------|
| Terres .....                               | 75 milliards de francs. |
| Outils agricole, bétail, chevaux, etc..... | 10 —                    |
| Maisons et usines.....                     | 50 —                    |
| Valeurs mobilières.....                    | 70 —                    |
| Numéraire.....                             | 5 —                     |
| Divers.....                                | 15 —                    |

Les deux tiers de ces richesses sont le produit direct du travail de nos prolétaires. Le troisième tiers a été fourni par la Nature, mais c'est encore la main du travailleur qui lui a donné une valeur.

Quelle part notre prolétariat possède-t-il de cette immense accumulation de richesses ? Rien ! rien ! rien ! Lui-même ne s'appartient pas. Il fait partie du bétail des riches.

### Beati possidentes.

En 1826, le prix d'un mètre carré de terrain à Paris variait d'un minimum de 18 francs (dans le neuvième arrondissement) à un maximum de 450 fr. (dans le deuxième). Actuellement, on ne trouverait rien sans doute au-dessous de 100 fr., et on a eu des maxima de 2,000, 2,500 et même 3,000 francs.

Qui a créé cette énorme plus-value ? Les travailleurs ? Qui en profite ? Les parasites, les capitalistes. Le jour n'est pas loin où cette richesse volée au peuple lui sera restituée. Une Révolution sociale se prépare.

### La durée hebdomadaire du travail dans l'industrie textile.

La durée hebdomadaire du travail dans l'industrie textile est la suivante :

| Pays            | Durées extrêmes | Durée moyenne |
|-----------------|-----------------|---------------|
|                 | —               | —             |
|                 | uniforme        | 56 h. 1/2     |
| Angleterre..... | 55 à 66 h.      | 60 1/2        |
| Etat-Unis.....  | 58 66           | 62            |
| Hollande.....   | 60 70           | 65            |
| Allemagne.....  | uniforme        | 66            |
| Suisse.....     | 66 à 70         | 68            |
| France.....     | 66 72           | 69            |
| Belgique.....   | 69 70           | 69 1/2        |
| Japon.....      | 66 80           | 73            |
| Espagne.....    | 66 84           | 75            |
| Italie.....     | 70 80           | 75            |
| Russie.....     | 72 80           | 76            |
| Autriche.....   | 72 80           | 76            |
| Inde.....       |                 |               |

Quelle conclusion pouvons-nous tirer des chiffres qui précèdent ?  
 Celle que les socialistes ne se lassent pas de tirer de toutes les observations analogues :  
*Plus courte est la journée de travail, plus prospère est l'industrie.*

En effet, n'est-ce pas l'Angleterre, les Etats-Unis, la Hollande, l'Allemagne, la Suisse et la France qui marchent à la tête des nations industrielles ? La durée hebdomadaire moyenne du travail textile pour ces pays est de 63 heures. La journée y est plus courte qu'en Espagne, en Italie, en Russie, en Autriche et dans l'Inde où le travail hebdomadaire est, en moyenne, de 75 heures, soit 12 heures de plus par semaine ou 2 heures par jour.

Quel argument en faveur de la *journée de huit heures* ! Et nos politiciens ne sont pas encore convaincus.

Les bourgeois peuvent se vanter d'avoir de fidèles représentants. Nos « législateurs » sont aussi bêtes que leurs maîtres !

### Un bienfait du Capitalisme.

L'insuffisance d'alimentation et l'excès de travail sont des facteurs de dégénérescence organique. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer la taille du prolétaire de nos jours et celle du parasite qu'il entretient.

Voici la taille moyenne d'un bourgeois français et celle d'un travailleur adulte de même nationalité :

|                                    |                 |
|------------------------------------|-----------------|
| Taille moyenne d'un bourgeois..... | 1 mètre 681 mm. |
| — prolétaire.....                  | 1 637           |
| Différence.....                    | 0 mètre 044 mm. |

soit 1,45 pour cent, ce qui est énorme.

Il y a dix ans, dans la première série de la *Question sociale* (1885), j'ai établi — et le fait n'a pas que je sache été contesté jusqu'à ce jour — que la *Taille humaine* était en voie de décroissance dans tous les pays à civilisation capitaliste.

Les chiffres ci-dessus ne confirment-ils pas également les faits énoncés par le grand chimiste Liebig, le docteur Beddoe, l'illustre naturaliste Charles Darwin, etc., sur l'influence abâtardissante du Capitalisme sur le développement physique de la race humaine ?

Les ouvriers consentiront-ils toujours à produire le bien-être, la santé et la vie pour d'autres que pour leurs enfants ? Les progrès du Socialisme disent assez que les temps du parasitisme touchent à leur fin.

### La grande propriété en Angleterre.

La moitié de la superficie de l'Angleterre — quelque chose comme 15 millions d'hectares — est entre les mains de 2,512 propriétaires.

Parmi ces pieuvres à face humaine, on en compte :

|                        |                         |
|------------------------|-------------------------|
| 1.013 qui possèdent de | 1.200 à 2.400 hectares. |
| 612 —                  | 2.400 à 4.000 —         |
| 490 —                  | 4.000 à 8.000 —         |
| 283 —                  | 8.000 à 20.000 —        |
| 74 —                   | 20.000 à 40.000 —       |
| 42 —                   | au-dessus de 40.000 —   |

« La terre aux paysans » n'est pas une « utopie » bourgeoise, n'est-ce pas, messieurs les économistes ? Tas de fumistes ! Vous seriez comiques si vous n'étiez écourants.

### Lasciate ogni speranza, o voi ch'entrato!

Le docteur Leydet a établi que, sur 100 mineurs morts naturellement, c'est-à-dire que la mine n'a pas asphyxiés, écrasés ou étouffés, on comptait :

|                                                        |    |
|--------------------------------------------------------|----|
| Morts de la maladie des organes de la respiration..... | 53 |
| Morts de l'asthme professionnel.....                   | 47 |
| Morts de vieillesse.....                               | 0  |

Conclusion : On ne sort pas vivant de la mine.

### La propriété est le fruit du travail et... la récompense de la fainéantise.

Les charbonnages du Pas-de-Calais ont coûté en tout et pour tout aux actionnaires et obligataires 30 millions 135 mille francs.

Leur valeur au 1<sup>er</sup> janvier 1892 s'élevait à 473 millions 997 mille 275 francs, QUINZE FOIS ET DEMIE la somme souscrite !

Plus-value : 440 millions 862 mille 275 francs.

Et les pères de ces richesses — les mineurs — les de crever dans la plus noire misère, attendent leur délivrance de la Grève générale. Ils n'ont pas tort.

## NASR-EDDIN-HODJA

S'il y a une personnalité légendaire universellement connue, et populaire par excellence dans les pays de l'Orient, c'est bien celle du Hodja (1) Nasr-Eddin.

Il n'y a pas jusqu'aux enfants des plus obscurs villages ou hameaux de la Turquie, de l'Asie-Mineure, de la Grèce, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Macédoine, etc., qui ne connaissent ce fameux personnage auquel la tradition attribue les faits et gestes les plus divers, les actes les plus fous et les plus sages, les saillies les plus fines et les sottises les plus grossières.

Les Orientaux personnifient en lui toutes les personnalités bouffonnes, depuis M. de la Palisse en passant par Til Ulespiègle, M. de Crac, Gri-bouille, Calino et jusqu'au fameux Auguste de nos cirques.

Mais si ce type est devenu légendaire et si la tradition lui attribue tant d'actes contradictoires et impossibles à croire venant du même personnage, il n'en est pas moins vrai que Nasr-Eddin-Hodja est une individualité absolument historique.

Le célèbre historien roumain, le prince Cantemir dit que le Hodja était en relations intimes avec Tamerlan (Timourlenk), le farouche et fameux conquérant de l'Asie. M. Otter, dans son *Voyage en Turquie* (1748), affirme même avoir vu son tombeau à Ak-Chéhir en Karamanie.

La tradition, d'ailleurs, le faisait passer pour le bouffon de Tamerlan qu'il égayait de ses saillies.

Pour dérider un peu les lecteurs de l'Almauach dont les études sérieuses peuvent fatiguer à la longue, nous avons cru bien faire de rapporter ici quelques petites anecdotes sur Nasr-Eddin Hodja, anecdotes qui le présentent sous son aspect d'homme d'esprit et de fin satiriste.

C'était bien là, d'ailleurs, d'après nous, le vrai côté, le côté réel, naturel de sa personnalité, celui qui l'a rendu immortel, et plus immortel à lui tout seul que les quarante réunis de notre Académie Française.

(1) Hodja signifie en turc *lettré* ou bien *abbé*.

..

Nous avons dit que Nasr-Eddin était le fou de Tamerlan. Il le suivait dans toutes ses incursions à travers l'Asie.

Tamerlan, qui était horriblement laid, borgne et balafré au travers de la figure, se regardant un jour dans une glace se mit à pleurer de chagrin de se voir si horrible. Les courtisans qui l'entouraient se mirent eux aussi à pleurer et Nasr-Eddin-Hodja mieux que les autres. Bientôt les courtisans parvinrent à distraire Tamerlan qui cessa ses pleurs.

Nasr-Eddin, lui, continuait à pleurer de plus belle et longtemps après que Tamerlan avait cessé.

Voyant cette étrange et inconsolable chagrin du Hodja, Tamerlan lui dit :  
— « Voyons, Nasr-Eddin, pourquoi pleures-tu ? Moi je me suis regardé dans le miroir et, me voyant si affreux, moi le Padischah, le maître de tant de contrées et de tant de sujets, je n'ai pu retenir mes larmes ; mais, toi, pourquoi ne cesses-tu pas de te lamenter ? »

— « Tu t'es regardé un instant seulement dans la glace, répliqua aussitôt le Hodja, et ce court moment a suffi pour te faire pleurer une heure. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que moi, qui suis obligé de te voir toute la journée, je pleure plus longtemps que toi ? »

A ces mots Tamerlan fut pris d'un rire inextinguible.

..

Nasr-Eddin, en philosophe qu'il était, ne faisait généralement pas attention à l'étiquette.

Un jour il fut invité à un festin, et comme il s'y rendit avec ses habits de tous les jours, personne, parmi les convives, ne fit semblant de le reconnaître. On évitait même de lui adresser la parole tout en le reléguant au bout de la table. Hodja comprit que c'étaient ses habits qui occasionnaient ce manque d'égards envers lui. Aussi se sauva-t-il furtivement un instant pour aller revêtir son plus somptueux costume et il revint en hâte au banquet. Dès son entrée, les convives le voyant si splendidement habillé se levèrent tous et s'empressèrent à qui mieux mieux auprès de lui, lui serrant la main et lui offrant la meilleure place. Nasr-Eddin s'assit donc à table où un potage délicieux venait d'être servi.

Mais, au lieu de manger, il se mit très sérieusement à tremper à différentes reprises ses manches larges et brodées d'or dans le potage. Les convives, stupéfaits, demandèrent à Nasr-Eddin ce qu'il faisait là. « Mais je donne à manger à mes habits, répondit-il, car c'est à eux et non à moi que vous faites les honneurs dans ce banquet. »

\* \*

Lorsque Nasr-Eddin était encore tout jeune, ses parents, qui étaient pauvres, le placèrent chez un vieux seigneur — grand fermier — qui confiait souvent au jeune Nasr-Eddin une vingtaine d'oies pour les mener paître dans la forêt prochaine.

Un jour, Nasr-Eddin rencontra un de ses camarades et, comme ils voulaient passer leur journée agréablement, ils tuèrent une des oies, la firent cuire et la mangèrent avec beaucoup d'appétit.

Lorsque Nasr-Eddin rentra le soir avec les oies, son vieux maître qui était très attentif à tout, ce qui se passait chez lui, compta les oies et, n'en trouvant que dix-neuf : — « Comment se fait-il, dit-il à Nasr-Eddin, qu'il n'y ait que dix-neuf oies ? »

— « Il n'y en a que dix-neuf, effendi (1), répondit Nasr-Eddin.

— « Mais il y en avait vingt.

(1) Seigneur, maître.

- « Il y en avait vingt.
- « Mais il n'y en a que dix-neuf.
- « Il n'y en a que dix-neuf.

Et ainsi de suite. Nasr-Eddin faisait le Jacques pour donner le change à son maître. Celui-ci, voyant qu'il n'arrivait pas à lui faire comprendre qu'il manquait une oie, fit venir vingt paysans et, lorsque les oies furent enfermées dans un local, il ordonna aux paysans d'en prendre chacun une. Un des paysans resta naturellement sans oie. Alors le seigneur s'adressant à Nasr-Eddin : « Tu vois maintenant, lui dit-il, il y a vingt paysans, dix-neuf ont pris chacun une oie, il en reste un qui n'a pu en avoir. »

— « Mais que le diable l'emporte, celui-là, fit Nasr-Eddin ; lorsque les oies étaient là toutes ensemble, pourquoi ne s'est-il pas précipité, lui aussi, pour en prendre une ? »

Nasr-Eddin, âgé à peine de 7 à 8 ans, se promenait un jour avec son père. Chemin faisant, ils rencontrent un enterrement. Derrière le convoi suivait une jeune femme qui se lamentait suivant l'usage du pays en pleurant amèrement son mari.

— « Ce matin encore, disait-elle, il mangeait, il buvait et se reposait sous la couverture. Maintenant on l'emène dans une demeure où il ne se trouve ni à manger ni à boire, ni couverture, ni lit, pas même une natte.

— « Est-ce donc chez nous qu'on le porte, papa ? » demanda le jeune Nasr-Eddin. »

Certain jour, le Hodja travaillait sur le toit de sa maison qui était très haute et sur laquelle il montait en employant de nombreuses échelles. Un mendiant de profession, frappa à la porte de sa maison et dit à la femme de Nasr-Eddin de faire savoir à celui-ci qu'il avait à lui parler. La femme de Nasr-Eddin le pria de lui dire le sujet de sa visite, car il était difficile à son mari de descendre. Le mendiant insista disant qu'il était indispensable qu'il parle au Hodja lui-même. La dame alla faire part à son mari du désir de l'inconnu et le Hodja lui demanda du haut du toit ce qu'il voulait.

— Descends, dit le mendiant, et je te le dirai.

Nasr-Eddin fut obligé enfin de descendre, et lorsqu'il fut en bas, le mendiant lui dit : « C'est pour vous demander la charité, entendez, que je vous ai appelé. Je suis très malheureux. »

— « C'est très bien, répondit le Hodja, montez avec moi. »

Et lorsque tous les deux, très fatigués, furent arrivés au haut de la maison, Nasr-Eddin dit à l'importun :

— « Mon brave, j'aurais bien voulu vous venir en aide, mais malheureusement, je me trouve moi-même dans l'embarras et ne puis rien faire pour vous. »

— « Mais, lui répliqua le mendiant, pourquoi ne me l'avez-vous pas dit lorsque nous étions en bas ? »

— « Et vous, répondit Nasr-Eddin, pourquoi m'avez-vous fait descendre tout à l'heure au lieu de me dire d'en bas le sujet de votre visite ? »

Tamerlan était de sa nature capricieux et fantasque. Un jour, l'idée lui vint d'ordonner à son grand vizir, — sous peine de disgrâce et même de mort — de mesurer la distance qu'il y a de la terre au ciel. Le vizir, tout ennuyé et triste, exprima à Nasr-Eddin-Hodja ses craintes et ses inquiétudes sur le sort qui l'attendait, vu l'impossibilité de satisfaire le Padischah.

— C'est cela qui vous inquiète tant, fit Nasr-Eddin-Hodja, ce n'est rien, tranquillisez-vous et suivez le conseil que je vais vous donner.

Faites passer devant le palais du conquérant cinquante voitures chargées de ficelles et dites lui : Padiſchach, je viens de mesurer la distance qu'il y a de la terre au ciel. En voici la mesure exacte, vous pouvez essayer !  
C'est ce que fit le vizir qui échappa ainsi au malheureux sort qui l'attendait.

Un jour Tamerlan, se trouvant à Ak-Chéhir, sa capitale, alla au bain avec Nasr-Eddin-Hodja. Tamerlan se servait d'un *pechtemal* (espèce de peplum en soie de couleur) d'une valeur de plus de cent pièces d'or.

Lorsqu'ils s'assirent auprès de la cuve, Tamerlan dit au Hodja :

— « Si j'étais un esclave à vendre, Nasr-Eddin, combien m'achèterais-tu ? »

— « A peine te paierais-je cent pièces d'or ! »

— « Mais, imbécile, le *pechtemal* que je porte vaut, à lui tout seul, cette somme. »

— « J'ai bien pensé au *pechtemal*, répliqua le Hodja ; autrement personne ne l'achèterait, ne fut-ce que pour une seule pièce d'or. »

\* \*

Nasr-Eddin, qui était affligé d'une Nantippe revêche et têtue, suivait un jour avec elle les bords d'un fleuve. Tout à coup la femme tombe à l'eau et le courant l'emporte. Aussitôt le Hodja se jette à l'eau et se met à remonter vers la source. Des passants le voyant agir de la sorte lui dirent :

— « Que cherches-tu, Hodja ? »

— « Ma femme qui est tombée à l'eau. »

— « Mais effendi, lui disent-ils, pourquoi la cherches-tu en amont du fleuve, c'est vers le courant qui l'entraîne qu'il faut la chercher. »

— « Oh ! non, s'écrie le Hodja, ma femme est d'un caractère si contraignant qu'elle doit nécessairement aller vers le haut. »

\* \*

Nous devons nous contenter de ces quelques anecdotes qui suffisent pour montrer que les Orientaux ont beaucoup de bon sens et un esprit satirique très fin.

Toutes ces anecdotes, nous les avons racontées de mémoire, telles que nous les avons recueillies de la bouche des conteurs turcs, grecs, roumains, bulgares et macédoniens. Mais ceux qui voudraient en connaître d'autres, peuvent, s'ils savent le turc, lire les manuscrits nos 295-336-422-423 et 424 de la Bibliothèque Nationale de Paris (section Turquie) et le manuscrit Diez, n° 121 de la Bibliothèque impériale de Berlin.

P. A.

---

## La Législation directe

---

Le Parlement représente le pays à peu près comme Guignol représente les spectateurs qui assistent, avec plus ou moins de plaisir, d'indifférence ou d'ennui, à ses contorsions et à ses grimaces.

Le régime représentatif, qui se confond avec le parlementarisme, donne au peuple un spectacle permanent : c'est mieux que le Cirque des Romains. Mais la piébe de Rome avait en plus le pain, que le parlementarisme se déclare incapable de procurer aux peuples modernes. Le spectacle en perd une grande partie de son intérêt, et les acteurs commencent à être sifflés.

C'est que le mal tient à un vice radical d'organisation, et que le seul remède, en apparence efficace, doit être aussi tellement radical que nos habitudes d'esprit et une routine de plusieurs siècles le rendent difficilement acceptable.

Il ne s'agit de rien moins que de renoncer au régime représentatif et au parlementarisme, et mettre à la place la législation directe.

Le premier qui eut l'idée de systématiser la législation directe est Rittinghausen. Après avoir fait une active propagande en Allemagne, il vint en France et parvint à convertir Considerant, qui lui offrit l'hospitalité de la *Démocratie Pacifique*, il y écrivit, en 1831, une série d'articles, réunis ensuite en un volume qui contient un exposé aussi complet que possible de la question : *la législation directe et ses adversaires*.

Immédiatement après, Considerant, qui s'était montré jusque-là plus sympathique que convaincu, donna son adhésion entière à l'idée de Rittinghausen, dans une étude remarquable intitulée : *la solution ou le gouvernement direct du peuple par lui-même*.

« Ceux qui ont en mains, dit-il, la confection de la loi — la confection de la loi avec laquelle on rend *légal* à volonté la suppression de toutes les libertés publiques, avec laquelle on fait *tout ce que l'on veut*; qui disposent, en outre, de la force armée; qui nomment à tous les emplois; qui décident souverainement de l'impôt, de la paix, de la guerre, de tout enfin... ceux-là, certes, sont le souverain! Et je voudrais savoir ce que le plus absolu des despotes leur pourrait envier? Ils ont, outre le pouvoir absolu, arbitraire, despotique, un air de légalité et un manteau de droit national, qui semblent rendre leur pouvoir absolu sur le peuple parfaitement raisonnable et légitime.

« La souveraineté du peuple est un dogme sur lequel s'appuient tous les usurpateurs, un dogme placé hors la réalité. »

« Il n'y a qu'une voie pour en sortir, c'est d'accorder le dogme avec le fait. »

Maurice CHARNAY.



RITTINGHAUSEN

Recomposez, si vous le pouvez, toutes les fictions aristocratiques : essayez de persuader au pauvre, quand il saura lire, au pauvre à qui la parole est portée chaque jour par la presse, de ville en ville, de village en village, essayez de persuader à ce pauvre possédant la même lumière et la même intelligence que vous, qu'il doit se soumettre à toutes les privations, tandis que tel homme son voisin a, sans travail, mille fois le superflu de la vie; vos efforts seront inutiles.

CHATEAUDRIAND.

## LE PROBLÈME EST DOUBLE

Karl Marx a raison quand il signale l'importance de l'émancipation économique. Il a tort quand il affirme qu'elle serait l'émancipation totale. La situation religieuse, politique, juridique, morale ne dépend pas uniquement de la situation économique.

Il y a le problème de la misère, il y a aussi le problème de l'éducation.

Régler les rapports de l'individu avec les richesses capitalisées par la société, cela est urgent. Régler ses rapports avec la masse d'idées accumulées par l'humanité, cela n'est pas moins essentiel.



MAURICE BARRÈS

Nous ne sommes pas seulement victimes du machinisme, mais encore victimes des morts. Ils nous étouffent. Nous vivons dans un ordre social imposé par eux, nullement choisi par nous-mêmes.

Celui qui travaille tout le jour est serf de son atelier, de son magasin ;

il ne peut développer son individualité. Le jeune bourgeois, l'homme de loisir n'y parvient pas davantage, comment le pourraient-ils, ces pauvres enfants, dans les lycées, sous les programmes, sous cette épouvantable pression, qui non seulement arrête court leur perfectionnement intérieur, mais encore les empêche de rester soi.

La scolastique où, tout jeunes, on les plonge établit entre eux tous, je ne sais quelle triste ressemblance.

Ils en sortent dépouillés de leurs caractères natifs, confondus dans une moyenne qui ressemble fort à une mort morale.

Tout ce qui bouge, la vie elle-même, leur fait peur. Ils ne s'y mêlent jamais. Comment dès lors, seraient-ils solidaires des autres existences ?

Egoïstes inintelligents, ils ne sont pas capables d'une association franche et généreuse. Avec les idées ils ne sont pas plus capables de contact qu'avec les hommes.

Toute leur vie ils se contenteront des formules qu'on leur a mises dans la mémoire quand ils étaient petits. Au fond de ces cœurs resserrés, elles ne sont que des mots secs et inféconds. Et pourtant ils n'admettront jamais qu'on les révise. De nos constitutions, politiques, juridiques, religieuses dont ils ne sentent même plus l'ancienne impunité ils sont par habitude d'esprit des esclaves.

Ils regardent avec épouvante et avec dégoût les masses monter derrière eux à la conquête de la vie. Ils en ont peur et ne les comprennent pas.

Pauvre jeune bourgeoisie en qui l'éducation a atrophié l'instinct de la révolte, c'est-à-dire la puissance vitale ! Comme le travailleur harassé par un labeur excessif, ces jeunes riches sont des isolés. Le machinisme scolaire aussi bien que le machinisme industriel arrête le développement harmonieux de l'individu, l'expansion de ses forces, de ses affinités.

Il y a un problème économique et un problème cérébral. Pour cette régénération sociale que tous nous appelons de notre curiosité et de nos vœux, ce n'est pas assez de supprimer la misère il faut encore supprimer les morts. Ils continuent à nous imposer leur conception de l'univers et de l'ordre social, leur système qui n'a plus rien à voir avec notre nature réelle. Ils nous oppriment et nous empêchent d'être nous-mêmes. Or, être soi, c'est le premier point pour s'harmoniser dans l'effort de tous les hommes.

Maurice BARRÈS.

---

### PENSÉE

Le dos du travailleur est le tapis vert sur lequel les entrepreneurs et les spéculateurs font leur jeu, car la production actuelle n'est qu'un jeu de hasard. Oui, le dos des travailleurs est le tapis vert où ils entassent les piles d'or que leur jette l'heureux coup de roulette et où ils luttent à coups de dés, attendant que le sort cesse de leur être hostile.

LASALLE.

---

## TRISTE ÉPOQUE !



- Triste époque, Monsieur, où l'on interdit aux banquiers de soustraire.
- Et aux huissiers d'additionner.

## DEUX INFAMES

Devillata et Chrysoverghis

Devillata.

C'est une vieille histoire; elle date de 1862.

C'est à Fantina et à Athènes que se couvrirent d'éternelle infamie l'italien Devillata et le grec Chrysoverghis, tous les deux majors de l'armée, l'un au service du roi Victor-Emmanuel, l'autre du roi Othou.

Les prétoriens des rois, s'ils sont honnêtes, — chose très rare — brisent leurs épées comme Paskoff, Labordaire et Lobbia, autrement ils deviennent assassins, comme Devillata, Chrysoverghis et bien d'autres.

Mais, je ne parlerai que de ces deux derniers, inconnus, oubliés aujourd'hui, car il a trente-trois années de passées, et bourreaux et victimes sont vite oubliés.

C'était donc en 1862.

J'avais à peine 18 ans. J'avais pris part aux guerres de 1859 en Lombardie, en Sicile et 61 dans les Abruzzes contre le brigandage.

En 1862, je désertai définitivement pour la deuxième fois de l'armée italienne pour suivre notre aimé Garibaldi qui marchait sur Rome, arrêté, presque assassiné sur les hauteurs d'Aspromonte par le colonel Palavicini, — aujourd'hui général de division et aide-de-camp du roi Humbert, — par ordre de Victor-Emmanuel, qui récompensait ainsi celui qui lui avait fait cadeau d'un royaume.

Ce crime infâme, qui déshonore à jamais la maison de Savoie, est dû aux menaces que Napoléon III fit à la Cour de Turin, c'est-à-dire si elle n'arrêtait pas la marche de Garibaldi sur Rome, disait-il, il aurait fait passer les Alpes à 100,000 hommes de troupe.

Victor-Emmanuel obéit et, par son sicaire Pallavicini, il fit abattre le glorieux Garibaldi.

Tant que celui-ci resta debout, il nous empêcha de riposter à la fusillade de l'armée qui nous décimait.

Mais, lui tombé, nous nous lançâmes sur nos agresseurs et, dans toute autre circonstance, la chemise rouge aurait compté une glorieuse victoire de plus.

Mais, Garibaldi, quoique blessé, nous commandait toujours et, à son ordre de nous rendre, nous nous rendîmes et fûmes faits prisonniers, y compris le grand blessé.

Moi, avec d'autres déserteurs, grâce à quelques amis qui se trouvaient dans l'armée qui nous avait combattu, nous pûmes nous échapper.

Nous repassâmes, sur une barque, le détroit de Messine, et nous nous glîâmes dans les montagnes de la Sicile, tachant de rejoindre la colonne Traselli, que Garibaldi avait laissée dans cette île.

Nous la rejoignîmes lors qu'elle marchait sur Catania pour s'y embarquer, et nous lui apprîmes la défaite d'Aspromonte.

Elle rebroussa chemin pour tomber sur Palerme et y provoquer la Révolution.

Mais cela nous fut impossible, parce qu'un bataillon du 52<sup>e</sup> de ligne, commandé par le major Devillata, nous poursuivait.

Après 4 ou 5 jours de marche, de fatigues et de privations inouïes, nous fûmes rejoints par la troupe à Fantina-sous-Navarra.

C'était dix heures du soir.

La lune brillait de toute sa splendeur.

Nous nous battîmes.

Nous n'avions que des mauvais pistons, des véritables cadenas et quelques cartouches.

Brûlée la dernière de celles-ci, nous nous repliâmes sur les montagnes.

Deux quadrilles des nôtres, qui se trouvaient dans le lit du fleuve de Nisi, furent faites prisonnières.

Ils étaient sept, parmi lesquels un seul déserteur.

Devillata leur ordonna de mettre bas les armes.

Ils obéirent.

Désarmés, il donna l'ordre de les fusiller.

Ils protestèrent en invoquant les Tribunaux, soit civils, soit militaires.

L'infâme Devillata, qui avait fait sa carrière militaire au service de l'Autriche, leur répondit : — « Pour des lâches comme vous, il n'y a pas de justice, il faut mourir. »

Cet infâme bourreau insultait ses victimes avant de les tuer.

Parmi celles-ci, il y avait Bianchi, père de cinq enfants.

Il demanda qu'on lui laissât au moins écrire un dernier mot d'adieu à ses petits.

— « Rien, répondit le scélérat soudard, il faut mourir. »

Alors, ce malheureux père, qu'un assassin allait égorger pour avoir abandonné sa famille pour délivrer Rome de la prétraille, prit une résolution désespérée, héroïque.

Au moment où le peloton d'exécution faisait feu sur lui, il se jeta en arrière, face à terre comme foudroyé.

Il n'avait été blessé qu'à la tête et à l'épaule gauche.

Devillata, le crime consommé, se mit à la poursuite du restant de la colonne; mais, avant de s'en aller, il laissa un caporal et six hommes, cachés derrière un repli de terrain, avec ordre que, si quelques-uns des fusillés donnaient signe de vie, de les achever et de rejoindre leur bataillon.

Bianchi, n'entendant plus de bruit autour de lui, souleva la tête pour voir s'il pouvait fuir.

Mais les aides-bourreaux de l'infâme Devillata veillaient et, d'un bond, comme des tigres, se jetèrent sur lui et l'achevèrent à coup de bayonnettes.

Ces détails, je les tiens d'un des soldats qui prirent part à ce meurtre.

Naturellement, Pallavicini et Devillata furent récompensés par la monarchie, selon les services rendus.

Le premier fut promu au grade de général de brigade et décoré de la croix.

Le deuxième fut fait lieutenant-colonel et décoré de la médaille à la valeur militaire.

Comme l'on voit, pour avoir la confiance, la gratitude, la récompense des rois, il faut être féroce, infâme, scélérat, assassin du peuple.

Et dire que Devillata est mort dans son lit!

Oh! que les peuples sont lâches!!

Galliflet aussi mourra dans son lit, hélas!

### Chrysoverghis.

Après le combat de Fantina, la colonne garibaldienne se dispersa.

Moi, avec quatre autres déserteurs, nous nous jetâmes bandits sur les montagnes de Gibilrossa, aux environs de Palerme, où nous restâmes cachés pendant deux mois.

Le comte Frédéric, mon ami, nous procura les moyens de nous embarquer pour la Grèce.

Je passe sous silence toutes les souffrances qui me concernent, les trahisons, l'abandon, la misère, tout.

Tout cela n'a rien à voir dans les faits que je raconte.

J'arrivai, *seul*, au Pirée, le jour même où le roi Othon fuyait la Grèce en évasion.

Ah! quel bonheur! je bénissais mon exil, j'oubliais tout pour la chance rare de voir un roi détrôné et en fuite, et un peuple en révolte.

Inutile d'ajouter que je me jetai tête baissée dans le tourbillon révolutionnaire.

Ma chemise rouge, le prestige du nom de garibaldien et de proserit, contribua à me faire vite connaître, et bon nombre de jeunes gens, et surtout d'étudiants, se groupèrent autour de moi. Ces bons athéniens, toujours spirituels, trouvèrent que mon petit nom d'Amilcar était passablement barbare et, *ipso facto*, ils me rebaptisèrent de nouveau sous le nom plus grec, et conséquemment plus civilisé, de Miltiadès.

Mais l'appétit vient en mangeant, et voulant compléter ma grécisation, je fus appelé, non plus Cipriani, mais Kyprianos. Me voilà donc bombardé Miltiadès Kyprianos, chef de barricade de la rue Eole.

Nous nous procurâmes bien vite des armes et, ça va sans dire, nous fîmes

notre brave barricade dans la rue Eole, sur laquelle nous hissâmes un drapeau rouge, le seul de cette couleur qui flottait sur les barricades qui barraient les rues d'Athènes.

Je n'ai jamais vu une confusion pareille!

Les uns voulaient un roi de la dynastie des Romanoff, d'autres d'Hohenzollern; quelques-uns auraient voulu un fils de Victor-Emmanuel. Enfin, il y avait des partisans pour toutes les maisons régnantes d'Europe.

Nous étions les seuls à nous battre pour la République, que personne ne voulait.

Trois officiers de l'armée se trouvaient avec nous: Moraitinis, Scaravellis et un troisième dont j'ai oublié le nom.

Un jour, un de ceux-ci fit la proposition d'aller s'emparer du palais royal resté désert et gardé par un bataillon de troupe, commandé par Chrysoverghis.

Ce qui fut dit fut fait, et nous voilà en marche pour la conquête de la demeure royale, que ceux qui s'étaient improvisés *Gouvernement provisoire*, respectaient comme une arche sainte.

Derrière nous, marchaient femmes, enfants, vieillards, enfin tout ce qui forme une foule.

Arrivés à peu de distance du palais royal, en signe de paix, nous mimés la croix en l'air.

Scaravellis portait un drapeau devant moi, et j'avais à mes côtés les autres deux officiers.

La troupe commandée par Chrysoverghis, d'après l'ordre de celui-ci, mit aussi la croix en l'air.

Tout allait donc pour le mieux et nous nous avançons allègrement et en chantant *Hymnos tis elefterias*, l'hymne de la liberté.

Arrivés peut-être à cent mètres de la troupe, celle-ci retourne les fusils, fait feu et tue bon nombre des nôtres et des gens du peuple.

Les premiers à tomber furent Scavarellis et Moraitinis.

Assurément, le premier qui se trouvait devant moi, par sa mort, sauva ma vie.

Il y eut un moment d'arrêt provoqué par la surprise, mais revenus de cela, nous ne donnâmes pas le temps à ses assassins de recharger leurs armes et, suivis par le peuple, nous nous ruâmes sur eux, et ce fut une lutte au couteau, avec *les ongles et les dents*, comme dirait le poète Barbier.

L'infâme, le lâche Chrysoverghis, *more solito*, se sauva.

Moi, inutile de le dire, quelques jours après, je fus arrêté et, *grâce aux services rendus à l'indépendance Hellénique* — dirent-ils — je fus expulsé et conduit à Smyrne, heureux de ne pas avoir été consigné au Gouvernement italien.

De sorte que, à 18 ans, je savais déjà, sur la gratitude des Gouvernements, ce que je sais aujourd'hui.

J'avais été forcé de fuir mon pays comme un brigand, pour vouloir compléter son unification; j'étais chassé de Grèce pour avoir combattu pour son indépendance; plus tard, j'étais condamné à mort, déporté en Calédonie et expulsé ensuite pour avoir combattu pour la liberté de la France.

Je n'ai donc pas vu la rentrée de George I<sup>er</sup>, roi des Hellènes.

J'ai su plus tard que, celui-ci, tant pour ne pas faire tort à sa qualité de roi, aurait voulu réserver, dans l'armée, l'infâme Chrysoverghis. Mais tous les officiers de garnison à Athènes, plus dignes que les officiers italiens, se rendirent en corps auprès du jeune roi, en lui déclarant que si Chrysoverghis restait dans l'armée, ils démissionneraient en masse.

Le roi, devant cette protestation inattendue, abandonna le vil Chrysoverghis à la vengeance des Athéniens, et ceux-ci en firent une terrible, unique dans l'histoire.

Il ne fut ni battu, ni frappé, ni tué.

Il fut conspué, honni, maudit, isolé, mis à l'index.

Toutes les fois que ce monstre se promenait dans les rues, le désert, le vide se faisait autour de lui. Il restait seul sur le trottoir où il se promenait, n'entendant à ses oreilles que la voix des mères qui l'indiquaient avec horreur à leurs enfants et le désignant du doigt, s'écriaient : voilà l'Atimos Chrysoverghi.

Atime Chrysoverghi, répétaient tous les passants en le fuyant, et ce nom maudit passait de bouche en bouche, de proche en proche, en l'accompagnant partout comme une longue, une continuelle malédiction.

S'il pénétrait dans un magasin, tout le monde en sortait ; s'il rentrait dans un restaurant ou dans un café, les garçons refusaient de le servir.

Tous les matins, à 9 heures, il allait à la poste. S'il y avait des lettres, l'employé les lui jetait comme à un pestiféré.

En 1867, de retour de Crète, un de mes compagnons d'armes de 1862, me fit voir ce spectacle.

Je vis un homme, quoique encore dans la force de l'âge, plié en deux, les cheveux et la barbe longs, sales, les yeux hagards, jetant des regards de méfiance à droite et à gauche, et n'entendant autour de lui que ces deux mots affreux, terribles : *Atime Chrysoverghi!*

Avec cet ami, je l'accompagnai à la poste.

— Attendez, me dit celui-ci, vous allez voir.

Il s'approcha et, l'ayant appelé par son nom, lui dit : « Regarde, celui-ci est Milliades Kyprianos, l'ami de Moraitinis et de Scavarellis que tu as tués ! »

Je n'oublierai jamais le regard que me lança ce monstre et, se courbant encore davantage, s'en alla en regardant avec méfiance derrière lui.

J'en fus ému, troublé.

« — Eh bien! me demanda mon ami, qu'en dites-vous? Les Athéniens savent-ils se venger? »

« — Oui, répondis-je, bouleversé, mais c'est trop. Vous auriez été plus humains à le tuer. »

« — Et pourquoi ne se tue-t-il pas? S'il est tellement lâche de préférer cette existence à la mort, tant pis pour lui. »

L'Atimos Chrysoverghis est mort depuis fou furieux.

Terrible vengeance d'un peuple civilisé, châtement mérité que l'on devrait infliger à tous les assassins des peuples.

Amilcare CIPRIANI.

---

## ALLONS FAIRE UN TOUR A LA BANQUE

---

Le travail manque!  
Il est grand temps,  
Les enfants,  
D'aller faire un tour à la Banque.

Voilà des mois qu'on ne fait rien.  
Cependant, comme un galérien  
On arpente la capitale,  
Et sans une croûte à ronger,  
L'estomac bat la générale  
A la porte du boulanger.  
Le travail manque!  
Il est grand temps,  
Les enfants,  
D'aller faire un tour à la Banque.

La faim a gagné les faubourgs;  
Ça ne peut pas durer toujours,  
Car les femmes criaient : Tant pire!  
Quand nos enfants veulent du pain,  
C'est pas possible de leur dire :  
Nous vous en donnerons demain.  
Le travail manque!  
Il est grand temps,  
Les enfants,  
D'aller faire un tour à la Banque.

On jeûne et l'on est endetté,  
Tout est au Mont-de-Piété;  
On couche à même la litière,  
On a mis jusqu'aux draps de lit!  
Et l'on a beau pleurer misère,  
Les marchands ne font plus crédit.  
Le travail manque!  
Il est grand temps,  
Les enfants!

D'aller faire un tour à la Banque.

Il paraît que les financiers,  
Les commerçants, les usiniers  
Sont logés à la même enseigne.  
Ils font faillite à qui mieux, mieux.  
Les pauvres gens! le cœur m'en saigne!  
Si nous pouvions faire comme eux!

Le travail manque!  
Il est grand temps,  
Les enfants,

D'aller faire un tour à la Banque.

Ne serait-il pas plus moral,  
Pour mieux remédier au mal  
De troubler un peu l'existence  
Des créés et des ripailleurs,  
Qui condamnent à l'abstinence  
La famille des travailleurs?...  
Le travail manque!  
Il est grand temps,  
Les enfants.

D'aller faire un tour à la Banque.

En bonne comptabilité,  
Il est de toute utilité  
Qu'on nous ouvre un peu ce « Grand Livre »  
Pour que nous connaissions... en ces...  
Ceux que nous faisons si bien vivre  
Alors que nous ne vivons pas.

Le travail manque!  
Il est grand temps,  
Les enfants,

D'aller faire un tour à la Banque.

Tous les Gouvernements défunts  
Ont bien contracté des emprunts.  
Puisque la crise est générale,  
Faisons notre emprunt ouvrier...  
*La République sociale*  
Signera les bons à payer!  
Le travail manque!  
Il est grand temps,  
Les enfants,

D'aller faire un tour à la Banque.

J.-R. CLÉMENT.

---

## PARIS VÉCU

---

### Entre gens bien pensants.

Deux messieurs rondelets, emmitouillés, gommés dans leur linge et dégomés dans leur visage causent sur le trottoir où ils viennent de se rencontrer.

Le plus grand : Tiens ! tiens ! tiens ! où allez-vous comme ça ?

Le plus petit, l'air vexé : Où je vais ? et vous ?

— Moi, à une réunion populaire, po-pu-lai-re ! mon cher.

L'autre : Ah ! vous êtes socialiste !

Le plus grand : Pour qui me prenez-vous ? Histoire de faire du polin, mon cher ! J'ai préparé un grand discours, épatant mon cher ! Il y a une variante suivant les quartiers : aux uns, je dis que les socialistes sont gneux comme des rats ; aux autres, qu'ils se sont enrichis avec l'argent des réunions.

L'autre, très pressé : Ah ! superbe ! superbe ! Bonsoir ! Bonne chance !

Le plus grand : Et votre femme, comment va-t-elle ?

— Elle est chez sa mère !

— Ah ! très bien ! très bien !

Ils se sauvent, chacun de son côté.

Signalement du plus gros pour sa femme quand elle reviendra de chez sa mère :

Tête d'oiseau, crâne pelé, nez de pie, yeux ronds, le cou d'un dindon, les pieds larges comme des pattes d'oie, quatre cheveux rouges.

Signalement de l'autre pour les réunions : Petits yeux étoilés de rides avec une prune noire au fond, les mains derrière le dos, les épaules carrées, un faux air de Napoléon le m....., le copronyme.

Louise Michel.

# ÉVOLUTION, RÉVOLUTION

---

Deux termes qui se complètent.

L'évolution est la marche normale du progrès.

La révolution, c'est la consécration éclatante du progrès acquis. C'est l'adhésion des sociétés, adhésion proclamée ou subie, à ces progrès.

On a écrit beaucoup de livres, noirci bien du papier, prononcé bien des discours pour nous convaincre de ces évidentes vérités.

Il y en a qui ont eu pour but d'opposer l'une à l'autre, évolution à révolution ; d'autres, de les confondre ; d'autres encore de les combattre.

Le parti ne subit le présent que lentement. Mais il le subit.

C'est un fait brutal comme la mort. On nomme cela la loi. Soit.

Loi, j'accepte le mot. Mais loi sans législateur.

Le temps verse goutte à goutte dans le grand vase universel, la liqueur toujours plus foncée du progrès, et les teintes s'accusent de plus en plus à travers les âges. Cela durera ce que durera le vase. L'inconnu de l'avenir et l'inconnu du passé se confondent. L'infini nous échappe.

Durant ce temps, nous nous agitions, nous bataillons, et nous mourons dans l'illusion de la vie que nous voudrions fixer, hélas ! par des œuvres, bonnes ou mauvaises, mais qui nous échappe au moindre vent coulis.

Cependant chacun apporte, si petite soit-elle, sa part au grand travail des choses. L'accident même a sa place dans l'harmonie. Sans lui, que serait tout ce monde de gens qui en vivent : le pharmacien, le médecin, l'agent, le magistrat, le journaliste et les lecteurs ? Toutes les parts d'hier s'accroissent de toutes les parts d'aujourd'hui, et s'accroîtront de toutes les parts de demain. L'édifice monte autour de nous, et nous embastille. Le sauvage a les déserts ; le civilisé, la ville. La tombe même est un symbole. Celle du sauvage, quelques pierres pour qu'il ne puisse trouver trop de résistance au réveil prédit. Celle du civilisé, de lourdes pierres du mausolée qui enchainent et qui écrasent.

On dit que certains peuples, que des sectes se creusent à elles-mêmes le trou où elles dormiront du grand sommeil. C'est ce que fait l'humanité. Elle monte son cénotaphe, son tombeau avec la civilisation.

C'est que l'humanité, ensemble des hommes, vit comme eux et grandit, et faiblit et meurt comme eux.

L'évolution nous mène sûrement à la disparition.

La terre évolue autour du soleil, quand elle est revenue à son point de départ, une révolution est accomplie.

Se rend-on bien compte du mouvement qu'on fait ? Pas plus qu'on ne s'aperçoit que la terre tourne.

Et pourtant, ouvrons notre réserve de souvenirs, évoquons l'enfance, les tableaux de cette enfance, et cherchons si cela était bien comme aujourd'hui. Non, tout a changé, et cela en quarante ans à peine.

Les révolutionnaires exclusifs, ainsi se nomment ceux qui croient à la force, et qui ne croient qu'à elle pour faire marcher le monde, jugent-ils bien l'importance d'un acte qu'ils accomplissent ? Non, car ils ne le voient qu'isolé.

On prend la Bastille aujourd'hui, et l'on n'est pas content : le roi est encore à Versailles.

On fait revenir le roi, et l'on n'est pas content, car il y a des traîtres qui conspirent et le roi lui-même dans Paris se fait l'âme des conspirations.

On renverse le roi, et l'on n'est pas content, parce qu'il a des défenseurs à l'Assemblée.

On fait le 31 mai contre les conspirateurs, mais l'on est pas content, parce que.....

Vus de haut, tous ces faits se lient et sont les pages d'un même volume : l'histoire de la Révolution française.

Ah ! si nous pouvions nous voir, nous, hommes du présent, avec les lunettes de l'avenir, nous nous trouverions meilleurs et plus grands que nous ne le pensons.

Qui sait ce qu'il y avait de petitesesses entre les héros des Thermopyles ?

Les réactionnaires sont des noyés qui se raccrochent quelquefois à nous-mêmes, et nous noient avec eux.

Qui songe à présent au droit de jambage ?

Les pires rétrogrades sont à peine centenaires. C'est Drumont et Baudry-d'Asson qui les résument le mieux : un artiste et un preux. Ils en sont à la persécution des francs-maçons et des juifs au nom de la morale religieuse et de la bonté divine.

Ils ne voient pas que l'épave s'enfonce sous eux.

L'évolution en morale est aussi évidente qu'ailleurs.

Le diable a usé ses cornes et s'est coupé la queue. Dieu a mouillé son tonnerre. L'enfer est fermé, et le ciel est tombé dans le cerveau des penseurs.

Chantez les *Dies iræ* et les *De Profundis* sur les peuples ; ils suivent la route où le Destin aveugle les conduit.

A la morale des enfers qui brûlent et des paradis qui extasient, succède la morale du droit entier à la vie. L'évangile de Shoppenhauer sera peut-être celui de demain. Le droit au suicide n'est pas seulement le droit des désespérés.

A mesure que l'humanité s'est élevée et a étendu son pouvoir sur les choses, les rêves se sont matérialisés, les démons se sont cachés, et le grand Seul s'est effacé devant le grand Tout.

C'est Pan qui traîne Jéhovah.

Et nous allons, nous allons ainsi, l'univers à ses fins, comme nous à la nôtre. Le grand fossoyeur, le Temps, le guette au fond des âges.

Nous, c'est tout bonnement le visage glabre du père Macloux, qui la main tendue vers les veuves en larmes, demandera : N'oubliez pas les croque-mort ! C'est entendu. Il faut bien payer son hôtelier.

Mais toujours on va. Toujours l'évolution en marche, toujours au bout, la révolution.

Courage ! les martyrs ! l'égalité est à la fin de tout.

E. CHLUVIÈRE.

---

Plus un Etat est corrompu et plus on y fait des lois.

TACITE.

# COÛASSERIES DE L'ANNÉE 1895

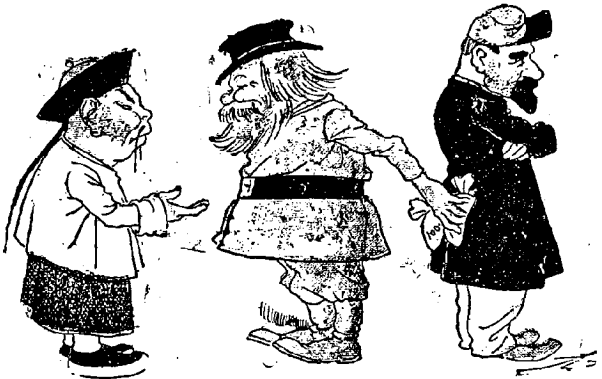
PACIFICATION GÉNÉRALE  
(Par VIOLETA)



En route pour Kiel.



Paix, paix, paix, paix,  
C'est nous les gardiens de la paix (air connu)



Le CURNOIS. — Est-il bien vrai que tu as tant d'argent à me donner ?  
Le Russe. — Je n'ai qu'à mettre les mains dans la poche.

## LA PROPRIÉTÉ

« Le principe — ou, pour mieux dire, l'instinct, — de la propriété n'est nullement indiscutable et sacré. »

« Elle ne fut pas respectée lors de la suppression du droit d'aînesse; elle le sera de moins par les impôts sur les revenus et même sur le capital, qui sont choses imminentes, et par l'accroissement progressifs des taxes de transmission. »

« J'en suis désolé pour ceux qui font de la propriété la troisième personne d'une trinité dont les deux premières sont la religion et la famille. »

« Les gens positifs haussent les épaules lorsqu'on affirme devant eux cette vérité qu'on n'obtient rien de bon des hommes qu'en s'adressant à leur imagination et à leur cœur. L'ordre social, disent-ils, n'a pour base que l'intérêt et tout marche avec des cours fermes à la Bourse, un bon cadastre et des gendarmes. Pour ces terribles bourgeois, la propriété, c'est l'arche sainte, la citadelle inexpugnable. Qu'ils y prennent garde! Leur Capital est menacé et, ajoutons, bien mal défendu.

« Ah! serons-nous donc toujours si aveugles, si imprévoyants, si égoïstes? Pourquoi ne reconnaissons-nous pas que les lois qui régissent actuellement la propriété sont caduques, lézardées, qu'elles tombent en ruines? »

« Nous nous cramponnons désespérément à des traditions vieilles; nous nous abritons dans des ruines qui finiront par s'écrouler sur nous-mêmes, si elles ne sont pas violemment renversées, d'ici-là par des mains impatientes et furieuses. Nous maintenons le droit du plus riche, qui ne vaut pas mieux que celui du plus fort. Nous laissons aux hommes de loisir tous les privilèges, aux travailleurs tous les fardeaux; et nous oublions qu'il est de stricte justice d'occuper tous les bras et toutes les intelligences, de donner à tous de la besogne et du pain.

« Par une loi naturelle, historique, infaillible, le droit de propriété deviendra le partage d'un plus grand nombre, et la répartition des richesses entre les travailleurs se fera, tôt ou tard, plus équitablement. »

François Cornée.

---

## LE SOCIALISME AU BRÉSIL

On dit généralement que le socialisme n'existe pas au Brésil. Mais c'est une erreur. Le socialisme existe partout où il y a des exploités et des exploités.

Nous savons parfaitement que le Brésil est un pays plutôt agricole qu'industriel. Cependant nous n'ignorons pas que la question sociale y est posée, comme partout d'ailleurs, où l'exploitation de l'homme par l'homme est pratiquée.

Dans le grand pays sud-américain, on a parlé du socialisme, pour la première fois, en 1855, lors de la publication d'un livre — *Le Socialisme* — du général Abreu e Lima, à Pernambuco.

Ce volume, qui est aujourd'hui très rare, a été confectionné sous un point de vue tout catholique. Comme œuvre de combat, sa valeur est nulle. Mais pour son époque (1852-1855) il représente un effort, sans doute, très honnête et très noble.

Après cette publication, le Brésil est entré dans une période de marasme jusqu'à la guerre du Paraguay (1865).

C'est depuis la guerre que l'esprit d'association s'est accentué et s'est développé d'une façon tout à fait brillante. Pendant l'année 1870, on fonda la *Ligue ouvrière* qui avait son siège à Rio-de-Janeiro. Cette association était franchement socialiste et elle avait comme but — l'augmentation de salaires et la diminution des heures de travail.

Mais ce ne fut vraiment qu'en 1888, l'année de l'abolition de l'esclavage, que s'est manifesté un mouvement en faveur des classes ouvrières.

Lors de la proclamation de la République, le 15 novembre 1889, l'idée de la création d'un parti ouvrier s'est manifestée dans beaucoup d'esprits. Dans ce but on a tenu une grande réunion au théâtre *Recrécio Dramatico*, le 9 février 1890, et, juste un mois après, le 9 mars 1890, le comité central du *Parti ouvrier* fut installé à Rio. Cette association a été dirigée pendant longtemps par M. José Augusto Vinhaes, ancien officier de marine et qui était directeur des télégraphes, à l'occasion de la Révolution.

Le Comité central du *Parti ouvrier* a été, dans son commencement, une association très puissante qui comptait 14.000 associés.

Le 11 mai 1890 s'est fondé le *Parti ouvrier* dont le chef était M. Luiz França e Silva, ancien typographe, qui est mort.

M. Vinhaes, qui a représenté la classe ouvrière au premier congrès républicain, comme député, connaît à fond la question sociale. C'est Benoit Malou son auteur favori et le *Socialisme intégral* son évangile.

Le 3 janvier 1892 s'est installé à Campos un deuxième *Comité ouvrier* qui est aujourd'hui une association très puissante aussi. Elle a pour représentant un jeune homme ardent, sincère et enthousiaste, M. Mucio da Paixão, dont le dévouement à la cause socialiste est connu et bien apprécié par le parti. Il a été élu député au *Congrès Constituant* qui a duré depuis le 1<sup>er</sup> mars jusqu'au 9 avril 1892 et c'est grâce à lui que je dois ces curieux et intéressants renseignements sur le *Mouvement socialiste au Brésil*.

Par l'initiative du *Comité ouvrier* on a fêté en 1894, à Campos, le 1<sup>er</sup> mai avec une grande solennité.

Le parti a son programme et des comités, dans presque tous les États; il a aussi adressé à la Chambre, le 13 août 1892, une pétition en faveur de la journée normale de 8 heures de travail. Le 2 septembre 1894, le député M. Eurico Coelho, en se déclarant socialiste, a présenté à la Chambre une proposition réduisant à 6 heures le travail pour les employés de l'État, qui pourrait être dépassé de 3 heures en des circonstances anormales et selon l'urgence du service.

Des forces socialistes existent donc au Brésil. On peut les comparer, selon l'expression de notre sympathique camarade, M. Mucio da Paixão, à une grande armée à laquelle manque un chef ou un directeur. Les deux hommes qui ont le plus contribué au mouvement furent MM. Vinhaes et França e Silva. Ce dernier est mort, et l'autre est exilé.

La crise qui traverse le parti dans ce moment-ci est donc momentanée. Le jour où les causes de cette crise cesseront, une nouvelle époque s'ouvrira pour le travailleur brésilien qui fera entendre à son tour, comme tous les exploités, sa protestation de justice et de solidarité.

Lisbonne, 1895.

Magalhães LIMA.

## L'ANNÉE INTERNATIONALE

Chaque année, l'*Almanach de la Question sociale* consacre une large part à l'histoire du mouvement socialiste international.

Excellente habitude. Rien de meilleur, en vérité, que cette revue idéale des différents régiments de la grande armée socialiste. Rien de plus réconfortant pour les militants qui nous lisent que cette constatation de nos forces augmentant sans cesse sur tous les points du globe.

Si persuadé, en effet, que l'on soit du bien fondé de ses théories et de la justice de sa cause, si vaillant et si résolu soit-on de caractère, on n'en aime pas moins à sentir de près les coudes des camarades. Cette assurance que l'on n'est point seul, que d'autres non moins dévoués, non moins énergiques, combattent à vos côtés, communique aux volontés une vigueur nouvelle et aux intelligences une foi plus complète encore.

Cette année, il se trouve précisément que c'est avec un sentiment de légitime orgueil que nous pouvons envisager le chemin parcouru. La lutte a été bonne, utile et fructueuse sur tous les terrains. Autant d'engagements, autant de victoires.

C'est donc plaisir pour le chroniqueur et je remercie mon ami P. Argyriades de m'avoir confié cette tâche aisée.

### France.

En France, l'année s'ouvre sur un décisif épisode.

Le milliardaire Casimir-Périer, symbolique représentant de la classe capitaliste qui avait placé en sa personne ses plus chères complaisances et ses espérances, abandonne la présidence de la République.

De cette défection honteuse, les uns ont accusé la pusillanimité du favori, les autres, les sourdes et hypocrites intrigues de l'Auvergnat Dupuy et de ses complices. Cela n'est pas vrai. Il n'y a eu ici qu'un vainqueur, le Socialisme qui, par la plume de Gérault-Richard, par l'éloquente parole de Jaurès, par l'action persévérante de tous les militants, a sapé la pile d'écus criminellement acquis qui étayait le fauteuil présidentiel de l'affameur d'Anzin.

A bon droit, satisfait et fier de ce dénouement, le groupe de l'Union socialiste a pour suivi à la Chambre le bon combat qu'il avait mené l'année précédente, intervenant, par



LOUIS DUBREUILH

l'organe de ses principaux orateurs, dans toutes les discussions importantes, notamment dans les discussions du budget, il a montré au pays qu'il ne se contentait point d'être un parti d'attaque et de critique, mais qu'il tenait toutes prêtes, mûrement étudiées, les solutions qui s'imposent pour la guérison de corps social.

Mais l'action socialiste passe les bornes d'un Parlement. Les murs du Palais-Bourbon ne sauraient servir d'enceinte close à ses manifestations.

Sur tous les terrains, le Prolétariat de France a fait, ces douze mois durant, preuve de vitalité et de progrès.

Signalons, parmi les principales manifestations de cette activité féconde, le Congrès des mineurs tenu à Leus en avril, le Congrès du syndicat national des travailleurs de chemins de fer où le droit de coalition a trouvé des défenseurs qui, finalement, ont fait reculer devant-eux le ministre Trarieux.

Au 1<sup>er</sup> mai, constitution de la Ligue de la Revision par le Peuple, fondée sous l'inspiration du citoyen Edouard Vaillant et sous les auspices du Comité révolutionnaire central. Le but de cette ligue qui, depuis, a poussé de fortes racines dans les milieux socialistes, est connu. Il se résume d'un mot : revision républicaine, non par une assemblée de représentants, mais directement par le peuple délibérant et votant dans ses sections.

En juin, Congrès international des mineurs et Congrès national des Bourses du travail.

Au Congrès international des mineurs, ont été adoptés les vœux suivants :

1<sup>o</sup> Loi sur les accidents mettant toujours la responsabilité à la charge des patrons, sauf en cas de suicide dûment constaté ; 2<sup>o</sup> Loi assurant l'indépendance absolue aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs ; 3<sup>o</sup> Loi fixant à huit heures la durée légale de la journée de travail, même pour les ouvriers travaillant à la surface.

Au Congrès des Bourses du travail tenu à Nantes, dix-neuf bourses étaient représentées. A l'unanimité, le Congrès s'est prononcé contre l'ingérence du gouvernement dans l'administration des Bourses.

En juillet, treizième Congrès régional de l'Union fédérative du Centre (Parti ouvrier socialiste révolutionnaire). Deux principales questions y ont été traitées, à savoir : la grève générale, dont le principe a été une fois de plus acclamé, la législation directe par le peuple, au sujet de laquelle les congressistes ont discuté sans conclure.

Au même mois se rapporte le Congrès des conseillers municipaux socialistes organisé avec tant de zèle intelligent par notre ami Rodolphe Simon et d'où est sorti un substantiel programme qui, lors des prochaines élections communales, servira de plate-forme à tous les partisans sincères d'une totale refonte sociale.

Notons aussi le Congrès des employés de commerce.

En septembre, enfin, double Congrès de Troyes et de Romilly où s'est affirmée la vitalité croissante du Parti ouvrier français qui a largement contribué pour sa part à nos victoires aux élections cantonales de juillet et aussi à l'œuvre plus haute de la propagande générale.

Quant à la lutte dans le monde ouvrier, entre capital et travail, elle s'est poursuivie cette année avec plus d'apreté encore que par le passé. Plus nous approchons du but final, plus en effet le patronat se montre intenable, inique et dur.

Grève des employés d'omnibus et de tramways de la ville de Paris, poussés à bout par l'exploiteur Cuvinot ; — Grève des allumettiers des diverses fabriques de France protestant contre l'emploi du phosphore blanc, c'est-à-dire contre l'inévitable mort prématurée à laquelle les condamnés à la sidrerie homicide de l'Etat-patron ; — Grève des mineurs de Champagne ; — enfin, grève de Carmaux, provoquée, voulue, imposée par l'assameur Reséguier.

De cette dernière grève où les verriers justifient de leur vieille réputation d'endurance et d'énergie, quelle sera l'issue ? Heureuse, à coup sûr, car tant d'efforts ne sauraient être dépeusés en vain. Mais en tous cas, victorieuse ou vaincue, cette admirable grève aura donné au Prolétariat français et international une leçon de solidarité qu'il n'oubliera pas. A la voix éloquente de Jaurès, à l'appel de tous les militants socialistes s'en allant de ville en ville dénoncer le crime qui se perpétrait à Carmaux, la France s'est émue. De



Chez Dopfer.

toutes parts ont plu les souscriptions petites ou grosses destinées à nourrir les victimes, et à l'heure où cet almanach paraîtra, le Comité de Résistance aura déjà vu certainement cent mille francs et plus passer dans ses caisses.

Le grandiose élan de tout un peuple est le plus fortifiant en même temps que le plus grandiose des spectacles. Il prouve que la propagande socialiste a pénétré plus profondément encore que nous le pensions les couches populaires et que l'heure est proche et que l'heure va sonner.

### Belgique.

Des divers Etats de l'Europe industrialisée, la Belgique est, sans conteste, celui qui a fait cette année le pas le plus décisif dans la voie socialiste.

Nous y avons vu à l'œuvre, depuis le mois de novembre de la précédente année, cette admirable phalange collectiviste envoyée au Parlement par le pays wallon. Trente députés pénétraient du coup dans une Chambre jusque-là fermée, et cela malgré les chinoïseries d'un suffrage demeuré censitaire qui accorde trois voix au bourgeois cosu et pansu, alors qu'elle en reconnaît à peine une au prolétaire intellectuel ou manuel. C'était là un beau succès et qui fit tressaillir d'aise tous les militants des pays voisins.

Au Parlement, cette vaillante minorité a, du premier coup, marqué sa place. Passant sur le corps des tristes et rares survivants du libéralisme, elle s'est affirmée comme la seule opposition capable de tenir tête sur tous les terrains à la réaction ploutocratique et cléricale.

Avec une énergie sans égale, elle a lutté contre le roi Léopold et l'a forcé d'ajourner son dessein d'annexion du Congo, évitant ainsi au peuple belge les dangers et les angoisses d'une guerre lointaine, comme celle que nous subissons présentement à Madagascar.

Avec une énergie non moindre, quoique moins heureuse, elle a lutté contre le retour offensif de la faction cléricale et le vote du projet de loi Schollaert qui place l'instituteur laïque dans la maison du prêtre et donne le catéchisme comme seul élément intellectuel au jeune enfant.

Cette défaite toutefois a profité peut-être autant à nos amis qu'une victoire, car elle a prouvé à l'opinion que le socialisme était seul capable aujourd'hui de tenir tête au papisme et d'assurer toutes les libertés comme de revendiquer tous les droits.

Dans le pays, la propagande générale s'est poursuivie plus active que jamais.

De nombreuses manifestations contre l'impôt du sang, des inaugurations de nouvelles bannières rouges, de nouveaux établissements coopératifs et groupes politiques ont eu lieu dans plusieurs régions où le parti ouvrier n'avait pas encore pu établir d'organisation.

La propagande dans l'armée marche à souhait. Les soldats s'adressent de plus en plus au parti ouvrier et à ses organes pour faire connaître leurs griefs.

Des écoles d'orateurs ont été créées dans tous les grands centres, notamment à Bruxelles, à La Louvière, à Jolimont, à Liège, à Louvain, à Gand. Il faut qu'il s'en crée encore.

Partout s'élève de nouvelles Maisons du Peuple : à Saint-Josse, à Verviers, à Tournai, à Forchies-le-Marché, à Namur. Sous peu, on inaugurerà de nouvelles forteresses socialistes à Lessines, à Enghien.

Quel chemin parcouru depuis dix ans, depuis le jour où faible et vagrissent, le parti ouvrier belge naissant au Congrès d'Anvers! Nos amis ont raison de s'enorgueillir, ils ont fait grand dans leur petite province ; grâce à eux, la Belgique compte dans les préoccupations de tous ceux qui s'inquiètent de la conquête de l'Europe par l'idée socialiste et du fond que l'on peut faire sur chacun des bataillons qui déjà composent l'armée internationale.

### Italie.

Si la Belgique a procuré cette année aux socialistes internationaux de profondes satisfactions, l'Italie ne leur en a guère donné de moindres.

Le 11 janvier, se réunissait à Parme, le Congrès national de la Péninsule. Cette assemblée s'était assigné pour tâche la réorganisation du parti socialiste. De toutes les villes d'Emilie, de Toscane, de Lombardie, voire même de la Napolitaine, des délégués étaient venus et l'on peut affirmer que la démocratie socialiste est sortie de ces assises retrempe, aguerrie, entraînée pour la lutte et le final triomphe.

Les élections législatives survenues en mai l'ont du reste prouvé.

On se le rappelle, brusquant à cette époque le mouvement, le roi Humbert, pour permettre à son très cher Crispi de se tirer d'embaras et de se refaire, si possible, une virginité, renvoyait avant terme sa Chambre des députés.

A ce jeu, Crispi a retrouvé, semble-t-il, et encore n'en faut-il point jurer, une fidèle majorité de manœuvres? Mais, par contre, l'opposition de gauche a obtenu les plus indis-

notables succès et la phalange socialiste, en particulier, s'est accru d'hommes de valeur et d'énergie. A la défunte Chambre, les collectivistes purs étaient sept ; ils sont seize aujourd'hui à Monte-Citorio. Parmi les élus, il convient de mentionner au premier rang les trois victimes de Crispi : de Felice, Barbo, Bosco qui, dans les prisons de la péninsule, expient le crime imaginaire d'avoir voulu faire appel à l'intervention de la France lors de l'insurrection de Sicile.

Enfin, des provinces entières viennent ostensiblement au socialisme. Si le peuple et non une classe privilégiée avait été appelé à se prononcer devant les urnes, l'Emilie, la Romagne et probablement la Lombardie auraient fait choix d'une représentation exclusivement collectiviste.

N'est-il pas évident que Crispi (et pourquoi ne pas le remercier de ce service ?) a accablé dans son pays, avec ses intempérences, ses coups de tête et ses gradineries, la formation de deux grands partis politiques qui vont bientôt se disputer dans toute l'Europe industrialisée la possession du gouvernement : le parti conservateur et clérical, le parti démocratique et collectiviste.

Or, l'Italie a trop souffert, elle souffre trop de la crise économique provoquée par le régime capitaliste pour ne point barrer vigoureusement vers l'avenir et hâter l'heure de son émancipation sociale.

### Allemagne.

Le principal effort de nos amis d'Allemagne dans la sphère de la propagande a tendu cette année à l'élaboration d'un programme agraire et à la conquête des classes rurales, demeurées jusqu'ici rebelles à l'idée socialiste.

Ce programme, l'élaboration en avait été réclamé au Congrès de Francfort (octobre 1894), surtout par Wollmar et la fraction sud-allemande du parti.

« La doctrine marxiste, disait alors Wollmar, est basée sur des données industrielles. Elle est particulièrement adaptée aux employés de la grande industrie : mécaniciens, tisseurs, etc. ; mais les paysans n'y entendent rien. La théorie de Marx sur l'agriculture fut construite d'après quelques données irlandaises ou anglaises. Pour mener une campagne efficace en Allemagne, il faudrait la corriger, l'étendre, la compléter. On a beau parler aux paysans de la collectivisation des grandes propriétés ou de la plus-value, peine perdue. Mais je suis convaincu qu'ils seraient très accessibles aux idées socialistes si on les adapte aux intelligences paysannes. »

Une commission agricole fut donc nommée au Congrès de Francfort avec mission de soumettre au Congrès suivant un programme complet. Ce programme est aujourd'hui rédigé, et l'on pourra voir à Breslau qu'il est surtout un compromis entre la façon d'opiner de Bebel et la façon de voir de Wollmar.

Bebel ne voulait pas de programme spécial pour la population agricole. Satisfaction lui est donnée en ce sens qu'il est simplement ajouté au programme général quelques compléments. Wollmar avait préconisé la spécialisation et la disjonction du programme agraire. La disjonction du programme de réformes agricoles n'est pas accordée, mais, au fond, toutes les améliorations demandées sont celles qu'avait proposées Wollmar.

Pendant que les socialistes allemands s'efforçaient par ces mutuelles concessions de resserrer les liens qui les unissent et de rétablir la cohésion intime du parti, le gouvernement de l'impulsif Guillaume s'essayait contre eux à de nouvelles persécutions.

Avec la chute du relativement modéré Caprivi et l'avènement de Hohenzoln, a recommencé, pour l'Allemagne socialiste, une ère d'épreuves et de persécutions.

D'abord est venue la loi dite sur les menées subversives, pendant de celle-là même que nous devons au libéralisme de l'Auvergnat Dupuy et de l'exploiteur d'Anzin. Mais qui l'eut pensé ? Le Reichstag s'est cabré devant le vote de semblables mesures ; il a refusé sa blanc-seing à l'empereur et l'Hohenzoln a dû, le rage au casur, rentrer au fourreau sa dague émoussée.

Mais des occasions plus propices devaient s'offrir.

Sont venues les fêtes de commémoration des dates sanglantes de la guerre de 1870-1871 où se heurtèrent, poussées par leurs maîtres, deux nations qui n'avaient cependant aucune raison de se haïr.

Les collectivistes ayant énergiquement refusé de prendre part à ces manifestations anti-fraternelles, police, gendarmes et magistrats sont immédiatement entrés en fonction. Les villes de rédaction des journaux socialistes ont été décimées, les militants des principales villes de province emprisonnés au mépris de tout droit et le régime de terreur bismarckien inauguré à nouveau.

Mais les socialistes n'ont pas cédé, les socialistes ne céderont pas.

Pour nous, c'est avec joie que nous retrouvons enfin revenue de l'admiration, de la force cette grande Allemagne, l'Allemagne des penseurs, des savants et des apôtres que

nous avons appris à estimer et que nous continuons à aimer, en dépit du déchirement profond survenu en 1870.

Cette manifestation nous la rend telle que nous la voulions pour elle-même et pour l'Europe.

En dehors de son empereur, contre son empereur, c'est une nation ayant comme la France une conscience et un cœur, et sachant faire un juste départ entre les génies maléficients qui souignent à blanc l'humanité et les hommes de volonté droite qui travaillent à son émancipation et à sa pacification.

### L'EMPEREUR GUILLAUME SONGE AU FOUET



L'empereur Guillaume ne se croit point battu. Il songe aux procédés employés dans les cirques, à la servilité des partis allemands et au fouet, la panacée suprême contre les allemands révoltés.

### Autriche-Hongrie.

En Autriche-Hongrie la situation demeure confuse et troublée. Pour très réels les progrès de l'idée socialiste n'apparaissent pourtant point encore en pleine lumière.

... Nul grand courant. Au contraire, mille aspirations confuses, la plupart du temps opposées.

D'un côté une bourgeoisie très imprégnée d'éléments sémitiques, devenue riche et puissante, et qui s'essaye tardivement à réaliser les réformes libérales, depuis longtemps passées dans la loi en maint pays.

D'autre part un prolétariat qui souffre et, mieux avisé que le populaire de France vers 1830, se défie de la charlatannerie bourgeoise et se soucie peu qu'on croise le prêtre, si par la même occasion on ne fait point rendre gorge au ploutocrate. En marge de ces deux grandes castes, l'ancienne aristocratie terrienne qui louvoie incertaine, et selon ses intérêts de clocher s'en va flattant ici les revendications plébéiennes, là au contraire prêtant aide à l'usurier juif et au bourgeois voltairien.

Et encore n'est-il question dans ce tableau que du conflit des classes et pas du conflit des races. Au point de vue ethnique, on l'a dit maintes fois, l'empire austro-hongrois est une mosaïque de vingt peuples se détestant séculairement la plus cordialement du monde.

Mais pour un œil attentif l'avenir est là aussi facile à prédire. L'antisémitisme ne travaille au demeurant que pour le socialisme et dès que l'agitation pour le suffrage universel qui se poursuit si activement sous l'impulsion du Dr Adler, aura donné ses fruits, nos amis monteront l'espérance au cœur à l'assaut des pouvoirs publics.

ANTISÉMITISME ET SOCIALISME



*Gilchlichter.* — Le doux pays. — Le socialisme, le libéralisme et l'antisémitisme triomphant de Vienne. — Le socialisme, se tournant vers l'antisémitisme? « Petit, tu as écrasé le libéralisme, mais combien tu es insignifiant devant moi et mon avenir. »

Le parti de la démocratie sociale, qui est loin de faire cause commune avec les antisémites, chrétiens sociaux et allemands nationaux, a repris en septembre sa campagne en faveur du suffrage universel direct et légal, par un grand meeting au Prater, 13 à 20.000 ouvriers, ayant tous l'aiguillet rouge à la boutonnière, ont écouté le docteur Adler et les compagnons tchèques et polonais.

M. Adler a sommé le nouveau cabinet Bedeni d'accomplir la réforme électorale dans les quatre semaines et de donner au peuple le suffrage universel. « Que le comte Baldeni le sache : les travailleurs ont assez de forces pour mettre au pas même un premier ministre polonais. »

Plusieurs altercations se sont produites entre la police et les ouvriers. Ceux-ci ont frappé plusieurs agents qui leur intimaient l'ordre de ne pas marcher en masse, de ne pas chanter et de ne pas crier. Une vingtaine d'arrestations ont été opérées.

Danemarck.

Bien loin de nous est le Danemark, perdu quelque part le long des côtes brumeuses de la Baltique.

Il faut croire cependant qu'il y a là-bas aussi des prolétaires qui souffrent, des exploités de l'usine et de la terre auxquels une minorité de parasites plutocrates enlève le plus clair de la rémunération de leur travail. Il faut le croire puisque ces collectivistes qui bataillent dans la lointaine petite péninsule pour la même cause que nous ont remporté au mois d'avril un succès aux élections législatives qui mérite d'être signalé.

Deux représentants de la démocratie socialiste siégeaient à l'ancien Folketing. La nouvelle Chambre en comptera huit. Pour sa seule part, la capitale, Copenhague, en a envoyé sept sur les seize députés qu'elle avait à élire. C'est à très peu près la même proportion qu'à Paris.

D'une façon générale, du reste, les progressistes ont gagné un large terrain. Partis 48, ils se retrouvent 61, et leurs adversaires, qui disposaient hier encore de 56 voix, ne disposent maintenant que de 52.

Les principaux politiciens de la droite, tels le ministre de l'intérieur et le ministre de la guerre, ont été battus par des concurrents radicaux.

Cette victoire lointaine doit, si nous réfléchissons, nous réjouir au même titre que la victoire de nos amis belges au mois d'octobre dernier. Elle démontre, en effet, combien est profond, général et universel ce mouvement socialiste dont nos ennemis essaient encore de sourire.

Hollande.

Ici encore les gouvernants, malgré leur réactionnarisme, se rendent compte que le régime censitaire a fait son temps ; mais reculant devant la seule solution logique : le suffrage universel, ils essaient de bisser, comme l'an dernier les Bernaert ou les de Burlet en Belgique.

Le ministère Tack van Poortliet a succombé dans cette entreprise épineuse ; voici que le ministère Van Houten qui lui a succédé s'avertit à son tour à trouver quelque transaction entre l'ancienne formule électorale et celle qu'impose l'équité naturelle.

Tous les réactionnaires se ressemblent. En le modifiant quelque peu le ministère Van Houten s'est approprié le régime bâtarde que la lassitude générale a fait triompher en Belgique.

Polltrons, les dirigeants des monarchies européennes reculent devant le grand saut que la France a accompli dès 1848.

Les hésitations de tous ces bons politiques se comprennent. Pourtant ils ont grand tort de mettre ainsi leur faible esprit à la torture. L'heure semble venue en effet où le prolétariat, révolutionnairement ou pacifiquement, va forcer la main à ses anciens maîtres. Leurs pénibles rhinocéros dureront à peine l'espace d'une législature ou deux ; et encore est-ce peut-être trop dire ?

### Suisse.

Le mouvement socialiste en Suisse a été spécialement intéressant par les tentatives du gouvernement lui-même pour entrer dans la voie collectiviste.

A relever l'essai de naturalisation des chemins de fer sur lesquels l'Etat fédéral met peu à peu la main et surtout la constitution d'une banque d'Etat, toutes mesures qui réalisent les premières réformes souhaitées par les divers partis socialistes d'Europe.

### Espagne et Portugal.

La propagande continue dans la péninsule ibérique.

Point de résultats bien importants encore. Toutefois il convient de relever la force courageuse dont le prolétariat espagnol a engagé la lutte lors des récentes élections municipales et les succès partiels, les premiers, remportés en Gallicie, aux Asturies et dans la Biscaye.

### Grande-Bretagne.

Nous voici dans l'antique pays de l'individualisme ostrançier, la terre bénie du laissez-faire et du laissez-passer, l'île sacrée où jamais le socialisme communiste ne devait au dire de nos adversaires implanter son rouge drapeau.

Quelle erreur ! Angleterre, Ecosse, l'Irlande elle-même s'ébranlent et leurs trades-unions peu à peu gagnés à l'esprit nouveau renoucent à leur vieille tactique de lutte sur le terrain purement corporatif pour venir entièrement à nous et se fondre dans la grande armée du service international.

Rien de plus caractéristique à cet endroit que les récentes élections du mois de juillet amenées par la retraite bâtive du ministre Rosebery.

La tendance générale au recul des classes privilégiées si manifeste dans toute l'Europe s'est accusée ici d'une façon particulièrement lumineuse. Nous avons vu alors la vieille société économique anglaise pour mieux lutter se replier sur elle-même et mettre en ligne de bataille ceux qu'elle considère à juste titre comme ses représentants les plus autorisés : conservateurs, réactionnaires, piétistes ; peu importe le nom. — Bourgeois et aristocrates sentant venir les heures critiques, ont pris en défiance libéraux et home-rulers et réclamé des défenseurs de meilleur aloi.

Qu'importe donc que le parti socialiste n'ait point triomphé de façon apparente dans la comédie électorale qui sous le nom de consultation nationale se joue à l'ordinaire chez nos voisins d'Outre-Manche. L'argent n'aura point indéfiniment raison de la justice et du droit.

L'important est que les organisations corporatives, les trade-unions fumeuses persistent dans la voie nouvelle où elles se sont engagées à l'appel de Hyndmann ou de Keir-Hardie. Or de ce côté tout est pour le mieux. Le Congrès de Cardiff qui s'achève à peine a comme les précédents congrès et avec plus d'ensemble encore affirmé la nécessité de substituer

### CUBA



Le petit Espagnol devrait prendre garde, père Jonathan est capable de lui fumer son Cuba (cigare).

comme but à ses efforts une complète transformation de lois de la production et de la consommation à l'obtention de mesquins et douteux avantages corporatifs.

Cette constatation est précieuse à retenir. Elle nous administre la preuve que désormais le Proletariat britannique ne fera point bande à part et que nous pouvons compter sur lui, comme il peut compter sur nous.

L'Angleterre enlaidie de la sorte, c'est la ploutocratie moderne attaquée dans ses derniers et plus formidables retranchements ; c'est le collectivisme victorieux mettant définitivement le pied sur toute l'Europe industrialisée.

### PARLEMENT ANGLAIS



On pourrait faire les députés anglais en cire et les affaires du Parlement et du peuple ne s'en ressentiraient point.

### Etats-Unis.

Pour les Etats-Unis, je renvoie à l'étude si complète de mon ami P. Argyriàdes sur les trusts et accaparements.

L'année dans la vaste république américaine a été marquée surtout en effet par le développement monstrueux de l'organisme capitaliste.

Mais s'alarmer de ce phénomène serait hors de saison. D'une part il est fatal. D'autre part il constitue le meilleur adjuvant à la diffusion de l'idée socialiste.

Des élections vont du reste avoir lieu sous peu dans la confédération Le Leader anglais de l'Indépendant-Labour-Party est même parti là-bas prêcher la bonne parole. Cette vaste consultation va nous renseigner sur les réels progrès réalisés par nos camarades d'Outre-Atlantique.

### Conclusion.

Tel est le tableau aussi complet qu'il m'a été permis de le dessiner de l'évolution du parti socialiste dans la vieille Europe et les pays industrialisés de la jeune Amérique.

Il est au premier chef réconfortant, et montre que la catholicité nouvelle est désormais née. Passent quelques lustres encore et la foi moderne se sera pleinement substituée dans les masses profondes du prolétariat mondial à la foi antique.

Nous travaillons pour l'avenir sans doute, mais pour avenir plus proche que ne le peuvent nos adversaires et nos amis eux-mêmes.

Louis DUREUILH.

## L' « Independent Labour Party » britannique

Le parti indépendant du travail est une organisation d'un développement récent en Grande-Bretagne.

Le but qu'il se propose est la création d'un Etat industriel pour le bien commun (Industrial Commonwealth) fondé sur la socialisation de la terre et du capital.

La méthode par laquelle il cherche à atteindre son but est l'éducation de la Nation dans les principes du socialisme, l'organisation industrielle et politique des travailleurs, la représentation socialiste dans tous les Corps électifs. Le parti a donc un but socialiste qu'il cherche à atteindre par des moyens pacifiques.

Pendant un certain temps, le mouvement parut suspect aux chefs des Trade-Unions, mais aujourd'hui, un sentiment plus cordial se manifeste envers le nouveau parti de la part de ceux qui, jusqu'à sa naissance, avaient été regardés comme les chefs des travailleurs. Il y a toutefois encore bien des restes de jalousie et une rivalité assez marquée entre les anciens et les nouveaux, mais heureusement la prise qu'a aujourd'hui l'Independent-Labour-Party sur les classes ouvrières du pays arrache le respect des fonctionnaires des Trade-Unions, quand même il n'obtient pas leur adhésion.

Tout récemment la « Amalgamated Society of Engineers » (Syndicat des ouvriers mécaniciens), un des Trade-Unions les plus anciens et les plus puissants, a eu lieu de mettre aux voix l'élection d'un secrétaire. L'un des candidats, un trade-unioniste de la vieille école, appuyant le parti libéral, avait déjà pendant trois ans, occupé le poste et était par conséquent bien connu; l'autre, le candidat de l'I. L. P. était un jeune homme n'ayant pas encore servi. Le vote donna à l'ancien fonctionnaire une majorité tellement faible, que le résultat fut accepté comme preuve inéluctable de ce que, même parmi les ouvriers supérieurs et fortement organisés en Trade-Unions, l'« Independent Labour Party » jouit d'une faveur considérable.

Les Trade-Unions anglais se réunissent en Congrès une fois par an pour discuter leurs intérêts et ceux des travailleurs en général. Or, pendant trois années successives, ces Congrès se sont déclarés en faveur du socialisme et de la représentation indépendante du travail.

La prise qu'avait autrefois le parti libéral sur les travailleurs est donc affaiblie, comme le prouve, du reste, le résultat des élections de juillet 1893.

L'Angleterre compte 670 circonscriptions électorales envoyant chacune un député à la Chambre des communes, et pour la première fois dans l'histoire du pays, le parti des travailleurs lança des candidats spéciaux opposés également aux libéraux et aux conservateurs. Il est vrai que pas un seul de ces candidats ne fut élu, mais le nombre des votes n'en a pas moins surpris les anciens partis.

Les trente candidats qui s'étaient présentés obtinrent en bloc une cinquantaine de mille voix dans leurs trente circonscriptions; or, en supposant pour les autres circonscriptions une proportion semblable dans la répartition des votes, on obtient presque un demi-million de votants favorables au parti.

Ajoutons encore qu'il est incontesté que quatre-vingts pour cent des jeunes gens qui ne possèdent pas encore le vote, sont activement sympathiques au nouveau mouvement.

Les deux anciens partis sont, à l'heure qu'il est, à discuter les mesures à prendre pour s'attacher l'I. L. P., mais à moins que les protestations du nouveau parti ne soient absolument trompeuses, il maintiendra strictement son attitude d'hostilité intransigeante et impartiale aux libéraux comme aux Tories, jusqu'au moment où il se sentira assez puissant pour déléguer à la Chambre une bande solide de ses propres adhérents.

Il est difficile de prédire la date de ce premier triomphe, mais qu'il se fasse longtemps attendre ou qu'il s'accomplisse promptement, je suis certain, pour mon propre compte, que c'est un moyen bien plus rapide d'arriver au socialisme que celui de confier nos destinées à la garde de l'un ou de l'autre des deux partis historiques.

Je suis déjà assez âgé pour me rappeler les origines et la chute de plusieurs grands mouvements, et dans tous, la chute est clairement attribuable à la prétendue adoption, par l'un ou l'autre des partis (ordinairement le parti libéral), des principes préconisés par le mouvement dont il a entraîné ainsi la chute.

Le Home Rule irlandais, les mouvements relatifs à la tempérance et à la propriété foncière se présentent à mon esprit comme exemples de ce que je dis, et en portant plus loin mes souvenirs, l'Élan radical et le « Chartisme » gisent à mes yeux, victimes du même sort, absorbés et tués.

Je suis d'avis que les Trade-Unions se rangeront peu à peu avec l'I. L. P. et deviendront ouvertement socialistes, que le mouvement coopératif en fera autant, et qu'aux prochaines élections l'on verra toutes les organisations ouvrières réunies en un même effort pour déléguer au Parlement des socialistes libres de travailler à la propagande de leurs principes délivrés du contrôle des meneurs de parti, tant Libéraux que Tories.

J. KEIR HARDIE.

---

## FÉTICHISME

---

Il est profondément curieux que, dans une ville comme Paris, héritière des civilisations de la Grèce et de Rome, et après les progrès des sciences et de la philosophie accomplis dans les quatre derniers siècles, il y ait encore des intelligences assez attardées, ou assez rudimentaires, pour se représenter le monde comme l'ouvrage d'un Être suprême, à la manière d'un grand et tout-puissant constructeur de machines, d'un Edison ou d'un Eiffel.

Ce fétichisme, cette théologie de Gabonais, cette philosophie de Papous, ne sont pas seulement propres aux différentes églises, juive, chrétienne ou musulmane, débris fossiles des vieux âges de la pensée s'essayant à comprendre le monde : ceux qui, à tous les degrés, ont reçu mission d'enseigner, ne paraissent guère plus émancipés à cet égard que les magistrats, les hommes politiques et le vulgaire des lettrés. Les mots Dieu, providence, âme, immortalité, retentissent toujours à la tribune des académies ou des assemblées délibérantes, dans les prétoires de la justice et dans les chaires de l'enseignement, comme dans les synagogues, les mosquées et les églises. Si toute infirmité est digne de compassion, peut-être est-il des plaies que le respect humain interdit d'étaler au soleil ; les animaux eux-mêmes lèchent leurs ulcères. Jusques à quand cet immense troupeau de déicoles nous fera-t-il assister au spectacle de sa superstition ? De remède, il n'y en a pas, du moins pour tous ceux qui n'ont ni le loisir d'apprendre ni le pouvoir de réfléchir. Prenous-en notre parti ; de tout temps il en a été ainsi, peut-être en sera-t-il toujours de même. Démocrite et Protagoras ne se sont guère trouvés en meilleure compagnie au milieu de leurs Abdéritains.

Je dis que ce spectacle est profondément curieux. Je ne dis rien de plus. S'étonner de quoi que ce soit est naïf ; s'indigner est de fort mauvais goût. Le naturaliste qui étudie la vie sociale des hyménoptères cesse bientôt d'admirer ou de s'indigner à la vue des faits et gestes des abeilles, des guêpes et des fourmis. Jeunes, nous avons pu rêver de réformer le monde ; plus tard, nous estimons que tout est probablement pour le mieux, ou pour le plus mal, dans la fourmière humaine, ce qui, au fond, est tout à fait indifférent, et, en tout cas, *doit* être, puisque cela est.

D'ailleurs, pour qui suit et observe, même d'assez loin, les transformations de l'esprit public chez un peuple, il apparaît avec toute évidence que les chefs de l'opinion, qui en sont toujours en réalité les serfs, ne font guère que transposer les institutions politiques ou les croyances religieuses et métaphysiques d'une nation. Ces grands joueurs de lyre chantent et jouent dans un ton ce qui était noté dans un autre : voilà tout. Mais le fétichisme n'y perd rien. Des Mexicains vont déposer aux pieds du pape une couronne d'or et de pierreries destinée à quelque statue de la Vierge : Léon XIII bénit la couronne entre deux audiences accordées à des académiciens. Les Français élèvent des statues à leurs héros et surtout à leur héroïne. Le culte de Jeanne d'Arc succède à celui de la bonne Madone, comme ce dernier a succédé au culte d'Isis. Mais ce sont des hommes du dix-neuvième siècle sans doute déjà en possession d'une « instruction intégrale », et non plus de pauvres moines ignorants, qui fondent cette religion nouvelle. Eh bien, m'est avis que ce fétichisme-là vaut bien celui du Père éternel.

Je dis que ce qui ressort avec le plus d'éclat de toute cette science du monde et de la vie, accumulée depuis plus de deux mille ans dans les cerveaux humains, ce n'est point, sans doute, qu'il n'y a pas de Dieu, de Providence, d'âme immortelle, etc. : c'est qu'il n'y a pas lieu de discuter, si ce n'est en historien, du langage et des idées, des conceptions qui ont été aussi nécessaires, mais qui sont aussi puérides, que celles du diable, des fantômes ou du phlogistique. Non, pas un homme instruit et capable de réfléchir, pour peu qu'il soit sincère et ne plie pas sous le poids de fatalités physiologiques héréditaires, n'admettra un seul instant que les causes de cet univers doivent être cherchées en dehors de cet univers lui-même, c'est-à-dire dans le néant, car que peut-il y avoir en dehors de tout ? La saine et pénétrante raison des plus vieux philosophes grecs avait tout d'abord posé le problème dans les termes mêmes où l'ont repris Laplace et Darwin.

Je sais bien et je professe que nous n'avons et ne saurions avoir de nous-mêmes et de l'univers qu'une connaissance toute subjective, idéale, et que la réalité des choses n'est qu'un postulat. Tel est le résultat de l'analyse de l'entendement humain. Mais, si le dernier mot de la science doit être un suprême aveu d'ignorance, à coup sûr ce ne sera pas un acte de foi ! N'est-ce pas assez d'être ignorant et faut-il encore être dupe ? Rien, absolument rien, aussi loin que pénètrent nos regards dans les deux infinis, ne nous incline à penser que ce qui existe n'a pas toujours existé, sous quelque forme et à quelque état que ce soit. Rien ne peut suggérer l'idée que l'univers ne se suffit pas à lui-même, qu'il n'est pas lui-même sa propre cause et que, comme l'a dit Sainte-Beuve, tout ne puisse et ne doive se déduire de l'éternité de la matière.

Que cette matière ne soit ni brute ni sans doute idéale, au sens de l'antique atomisme, c'est ce que les sciences physico-chimiques, tout autant que les sciences biologiques, permettent peut-être d'entrevoir. Mais, si le minime peut revendiquer, pour la vie et les propriétés élémentaires de toute vie, la même éternité que pour la force et la matière, il ne suit pas, selon moi, qu'on ait le droit de mettre la conscience, ou une conscience quelconque, au nombre de ces propriétés primordiales qui sont communes aux êtres inorganiques et organiques. Rien ne dénote l'existence d'une conscience, quelque élémentaire qu'elle puisse être, ni dans l'univers sidéral, ni dans la vie des végétaux, ni dans celle des animaux où la division du travail physiologique n'a pas encore déterminé l'apparition d'un ganglion nerveux.

Jules Soumy.

---

La propriété privée du sol est incompatible avec son meilleur emploi.

Henry Georges.

## NOTRE OBJECTIF

Contrairement au 89 bourgeois qui n'a constitué la propriété que pour quelques-uns, le 89 ouvrier la constituera pour tous. Personne ne sera dépossédé de ce qui lui appartient réellement et justement, c'est-à-dire des valeurs par lui créées, du produit de son travail. Tous seront appelés et tous seront élus : 1° à la co-propriété du capital devenu collectif ; 2° à la propriété personnelle des plus-values données par leur travail à ce capital collectif.

Et c'est pourquoi, loin de dissimuler notre objectif derrière l'ambiguïté des termes, nous pouvons en parler tout haut ; proclamer sans crainte et sans ambage où nous allons et par quel chemin il nous faudra y aller, — parce qu'il n'est pas question d'une révolution de classe, mais d'une révolution de justice ; parce qu'il ne s'agit pas d'assurer le bien-être des uns au détriment des autres, mais d'assurer le même bien-être à tous sans distinction — sous la seule condition, égale pour tous, du travail.

*Droit, égal droit au capital pour tous, mais devoir, devoir égal du travail pour chacun*, telle est la formule, la base du nouvel ordre social qui, s'il n'admettra la consommation individuelle qu'au prix et au prorata de la production individuelle, équilibrera la production et la consommation d'un chacun.

Que maintenant, malgré sa justice évidente, cet ordre nouveau ne soit pas du goût de nos grands propriétaires terriens qui « font cultiver » et de nos plus grands propriétaires industriels qui « font produire » ; que ceux-ci et ceux-là lui préfèrent un état de choses où comme aujourd'hui leur seule fonction sociale est de dépenser, de dilapider au gré de leurs fantaisies le produit du travail de « leurs ouvriers », c'est ce qui, pour se comprendre facilement, ne nous importe ni peu ni prou. Il ne saurait en effet en être de même pour « leurs ouvriers » qui, cultivant, produisant eux-mêmes, en sont arrivés à vouloir consommer eux-mêmes.

Il ne saurait en être de même non plus pour les petits industriels et les petits propriétaires que le développement naturel et fatal de la grande propriété et de la grande industrie refoule tous les jours dans le prolétariat dont ils ont eu tant de peine à sortir un instant.

Pour les uns et pour les autres, pour tous ceux qui, fatigués de « faire la fortune » de leurs employeurs, sont décidés à acquérir la propriété du fruit de leur labeur, comme pour ceux qui sont à la veille de se voir dépossédés par leurs rivaux mieux armés, de l'outil ou du capital qui leur assurait le produit intégral de leurs efforts, l'appropriation collective est le salut, le seul moyen de salut.

Et leur mot d'ordre par suite doit être *Collectivisme et Révolution* ou, plus exactement, *le Collectivisme par la Révolution*.

C'est à ce programme qu'ils doivent s'atteler, c'est vers ce but unique qu'ils doivent tendre d'ores et déjà tous leurs efforts, s'ils veulent échapper au salariat qui va s'étendant et s'aggravant et que l'exploitation capitaliste, délivrée du frein religieux d'autrefois, ne tardera pas à rendre pire que le servage du moyen-âge.

Jules GUESDE.

Il ne faut pas l'oublier, la question sociale ne se borne pas à une simple question matérielle. Nous luttons certainement « et avant tout pour que tous aient à manger à leur faim », mais là ne se bornent pas nos revendications ; nous luttons aussi pour que chacun puisse se développer suivant ses facultés et se procurer les satisfactions intellectuelles que lui créent les besoins de son cerveau.

J. GRAVE.

## APOTHÉOSE DE L'HUMANITÉ

Adieu donc, beaux tyrans, chimères merveilleuses,  
Vous expirez au bruit de nos clameurs joyeuses !  
Rien ne reste de vous dans les cieux dépeuplés !  
Mais qui peut ébranler l'éternité du monde ?  
Verrons-nous pas toujours sur la terre féconde  
Fleurir les pampres verts et mûrir les hauts blés ?

Ne cherchons plus là-haut de maîtres inutiles,  
Et, marchant librement dans des plaines fertiles,  
Vers un même idéal unissons nos efforts ;  
Adorons la splendeur des êtres et des choses,  
La grâce de la femme et le parfum des roses :  
Hommes, vivons enfin, puisque les dieux sont morts !

Un siècle lumineux pour les peuples commence,  
Le cœur épanoui parle à l'esprit qui pense,  
Sur les temples déserts surgit la vérité !  
Et dans le monde entier la conscience humaine,  
Qui sert de récompense aussi bien que de peine,  
Resplendit à l'égal d'une divinité.

Si de nouveaux tyrans viennent courber nos têtes,  
Qu'un espoir obstiné survive à nos défaites :  
Ceux qui furent martyrs règneront à leur tour,  
Et les cœurs épurés grandiront d'âge en âge  
Jusqu'à ces temps lointains sans plurs et sans orage  
Où tout rayonnera dans la paix de l'Amour.

Charles GRANDMOUGIN.

(Prométhée.)

---

## Tous décorés

L'année 1895 aura vu la déconfiture définitive de l'ordre de la Légion d'honneur.

Cette institution nationale a succombé sous le mépris public, et l'opinion est enfin fixée sur la moralité d'un Ordre qui compte ou a compté parmi ses membres des maître-chanteurs comme Canivet, Dreyfus, Girard et Portalis, des escrocs de haute marque comme Berthier, Erlanger, Fontanes, des financiers véreux comme Nivert, d'effrontés filous comme Eiffel.

Toute l'année, ce fut sur les bancs de la police correctionnelle, entre le souteneur des boulevards et le voleur à la tire, un incessant défilé de gros personnages à la boutonnière rubiconde.

Puis éclata le scandale qui mit le comble à l'indignation générale. On vit le Conseil de l'Ordre entrer en conflit avec la représentation nationale et déclarer que ce n'est point faillir à l'honneur que voler plus de 20 millions à la petite épargne. Le grand-chancelier lui-même prenait la défense de M. Eiffel et manifestait hautement son indulgence pour les monstrueux abus de confiance dont il était l'auteur avoué.

Aussi bien le général Février ne faisait-il en somme que consacrer un peu cyniquement la morale courante de la société capitaliste. Et les bruyantes clameurs qui éclatèrent alors ne furent que les manifestations hypocrites de gens qui passent leur existence à faire ou à tenter de faire en petit ce que M. Eiffel sut réussir en grand.

Pour nous, socialistes, la cause était depuis longtemps jugée et nous n'avions

pas attendu tous ces scandales successifs pour condamner hautement et l'institution elle-même et son recrutement.

Comment n'aurions-nous point protesté contre cette ridicule épave de l'ancien régime. Quelle société vraiment démocratique pourrait accueillir sans dédain un pareil hontage des monarchies déchues? Que signifient, pour les hommes vraiment épris d'égalité, soucieux de la dignité individuelle, ces insignes qui tendent à faire une place à part dans la société, à un certain nombre de citoyens?

Ces marques honorifiques seraient-elles uniquement décernées à des héros, à des savants, à des artistes désintéressés, à des serviteurs zélés de l'intérêt public, qu'elles seraient encore attentatoires à notre conception d'un régime égalitaire.

Celui-là qui fait son devoir, qui fait plus que son devoir même, est assez récompensé par la satisfaction intime qu'il en éprouve, par l'estime de ceux qui l'environnent. S'il ambitionne davantage, c'est un orgueilleux qui ne mérite déjà plus de récompense.

### LES GRANDS'CROIX !

Casimir-Perier et Félix Faure.



— Cordon, s'il vous plaît ?

Décorés! les magistrats infâmes qui se font partout les misérables instruments de la réaction et du cléricalisme, qui écrasent sous les condamnations iniques les ouvriers justement révoltés contre la tyrannie nationale, qui rendent contre leurs ennemis politiques des arrêts ignominieux comme celui qui frappa Calvihac et Baudot.

Décorés! les fonctionnaires de toutes catégories, valets au service de tous les Gouvernements, gens à tout faire, engeance malpropre, aplatie devant les puissants du jour, insolente pour les petits et les faibles.

Décorés! les ronds de cuirs hargneux et oisifs, rats sordides qui grignotent le budget, adoreurs fanatiques des malfaisantes routines.

Décorés! les journalistes sans conviction qui vont chercher à la place Beauveau l'opinion quotidienne, qui calomniaient sur commande, prêts à toutes les besognes pour une augmentation de gages.

Décorés! les littérateurs officiels, les artistes bourgeois qui prostituent leurs

plumes, leurs pinceaux, leurs ciseaux, qui méprisent toutes les nobles aspirations artistiques, adulateurs avilis de l'imbécillité payante.

Décorés! les financiers cosmopolites qui sèment la ruine et récoltent des millions dans les désastres ou vont s'engloutir les petites économies si péniblement amassées.

Décorés! les gros industriels, sinistres exploiters du prolétariat, geoliers millionnaires des bagnes ou vont s'user pour des salaires infimes, les énergies populaires.

Tel est le bilan de ce qu'on appelle « L'HONNEUR NATIONAL ».

Ah! j'entends qu'on va me reprocher d'être injuste et qu'on pourra m'objecter des noms, de soldats glorieux, de savants désintéressés, d'écrivains indépendants, d'artistes respectables.

Qu'est-ce que cela prouve, sinon qu'ils sont en détestable compagnie, et que le prétendu signe de l'honneur les déshonore presque!

Il reste établi que pour cette Légion sacrée, on a recruté dans la nation les plus vils éléments.

De quelle autre sélection, la société capitaliste était-elle capable?

Henri Turon.

---

## AU PAYSAN

A MON AMI A. POULAIN.

Paysan, la neige s'étend sur la campagne et l'hiver t'oblige à rester à la maison. Les longues veillées d'hiver vont te permettre de lire, de bavarder au coin du feu, autour de la vieille table. Tes enfants vont encore ouvrir leurs oreilles aux légendes, et les almanachs circuleront de porte en porte.

Je souhaite que tu lises celui-ci; il coûte un peu cher, mais il y en a long à lire dedans. Son titre t'effraye? N'y fais pas attention, ouvre-le hardiment, lis-le à haute voix à la famille, sans arrière-pensée. Je suis sûr que bien des têtes approuveront au passage, comme pour saluer de vieilles connaissances, des phrases qui sont tout imprégnées de socialisme. Tu verras alors que derrière ce mot qui te fait peur, il y a des idées qui ont toujours été tiennes....

O paysan! plus d'une fois j'ai tremblé pour les riches quand, les yeux dans les yeux, tu m'as dit toutes les joies et toutes les peines, toutes les colères et toutes les espérances.

Tu te lasses de payer des impôts lourds et mal répartis qui te frappent en bonne comme en mauvaise année, tu te lasses de cette honteuse prestation, vestiges des corvées féodales, qui t'oblige à entretenir des chemins que les riches propriétaires usent sans rien payer ou sans payer davantage.

Tu te lasses de voir se succéder les années sans qu'un sou demeure au fond du bas de laine. Tu te lasses de voir peiner les tiens et de peiner toi-même, sans repos, sans trêve, et de vivre d'une façon bestiale! — pardonne le mot.

Tu succombes sous le poids de l'usure et de l'hypothèque. Un soir, en tremblant, tu es allé implorer ton riche voisin; il t'a avancé deux, trois, cinq cents francs, non sans gémir sur ses misères, ses capitaux qui ne rapportent rien, ses fermages qui ne rentrent pas — le pauvre homme! Tu ne peux jamais rembourser, tu fais un second emprunt, les intérêts s'accroissent et, grâce à dame hypothèque, l'heureux créancier va devenir propriétaire; et toi, tu resteras sur tes terres, mais comme fermier. Il faudra te priver davantage encore et les enfants n'auront plus que leurs bras pour travailler et leurs yeux pour pleurer.

Cela te sera d'autant plus sensible que tu n'oses avouer ta situation à ton voisin. Pourtant, sur dix, vous êtes huit victimes de l'usure et de l'hypothèque.

Mais si les bouches se taisent, le visage trahit la pensée. On lit tes souffrances — et tes haines — sur ton front soucieux et dans tes yeux éteints.

Tu laisses tomber avec désespoir le crayon qui a calculé les frais de culture et le produit de tes récoltes. Le blé revient à 22 fr. le quintal, on te le paie 19 !

Tu détestes les spéculateurs éhontés qui produisent la baisse et la hausse des denrées, jouent sur ta misère probable.

Tu détestes le grand propriétaire, à l'abri des mauvaises campagnes grâce à ses capitaux, et qui peut donner à un prix peu élevé les produits de ses terres parce qu'il a pour lui la grande étendue des cultures, l'outillage parfait, les engrais, la science agricole et une armée de valets.

Tu le détestes surtout quand il se fait accapareur de terres. Vois son œuvre, regarde comme il opère. Ses propriétés s'étendent comme la tache d'huile. Il exproprie lentement, mais sûrement les petits cultivateurs. As-tu besoin d'argent ? Le riche et rusé propriétaire t'en offre ; mais il prend sur tes biens une bonne hypothèque. Il laisse s'accumuler les intérêts, — tout comme l'usurier. — puis exige enfin le remboursement. Toujours à bout de ressources tu ne peux le satisfaire, alors ton généreux créancier confisque tes propriétés, il te laisse sans ressources ou te loue comme ouvrier agricole.

Si tu n'as pas les reins solides, ne t'avise pas de résister aux propositions du Monsieur : il convoite ton lopin de terre, *il faut* le lui vendre. Sinon, tu te verras entouré de sapins dont l'ombre et les racines seront préjudiciables aux récoltes ; dans les sapins on amènera des lapins qui, chaque printemps, mangeront les blés en herbe ; ou bien tu te verras fermer l'accès des chemins. Finalement la terre perdra de sa valeur, *il te faudra l'abandonner*.

J'en ai vu beaucoup, des paysans expropriés. Les uns s'étaient éloignés de leurs villages, trop fiers pour travailler au profit d'un autre une terre qui avait été à eux. D'autres sont demeurés, ils se sont loués, parfois chez l'usurpateur. Chaque matin ils passent devant la maison du maître qui est le symbole de la sujétion, et la haine au cœur, bégayant de vagues menaces, ils s'en vont vers les champs où à chaque pas s'évoque le souvenir de leur liberté.

J'ai écrit ailleurs (1) l'histoire de plusieurs villages expropriés ; inutile de les citer à nouveau, n'est-ce pas. Partout, autour de toi, tu reconnaitras facilement un des vampires de la petite culture.

Voilà ce que tu détestes, d'une haine parfois féroce, à faire trembler, quelque chose comme la haine des Jacques du XIV<sup>e</sup> siècle ou des paysans de 93. « Nous reprendrons nos fourches et nos faux, m'a dit quelque part un vieux cultivateur auquel je montrais le danger qui menaçait les petits propriétaires fonciers. .... »

Paysan, mon ami, il n'est pas besoin de fourches et de faux ; nous, les révolutionnaires, nous te recommandons le calme, nous te prions de réfléchir sur la situation, de chercher par quels moyens on peut l'améliorer.

Tu as vu les effets du libre-échange, ceux du protectionnisme. Avec le premier système tu t'es trouvé écrasé par le grand propriétaire, et le second système ne t'a procuré aucun bénéfice nouveau. Or, en dehors de ces deux grands moyens, la bourgeoisie n'a à présenter que des palliatifs qui sont bien amincis et modifiés encore au profit des gros propriétaires, extraits de notre programme.

Permetts-moi de t'en rappeler les principaux articles ; je ne les discuterai pas, ton bon sens suffira pour que tu les trouves justes et propres à apporter un soulagement sérieux à la situation des travailleurs des champs.

Pour les ouvriers agricoles et les fermiers, nous demandons :

— La fixation des salaires par les syndicats ouvriers agricoles et les conseils municipaux, tant pour les ouvriers à la journée que pour les loués à l'année.

(1) « Lettres de Jean Guettré aux Paysans ». Préface de A. Veber, une forte brochure de 70 p. — 0 fr. 25 l'ex., 2 fr. 25 les dix, 20 fr. le cent. En vente aux bureaux du *Socialiste ardennais*, 1, rue de Gonzague, 1, à Charleville (Ardennes).

— L'extension à tous les travailleurs de l'agriculture de la juridiction des prud'hommes chargés de la solution *gratuite* de toutes les contestations entre les ouvriers, fermiers et propriétaires agricoles.

Ces conseils seront composés de délégués élus en nombre égal par les ouvriers agricoles salariés d'une part, et par les fermiers, métayers et propriétaires, d'autre part.

— La fixation du taux des fermages, *indemnités au fermier sortant, volontairement ou non, pour la plus-value donnée à la propriété.*

— La mise à la charge des propriétaires seuls des augmentations d'impôts survenant en cause de bail ainsi que des pertes résultant de cas fortuits prévus par le Code civil (ces dernières soumises à un arbitrage).

— Suppression de l'art. 2102 du Code civil, donnant aux propriétaires un privilège sur la récolte, et *suppression de la saisie brandon*, c'est-à-dire des récoltes sur pied ; constitution pour le petit cultivateur d'une réserve insaisissable comprenant les instruments aratoires, les quantités de récoltes, fumiers et têtes de bétail indispensables à l'exercice de son métier.

Cette dernière partie intéresse également le petit cultivateur menacé souvent de la saisie par les usuriers. Pour l'armer contre eux, nous réclamons encore :

*Fixation du taux légal de l'intérêt à 3 0/0 au maximum.*

Pour eux encore, afin de les armer convenablement :

Organisation par les pouvoirs publics, d'un enseignement agricole gratuit, *dans tous les villages.*

Création ou développement des champs d'expériences, des fermes modèles et des laboratoires agricoles *gratuits.*

Achat par la commune et location à prix de revient aux cultivateurs de machines agricoles ; création d'association de *travailleurs agricoles* (et non de gros propriétaires, comme dans nos syndicats agricoles actuels) *pour l'achat en commun de semences, engrais, plants, etc., et pour la vente des produits.*

Intervention de l'Etat pour créer et subventionner ces associations.

Pour les mettre à l'abri des catastrophes et les sauver de l'agiotage :

Assurance par les départements et réassurance par la nation contre les épidémies, les maladies des plantes, la grêle, la gelée, les inondations et autres risques agricoles.

Organisation dans les centres importants de magasins généraux d'approvisionnement dépendant de la commune.

Création de minoteries, boulangeries, boucheries municipales.

*Suppression des prestations.*

*Revision du cadastre.*

*Suppression de tous les impôts directs et indirects, et leur remplacement par un impôt fortement progressif sur les revenus au-dessus de 3,000 francs.*

Organisation d'un service médical gratuit (les médecins payés par l'Etat), création d'hospices et d'hôpitaux cantonaux pour les invalides du travail.

Interdiction aux communes d'aliéner leurs biens communaux, obligation pour elles de cultiver les terres en friche. Extension du domaine communal, de façon à pouvoir faire de la culture rationnelle sur une assez grande étendue, la seule profitable....

Jean GUETINÉ.

## ANTISÉMITISME

L'Antisémitisme, mon pauvre Jean, c'est bon pour les curés, les réactionnaires et les bourgeois, car ce sont les seuls qui peuvent — ou qui espèrent — en tirer quelque chose; ils comptent, grâce à lui, échapper aux coups dont ils sont menacés, et renforcer leur puissance. En entretenant, en fomentant, en propageant l'Antisémitisme, les curés pensent détourner l'Anticléricalisme, la réaction,

étrangler la République et rebâtir le trône, la bourgeoisie, chrétienne ou voltairienne, sauver la caisse. Quant à toi et moi, pauvres bougres et prolétaires, qu'avons-nous à attendre de ce mouvement? Rien du tout, mon ami, et notre situation n'en serait pas changée.

Remarque qu'un grand nombre d'Antisémites — et Drumont est du nombre — te disent que la Révolution française est une abomination parce qu'elle a renversé le vieil état chrétien, et ils t'affirment sans rire que c'est le Juif qui a fait la Révolution, en haine de Jésus-Christ. Renvoie-les donc à l'école et demande-leur s'ils veulent te faire prendre des vessies pour des lanternes. La Révolution c'est notre œuvre à nous et si les juifs y ont participé, je ne leur en veux pas de mal, pas plus que je n'en veux à Karl Marx, ou à Lassalle, qui étaient israélites, au contraire. J'aime mieux ces juifs que Drumont qui, au fond, avec tout l'Antisémitisme chrétien, a la haine de l'esprit moderne et voit le salut dans la religion et dans la foi, c'est-à-dire dans l'oppression intellectuelle et morale et dans l'imbécillité. Méfie-toi de ces gaillards-là, Jean, ils voudraient réaliser le règne de Dieu et le règne de Dieu, vois-tu, c'est le règne de la barbarie, de la sottise, de l'ignorance et de la tyrannie.

A ceux qui dénonceront devant toi le péril juif, réponds en attaquant le capital quel qu'il soit, juif ou chrétien : le capital sans qualificatif. A ceux qui t'engagent à crier à bas Israël, réponds encore à bas le capital, à bas la propriété et ne sors pas de là, ne te laisse pas détourner de ta route par ceux qui veulent t'engager dans une impasse qui ne te conduira à rien. Va, la finance, l'agio, le capital, la propriété, tous tes ennemis en un mot, ne sont pas juifs, ils sont universels, ils sont chrétiens, ils sont musulmans, ils sont bouddhistes. Prends garde de ne pas les aider et de compromettre ta cause en soutenant inconsciemment la leur. Ils se riraient de toi après que tu leur aurais servi sottement d'auxiliaire et profiteraient de leur victoire pour mieux t'asservir.

Bernard LAZARE.



EDMOND THAUDIÈRE

## PENSÉES

Il n'y a guère de progrès dont il ne faille accoucher au forceps l'humanité.

•••  
Tout ce qu'on retranche à sa vanité on l'ajoute à son mérite.

•••  
Il y a des matérialistes qui vivent dans l'esprit, et des spiritualistes qui vivent dans la matière.

•••  
Même vaincue provisoirement l'idée, en définitive, triomphe du fait.

•••  
Le droit du lendemain est fait de la rébellion de la veille.

•••  
La tradition décuple, centuple, multiplie la force de la bêtise.

Edmond THAUDIÈRE.

## UNISSONS-NOUS

L'année 1893 ne nous a pas ménagé les avertissements. Nous serions vraiment inexcusables si nous fermions les yeux à la lumière et si nous persistions à nous entre-déchirer quand le capitalisme concentre toutes ses forces de réaction.

Les faits sont là pour nous prouver que tous nos efforts seraient vains à vouloir maintenir dans les limites d'une évolution pacifique la transformation sociale après laquelle attend l'humanité.

Quelle que soit la tactique adoptée par le parti socialiste — conquête du pouvoir à coups de bulletins de vote, organisation syndicale, grève générale — nous trouverons et nous trouvons déjà devant nous l'armée compacte de ceux qui ont des intérêts contraires aux nôtres et de ceux bien plus nombreux dont le mensonge bourgeois a oblitéré l'entendement.

En vain nous éverturons-nous à parler raison à des hommes qui ne veulent rien abandonner de leurs jouissances et de leurs prérogatives. En vain chercherions-nous à les apitoyer sur le sort misérable que leurs conceptions économiques ont fait au monde du travail.

Ils sont fixés à cet égard. Notre rhétorique n'excite en eux que ricanements. Montés au pouvoir par la force, ils se soucient peu de nos revendications tant qu'elles ne leur paraissent pas soutenues par une force supérieure à la leur.

Ce n'est pas avec des discours, pensent-ils justement, qu'en 1789 le peuple a pris la Bastille. Ce n'est pas avec des cris qu'il a chassé les Suisses des Tuileries le 10 août.

La bourgeoisie, nous sachant divisés, reste calme. Cependant déjà elle prend ses précautions devant le seul mirage de l'union socialiste contre laquelle s'acharment les plus astucieux émissaires.

Sous le masque de ralliés, les cléricaux accourent au secours des juifs et des francs-maçons, et les opportunistes qui ont su depuis longtemps convertir les radicaux se réjouissent de voir leurs rangs grossis par les pires ennemis de la République.

La République ? Que leur importe la forme du gouvernement, pourvu qu'ils restent les maîtres ! De même que Ribot, après avoir été bonapartiste, a bien voulu accepter un portefeuille républicain — de nom tout au moins, — ainsi Ribot et ses pareils s'accommoderaient du roi ou du César qui leur assureraient les paisibles digestions tant vantées par les panamistes.

Nous n'avons le droit de garder aucune illusion. La bourgeoisie, en massant contre nous ses coteries disparates où la robe noire du jésuite coquette avec le bonnet du rabbin, nous témoigne sa volonté arrêtée de ne rien partager avec le prolétariat.

Elle compte, pour le maintien de son exploitation, sur le concours de sa police, de sa magistrature, de l'armée permanente, mais plus encore peut-être sur les calomnies qu'elle répand, sur les dissensions qu'elle entretient parmi nous.

Quand un mal est connu, il est toujours aisé d'y porter remède. Puisque la bourgeoisie a besoin de nos divisions et n'y marchande pas le prix, pourquoi lui en permettre le facile profit ?

Si, au 18 mars, Paris tout entier, sans une hésitation, s'est trouvé d'accord pour chasser de l'Hôtel de Ville les capitulards de la Trahison nationale, il n'est pas plus impossible que la France socialiste, les exploités des campagnes et des villes coalisent une fois encore leurs énergies pour se délivrer des chaînes dont ils sont étreints.

Cette tactique ne demande aucun sacrifice. Elle n'attente aux principes, aux amitiés, aux préférences de personne.

Le seul point qui importe, d'ailleurs, ce n'est pas de savoir si demain nous mangerons du pain de seigle ou du pain de froment, mais si nous en avons assez de n'avoir pas de pain du tout.

Et si, comme je le crois, il est établi qu'aucun travailleur, paysan ou ouvrier, n'est assuré du lit où il pourra coucher le soir, de la table où il pourra s'asseoir à midi, si le chômage et la machine envoient les ateliers et si notre misère a en face d'elle la richesse exagérée d'une poignée de ploutocrates, eh bien, pour y remédier et en finir, il n'y a qu'à suivre l'exemple donné par la bourgeoisie.

A la coalition des détenteurs du capital, opposons l'union des exploités, des affamés, de tous ceux qui ne peuvent comprendre la République sans liberté, égalité, solidarité.

Le maître prépare ses forces contre l'assaut qu'il redoute. Préparons aussi les nôtres, organisons-les, unissons-les, et alors avec confiance et certitude nous pourrons marcher à la conquête de la République socialiste, dont le bonnet phrygien attend depuis trop longtemps que nous en arrachions le crêpe épinglé par les massacres de 1871.

Henri PLACE.

---

## LE PROBLÈME SOCIAL D'APRÈS PROUDHON

---

Le problème social apparut à Proudhon à la fois comme un problème de répartition et comme un problème de distribution ou de circulation de richesses. C'est ainsi qu'il s'était présenté aux physiocrates, fondateurs de la science; ces deux aspects sont indissolublement unis dans l'œuvre de Proudhon, mais plus ou moins complètement dégagés selon le degré d'avancement de cette œuvre. On les retrouve associés déjà dans les deux premiers « Mémoires sur la propriété »; mais ce n'est que dans les « Contradictions économiques » et dans les travaux qui suivirent que sa conception du crédit et de la circulation se formula nettement.

La propriété, telle qu'il la critique et la condamne, est conçue par lui, non dans son isolement individuel et familial, mais en rapport avec le mouvement circulaire que la richesse accomplit dans la société. La propriété, c'est le droit d'aubaine, c'est-à-dire le droit pour le propriétaire de recueillir, dans l'état social actuel, indépendamment de toute coopération personnelle et directe à la production, la rente, le loyer, l'intérêt de la terre ou des capitaux.

Ce qui frappa tout d'abord Proudhon, ce sont, avec les inégalités qui en résultent, les atteintes portées à l'équilibre de la vie économique. Cette vie se résoud en échanges de produits et de services dont la loi est à ses yeux l'égalité; c'est-dire que l'échange a pour loi la prestation d'une valeur égale contre une valeur déterminée: si l'un des échangeistes donne plus qu'il ne reçoit et donne quelque chose sans rien recevoir en échange, la justice est violée et l'équilibre est altéré. Or, tel est le résultat qu'entraîne l'institution de la propriété considérée comme droit d'aubaine; car le propriétaire, comme tel, ne donne rien, en réalité, en échange de la part du produit de la culture qu'il reçoit, il n'accomplit aucun travail. Cette même perturbation de l'équilibre se révèle sous une autre forme à Proudhon dès le premier « Mémoire sur la propriété ». Dans l'état actuel où deux classes coexistent, l'une formée des propriétaires, capitalistes, entrepreneurs, détenteurs des instruments de travail, recueillant la rente, l'intérêt, le profit; l'autre, formée des travailleurs salariés, il est impossible que le salaire total du travail rachète son produit; l'excédent du produit, ou de la valeur du produit sur le salaire est prélevé par la classe capitaliste et propriétaire.

Karl Marx lui donnera le nom de « plus-value », mais ce sera pour lui la part du produit dépassant ce qui est nécessaire à l'entretien de la force de travail. Proudhon va jusqu'à voir une atteinte à la vie même du producteur dans le prélèvement de cet excédent.

Hector DENIS.

ZOLA-NANA-VATICAN



Viens, Nana; ce n'est pas encore au Vatican qu'on appréciera nos vertus...

CHINE ET JAPON



L'Europe (le Serpent). — La Corée et les deux lutteurs (Chine et Japon).

L'ORTHOGRAPHE EN ALGÉRIE



Le professeur Renard : « Ah! toutes ces lettres inutiles, les aurons-nous? »  
F. Narexy (de loin) : « On obtient tout des belles dames lorsqu'on s'y prend gentiment. »

RENOUVELÉ DE LOUIS XV



La Gamella, la royauté f.... le camp.

CHARLES RAYMOND

# MONSEIGNEUR !

Pièce en 4 actes et 6 tableaux

## PERSONNAGES

L'Abbé MONSIEUR.  
L'Abbé CLAUDE  
BRIGITTE, sœur de l'abbé Monsieur.  
La Mère SAMUEL, juive, marchande à la toilette.  
M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE, 28 ans.  
M<sup>lle</sup> D'ARNAL, 30 ans.  
M<sup>lle</sup> TROUCHE, tante de l'abbé Claude, 60 ans.

M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY, femme du maire, 30 ans.  
M<sup>me</sup> ESPARROU, femme d'un juge, 40 ans.  
M<sup>me</sup> HERBELAT, femme du procureur, 28 ans.  
Première Dame.  
Deuxième Dame.  
Troisième Dame.  
Une Bonne.

*Les quatre actes de nos jours, à Marcillac, chef-lieu d'un département du Midi.*

## ACTE PREMIER

Un grand salon chez M<sup>lle</sup> de La Sègre, d'une élégance sévère. Au fond, porte communiquant avec l'extérieur. Au pou coupé de droite, large balcon. Sur un guéridon, entre la porte et le balcon, corbeille en osier, à fond garni de soie bleue et remplie de pétales de roses. Canapés, fauteuils, chaises.

### SCÈNE PREMIÈRE

M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE, BRIGITTE, M<sup>me</sup> ESPARROU, DAMES.

(Au lever du rideau, on entend des chants liturgiques, des sonneries de cloches, des roulements de tambour, des clairons et des chants religieux. C'est la procession de la Fête-Dieu qui défile sous les fenêtres. Toutes les dames sont sur le balcon.)

BRIGITTE. — Voilà mon frère, le voilà !

M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE. — Vite la corbeille de roses !

(Deux dames vont prendre sur le guéridon la corbeille pleine de pétales de roses, puis elles jettent toutes par la fenêtre des poignées de pétales dans la rue.)

M<sup>me</sup> ESPARROU. — Oh ! monsieur l'Abbé est tout rouge ! Les fleurs sont restées dans ses cheveux frisés.

M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE. — Il les gardera pendant toute la durée de la procession. (à part) Il portera mes couleurs.

BRIGITTE. — Ecoutez-le. Il chante pour nous remercier.

(On entend au dehors une voix qui entonne le « Pange lingua ».)

TOUTES. — Oh ! la belle voix !

M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE. — On a beau dire, il n'y a pas dans tout le diocèse de Marcillac un prêtre aussi distingué que votre frère, Brigitte.

M<sup>me</sup> ESPARROU, regardant au dehors. — Voilà le dais avec Monseigneur !

M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE. — Quelle belle prestance !

BRIGITTE. — Monseigneur est très bien conservé pour ses soixante-quinze ans.

UNE DAME. — Jetons-lui les dernières fleurs ;

M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE. — Est-ce qu'il nous a vues ?

(Nouvelle pluie de pétales.)

BRIGITTE. — Oui! oui! Il vient de faire un petit signe du coin de l'œil.

Mlle DE LA SÈGRE. — Tout à l'heure, ce sera très beau, lorsqu'il donnera la bénédiction du haut de notre reposoir.

Mme ESPARROU, à Mlle de La Sègre. — Il est splendide, ce reposoir. Vous avez royalement fait les choses.

BRIGITTE. — C'est certainement le plus beau de la ville.

Mlle DE LA SÈGRE. — Est-ce que Madame d'Arnai en a un aussi?

BRIGITTE. — Oui, mais il ne vaut pas le vôtre.

PREMIÈRE DAME. — Et puis, elle n'a que des fleurs de genêt à jeter sur le cortège, de sales fleurs jaunes.

Mlle DE LA SÈGRE. — Pour lui jouer un bon tour, j'ai fait enlever de très bonne heure toutes les roses qui étaient au marché. Je n'ai pas voulu que cette d'Arnai eût les mêmes fleurs que moi.

DEUXIÈME DAME. — Vous avez raison, car elle vous déteste.

Mlle DE LA SÈGRE. — Et je lui rends plus que la monnaie de la pièce.

BRIGITTE, *intercevant*. — Pourquoi toutes ces haines? Madame d'Arnai est une personne fort pieuse et qui fait le plus grand bien à l'Eglise.

Mme ESPARROU, *méchamment*. — Ou plutôt à quelques prêtres! (*insinuante à Brigitte*) Qu'en dit votre frère?

BRIGITTE. — Monsieur l'Abbé a beaucoup de considération pour elle.

Mme ESPARROU. — On dit qu'il va souvent la voir.

BRIGITTE. — Oui, au sujet de ses bonnes œuvres.

Mlle DE LA SÈGRE, *à part*. — Coquine! Ah! si jamais elle tombe entre mes griffes, celle-là!

PREMIÈRE DAME. — Si on s'asseyait? Je ne tiens plus sur mes jambes.

TROISIÈME DAME. — Le défilé de la Procession a bien duré une heure.

(Elles rentrent toutes dans le salon et s'assoient.)

Mlle DE LA SÈGRE, à Brigitte. — Venez près de moi, Brigitte... Savez-vous que vous êtes encore une très belle personne?

BRIGITTE. — Oh! Mademoiselle!...

Mlle DE LA SÈGRE. — Mais oui! Mais oui! Vous avez des yeux superbes. Vous avez dû être demandée souvent en mariage.

BRIGITTE. — Vous n'y pensez pas! Et mon frère, que serait-il devenu?

Mme ESPARROU. — Il est de fait que vous lui êtes si dévouée!

BRIGITTE. — Et il le mérite bien! Un si grand cœur...

PREMIÈRE DAME. — Et un si bel homme!

TOUTES, *excepté Brigitte*. — Oh! oui.

BRIGITTE. — Il n'en tire aucune vanité, allez! Si vous saviez comme il se mortifie la chair! Levé tous les matins à cinq heures et observant le jeûne presque tous les jours de la semaine.

PREMIÈRE DAME. — Mais il va se rendre malade!

Mme ESPARROU. — Il faut qu'il se soigne.

Mlle DE LA SÈGRE. — Il n'a pas le droit d'abîmer sa santé. — Dites-le lui bien, vous qui avez de l'autorité sur lui.

PREMIÈRE DAME. — Je vous enverrai du quinquina.

DEUXIÈME DAME. — Et moi du Banyuls. J'en ai d'excellent.

TROISIÈME DAME. — Justement mon mari vient de recevoir quelques paniers de Champagne...

BRIGITTE. — Vous êtes trop bonnes, Mesdames...

Mlle DE LA SÈGRE. — Non, non! Quand un homme est appelé aux plus hautes destinées, comme votre frère, son premier devoir est de se conserver pour la religion.

Mme ESPARROU. — Songez donc qu'il sera un jour évêque!

BRIGITTE modestement. — Oh! il ne s'en reconnaît pas digne.

Mlle DE LA SÈGRE. — Il le sera, et nous nous y emploierons toutes.

TOUTES. — Oui, toutes!

(Mme de Villaudry entre par le fond.)

SCÈNE DEUXIÈME

LES MÊMES, Mme DE VILLAUDRY

Mlle DE LA SÈGRE, *allant au-devant de Mme de Villaudry.* — Ah! chère belle! Que de remerciements nous vous devons!

Mme DE VILLAUDRY, *aux dames.* — Eh bien! Etes-vous contente de moi?

LES DAMES, *en chœur.* — Enchantées!

BRIGHTIE. — Sans vous, la procession n'aurait pas eu lieu.

Mlle DE LA SÈGRE. — Dans la plupart des villes du Midi, ces affreux conseillers municipaux ont eu le toupet d'interdire les processions. Tandis qu'ici, grâce à votre intervention, Monsieur le Maire, votre mari, nous a permis de célébrer la Fête-Dieu comme nous l'entendions.

Mme DE VILLAUDRY, *s'asseyant.* — Ça n'a pas été sans tirage. Figurez-vous que les Loges-Maçonniques ont menacé mon mari de le forcer à démissionner, s'il laissait sortir un enfant de chœur de la Cathédrale.

Mme ESPARROU. — Et qu'a répondu monsieur de Villaudry?

Mme DE VILLAUDRY. — Un petit boniment que je lui avais soufflé, la veille : que si les Francs-Maçons bouadaient le jour de la Fête-Dieu, les Légitimistes houderaient le jour de la Fête Nationale.

TOUTES LES DAMES. — Ça, c'est très bien.

Mme DE VILLAUDRY, *riant.* — De sorte que les Francs-Maçons ont la naïveté de croire que vous illuminerez et que vous mettrez des drapeaux à vos fenêtres le Quatorze Juillet.

LES DAMES, *en chœur.* — Fi, quelle horreur!

Mlle DE LA SÈGRE. — Je ne pavoiserais que le jour où le Roy fera son entrée dans Paris.

Mme ESPARROU. — Et moi le jour où le dernier des Républicains aura disparu.

TROISIÈME DAME, *d'une voix très douce.* — Vous pouvez dire crevé.

TOUTES. — Bravo! Bravo!

Mlle DE LA SÈGRE, *à Mme de Villaudry.* — Comment pouvez-vous, ma chère, vivre avec un mari républicain?

Mme DE VILLAUDRY. — Oh! il l'est si peu! D'abord, quand on s'appelle le Marquis de Villaudry, on ne saurait avoir beaucoup de tendresse pour la démagogie.

Mme ESPARROU. — Mais enfin, comment se fait-il qu'il affiche des opinions radicales?

Mme DE VILLAUDRY. — Oh!... C'est tout simplement pour emblêter sa belle-mère.

TOUTES curieuses. — Ah!

Mme DE VILLAUDRY. — Mais oui; figurez-vous qu'il ne peut pas sentir maman.

Mme ESPARROU. — Et Madame Martin n'a pas l'air de le porter dans son cœur.

Mme DE VILLAUDRY. — Dans les premiers temps de notre mariage, maman avait eu la toquade de faire peindre les armes de mon mari sur ses propres voitures à elle.

BRIGHTIE. — Je crois même qu'elle signait ses lettres : Madame Martin de Villaudry.

Mme DE VILLAUDRY. — Tandis qu'elle m'avait bien recommandé, à moi, de ne jamais signer de Villaudry, née Martin. Un jour, de guerre las, mon mari, furieux de l'abus qu'elle faisait de son blason, s'amusa à lui dessiner des armoiries symboliques pour son nom de Martin. C'est ainsi que, sur un écu écartelé d'azur et de gueules on pourrait voir : l'âne Martin, l'ours Martin, Martin bâton et un martin-pêcheur avec le manteau de saint Martin en guise de jambrequin. Et il eut l'espièglerie de lui faire cadeau de ces nouvelles armes pour le premier de l'an. Ma mère, furieuse, voulait à tout prix me faire divorcer. J'ai refusé, en retournant contre elle ses propres opinions religieuses condamnant le divorce. Alors, elle nous a coupé les vivres. C'est par vengeance et pour finir de l'exaspérer que Monsieur de Villaudry est entré dans le parti républicain.

BRIGITTE. — Où il rend, d'ailleurs, de très grands services à notre cause; sans lui, nous n'aurions pas eu les processions.

MME DE VILLAUDRY. — J'ai laissé mon mari faire à sa guise, bien décidée à faire à la mienne. Je ne fréquente pas une seule femme de conseiller municipal, et je n'ai jamais consenti à mettre les pieds à la Préfecture.

Mlle DE LA SÈGRE. — Une femme qui se respecte ne peut pas aller dans ces endroits-là.

MME DE VILLAUDRY. — Toutes les relations de mon mari sont républicaines, les miennes sont légitimistes. Quant à nos quatre enfants, j'ai été obligée de les partager. Mes deux fillettes sont élevées au Sacré-Cœur et mes deux fils au Collège.

PREMIÈRE DAME. — Au Collège! Et vous avez pu tolérer?...

MME DE VILLAUDRY. — On a fait comprendre à mon mari qu'il ne pouvait pas, en sa qualité de maire, confier l'éducation de ses enfants à des maisons religieuses.

MME ESPARROU. — On a bien essayé des mêmes intimidations auprès de nous, mais ça n'a pas réussi. Sous prétexte que mon mari est juge au Tribunal, on voulait qu'il mit ses enfants au Collège. Mais j'ai jeté les hauts cris et j'ai fait comprendre aux gens du Gouvernement que nous nous moquions bien d'eux.

MME DE VILLAUDRY. — Votre mari a la chance d'être inamovible... Un maire ne l'est pas.

MME ESPARROU. — Aussi il faut voir la tête de Madame la Préfète, quand je passe à côté d'elle sans même la regarder. Ce n'est pas comme cette Madame Herbelot, la femme du Procureur, qui est toujours à faire mille courbettes devant les autorités. Si vous saviez comme elle se démène et comme elle se multiplie pour faire obtenir de l'avancement à son mari!

Mlle DE LA SÈGRE. — Dame, elle est dans la magistrature active.

MME ESPARROU. — Dites plutôt ambulante. Elle est toujours par monts et par vaux. Son but, je le sais, serait d'arriver le plutôt possible à Paris.

DEUXIÈME DAME. — Vous croyez? On dit pourtant qu'elle est au mieux avec un capitaine de la garnison?

MME ESPARROU. — Oh! ça n'empêche pas.

MME DE VILLAUDRY. — D'ailleurs, on a remarqué qu'elle allait à Paris à peu près tous les trois mois.

PREMIÈRE DAME. — Et que le capitaine s'éclipsait aux même époques.

MME ESPARROU. — Et là-bas, il paraît qu'elle ne se gêne pas pour aller tous les soirs au théâtre!

MME ESPARROU. — Savez-vous où on l'a surprise un jour?

TOUTES EN CHŒUR. — Où donc?

MME ESPARROU. — A la Comédie-Française pendant qu'on y jouait *Tartuffe*.

TOUTES. — Oh! c'est une indignité!

BRIGITTE. — Une infamie!

Mlle DE LA SÈGRE. — Ça ne m'étonne pas! Quand on aime la culotte rouge.

MME ESPARROU. — Et si vous saviez quelle éducation a son amant!

MME DE VILLAUDRY. — Alors, vous croyez quelle a un amant?

MME ESPARROU. — Parbleu! C'est la fable de toute la ville.

MME DE VILLAUDRY. — C'est bizarre, moi, je n'en savais rien.

MME ESPARROU. — Eh bien! Apprenez que c'est monsieur de Villeduc.

MME DE VILLAUDRY. — L'aide-de-camp du général?

MME ESPARROU. — Lui-même.

DEUXIÈME DAME. — Peut-on aimer un officier!

Mlle DE LA SÈGRE. — Des gens grossiers.

TROISIÈME DAME. — Vaniteux.

PREMIÈRE DAME. — Se mirant dans toutes les glaces.

DEUXIÈME DAME. — Ayant de la pommade sur la moustache et des mois orduriers sur la lèvre.

MME ESPARROU. — Surtout celui-là, car j'ai surpris des détails...

PREMIÈRE DAME, *curieuse*. — Des détails? Oh! Je vous prie!...

MME ESPARROU. — C'est si dégoûtant!

TOUTES LES DAMES. — Puisqu'on vous prie!

Mme ESPARROU. — Eh bien, figurez-vous que l'autre soir, pour rentrer chez moi, j'avais pris au plus court par la ruelle obscure, derrière ma maison. J'étais devant ma porte lorsque, tout d'un coup, je vis sortir de l'ombre un homme qui s'avança vers moi et qui, avec toutes sortes d'injures me dit: « Il y a près d'une heure que tu me fais poser, gars! » Et savez-vous qui j'ai reconnu dans ce grossier personnage?

PREMIÈRE DAME, *divement*. — L'amant de Madame Herbelot?

Mme ESPARROU. — Tout juste.

PREMIÈRE DAME. — Vous croyez que c'est elle qu'il attendait?

Mme ESPARROU. — Oh! certainement. Les hommes ne se cachent ainsi que pour les femmes honnêtes.

Mlle DE LA SÈGRE. — Et vous appelez ça une femme honnête?

Mme ESPARROU. — J'emploie l'expression courante. (*Continuant son récit*) Folle de peur, je franchis vivement le seuil de ma porte, en entendant toujours bruire à mes oreilles les ordures dont il m'avait éclaboussée.

Mme DE VILLAUDRY. — C'était donc bien sale?

Mme ESPARROU. — Oh!... Je n'oserais les répéter qu'à mon confesseur.

DEUXIÈME DAME. — Dites-nous-en au moins une... pour qu'on puisse juger de l'éducation de ce Monsieur.

Mme ESPARROU. — Non, je ne dois pas...

Mlle DE LA SÈGRE. — Puisque ça ferait plaisir à ces dames.

DEUXIÈME DAME, *suppliante*. — La moins sale, voulez-vous?

Mme ESPARROU. — Eh bien, non, je n'oserais pas le dire à voix haute.

Mlle DE LA SÈGRE. — Confiez-le-moi à l'oreille, tout bas, et je le répéterai à ces dames.

(Mme Esparrou dit un mot tout bas à l'oreille de Mlle de La Sègre qui le passe à une autre dame, et le mot fait ainsi, de l'une à l'autre, le tour de la société. Quand le tour est venu pour Brigitte d'entendre, celle-ci se récrie. Une fois que le mot a fait le tour de la société, toutes les dames poussent un cri d'indignation.)

LES DAMES. — Oh!

Mme ESPARROU. — Eh bien, n'avais-je pas raison?

Mme DE VILLAUDRY. — Ma foi, puisqu'elle a un amant, je n'ai pas à me gêner avec elle, et je vais vous raconter une petite histoire sur laquelle, jusqu'ici, j'avais gardé le silence.

TOUTES CURIUSES. — Voyons, voyons...

Mme DE VILLAUDRY. — Savez-vous ce qu'elle a fait, lors du dernier bal de la Division?

LES DAMES. — Non.

Mme DE VILLAUDRY. — Vous vous rappelez cette robe toute rouge qu'elle avait commandée à Paris?

Mme ESPARROU. — Elle avait l'air d'une langouste bouillie.

Mlle DE LA SÈGRE. — C'était pour mieux témoigner son amour de la garance.

Mme DE VILLAUDRY. — Eh bien, elle venait à peine de s'habiller pour le bal, lorsqu'un facteur du télégraphe lui apporta une dépêche annonçant la mort de son père. La chère femme mit tranquillement le petit bleu dans sa poche, courut à la Division où elle dansa comme une dératée, et ce n'est qu'en rentrant chez elle, avec son mari, qu'elle fit semblant d'apprendre la nouvelle pour la première fois. Elle tomba en syncope, comme foudroyée. Le lendemain, ce benêt de Procureur racontait par toute la ville que sa femme était désespérée de n'avoir pas appris quelques heures plus tôt la mort de son père.

Mme ESPARROU. — En effet, il a ussommé tout le Tribunal avec cette histoire. Il a même cherché à se rendre intéressant pendant huit jours. Il commençait tous ses réquisitoires par ce cliché ridicule: « Au moment où un grand malheur vient de s'abattre sur moi... » Et il essayait d'apitoyer les juges sur son propre compte, afin d'obtenir le maximum pour les accusés.

Mme DE VILLAUDRY. — Or, je savais par le mari de ma cuisinière, qui est facteur au télégraphe, que madame Herbelot avait reçu la dépêche deux heures avant le bal.

PREMIÈRE DAME. — Oh ! c'est indécent !

DEUXIÈME DAME. — Nous ne pouvons plus revoir cette femme-là.

Mlle DE LA SÈGRE. — Si elle se représente chez moi, je la fais jeter à la porte.

UNE BONNE, annonçant. — Mme Herbelot.

Mlle DE LA SÈGRE. — Ça, c'est du toupet !

(Mme Herbelot entre du fond. Toutes les dames se regardent surprises, aucune ne se lève.)

### SCÈNE TROISIÈME

LES MÊMES, M<sup>me</sup> HERBELOT

Mme HERBELOT, toute joyeuse. — Vous ne savez pas le scandale d'hier ?

TOUTES, curieuses. — Quoi donc ?

Mme HERBELOT. — Mais c'est encore un secret. Vous me promettez de n'en rien dire, n'est-ce pas ? Je le tiens tout chaud de mon mari qui a été chargé de faire une enquête.

Mlle DE LA SÈGRE. — Parlez vite.

Mme HERBELOT. — Mais vous me jurez de n'en rien dire ? Une indiscretion pourrait être si regrettable !

Mlle DE LA SÈGRE. — Ne craignez rien... il n'y a ici que des femmes !

Mme HERBELOT. — C'est que c'est si délicat !

Mme ESPARROU, d'un air pincé. — Est-ce qu'il s'agit d'un officier ?

Mme HERBELOT, sans comprendre. — Non, mais d'un singe.

TOUTES, très curieuses. — Ah !

Mlle DE LA SÈGRE. — Avec une dame de la ville ?

Mme HERBELOT. — Oui, madame d'Arnal.

Mlle DE LA SÈGRE. — Oh ! vite, vite !

Mme HERBELOT. — Vous savez qu'il y a une ménagerie installée sur le Cours des Platanes. Hier, dans l'après-midi, pendant le repas des animaux, madame d'Arnal est entrée pour voir le superbe lion noir qui fait des exercices et accompagne la *Marseillaise* sur un tambour. Mais à peine avait-elle fait dix pas dans la ménagerie qu'un de ces grands singes qui ressemblent à des hommes s'est précipité sur les barreaux de sa cage, comme pour aller au-devant d'elle. Alors, dans l'impossibilité de l'atteindre, il s'est livré, à son intention, à une série de gestes obscènes qui ont scandalisé le sergent de ville de garde à l'intérieur.

TOUTES, excepté Brigitte. — C'est dégoûtant !

BRIGITTE. — Mais, ce n'est pas la faute de madame d'Arnal.

Mlle DE LA SÈGRE, d'une voix aigre. — On n'en sait rien.

TROISIÈME DAME, d'une voix très douce. — Il n'y a pas de fumée sans feu.

Mme ESPARROU. — Cette d'Arnal, avec ses yeux baissés et ses airs de sainte Nitouche, ne m'a jamais inspiré grande confiance.

Mlle DE LA SÈGRE. — A qui le dites-vous !

Mme DE VILLAUDRY. — Elle est assez décatie pour se rabattre sur des singes.

BRIGITTE, cherchant à les culmer. — Voyons, mesdames...

Mlle DE LA SÈGRE, jalouse. — Oh ! vous, Brigitte, vous n'avez pas voix au chapitre ; on sait bien que vous êtes entichée de cette vieille.

(Geste de protestation de Brigitte.)

PREMIÈRE DAME. — Oui, oui, elle ne se confesse qu'avec votre frère.

Mme ESPARROU. — Quand il prêche, elle le dévore des yeux.

Mme DE VILLAUDRY. — On dit qu'elle a chez elle une soutane de prêtre qu'elle met sur un fauteuil et à qui elle fait, à haute voix, mille protestations de tendresse.

BRIGITTE. — Mesdames, je vous assure...

Mme ESPARROU. — C'est une de ses anciennes bonnes qui me l'a affirmé.

DEUXIÈME DAME. — Moi, c'est son cocher. Il paraît qu'il l'avait surprise, un jour, en train de presser sur son cœur une étoile qu'elle brodait.

Mme ESPARROU à Brigitte. — N'a-t-elle pas donné cette étoile à votre frère ?

BRIGITTE, embarrassée. — Oh ! Je ne sais pas. Monsieur l'Abbé a reçu tant d'étoiles...

Mme HERBELOT, à Brigitte. — Je viens de le voir passer; il est charmant, votre frère... Il ne ressemble pas à la plupart des rustres qui composent le clergé de notre diocèse.

PREMIÈRE DAME. — Ils empestent le tabac à priser.

Mme HERBELOT, étourdiement. — Il y a certains péchés qu'on n'oserait pas leur avouer: ils ne comprendraient pas.

Mlle DE LA SÈGRE. — Et dans leurs sermons, ils ont tous la manie de ne parler que de l'Enfer.

Mme HERBELOT. — Et d'inventer des supplices qui vous donnent la chair de poule. Vrai, quand je sors de les entendre, je n'ose même pas embrasser...

Mme ESPARROU vivement. — Votre mari?

Mme HERBELOT. — Naturellement.

Mlle DE LA SÈGRE. — Tandis que votre frère sait trouver des choses exquises. (Aux dames) Vous rappelez-vous son dernier sermon sur l'Amour?

TOUTES, pâmées. — Oh! oui...

Mme DE VILLAUDRY. — C'est miracle qu'un homme puisse parler si éloquemment de choses qu'il ne connaît pas!

Mme HERBELOT, à part. — Qui sait?

UNE DAME. — Et comme il sent bon, au confessionnal!

Mme DE VILLAUDRY. — Ce n'est pas un directeur rabat-joie, comme les autres.

BRIGITTE, à part. — Ah! les coquines! ce n'est pas la religion qu'elles aiment, mais le prêtre.

Mme ESPARROU. — Monseigneur devrait bien éclaircir un peu les rangs de son clergé.

Mlle DE LA SÈGRE. — N'est-ce pas une honte, que le curé de Saint-Romain, notre Cathédrale, ne sache presque pas parler français!

UNE DAME. — Et son latin, l'avez-vous remarqué lorsqu'il chante « *Dominus vobiscum?* »

Mme DE VILLAUDRY. — On croirait entendre un de ces moines espagnols qui ont d'énormes coutelas dans leurs poches, et qui ne se lavent jamais les pieds.

BRIGITTE. — Ce n'est pas la faute de Monseigneur, mais nous n'avons pas dans le département une institution catholique qui puisse rivaliser avec le Collège.

Mme DE VILLAUDRY. — Ça c'est bien vrai. Pour les filles, nous avons le Sacré-Cœur, mais rien pour les garçons.

Mme ESPARROU. — Il y a bien les Frères Ignorantins.

PREMIÈRE DAME. — Ne me parlez pas de ces gens-là. Ils sentent encore plus mauvais que vos prêtres. On dirait un troupeau de boucs.

DEUXIÈME DAME. — Ils ont des pieds comme des brouettes.

Mlle DE LA SÈGRE. — Et des mains grand in-octavo.

Mme HERBELOT. — Et leurs têtes? C'est à se demander dans quel bétail on va les recruter.

BRIGITTE insinuant. — Mesdames, mesdames...

TOISIÈME DAME. — D'ailleurs, le fils de ma cuisinière est Ignorantin. Et je ne voudrais pas confier l'éducation de mes enfants au fils d'une bonne.

BRIGITTE. — Alors, qu'est-ce qui arrive? C'est que les jeunes gens de la campagne qui se destinent à la prêtrise se contentent d'apprendre à bredouiller quatre ou cinq mots de latin avec un vieux curé, et cela suffit pour qu'on les admette de plain pied au Grand-Séminaire. Ce qu'il nous faudrait, c'est un grande institution catholique où nos futurs abbés viendraient se dégrossir, avant d'entrer dans les ordres.

Mme DE VILLAUDRY. — Ils y apprendraient les belles manières, au contact de nos enfants.

PREMIÈRE DAME. — Ils pourraient ainsi fournir un clergé un peu propre.

DEUXIÈME DAME. — Et nous n'aurions pas besoin d'envoyer nos garçons à Toulouse ou à Bordeaux pour les faire instruire.

Mme ESPARROU. — Voilà ce que devrait faire Monseigneur.

Mlle DE LA SÈGRE. — Malheureusement, il est trop vieux maintenant.

BRIGITTE. — Mais quelqu'un y a pensé pour lui.

Mlle DE LA SÈGRE. — Qui donc?

BRIGITTE. — Monsieur l'Abbé.

Mme ESPARROU. — Votre frère?

BRIGITTE. — Oui.

Mlle DE LA SÈGRE. — Oh! que c'est bien!

BRIGITTE. — Il rêve de faire grand, et il faudra beaucoup d'argent.

Mme ESPARROU. — Alors ça n'ira pas comme sur des roulettes, car nos maris ne sont guère larges.

PREMIÈRE DAME. — Moi, j'ai toutes les peines du monde à lui arracher de quoi payer mes toilettes.

DEUXIÈME DAME. — Si je ne faisais pas danser l'anse du panier, je ne sais vraiment pas comment je m'en tirerais.

TROISIÈME DAME. — Le mien fait lui-même les comptes avec la bonne.

Mme DE VILLAUDRY. — Moi, j'ai quatre enfants... Et depuis que maman nous a coupé les vivres...

BRIGITTE. — Rassurez-vous, mesdames; les fonds, on les aura. Nous vous demandons simplement vos enfants.

Mme ESPARROU. — Oh! alors...

Mme DE VILLAUDRY. — Comptez sur nous!

Mlle DE LA SÈGRE. — Et cet argent, qui le donnera?

BRIGITTE. — Mme Trouche.

Mlle DE LA SÈGRE. — Cette cuisinière qui a épousé monsieur Trouche *in extremis* et qui a réussi à escamoter les cinq millions du défunt!

BRIGITTE. — Elle-même.

Mme ESPARROU. — Mais c'est de l'argent qui ne sent pas bon!

BRIGITTE. — Voilà pourquoi nous le ferons revenir à l'Église.

Mlle DE LA SÈGRE. — Il est évident que si monsieur Trouche avait eu la liberté de tester, il n'aurait pas manqué de faire quelques donations pieuses.

BRIGITTE. — Sa veuve les fera pour lui.

Mlle DE LA SÈGRE. — C'est vrai : ce n'est, en somme, qu'une restitution.

BRIGITTE. — Mme Trouche a d'immenses terrains aux portes de la ville et qui conviendraient merveilleusement à l'installation de notre œuvre.

Mme ESPARROU. — L'air y est très pur, et nos enfants y seraient dans d'excellentes conditions d'hygiène.

Mme DE VILLAUDRY. — Tandis que le Collège est enclavé entre l'hôpital et la prison avec le Tribunal pour vis-à-vis.

Mme HERBELOT. — C'est peut-être un symbole.

Mme ESPARROU, à Brigitte. — Et croyez-vous que la Trouche serait disposée de faire abandon de ses terrains?

BRIGITTE. — Oui, si vous êtes aimables avec elle.

Mlle DE LA SÈGRE. — Qu'entendez-vous par là?

BRIGITTE. — Si vous lui faisiez, par exemple, l'honneur très grand de l'admettre dans votre salon.

Mlle DE LA SÈGRE. — Ici? Mais c'est impossible!

PREMIÈRE DAME, à Mlle de La Sègre. — Nous ne pourrions plus venir vous voir.

DEUXIÈME DAME. — J'étais un peu parente avec monsieur Trouche, et je ne peux pas me rencontrer avec elle.

BRIGITTE. — Songez à notre œuvre.

Mme ESPARROU. — Sans doute, c'est très beau la religion; nous sommes même prêtes à mourir pour elle.

TOUTES LES DAMES, en chœur. — Oui, toutes!

Mme ESPARROU. — Mais quant à la Trouche, nous ne pouvons pas faire de ces concessions humiliantes.

BRIGITTE. — Mme d'Arnal la reçoit chez elle.

Mlle DE LA SÈGRE. — Je crois bien... la femme au singe!

BRIGITTE. — Cela ferait tant plaisir à Monseigneur!

Mme DE VILLAUDRY. — Parbleu, pour ce que ça lui coûte, à lui!

BRIGITTE. — Et si mon frère parvenait à mener à bien cette entreprise, il serait sûr d'être nommé Vicaire Général.

TOUCES. — Ah ?

BRIGITTE. — J'ai tenu à vous en parler à vous les premières, parce que madame d'Arnal songe à accaparer madame Trouche. Si l'idée de cette institution ne part pas d'ici, madame d'Arnal en aura toute la gloire, et elle s'attirera ainsi les bonnes grâces de l'Évêché.

Mlle DE LA SÈGRE. — Serait-ce vrai ?

BRIGITTE. — Monseigneur, qui n'est pas tendre, vous le savez, sera froissé de votre indifférence.

UNE DAME. — Vous croyez ?

BRIGITTE, *d'un air insinuant*. — Et puis, monsieur l'Abbé serait obligé de passer tout son temps avec madame d'Arnal pour régler tous les détails de l'œuvre. Et comme vous exécutez toutes madame d'Arnal, monsieur l'Abbé serait très peiné d'avoir à se séparer de vous.

Mlle DE LA SÈGRE, *vivement, à Brigitte*. — Allez chercher cette Trouche.

BRIGITTE. — Oh ! comme vous êtes bonné ! Et quelle joie pour mon frère !

(Brigitte sort vivement par le fond.)

### SCÈNE QUATRIÈME

#### LES MÊMES, MOINS BRIGITTE

(Aussitôt après le départ de Brigitte toutes les dames se lèvent en même temps.)

Mlle DE LA SÈGRE. — Où allez-vous ?

Mme ESPARROU. — Mon mari m'attend à cinq heures.

Mme DE VILLAUDRY. — Il faut que j'aie donné à goûter à mes enfants.

Mme HERBELOT. — J'ai promis d'aller voir passer la procession chez le Général.

Mlle DE LA SÈGRE. — Des prétextes pour ne pas vous trouver ici avec la Trouche... Mais qu'est-ce que cela peut vous faire, puisque c'est moi qui la reçois ?

PREMIÈRE DAME. — Et puis, c'est pour la bonne cause.

DEUXIÈME DAME. — Ça doit faire tant plaisir à Monseigneur !

Mlle DE LA SÈGRE. — Et nous ferons peut-être un évêque de l'abbé Monséгур.

Mme ESPARROU. — Soit, mais c'est bien pour l'Abbé.

Mlle DE LA SÈGRE. — Et puis, en acceptant de causer avec cette la Trouche, ne prouverons-nous pas aux ennemis de la religion que nous sommes capables de souffrir pour elle les plus effroyables supplices ?

Mme HERBELOT. — Soyons héroïques.

(Elles se rassojent toutes en même temps.)

Mme DE VILLAUDRY. — Est-ce que cette Trouche n'a pas un neveu qui va être ordonné prêtre ?

Mlle DE LA SÈGRE. — Oui, ce petit abbé Claude, un être insignifiant.

PREMIÈRE DAME. — Oh ! Il ne me plaît guère.

DEUXIÈME DAME. — Il n'est pas distingué.

TROISIÈME DAME. — Il est très négligé dans sa tenue.

Mlle DE LA SÈGRE. — On le dit très pieux, pourtant.

Mme ESPARROU. — Peh ! Pour un prêtre, la piété c'est un] métier, [tandis que l'élégance est un devoir.

Mme DE VILLAUDRY. — Tout le monde ne peut pas ressembler à l'Abbé Monséгур.

Mlle DE LA SÈGRE. — C'est la première fois que la Trouche est admise dans un salon un peu propre. Faisons-lui bon accueil et montrons-lui tout ce qu'elle gagne à entrer dans un monde nouveau.

Mme DE VILLAUDRY. — C'est ça. Pour aujourd'hui, ne lui parlons pas des terrains, ni de l'institution.

Mme ESPARROU. — On la saignera plus tard.

(Brigitte entre du fond, amenant avec elle Mme Trouche.)

SCÈNE CINQUIÈME

LES MÊMES, BRIGITTE, M<sup>me</sup> TROUCHE

BRIGITTE, *aux dames*. — Mesdames, madame Trouche, une amie.  
Mlle DE LA SÈGRE, *à Mme Trouche*. — Présentée par vous, madame est la bienvenue.

(Toutes les dames s'inclinent.)

Mme TROUCHE, *émue*. — Mesdames... je vous remercie... cet aimable accueil...  
Mlle DE LA SÈGRE. — Il est bien dû à celle qui montre tant de dévouement à la bonne cause.

Mme ESPARROU. — A la tante de l'Abbé Claude.

Mme DE VILLAUDRY. — Un prêtre si pieux!

Mme HERDELOT. — Si modeste!...

Mlle DE LA SÈGRE. — Un vrai saint!

TOUTES, *en chœur*. — Oh! oui, un saint!

Mme TROUCHE, *très émue*. — Mesdames, je vous remercie pour lui... C'est beaucoup d'honneur...

Mlle DE LA SÈGRE. — Non, non; il le mérite bien par ses rares vertus.

Mme ESPARROU. — Aussi, nous nous occuperons de lui.

Mme DE VILLAUDRY. — Nous le pousserons.

Mlle DE LA SÈGRE. — Nous le recommanderons tout spécialement à Monseigneur...

Mme TROUCHE, *balbutiant*. — Mesdames... Mesdames...

(On entend de nouveau dans la coulisse le son des cloches, le roulement des tambours accompagnés de clairons, et les chants liturgiques.)

Mme HERDELOT. — Voilà la procession qui rentre.

Mlle DE LA SÈGRE, *à Mme Trouche*. — Monseigneur va donner la bénédiction à mon reposoir... Venez, je veux qu'il vous voie à côté de moi.

BRIGITTE, *bas à Mlle de La Sègre*. — Bien, très bien!

(Toutes les dames se remettent sur le balcon.)

Mme DE VILLAUDRY, *à Brigitte*. — Mais regardez donc monsieur l'Abbé... Il a la tête toute jaune.

Mme ESPARROU, *méchamment*. — Ce sont les genêts de madame d'Arnal.

Mlle DE LA SÈGRE, *à part, suffoquée*. — Est-ce possible!

Mme ESPARROU, *insinuante*. — Il a fallu qu'il secoue ses cheveux et qu'il en ait fait tomber jusqu'au dernier pétale de rose, pour qu'il ait la tête si jaune.

BRIGITTE, *à part*. — Quelle imprudence!

Mme DE VILLAUDRY. — Faisons-nous; voilà la bénédiction.

(Silence général. Roulement de tambours avec accompagnement de clairons; on n'entend au dehors que le rythme cadencé des encensoirs dont la fumée monte dans les airs. Toutes les dames couvrent la tête; Mlle de La Sègre quitte le balcon et rentre en scène, en proie à une rage violente.)

VOIX DE L'ÉVÊQUE, *au dehors*. — « *Benedicat vos...* »

Mlle DE LA SÈGRE, *à part*. — J'en suis sûre; ils couchent ensemble!

VOIX DE L'ÉVÊQUE. — « *Pater...* »

Mlle DE LA SÈGRE. — Catin!

VOIX DE L'ÉVÊQUE. — « *Et filius...* »

Mlle DE LA SÈGRE. — Salope!

VOIX DE L'ÉVÊQUE. — « *Et Spiritus Sanctus* ».

Mlle DE LA SÈGRE. — Mais j'aurai ta peau, charogne!

VOIX DE LA FOULE, *au dehors*. — « *Amen!* »

RIDEAU

## ACTE DEUXIÈME

Un salon chez l'abbé Monséguir. Portes au fond et à droite. A gauche, au milieu, cheminée. Partout, sur les murs et sur la cheminée, sujets religieux : tableaux, gravures, estampes, statuettes, mais le tout dans le mauvais goût de la place Saint-Sulpice. Fauteuils et chaises affectant des formes rigides. Sur le devant, à gauche, une table.

### SCÈNE PREMIÈRE

BRIGITTE, LA MÈRE SAMUEL

Au lever du rideau, sur une table, on voit un tas de vêtements et d'objets servant au culte : calices, ciboires, patènes, chasubles, chapes, dalmatiques, etc.

BRIGITTE, écrivant sur un carnet. — Ça nous fait déjà quatre mille cinq cents francs. (*Montrant un magnifique calice*) Et de celui-ci, combien m'en offrez-vous ?

MÈRE SAMUEL. — Mettons trois cents.

BRIGITTE. — Vous vous moquez de moi.

MÈRE SAMUEL. — Mais non, je vous assure : c'est de la camelote.

BRIGITTE. — Regardez donc un peu : argent doré à émaux pailonnés, avec filigranes et pierres fines... Vous osez appeler ça de la camelote !

MÈRE SAMUEL. — J'ai jusqu'à cinq cents, pas un sou de plus.

BRIGITTE. — Vous ne l'auriez pas à moins de huit cents.

MÈRE SAMUEL. — Mais c'est un vol !

BRIGITTE. — Voler un Juif, et surtout une Juive, ce serait bien difficile. Vous le revendrez à Barcelone pour un bon billet de mille.

MÈRE SAMUEL. — C'est tout ce que ça vaut en magasin.

BRIGITTE. — Vous plaisantez ! On l'a payé au moins quinze cents.

MÈRE SAMUEL. — Avez-vous la facture ?

BRIGITTE. — Oh ! je n'y connais assez, et vous aussi ; nous n'avons pas besoin de facture.

MÈRE SAMUEL. — Soit, j'en donne huit cents, mais c'est bien pour faire des affaires.

BRIGITTE, lui montrant une chasuble. — Chasuble en moire antique, avec broderies or fin.

MÈRE SAMUEL. — Elle est bien défraîchie. C'est du décrochez-moi-ça eucharistique.

BRIGITTE. — Vous la repasserez à un curé pauvre de la campagne ; il en fera ses dimanches. Elle vaut cent cinquante francs, je vous la laisse pour trente.

MÈRE SAMUEL. — Soit ; il faut bien faire aller le commerce.

BRIGITTE, lui montrant une autre chasuble. — Mais celle-là, vous ne l'aurez pas pour une bouchée de pain... Jetez un coup d'œil là-dessus. Est-ce assez beau ! Velours tout soie, avec broderies en or fin... Mettons six cents.

MÈRE SAMUEL. — Dites tout de suite que vous voulez ma mort.

BRIGITTE. — Allons, allons, ne faites pas la hête, ça ne prend pas. La chasuble est neuve, elle n'a été portée qu'une fois, pour faire plaisir à la dame qui l'a offerte, et ça vaut bien douze cents francs en magasin.

MÈRE SAMUEL. — Oui, mais vous n'avez pas la chape et la dalmatique assorties.

BRIGITTE. — Si je les avais, je ne vous donnerais pas le tout à moins de deux beaux billets de mille.

MÈRE SAMUEL. — Soit, mais les affaires sont dures avec vous.

BRIGITTE. — Ne vous plaignez donc pas. Si vous aviez perdu dix sous avec moi, vous ne seriez jamais plus revenue. Or, il y a cinq ans que nous faisons du commerce ensemble. Tenez, pour vous prouver que je suis bonne personne, je vais vous vendre tout le reste en un seul lot.

MÈRE SAMUEL. — Il y a bien le la pacotille.

BRIGITTE. — Vous me devez six mille deux cent trente francs. Avec tout ce gros paquet, ça fera sept mille, chiffre rond.

MÈRE SAMUEL. — Non, non, ne me demandez pas ça.

BRIGITTE. — Mais regardez donc ces burettes, ces boîtes pour saintes huiles, ces vases de purification, sans compter pas mal de inèbres de dentelles pour garnitures de nappes d'autel, de rochets et d'aubes. Il y en a, tenez, celle-là, que vous n'auriez pas à moins de cinquante francs le mètre. *(Lui montrant une aube)* Cette aube, c'est de la batiste, fil de main, tout ce qu'il y a de plus fin.

MÈRE SAMUEL. — Oui, mais faudrait voir les coutures.

BRIGITTE. — Elles sont invisibles, absolument invisibles, tellement le travail est délicat.

MÈRE SAMUEL. — Soit, mais c'est pour ne pas vous désobliger, *(A part.)* Quelles sales Juives, ces sœurs de curés !

*(Elle fait un immense paquet du tout, aidée de Brigitte.)*

BRIGITTE. — Dépêchez-vous. Monsieur l'Abbé n'aurait qu'à entrer... Il n'aime pas voir des Juifs rôler dans sa maison.

MÈRE SAMUEL. — Et il n'a pas tort. Car ce n'est pas pour dire, mais je suis la seule de ma religion, dans toute la ville, avec qui on puisse traiter honnêtement.

*(Elle va pour s'en aller.)*

BRIGITTE. — Et cet argent ?

MÈRE SAMUEL, *faisant semblant de se fouiller.* — Tiens, mais je croyais vous l'avoir donné.

BRIGITTE. — Vous savez, on ne me l'a fait pas deux fois, celle-là, mère Samuel.

MÈRE SAMUEL, *ouvrant un portefeuille gras.* — Ça se rencontre mal ; je n'ai que cinq billets de mille.

BRIGITTE, *reprenant le paquet.* — Alors, il n'y a rien de fait.

MÈRE SAMUEL. — Je vous ferai un papier pour le reste.

BRIGITTE. — Du papier de Juif entre les mains d'un curé ? Vous nous croyez donc bien naïfs ?

MÈRE SAMUEL. — Attendez ; j'avais oublié le second portefeuille, là. *(Lui remettant les billets de mille, un à un).* Regardez-les moi, ces agneaux, sont-ils neufs !... On ne pourra pas dire que je donne de la mauvaise marchandise, moi.

*(Elle étale les sept billets les uns à côté des autres, sur la table, lorsque l'Abbé entre de droite. Jeu de scène muet. Brigitte ramasse les billets, tandis que la mère Samuel s'empare vivement du paquet et sort par le fond avec de profondes révérences.)*

## SCÈNE DEUXIÈME

BRIGITTE, L'ABBÉ MONSIEUR

L'ABBÉ. — Encore cette Juive ! Tu sais bien que je n'aime pas sentir cette racaille autour de moi.

BRIGITTE. — Oh ! la mère Samuel se moque pas mal de sa croyance ! Elle est commerçante avant tout. Elle serait bien trop punie s'il n'y avait pas de catholicisme qui lui permet de faire fortune, en revendant les objets religieux.

L'ABBÉ. — Mais enfin, on pourrait venir à le savoir.

BRIGITTE. — Il n'y a aucun danger. Elle vient toujours ici par la ruelle détournée où ne passe jamais personne. Et puis, qui oserait supposer qu'une Juive va voir un curé ? En attendant, regarde, voilà sept beaux billets de mille que j'ai tondus sur la peau de nos dévotes.

L'ABBÉ. — Mais si elles me demandaient, un jour, à revoir tous ces objets dont elles m'ont fait cadeau ?

BRIGITTE. — Ne crains rien. Je leur laisse croire que tu habilles de ta défroque de pauvres curés nécessiteux et des missionnaires faméliques. *(L'Abbé va pour sortir.)* Où vas-tu ?

L'ABBÉ. — Je suis attendu à la Cathédrale.

BRIGITTE. — Tu sais que la Troucho et ces dames vont venir, dans une demi-heure. Nous avons à traiter définitivement cette affaire de l'Institution. C'est très important.

L'ABBÉ. — Je serai là.

BRIGITTE. — Oui, tu seras comme la dernière fois. Tu arriveras deux heures en retard et tu seras tout rater. Cette d'Arnal sait si bien te retenir!

L'ABBÉ. — Madame d'Arnal?

BRIGITTE. — Avec ça que je ne devine pas que tu vas chez elle. Tu n'as rien à faire à la Cathédrale à cette heure. (*S'approchant de lui et le flairant*) Et puis, tu t'es vaporisé; en n'est pas pour ton curé que tu l'aspergerais ainsi de verveine. Prends-garde, tu t'attardes un peu trop dans les jupes de cette vieille femme... Il faut songer à l'avenir.

L'ABBÉ. — Madame d'Arnal est une amie, rien de plus. Je vais chez elle, comme j'irais chez madame Trouche, par exemple.

BRIGITTE. — Tais-toi donc. Il y a longtemps qu'elle est ta maîtresse.

L'ABBÉ. — Ma maîtresse? Ne prononce pas ce mot devant un prêtre.

BRIGITTE. — Oh! ce n'est pas moi qui t'en aurais fait un reproche autrefois, quand la d'Arnal était encore jeune, riche, et qu'elle avait de l'influence à l'évêché. Mais aujourd'hui, c'est bien fini. Monseigneur ne daigne plus la recevoir; quant aux dames de la ville, il n'y en a pas une qui lui ouvrirait son salon.

L'ABBÉ. — Q'en sais-tu?

BRIGITTE. — Aujourd'hui, il n'y a plus que M<sup>lle</sup> de La Sègre. C'est la seule qui soit puissante, la seule qui, par ses relations et sa fortune, puisse faire un évêque. Or, tu ne fais rien pour la ménager. Le jour de la procession, elle t'a jeté au passage, une pleine corbeille de roses. Toi, comme un beau niais, tu t'es hâté de passer la main dans tes cheveux pour les faire tomber, et pour recevoir sur la tête la pluie de genêts que la d'Arnal a fait tomber sur toi. Cela a suffi pour faire comprendre à M<sup>lle</sup> de La Sègre que tu étais l'ami de la d'Arnal. Sans moi, elle serait, à l'heure qu'il est, ta plus mortelle ennemie. Car, sais-tu d'où lui viens sa haine pour la d'Arnal?

L'ABBÉ. — Non.

BRIGITTE. — C'est parce qu'elle-même l'adore.

L'ABBÉ. — Tu crois?

BRIGITTE. — J'en suis sûre. Et comme elle a envie de toi...

L'ABBÉ scandalisé. — Oh! tu as des mots...

BRIGITTE. — Ah! je les connais bien, toutes ces femmes! La religion ne les émeut guère; mais ce qui les touche, c'est le prêtre, quand il est jeune et bien râblé.

L'ABBÉ. — Tais-toi! Tais-toi!

BRIGITTE. — Et la meilleure preuve, c'est qu'elles restent toutes la bouche ouverte devant toi, comme devant un Jésus, tandis qu'elles n'ont que du mépris et du dégoût pour les abbés râpés et malpropres qui l'entourent.

L'ABBÉ, avec une moue de dédain. — Elle n'est pas très jolie, La Sègre.

BRIGITTE. — C'est ce qui te trompe. Sous des dehors anguleux et secs, elle cache des yeux pleins de passion et qui vous brûlent. Elle est si folle de toi, que si je voulais me laisser faire, elle me prendrait dans ses bras et me mangerait de baisers, uniquement parce que je suis ta sœur. Elle est toujours à m'appeler: « Ma chère Brigitte, ma jolie Brigitte! » Comme si en m'embrassant c'était un peu de toi qu'elle prenait. Et puis, tu sais, elle a trois millions.

L'ABBÉ. — Elle pourra nous aider pour notre Institution.

BRIGITTE. — Ah! tu crois que je vais lui laisser mettre sa fortune dans cette baraque! Non, non, pas si bête! C'est bon pour la Trouche, ces gaspillages-là.

L'ABBÉ. — Toi, tu ne penses qu'à l'argent.

BRIGITTE. — Et toi, tu n'as en tête que les femmes. Moi, je n'ai que ce plaisir, l'argent. Un jour, quand tu voudras être évêque, tu auras besoin, toi aussi, de beaux écus sonnans. (*Lui montrant le meuble de droite*) Eh bien! il y a là, dans une cassette, deux cent mille francs en valeurs, qui sont bien à nous. Je ne te parle pas de notre argenterie. Jamais un évêque n'en aura eu de plus riche. Quant à La Sègre, je t'avertis qu'elle n'est pas femme à accepter le partage: ou la d'Arnal ou elle.

L'ABBÉ. — Cette pauvre d'Arnal a été si bonne pour nous! Elle nous a tant aidés,

à mes débuts dans la prêtrise! C'est par son influence que j'ai été nommé d'emblée vicaire à la Cathédrale.

BRIGITTE. — C'était pour mieux te garder près d'elle.

L'abbé. — Il y aurait de l'ingratitude à la lâcher.

BRIGITTE. — Ingrat? Mais tu l'as payée, cette vieille peau, en devenant son amant. Et puis, tu sais, il n'y a pas de milieu. Je me suis juré de faire de toi un évêque, et je suis décidée à briser tous les obstacles qui se dresseront sur ta route.

L'abbé, *presque effrayé*. — Quelle femme!

BRIGITTE. — Tu es mon œuvre. Orphelins, sans fortune, j'ai compris que ton entrée dans les ordres pouvait seule nous sauver. J'étais belle, mais cela m'aurait mené à épouser quelque ouvrier qui se serait grisé et qui m'aurait rouée de coups. Alors, j'ai tout sacrifié pour toi. Je me suis résignée au rôle pénible de vieille fille. J'ai fait taire mon cœur et j'ai éteint tous mes désirs.

L'abbé, *surpris*. — Toi, des désirs!

BRIGITTE, *avec dédain*. — Pauvre fou qui ne vois rien! Oui, j'ai un masque de glace; j'ai tous les dehors de l'austérité la plus sévère. Mais il y a des nuits où je suis si brûlée, si torturée, que je me sens prête à me jeter dans tes bras, pour y trouver le remède à mes souffrances.

L'abbé, *se reculant*. — Que dis-tu là! C'est un blasphème!

BRIGITTE. — Ah! je m'en moque bien, car je t'aime, moi aussi!

L'abbé. — Mais je suis ton frère.

BRIGITTE. — Eh! que m'importe! Tu es le seul homme que j'aie vu autour de moi. Toutes ces drôlesses sont si folles de ta chair que cette folie m'a prise, moi aussi, et que ne je vois en toi que le bel abbé Monséguir. Elles m'ont tellement détaillé ton corps que je me suis mise à te regarder, moi aussi, par simple curiosité, comme j'aurais fait d'un étranger, et je me suis laissée aller à l'aîmer d'un amour insensé, comme les autres.

L'abbé, *à moitié fou*. — Tais-toi, Brigitte, tais-toi. Ne me rappelle pas que tu es femme, que tu es belle, toi aussi, et qu'il pourrait y avoir une volupté monstrueusement divine...

BRIGITTE. — Oh! ne crains rien. Si tu venais à moi, les bras ouverts, quand même tout mon corps irait au-devant de ton étreinte, je me tuerais plutôt que de céder. Mon amour serait une entrave dans ta carrière. Il l'empêcherait d'être à toutes ces chiennes qui ont des amis et de la fortune. Or, je veux que tu sois évêque. Et puisque je suis obligée de te laisser à elles, et que l'occasion se présente pour moi de me venger de leur triomphe... ah! cette d'Arnal, comme je vais la faire souffrir maintenant!

L'abbé. — Voyons, Brigitte, c'est trop de cruauté, tu n'y penses pas!...

BRIGITTE. — Avec ça que je me gênerais! Crois-tu que les jours où la d'Arnal venait ici, pendant des après-midi entières, et que tu m'envoyais au jardin ou ailleurs, je n'avais pas envie de la mordre, cette catin mijaurée qui prenait des airs béats de pénitente, et qui raffinaît par des peurs de l'Enfer les joies de son paradis terrestre! Ah! maintenant, elle pourra venir chercher du plaisir ici! Je lui ferai rentrer dans la gorge les soupîrs étouffés et les pâmouisons qui faisaient grincer ma chair à travers les portes, lorsque j'écoutais et que je regardais.

(On entend un bruit de pas, au fond.)

L'abbé, *inquiet*. — C'est elle, je reconnais son pas.

BRIGITTE. — Elle a trouvé que tu ne venais pas assez vite au rendez-vous.

L'abbé. — Va-l'en!

BRIGITTE. — Non, non, c'est moi qui vais la recevoir.

L'abbé. — Sois bonne, sois charitable, au moins.

BRIGITTE. — Oui, oui, sois tranquille.

L'abbé, *à part*. — Ma foi, qu'elles s'arrangent... Après tout, ce serait peut-être un bon débarras.

(Il sort par la droite, comme possédé par Brigitte. Mme d'Arnal entre du fond.)

SCÈNE TROISIÈME  
BRIGITTE, M<sup>me</sup> D'ARNAL

M<sup>me</sup> D'ARNAL. — Monsieur l'Abbé est sorti ?

BRIGITTE, *sèchement*. — Oui, il a été appelé auprès d'un malade.

M<sup>me</sup> D'ARNAL. — Alors, je vais l'attendre.

BRIGITTE. — Vous ne pouvez pas ; Mlle de La Sègre va venir.

M<sup>me</sup> D'ARNAL. — Ah ! oui, je sais. Vous êtes allée voir la procession chez elle.

BRIGITTE. — C'est Monseigneur qui l'a exigé. J'avais à lui présenter Mme Trouche. A ce sujet, permettez-moi de vous adresser un reproche : vous avez compromis mon frère.

M<sup>me</sup> D'ARNAL. — Moi ?

BRIGITTE. — Oui, avec vos genêts. Vous lui avez jeté une pleine corbeille sur la tête, que c'en était ridicule. Toute la ville ne parle que de ce scandale.

M<sup>me</sup> D'ARNAL. — Si on ne peut plus être aimable avec son confesseur...

BRIGITTE. — Vous oubliez que mon frère est un prêtre, et qu'il faut au moins sauver les apparences.

M<sup>me</sup> D'ARNAL. — Mais je n'ai rien à cacher.

BRIGITTE. — Non contente de le voir à l'église et de l'attirer chez vous, vous venez trop souvent le relancer jusqu'ici. Vos assiduités ont été remarquées et les commentaires vont leur train.

M<sup>me</sup> D'ARNAL. — N'est-ce pas naturel que je vienne exposer à mon directeur tous mes cas de conscience ?

BRIGITTE, *durement*. — Ah ça ! Vous me croyez donc bien stupide ?

M<sup>me</sup> D'ARNAL. — Que voulez-vous dire ?

BRIGITTE. — Si je ferme les yeux, depuis trop longtemps déjà, c'est que je veux bien. Mais ne vous figurez pas m'avoir trompée une minute. Et je sais depuis des années que vous couchez avec mon frère.

M<sup>me</sup> D'ARNAL. — Taisez-vous, au nom du ciel ! C'est un blasphème, c'est un sacrilège de le répéter.

BRIGITTE, *ironique*. — Mais pas de le faire, n'est-ce pas ?

M<sup>me</sup> D'ARNAL. — Ah ! Brigitte, je vous en supplie, ne me condamnez pas ! Je l'aime tant ! Il est si beau !

BRIGITTE. — Il ne faut plus venir ici ; il ne faut plus vous montrer avec lui, car toute la ville commence à ouvrir les yeux sur cette liaison.

M<sup>me</sup> D'ARNAL. — Oui, oui, j'y consens. Mais vous me le laisserez, n'est-ce pas ? Vous lui permettrez de venir chez moi, la nuit, par la porte du jardin. Il n'y a rien à craindre. Tous mes domestiques sont couchés et je serai là pour lui ouvrir, dès qu'il grattera à la porte.

BRIGITTE. — Nous verrons, si vous êtes raisonnable.

M<sup>me</sup> D'ARNAL. — Oh ! ne me parlez pas avec cette froideur, Brigitte ! Il me semble que c'est lui qui me jette à la face ces cruelles paroles. Il m'aime toujours, n'est-ce pas ?... Ah ! c'est que vous savez, j'en mourrais !

BRIGITTE, *à part*. — Crève donc, coquine !

M<sup>me</sup> D'ARNAL, *comme extasiée*. — Il sait vous murmurer, dans l'intimité, de si douces choses ! L'autre jour, à propos de ce sermon sur l'amour qu'il a fait à la Cathédrale, il a presque répété tout haut ce qu'il m'avait coulé tout bas, tout bas, à l'oreille, derrière la nuque. Et quand je voyais les autres femmes pâmées sous la caresse de ses paroles, j'avais une immense joie intérieure, une volupté fondante à me dire que c'était moi l'inspiratrice de son génie.

BRIGITTE, *à part*. — Comme elles l'aiment toutes ! (*Haut*) Il est bientôt quatre heures, partez vite. Il ne faut pas que Mlle de La Sègre vous rencontre ici.

M<sup>me</sup> D'ARNAL. — Je m'en vais. Mais dites-lui bien, à lui que je l'attendrai ce soir, jusqu'à minuit, jusqu'au matin, s'il le faut ; mais qu'il vienne, Brigitte, dites-lui qu'il vienne ! Rien que l'idée de passer un jour sans le voir, sans le sentir près de moi, me gâte toute la douceur de la vie. Vous serez bonne, n'est-ce pas, vous lui ;

parlerez pour moi? (*Lui remettant une bague*). Tenez, Brigitte, acceptez ce petit souvenir.

BRIGITTE, *examinant la bague*. — Un diamant, pour moi, mais c'est de la folie!

Mme d'ARNAL, *vivement*. — Non, non, je vous aime tant! Vous lui ressemblez tellement. (*L'entourant de ses bras*) Quand je vous parle, il me semble que c'es' lui qui est là, près de moi, et je ne l'ai pas tout à fait perdu, puisque je vous tiens dans mes bras, que votre voix me berce et que vos yeux me sourient.

BRIGITTE, *se dégageant brutalement*. — Oui, oui, mais partez, partez tout de suite, il le faut. (*Bruits de pas dans le fond.*) Trop tard.

(Mlle de La Sègre entre par le fond; elle échange avec Mme d'Arnal des regards chargés de haine. Mme d'Arnal se retire.)

## SCÈNE QUATRIÈME

BRIGITTE, M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE

Mlle DE LA SÈGRE, *jalouse*. — Elle est donc toujours là, cette femme?

BRIGITTE. — Mme d'Arnal est si charitable! Elle sait que mon frère s'occupe de nombreuses œuvres de bienfaisance. Ainsi, nous devons envoyer bientôt à des missionnaires d'Océanie, tout un ballot de linge d'autel et d'objets religieux. Alors, elle est venue très gracieusement nous faire ses offres de service, et elle nous a promis un lot de chasubles, de ciboires, de calices... Ces pauvres missionnaires!...

Mlle DE LA SÈGRE, *piquée*. — Ah?

BRIGITTE. — Je n'ai pas le droit de refuser, n'est-ce pas? Il y a là-bas, dans les pays lointains, tant de malheureux prêtres qui n'ont pas de quoi suffire aux besoins du culte... C'est un devoir pour nous de les aider dans la mesure du possible.

Mlle DE LA SÈGRE. — A quelle heure doit avoir lieu notre réunion?

BRIGITTE. — A cinq heures. (*Avec intention*) Vous êtes la première. Aucune de ces dames n'est encore arrivée.

Mlle DE LA SÈGRE. — Alors, j'ai le temps de faire une visite pressée?

BRIGITTE. — Oh! grandement. Et même si vous étiez en retard, je me chargerais de vous excuser auprès de ces dames.

Mlle DE LA SÈGRE. — A bientôt.

(Elle sort vivement par le fond. L'abbé reparait à droite.)

## SCÈNE CINQUIÈME

BRIGITTE, L'abbé MOSSÉGU.

L'abbé. — Comment, elle est déjà repartie?

BRIGITTE. — Sais-tu où elle va?... Elle va dévaliser pour nous les boutiques des orfèvres.

L'abbé. — En es-tu sûre?

BRIGITTE. — J'ai piqué sa jalousie en lui parlant de la d'Arnal. Je lui ai fait croire que celle-ci nous accablait de cadeaux.

L'abbé. — Tu as eu tort.

BRIGITTE. — Mais non, puisque c'est du linge et des objets que nous sommes censés envoyer à des missionnaires.

L'abbé, *couraincu*. — Ah?

BRIGITTE, *lui montrant la bague*. — Et regarde un peu ce que vient de me donner la d'Arnal.

L'abbé. — Oh! la superbe pierre!

BRIGITTE. — Je crois bien. Elle ne vaut pas moins de deux mille francs. Tu sais, je m'y connais, moi; et maintenant que Mlle de La Sègre commence à être allumée, il y aura du travail pour la mère Samuel.

L'abbé. — Mais surtout sois prudente. (*On sonne.*)

BRIGITTE. — Laisse-moi faire. Rentre dans ta chambre, c'est moi qui vais les recevoir les uns après les autres. Tu ne te montreras qu'au moment voulu.

(L'abbé sort par la droite. Mme de Villaudry entre par le fond.)

SCÈNE SIXIÈME

BRIGITTE, M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY

M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY. — Suis-je en retard ?

BRIGITTE. — Vous êtes d'une heure en avance, au contraire.

M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY. — C'est que je suis si impatiente de voir réussir notre Institution !

BRIGITTE. — Voulez-vous que je vous parle bien franchement ?

M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY. — Qu'y a-t-il donc ?

BRIGITTE. — Eh bien ! moi, à votre place, je ne me mettrais pas trop en avant.

M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY, surprise. — Tiens ! pourquoi ?

BRIGITTE. — Parce que vous êtes la femme du Maire.

M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY. — Vous savez bien que M. de Villaudry me laisse absolument

libre...

BRIGITTE. — C'est possible, mais la situation politique de votre mari devrait vous interdire de pactiser trop ouvertement avec ses ennemis.

M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY. — Jusqu'ici, ça ne lui a pas nuï.

BRIGITTE. — Pour le présent, oui, mais pour l'avenir...

M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY. — Vous croyez donc que mon mari a un avenir ?

BRIGITTE. — Il est notre député de demain.

M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY, étonnée. — Député ! Vous croyez ?... C'est drôle, il ne m'a jamais fait cet effort-là.

BRIGITTE. — Vous ne savez pas voir si loin, vous autres... La ville et l'arrondissement sont divisés en deux camps à peu près égaux...

M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY. — Le parti républicain a la majorité dans Marcillac. Ils voteront donc pour mon mari, mais dans les campagnes...

BRIGITTE. — Eh bien, on les fera travailler en-dessous, les campagnes.

M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY. — Et par qui ?

BRIGITTE. — Par nos bons curés, donc.

M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY. — Les curés feraient de la propagande pour mon mari, un athée ?

BRIGITTE. — Puisqu'un autre candidat du même tonneau serait nommé à sa place...

M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY. — Mais, M. de Rabastens, le député conservateur actuel ?

BRIGITTE. — M. de Rabastens est un niais solennel qui compromet plus le parti par ses maladresses, qu'il ne le sert par ses votes. Nous ne voulons plus de lui.

M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY. — Mais à la Chambre, il faut une spécialité pour réussir. Mon mari n'en a pas.

BRIGITTE. — Dès qu'un député est moins hête que les autres, il passe là-bas, pour un spécialiste. Votre mari sera ministre quand il voudra.

M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY. — Vous m'étonnez ! Pour être ministre, il faut des opinions tièdes. Or, lui, il est si exagéré...

BRIGITTE. — Il en sera quitte pour renier ses aspirations de la veille. Quel est le ministre qui n'en a pas fait autant, sous prétexte de sagesse gouvernementale ? D'ailleurs, le titre de marquis qu'il traîne après lui, fera, malgré tout, boiter son radicalisme. Un gentilhomme ne peut pas, sans une pointe de ridicule, afficher des tendances trop extrêmes. C'est pour ce même motif que nous avons fait nommer tant d'avocats à la Chambre. Quoi qu'ils fassent, ils sont toujours embarrassés par leur robe, et ils sont tellement préoccupés des questions de légalité, qu'en croyant faire du nouveau, ils ne servent que du vieux neuf. Leur progrès n'est jamais qu'un ressemelage. Votre mari, par son titre, par ses relations de famille, par vous, par ses filles, aura des milliers de fils à la patte qui l'entraveront plus qu'il ne voudra. Les mesures qu'il votera, il les croira extrêmes, non pas qu'elles le soient en réalité, mais parce qu'elles détonneront avec son milieu, ses habitudes et ses traditions. Un coup de pistolet fait plus de bruit dans un salon, qu'un coup de canon sur une place publique.

Mme DE VILLAUDRY. — Il y a du vrai.

BRIGITTE. — M. de Villaudry sera député. Mais il ne faut pas que vous com-promettiez sa candidature par un excès de zèle qui le rendrait à la fois suspect aux Légitimistes et aux Radicaux. Les élections ont lieu dans six mois. Restez chez vous.

Mme DE VILLAUDRY. — Mais si les radicaux ne proposent pas la candidature de mon mari?

BRIGITTE. — C'est nous qui la lancerons, en le faisant attaquer par nos propres journaux, comme l'homme le plus redoutable de son parti. Nous forcerons ainsi l'attention des Radicaux. Nous vous représenterons comme une pauvre femme persécutée, que son mari empêche d'accomplir ses devoirs religieux. Les libéraux en seront enchantés, car pour eux le libéralisme ne va pas sans la persécution et sans la violation des droits de la conscience. Et votre mari leur paraîtra d'autant plus libéral qu'il sera plus autoritaire à votre égard.

Mme DE VILLAUDRY. — Je m'en vais. Mais que diront ces dames et que penseront-elles de mon absence?

BRIGITTE. — Je vous excuserai, et mon frère aussi.

Mme DE VILLAUDRY. — Votre frère! En voilà un qu'il nous faudrait pour évêque!

BRIGITTE, à part. — Je ne le lui fais pas dire. (Haut) Sa modestie ne vise pas si haut; mais moi qui vis tous les jours avec lui, je suis bien forcée de reconnaître ses mérites.

Mme DE VILLAUDRY. — Eh bien, si mon mari est nommé député, vous pouvez compter que votre frère aura la mitre.

BRIGITTE, à part. — A la bonne heure!

Mme DE VILLAUDRY. — A bientôt, Brigitte.

BRIGITTE. — Au revoir, madame la Marquise.

Mme DE VILLAUDRY. — M'autorisez-vous à venir de temps en temps vous demander un conseil?

BRIGITTE. — Oh! tant que vous voudrez... mais en secret, très en secret. Vous aurez soin de ne venir que la nuit et de passer par la petite ruelle.

Mme DE VILLAUDRY. — Entendu.

(Elle sort par le fond, accompagnée par Brigitte. La scène reste vide un moment; on entend un coup de sonnette et immédiatement après, Brigitte rentre radicaux, tenant un volumineux paquet dans ses mains.)

### SCÈNE SEPTIÈME

BRIGITTE, L'ABBÉ MONSIEUR

BRIGITTE, seule. — C'est l'envoi de M<sup>lle</sup> de La Sègre; j'en étais sûre. (Appelant) Blaise! Blaise!

L'ABBÉ, paraissant à droite. — Qu'y a-t-il?

BRIGITTE, lui mettant le paquet dans les bras. — Pèse-moi donc ça. Y en a-t-il pour de l'argent, là-dedans!

L'ABBÉ. — Il faut l'ouvrir.

BRIGITTE. — C'est ça, ouvrons.

(On entend un nouveau coup de sonnette.)

L'ABBÉ. — Une de ces dames, sans doute.

BRIGITTE. — Bah! la petite bonne les fera entrer. Je tiens trop à voir ce qu'il y a dans ce paquet... Viens.

(Brigitte et l'abbé sortent par la droite. Mme Trouche et l'abbé Claude rentrent par le fond.)

### SCÈNE HUITIÈME

Mme TROUCHE, L'ABBÉ CLAUDE

Mme TROUCHE. — Ces dames ne sont pas encore arrivées... Attendons Brigitte.

L'abbé CLAUDE. — Tante Lise, avant qu'il ne soit plus temps, permettez-moi quelques observations.

Mme TROUCHE. — Tu vas encore me parler de cette Institution? Je vois que l'idée ne te séduit pas.

L'abbé CLAUDE. — Eh bien! non, franchement, elle ne me séduit pas.

Mme TROUCHE. — Mais où recrutera-t-on le clergé?

L'abbé CLAUDE. — Dans les Petits Séminaires, parmi les élèves des curés de campagne, comme on l'a fait jusqu'ici.

Mme TROUCHE. — Mais vois donc quel personnel cela nous a donné!

L'abbé CLAUDE. — De braves et bons prêtres pleins de dévouement et de charité.

Mme TROUCHE. — Ils manquent de belles manières.

L'abbé CLAUDE. — Mais ils ne manquent pas de cœur. Cinq d'entre eux sont morts pendant la dernière épidémie de choléra.

Mme TROUCHE. — La plupart ne savent pas prêcher.

L'abbé CLAUDE. — Les paysans n'ont que faire d'un Bossuet ou d'un Bourdaloue.

Mme TROUCHE. — Mais tu oublies les dames de la ville.

L'abbé CLAUDE. — Celles-là ont des abbés Monséguer.

Mme TROUCHE. — Avoue qu'ils sont rares.

L'abbé CLAUDE. — Il n'y en a que trop pour le bon renom de notre clergé.

Mme TROUCHE. — L'abbé Monséguer est un digne prêtre.

L'abbé CLAUDE. — Non, ma tante. Je sais ce qu'on pense de lui dans le peuple, parmi les humbles et les pauvres. La religion n'a rien à gagner aux exemples qu'il donne.

Mme TROUCHE. — Plus bas! Songe donc qu'il sera un jour évêque.

L'abbé CLAUDE. — Qu'il soit ce qu'il voudra, il ne sera jamais un prêtre.

Mme TROUCHE. — Il pourra te protéger, te pousser.

L'abbé CLAUDE. — Je n'en ai pas besoin. Mon unique ambition serait d'être aumônier dans un hôpital ou chez les Petites Sœurs des Pauvres.

Mme TROUCHE. — Voyons, Claude, il faut aspirer plus haut. Puisque c'est en grande partie pour toi que je fais tous ces sacrifices.

L'abbé CLAUDE. — Alors, donnez votre argent à des œuvres charitables.

Mme TROUCHE. — Je ne puis pas : j'ai promis à ces dames, à l'abbé, à Monseigneur. On dirait que je suis une égoïste, que je fais la bien par intérêt, pour avoir en retour de nombreuses prières. Non, non, je ne peux pas.

(Nouveau coup de timbre. Brigitte rentre par la droite. Quelques moments après, Mlle de La Sègre, Mme Esparrou et une dame entrent par le fond.)

### SCÈNE NEUVIÈME

Mme TROUCHE, L'abbé CLAUDE, BRIGITTE, Mlle DE LA SÈGRE, Mme ESPARROU, PREMIÈRE DAME, puis Mmes HERDELOT ET DEUXIÈME ET TROISIÈME DAMES

BRIGITTE. — Comment, c'est vous? Il fallait me faire prévenir par la petite bonne.

Mme TROUCHE. — Nous ne faisons que d'arriver.

BRIGITTE, à Mlle de La Sègre qui vient d'entrer. — Oh! que de remerciements, ma chère demoiselle!

Mlle DE LA SÈGRE. — A quel sujet, donc?

BRIGITTE. — Je viens de recevoir votre paquet.

Mlle DE LA SÈGRE. — Et ce ne sera pas le dernier. Il faut bien faire quelque chose pour les missionnaires.

BRIGITTE, avec une larme feinte. — Les pauvres gons!

Mlle DE LA SÈGRE, apercevant Claude. — Ah! monsieur l'abbé, laissez-moi vous complimenter. Partout je n'entends parler que de vos vertus.

L'abbé CLAUDE. — Ce que les autres appellent vertu, c'est tout simplement le devoir accompli.

Mme ESPARROU. — Vous êtes trop modeste.

PREMIÈRE DAME, à part. — Il a l'air d'un ours.

Mlle DE LA SÈGRE. — Monseigneur a les yeux sur vous, et il se pourrait qu'il vous prit bientôt comme secrétaire.

Mme TROUCHE, *radieuse*. — Bien vrai?

Mme ESPARROU. — Ce qui est l'acheminement vers le grand-vicariat.

Mme TROUCHE. — Ah! je te l'avais bien dit, mon petit Claude.

L'abbé CLAUDE. — D'autres sont plus dignes que moi, d'occuper ces hautes

fonctions.

Mme TROUCHE, *aux dames*. — L'entendez-vous? Il ne rêve que d'être aumônier chez les Petites-Sœurs.

BRIGITTE. — Non, c'est trop d'abnégation. Il faut laisser cela aux vieux curés inutiles.

Mme ESPARROU. — A ceux qui ont des soutanes jaunies.

Mlle de LA SÈGRE. — Et qui considèrent un coup de peigne comme une atteinte à la morale de l'Évangile.

BRIGITTE. — Ah! voilà les autres dames,

(Un coup de timbre.)

(Mme Herbelot et deux autres dames entrent du fond.)

Mme HERBELOT. — Vous savez que l'affaire s'annonce superbe. Nous avons déjà une liste de 125 externes et de 200 pensionnaires.

DEUXIÈME DAME. — Je viens de faire trois nouvelles recrues : j'ai enrôlé les trois fils de M. Cabassou, le conseiller municipal!

BRIGITTE. — Un Radical, qui nous enverrait ses enfants?

DEUXIÈME DAME. — Il trouve que la société du Collège est bien mêlée.

(L'abbé Monséguir entre.)

## SCÈNE DIXIÈME

LES MÊMES, L'abbé MONSÉGUIR

TOUTES. — Ah! voilà monsieur l'Abbé.

L'abbé MONSÉGUIR. — Apportez-vous de bonnes nouvelles?

Mme ESPARROU. — Excellentes.

Mme HERBELOT. — Un triomphe!

Mlle de LA SÈGRE. — Nous pouvons déjà compter sur plus de 300 élèves.

L'abbé MONSÉGUIR. — Alors, nous sommes sûrs de réussir. Il ne manque plus que l'argent pour les travaux.

Mme TROUCHE. — J'abandonne mes terrains de la butte Saint-Jacques, et je fais l'avance d'un million.

TOUTES LES DAMES, *en chœur*. — Ah! c'est bien!

(Tout le monde se lève et serre avec effusion la main de Mme Trouche; seul l'abbé Claude reste à l'écart.)

BRIGITTE, *à l'abbé Claude*. — Vous ne dites rien, monsieur l'Abbé?

L'abbé CLAUDE, *froidement*. — Je dis que l'affaire sera désastreuse.

L'abbé MONSÉGUIR. — Mais c'est impossible, ce sera un placement d'argent magnifique.

L'abbé CLAUDE. — Eh bien! moi, je vous dis qu'un million sera absolument insuffisant.

L'abbé MONSÉGUIR. — Une fois que les premiers travaux seront commencés, toutes ces dames voudront nous apporter leur argent.

LES DAMES, *en chœur*. — Oh! oui!

L'abbé CLAUDE. — Je penso qu'il serait plus utile de fonder quelques lits nouveaux à l'hôpital. Le local de la Maternité y est dans un état déplorable. Presque toutes les convalescentes meurent de fièvres.

Mlle de LA SÈGRE, *d'un ton sec*. — Avec ça qu'elles sont si intéressantes, ces femmes!

Mme ESPARROU. — De mauvaises filles qui se dispensent du mariage.

Mlle de LA SÈGRE. — Si elles crèvent, tant pis! Il faut bien qu'elles expient leur inconduite.

Mme HERBELOT. — Faire construire une maison propre pour ces créatures, ce serait donner une prime à la débauche.

Mme TROUCHE. — N'insiste pas, mon pauvre Claude. Tu vois toutes les choses avec ton cœur; ces dames raisonnent plus juste.

L'abbé CLAUDE. — Mais les Petites-Sœurs des Pauvres! Celles-là ont des pensionnaires intéressants...

Mlle DE LA SÈGRE. — Ah! parlons-en! Un tas d'ivrognes qui n'ont pas su faire d'économies pour leurs vieux jours.

Mme ESPARROU. — Et qui comptent sur les bonnes âmes pour se faire nourrir à perpétuité.

L'abbé CLAUDE. — Si vous saviez quelle nourriture!... Je crois qu'il serait humain de leur apporter quelques adoucissements.

L'abbé MONSIEUR. — Vous n'allez pas leur donner du tabac et de l'eau-de-vie, je suppose!

L'abbé CLAUDE. — Non, mais augmenter un peu leurs rations de viande.

Mlle DE LA SÈGRE. — La viande, ils n'y sont pas habitués. Oui, mesdames, il y en a qui meurent pour en avoir mangé.

L'abbé CLAUDE. — C'est qu'on leur donne des rogatons à moitié pourris, qui datent de trois ou quatre jours.

Mme HERBELOT. — Faudrait-il pas leur envoyer nos beefsteaks et nos gigots saignants!

L'abbé CLAUDE. — Ce serait peut-être charitable.

Mlle DE LA SÈGRE, *indignée*. — Eh! la charité, c'est toujours aux pauvres qu'on la fait.

L'abbé CLAUDE. — C'est qu'ils en ont plus besoin que les autres.

Mme ESPARROU. — Quant aux riches, il n'est jamais question d'eux. N'est-ce pas pénible pour nous d'être obligés d'envoyer nos enfants à Toulouse, pour leur faire donner un peu d'éducation?

PREMIÈRE DAME. — En voyage, il en faut si peu pour attraper un rhume!

DEUXIÈME DAME. — Un accident est si vite arrivé!

TROISIÈME DAME. — Il est temps que nous songions un peu à nous.

L'abbé MONSIEUR, à Claude. — Je vous ai laissé parler, monsieur l'abbé, pour vous bien prouver que ces dames ne partageaient pas votre manière de voir. Et puis, il y a en faveur de notre Institution un argument sans réplique. Monseigneur le veut (*Sèchement*). Et quand un évêque a parlé, le devoir des simples prêtres, comme nous, est de s'incliner.

L'abbé CLAUDE, *humblement*. — J'ai dit tout ce que j'avais à dire..., je respecte trop la volonté de Monseigneur...

Mlle DE LA SÈGRE, *bas à Brigitte*. — Cet abbé Claude parle comme un protestant.

BRIGITTE, *bas*. — C'est un de ces prêtres révoltés, comme il y en a tant aujourd'hui.

L'abbé MONSIEUR. — Maintenant que notre Institution est fondée, quel nom lui choisirons-nous?

PREMIÈRE DAME. — Je propose Saint-Joseph.

Mme ESPARROU. — Non, cela ferait rire de nos maris.

*Les dames éclatent de rire.*

L'abbé MONSIEUR, *les calmant*. — Mesdames, mesdames, je vous en prie...

L'abbé CLAUDE. — Saint-Vincent-de-Paul?

Mlle DE LA SÈGRE, *sèchement*. — Ce serait bon tout au plus pour un asile d'Enfants Trouvés.

Mme ESPARROU. — Nos enfants ne sont pas des bâtards.

Mme TROUCHE. — Monseigneur s'appelle Alphonse... c'est un joli nom...

Mme HERBELOT, *vivement*. — C'est trop mal porté.

Mme TROUCHE, *bêtement, sans comprendre*. — Pourquoi?

L'abbé MONSIEUR. — J'ai trouvé un nom qui vous agréera peut-être?

TOUTES. — Parlez! Parlez!

L'abbé MONSIEUR. — Que diriez-vous de Sainte-Marie-des-Anges?

LES DAMES, *enthousiasmées*. — Bravo! Bravo!

Mme ESPARROU. — Des anges, oui! nos enfants, des anges... c'est bien ça.

Mlle DE LA SÈGRE, *avec transport*. — Quel homme exquis ! Il n'y a que lui pour trouver ces choses-là.

PREMIÈRE DAME. — Comme nos enfants seront heureux d'être assimilés à des anges.

DEUXIÈME DAME. — Ils voudront tous être élèves de l'Institution.

TROISIÈME DAME, *avec un soupir*. — Ah ! Sainte-Marie-des-Anges !

Mme ESPARROU. — Tandis que le « Collège », qu'est-ce que ça représente, le Collège ?

PREMIÈRE DAME, *avec dédain*. — Le Collège !

DEUXIÈME DAME, *même jeu*. — Oui, le Collège !

LES DAMES, *en chœur*. — Le Collège !

Mlle DE LA SÈGRE. — Tandis que Sainte-Marie-des-Anges...

PREMIÈRE DAME. — Ah ! des anges !

LES DAMES, *en chœur, d'un ton mourant*. — Des Anges !

(RIDEAU)

## ACTE TROISIÈME

### Premier Tableau.

Une sacristie. A gauche, second plan, porte communiquant avec l'église; au premier plan, presque contre le mur, large table carrée couverte de vêtements et d'objets du culte. Au fond, au milieu, confessionnal; de chaque côté du confessionnal, armoires. A droite, premier plan, un petit autel; au second plan, porte communiquant avec l'appartement de l'abbé Monséjour.

### SCÈNE PREMIÈRE

L'ABBÉ MONSÉJOUR, M<sup>mes</sup> HERBELOT, ESPARROU, DE VILLAUDRY, TROUCHE, DAMES,  
L'ABBÉ CLAUDE.

Au lever du rideau, toutes les dames entourent l'abbé Monséjour qu'elles habitent pour sa messe.

Mme DE VILLAUDRY, *aidant à passer sa chasuble*. — Ma chasuble, monsieur le Curé ?

TOUTES LES DAMES, *en chœur*. — Oh ! elle est splendide !

Mme ESPARROU, *tui offrant un calice*. — Mon calice. Et maintenant le corporal, le lavabo.

PREMIÈRE DAME, *tendant un linge*. — N'oubliez pas leur purificateur.

DEUXIÈME DAME. — Voici la pâte.

Mme TROUCHE, *à l'abbé*. — Je me suis permis de vous apporter ces burettes ainsi que l'aiguillère et le plateau.

(L'abbé Claude s'avance, tenant un magnifique plateau en argent sur lequel sont une aiguillère et une paire de burettes.)

BRIGITTE, *prenant les mains de Mme Trouche*. — Oh ! que vous êtes bonne !

Mme TROUCHE. — J'ai tenu à ce que ce fût mon neveu lui-même qui servit la première messe de monsieur le Curé.

Mme DE VILLAUDRY, *à l'abbé Monséjour*. — Car nous vous avons fait nommer Curé, monsieur l'Abbé.

Mme HERBELOT. — Curé de Saint-Romain, la première paroisse de la ville.

Mme ESPARROU, *à l'abbé Monséjour*. — Il faut dire que vous l'avez bien mérité !... L'Institution de Sainte-Marie-des-Anges a obtenu un succès triomphal, et Monseigneur s'est fait l'interprète de l'opinion publique en vous confiant la cure de Saint-Romain.

L'ABBÉ MONSÉJOUR, *d'un ton modeste*. — Rendez plutôt grâce à cette excellente Mme Trouche. Sans elle, sans sa généreuse initiative, nous n'aurions pas pu mener à bonne fin une aussi vaste entreprise.

Mme DE VILLAUDRY, *à Mme Trouche*. — C'est vrai, vous avez été sublime.

Mme HERBELOT. — Vous avez donné trois millions.

Mme TROUCHE, *très émue*. — Je n'ai fait que mon devoir.

Mme ESPARROT. — Non, non, vous avez été héroïque. Et croyez-bien que nous n'oublierons jamais.

LES DAMES, *en chœur*. — Jamais.

(Elles s'empressent autour de Mme Trouche et lui serrent affectueusement les mains.)

Mme TROUCHE, *très émue*. — Mes-lames... Ah! je suis heureuse, bien heureuse!  
(On entend le son d'une cloche.)

Mme HENDELOT, *à l'abbé Monsépur*. — Nous allons toutes assister à votre première messe.

BRIGITTE, *bas à Mme de Villaudry* — Restez.

(L'abbé Monsépur sort par la gauche, suivi immédiatement par l'abbé Claude. Toutes les dames sortent aussi à gauche, à l'exception de Brigitte et de Mme de Villaudry.)

### SCÈNE DEUXIÈME

BRIGITTE, M<sup>me</sup> DE VILLAUDRY

BRIGITTE. — Eh bien! vous devez être heureuse, vous aussi. Grâce à nos manœuvres, M. de Villaudry a été désigné comme candidat par les Comités républicains.

Mme DE VILLAUDRY. — Son élection est à peu près assurée.

BRIGITTE. — A peu près?... Dites tout à fait.

Mme DE VILLAUDRY. — Pas encore. Il paraît qu'il se manigance quelque chose contre mon mari.

BRIGITTE. — Pas de notre côté, dans tous les cas.

Mme DE VILLAUDRY. — Non, mais du côté des Socialistes. Quelques farouches sont furieux de ce que l'on ait choisi mon mari, un marquis, et ils parlent de lui opposer un rival.

BRIGITTE. — Savez-vous qui?

Mme DE VILLAUDRY. — Tartassou, le savetier.

BRIGITTE. — Laissez-les faire. Cette candidature serait excellente pour vous. Les Républicains sont plus aristocrates qu'on ne pense généralement. Jamais ceux d'ici n'honoreraient de leurs votes un homme à qui ils ne confieraient même pas leurs boîtes. D'ailleurs, notre journal *La Foi*, affectera de considérer Tartassou comme un des nôtres.

Mme DE VILLAUDRY. — Lui, cet anarchiste, qui veut tout renverser?

BRIGITTE. — Il a été enfant de chœur dans son enfance. C'est une tache ineffaçable, aux yeux des purs, et nous le tiendrons par là. Quant à votre mari, nous le traiterons de plus en plus comme un adversaire. Nous insinuerons même qu'il vous bat pour vous empêcher d'aller à l'église.

Mme DE VILLAUDRY. — Ne craignez-vous pas de lui aliéner ainsi les modérés?

BRIGITTE. — Bah! les modérés sont ceux qui n'osent pas frapper, mais qui sont très heureux de voir les autres se déchirer. (On entend un petit coup discret frappé à la porte de droite.) Revenez dans l'église, pour que ces dames ne remarquent pas votre absence.

Mme DE VILLAUDRY. — Et vous savez, nous tiendrons nos conventions : mon mari Député, c'est votre frère Evêque. Cela nous sera d'autant plus facile qu'il est déjà Curé... A bientôt.

(Mme de Villaudry sort par la gauche. Brigitte referme la porte à clef sur elle, puis elle va ouvrir la petite porte de droite. Entre la mère Samuel. Elle est éblouie à la vue de toutes les richesses qui sont accumulées sur la table.)

### SCÈNE TROISIÈME

BRIGITTE, LA MÈRE SAMUEL

LA MÈRE SAMUEL. — Y en a-t-il pour de l'argent, là-dedans! Ah! c'est une belle religion, la religion catholique! La nôtre, voyez-vous, ne pousse pas aux affaires. Aussi, j'ai bien envie de lâcher la Loi et les Prophètes et de me convertir au catholicisme.

BRIGITTE. — Pourquoi cela?

MÈRE SAMUEL. — Parce que j'ai pas mal de tirage avec vos bons curés de la campagne. Il y en a qui font vingt fois le signe de la croix avant de m'acheter un objet de quarante sous. Et ils ont l'air de commettre un sacrilège en faisant marché avec une Juive. Si j'étais de votre religion, ça faciliterait singulièrement les affaires.

BRIGITTE. — Gardez-vous en bien.

MÈRE SAMUEL, *étonnée*. — Pourquoi donc? La conversion serait attribuée à votre frère, et cela poserait monsieur le curé.

BRIGITTE. — Mais il s'aliénerait du coup tous les gros bonnets juifs...

MÈRE SAMUEL. — Qu'est-ce que ça peut vous faire les Juifs?

BRIGITTE. — Ça me fait qu'ils tiennent le Gouvernement dans leurs mains.

MÈRE SAMUEL. — Eh bien! après?

BRIGITTE. — Et que c'est le Gouvernement qui nomme les évêques.

MÈRE SAMUEL. — Compris. Nous en reparlerons plus tard, quand M. le curé aura la crosse et la mitre.

BRIGITTE. — Oh! alors, une fois Evêque, il n'aura plus de ménagements à garder avec le Ministre.

MÈRE SAMUEL. — On pourra lui supprimer son traitement...

BRIGITTE. — Il aura de quoi s'en passer.

MÈRE SAMUEL. — Monseigneur!... Savez-vous qu'il serait très beau en évêque, votre frère! Je le vois déjà, les jours de procession, distribuant les bénédiction à droite et à gauche. C'est pour le coup que nos dévotés seraient contents!

BRIGITTE. — En attendant, quand vous parlerez de mon frère aux gens de votre religion...

MÈRE SAMUEL. — Je le représenterai comme un esprit tolérant, ouvert à toutes les idées larges et libérales.

BRIGITTE. — N'êtes-vous pas parente de Moïse, le plus riche banquier de la ville?

MÈRE SAMUEL. — Entre Juifs, nous sommes tous plus ou moins cousins; mais ce qui me fait surtout de la famille, c'est que j'ai mes fonds déposés chez lui.

BRIGITTE. — Comme président du Tribunal de Commerce, il est très influent. En outre, il est proche parent de Nathansohn, le sous-secrétaire d'Etat.

MÈRE SAMUEL. — Nathansohn? Mais il n'a rien à refuser.

BRIGITTE. — Vous le connaissez?

MÈRE SAMUEL. — Si je le connais? Je lui ai payé autrefois ses dettes de café. Il me doit la première redingote propre qu'il ait jamais portée de sa vie: je l'avais achetée à un sous-préfet de l'Empire. C'est même là-dedans qu'il a fait ses débuts à la tribune.

BRIGITTE. — Mais ne craignez-vous pas, maintenant qu'il est au pouvoir, que l'ingratitude...

MÈRE SAMUEL. — Oh! mais je lui ai fait signer des petits papiers et je le tiens par la pelle..

BRIGITTE. — Pourquoi ne vous êtes-vous pas fait rembourser?

MÈRE SAMUEL. — J'attends qu'il soit Ministre. Ce jour-là, je lui rendrai son papier, non pas contre espèces, mais contre un bon monopole qui me sera plus profitable. Soyez tranquille, votre frère sera Evêque et je serai heureuse d'y avoir contribué.

BRIGITTE. — Ma bonne Samuel, comment vous remercier?

MÈRE SAMUEL. — J'ai trouvé le moyen.

BRIGITTE. — Déjà?

MÈRE SAMUEL. — Les églises du département sont pleines de tableaux de peintres espagnols; il y a notamment des Murillo superbes. Comme ils sont tous recouverts d'une couche de fumée et de poussière, vos bons curés ne soupçonnent même pas la valeur de ces trésors. Plusieurs fois, j'ai essayé de les leur acheter; mais il faut l'autorisation de Monseigneur, et l'évêque actuel est opposé à tout changement. Une fois votre de Monseigneur, et l'évêque actuel est opposé à tout changement. Une fois votre frère à la tête du diocèse, je furète partout, je raffe les vieilles toiles et les vieux rotobas, et je les remplace par de magnifiques enluminures venues tout droit de la

place Saint-Sulpice ; il y aura des saints bien pommadés, des apôtres bien frisés, des Jésus beaux comme des professeurs de piano, de quoi faire pâmer toutes vos dévotes.

BRIGITTE. — Dites donc, pourvu que ces gaillards-là ne fassent pas du tort à mon frère.

MÈRE SAMUEL. — A ce moment, il sera évêque : il aura besoin de repos.

BRIGITTE. — C'est juste.

MÈRE SAMUEL. — Quant à moi, je revends tous ces objets d'art à Paris. Kalbenthal, mon coreligionnaire, m'achètera tout ce que je voudrai. Je palpe la forte somme et nous partageons les bénéfices.

BRIGITTE. — Entendu... Ah! vous avez le génie des affaires, vous.

MÈRE SAMUEL. — Il faut bien que la religion nous serve à quelque chose.

(Bruit de somette au dehors.)

BRIGITTE. — Sans cela, les athées auraient trop raison... La messe doit toucher à sa fin... Entlevons tout ça, nous compterons là-haut.

MÈRE SAMUEL, *palpant les étoffes des chasubles*. — Ah! que c'est beau, cette religion catholique ; mon Dieu, c'est-y beau!

(Brigitte va ouvrir la porte de gauche, puis elle emporte avec la mère Samuel tous les objets qui surchargeaient la table. Elles sortent vivement par la droite. L'abbé Monséjour et Claude entrent par la gauche.)

### SCÈNE QUATRIÈME

L'ABBÉ MONSÉJOUR, L'ABBÉ CLAUDE

L'ABBÉ CLAUDE. — Maintenant que votre messe est dite, vous n'avez plus besoin de moi?

L'ABBÉ MONSÉJOUR. — Restez, j'ai quelques mots à vous dire de la part du Vicaire Général... Ou n'est pas content de vous à l'Évêché.

L'ABBÉ CLAUDE. — Cela ne m'étonne pas ; je n'y ai que des ennemis.

L'ABBÉ MONSÉJOUR. — Ces ennemis, vous vous les êtes fait vous-même, par votre ascétisme farouche et exagéré.

L'ABBÉ CLAUDE. — Je mets d'accord mes actes avec mes croyances.

L'ABBÉ MONSÉJOUR. — Aucune dame de la ville ne veut se confesser à vous.

L'ABBÉ CLAUDE. — Je ne les accueille pas avec ces sourires et ces indulgences qui les engagent à recommencer.

L'ABBÉ MONSÉJOUR. — Votre tenue est par trop négligée.

L'ABBÉ CLAUDE. — On ne se parfume pas pour aller chez les pauvres.

L'ABBÉ MONSÉJOUR. — Vous y allez trop chez les pauvres, et pas assez chez les autres.

L'ABBÉ CLAUDE. — Je considère la religion comme une consolation pour ceux qui ont faim, et non comme un passe-temps pour ceux qui ont trop mangé.

L'ABBÉ MONSÉJOUR. — Votre langage est d'un Socialiste.

L'ABBÉ CLAUDE. — Il est d'un prêtre.

L'ABBÉ MONSÉJOUR. — Avouez-le, vous êtes furieux de l'emploi que votre tante a fait de son argent.

L'ABBÉ CLAUDE. — Entre mes mains, il aurait été consacré à de plus nobles usages.

L'ABBÉ MONSÉJOUR. — Ce n'est qu'une amende honorable de sa part, les biens de M. Trouche ayant été extorqués.

L'ABBÉ CLAUDE. — Ayez quelques égards pour cette brave et digne femme ; elle a mérité cette fortune par quarante ans de dévouement et de sacrifice.

L'ABBÉ MONSÉJOUR. — Nous connaissons la nature de ces dévouements.

L'ABBÉ CLAUDE, *éclatant*. — Misérable ! S'il y a eu des voleurs, c'est vous et les vôtres, vous qui, à force de flatteries et de bassesses indignes d'un prêtre, lui avez arraché jusqu'à son dernier sou. Dans un mois, elle n'aura plus de quoi s'acheter du pain. Si vous aviez un peu de charité au cœur, vous n'auriez pas ainsi dépouillé

une pauvre vieille qui sera jetée à la rue, après avoir laissé des millions entre les mains de quelques intrigants.

L'abbé MONSÉUR. — Respectez votre supérieur.

L'abbé CLAUDE. — Vous êtes-vous respecté vous-même, vous qui pactisez avec les pires ennemis de notre religion, avec les Juifs ?

L'abbé MONSÉUR. — Moi ?

L'abbé CLAUDE. — Vos menées sont bien difficiles à percer à jour ! Vous voulez être évêque, et pour arriver jusque-là, tous les moyens vous sont bons, fussiez-vous traqué de votre âme, comme vous avez déjà fait de votre corps.

L'abbé MONSÉUR, dans une explosion de colère. — Assez ! (Il va pour prendre l'abbé Claude à la gorge, mais il se radoucit brusquement et poursuit d'un ton ironique.) Continuez ; ma vengeance ne se fera pas longtemps attendre.

L'abbé CLAUDE. — Ah ! ce que j'ai versé de larmes, depuis que je vous ai vu à l'œuvre, vous et les vôtres ! Les prêtres comme vous font plus de mal à la religion que toutes les attaques des athées. Le peuple ne comprend pas toujours les arguments que la science oppose à la Foi ; mais il comprend très bien qu'une cause est mauvaise, quand elle est défendue par des hommes comme vous. Et comment garderait-il sa croyance, alors que votre exemple est un perpétuel outrage à tout ce que vous lui enseignez !

L'abbé MONSÉUR. — Rassurez-vous, ces mauvais exemples, vous ne les aurez pas longtemps sous les yeux. Pour que votre austère vertu ne soit plus effarouchée, j'ai obtenu de Monseigneur qu'il vous envoyât dans la montagne ; grâce à moi, vous venez d'être nommé curé de Saint-Jean-du-Gouffre.

L'abbé CLAUDE. — C'est mon arrêt de mort que vous avez fait signer. Vous savez que je suis phthisique, et que le vent de la montagne est meurtrier.

L'abbé MONSÉUR. — L'hérésie a fait des progrès parmi ces bûcherons et ces chevriers. Ils trouvent que c'est trop dur de traverser les neiges pour aller à l'église ; vous leur porterez la prière dans leurs cabanes, et tant de bonté ne manquera pas de ramener ces brebis égarées.

L'abbé CLAUDE. — Monseigneur a ordonné, je m'incline.

L'abbé MONSÉUR. — Là-haut, vous pourrez donner libre cours à vos goûts modestes. Le vert des sapins et des mousses fera paraître vos soutanes moins déteintes, et votre horreur des parfums trouvera à se satisfaire dans les émanations des bêtes et des gens.

L'abbé CLAUDE. — La raillerie va bien à la bouche d'un prêtre... Et quelle tendresse vous avez pour les pauvres ! Vous croyez m'avoir écrasé ? Détrompez-vous, et c'est moi qui vous remercie de m'avoir cru digne d'une si haute mission, devant laquelle votre lâcheté aurait reculé... Adieu !

(L'abbé Claude sort par la porte de gauche ; il se croise avec Mlle de La Sègre qui entre du même côté.)

## SCÈNE CINQUIÈME

L'abbé MONSÉUR, M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE

L'abbé MONSÉUR. — Vous ? Comme vous venez tard !

M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE. — Vous m'attendiez donc ?

L'abbé MONSÉUR. — J'avais espéré que pour ma première messe...

M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE. — J'ai voulu vous laisser tout entier à vos adoratrices...

L'abbé MONSÉUR. — De qui voulez-vous parler ?

M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE. — Eh ! de toute ces pécores qui vous dévorent des yeux et qui sont à se pâmer devant vous.

L'abbé MONSÉUR. — Il est vrai que ces dames ont fait preuve d'un zèle pieux.

M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE. — Ah ! je la connais leur piété. Elle ne se prodigue qu'avec les jeunes prêtres, mais elle reste bien calme devant les vieillards.

L'abbé MONSÉUR. — Vous les calomniez.

M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE. — Avec ça que je ne les ai pas vues à l'œuvre ! C'est elles qui vous ont habillé, n'est-ce pas ?

L'abbé MOXSEUR. — Elles y ont tenu.

Mlle DE LA SÈGRE. — Ont-elles assez dû vous frôler de leurs mains. C'est la d'Esparrou qui vous a passé l'aube?

L'abbé MOXSEUR. — Oui.

Mlle DE LA SÈGRE. — Une aube en batiste fil, garnie de tulle brodé... Il y a deux mois qu'elle en parle par toute la ville! Et la femme du Procureur avec sa chasuble qu'elle a fait venir de Paris! Il n'y avait rien d'assez beau dans tout Marcellac. Celle-là se range : il paraît qu'elle en a assez, des culottes rouges ; elle prend le deuil de l'amour en se frottant aux robes noires.

L'abbé MOXSEUR. — La charité chrétienne devrait vous interdire un pareil langage.

Mlle DE LA SÈGRE. — La charité! Est-ce qu'elles en ont pour moi? Est-ce que je vais leur prendre leurs maris ou leurs amants? (*Avec une émotion réelle.*) Elles pourraient bien me laisser le seul, l'unique amour de ma vie.

L'abbé MOXSEUR. — Vous m'aimez, vous?

Mlle DE LA SÈGRE. — Ne le savez-vous pas? Ne voyez-vous pas tout ce que je souffre, chaque fois que je vois une autre femme s'approcher de vous? Quand vous êtes en chaire, et que vous les enveloppez de votre voix si câline, si ensorcelante, quand elles courbent la nuque sous vos paroles comme sous des baisers, je prie Dieu de faire un miracle. Oui, je voudrais qu'un éclair leur brûlât les yeux, qu'un coup de tonnerre assourdît leurs oreilles, afin que rien de vous ne put arriver jusqu'à elles.

L'abbé MOXSEUR. — Assez!

Mlle DE LA SÈGRE. — Ah! c'est que je n'ai pas, moi, un mari ou des amants qui m'arrachent à l'obsession de ma pensée! Aucun homme n'a jamais fixé mes regards, et je suis vierge de cœur ainsi que de chair.

L'abbé MOXSEUR. — Aimez-moi, comme une amie, comme une sœur.

Mlle DE LA SÈGRE. — Et pendant que je me consumerais de désirs, de tendresses reboulées, d'autres vous tiendraient dans leurs bras, sous leurs lèvres, et mourraient de mille douces morts, sous la brûlure de vos étreintes! Non, je vous aime avec toutes les fureurs de la passion. Vous êtes mon Jésus, mon bien-aimé. Tous les saints du Paradis qui sont doux et tendres, tous les anges qui planent dans la lumière d'or des vitraux ont votre visage, et ma chair se fond délicieusement quand je vous écoute. Ah! la voilà la grâce, la grâce divine! Elle vous détache presque de la terre, tant les voluptés dont elle vous berce sont au-dessus des tendresses humaines... Dans l'amour d'un prêtre, il y a comme une intimité avec Dieu; c'est un coin de ciel qui s'ouvre; une entrée dans la mort avec un brusque retour à la vie. et le souvenir d'avoir vécu ailleurs, loin, bien loin. Il semble qu'on marche sur des nuages, au milieu des étoiles, dans la clarté bleue des espaces, et que Dieu lui-même entre en vous par tous les pores de votre chair.

L'abbé MOXSEUR. — Eh bien! moi aussi, je vous aime.

Mlle DE LA SÈGRE, *défaillant*. — Vous?... C'est donc vrai?... Ah! c'est trop de joie!

(*Elle tombe dans les bras de l'Abbé*)

L'abbé MOXSEUR. — Il y a longtemps que votre regard a troué ma peau comme un fer rouge, et que je subis à vous désirer, à vous appeler, toutes les tortures de l'Enfer. Votre obsession chérie me poursuit jusqu'à l'autel; c'est votre forme qui rayonne autour de moi, dans les extases de la prière, et c'est votre chair que j'aspire pendant le saint-sacrifice, faisant ainsi de tous les actes de mon ministère, un perpétuel sacrilège. Je vous en prie, ne soyez pas mon enfer sur la terre, vous, pour qui je brave la damnation éternelle. Donnez les joies du Paradis à celui qui vous aime, et faites qu'il rachète d'avance dans les extases d'une heure, tous les tourments d'une autre vie.

Mlle DE LA SÈGRE. — Oh! oui, je vous vous rendre bien heureux! Songez donc, il y a dix ans que je vous aime et que je vous appartiens tout entière. Depuis lors, pas une minute ne s'est écoulée sans que je pense à vous, sans que tressaille d'avance au frisson de la minute suprême où vous seriez à moi, aux inoubliables

caresses que j'inventerais pour vous retenir, pour vous créer un Paradis qui ne fût fait que de moi... Ah! quand il viendra, ce moment béni, je sens que j'en mourrai! il y a des joies trop fortes pour une âme humaine!

L'abbé MONSÉGR. — Il est venu ce moment béni. (*Il la baise sur les lèvres.*) J'ai besoin de me jeter dans toi comme dans la fraîcheur des fontaines, pour éteindre le feu qui me consume.

Mlle DE LA SÈGRE, *se débattant*. — Non, pas encore, laisse-moi.

L'abbé MONSÉGR. — Puisque je suis plein de toi! Puisque nos lèvres saignent sous les baisers, comme une même chair tranchée par le couteau, puisque mon être entier s'absorbe et disparaît en toi comme la pluie des cieux dans les sables du désert!

Mlle DE LA SÈGRE, *se dégageant*. — Laissez-moi! Pas maintenant.

L'abbé MONSÉGR. — Pourquoi?

Mlle DE LA SÈGRE. — Je veux que l'homme que j'aimerais soit tout à moi.

L'abbé MONSÉGR. — Ne suis-je pas tout à toi?

Mlle DE LA SÈGRE. — Non, vous êtes à la d'Arnal.

L'abbé MONSÉGR, *balbutiant*. — Je vous jure...

Mlle DE LA SÈGRE, *le conduisant devant l'autel*. — Jurez-le, là, devant l'autel... Vous n'osez pas... C'est donc vrai? (*Avec rage*) Ah! la coquine!... Jusqu'ici, je n'avais que des soupçons...

L'abbé MONSÉGR, *cherchant à la reprendre*. — Jeanne, écoutez-moi.

Mlle DE LA SÈGRE. — Je n'écoute rien... Elle ou moi!... Vous n'aurez rien de moi, entendez-vous? Rien, tant que je n'aurai pas la preuve que vous avez faussé cette drôlesse. (*Bruit de voix.*) Un vient... Sans doute ces femmes; je ne veux pas les voir. (*Elle se dirige vers la porte de droite, puis se retournant.*) Elle ou moi!

(*Elle sort par la droite. Entrent par la gauche Mmes Trouche, Esparrou, de Villaudry et Herbelot.*)

### SCÈNE - SIXIÈME

L'abbé MONSÉGR, Mmes TROUCHE, ESPARROU, DE VILLAUDRY, HERBELOT

Mme TROUCHE. — Est-ce vrai, ce que vient de me dire Claude?

L'abbé MONSÉGR. — C'est une mission de confiance dont a bien voulu le charger Monseigneur. Il faut une âme d'élite pour évangéliser ces rudes montagnards. La piété et le zèle de l'abbé Claude trouveront mieux à s'exercer dans ce modeste village que dans la mollesse des villes.

(*Les dames entourent Mme Trouche et la félicitent.*)

Mme ESPARROU, à Mme Trouche. — Tous nos compliments, ma chère amie. (*Bas à Mme de Villaudry.*) Enfin, on ne le verra plus!

Mme DE VILLAUDRY, à Mme Trouche. — Monseigneur sait apprécier le vrai mérite. (*Bas à Mme Herbelot.*) Il a compris que cet ours ne serait pas déjaysé dans les sapinières.

Mme HERBELOT, bis. — Là-bas, il n'aura même pas besoin de se laver les mains.

Mme TROUCHE, très émue. — Merci, mesdames, de l'intérêt que vous me portez, ainsi qu'à mon neveu. (*A Monségr.*) Mais vous savez que Claude a une très faible santé. Or, le presbytère de Saint-Jean-du-Gouffre est taillé dans le roc, et l'humidité y suinte de la pierre; les maisons y sont enfouies sous la neige pendant neuf mois de l'année, et tous les mauvais vents y soufflent de la montagne... Vous ne l'y laisserez pas longtemps, n'est-ce pas?

L'abbé MONSÉGR. — Monseigneur a tenu à donner une nouvelle preuve de son tact et de sa prudence. En envoyant votre neveu dans ce pays perdu, au lendemain du jour où votre générosité venait de se manifester si royalement, il a montré à tous que l'esprit de favoritisme n'avait pas d'action sur lui. Il est bon de prouver à ceux qui attaquent l'Église que la justice régit toutes nos décisions et tous nos actes. L'abbé Claude aura ainsi doublement contribué à donner le bon exemple, et par l'austérité de sa conduite, et par la mesure dont il est l'objet.

Mme ESPARROU, à Mme Trouche. — Ah! que vous êtes heureuse d'avoir un saint dans la famille!

Mme HERBELOT. — Tout le monde vous envie.

Mme DE VILLAUDRY. — On serait jalouse de vous, si on ne vous aimait tant.

Mme TROUCHE, toujours inquiète à Monseigneur. — Mais vous me promettez de me le rendre bientôt.

L'abbé MONSIEUR. — Le temps de justifier l'avancement bien mérité que Monseigneur lui réserve.

Mme TROUCHE. — C'est qu'il n'est pas fort, le pauvre enfant, pas plus fort qu'un petit oiseau! Un rien lui casserait les ailes.

Mme DE VILLAUDRY, bas aux autres dames. — Elle nous ennue la vieille avec ses jérémiades.

Mme ESPARROU, bas. — La belle perte après tout!

Mme HERBELOT, bas. — Il faut en débarrasser M. le Curé. (Haut.) Mesdames, n'oublions pas qu'il est déjà dix heures et que M. le Curé n'a pas encore déjeuné.

Mme DE VILLAUDRY. — Pauvre M. le curé!

Mme ESPARROU. — Oh! nous sommes impardonnables, vraiment! Torturer ainsi notre bon Pasteur.

L'abbé MONSIEUR. — Mesdames, croyez-bien...

Mme ESPARROU. — Non, ne nous restons pas une minute de plus.

Mme TROUCHE, cherchant à s'excuser. — Mesdames, pardonnez-moi... Je suis la seule coupable... Mais j'aime tant mon Claude!

Mme HERBELOT, vivement. — Partons. (Bas aux autres dames.) Elle ferait encore des phrases.

L'abbé MONSIEUR, leur tendant les mains. — A bientôt, mesdames.

Mme ESPARROU. — A demain, pour votre prochaine messe.

Mme HERBELOT. — Vous savez bien que nous ne pourrions pas passer un jour sans vous voir.

(Elles sortent toutes par la gauche.)

## SCÈNE SEPTIÈME

L'abbé MONSIEUR, puis M<sup>me</sup> D'ARNAL, puis M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE

L'abbé MONSIEUR, seul. — Elle ou la d'Arnal... Mais, est-ce que je l'aime, l'autre? Voilà dix ans que je subis cet amour, dix ans qu'il s'accroche à moi comme une vieille soufane que je ne pourrais arracher de ma peau... Elle m'opresse, elle m'étouffe et mon âme s'enlève dans l'énerverment des moites sueurs... Il faut que je m'échappe à l'air libre, vers la pureté des eaux claires, vers les tendresses vierges qui rafraîchissent le sang et infusent au cœur une jeunesse nouvelle. (Apercevant Mme d'Arnal qui entre de gauche.) Vous!

Mme D'ARNAL. — Vous ne m'attendiez donc pas, un jour comme aujourd'hui?

(Elle dépose un lourd paquet sur la table.)

L'abbé MONSIEUR, très froid. — Prenez garde! Vous finirez par me perdre.

Mme D'ARNAL. — Mais je ne me suis même pas montrée; j'ai entendu votre messe du fond de la chapelle de la Vierge, et personne n'a pu me remarquer... (Avec amertume.) J'ai laissé à d'autres la joie et l'orgueil du triomphe.

L'abbé MONSIEUR. — Ce triomphe est mon œuvre, et personne que moi n'aurait le droit d'en être fier, si l'humilité chrétienne ne me faisait un devoir de la modestie.

Mme D'ARNAL. — Ah! vous ne m'aimez plus!

L'abbé MONSIEUR. — Moi! Moi qui, pour vous, ai failli briser mon avenir!

Mme D'ARNAL. — Et moi, n'ai-je pas tout perdu, mon repos, ma considération, ma fortune?

L'abbé MONSIEUR. — Est-ce ma faute à moi, et vous ai-je jamais rien demandé?

Mme D'ARNAL. — Oh! je ne regrette rien, je vous aimais tant!

L'abbé MONSIEUR. — J'étais jeune, vous n'auriez pas dû abuser de mon inexpérience.

Mme D'ARNAL. — Est-ce que j'ai réfléchi à toutes ces choses-là? C'était mon bonheur, à moi, de vous voir si beau, dans le ruissellement des soies et des ors! Vous étiez mon roi, mon bien, et rien ne me paraissait assez riche pour vous. J'aurais voulu vous voir marcher dans la lumière des perles et des pierreries, et dérouler sous vos pieds des tapis faits du velours des fleurs. Hélas! il aurait fallu pour cela une baguette de fée, toujours prête à renouveler des miracles, et le peu que j'avais s'est fondu comme des gouttes de rosée au soleil... Mais vous me restez, tu me restes et j'oublie tout; tes bras sont pour moi le cercle magique que ne pourront franchir la misère et la douleur.

L'abbé MONSÉCUR. — Que d'emportement!

Mme D'ARNAL, *très tendre*. — Non, non... si tu savais... J'ai un aveu à te faire...

L'abbé MONSÉCUR. — Parlez.

Mme D'ARNAL. — Je ne pourrai le dire qu'au confessionnal.

L'abbé MONSÉCUR. — Quelque nouvel enfantillage!

Mme D'ARNAL. — Non, je t'assure, c'est très sérieux... Ici, je n'oserais pas; là, dans l'ombre, je serai plus forte, j'aurai plus de courage.

L'abbé MONSÉCUR, *à part*. — Et l'autre qui est avec Brigitte! (*Haut*.) Demain, alors.

Mme D'ARNAL. — Impossible.

L'abbé MONSÉCUR. — Ce soir.

Mme D'ARNAL. — Non, à l'instant même. Il le faut...

L'abbé MONSÉCUR, *ému*. — Comme vous êtes exigeante!... Moi qui n'ai pas encore jeûné.

Mme D'ARNAL. — Je ne vous tiendrai pas longtemps... Mais écoutez-moi... J'ai tant besoin d'un conseil, d'un appui!

L'abbé MONSÉCUR. — Venez.

(Ils entrent dans le confessionnal. Un silence. Mlle de La Sègre rentre de droite.)

Mme D'ARNAL, *dans le confessionnal*. — Pardonnez-moi, mon père, parce que j'ai beaucoup péché.

(Léger bruit de voix qui chuchotent dans le confessionnal.)

Mlle DE LA SÈGRE, *à part*. — Elle! Ils sont encore ensemble... Que peut-elle lui dire? Elle lui parle d'amour, sans doute... Ah! si j'osais... comme j'irais l'arracher de ce confessionnal!

(Un silence. Minique regarde de Mlle de La Sègre. Tout à coup, l'abbé sort du confessionnal, les yeux hagards, comme fou. Mlle de La Sègre se dissi-mule.)

L'abbé MONSÉCUR. — Malheureuse! qu'avez-vous dit?

Mme D'ARNAL, *sortant du confessionnal et s'agenouillant*. — C'est la vérité.

L'abbé MONSÉCUR. — Non, non, c'est impossible! Vous vous êtes trompée!

Mme D'ARNAL. — Hélas! Pitié, pitié, mon père!

L'abbé MONSÉCUR, *avec un appel désespéré*. — Brigitte! Brigitte!

(Il sort vivement par la droite, sans avoir vu Mlle de La Sègre. Mme d'Arnal s'affaie sur ses genoux; Mlle de La Sègre la contemple quelques instants, puis elle s'avance vers Mme d'Arnal. En l'apercevant devant elle, celle-ci se redresse brusquement.)

## SCÈNE HUITIÈME

Mme D'ARNAL, Mlle DE LA SÈGRE; PUIS L'abbé MONSÉCUR, BRIGITTE  
ET LA MÈRE SAMUEL

Mme D'ARNAL. — Vous?

Mlle DE LA SÈGRE, *d'un ton aigre*. — Oui, moi; n'ai-je pas aussi le droit de venir me confesser?

Mme D'ARNAL. — Vous m'espionnez.

Mlle DE LA SÈGRE. — A quoi bon? Quels péchés peut bien avoir à raconter, une vieille femme de votre âge?

Mme D'ARNAL. — Ceux d'une vieille fille sont sans doute plus intéressants?

Mlle DE LA SÈGRE. — Il ne tiendrait qu'à moi de vouloir.

Mme d'ARNAL. — Ou aux hommes de consentir.

Mlle DE LA SÈGRE. — Vous me mettez au défi?

Mme d'ARNAL. — Je ne vous crains pas.

Mlle DE LA SÈGRE. — Eh bien! sachez qu'aujourd'hui même, si je veux, je vous aurai enlevé votre amant.

Mme d'ARNAL, *ironique*. — Vous?

Mlle DE LA SÈGRE. — Tout à l'heure, ici même, il m'a prise dans ses bras, il a collé ses lèvres sur les miennes, et c'est moi qui n'ai pas voulu de lui.

Mme d'ARNAL. — Par vertu?

Mlle DE LA SÈGRE. — Par dégoût de vous.

Mme d'ARNAL. — Que m'importent vos outrages! Vous ne l'aurez pas, entendez-vous?... Il est à moi, plus que jamais.

Mlle DE LA SÈGRE. — Ah! ah! ah! Avant une heure, si je veux...

Mme d'ARNAL, *trionphante*. — Non, plus maintenant, après la révélation que je viens de lui faire.

Mlle DE LA SÈGRE, *exaspérée*. — Et que lui es-tu dit, coquine, qui l'ait à ce point troublé?

Mme d'ARNAL. — C'est le secret de la confession... Il vous le dira lui-même, puisque vous avez tant d'empire sur lui.

Mlle DE LA SÈGRE, *jurieuse, hors d'elle-même*. — Ah! cet aveu! je saurai bien le faire sortir de ta gorge.

(Elle se précipite sur Mme d'Arnal et la saisit à la gorge.)

Mme d'ARNAL. — Au secours!

(L'abbé Monséguir, Brigitte et la mère Samuel entrent de droite.)

L'abbé MONSÉGUIR. — Que faites-vous?

(Ils arrachent Mme d'Arnal des mains de Mlle de La Sègre et la font asseoir sur une chaise. Mme d'Arnal est tombée en syncope.)

BRIGITTE. — Il faut lui faire respirer des sels. (*A Mlle de la Sègre.*) En avez-vous?

Mlle DE LA SÈGRE. — Ah! ce n'est pas moi qui chercherai à rattraper son âme.

L'abbé MONSÉGUIR, *fouillant Mme d'Arnal*. — Mais elle en a, elle.

(Il détache un petit flacon que Mme d'Arnal a sur elle, parait ses bécotages et lui fait respirer. Silence.)

BRIGITTE. — Eh bien?

L'abbé MONSÉGUIR, *tâtant le pouls à Mme d'Arnal*. — Rien encore.

La Mère SAMUEL, *s'approchant*. — Tout ce que vous ferez ou rien, c'est la même chose.

Mlle DE LA SÈGRE, *avec une joie dans les yeux*. — Morte?

La Mère SAMUEL. — C'est une syncope de femme enceinte; je m'y connais.

Mlle DE LA SÈGRE. — Enceinte! Ah! qu'on crève ce ventre!

(Elle veut se précipiter comme une furie pour piétiner le ventre de Mme d'Arnal, mais on la retient.)

(RIDEAU)

## Deuxième Tableau.

Un salon chez Mme Trouche. Au fond, porte communiquant avec l'extérieur. Au ban coupé de droite, fenêtre; à droite, deuxième plan, porte. Partout sur les murs, gravures de piété. Mobilier confortable, mais sévère. Chaises, fauteuils à dossiers droits.

### SCÈNE PREMIÈRE

Mmes TROUCHE, ESPARROU, HERBELOT, DE VILLAUDRY, DAMES

Au lever du rideau. Mmes Trouche, Esparrou, Herbelot et les autres dames sont assises, lorsque M<sup>me</sup> de Villaudry entre du fond, tout emmitoullée de fourrures.

Mme de VILLAUDRY. — Faut-il aimer les pauvres pour sortir par un temps pareil!

TOUTES LES DAMES. — Oh ! oui.

Mme ESPARROU. — C'est la première fois qu'on voit autant de neige.

Mme HERBELOT. — Ma voiture avait toutes les peines du monde à avancer...

Mme TROUCHE. — Maintenant que vous voilà toutes arrivées, nous allons pouvoir nous occuper de notre œuvre de charité.

Mme HERBELOT. — Oh ! un instant, Mme Trouche, laissez-nous causer un peu.

Mme TROUCHE. — Mais les pauvres attendent ; tout un village incendié, à qui nous devons distribuer les souscriptions recueillies.

Mme de VILLAUDRY. — Ils savent que l'argent est prêt ; il y a de quoi les exhorter à la patience.

Mme TROUCHE. — Mais ils sont sans abri, et par ces temps de neige...

Mme ESPARROU. — Ils sont assommants aussi, ces pauvres ! Hier un les plaignait d'être carbonisés ; aujourd'hui il faut les plaindre parce qu'ils ont froid.

PREMIÈRE DAME. — Ces gens-là ne sont jamais contents.

Mme HERBELOT. — On les gâte trop, voilà tout.

Mme TROUCHE. — Mais songez donc que les Républicains s'organisent pour faire aussi une souscription.

Mme ESPARROU. — Eh bien ! attendons qu'ils l'aient faite, avant de distribuer notre argent. Si les incendiés acceptent les secours des Républicains, c'est qu'ils ne sont pas des nôtres, et nous serions trop bêtes de nous prodiguer pour des gens qui pactisent avec l'émeute.

DEUXIÈME DAME. — Vous avez bien raison.

Mme de VILLAUDRY. — A-t-on des nouvelles de la santé de Monseigneur ?

Mme ESPARROU. — Le pauvre homme est au plus bas... Il ne passera pas la nuit.

Mme de VILLAUDRY, à Mme Herbelot. — Irez-vous le voir ?

Mme HERBELOT. — À quoi bon, puisqu'il ne reconnaît plus personne ?

Mme ESPARROU. — Et puis, franchement, il y a assez longtemps qu'il était là.

TROISIÈME DAME. — Quatre-vingt-cinq ans ! Est-ce qu'on n'aurait pas dû le mettre à la retraite depuis une vingtaine d'années.

Mme HERBELOT, étourdiment. — Comme les généraux.

Mme ESPARROU, bas à sa voisine. — Toujours la culotte rouge, celle-là !

Mme de VILLAUDRY, à la troisième Dame. — Si la religion perd de jour en jour dans le cœur des femmes, c'est qu'il y a des évêques trop usés et des prêtres trop négligés.

Mme TROUCHE, d'un ton de reproche. — Mesdames... Mesdames...

Mme ESPARROU. — Mais Mme de Villaudry a raison.

Mme HERBELOT. — Ce qui fait le prestige de l'armée, c'est que les hommes y sont toujours jeunes.

Mme ESPARROU, d'un ton aigre. — Et vigoureux ?...

Mme HERBELOT, qui n'a pas compris l'allusion. — Et vigoureux, vous l'avez dit.

Mme ESPARROU, bas à quelques Dames. — Elle prend le clergé pour un haras.

PREMIÈRE DAME. — Ah ! si nous avions un évêque comme l'abbé Monséjour !...

Mme de VILLAUDRY. — Mais il a toutes les chances...

DEUXIÈME DAME. — Serait-ce vrai ?

Mme ESPARROU. — Il a pourtant contre lui M. de Rabastens, le député sortant.

Mme de VILLAUDRY. — Mais M. de Rabastens sera-t-il réélu ?

Mme HERBELOT. — Il ne faut pas qu'il le soit !

Mme de VILLAUDRY. — M. de Villaudry tient l'abbé Monséjour en très haute estime.

Mme ESPARROU. — Votre mari, voilà l'homme qu'il nous faudrait pour député !

Mme de VILLAUDRY. — Il est très combattu... d'abord par vos époux, mesdames.

PREMIÈRE DAME. — Mais du moment que M. de Villaudry nous donnerait l'abbé Monséjour pour évêque, ce serait bien différent.

LES DAMES, en chœur. — Bien différent.

Mme HERBELOT, à Mme de Villaudry. — Et vous savez que les opinions des morts ne sont guère que celles de leurs femmes.

Mme de VILLAUDRY, avec une tristesse feinte. — Pas toujours... Ainsi, voyez-moi...

DEUXIÈME DAME. — Est-ce vrai que M. de Villaudry vous bat?

Mme de VILLAUDRY. — Hélas!... vous comprenez, moi, je ne tiens pas du tout à ce qu'il soit député... Représenter des opinions si franchement opposées à celles de nos familles...

Mme ESPARROU. — Pauvre chatte! Je comprends ce qu'il y a de cruel pour vous...

Mme de VILLAUDRY. — Dimanche dernier, j'ai eu toutes les peines du monde à obtenir qu'il me laissât aller à la messe... Il prétend que ma religion ruine sa candidature auprès des gens de son parti.

Mme ESPARROU. — Il n'a peut-être pas tort.

Mme de VILLAUDRY, avec une surprise feinte. — Comment, vous l'approuvez?

Mme ESPARROU. — Sans aller jusque-là... Mais ce que nous voulons, avant tout, c'est le triomphe de notre cause.

Mme de VILLAUDRY. — Votre cause, celle de mon mari?

Mme ESPARROU. — Puisqu'il nous donnerait l'abbé Monséguir pour évêque.

Mme de VILLAUDRY. — Oh! ça, vous pouvez y compter; il m'en parlait encore ce matin.

Mme ESPARROU. — Eh bien! alors?

DEUXIÈME DAME, à Mme de Villaudry. — Qu'est-ce que cela fait qu'il vous batte... Supportez patiemment toutes ces misères.

TROISIÈME DAME. — Ne serez-vous pas suffisamment récompensée, le jour où vous verrez l'abbé sur le trône épiscopal?

PREMIÈRE DAME. — Ah! pour lui, je serais prête à souffrir mille tourments.

DEUXIÈME DAME. — Et moi la mort.

Mme TROUCHE. — Mesdames, nous oublions nos pauvres.

Mme ESPARROU. — Tout à l'heure. (*A part.*) Est-elle assommante avec ses pauvres!

Mme HERBELOT, à la première Dame. — Vous verra-t-on, demain, à la Cour d'assises?

PREMIÈRE DAME. — Pas probable.

Mme HERBELOT. — Votre mari est du Jury pourtant.

PREMIÈRE DAME. — Mais l'affaire n'offre aucun intérêt.

Mme HERBELOT. — Aucun intérêt? Un braconnier qui a tiré sur un gendarme? Mais songez donc que c'est une affaire capitale.

Mme ESPARROU, avec dédain. — Oh! dix ans, tout au plus... c'est l'avis de mon mari.

Mme HERBELOT. — Ce n'est pas l'avis du mien.

Mme ESPARROU, d'un ton pincé. — Oh! les Procureurs, si on les écoutait, la guillotine serait dressée en permanence.

Mme HERBELOT. — Alors, vous admettez qu'un braconnier tire sur un gendarme?

Mme ESPARROU. — Je ne l'admets pas, mais puisque le gendarme n'a pas été atteint, il est inutile de se montrer si sévère.

Mme HERBELOT. — Il faut un exemple. Les braconniers ravagent le pays; si on les laisse faire, il n'y aura bientôt plus de gibier.

Mme ESPARROU. — Que m'importe? Je n'en mange jamais.

Mme HERBELOT. — Mais les chasseurs, madame?

Mme ESPARROU. — Mon mari ne chasse pas.

Mme HERBELOT, étourdiment. — Je vous plains. En province, la chasse est le seul moyen, pour les femmes, d'être un peu libres.

Mme ESPARROU, sèchement. — Nous n'avons pas besoin de cette liberté-là.

Mme HERBELOT. — Vous êtes jalouse de l'avancement qu'une condamnation à mort donnerait à mon mari. Vous savez que M. Herbelot est sur le point d'être nommé conseiller à la Cour.

Mme ESPARROU. — À votre place, je rougirais de devoir mon avancement à de pareils procédés.

Mme HERBELOT. — Je ne savais pas que les juges de Marcillac fussent du côté des malfaiteurs.

Mme ESPARROU. — Ils ne sont pas du côté des ambitieux et des intrigants sans vergogne...

Mme HERBELOT. — Vous outragez mon mari.

Mme ESPARROU. — Vous avez pris les devants avec messieurs les militaires.

Mme TROUCHE, *cherchant à les calmer*. — Mesdames... et nos pauvres?

Mme HERBELOT. — Laissez-la dire... Elle est trop sèche; on n'a jamais voulu d'elle.

Mme ESPARROU. — Je ne vais pas ramasser mes amants dans les corps-de-garde... Et je n'ai jamais fait parler de moi avec un singe...

Mme HERBELOT, *furieuse*. — Je vous ferai observer que le singe... c'est Mme d'Arnal...

Mme ESPARROU. — Oh! vous finirez bien par là, vous aussi... D'ailleurs il y a des singes qu'on habille en généraux.

Mme HERBELOT. — Ne touchez pas à l'armée!

(Mme Herbelot va pour se précipiter sur Mme Esparrou, mais Brigitte qui est entrée du fond, les sépare.)

## SCÈNE DEUXIÈME

### LES MÊMES, BRIGITTE

BRIGITTE. — Mes compliments... Vous donnez un bel exemple.

Mme HERBELOT. — Ah! si vous saviez!

BRIGITTE. — Je ne veux rien savoir. Commencez par vous embrasser.

Mmes ESPARROU et HERBELOT, *ensemble*. — Jamais!

BRIGITTE. — Vous voulez donc faire de la peine à M. le Curé?

(Mmes Herbelot et Esparrou tombent dans les bras l'une de l'autre en sanglotant.)

Mme ESPARROU. — Ne lui dites rien, au moins, ma bonne Brigitte

BRIGITTE. — Je m'en garderais bien. Il serait trop affligé de savoir que deux de ses meilleures amies se sont disputées.

Mme HERBELOT. — Oh! il ne nous le pardonnerait pas.

BRIGITTE. — Il vous pardonnerait, car son âme est ouverte à toutes les miséricordes... Mais, songez donc, le jour où Monseigneur est à son lit de mort!

Mmes ESPARROU et HERBELOT, *ensemble*. — Ah! nous sommes bien coupables.

(Elles s'embrassent de nouveau.)

BRIGITTE. — A la bonne heure!... Il ne faut pas que les dames de l'aristocratie donnent prise à nos ennemis, la veille des élections générales, alors qu'un savetier ose poser sa candidature!

PREMIÈRE DAME. — Brigitte, un conseil : pour qui devons-nous faire voter?

BRIGITTE. — Le doute n'est pas un seul instant possible : pour M. de Villaudry.

Mme de VILLAUDRY. — Je vous en prie, Brigitte; vous savez bien que cette candidature est mon cauchemar. D'abord, mon mari est un mécréant.

BRIGITTE. — On n'est jamais un mécréant sérieux quand on est marquis; un savetier l'est toujours, même lorsqu'il fait semblant de croire. Or, puisque l'un des deux doit être fatalement nommé, il vaut mieux, dans l'intérêt de nos idées, que ce soit M. le marquis.

LES DAMES, *en chœur*. — Evidemment.

BRIGITTE, à Mme de Villaudry. — Votre mari accomplit une œuvre de préservation sociale, en empêchant un bandit de nous représenter à la Chambre.

DEUXIÈME DAME. — Elle a raison.

BRIGITTE. — Et puis, il faut voir plus haut : M. de Villaudry étant un de nos plus riches propriétaires, ne voudra jamais du partage des propriétés.

Mme de VILLAUDRY. — Oh! ça, non, par exemple.

BRIGITTE. — Eh bien! alors, il est des nôtres.

LES DAMES, *en chœur*. — Il est des noires.  
BRIGITTE. — Quel est le dernier mot de la religion, en somme? C'est le respect et le maintien des situations acquises.

LES DAMES, *en chœur*. — Très bien.

Mme TROUCHE. — Mais la charité, qu'en faites-vous?

BRIGITTE. — La charité, c'est l'art de donner un peu, pour conserver tout. Les socialistes le savent bien, eux qui veulent supprimer la charité.

BRIGITTE. — Ils prétendent que c'est une insulte à la dignité des pauvres.

TROISIÈME DAME. — Ah! si les pauvres se mettent à avoir de la dignité, maintenant!

Mme TROUCHE, *d'une voix timide*. — Si nous songions un peu à eux?

Mme ESPARROU, *regardant sa montre*. — Mais nous n'avons plus le temps; il est déjà trois heures.

Mme HERBELLOT. — Et c'est jour de réception chez Mme de Saint-Saulac.

Mme de VILLAUDRY. — Comme le temps passe vite.

Mme ESPARROU. — Ne m'en parlez pas! C'est toujours comme ça dans nos réunions de bienfaisance.

Mme TROUCHE, *insinuante*. — Une petite demi-heure...

PREMIÈRE DAME. — Mais il y a deux heures que nous sommes-là! Ces pauvres sont vraiment bien encombrants.

Mme TROUCHE. — Mais songez donc qu'ils attendent nos fonds pour manger.

Mme HERBELLOT. — Eh bien! ils attendront un jour de plus.

Mme de VILLAUDRY. — Ça doit y être habitué.

TROISIÈME DAME. — Et puis, nous ne pouvons pas rater la réception de Mme de Saint-Saulac.

BRIGITTE. — Laissez-les aller, ma bonne Trouche. Le ciel permet que la pratique des devoirs les plus anisières soit tempérée par quelques distractions... Mais, à propos, mes chattes, maintenant que tout le monde s'en va bras dessus, bras dessous, quel était donc le motif de votre querelle?

Mme ESPARROU. — Oh! rien de grave; un braconnier.

BRIGITTE. — Un braconnier? Sont-elles folles! En quoi un braconnier peut-il intéresser des dames comme vous?

Mme HERBELLOT. — C'est celui qu'on va juger demain.

Mme de VILLAUDRY. — Mme Herbelot prétendait qu'il méritait la peine de mort.

BRIGITTE. — Certainement, qu'il la mérite. Des gens qui attentent constamment à la propriété d'autrui.

DEUXIÈME DAME. — Qu'on ne voit jamais à la messe...

BRIGITTE. — Et qui vendent de la viande, le vendront.

Mme ESPARROU, *convaincue*. — Oh! vous avez mille fois raison. (A Mme Herbelot.) Oui, chère amie, j'étais folle de n'avoir pas pensé à tout cela; soyez tranquille, nous condamnerons cet impie.

PREMIÈRE DAME. — Et ce sera d'un salutaire exemple pour les autres.

BRIGITTE. — Les électeurs du savetier se le tiendront pour dit, et vous assurerez du même coup l'élection de M. de Villaudry.

LES DAMES, *en chœur*. — Oh! alors!

Mme de VILLAUDRY, à Brigitte. — Ah! Brigitte, quel esprit évangélique vous avez.

Mme ESPARROU. — Vous êtes comme Jésus qui apaisait les tempêtes.

BRIGITTE. — Allez, mes enfants, et que l'esprit de Dieu soit toujours avec vous!

(Toutes les dames sortent par le fond, excepté Brigitte et Mme Trouche.)

### SCÈNE TROISIÈME

BRIGITTE, M<sup>me</sup> TROUCHE

Mme TROUCHE. — Merci d'être venue, ma bonne Brigitte. Excusez-moi de n'être pas allée chez vous, mais je suis malade, presque impotente... Vous vous doutez bien pourquoi je vous ai fait appeler?

BRIGITTE. — Non ; qu'y a-t-il ?

Mme TROUCHE. — Ce matin, on est venu me présenter une valeur de trois cent mille francs et je n'ai pas de quoi la payer.

BRIGITTE. — Je le regrette, mais je ne puis rien pour vous.

Mme TROUCHE. — L'Evêché m'avait promis de faire les fonds, et je n'ai rien vu venir.

BRIGITTE. — Monseigneur est à son lit de mort ; il faut qu'il songe à des échéances autrement terribles.

Mme TROUCHE. — Mais votre frère ?

BRIGITTE. — Mon frère est un modeste Curé de paroisse qui n'entre pas dans le secret des lieux.

Mme TROUCHE. — Mais il y était autrefois, puisque c'est lui qui m'a mise en relation avec l'Evêché.

BRIGITTE. — Il ne s'occupe plus de rien, aujourd'hui ; son zèle pieux lui a valu trop d'ennemis.

Mme TROUCHE. — Priez-le de faire une suprême démarche...

BRIGITTE. — Auprès de qui ?

Mme TROUCHE. — A l'Evêché.

BRIGITTE. — L'Evêché, c'est Monseigneur ; lui mort, il n'y a plus personne.

Mme TROUCHE. — Mais si on ne me fait pas les fonds, je vais être obligée de vendre jusqu'à mon dernier lopin.

BRIGITTE. — Chacun a sa croix, sur cette terre.

Mme TROUCHE. — C'est la misère, l'affreuse misère, juste au moment où je me sens presque paralysée.

BRIGITTE. — Consolés-vous en vous disant que vous ne serez pas la seule ; les gens heureux sont l'exception, dans ce monde. D'ailleurs, il vous reste votre neveu ; son cœur est bon, il vous accueillera.

Mme TROUCHE. — Ah ! le pauvre enfant, il n'a pas de quoi manger pour lui. (Se levant comme dans un effort désespéré.) Puisqu'il en est ainsi, soit !

BRIGITTE. — Où allez-vous ?

Mme TROUCHE. — A l'Evêché, réclamer mon argent.

BRIGITTE. — Voulez-vous un conseil d'amie ? Ne criez pas trop fort, ne faites pas de scandale, si vous tenez à ce que votre neveu ne soit pas interdit.

Mme TROUCHE. — Lui ?

BRIGITTE. — Il n'a déjà que trop donné de mauvais exemples !

Mme TROUCHE. — Lui ? Ah ! le pauvre Agneau Pascal !

BRIGITTE. — Adieu, et rappelez-vous que le calme et la résignation sont les vertus chrétiennes par excellence.

(Brigitte sort par le fond.)

Mme TROUCHE. — Ah ! tout s'écroule !

(Elle s'affaisse dans le fauteuil et s'abîme pendant quelques instant dans un silence farouche. Mme d'Arnal paraît sur le porte.)

### SCÈNE QUATRIÈME

Mme TROUCHE, Mme d'ARNAL

Mme d'ARNAL, lui frappant sur l'épaule. — C'est moi, ma bonne Trouche, (Mme Trouche se retourne le visage décomposé.) Mais qu'avez-vous donc ?

Mme TROUCHE. — Ruinée ! Je suis ruinée ! Demain, j'irai tendre la main, au coin des rues.

Mme d'ARNAL. — Vous ? N'êtes-vous pas la plus riche de la ville ?

Mme TROUCHE. — Autrefois, oui, avant d'avoir connu tous ces brigands.

Mme d'ARNAL. — Ces brigands ? Qui donc ?

Mme TROUCHE. — Le Monséjour et la Brigitte !

Mme d'ARNAL. — Oh ! ne dites pas cela ! Ce sont de braves gens.

Mme TROUCHE. — Ah ! ah ! Pour vous aussi, ce sont de braves gens ? Il me semble pourtant qu'ils vous ont dépouillée.

Mme D'ARNAL. — C'est moi-même qui leur ai offert ; ils ne m'ont jamais rien demandé.

Mme TROUCHE. — Demandé? Ah! ils sont bien trop habiles pour cela! Ils savent si bien venir vous manger dans la main, pendant votre sommeil! Eh bien! croyez-moi, fuyez-les, où vous n'aurez bientôt plus de chemise à vous mettre sur la peau.

Mme D'ARNAL. — Ma bonne Trouche, je ne vous reconnais plus.

Mme TROUCHE. — Toute nue, ils vous jetteront toute nue sur les grands chemins! Et moi qui croyais agir dans l'intérêt de mon petit Claude! Ah! je comprends, maintenant, ses regards muets, chaque fois qu'on m'arrachait un lambeau de ma fortune; il sentait que c'était le pain de ma vieillesse que j'émettais devant ces corbeaux pillards. Ce n'était pas pour lui qu'il souffrait, pauvre petit chardonneret des bois à qui suffit le grain de bié et la goutte de rosée; mais il devinait bien qu'à force de fouiller dans mes entrailles, ils finiraient par m'avoir la moelle des os... Et maintenant, plus rien, aucune espérance devant nous, rien que la ruine pour moi et la mort pour lui!

Mme D'ARNAL. — La mort? Il est donc en danger?

Mme TROUCHE. — Est-ce que je l'aurais laissé partir, si je n'avais pas été une folle? J'aurais dû comprendre de quelle haine ils l'envoiepaient. Il était trop doux pour vivre au milieu d'eux, et sa pureté faisait tache dans ce troupeau de boucs.

Mme D'ARNAL. — Vous calomniez l'abbé Monséjour.

Mme TROUCHE, avec autorité. — Je sais tout, entendez-vous, je sais tout. (Avec bonté.) Et je vous plains. (Mme d'Arnal baisse la tête. Mme Trouche se lève et tire un coin du rideau de la fenêtre. On aperçoit un jardin couvert de neige.) La neige couvre la plaine, et il est tout seul, là-haut, dans ce trou d'Enfer où soufflent toutes les malédictions, dans cette maison de pierre qu'aucun bûcher n'arriverait à réchauffer! Comme il doit grelotter, lui si faible et si chétif! Comme il me maudirait, s'il n'était pas si bon!

(La porte du fond s'ouvre et Claude paraît, vêtu d'une maigre soutane râpée et couverte de neige, il est accablé de fatigue et ses traits sont décomposés.)

### SCÈNE CINQUIÈME

LES MÊMES, L'ABBÉ CLAUDE

L'abbé CLAUDE. — Tante Lise!

Mme TROUCHE, courant à lui. — Claude! (Après l'avoir serré dans ses bras, elle le regarde.) Ah! comme il est pâle!

L'abbé CLAUDE, d'une voix mourante. — J'ai faim!

Mme TROUCHE. — Il a faim. (A Mme d'Arnal.) Vite, ma bonne Estelle, il y a du bouillon chaud à la cuisine.

L'abbé CLAUDE. — Inutile; je sens que je vais mourir.

Mme TROUCHE. — Non, non, tu ne mourras pas, nous te sauverons. (Elle fait signe à Mme d'Arnal qui sort par la droite.) Viens près du feu! Et cette soutane qui est mince comme du papier... Qu'as-tu fait de la douillette que je t'avais envoyée?

L'abbé CLAUDE. — Je l'ai donnée à une femme en couches.

Mme TROUCHE. — C'est bien cela! Il s'arracherait la peau pour donner chaud aux autres... Mais toi, malheureux enfant, il fallait penser un peu à toi.

L'abbé CLAUDE. — Il y avait trop de souffrances autour de moi.

(Il toussa avec des efforts douloureux.)

Mme TROUCHE. — Et ce bouillon qui n'arrive pas! (Elle va à la porte où paraît Mme d'Arnal, elle lui arrache la tasse des mains et revient à Claude.) Tiens, bois, mon enfant, mais bois donc.

L'abbé CLAUDE, avec effort. — Impossible! Il y a trois jours que je n'ai pas mangé.

Mme D'ARNAL, émue. — Trois jours!

Mme TROUCHE. — Vous n'aviez donc rien, là-haut?

L'abbé CLAUDE. — Rien que du pain de sarrasin, plus dur que les pierres.

Mme TROUCHE. — Et tu ne fait les quinze lieues à pied, depuis là-bas?

Labbé CLAUDE. — Oui; il fait trop froid dans la montagne. J'ai voulu mourir ici pour avoir plus chaud, près de ton cœur.

Mme TROUCHE, *tui prenant les mains*. — Mais il est glacé! Vite, ma bonne Estelle, un médecin!

Mme d'ARNAL, *à part*. — Non, un prêtre!

(Mme d'Arnal sort par le fond.)

Mme TROUCHE, *très maternelle*. — Viens, mon Claude, viens, mon petit poulet; donne-moi tes mains dans les miennes, ta tête sur mon cœur, fais-toi tout petit, pour que je puisse mieux le prendre... Tu es toujours froid?

Labbé CLAUDE. — Oui.

Mme TROUCHE. — Ah! si mon sang pouvait te réchauffer, je m'ouvrirais les veines pour faire ta vie avec la mienne! Trois jours sans manger! Ah! les misérables! Ils savaient bien ce qu'ils faisaient lorsqu'ils t'ont emmuré dans ces rochers.

Labbé CLAUDE, *avec un reproche*. — Tante!

Mme TROUCHE. — Oui, tu n'as pas de fiel, toi, tu es doux comme un Jésus... Et c'est moi qui ai voulu que tu fusses prêtre! Sans moi, tu n'aurais pas émacié ton corps dans la prière et dans le jeûne. Tu aurais vécu au grand air, librement, librement, regardant le soleil en face, au lieu de ramper dans l'ombre, sous les pierres des églises, comme les cloportes et les chenilles.

Labbé CLAUDE. — Tante!

Mme TROUCHE. — Laisse-moi parler, j'en ai trop sur le cœur, à la fin! C'est moi qui t'ai fait croire que c'était un péché de regarder les belles filles et de dépenser gaiement sa jeunesse. J'ai détourné tes yeux de tout ce qui pouvait affranchir tes instincts. J'ai eu peur pour toi, de nos horizons clairs qui auraient donné trop d'espace à la pensée, de la mer bleue qui a des sourires et des caresses de femme, des montagnes baignées de lumière et dont les sommets auraient pu tenter la vigueur de tes quinze ans. J'ai châtré ton corps, vidé ton âme, hébété ton cerveau dans la fadeur des encens et des cierges; j'ai fait de toi un infirme et je t'ai livré sans défense à ces bouchers qui avaient juré ta mort. J'ai payé de mes deniers le bois sur lequel ils t'ont crucifié, les clous qu'ils ont plantés dans ta chair, la lance avec laquelle ils ont fouillé jusqu'à ton cœur l'éponge gorgée de fiel et de vinaigre dont ils ont outragé ta bouche... Ah! j'étais aveugle! j'étais folle! Parle-moi.

(Elle s'agenouille devant lui.)

Labbé CLAUDE. — Qu'as-tu à te faire pardonner, toi, dont la vie n'a été que dévouement et sacrifice?

Mme TROUCHE. — Ah! les misérables! Ils pouvaient me voler, me jeter sur le pavé comme une chienne errante, mais ne devaient-ils pas t'épargner, toi, le pauvre être paisible et doux? Que leur avais-tu fait? Mais c'est l'innocent qui est aujourd'hui le coupable, et c'est le crime qui se fait juge et bourreau! Ah! que la malédiction éternelle pèse sur eux!

Labbé CLAUDE. — Non tante, ne maudissons personne. Maintenant que je vais mourir, il se fait des charités en moi. Ceux qui nous font souffrir servent à épurer notre âme; ils nous empêchent d'oublier que nous sommes de simples créatures, et que la souffrance est la loi de la vie. Le bonheur nous fait une âme différente de l'âme des autres; ceux que l'ambition ou l'argent ont élevés au-dessus des foules, ceux-là cessent d'être des hommes. Leurs joies brutales ne valent pas la douceur infinie qu'il y a à sentir battre en soi le cœur de l'humanité, à retrouver un frère dans quiconque souffre et pleure. J'ai souffert et j'ai pleuré; j'ai eu froid et j'ai eu faim; je puis mourir, j'ai été un homme.

Mme TROUCHE. — Mon enfant, ne t'en vas pas ainsi. Que vais-je devenir sans toi? Tu étais toute la joie et toute la lumière de ma vie. Toi parti, je serai comme les enterrés vivants, dont les yeux restent ouverts sans plus voir les fleurs et les étoiles et dont les oreilles n'entendent plus la chanson des oiseaux. Cher enfant de mon cœur, ne m'abandonne pas! Aie pitié de ma vieillesse, ne me laisse pas seule, seule sans toi, avec le vide et le néant autour de moi.

L'abbé CLAUDE, *poussant un cri*. — Maman!

(Il expire et sa tête retombe.)

Mme TROUCHE. — Claude, mon Claude, réponds-moi... Ah! Dieu est trop cruel!

(Elle s'abat sur le cadavre de Claude qu'elle serro férentiquement dans ses bras. L'abbé Monséqur entre du fond, précédé par Mme d'Arnal; il tient dans ses mains le ciboire.)

### SCÈNE SIXIÈME

Mme TROUCHE, Mme d'ARNAL, L'ABBÉ MONSÉCUR

Mme d'ARNAL, à l'abbé Monséqur. — Venez vite!

(Mme Trouche se retourne au bruit, et aperçoit l'abbé Monséqur.)

Mme TROUCHE. — Regarde ton œuvre, misérable!

Mme d'ARNAL, *tombe int à genoux*. — Mort!

L'abbé MONSÉCUR, *s'avançant*. — J'apporte le pardon de Dieu.

Mme TROUCHE. — Que Dieu te pardonne toi-même, prostitué! (*L'abbé Monséqur s'approche de Claude, mais elle le force à sortir de la chambre à reculons.*) Hors d'ici, ta prière souillerait ce mort.

(RIDEAU)

## ACTE QUATRIÈME

Premier Tableau.

(Même décor qu'à l'acte deuxième.)

### SCÈNE PREMIÈRE

BRIGITTE, Mmes HERBELOT, ESPARROU, DE VILLAUDRY, DAMES

Au lever du rideau, le salon est encombré de bouquets blancs. Brigitte est assise et cause avec Mmes Herbelot et Esparrou, lorsque Mme de Villaudry entre du fond, tenant à la main un bouquet blanc. Au dehors, on entend des sonneries de cloches tintant le glas funèbre.

Mme VILLAUDRY, *embrassant Brigitte*. — Excusez-moi, ma chère Brigitte, d'être la dernière à vous souhaiter votre fête.

BRIGITTE. — C'est moi qui vous remercie d'y avoir pensé, après votre triomphe d'hier.

Mme ESPARROU. — Il a été éclatant: dix mille cinq cents voix, tandis que le savetier en a obtenu à peine quarante.

Mme HERBELOT. — Sans compter quelques mois de prison dont mon mari le fera gratifier pour cris séditieux proférés en réunion publique.

Mme ESPARROU. — Oui, mesdames, il a osé dire qu'au lieu d'entretenir des armées permanentes, le Gouvernement ferait mieux de s'occuper un peu plus de ceux qui ont faim.

LES DAMES, *révoltées*. — Oh!

PREMIÈRE DAME. — Alors, il n'y aurait plus de revues?

DEUXIÈME DAME. — Plus de grandes manœuvres?

TOISIÈME DAME. — C'est si amusant, les grandes manœuvres! On se figure qu'il y a de vrais morts, et ça vous fait courir partout un frisson.

Mme HERBELOT. — Vraiment, le peuple est un ingrat; il rogne sur tous nos plaisirs.

Mme ESPARROU. — Après tout ce que nous faisons pour lui!

Mme de VILLAUDRY. — Et puis, sans les soldats, qui donc nous délivrerait de la canaille, aux jours d'émeute et de grève? Mon mari ne faillira pas à ses devoirs sociaux, croyez-le bien.

(Le bruit des cloches redouble.)

Mme HERBELOT. — Oh! ces cloches sont assommantes, à la fin!

Mme ESPARROU. — C'est vraiment trop de bruit pour l'enterrement de ce petit abbé Claude.

PREMIÈRE DAME, à Brigitte. — Figurez-vous que nous avons eu toutes les peines du monde à trouver des bouquets blancs pour votre fête.

DEUXIÈME DAME. — La Trouche avait râflé toutes les fleurs pour en entourer le cercueil de son neveu.

Mme ESPARROU. — Cette femme est folle, de gaspiller ainsi son argent.

Mme de VILLAUDRY. — Elle a été toute sa vie un panier percé.

Mme ESPARROU. — Aussi, je ne serais pas étonnée qu'elle finit à l'hôpital.

Mme HERBELOT, à Mme de Villaudry. — Ilez-vous à cet enterrement?

Mme de VILLAUDRY. — Ma foi non; j'ai trop de joie du succès de mon mari, pour la gâter par une messe de mort.

BRIGITTE, à Mme de Villaudry. — Et vous ferez bien, ma mignonne. Chacun a ussez de son lot de douleurs, sans prendre à son compte celles des autres.

PREMIÈRE DAME. — Surtout quand les autres n'en valent pas la peine.

Mme HERBELOT. — Ma bonne amie Esparrou et moi, nous aurions bien donné à la Trouche cette dernière preuve de pitié; malheureusement, le général a fait annoncer une grande revue pour ce matin.

Mme ESPARROU. — Et vous comprenez, ma chère amie Herbelot et moi, nous ne pouvons pas manquer une revue.

LES DAMES, en chœur. — Nous non plus.

BRIGITTE. — Surtout lorsque certains énergumènes osent attaquer les armées permanentes, votre présence est nécessaire; il faut montrer à tous que la magistrature et l'armée sont toujours d'accord.

Mme HERBELOT, à Mme Esparrou. — Oui, ma chère, c'est un exemple que nous donnons.

BRIGITTE. — Et même un exemple de courage. Qui sait si l'un de ses fous qui ont voté hier pour le savetier, ne profitera pas de la présence de cinq ou six mille hommes à la revue pour les pousser à la rébellion contre leurs chefs? Vous seriez là pour engager les soldats à rester fidèles à leur devoir.

LES DAMES, en chœur. — Oui, oui!

BRIGITTE. — Or, rien n'agit sur la conscience d'un soldat comme les yeux d'une jolie femme.

Mme HERBELOT, enthousiasmée. — Oui, oui, l'hésitation n'est plus possible. Il faut se montrer là où le devoir est le plus grand. Nous irons toutes à cette revue.

LES DAMES, en chœur. — Toutes.

Mme ESPARROU, serrant la main de Brigitte. — Ah! Brigitte! quelle haute raison, quel cœur élevé!

Mme HERBELOT. — On croirait entendre Monseigneur. (*Vivement.*) Je veux parler de votre frère.

BRIGITTE, souriant. — Il ne l'est pas encore.

Mme HERBELOT. — Oh! ce n'est plus qu'une affaire d'heures... Le vieux, là-bas; ne se soutient que par miracle.

(Nouveau bruit de cloches.)

Mme ESPARROU. — Oh! ces cloches! Elles me rendront malade.

Mme de VILLAUDRY, à Brigitte. — Vous qui savez tout, est-ce vrai que cet abbé Claude s'est suicidé?

BRIGITTE. — Il est mort si brusquement! Tout permet de le supposer.

Mme ESPARROU. — On dit, en outre, qu'il a refusé de se confesser.

BRIGITTE. — Ça, je puis vous l'affirmer. Il n'a envoyé chercher un prêtre, que vaincu par les supplications de sa tante, et il venait de rendre le dernier soupir, lorsque mon frère est arrivé avec les saintes huiles.

PREMIÈRE DAME. — Quelle horreur!

Mme HERBELOT. — Et nous serions allées à l'enterrement d'un athée!

(Une joyeuse musique militaire éclate brusquement et couvre le son des cloches.)

LES DAMES, en chœur. — La musique!

Mme HERBELOT. — Vite, mesdames, nous serions en retard.

(Elles sortent toutes par le fond, à l'exception de Brigitte et de Mme de Villaudry.)

## SCÈNE DEUXIÈME

BRIGITTE, Mme DE VILLAUDRY

Mme de VILLAUDRY, *ironique*. — Le Parquet et le Tribunal sont devenus bien intimes, depuis quelque temps.

BRIGITTE. — Ces dames ne se quittent plus.

Mme de VILLAUDRY. — Une vraie camaraderie.

BRIGITTE. — Où plutôt un vrai mariage.

Mme de VILLAUDRY, *curieuse*. — Ah! c'est donc vrai?

BRIGITTE. — Il paraît que Mme Herbelot a initié sa chère amie à de certaines pratiques amoureuses qu'elle a rapportées de Paris. La femme du juge n'en dort pas, de ce bonheur nouveau, qui lui a été révélé si tard.

Mme de VILLAUDRY. — Voilà donc ces fameux péchés que Mme Herbelot n'osait pas confesser aux prêtres! Elle attendait le passage des Jésuites missionnaires pour faire la vidange de son âme.

BRIGITTE. — Quant aux maris, ils ne se quittent plus, et ils font d'interminables parties de bésigue. C'est le Juge qui gagne; mais en échange, il accorde au Procureur toutes les condamnations qu'il lui plaît de requérir.

Mme de VILLAUDRY. — Ceci explique la sévérité que M. Esparrou déploie, depuis quelque temps.

BRIGITTE. — Oh! ce ne sont là que des brouilles, des petites peines variant de trois mois à deux ans de prison. Le vrai cadeau de noces de ces nouvelles fiançailles sera offert par M. Esparrou, quand reviendra aux Assises l'affaire du braconnier, renvoyée à trois mois pour supplément d'enquête. Le Juge a formellement promis de mettre la tête du braconnier dans la corbeille.

Mme de VILLAUDRY. — Ou plutôt dans le panier de son... Mme Herbelot est sûre de son avancement.

BRIGITTE. — Vous la verrez bientôt à Paris, où elle ira remuer tous les ministères. Ayez l'œil sur elle, avec votre mari.

Mme de VILLAUDRY. — Oh! mon mari sera bien assez occupé par son affaire de Lycée.

BRIGITTE. — Un Lycée à Marcillac! Quelle folie!

Mme de VILLAUDRY. — Promesse électorale...

BRIGITTE. — Mais qu'on n'est pas obligé de tenir. D'abord, où trouverez-vous des élèves? Nous vous les avons presque tous accaparés.

Mme de VILLAUDRY. — Oh! les élèves, on s'en moque un peu! L'essentiel, c'est d'avoir de vastes locaux au-dessus desquels flamboie le mot : Lycée.

BRIGITTE. — Vous aurez beau faire, vous serez toujours écrasés par les superbes constructions de Sainte-Marie-des-Anges.

Mme de VILLAUDRY. — Je le sais, et c'est là qu'est le danger pour la candidature épiscopale de votre frère.

BRIGITTE. — Comment?

Mme de VILLAUDRY. — On connaît le rôle actif que M. l'Abbé a joué dans toute cette affaire, et les purs lui reprochent d'avoir tant contribué au succès d'une œuvre qui compromettrait notre Lycée.

BRIGITTE. — Nommez mon frère Evêque, et je vous donne un Lycée pour presque rien.

Mme de VILLAUDRY. — Et le moyen?

BRIGITTE. — Rien de plus simple : nous travaillons tout doucement à ruiner la prospérité de Sainte-Marie-des-Anges, et nous faisons le vide dans l'Institution. A ce moment, l'Etat n'aura qu'à nous faire des offres d'achat; le nouvel évêque fera preuve d'administrateur habile et d'esprit éclairé, en cédant à des prix raisonnables, un établissement devenu onéreux.

Mme de VILLAUDRY, *rayonnante*. — Parfait ! La combinaison est infaillible.

BRIGITTE. — Seulement, pas un mot de tout ceci ailleurs qu'entre votre mari et le Ministre.

Mme de VILLAUDRY. — Nous y sommes trop intéressés. En évitant la chose, mon mari diminuerait trop le mérite de son initiative.

BRIGITTE. — Mais ce que M. de Villaudry peut proclamer bien haut, c'est que mon frère appartient à ce clergé patriote qui comprend les besoins de la République.

Mme de VILLAUDRY. — Entendu, et à bientôt.

(Mme de Villaudry sort par le fond. Brigitte rentre en scène et montre un visage rayonnant. Mlle de La Sègre entre brusquement de droite, tenant aussi un bouquet blanc à la main; aussitôt le visage de Brigitte change d'expression.)

### SCÈNE TROISIÈME

BRIGITTE, M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE

BRIGITTE, *feignant l'étonnement*. — Vous ! (D'un air pincé.) Je vous croyais à l'enterrement de l'abbé Claude.

Mlle de LA SÈGRE, *rageuse*. — Ah ! je m'en moque un peu, de leur Abbé ! Et puis, pour y rencontrer la d'Arnal avec son gros ventre !

BRIGITTE, *inquiète*. — Est-ce que ça se voit ?

Mlle de LA SÈGRE. — Mais ! je le vois, moi ! Le moyen, maintenant, de douter qu'ils sont amants. Ah ! ce ventre, avec quelle joie je le piétiènerais !

BRIGITTE. — Rassurez-vous ; je veille sur M. le Curé, et je puis vous affirmer qu'il ne la fréquente plus.

Mlle de LA SÈGRE. — Et moi qui l'aimais tant ! Savez-vous jusqu'où j'avais poussé le dévouement pour lui ?... Oh ! non, vous ne vous en douteriez jamais...

BRIGITTE. — Je sais jusqu'où peut aller, chez une chrétienne, l'esprit de sacrifice.

Mlle de LA SÈGRE. — Vous connaissez mon cousin de Fabrègues, le Député ?

BRIGITTE. — Celui qui a tourné à la République, après avoir été pendant des années le porte-parole des désuîtés ?

Mlle de LA SÈGRE. — On n'ose pas encore faire de lui un ministre, pour ne pas avoir l'air de l'avoir acheté trop ouvertement ; mais il jouit d'une influence occulte qui n'en est que plus considérable, et c'est à qui, dans le parti républicain, lui fera risette.

BRIGITTE. — Comme à tous les renégats.

Mlle de LA SÈGRE. — Je le haïssais mortellement, depuis sa défection, mais j'ai réfléchi qu'il pourrait nous être très utile, et j'ai profité d'une question d'héritage, où je lui abandonnais la plus grosse part, pour me raccommoder avec lui.

BRIGITTE. — Les Opportunistes ne sont pas indifférents à des attentions de ce genre.

Mlle de LA SÈGRE. — Je tiens donc mon cousin de Fabrègues dans ma main, et il n'a rien à me refuser. Il y a huit jours, je lui ai écrit en faveur de votre frère et je lui ai fait savoir combien il me serait personnellement agréable qu'il fût nommé évêque à Marcillac. (Avec rage.) Eh bien ! la lettre n'était pas encore arrivée à Paris, lorsque j'ai eu la preuve manifeste, irrécusable, des relations qui existaient entre la d'Arnal et M. le Curé.

BRIGITTE, *inquiète*. — Et alors, vous avez peut-être envoyé un télégramme pour désavouer la lettre ?

Mlle de LA SÈGRE. — J'aurais dû le faire.

BRIGITTE, *très câline*. — Oh ! vous ne le ferez pas, ma mignonne ; vous ne voudrez pas briser notre avenir.

Mlle de LA SÈGRE. — Mais songez aussi quelle amertume pour moi de voir la d'Arnal trôner à l'Evêché, comme une sultane valide ! Je n'aurais tant travaillé que pour une autre ; je ne l'aurais élevé, grand, que pour satisfaire la vanité d'une rivale !... Car elle tiendra Monseigneur, elle le tiendra par cet odieux bâtarde. Et comme il est faible, il se laissera mener par cette intrigante ; il cédera, moitié par amour, moitié par crainte du scandale.

BRIGITTE, scandant sa phrase. — Soyez tranquille : la d'Arnal n'accouchera pas.

Mlle de La SÈGRE. — Ah?

BRIGITTE. — Voyons, vous me savez assez prudente pour ne pas tolérer que cette grossesse s'étale en plein Marcillac.

Mlle de La SÈGRE. — Alors, vous l'obligeriez à...

BRIGITTE. — Je vois que vous m'avez comprise.

Mlle de La SÈGRE. — Avez-vous une sage-femme... pour l'opération?

BRIGITTE. — Oh! pas de sage-femme; elles ont trop peur des médecins.

Mlle de La SÈGRE. — Oui, elles sont à genoux devant eux; ce sont leurs évêques...

Mais qui donc alors?

BRIGITTE. — La mère Samuel.

Mlle de La SÈGRE. — La Juive? Je croyais qu'elle ne s'occupait que d'affaires commerciales.

BRIGITTE. — Elle pratique les opérations à terme... et avant terme. Il n'y a qu'un malheur; la d'Arnal n'a plus le sou. Il paraît, ma chère, qu'elle se ruinait à acheter des billets de loterie. La mère Samuel exigera de l'argent, beaucoup d'argent, peut-être.

Mlle de La SÈGRE. — Quelle que soit la somme, je la mets à votre disposition. Mais croyez-vous que la d'Arnal se laissera laire?

BRIGITTE. — Je trouverai des arguments qui sauront la convaincre.

Mlle de La SÈGRE, avec effusion. — Ah! Brigitte! Vous êtes notre Providence!

BRIGITTE. — Qu'est-ce que je veux, moi? C'est que tout le monde soit heureux. Allez, ma mignonne, allez, tout s'arrangera.

Mlle de La SÈGRE. — Ah! que je voudrais être pour quelques minutes à la place de la mère Samuel! avec quel plaisir je torturerais cette chair, recéleuse de mon bonheur.

BRIGITTE. — Du calme, mon enfant, du calme, et comptez sur moi. (*Bruit de pas.*) On vient, c'est sans doute M. le Curé, il ne faut pas qu'il se doute de notre complot. (*Lui montrant la porte de droite.*) Sortez par là.

(Mlle de La Sègre sort par la droite; l'abbé Mon-sieur entre du fond; il est abattu.)

## SCÈNE QUATRIÈME

BRIGITTE, L'ABBÉ MONSIEUR

L'ABBÉ. — Nous sommes seuls?

BRIGITTE. — Qu'as-tu donc?

L'ABBÉ. — Tu le sais bien ce que j'ai. Cette mort de l'abbé Claude...

BRIGITTE. — Tu ne vas pas le pleurer, après l'avoir tué?

L'ABBÉ. — Ah! ne dis pas cela!

BRIGITTE. — Comme les mots te font peur!

L'ABBÉ. — J'aurais voulu t'y voir, toi, pendant ce long office, avec ce cercueil sous les yeux, et cette pauvre Trouche, seule ou presque seule! Elle poussait des cris de bête râlante, qui emplissaient le vide de cette immense et noire Cathédrale. J'étais comme perdu sur l'autel, dans cette ombre lugubre, piquée à peine de quelques cierges. Il me semblait que des voix pleines de malédictions et de colères, tombaient des voûtes, jaillissaient des murs, sillaient hors des pavés, couvrant la basse des chantages et les roulements de l'orgue. Et chaque fois que je me retournais pour bénir l'assistance, à la place du cercueil, je voyais se détacher dans la nuit la figure pâle et irritée de Claude. (*Avec un sanglot.*) Ah! nous avons été trop cruels pour lui.

BRIGITTE, ironique. — Des larmes?

L'ABBÉ. — Laisse-moi pleurer; il y a longtemps que mes yeux n'ont connu cette douceur infinie.

BRIGITTE. — Et voilà l'homme pour qui j'ai eu de l'ambition! Faites de ça un évêque, et ce demi-dieu pleurnichera parce qu'un enfant de chœur aura saigné du nez.

L'ABBÉ. — Mais enfin, nous n'avions pas besoin de le tuer.

BRIGITTE. — Il le fallait, sa mort était nécessaire.

L'ABBÉ. — Ah! tu n'as aucune pitié.

BRIGITTE. — Qu'aurais-tu fait de lui, une fois Evêque? Tu l'aurais toujours eu sous les yeux comme un vivant reproche.

L'ABBÉ. — Il sera dans mon souvenir comme un vivant remords.

BRIGITTE. — Tais-toi donc! Demain, tu n'y penseras plus. Tu es à jeûn, et c'est de là que te viennent ces hallucinations. Un bon déjeuner fera monter à ton cerveau d'autres chimères, plus douces et plus réjouissantes.

L'ABBÉ, à demi convaincu. — Alors, apporte-moi mon chocolat.

BRIGITTE. — Le chocolat ne te vaudrait rien après une messe d'enterrement; j'ai fait préparer un en-cas plus sérieux. Enlève ta douillette et reste-là, il fait plus chaud ici que dans la salle à manger.

L'ABBÉ. — Ah! tu penses à tout.

BRIGITTE. — Il le faut bien, puisque tu ne penses à rien, toi.

(Pendant que l'Abbé enlève son manteau, Brigitte sort par la droite, mais elle ne tarde pas à rentrer, accompagnée d'une femme de service. Elles portent un gueridon encombré de plats et de bouteilles, et finissent devant la cheminée. L'Abbé se retourne et son visage exprime une surprise lente. La femme sort.)

L'ABBÉ. — Un en-cas? Mais c'est un vrai festin de Baalhazar.

BRIGITTE. — N'est-ce pas aujourd'hui ma fête? Allons, assieds-toi et commençons.

(Ils s'assoient à la table, Brigitte découpe.)

L'ABBÉ, flairant un pâté. — Du pâté truffé?

BRIGITTE. — C'est un cadeau de Mme de Villaudry.

L'ABBÉ. — Il a un fumet exquis.

BRIGITTE. — Nous lui avons rendu un assez joli service, pour qu'elle ne lésine pas sur la qualité de ce qu'elle nous offre. Sans moi, jamais son mari n'aurait été Député.

L'ABBÉ. — Sera-t-il à la hauteur de sa mission?

BRIGITTE. — Tout ce que je lui demande, c'est de te faire nommer Evêque.

L'ABBÉ, la bouche pleine. — Son pâté est délicieux.

BRIGITTE, lui montrant un perdreau. — Et ce perdreau? C'est la femme du juge qui nous l'a envoyé.

L'ABBÉ. — Mais la chasse est fermée.

BRIGITTE. — Il y a les braconniers. (Lui versant un verre de vin.) Un verre de Sauterne.

L'ABBÉ. — Quelle belle couleur blonde!

BRIGITTE, insinuante. — On dirait les cheveux de Mlle de La Sègre... Elle en a cinq cents bouteilles comme ça dans sa cave.

L'ABBÉ, ouvrant de grands yeux. — Ah?

BRIGITTE. — Sans compter les Pomarès et les Clos-Vougeot... Ah! l'homme qu'elle aimera ne sera pas à plaindre! (Insinuante.) Il paraît qu'elle va épouser un capitaine.

L'ABBÉ, brusquement. — Tu crois?

BRIGITTE. — C'est sa gouvernante qui me l'a raconté. On dit dans la ville que c'est un coup de tête, à la suite d'une déception. Elle aimait un homme, et ne parvenant pas à vaincre l'obstacle qui la séparait de lui, elle a résolu de se marier... (Ironique.) Une belle messe qui se prépare pour toi. Depuis qu'elle pense au mariage, c'est étonnant ce qu'elle est devenue belle! Sa peau de blonde, si fine et si délicate a pris des tons d'ambre chaud, comme si le sang courait plus vite par tout ce beau corps; ses cheveux ont l'air de dégager des flammes, et ses yeux ont des éclairs de passion qu'on ne lui connaissait pas... Elle rêve, sans doute, aux délices qui l'attendent dans les bras de son mari.

L'ABBÉ, se levant. — Ah! ne me parle pas de ça! Tu sais bien que je l'aime, et que cette pensée me torture, qu'elle puisse être à un autre.

BRIGITTE. — Eh bien! tu continueras à l'aimer comme tu as fait jusqu'ici... de loin. D'ailleurs, il te reste la d'Arnal.

L'ABBÉ, comme avec un dégoût. — Ah! oui.

BRIGITTE, *ironique*. — Celle-là t'aura fait connaître toutes les joies, même celles de la paternité.

L'ABBÉ, *entre ses dents*. — Oh ! la chaîne, la terrible chaîne !

BRIGITTE, *ironique*. — Allons, ne te fais pas trop de mauvais sang ; la d'Arnal est une maîtresse dont beaucoup se contenteraient, après tout. (*Lui tendant un verre.*) A ta santé, Monseigneur.

L'ABBÉ, *avec abattement*. — Ah ! ce n'est pas encore fait ; je n'ai plus confiance en mon étoile.

BRIGITTE. — Eh bien ! déronpe-toi, nous avons tous les atouts en main. On n'attend plus que la mort du vicux, comme elles l'appellent.

L'ABBÉ. — Tu crois ?

BRIGITTE. — D'abord, par la mère Samuel, nous avons les Juifs pour nous... et tu sais que, par le temps qui court, l'appui d'Israël n'est pas à dédaigner.

L'ABBÉ. — Bon ; après ?

BRIGITTE. — Mme de Villaudry vient de m'assurer que son mari n'aurait pas d'autre candidat que toi.

L'ABBÉ. — Un nouvel élu, cela n'a guère d'influence que pour faire nommer des cantonniers ou des facteurs ruraux. D'ailleurs, tous les autres députés doivent avoir un curé dans leur entourage, surtout s'ils sont mariés.

BRIGITTE. — Oui, mais j'ai trouvé une combinaison dont je te parlerai plus tard... Reste Mlle de La Sègre avec son cousin de Fabrègues ; de celle-là dépend le succès ou la désastre.

L'ABBÉ. — Oh ! je suis sûr d'elle.

BRIGITTE. — Fou que tu es ! Et la d'Arnal ? Tu oublies qu'une haine mortelle divise ces deux femmes, et que La Sègre sait que sa rivale est enceinte.

L'ABBÉ. — Ah ! le voilà, l'obstacle !

BRIGITTE, *d'un ton délibéré*. — Voyons, il est temps de prendre un parti, avant que le scandale éclate. Qu'as-tu décidé ?

L'ABBÉ, *embarrassé*. — Je ne sais pas, moi... Qu'elle aille faire ses couches à Barcelone ou à Paris.

BRIGITTE. — C'est tout ce que tu as trouvé ?

L'ABBÉ. — Il me semble que cette solution est la plus simple.

BRIGITTE. — Et la plus absurde... Un enfant, il ne nous manquerait plus que ça !

L'ABBÉ. — Mais puisqu'il ne serait pas reconnu.

BRIGITTE. — Ah ! tu te figures, toi, qu'elle le mettrait aux Enfants-Trouvés ? Elle serait bien trop fière d'avoir un fils d'évêque ! Un beau jour, elle ne manquerait pas de le reprendre avec elle, et les bonnes langues des commères auraient de quoi s'occuper. Après avoir été obsédé par l'amante, tu le serais bien plus encore par la mère. Elle envahirait ton Evêché où elle règnerait en maîtresse, et d'où elle chasserait toutes les autres femmes par l'orgueil de cette maternité de rencontre. Ce serait un touchant spectacle : Monseigneur sur son trône épiscopal, entre ce marmot compromettant et une sultane-validé quinquagénaire.

L'ABBÉ, *exaspéré*. — Et que ferais-tu, toi ?

BRIGITTE. — Je sais d'avance que tu ne seras pas de mon avis...

L'ABBÉ. — Parle, au moins.

BRIGITTE. — Eh bien ! moi, j'aurais recours à la piqure.

L'ABBÉ, *se redressant*. — Un avortement !

BRIGITTE. — Oh ! quel grand mot, pour une si petite chose.

L'ABBÉ. — Mais c'est un crime, un crime odieux !

BRIGITTE. — Lorsqu'il est divulgué. (*Lui offrant du vin.*) Un verre de ce Corton : il vient encore de Mlle de La Sègre. (*Ils boivent.*) Sois sincère : Combien de tes jolies pénitentes ne t'ont-elles pas fait l'aveu d'un crime semblable ?

L'ABBÉ. — Aucune.

BRIGITTE. — Alors, c'est qu'elles ne t'ont pas tout dit, et qu'elles ont fait leur grosse lessive avec les Jésuites de passage. (*Lui versant un nouveau verre de vin.*) Puisque tu ne veux pas être évêque, à ta santé, monsieur le curé.

L'ABBÉ, *repoussant son verre*. — Non, j'en ai assez.

BRIGITTE. — C'est aujourd'hui ma fête, nous pouvons bien vider la bouteille. Et puis, tu n'as plus longtemps à en boire, de ce bon vin de La Sègre.

L'ABBÉ, *avec une expression de regret*. — C'est vrai! (*Après avoir vidé son verre, à moitié gris.*) Une si riche cave et une si belle fille!

BRIGITTE. — Ah! le capitaine aura de bons moments.

L'ABBÉ. — Ces militaires, quel tas d'exploiteurs!

BRIGITTE. — Ce qui me console, c'est que La Sègre étant de ta paroisse, nous aurons là une série de baptêmes profitables.

L'ABBÉ, *avec rage*. — Ça, jamais, par exemple!

BRIGITTE, *ironique*. — Tu ne vas pas les empêcher d'avoir des enfants, je suppose?

L'ABBÉ, *comme hésitant*. — Alors, tu crois que si l'on supprimait... cet obstacle, elle reviendrait à moi?

BRIGITTE. — Evidemment; c'est le dépit seul qui la jette dans le mariage.

L'ABBÉ, *même jeu*. — Et que, sans son appui, le chemin de l'épiscopat m'est fermé?

BRIGITTE. — A tout jamais!

L'ABBÉ. — Eh bien! soit, fais ce que tu voudras.

BRIGITTE. — A la bonne heure, je retrouve un homme d'action.

L'ABBÉ. — Mais, tu sais, je ne veux paraître en rien, moi.

BRIGITTE. — Certainement non; tu aurais des émotions blêmes qui feraient tout rater.

L'ABBÉ. — Et... après la piqûre, que ferons-nous de la d'Arnal?

BRIGITTE, *avec un geste équivoque*. — Ne regardons pas si loin! (*On sonne.*) Je parie que c'est elle.

L'ABBÉ. — Qui? La Sègre?

BRIGITTE. — Non, le crampon, elle vient te relancer, pour ne pas en perdre l'habitude. (*Le poussant vers la porte de droite.*) Va, et laisse-moi faire.

(L'abbé sort par la porte de droite. Mme d'Arnal paraît sur la porte de fond, elle n'a pas de bouquet.)

## SCÈNE CINQUIÈME

BRIGITTE, Mme d'ARNAL

Mme d'ARNAL. — Bonjour Brigitte.

BRIGITTE, *lui montrant les bouquets autour d'elle*. — Vous venez bien tard.

Mme d'ARNAL. — Excusez-moi, mais cette pauvre Trouche était si seule!... Figurez-vous que personne...

BRIGITTE, *lui coupant la parole*. — Oui, oui, je sais.

Mme d'ARNAL. — Je ne vous apporte pas de bouquet, je ne suis plus riche! Mais votre cœur me comprendra : le seul que j'aie pu acheter, je l'ai mis sur le cercueil de l'abbé Claude.

BRIGITTE, *ironique*. — Il était en nombreuse société, puisque la tante a mangé jusqu'à son dernier sou, pour fleurir son neveu.

Mme d'ARNAL. — Mais je suis la seule étrangère qui ait pensé à lui.

BRIGITTE, *sèchement*. — Cela prouve que les étrangers avaient su apprécier le défunt à sa juste valeur. Et maintenant, parlons de choses sérieuses : qu'avez-vous décidé au sujet de ce que vous savez?

Mme d'ARNAL. — J'irai à Barcelone ou à Paris.

BRIGITTE. — Avec quel argent?

Mme d'ARNAL. — J'ai pensé que M. le Curé...

BRIGITTE. — C'est cela, vous nous croyez donc millionnaires?

Mme d'ARNAL. — Je ferai le voyage en troisièmes.

BRIGITTE. — Mais vous n'êtes pas assez avancée pour descendre à l'hôpital.

Mme d'ARNAL, *effrayée*. — A l'hôpital? Oh! non, jamais.

BRIGITTE. — Vous voyez bien que ce voyage est impossible.

Mme d'ARNAL, *suppliante*. — Cependant, si M. le Curé...

BRIGITTE, *sèchement*. — Nous n'avons pas d'argent. Nous avons un traitement qui nous suffit à peine, et nous sommes dévorés par les œuvres de charité.

Mme d'ARNAL. — Je m'arrangerai... je chercherai d'un autre côté. Ah! cet enfant, je l'aimerais tant, je le cajolerai par de si douces paroles!

BRIGITTE. — Vous passerez donc votre vie aux Enfants-Trouvés?

Mme d'ARNAL. — Je le prendrai avec moi.

BRIGITTE. — Ici, à Marcillac?

Mme d'ARNAL. — Je dirai que je l'ai adopté.

BRIGITTE. — A qui ferez-vous avaler ce mensonge? Quand on n'a plus le sou, on n'adopte pas les enfants des autres. Les bonnes langues du pays ne manqueraient pas d'épiloguer à ce sujet. D'ailleurs, oui ou non, aimez-vous mon frère?

Mme d'ARNAL, *avec un soupir*. — Ah! si je l'aime!

BRIGITTE. — Alors, vous devez savoir ce que signifient les mots dévouement et sacrifice?

Mme d'ARNAL. — Je suis prête à lui en donner toutes les preuves.

BRIGITTE. — Renoncez donc à une maternité sans profit pour vous et dangereuse pour lui... Un jour ou l'autre, la vérité finirait par éclater, et le scandale serait terrible. Mon frère ne vous pardonnerait jamais cet affront.

Mme d'ARNAL. — Oui, oui, il faut délivrer Monsieur le Curé de tout ennui... Mais comment?

BRIGITTE. — Vous n'avez pas deviné?

Mme d'ARNAL. — Aidez-moi de vos conseils, ma bonne Brigitte.

BRIGITTE. — Rien de plus simple... une toute petite piqûre.

Mme d'ARNAL, *avec effroi*. — Oh! jamais!

BRIGITTE, *brutalement*. — Il le faut, pourlant.

Mme d'ARNAL, *angoissée*. — Mais, je ne veux pas mourir!

BRIGITTE. — Mourir, quand je vous sauve?

Mme d'ARNAL. — Vous devez savoir, par les journaux, combien cette opération est dangereuse.

BRIGITTE. — Ce sont des bruits que font courir les médecins pour ne pas voir diminuer leur clientèle. D'ailleurs, des couches normales offriraient beaucoup plus de danger pour vous. Songez donc que vous avez quarante ans passés et qu'à cet âge un premier accouchement est presque toujours mortel.

Mme d'ARNAL. — Ah! mon Dieu!

BRIGITTE. — Dans tous les cas, vous resteriez certainement déformée. (*Avec une tendresse feinte*.) Et quel dommage ce serait, ma toute mignonne, vous qui avez une taille si fine!... Tout le monde en devinerait la cause, et ces dames ne manqueraient pas d'en rire entre elles... Elles sont déjà assez jalouses de vous!... Quant à Monsieur le Curé, vous devez tenir à lui plaire, n'est-ce pas?

Mme d'ARNAL, *avec tristesse*. — Sans cela, ma vie n'aurait plus de but.

BRIGITTE. — Eh bien! si mon frère ne vous aimait que pour votre beauté, et s'il se retirait de vous le jour où vous seriez estropiée?

Mme d'ARNAL. — Oh! ne dites pas cela.

BRIGITTE. — Je sais bien qu'il est bon et loyal... mais qui peut répondre du cœur des hommes?... Croyez-moi, suivez mon conseil.

Mme d'ARNAL. — Mais on doit souffrir atrocement.

BRIGITTE, *ironique*. — Ah! la voilà bien la chrétienne qui a peur d'une égratignure! A quoi sert que mon frère vous commente avec tant d'éloquence la vie des saintes et des martyres?

Mme d'ARNAL. — Ça n'est pas ma faute, mais je me sens si faible!...

BRIGITTE. — Rappelez-vous Agnès, à qui on arracha les deux seins, et Myrrha dévorée par les lions, et combien d'autres à qui on plantait des pointes de roseau entré les ongles et la chair.

Mme d'ARNAL. — Celles-là s'immolaient pour leur Dieu.

BRIGITTE. — Mon frère n'est-il pas votre Dieu, à vous? Et le jour où il sera nommé Evêque, le jour où il fera son entrée dans Marcillac, la mitre au front et la crosse

à la main, ne vous semblera-t-il pas que vous entrez avec lui dans la Jérusalem céleste?

Mme d'ARNAL, avec extase. — Oh! oui, il est mon Jésus, et je serai trop heureuse de lui offrir ma souffrance.

BRIGITTE. — D'ailleurs, ne vous exagérez pas cette souffrance. N'avez-vous pas eu quelquefois recours à la morphine?

Mme d'ARNAL. — Oui, quand j'avais mes névralgies.

BRIGITTE. — Eh bien! ce que vous ressentirez ne sera pas plus douloureux qu'une légère piqûre de morphine.

Mme d'ARNAL. — Pas plus?

BRIGITTE. — J'ai reçu bien des confidences, et je sais bien ce qu'il en est.

Mme d'ARNAL. — Connaissez-vous une sage-femme?

BRIGITTE. — Pas de sage-femme... Elles ont trop peur que les médecins retrouvent les traces de leurs manœuvres, et leur main tremble trop facilement. Ce qu'il nous faut, c'est une praticienne qui se moque un peu des médecins et de leur prétendue science. Cette femme, c'est la mère Samuel.

Mme d'ARNAL. — Une Juive?

BRIGITTE, d'un air pieux. — Il vaut mieux qu'un pareil péché soit commis par une Juive que par une chrétienne.

Mme d'ARNAL. — Ah! Brigitte, quelle haute sagesse et quelle raison pratique vous avez!

BRIGITTE. — N'est-ce pas mon devoir, de réparer dans la mesure du possible les folies des autres?

Mme d'ARNAL. — Alors, j'attendrai demain chez moi.

BRIGITTE. — Pourquoi pas tout de suite?

Mme d'ARNAL. — Laissez-moi une journée encore.

BRIGITTE. — Soit; demain soir, dès que la nuit sera venue. Personne ne la verra pénétrer chez vous.

Mme d'ARNAL. — Laissez-moi vous embrasser; il me semble que cela me portera bonheur.

(Elle embrasse Brigitte et sort par le fond.)

BRIGITTE, la regardant s'éloigner. — Toi, je ne te reverrai plus (À ce moment, un glas formidable se fait entendre.) Encore ces maudites cloches!

(L'abbé Monséguir paraît sur la porte de droite.)

## SCÈNE SIXIÈME

BRIGITTE, L'ABBÉ MONSÉGUIR

L'ABBÉ, écoutant les cloches comme en extase. — Brigitte, entends-tu?... Le vieux est mort!

BRIGITTE, ravie. — Ah! les bonnes, les douces cloches! (Puis brusquement prise d'un grand respect, elle tombe à genoux devant son frère et lui baise le bas de sa robe.) Monseigneur, bénissez votre indigne servante.

(RIDEAU)

## ACTE QUATRIÈME

Deuxième Tableau.

Un boudoir élégamment meublé, chez Mlle de La Sègre. Portes au fond, au milieu, à droite et à gauche.

### SCÈNE PREMIÈRE

BRIGITTE, LA MÈRE SAMUEL

Au lever du rideau, Brigitte et la mère Samuel entrent du fond, portant des mantes dont le capuchon est rabattu sur leur visage.

BRIGITTE, enlevant sa mante. — Entrez; il n'y a personne.

MÈRE SAMUEL, *même jeu*. — Dites donc, c'est cosu, ici.

BRIGITTE. — Je crois bien, elle a trois millions.

MÈRE SAMUEL. — Trois millions et aucun homme qui l'aide à manger tout ça !...

Si on lui trouvait un mari, il y aurait une bonne affaire.

BRIGITTE, *sévèrement*. — Ça, je vous le défends bien.

MÈRE SAMUEL, *d'un air d'intelligence*. — Compris... Puisque la demoiselle est si riche, je puis bien demander dix mille francs pour l'opération.

BRIGITTE. — Mais vous savez, part à deux.

MÈRE SAMUEL, *ne pouvant retenir un cri du cœur*. — Oh ! ça, c'est canaille, par exemple !

BRIGITTE. — Je me charge de vous en faire obtenir vingt mille. Le résultat sera le même pour vous.

MÈRE SAMUEL. — Ah ! vous ne laissez rien perdre, vous.

BRIGITTE. — Plaiguez-vous ! Combien de fois vous vous êtes contentée d'une centaine de francs pour la même opération ?

MÈRE SAMUEL. — D'accord, mais c'est toujours pénible pour moi de voir dix mille francs sortir de la poche de quelqu'un...

BRIGITTE. — Sans qu'ils entrent dans la vôtre ? Voyez-vous, mère Samuel, il ne faut pas vouloir prendre tout le poisson de la rivière.

MÈRE SAMUEL. — Mais ce n'est pas amusant de pêcher à la ligne, quand d'autres, à côté de vous, râlent tout avec des filets.

BRIGITTE. — C'est déjà bien joli de pêcher à la ligne, quand il y en a tant d'autres qui se contentent de regarder. (*Lui montrant la porte de gauche.*) Entrez-là, je vais lui parler. (*La mère Samuel sort par la gauche, Brigitte reste seule.*) Je comprends que ça l'embête de m'abandonner dix mille francs... mais ces Juifs finiraient par se croire trop malins, si on ne les roufait pas de temps en temps ?

(*Elle va ouvrir la porte de droite : Mlle de La Sègre entre, dans un élégant déshabillé.*)

## SCÈNE DEUXIÈME

BRIGITTE, Mlle DE LA SÈGRE

Mlle DE LA SÈGRE. — L'avez-vous amenée ?

BRIGITTE, *montrant la gauche*. — Elle est là, nous sommes entrées par le jardin.

Mlle DE LA SÈGRE. — Faut-il nuit au dehors ?

BRIGITTE. — La nuit est noire ; personne n'a pu nous voir entrer... Pour plus de précautions, nous avons pris des mantes.

Mlle DE LA SÈGRE. — Et la d'Arnal ?

BRIGITTE. — Elle est prête à tout.

Mlle DE LA SÈGRE, *avec rage*. — Enfin !

BRIGITTE. — J'ai débattu le prix avec la mère Samuel ; elle ne veut rien faire à moins de vingt mille francs.

Mlle DE LA SÈGRE. — N'est-ce que cela ?

BRIGITTE, *à part*. — J'aurais pu demander davantage. (*Haut.*) Je me retire, je vous laisse avec elle.

Mlle DE LA SÈGRE. — Envoyez-moi immédiatement votre frère.

BRIGITTE, *surprise*. — Qu'avez-vous besoin de lui en ce moment ?

Mlle DE LA SÈGRE. — Vous ne comprenez pas?... Dès que la d'Arnal sera en danger de mort...

BRIGITTE, *d'un ton doux*. — Pourquoi voulez-vous qu'elle meure ?

Mlle DE LA SÈGRE, *impatiente*. — Enfin, elle peut mourir.

BRIGITTE, *à part*. — Compris ; la d'Arnal est condamnée.

Mlle DE LA SÈGRE. — Son premier cri sera pour M. le Curé. Elle le fera appeler pour se confesser à lui, pour goûter cette double joie de rendre l'âme dans les bras du prêtre et de l'amant, de quitter un paradis pour entrer dans un autre. En retenant votre frère ici, j'empoisonne les derniers moments de cette guenise ; je l'empêche de mourir en état de grâce et je lui vole du même coup son amant et son ciel. (*Avec rage.*) Je ne veux pas retrouver ça plus tard au paradis... Car vous êtes

sûre, n'est-ce pas, Brigitte, vous êtes sûre que, mourant des suites d'un avortement, elle est en état de péché mortel ?

BRIGITTE. — Si celle-là entrait au paradis, c'est que la justice de Dieu som-  
meillerait.

Mlle de La SÈGRE. — Ah ! Brigitte ! quelle joie ! Elle m'a fait bien souffrir, mais je n'espérais pas une vengeance aussi complète.

BRIGITTE. — Mais vous, serez-vous assez forte pour retenir M. le Curé ?

Mlle de La SÈGRE, avec orgueil, jetant un regard sur sa gorge. — Cette fois, je m'en charge. Allez vite, ma chère Brigitte, allez !

BRIGITTE, l'embrassant. — Soy-z heureuse, mon enfant.

(Brigitte sort par le fond. Mlle de La Sègre va ouvrir la porte de gauche à la mère Samuel qui entre.)

### SCÈNE TROISIÈME

Mlle de La SÈGRE, MÈRE SAMUEL

MÈRE SAMUEL. — Mademoiselle m'a fait appeler ?

Mlle de La SÈGRE. — Oui, vous savez ce que j'attends de vous ?

MÈRE SAMUEL. — La personne qui sort d'ici m'en a touché un mot : c'est très délicat.

Mlle de La SÈGRE. — Vous aurez vos vingt mille francs.

MÈRE SAMUEL. — Oh ! c'est uniquement pour ne pas désobliger mademoiselle.

Mlle de La SÈGRE. — Est-ce qu'elle en réchappera ?

MÈRE SAMUEL. — Comme d'un rhume de cerveau, et je délè le médecin le plus habile d'y venir voir après moi.

Mlle de La SÈGRE. — Mais si elle allait passer entre vos mains ?

MÈRE SAMUEL. — Encore une fois, c'est impossible. Avant d'avoir la confiance des dames de la société, je me suis exercée sur bien des cuisinières ; et, dans une ville de garnison, ce n'est pas la clientèle qui manque.

Mlle de La SÈGRE, d'une voix sourde. — Mais s'il fallait qu'elle y passe... Si je l'exigeais ?

MÈRE SAMUEL. — Dans ce cas, ce ne serait pas le même prix, car vous comprenez, c'est moi qui cours tous les risques.

Mlle de La SÈGRE. — Quels risques ?

MÈRE SAMUEL. — Or, moi, je me connais : en cas de mic-mac, je me couperais la langue plutôt que de dénoncer mes complices.

Mlle de La SÈGRE. — Vous complices ?

MÈRE SAMUEL. — Eh oui, ma chère demoiselle. Une supposition que la police viendrait à tout découvrir : vous êtes englobée dans l'affaire et vous encourez la même peine que moi. Mais rassurez-vous, la mère Samuel n'est pas femme à manger le morceau. D'ailleurs, vous ne me paierez, si vous voulez, qu'après réussite complète de l'affaire.

Mlle de La SÈGRE. — Je double le prix... Etes-vous contente ?

MÈRE SAMUEL. — Et puis, il y a quelque chose qui me chagrine : cette madame d'Arnal est si bonne et si douce ! C'était presque un plaisir pour moi de lui rendre service en la débarrassant d'un embouppant gênant. Mais maintenant qu'il s'agit de lui faire du mal, c'est réellement une pitié, et il faut bien que j'aime mademoiselle, pour me résoudre à une pareille extrémité... Que vont devenir les pauvres sans leur bienfaitrice ?

Mlle de La SÈGRE, agacée. — Ne vous occupez pas des pauvres. Je vous offre soixante mille francs, et n'en parlons plus.

MÈRE SAMUEL, s'inclinant. — Je n'ai rien à refuser à mademoiselle...

Mlle de La SÈGRE. — Je vous les ferai tenir demain matin par Brigitte.

MÈRE SAMUEL, à part. — Mais alors, elle m'en prendrait la moitié !... (Haut.) J'ai réfléchi ; si ça ne faisait rien à mademoiselle, j'aimerais autant avoir l'argent tout de suite.

Mlle de La SÈGRE. — Vous n'avez pas confiance en moi ?

MÈRE SAMUEL, *protestant*. — Oh! mademoiselle!... je parle dans votre intérêt, au contraire... Tous ces pourparlers, toutes ces allées et venues pourraient éveiller les soupçons... Une fois payée, on ne se connaît plus, on ne se regarde plus... jusqu'à la première occasion où vous auriez besoin de moi.

Mlle de LA SÈGRE. — C'est juste.

(Elle va un petit meuble à droite.)

MÈRE SAMUEL, *à part*. — Roulée, la Brigitte!

Mlle de LA SÈGRE, *remettant à la mère Samuel une liasse de billets*. — Voilà votre argent. Et maintenant, allez vite. (*Lui montrant la gauche*.) Passez par là, vous ressortirez par le jardin.

(Le père Samuel sort par la gauche. L'abbé Monsécur paraît sur la porte du fond. Mlle de La Sègre va vivement à lui.)

### SCÈNE QUATRIÈME

M<sup>lle</sup> DE LA SÈGRE, L'ABBÉ MONSÉCUR

Mlle de LA SÈGRE. — Ah! mon seigneur, mon Dieu! prenez-moi, je suis toute à vous. (*Elle le baise gloutonnement aux lèvres et s'abandonne dans ses bras ; à part*.) Enfin! je lui ai volé son paradis!

FIN

---

## LES SATRAPES DORÉS

---

L'histoire a pour égout des temps comme les nôtres ;  
Et c'est là que la table est mise pour vous autres,  
C'est là, sur cette nappe où, joyeux vous mangez,  
Qu'on voit, — tandis qu'ailleurs, nus et de fers chargés,  
Agonisent sereins, calmes, le front sévère,  
Socrate à l'agora, Jésus-Christ au Calvaire,  
Colomb dans son cachot, Jean Hus sur son bûcher,  
Et que l'humanité pleure et n'ose approcher  
Tous ces gibets où sont, les justes et les sages, —  
C'est là qu'on voit trôner dans la longueur des âges,  
Parmi les vins, les luths, les viandes et les flambeaux,  
Sur des coussins de pourpre oubliant les tombeaux,  
Ouvrant et refermant leurs féroces mâchoires,  
Ivres, heureux, affreux, la tête dans des gloires,  
Tout le troupeau hideux des Satrapes dorés ;  
C'est là qu'on entend rire et chanter, entourés  
De femmes couronnant de fleurs leurs turpitudes,  
Dans leur lascivité prenant mille attitudes,  
Laisant peuples et chiens, en bas ronger les os.

Victor Hugo.

## LA POÉSIE DE LA SCIENCE

A une parole aussi ignare qu'imprudente de M. Brunetière — critique versatile et médiocre — quelques-uns des hommes de la Science indépendante ont opposé leur ironique réponse. « La Science a fait banqueroute », a prétendu M. Brunetière, qui, venant d'étudier Bossuet, saluait « la Foi », après s'être montré « transformiste », en sortant de Darwin !

(A ce propos, M. Brunetière se permit même d'appeler les hommes de lettres « à s'inspirer de la Science évolutive ». Mal lui en prit, qui reçut, en commentaires à une publique lettre rectificative de moi, quelques durs avertissements de la presse, lui « rappelant » (car il le savait) que, avoir déterminé de Méthode et d'Œuvre, un mouvement de Poésie à bases scientifiques philosophique et sociologique, m'avait depuis quelques années valu assez d'insultes et de sarcasmes, — et quelques éloges.) J'ai donc aussi, droit de réponse.

Ah ! la Foi ! résumons-la... Si vous suivez ma morale, dit en somme toute religion, des bonheurs suprêmes seront votre lot, par delà la mort qui est la délivrance. Car cette terre est méprisable, votre vie est pénible ou souffre entravée votre âme de divine essence : il faut renoncer la Vie, vous renoncer vous-mêmes. C'est là, la caractéristique de tous dogmes : la haine de la Vie, donc de la Science qui l'explique et la magnifie. Tous se réduisent à une monstrueuse leçon d'égoïsme, de lâcheté, de méritoire paresse, d'anéantissement de l'être, moral et physique.

Si vous suivez ma morale, dit dès maintenant la Science en sa partielle synthèse, vous serez des hommes n'outrageant pas la Matière-matrice, votre génitrice et votre substance évolue et sans cesse évoluant. Et vous saurez que vous devez gratitude à toute l'antérieure évolution en ses phénomènes successifs, sans lesquels vous n'existeriez pas : ce sera votre Devoir. Devoir de nourrir vos muscles, augmenter et différencier vos cellules nerveuses en travaillant à acquérir la connaissance de la Matière, et par conséquent de vous-mêmes. Non, vous ne recueillerez pas en de vains paradis mensongers, la récompense de votre effort : l'immortalité demeure sur la terre, et, vous en retournant en transmuants forments, vous léguerez à la postérité, à l'avenir incommensurable, la somme de vos acquisitions intellectuelles et physiques — qui iront s'améliorant encore en les descendants. .



RENÉ GILL

C'est sur tels principes essentiels, que nous avons voulu une Poésie neuve, non à fleur de derme, mais intellectuelle enfin, et enfin d'humaine synthèse. J'ai eu contre moi, toute l'anémie « néo-parnassienne, décadente, symboliste, mystique », toute l'inaaptitude à s'instruire, à comprendre, à penser. Ils vivent, vivront encore, soutenus implicitement ou efficacement par les détenteurs du pouvoir et de la fortune, qui, eux, savent qu'une Jeunesse ainsi « idéaliste ! » est incapable d'effort viril, — et que la honte stagne !...

La voilà, la Foi, et où elle mène. Tous les autels ont des adorateurs, sans en excepter les tables tournantes...

Le vent d'imbécillité et d'effritement qui passe, cessera : mais, hélas ! les têtes qu'il a courbées ne se relèveront pas !

Parce que la Science seule est la glorification de l'Homme, qui explique l'Homme, donc lui donnera sa vraie morale, il faut croire en elle : c'est elle notre foi. Elle n'a pas menti, elle est forte de son passé si extraordinairement gros d'avenir proche. Considérant l'amas de siècles qu'il fallut à la Matière pour notre devenir, nous pouvons accorder aux investigations de la Science les années et les siècles de patience : la Foi, elle, qui n'a rien trouvé, rien prouvé, prétend nous demander l'éternité ! — Et, poètes qui voudrez l'orgueil de n'être pas des phraseurs et des menteurs, comme la Foi que toute poésie passée a exultée, de n'être plus aussi des ressasseurs érotiques : instruisez-vous, et pensez. Et dites-moi s'il n'est point de sobres effusions de rythmes — ah ! difficiles, oui — et de plus sourd frisson au plein horizon de la Science où vibrent les affinités infinies : des Nébuleuses à l'Homme !

René GIL.

---

## Unité d'Action du Parti Socialiste

---

Les défenseurs du régime social fondé sur le droit sans frein et sans limite de la propriété individuelle sont désorientés et affolés. Ils s'agitent dans l'incohérence des projets législatifs. Ils s'entre-déchirent dans la mêlée des intérêts économiques en conflit. Et ils osent reprocher aux socialistes la diversité de leurs opinions philosophiques et de leurs systèmes de propagande populaire !

Nos ennemis s'obstinent à considérer et surtout à faire considérer le socialisme, comme un dogme d'esprit étroit et de sens invariable. Ils ne veulent pas admettre que des hommes qui préconisent des conceptions différentes d'une société future puissent se trouver d'accord pour combattre les iniquités présentes. Ils voudraient obliger les écoles socialistes à se fondre dans une espèce d'église unique dont les doctrines seraient absolues et immuables, et hors de laquelle il n'y aurait ni place ni salut pour les partisans de la libre recherche d'améliorations sociales successives.

Voici, par exemple, quelques apôtres de socialisme agraire qui disent au paysan : « En parlant de la socialisation du sol et des instruments de travail de tout genre, nous n'entendons pas te priver de la maison paternelle, ni des meubles de famille auxquels tu es attaché, ni du modeste enclos où tu as planté les arbres qui, sous l'influence de tes instincts ataviques ou plutôt de tes vertus ancestrales, sont pour toi l'objet d'un amour véritable. Tu prétends posséder en toute propriété l'arpent de terre que tu crois indispensable à ton usage personnel. Tant que tu n'auras pas changé d'avis, tu as raison. Rien de cela ne doit te manquer. Il faut que la société te le donne et te l'assure. Sous n'im-

porte quel prétexte, nul ne devrait pouvoir l'en dépouiller. Si tu as le malheur de ne posséder qu'une propriété grevée d'hypothèques, propriété qui serait alors purement nominale, il est juste que cette hypothèque soit déclarée nulle. Déormais, tu n'auras plus le souci du morcellement de la pièce de terre que l'œuvre des vieux parents a rendue indivisible; un seul de tes enfants pourra en hériter pour la transmettre intacte à l'un de tes petits-fils. Tes autres enfants seront appelés à jouir dans les mêmes conditions d'un bien équivalent légitimé par le travail accompli sur le domaine communal. Car, toutes les terres de vaste étendue où l'on récolte en abondance les produits de consommation et les objets d'échange seront le fonds d'une propriété collective dont l'exploitation sera dirigée par des agronomes pleins d'expérience. Le fait de collaborer à l'œuvre de production des richesses communales te garantira la possession de toutes les choses que tu désires raisonnablement pour toi et tes liens. Nulle part, tes sueurs n'arrosent des champs dont les récoltes constituent le revenu particulier d'autrui. Les grands parcs aux frais ombrages et aux pelouses fleuries que les riches oisifs accaparent pour l'agrément d'une saison seront ouverts toute l'année pour charmer les loisirs du travailleur des terres d'alentour. Les châteaux deviendront les asiles de l'infirme et du vieillard, les annexes utiles de la maison commune.

« Le socialisme l'acheminera, ô paysan, vers la transformation du régime de la propriété individuelle sans limite; d'abord, par l'organisation de sociétés coopératives de production qui solidariseront à la fois les propriétaires agricoles et les agriculteurs; ensuite, par l'association communale de tous les groupes d'ouvriers agricoles et d'ouvriers industriels; et finalement par la nationalisation de tout l'outillage nécessaire à la production des objets de consommation et des valeurs d'échange.

« Mais, en attendant la réalisation de ce rêve social, tu n'auras rien à craindre, ô paysan, pour la possession de ta maisonnette et de son enclos; les socialistes se proposent, au contraire, de l'agrandir, si les partages successoraux ont trop réduit ton héritage. »

Ce discours, il faut bien l'avouer, n'est pas conforme aux enseignements de l'orthodoxie collectiviste. Des révolutionnaires à l'âme ardente, impatientes de solidifier les espérances de progrès humain encore à l'état fluide, s'irritent devant les lenteurs de l'évolution; le regard fixé vers l'avenir, ils parlent déjà de l'approbation collective totale et immédiate de tous les instruments de production agricole et industrielle, au profit de la grande société laborieuse issue de l'universelle civilisation.

Aussitôt, les polémistes aux gages des partis bourgeois s'emparent des contradictions entre les diverses doctrines socialistes et les opposent les unes aux autres. Les divergences d'opinion entre socialistes ne se manifestent que sur la question des méthodes de propagande pour atteindre un résultat identique : l'indépendance réelle de chacun, garantie par la certitude d'avoir demain comme aujourd'hui les moyens suffisants de subsistance pour soi et les siens; l'égalité en droit et en fait, remplaçant dans les rapports humains la vaine déclaration de droits légaux sans la puissance de les exercer intégralement.

Qu'importent, après tout, les différences de langage et même les variétés de conceptions pour ce qui devra se faire demain, si l'on sait s'entendre pour l'action utile du moment!

Est-ce que tous les socialistes ne sont pas d'accord pour condamner le régime capitaliste?

Est-ce que tous les socialistes ne sont pas d'accord pour réclamer et pour vouloir la régénération morale et la transformation radicale de l'humanité civilisée?

Est-ce que, dans la lutte engagée contre le droit légal absolument abusif de la propriété individuelle héréditaire, tous les socialistes ne sont pas d'accord pour mettre un terme à sa barbarie féroce de ce droit antique et pour réduire l'extension criminelle des héritages démesurés?

Est-ce que, dans les assemblées élues de toutes les nations, les mandataires du parti socialiste ne donnent pas déjà l'exemple de l'unité de vues pour développer l'intervention tutélaire de l'Etat centralisé, en souhaitant la formation d'unités sociales moins grandes où les capacités de chaque individualités soient mises en lumière sans distinction de sexe, et où les besoins de tous puissent être scientifiquement connus et prévus ?

Est-ce que tous les socialistes aux prises avec les difficultés et les responsabilités administratives ne sont pas d'accord pour vouloir organiser tout de suite en services publics les monopoles de fait que le jeu aveugle des phénomènes économiques de la société capitaliste amène naturellement au profit de quelques ploutocrates ?

Est-ce que dans les batailles qui devront être livrées pour vaincre la résistance de la classe possédante, tous les groupes socialistes dignes de se prévaloir du socialisme n'arborent pas également le clair symbole de l'entente internationale des prolétaires de tous pays : le drapeau rouge ?

L'uniformité du symbole est le gage de l'unité d'action.

Il est incontestable que tous les socialistes éclairés poursuivent, en somme, le même but. Ils ont uni dès à présent leurs efforts pour faire la conquête des pouvoirs publics et pour réaliser sans retard tous les progrès sociaux immédiatement réalisables. C'est l'essentiel. Le reste compte peu.

Que les écrivains spirituels de la décadence et de la corruption bourgeoise s'amuse à railler la diversité des conceptions et des doctrines socialistes. Cette diversité est bienfaisante ; elle contraint les écoles en rivalité pour le bien à s'inspirer des méthodes expérimentales, et à ne chercher que la vérité relative qui nous montrera la voie sûre vers la justice positive et le solidarisme idéal.

Justin ALAYAILL.

---

## LA DESCENTE DE CROIX

---

La mère est à genoux, muette, les yeux secs, la face crispée de douleur. Elle ne peut pleurer, tant elle est triste jusqu'à la mort. Marie-Madeleine est baignée de larmes. Elle a déchiré ses vêtements dans un accès de désespoir furieux, et l'on voit à l'air ses belles épaules toutes nues qui frissonnent. Sur son genou, elle soutient la tête du bien-aimé, qu'elle contemple en sanglotant, et qu'elle caresse de ses longues tresses dénouées. Saint Jean est debout, ne pouvant croire au trépas de l'ami, et, désolé à plein cœur, il essaye pourtant de dire quelques vagues paroles aux femmes. Mais en vain ; car il est bien mort le pauvre adoré qui git par terre, avec ses bras ballants, son corps abandonné, sa tête sanglante sous les cheveux roux, ses mains déchirées et sa plaie rouge au flanc. On l'a dévêtu pour panser sa blessure, et la blanche poitrine apparaît, meurtrie et trouée. Un bout d'étoffe bleue s'est roulé comme une écharpe autour de ses reins et voile sa nudité de cadavre. Et voici, dans le fond du tableau, le haut gibet qui a fait ce cadavre, la croix maudite où vient d'agoniser ce martyr. C'est l'échafaudage sur lequel travaillait ce beau charpentier quand le pied lui a manqué soudain, et qu'il s'est éventré à la pointe d'une poutre. Et tous ces ouvriers, au costume simple, à la figure naïve, donnent juste l'impression d'une sainte famille, et d'une descente de croix. Un souffle de vent qui passe met la dernière touche au tableau, en faisant voler au flanc du mort, le bout déchiré de sa blouse, qui palpite comme un pan de draperie bleue.

Jean RICHPIN.

## L'HOSPICE ET LA PRISON

L'aurore du beau ciel d'Espagne  
 Pâlissait devant l'œil hardi  
 De ma sémillante compagne  
 Quand les fauves de la montagne  
 Nous venaient troubler par leur cri.

O la divine enchanteresse  
 Gazouillant dès le point du jour !  
 Mais quelle indomptable tigresse  
 Ayant des griffes pour caresse  
 Si l'on rognait sa part d'amour !

CHACUN SON TOUR !... par Gravelle.



Mon cochon, il y a assez longtemps que je t'engraisse... douc, maintenant, à moi ton bid' !...

Air : Avez-vous vu dans Barcelone...

Jadis, pour la cause ouvrière,  
 Il fallait suspendre nos chants ;  
 L'affameur, qui craint la lumière,  
 Fit subir au fier prolétaire  
 D'un cachot les sombres lourments.

Disparu le plaisir extrême,  
 Emouvant jusqu'au fond du cœur,  
 Lorsque, dans un soupir suprême,  
 La belle murmure : « Ah ! je t'aime ! »  
 Se trémoussant avec fureur.

Revenu le temps de froidure,  
 Frêle oiseau de ton nid chassé :  
 Si le Vautour a sa pâture,  
 Pour toi plus rien dans la nature  
 Que la neige au linceul glacé !

Tel fut le sort de l'orphelino  
 A qui l'oisif vola son dû :  
 Lieu sans air, ignoble sentine,  
 L'Hospice où jette la Famine,  
 Quel enter du Bonheur perdu !

Longtemps y gémit la pauvrete,  
 Loïn, hélas ! du cher compagnon.  
 Succomber quand l'écho répète,  
 A travers la grille indiscrete,  
 L'appel mourant de la Prison !...

Ah ! sonne, sonne, délivrance  
 Pour le Proletariat martyr !  
 Riches voleurs, votre impudence  
 Rendra terrible la vengeance  
 De ceux qui sont las de souffrir.

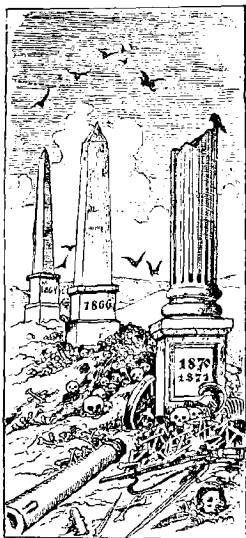
Allons, vaillants, en embuscades !  
 Combattons pour l'Humanité !  
 Opposons les .....  
 Aux criminelles fusillades  
 Du Capital ensanglanté !

Achille Le Roy.

## LA PATRIE

... En fait, qu'est-ce donc que la patrie pour n'importe quel homme ?  
 La patrie est bien moins pour cet homme l'endroit où il est né, que celui où  
 les conditions pour l'entretien, la sauvegarde, le développement de sa vie,  
 lui sont le mieux et le plus complètement assurées ; dans quel pays, dit-  
 civilisé, les 99 individus sur 100 qui n'ont que leur travail pour vivre ont-  
 ils assuré ces conditions indispensables à tous ?

On ne peut à la demande précédente que répondre : dans aucun, hélas !  
 Mais dans tous ces pays qui en fait ne garantissent rien aux travailleurs où  
 ils sont de vrais parias dépouillés de la part à laquelle ils ont droit sur les fruits  
 des richesses collectives — lesquelles richesses devraient être indivises et ina-  
 liénables par origine et destination — ils sont contraints d'être, au nom de  
 leur prétendue patrie, les défenseurs quand même de richesses qui ont été



Les Trophées de Bismarck

appropriées par quelques-uns, alors que les patriotards détenteurs de ces richesses se moquent de la patrie comme d'une guigne.

C'est contre cette patrie-là que s'élève le socialisme révolutionnaire; cette patrie-là dont le gouvernement, quelle que soit son étiquette, est surtout un syndicat de garantie des privilèges sociaux contre les masses, privilèges ne s'acquérant et ne vivant que de spoliations sur les travaux sociaux vraiment utiles.

C'est contre cette patrie-là et non contre la véritable patrie, qui sera bonne à tous ses enfants, n'attaquera personne parce qu'elle n'aura pas à soutenir des intérêts privés souvent inavouables, sera inattaquable parce que chacun des membres de sa grande famille ne reculerait devant rien pour la défendre si elle était menacée, et aussi pour poursuivre, atteindre, punir terriblement et sans merci les monstres à face humaine : Bismarck, Moltke, etc., instigateurs de cet épouvantable, lâche, autant que cruellement hypocrite assassinat en grand qui a nom : La guerre.

Edouard BOLLARD.

## LA MACÉDOINE

On a beaucoup parlé de la Macédoine en l'année 1895 à cause du mouvement insurrectionnel qui s'y est produit.

Nous croyons utile de donner une description rapide et quelques courtes indications sur cette merveilleuse contrée qui est très peu connue et qui attirera chez elle, par la beauté exceptionnelle qui est très peu connue et qui de son sol, tant de peuples différents.

La Macédoine actuelle est une des provinces européennes de l'Empire Turc. Elle est bornée au sud par l'Épire, la Thessalie et la Méditerranée; à l'est, par la Thrace et la Méditerranée; au nord, par le Mont Haemus, la Bulgarie et la Serbie, et à l'ouest par l'Albanie.

La Macédoine, par sa situation exceptionnelle et la beauté de sa nature, est appelée, nous en sommes certains, à devenir le jardin de l'Europe orientale, comme la Suisse et le Tyrol le sont pour l'Europe occidentale.

Quoique dans des proportions moindres, la Macédoine rappelle beaucoup la Suisse par ses montagnes, ses lacs et ses vallées. Elle n'a ni le Mont Blanc ni la Jungfrau, mais sur son sol s'élève le Mont Olympe, résidence des Dieux (1). Et certes les Dieux ne pouvaient choisir meilleure demeure. Le ciel y est plus pur et plus suave que partout ailleurs, et l'air embaumé

(1) L'Olympe : Environné des plus douces couleurs, il s'élève majestueusement ses croupes arrondies au milieu d'un effet suave de lumière, en laissant apercevoir à travers ses

et vivifiant de ses délicieuses côtes et vallées fleuries se mêle à la brise caressante et bienfaisante de la Méditerranée.

C'est que la Macédoine, tout en étant belle par ses sites variés et pittoresques comme la Suisse, a de plus que celle-ci : la Mer. Et quelle mer ? Ce merveilleux coin de l'Archipel grec qui n'a pas son pareil au monde. Les montagnes de la Macédoine, côté sud, sont couvertes de peupliers, de platanes, de frênes, de pins et de sapins d'une beauté surprenante. Les rochers sont parfois tapissés d'une espèce de lierre *sui generis*, et les arbres ornés de plantes qui serpentent autour de leur tronc, s'entrelacent dans leurs branches et tombent en festons et en guirlandes. Enfin, tout présente en ce beau pays la décoration la plus riante. De tous côtés, l'œil semble respirer la fraîcheur et le corps recevoir un nouveau ressort de vie !

Nature belle et féérique, lieux divins et enchanteurs ! C'est encore là, dans la province de la Pierie, sur le versant du mont Olympe, que les muses avaient choisi leur demeure favorite, en dehors du Parnasse et de l'Helicon, et c'est bien dans les villes de la Macédoine qu'elles étaient le plus fêtées et honorées.

N'est-ce pas aussi dans cette contrée que résidait le fils de la Muse Calliope, l'artiste incomparable, le charmeur divin : Orphée, qui par les accents merveilleux de ses chants, par les sons et accords harmonieux de sa lyre, domptait, disent les poètes, les bêtes féroces et les ouragans et attirait sur ses pas les bois et les rochers !

La Macédoine est donc merveilleusement dotée par la nature. La variété de ses paysages est plus grande et plus gracieuse qu'en Suisse. Le climat y est plus chaud et l'atmosphère plus embaumée.

Partout jaillissent des sources formant des ruisseaux, des rivières et des fleuves, qui sillonnent partout le pays. Tout cela joint aux lacs entourés de forêts, de vignes, de lauriers et de bosquets naturels charmants, forme la plus extraordinairement belle des contrées.

Il y a des lacs qui se trouvent sur les plateaux des montagnes, à une altitude de 1,500 à 2,000 mètres au-dessus du niveau de la mer (1), lacs dont les eaux cristallines s'engouffrent dans des trous béants, dont on ne connaît pas encore les aboutissants.

Cette description se rapporte aux provinces de la Macédoine qui confinent au Mont Olympe et à la Thessalie.

Qu'on nous permette maintenant de citer Ernest Renan pour la partie la moins belle cependant de la Macédoine, la partie de l'Est, celle qui confine à la Thrace et au Mont Haemus. Voici ce qu'il dit de Philippi ville près d'Amphipolis : « Tout indique des habitudes honnêtes, sérieuses et douces. On se sent dans un milieu analogue à celui où naquit la poésie agronomique et sentimentale de Virgile. La plaine toujours verdoyante, offre des cultures variées de légumes et de fleurs ! D'admirables sources jaillissant du pays de la montagne de marbre doré qui couronne la ville, répandent la richesse, l'ombrage et la fraîcheur. Des massifs de peupliers, de saules, de figuiers, de cerisiers, de vignes sauvages, exhalent l'odeur la plus suave, dissimulent les ruisseaux qui coulent de toutes parts. Ailleurs, des prairies

coupoles, au lieu des glaciers éternels du Mont Blanc, des traces de verdure qui appellent les pasteurs dans ses retraites délicieuses que l'été embellit des fleurs alpines. (Pouqueville. *Voyage de la Grèce*).

(1) Au Mont Paristert, par exemple.

inondées ou couvertes de grands roseaux, montrent des troupeaux de buffles à l'œil blanc mat, aux cornes énormes, la tête seule hors de l'eau, tandis que des abeilles et des essaims de papillons noirs et bleus, tourbillonnent sur les fleurs.

Le Pangée, avec ses sommets majestueux, couverts de neige jusqu'au mois de juin, s'avance comme pour rejoindre la ville à travers les marais. De belles lignes de montagnes terminent l'horizon de tous les autres côtés, ne laissant qu'une ouverture par laquelle le ciel fuit et laisse pressentir dans un lointain clair, le bassin de Strymon. . . . Et sur Aulon d'Arétuse, du côté de la péninsule Chalcidique : « Déchirure profonde, sorte de Bosphore taillé à pic, qui sert d'émissaire aux eaux des lacs intérieurs vers la mer, à côté du tombeau d'Euripide. La beauté des arbres, la fraîcheur de l'air, la rapidité des eaux, la vigueur des fougères et des arbustes de toute sorte, rappellent un site de la Grande Chartreuse ou du Grésivaudan. »

Et puisque nous citons Renan, voyons un peu ce qu'il dit sur les races et les hommes du merveilleux pays qui nous occupe :

« Peu de pays au monde étaient plus purs en fait de race, que ces contrées entre l'Illeus et la Méditerranée. Des rameaux divers, il est vrai, mais tous très authentiques de la famille Indo-Européenne, s'y étaient superposés. Si l'on excepte quelques influences phéniciennes, venant de Thasos et de Samothrace, presque rien d'étranger n'avait pénétré dans l'intérieur. La Thrace, en grande partie celtique, était restée fidèle à la vie aryenne. Quant à la Macédoine, c'était peut-être la région la plus honnête, la plus sérieuse, la plus saine du monde antique.

Ses habitants rappellent les barons germain, braves, rudes, fiers et fidèles. S'ils ne réalisent qu'un moment ce que les Romains surent fonder d'une manière durable, ils eurent du moins l'honneur de survivre à leurs tentatives. Le petit royaume de Macédoine, sans factions ni séditions, avec sa bonne administration intérieure, fut la plus solide nationalité que les Romains eurent à combattre en Orient.

Sous les Romains, la Macédoine resta un sol digne et pur. Elle fournit à Brutus deux excellentes légions. On ne vit pas les Macédoniens comme les Syriens, les Egyptiens, les Asiates, accourir à Rome pour s'enrichir du fruit de leurs mauvaises pratiques. Malgré les terribles substitutions de races qui suivirent, on peut dire que la Macédoine a encore conservé le même caractère. C'est un pays placé dans les conditions normales de la vie européenne, boisé, fertile, arrosé par de grands cours d'eau, ayant des sources intérieures de richesses.

La Macédoine ressemblera un jour à la Suisse et au sud de l'Allemagne. Les villages sont des touffes d'arbres gigantesques. Elle a tout ce qu'il faut pour devenir un pays de grande culture et de grande industrie. Ces plaines vastes, de riches montagnes, des prairies vertes, de larges aspects. Triste et grave, le paysan Macédonien n'a rien de la vantardise et de la légèreté du paysan hellène. Les femmes, belles et chastes, travaillent aux champs comme les hommes. On dirait un peuple de paysans protestants ; c'est une bonne et forte race, laborieuse, sédentaire, aimant son pays, pleine d'avenir. »

Voilà quelle incomparable contrée est laissée entre les mains des Turcs et quel fier peuple est forcé par la diplomatie de gémir sous leur joug !

Est-ce que la Macédoine, cette patrie des deux plus hautes personnalités

du monde antique : Aristote et Alexandre le Grand (1) ne devrait pas — elle qui a conquis le monde — reconquérir son indépendance et son autonomie ?

Si une administration macédonienne elle-même s'occupait de ce pays pendant dix ans seulement elle offrirait au Monde le Paradis Terrestre !

Pour les touristes ce sera une révélation des plus surprenantes et des plus agréables et pour les surmenés de la vie un lieu de repos et de reconfort.

La Macédoine doit avoir environ deux millions cinq cent mille habitants — car on ne sait pas au juste, les Turcs n'ayant jamais eu la curiosité de faire un recensement — parlant le grec, le bulgare, le serbe, l'albanais, le roumain, etc. Comme on le voit, ce pays est composé de nationalités différentes. On ne sait pas au juste si c'est l'élément grec ou l'élément bulgare qui domine par le nombre — car les Serbes et les Roumains viennent après — ; en tout cas aucun ne surpasse en nombre à lui tout seul, les trois autres unis.

La péninsule Chalcidique, le côté de la Thessalie ainsi que tout le littoral méditerranéen est habité par des Grecs ; la capitale actuelle Salonique est une ville grecque, ainsi, d'ailleurs, qu'un grand nombre des grandes villes de l'intérieur du pays. Telles sont Allassona, Cozani, Siatista, Verria, Kessaria, Kastoria, Kaliari, Néaousta, Serrès, Melenik, etc., etc. Dans le Nord, les éléments Bulgares et Serbes dominent. Les bourgs roumains sont perchés sur les hauts plateaux des montagnes et dominent les gorges et les défilés. Mais l'élément roumain est le plus faible en nombre.

Il y a ceci à remarquer qui est très important au point de vue de la solution de la question Macédonienne, que tous ces éléments différents sont entremêlés dans tout le pays et on ne peut pas dire que telle province toute entière soit habitée par un seul de ces éléments. Les nationalités sont enchevêtrées les unes dans les autres dans toutes les provinces, d'où impossibilité de partage des provinces macédoniennes et oppression fatale pour les autres éléments si l'un des petits états qui se les disputent, Grèce, Bulgarie ou Serbie s'emparaient de tout le pays à l'exclusion des autres.

Ce renseignement nous mène à dire que les petits états Grec, Bulgare et Serbe se disputent la possession de la Macédoine, se prévalant de toutes espèces de raisons chauvines et historiques, inventées à l'appui de leurs intérêts, ne s'apercevant pas que s'il fallait se baser sur les raisons historiques, c'est plutôt la Macédoine qui serait en droit de posséder toutes les contrées qui veulent son absorption, car c'est elle seule qui les a autrefois conquis et possédés.

Mais ces arguments, quels qu'ils soient, sont surannés et absurdes pour l'état actuel de nos idées. Ce qu'il faut chercher dans cette question, c'est le moyen de donner satisfaction aux braves populations macédoniennes de toutes les nationalités. Or cette solution ne se trouve équitable ni dans le partage de la Macédoine, ce qui serait en outre dommage pour une telle

(1)

Δύο μέχρι τοῦ Πλουτάρχου διεφύλαξεν ὁ χρόνος,  
 Δύο ἔθρας μαρμαρίνας εἰς τὰς δόχους τοῦ Στρωμῆνος.  
 Επεκίθησαν εἰς ταύτας, λαθευτάς ἐκ τῆς Πεντέλης,  
 Οἱ Ἀλεξάνδρος ἀκούων, λέγων ὁ Ἀριστοτέλης...  
 Ποιοὶ ἄνδρες!.. Οἱ εἰς ταύτων ἔδρασαν τὸ τελευταῖον  
 Οἶον τῆς διαφρίας,  
 Καὶ ὁ ἕτερος τὰ φῶτα καὶ τοὺς νόμους τιν ἄρχαιων  
 Ἐφῆρεν εἰς τὰς ἐσχάτας χώρας τῆς χρυσοῦς Ἀσίας.  
 Alexandre Soutsos.

contrée, ni dans sa possession par l'un des Etats de ceux qui la convoitent, ce qui serait injuste, mais dans son indépendance complète et son autonomie absolue, avec un gouvernement fédératif de ses provinces et décentralisation et autonomie communale la plus absolue, afin que les communes puissent agir à leur guise par rapport à l'enseignement et à la langue qu'on voudrait employer dans les écoles.

En un mot qu'on fasse une Suisse orientale en tout pareille à celle de l'Occident, à laquelle la Macédoine ressemble par tant de côtés.

Le dernier mouvement insurrectionnel a été organisé en Bulgarie et dans l'intérêt de celle-ci. Toutefois certains chefs de l'insurrection visaient, dans leur tentative, à l'indépendance et à l'autonomie de la Macédoine.

Les Macédoniens ne peuvent qu'être reconnaissants envers ceux qui les aideront à s'affranchir. Mais il ne faut pas que l'appui de leurs frères grecs, bulgares ou serbes leur coûte une nouvelle oppression quelconque pas plus grecque que bulgare ou serbe.

Les Bulgares après leur affranchissement du joug turc, trouvèrent mauvaise la manière d'agir de la Russie qui s'appretait à transformer la Bulgarie en province russe.

De même les Macédoniens ne veulent pas de ces caresses qui peuvent les étouffer. Ils veulent rester Macédoniens sans autre épithète, gardant pour eux leur belle Macédoine, lui donnant — après l'affranchissement du



Situation de la Turquie

le brigandage lequel naît

joug turc — des institutions conformes au progrès politique et social de notre temps et la préparant ainsi plutôt à la fraternisation générale des peuples, que de la laisser comme une pomme de discorde, de haine et de division entre peuples dont les intérêts de conservation et de progrès, appellent la concorde, l'amour et l'union.

La solution de la question macédonienne par l'indépendance, l'autonomie et le régime fédéraliste s'impose comme la plus équitable. Elle s'impose pour la paix européenne et elle s'impose aussi pour le rapprochement des peuples de la péninsule balkanique voisins de la Macédoine dont l'existence ne sera assurée que par la fondation d'une *confédération* parant aux dangers qui pourraient surgir des puissants ennemis du dehors.

L'état de la Turquie est très précaire et il faudra bien que sous peu la Macédoine ait son indépendance comme l'ont eu la Grèce, la Roumanie, la Serbie et la Bulgarie. Il n'est pas permis qu'un gouvernement aussi arriéré, aussi barbare, continue à opprimer un peuple aussi intéressant et aussi digne d'affranchissement et il n'est pas permis non plus qu'une si belle contrée ne puisse être visitée par personne, infestée qu'elle est par de l'oppression et de la tyrannie des Turcs.

P. ARGYRIADÈS.

## BIBLIOGRAPHIE

### Livres et Brochures reçus par la *Question Sociale* DANS LE COURANT DE L'ANNÉE 1895

Il sera rendu compte dans la revue la *Question Sociale* de tout livre adressé à la Rédaction, 5, rue Théophile-Gautier.

Les livres reçus seront mentionnés, en outre, à la fin de l'année, dans l'*Almanach de la Question Sociale*.

- La Vie Sociale, la Morale, le Progrès*, essai de conception expérimentale, par le Dr Pioger, chez Alcan, prix : 5 francs.
- Critique de Combat*, par Georges Renard, chez Dentu, éditeur, prix : 3 fr. 50.
- Traité expérimental de Magnétisme*, par H. Durville, à la Librairie du Magnétisme, 23, rue Saint-Merri, Paris, prix : 3 fr.
- Merrie England*, par Robert Blatchford (Nunquam), à la Rédaction du « *Clarion* », à Manchester (Angleterre).
- L'Histoire Sociale au Palais de Justice*, par Emile de Saint-Auban.
- La Question Sociale et l'Opinion du pays*, par Gaston Rouvier.
- Lettres Proletariennes, Antisémitisme et Révolution*, par Bernard Lazare.
- Historique de l'Ecole Socialiste*, fondée par Charles Fourier, suivi d'un résumé de la doctrine fouriériste, etc., par Alhaïza.
- Comment on devient Socialiste*, par Edmond Picard, de Bruxelles.
- Lettres sur le Socialisme*, par Ferdinand Tarroux, chez Fischbacher, éditeur.
- Pourquoi nous sommes Internationalistes*, brochure publiée par le groupe des étudiants socialistes révolutionnaires de Paris
- Pour et contre le Collectivisme*, par Henri Prissac.
- Les Gavés et les meurtres de faim*, brochure, par Alice Bron.
- La Saint-Valentin*, par René Mélinette.
- La première Bataille du suffrage universel*, par V. Leroy.
- La famille Sauche selon le Play*, brochure, par A. Mascarel.
- Athéisme, Déisme, Gâtisme*, brochure, par Is de Neef.
- L'Evolution naturelle et l'Evolution sociale*, par A. Marpaux, 1 brochure de 128 pages, prix 0 fr. 50.
- El Lobumano*, par Ubaldo Romero Quinones.
- Anarchistas litterarios*, par J. Martinez Ruiz.
- L'Operaio nel progresso Umano*, par Ciuri Cesare.
- Ἡρωϊκόσ; καὶ ὑπόδοξ; Σόμβροσ;, par Th. Karabetzos.
- Φῶσ; ἐκ τῶν ἔνδον *Lumière des choses intérieures*, par Platon Dracoulis.
- L'Egalité Sociale* ou les Jésuites et les Francs-Maçons dans le gouvernement des Peuples, par Emile Peter, un volume in-12, prix : 5 fr.
- De l'assurance par l'Etat*, par Alfred de Courcy, chez L. Warnier et Cie, éditeurs.
- Quelles sont les limites de l'intervention de l'Etat en matière d'assurances*, par Alfred Thomereau, chez L. Warnier et Cie, éditeurs.
- Prière*, un volume de poésies, par Jules Bois.
- Le Devoir d'Aïnesse*, par Paul Desjardins.
- L'Amour d'un poète*, volume, et *une Femme ivre*, brochure, par Emile Saint-Hilaire.
- Ames souffrantes*, par Ossip Lourié.
- L'Homme et sa destinée*, par Th. Funck-Brentano, chez E. Plon, Nourrit et Cie, éditeurs, 10, rue Garancière.
- La Cité moderne*, métaphysique de la Sociologie, par Jean Izoulet, chez F. Alcan, éditeur, prix : 10 fr.
- L'Aristocratie intellectuelle*, par Henry Bérenger, chez Armand Colin et Cie, éditeurs.

*La Question ouvrière en Angleterre*, par M. Paul de Rousiers, chez Firmin-Didot et Cie, éditeurs.

*Le Parti socialiste et la Question agricole*, lettres de Jean Guettré, aux bureaux du Socialiste ardennais, rue de Gonzague à Charleville.

*Législation directe et parlementarisme*, par Maurice Charnay, à la Bibliothèque socialiste, 51, rue Saint-Sauveur, prix : 0 fr. 20.

*Œuvres de Michel Bakounine*, chez Tresse et Stock, éditeurs.

*La Psychologie de l'anarchiste-socialiste*, par A. Hamon.

*Satires politiques et littéraires*, par E. François, à la Bibliothèque socialiste, 51, rue Saint-Sauveur, Prix : 2 fr.

*La Guerre*, par Charles Létourneau, chez Battaille et Cie, éditeurs, 23, place de l'École de médecine, Paris.

*Livre du Paz* (le Livre de la Paix), par Majalhaes Lima.

*Un mot sur le socialisme intégral de Ch. Fourier à propos du droit à l'existence et du droit à la retraite*, par P.-E. Laviron.

*La Religion et la Loi scolaire sociale*, par Jules des Essarts.

*L'Évolution économique et le socialisme*, par Calixte Camelle.

*Le socialiste picard Norbert Truquin*, par Victor Advielle.

*Le Livre de Jamblique sur les Mystères et les Lettres rustiques de Cl. Aelianus Prenestin*, deux volumes traduits du grec, par M. Pierre Quillard.

*La Vie héroïque des aventuriers, des poètes, des rois, des artisans et la Résurrection des Dieux*, par Saint-Georges de Bouhelier.

*Conférence sur l'Égypte*, brochure, par Mustapha Kamel.

*Assainissement et Fédéralisme*, par Maurice Barrès.

*La Société future*, par Jean Grave.

*La Révolution en Arménie*, brochure publiée par le parti révolutionnaire arménien.

*Le Transformisme social*, par Guillaume de Greef.

*Le Progrès*, par P. Lavroff.

*La Soir du Juste*, par Ed. Thiaudière.

*La Logique sociale*, par G. Tarde.

*Ernest Picchio et son œuvre*, par E. Museux.

*Les Syndicats aux États-Unis*, par J. Finance.

*Philosophie et pratique du collectivisme intégral*, par E. Boulard.

*Œuvre : de René Ghil ; Dire du mieux : L'Ordre altruiste.*

*Le Contrat du travail*, par Emile Stocquard.

*Le Satanisme et la magie*, par Jules Bois.

*Principes du Socialisme*, par Anatole Baju.

*La Folie de la Misère*, par Henri Ner.

*Cause Célèbre. La Femme Souhain*, par Lucien Perrin, avec la participation de P. Argyriadès et une préface de Paul Mink.

*Le Paradis Terrestre*, brochure, par Rienzi.

**ACHETEZ**  
**L'ALMANACH SOCIALISTE**  
 illustré  
**POUR 1896**

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE MAURICE CHARNAY  
 Prix : 0 fr. 30. — Franco : 0 fr. 40

L'ALMANACH SOCIALISTE illustré paraît cette année avec une très belle couverture de Steinlen, quarante portraits ou dessins de Steinlen, Vallotton, Léandre, Moloch, etc., des chansons inédites, et contient un exposé très complet des événements socialistes.

—o—  
 Adresser les demandes à M. CHARNAY (PETITE RÉPUBLIQUE, 42, rue Montmartre, ou BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE, 51, rue Saint-Sauveur).

## LISTE GÉNÉRALE

DES

## JOURNAUX SOCIALISTES DU MONDE ENTIER

Afin que notre liste des journaux soit toujours bien complète et à jour, nous prions nos confrères de vouloir bien faire le service de leur journal à la rédaction de la *Question Sociale*, 5, rue Théophile-Gautier, Paris. Ils recevront la *Question Sociale* en échange.

## FRANCE

- La Question Sociale*, 5, boul. Saint-Michel, Paris, mensuelle socialiste-communiste. Dir., P. Argyriadès, secrétaire de la rédaction: Paulo Mink. Abonnement annuel, 2 fr. en France et 2 fr. 50 à l'étranger.
- Revue Socialiste*, 40, rue Chabanais, Paris, mensuelle, socialiste-collectiviste (6<sup>e</sup> année). Dir., Georges Renard. Abonn. 18 fr. pour la France et 20 fr. pour l'étranger.
- Le Parti Ouvrier*, 51, rue Saint-Sauveur, Paris, socialiste. Dir., J. Allemane. Abonn. 12 fr.
- La Petite République*, 142, rue Montmartre.
- L'Intransigeant*, 142, rue Montmartre.
- Le Monde Nouveau*, satirique illustré.
- La Jeunesse Socialiste*, 20, rue du Capitole, Revue mensuelle, Toulouse.
- Les Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard, Paris.
- La Citoyenne*, 107, rue du Mont-Cenis, Paris. Journal de la revendication du suffrage des femmes. Dir., Mme Maria Marlin.
- La Sociale*, 15, rue Lavieuville, Paris.
- Le Journal des Femmes*, 107, rue du Mont-Cenis.
- La Plume*, revue mensuelle littéraire. Direct., Deschamps, 31, rue Bonaparte.
- La Revue Blanche*, 1, rue Laffitte.
- Le Peuple*, rue de Condé, 40, à Lyon.

- La Voix des Travailleurs*, 24, rue du Jardin-National, à Albi, socialiste, hebdom. Abonn. 3 fr. 50.
- La Voix du Peuple du Var*, à Toulon, socialiste hebdomadaire.
- Le Revue de la Bastide*, 46, cours la Rouzie, Bordeaux.
- L'Idée Ouvrière*, Roubaix, révolutionnaire.
- L'Emancipation*, rue Duguesclin, à Nîmes.
- Le Tocsin Populaire*, à Commeny (Allier).
- Le Travailleur Algérien*, à Alger.
- Le Radical Algérien*, à Alger.
- La Revue Algérienne*, à Alger.
- Le Tocsin*, rue de la Kasbah, Alger.
- La République Sociale*, 8, place Voltaire, Narbonne, collectiviste.
- Le Devoir*, à Guise (Aisne), revue des questions sociales.
- Le Socialiste Troyen*, place de l'Hôtel-de-Ville, à Troyes.
- Le Breton Socialiste*, à Brest.
- L'Ouvrier Corse*, 9, rue Fesch, Ajaccio, hebdom.
- Le Socialiste Ardennais*, rue de Gonzague, à Charleville (Ardennes).
- Bulletin officiel de la Bourse du Travail*, Paris.
- L'Indépendant*, 15, place de la Liberté, à Moulins.
- L'Emancipation des Deux-Charentes*, 41, rue de la Loire, Angoulême.
- Le Progrès*, route Nationale, à Souillac (Lot), hebdom.
- La Bataille Socialiste*, 7, place de la Bourse, Marseille.
- Le Peuple*, 2, rue Bergère, Marseille.
- Le Progrès Social*, de la région du nord à Arras (Pas-de-Calais).

*La Montagne*, 15, avenue de Bel-  
fort, à Saint-Claude (Jura).  
*La Ligue du Peuple*, place Neuve,  
Saint-Pierre, à Mâcon (Saône-et-  
Loire).  
*La République Sociale*, 2, avenue  
Malausséna, Nice.  
*Le Travailleur*, 21, pl. Saint-Croix,  
à Cholet (Maine-et-Loire), heb.  
*La Vraie République*, 31, rue Au-  
tran, Châtelleraul (Vienne).  
*Le Travailleur*, à Epinal (Vosges),  
hebdom.  
*La Fraternité*, rue Saint-Amand, à  
Auch.  
*Le Réveil du Nord*, 15, rue Gambet-  
ta, à Lille.  
*La Dépêche*, à Toulouse.  
*L'Avant-Garde*, à Toulouse, 20, rue  
de la Colombe.  
*LEgalité*, à Roubaix.  
*L'Eclairer de la Vienne*, 8, rue Col-  
bert, à Châtelleraul.  
*L'Eclairer de l'Ouest*, à Nantes.  
*Le Recueil du Peuple*, 15, rue Bos-  
suet, Dijon.  
*L'Avant-Garde Socialiste*, maison du  
Peuple, 10 bis, place de l'Hôtel-  
de-Ville, à Troyes.  
*Le Petit Troyen*, 126, rue Thiers, à  
Troyes.  
*La Tribune Républicaine*, 50, rue du  
Doyenné, à Nevers.  
*Le Progrès*, 20, rue du Chilou, Le  
Hâvre.

**Journaux ouvriers corporatifs  
de Paris.**

*Le Réveil des Travailleurs de la voie  
ferrée*, 9, cité Riverin.  
*Le Progrès des Cuisiniers*, rue J.-J.  
Rousseau.  
*Le Retour*, 17, rue des Grands-Au-  
gustins.  
*La France Théâtrale*, 12, rue Grange-  
Bataillère.  
*L'Union des Mécaniciens*, 11, rue  
Neuve-Popincourt.  
*La Robinetterie*, 21, rue Cassendi.  
*L'Echo des Omnibus*, 27, rue Louis  
Braille.  
*Les Coopérateurs Français*, 5, rue  
Stanistas.  
*Le Denis-Papin*, 8, boulevard des  
Filles-du-Calvaire.  
*La Fédération Lithographique*, bou-  
levard Voltaire, 178.

*L'Ouvrier Chapelier*, 14, rue du Plâtre.  
*L'Echo des Chemins de Fer*, 18, bou-  
levard Magenta.  
*Le Marinier*, 4, faubg. Poissonnière.  
*Bulletin officiel de la Fédération na-  
tionale des Ouvriers métallurgis-  
tes de France*, 5, cité d'Angoulême.  
*Le Moniteur des Syndicats*, 18, rue  
Cadet.  
*L'Horlogerie - Bijouterie*, 52, rue  
Réaumur.  
*Le Réveil des Mouleurs*, 14, rue des  
Amandiers.  
*Le Journal du Gaz*, 24, rue Pétrellu.  
*Le Réveil du Tailleur*, 16, rue Saint-  
Joseph.  
*La Revue des Associations profession-  
nelles*, 4, rue du Bouloi.  
*Association Ouvrière*, 60, rue de  
Bondy.  
*La Typographie Française*, 15, rue  
de Savoie.  
*Le Lavoir Parisien*, 24, r. Bachellet.

**Journaux ouvriers corporatifs  
de Province.**

*La Tribune Ouvrière*, rue Fortier, 3,  
Marseille.  
*Le Bulletin officiel des ouvriers "du  
Bâtiment"*, 26, place d'Aquilaine, à  
Bordeaux.  
*Le Réveil des Verriers*, 59, avenue  
des Saulées, Oullins (Rhône).  
*Fédération Aixoise*, 34, cours Sexti-  
us, Aix (Bouches-du-Rhône).  
*L'Emancipateur*, 19, rue Lafayette,  
Rochefort-sur-Mer (Deux-Cha-  
rentes).  
*Le Petit Comtois*, 20, rue Gambetta,  
Besançon (Doubs).  
*Bulletin officiel de la Bourse du Tra-  
vail de Lyon*, cours Maran.  
*Le Progrès*, 40, rue Denis-Papin,  
Blois (Loir-et-Cher).  
*Le Courrier de Flers*, rue de la Gare,  
Flers (Orne).  
*Le Réveil Ouvrier*, 35, rue des Fours-  
à-Chaux, Calais.  
*Le Réveil Social*, 2, rue des Mar-  
chands, Perpignan (Pyrénées-  
Orientales).  
*Bulletin Mensuel de la Fédération  
nationale des Syndicats et Groupes  
corporatifs ouvriers de France*, 16,  
rue Sullivan, Bordeaux.  
*L'Ouvrier Syndiqué*, Bourse du Tra-  
vail, Marseille.

*La Voix de l'Ouvrier*, Bourse du Travail, Nîmes.  
*Bulletin officiel de la Bourse du Travail*, place Saint-Servin, rue des Treize-Vents, Toulouse.  
*Le Mégissier*, Bourse de travail, à Grenoble.

ALLEMAGNE

Altenbourg : *Der Wachler*, Bruder-gasse, 2 — hebdom.  
 Bant : *Die Nord-Wacht*, Adolfstrasse, 1 — hebdom.  
 Norddeutsches Volksblatt, Adolfs-trasse, 1 — 3 fois par semaine.  
 Berlin : *Vorwärts*, Beuthstrasse, 2, S. W. — quotid.  
*Volksblatt für Teltow*, etc., Elisa-beth-Ufer, 55 — 3 fois par se-maine.  
*Sociale Praxis*, Verlagsbuchhan-dlung, S. W., 48.  
*Der Sozialist*, Glogauerstrasse, 29.  
 Bielefeld : *Volksrecht*, Obernhor-wal, 23 — quotid.  
 Brandenburg : *Volksblatt für Ost-und Westhavelland*, St Annens-trasse, 33 — quotid.  
 Brême : *Bremer Bürger-Zeitung*, Martinistrasse, 44 — quotid.  
 Breslau : *Schlesische Volkswacht*, Weissgerbergasse, 64 — quotid.  
*Schl. sische Nachrichten*, Weissger-bergasse, 64 — hebdom.  
 Brunswick : *Braunschweigischer Volksfreund*, Kannegiesserstrasse, quotid.  
*Der Landbot*, Kannegiesserstrasse, 43 — hebdom.  
 Burgstall : *Die Volkstimme*, Angus-tusstrasse — 3 fois par semaine.  
 Cassel : *Volksblatt für Hessen*, Schae-fergasse, 26 — 3 fois par semaine.  
 Chemnitz : *Der Beobachter*, Garden-strasse, 16 — quotid.  
 Cœthen : *Volksblatt für Anhalt*, Magdebourg, Schmiedehofstrasse, 5/6 — quotid.  
 Cologne : *Kœlner Arbeiter-Zeitung*, Thieboldsgasse, 66 — bi hebdom.  
 Crefeld : *Niederrheinische Volks-tribüne*, Grabenstrasse, 58 — bi-heb,  
 Darmstadt : *Hessische Volkstimme*, Schirmgasse, 16 — quotid.  
 Dortmund : *Westfälische Freie Presse*, Lindenstrasse, 25 — quotid.

Dresde : *Sächsische Arbeiterzeitung*, Gerbergasse, 1 — quotid.  
*Mitteldeutsche Arbeiterzeitung*, Ger-bergasse, 1 — hebdom.  
*Oberlausitzer Arbeiterzeitung*, Ger-bergasse, 1 — hebdom.  
 Berlin : H. W. : *Lichtstrahlen*, York-strasse, 43 — bi-mens.  
 Düsseldorf : *Düsseldorfer Arbeiter-Zeitung*, Neustrasse, 49 — 3 fois par semaine.  
 Elbertfeld : *Freie Presse*, Kleine Klotzbahn, 10 — quotid.  
 Erfurt : *Thüringer Tribüne*, Gar-tenstrasse, 7 — 3 fois par semaine.  
 Francfort-s/M. : *Frankfurter Volks-stimme*, Katharinenhof, 12 — quo-tidien.  
 Francfort-s/O. : *Moerlische Volks-stimme*, Junkerstrasse, 13 — 3 fois par semaine.  
 Fürth : *Fürther Bürger-Zeitung* — quotid.  
 Geestemünde : *Norddeutsche Volks-stimme*, Schulzstrasse, 16 — 3 fois par semaine.  
 Gelsenkirchen : *Bergarbeiter-Zei-tung*, Friedrichstrasse, 47 — heb-d.  
 Gera : *Reussische Tribüne*, Kurc-strasse, 16, — 2 fois par semaine.  
 Gotha : *Gothaisches Volksblatt*, Kins-leberstrasse, 11 — 3 fois par se-maine,  
 Halberstadt : *Sonntagszeitung*, Gru-denberg, 3 — hebdom.  
 Halle-a/S. : *Volksblatt für Halle*, Baelbergasse — quotid.  
 Hambourg : *Hamburger Echo*, Grosse Theaterstrasse, 44 — quotid.  
*Die Neue Welt*, Grosse Theaterstrasse, 44 — hebdom. et illustré.  
 Hanau : *Hanauer Volkszeitung*, Lang-strasse, 40 — quotid.  
 Hanovre : *Volkswille*, Marktstrasse, 45 — quotid.  
 Iserlohn : *Maerlische Arbeiter-Zei-tung*, Grabenstrasse, 56 — 3 fois par semaine.  
 Langenbielau : *Der Proletarier aus dem Eulengebirge* — 2 fois par semaine.  
 Leipzig : *Der Wachler*, Dœriens-trasse, 9 — quotid.  
 Magdebourg : *Volkstimme*, Schmiedehofstrasse, 5 et 16 — quotid.  
 Mannheim : *Volkstimme*, T. 3 D. 4 — quotid.

Mayence : *Mainzer Volkszeitung*,  
Deutschauegasschen, 1 — quotid.  
Mulhouse : *Elsass-Lothringische  
Volkszeitung*, Schulgasse — 3 fois  
par semaine.  
Munich : *Münchener Post*, Senefelder-  
strasse, 4, 1 — quotid.  
*Arbeiter-Zeitung*, Senefelderstrasse,  
4, 1 — hebdom.  
*Süddeutscher Postillon*, Senefelder-  
strasse, 4, 1 — mens., humorist.  
Nordhausen : *Nordhaeuser Volksblatt*,  
Altendorfstrasse, 16 — bi-hebd.  
Nuremberg : *Fraenkische Tagespost*,  
Weizenstrasse, 12 — quotid.  
*Arbeiter-Chronik*, Weizenstrasse, 12  
— hebdom.  
*Bayrisches Wochenblatt*, Weizen-  
strasse, 12 — hebdom.  
Offenbach : *Offenbacher Abendblatt*,  
Frankfurterstrasse, 36 — quotid.  
Offenbourg-i/B : *Volksfreund*, Metz-  
gerstrasse, 268 — 3 fois par se-  
maine.  
Plauen-i/V. : *Voigtlaendisches Volks-  
blatt*, Fürstenstrasse, 32 — 3 fois  
par semaine.  
Kiel : *Schleswig-Holsteinische Volks-  
Zeitung* — quotid.  
Riesa : *Der Volksfreund*, Albert-  
platz, 6 — 3 fois par semaine.  
Rudolstadt : *Thüringer Volksblatt*,  
Untere Marktstr, 35 — bi-hebd.  
Saalfeld : *Saalfelder Volksblatt*, Ros-  
marinstrasse, 15 — 3 fois par se-  
maine.  
Solingen : *Bergische Arbeiterstimme*,  
Kaiserstrasse, 29 — 3 fois par se-  
maine.  
Sonnenberg : *Thüringer Volksfreund*,  
Kuhlerhof — bi-hebdom.  
Stettin : *Stettiner Volksbote* — 3  
fois par semaine.  
Stralsund : *Stralsunder Volksstimme*  
— 3 fois par semaine.  
Stuttgart : *Schwabische Tagwacht*,  
Furthbachstrasse, 12 — quotid.  
*Der wahre Jacob*, Furthbachstrasse,  
12 — bi-mens., humorist.  
*Die Neue Zeit*, Furthbachstrasse, 12  
— hebdom., revue scientifique.  
Yilkau : *Allgemeiner Anzeiger*, Kirch-  
bergerstrasse, 139 — 3 fois par  
semaine.  
Zietz : *Der Volksbote*, Neumarkt, 38  
— 3 fois par semaine.  
*Glückauf*, Neumarkt, 38 — hebdom.

Hambourg : *Holzarbeiter-Zeitung*,  
— hebdom.  
Leipzig : *Der Gewerkschafter* —  
hebdom.  
otha : *Schuhmacherfachblatt* —  
hebdom.  
Burgstaedt : *Der Textilarbeiter*.

#### ITALIE

*La Lotta di classe*, organe socialiste  
central du Parti des travailleurs  
italiens, à Milan. S. Pietro All'  
Orto, 16.  
*La Critica sociale*, revue bi-men-  
suelle du socialisme scientifique,  
Portici Galleria, 23, à Milano.  
*L'Eco del popolo*, via Caprara, 10,  
à Cremona, socialiste.  
*Il Grido del popolo*, à Torino, socia-  
liste.  
*L'Ordine*, à Torino, anarchiste.  
*Il Tipografo*, à Milano, ouvrier so-  
cialiste.  
*L'Italia del popolo*, à Milano, répu-  
blicain — quotid.  
*Il Secolo*, à Milano, démocratique.  
*Il Collettivist*, organe de la Fédéra-  
tion républicaine-collectiviste de  
la Romagne, à Ravenna.  
*Sempre-Avanti*, à Livorno, anar-  
chiste.  
*L'Emancipazione*, à Roma, républi-  
cain-socialiste.  
*L'Asino*, à Roma, humoristique,  
illustré, hebdomadaire.  
*Il Vespro*, à Napoli, populaire, so-  
cialiste.  
*La Propaganda*, à Napoli anarchiste.  
*L'Unione*, organe du *Facio des tra-  
vailleurs* de Catania, socialiste.  
*Il Vespro*, à Messina, socialiste.  
*Il Risatto*, à Messina, anarchiste.  
*La Giustizia Sociale*, organe des  
travailleurs siciliens, à Palermo,  
Corso V. Emanuele, 330.  
*Spartaco*, à Gallipoli, démocratique-  
socialiste.  
*La Favilla*, à Mantova, anarchiste.  
*Il Socialismo popolare*, à Vénézia,  
socialiste, illustré — mensuel.  
*Il Muratore*, à Milan, collectiviste.  
*Il fascio ferroviario*, alla sede del  
Fascio, à Rome.  
*L'Operaio*, à Reggio (Calabre).  
*Favilla*, à Mantoue.  
*La Giustizia*, à Reggio-Emilia, col-  
lectiviste.

- Il Lavorator Comasco*, à Come.  
*Il Mare*, à Trapani (Sicile).  
*L'Eco del popolo*, via del Corso, 33, à Fano.  
*Il Futuro social*, via Lombardia, 31, à Rome.  
*La Battaglia*, via Dogana, 2, à Milan.  
*La Nuova civiltà*, via dei neri, 1, mezzanino, à Firenze.  
*Era Nuova*, vico Alabardieri, 3, à Genova.  
*La Vigilia*, vico Seminario dei Nobili, 5, à Naples.  
*L'Asino*, via S. Giuseppe, 9, Angole Tritone, Duc Macelli à Rome (hebdomadaire).  
*La Linca*, via Orologio, 9, 1° piano, à Palerme (Sicile).  
*Verona del popolo*, à Verona.  
*La Primavera*, à Este.  
*Da Fiaccola*, à Correggio.  
*La Plebe*, à Pavia.  
*L'Avvenire*, à Udine.  
*Il Lavoratore Bresciano*, à Brescia.  
*La Martinella*, à Colle d'Elsa.  
*Il popolo*, à Bergamo.  
*Il Radicale*, à Ravenna.  
*Avanti!* organo de l'Unione socialista tipografica, à Milano.  
*Il Ritveglio*, à Forli.  
*Il Mozzino*, Modena.  
*Il Pensiero di S. Remo*, à San Remo.  
*La Lima*, à Oneglia.  
*Revista Socialista*, à Cosenza.  
*Il Moto*, à Imola.  
*Il Collectiviste*, à Ravenna.  
*L'Indipendente*, à Savona.

**HOLLANDE**

- Recht voor Allen*, Damrak, 100, à Amsterdam.  
*De Klok*, Wolvega en Frise.  
*Friesche Volksblad*, Leeuwarden.  
*De Seingever* Leidsche Straatweg 17 c, à Utrecht (Hollande).  
*De Sigarenmaker*, à Rotterdam.  
*Volksvriend*, à Zwolle.  
*Recht door Zee*, à Hengelo.  
*Volkstribuun*, à Maëstricht.  
*Kalk en Steenwerker*, à Amsterdam.  
*De Bakkersgesel*, à Amsterdam.  
*Diamantwerker*, à Amsterdam.  
*Ons Blad* (organe juif), à Amsterdam.  
*Nieuwe-Tyd* Nieuwendyck, 50, à Amsterdam.

- Volksonderwijzer* (organe des instituteurs socialistes), à Amsterdam.  
*De Arbeiter*, à Sappemeer.  
*De Wachter*, à Groningen.  
*De Anarchist*, à la Haye.  
*Voorwaarts*, à Arohem (Guelze).  
*Volksblad*.  
*Toekomst*, à Middelburg (Zélande).  
*De Jonge Socialiste*, à Arnheim.  
*Ons Vahbelong* (organe typographique), à Amsterdam.  
*De Timmerman* (organe des charpentiers), à la Haye.  
*De Beeldhouwer*, (organe des sculpteurs), à Amsterdam.  
*Vryheid*, à Rotterdam.  
*De Roode Duivel*

**SUISSE**

- Le Peuple*, cité 15, à Genève.  
*Arbeiterstimme*, à Zurich.  
*Basler Arbeiterfreund*, à Bâle.  
*Grütliener*, à Zurich.  
*Grütli*, 4, rue de l'Académie à Lausanne.  
*La Sentinelle*, 6, rue de la Balance à La Chaux-de-Fonds.  
*Obtschejé Délo*, 3 rue des Alpes, à Genève.  
*L'Aurore*, 15, chemin Dancel, à Genève.  
*La Tagwacht*, à Berne.  
*Stautanzeiger*, à Saint-Gall.  
*Typographia*, à Berne.  
*Gutenberg*, à Lausanne.  
*L'Ouvrier*, à Neuchâtel.  
*La Fédération*, à Genève.  
*Le Démocrate*, à Lucerne.  
*Sarganinher Arbeiterfreund*, à Zoltingue.  
*Solidarité Hortogère*, à Bienne.

**BELGIQUE**

- La Société Nouvelle*, 18, rue d'Edimbourg, à Bruxelles (revue men.).  
*Le Peuple*, 35, rue des Sables, à Bruxelles (quotidien).  
*Le Journal de Charleroi*, à Charleroi (quotidien).  
*L'Etoile Socialiste*, 24, rue du Colège, à Charleroi (hebdom.).  
*La Revanche des Verriers*, à Lode-linsart.  
*Vooruit*, à Gand, collectiviste.  
*La Justice*, rue d'Isabelle, 42, à Bruxelles (hebdom.).

*De Werker*, 146, Diedestraat, à Anvers.  
*La Raison*, 33, rue des Poissonniers, à Bruxelles.  
*La Philosophie de l'Avenir*, 90, rue Marie-Thérèse, à Bruxelles.  
*Les Coopérateurs Belges*, à Bruxelles, organe men. de la coopération.  
*Het Volksrecht*, à Gand, hebdom.  
*Het Diamantwerker*, à Anvers, professionnel, bi-mensuel.  
*L'Etudiant Socialiste*, rue Delporte, à Tirlemont, revue bi-mensuelle.  
*Le Conscriit et le Loteling*, à Bruxelles, journaux contre l'impôt du sang.  
*De Wacht*, à Anvers.  
*Le Tracailleux de Bois*, à Bruxelles.  
*Le Goulier*, à Bruxelles.  
*L'Employé*, à Bruxelles.  
*L'Echo du Peuple*, rue des Sables, à Bruxelles.  
*De Kluw Maker*, à Bruxelles.  
*De Sigarenmaker*, à Bruxelles.  
*La Fédération Typographique*, à Bruxelles.  
*L'Union Socialiste*, à Verviers.  
*Le Suffrage Universel*, à Wasmes.  
*Le Travail*, à Liège.  
*La Revendication des Droits féminins*, à Bruxelles.  
*Het Volksrecht*, à Menin (hebdom.).

#### AUTRICHE

*Arbeiter-Zeitung*, Gumpendorfer-Strasse, 60, à Vienne, VI.  
*Backer-Zeitung*, 44, Neubauguertel, à Vienne, XV.  
*Volkspreste*, VII, Kaiserstrasse, 117, à Vienne.  
*Gliihlichter*, à Vienne, VI, Gumpendorfer-Strasse, 60.  
*Volkstribune*, Wien, VI, Gumpendorfer-Strasse.  
*Freigeist*, à Reichenberg — Bohême.  
*Solidaritat*, à Gablonz — Bohême.  
*Nordboemischer Volksbote*, à Steinschönau — Bohême.  
*Der Gesellschafter*, à Aussig — Bohême.  
*Volkswacht*, à Eger — Bohême.  
*Freie Schumacher-Zeitung*, Wien VII, Westbahnstrasse, 30.  
*Vorwaerts*, Wien VII, Zieglergasse, 25.  
*Deutschen Worte*, VIII, Langegasse, 15, à Vienne.

*Melallarbeiter*, Wien IV, Heumahl-gasse, 12.  
*Bauarbeiter-Zeitung*, Wien XVI, Gaubachergasse, 15.  
*Tischler-Zeitung*, Wien V, Hundsthurmerstrasse, 4.  
*Diechler-Zeitung*, Wien VII, Schot-tenfeldstrasse, 78.  
*Volksfreund. Arbeiterstimme*, Rou-nost, à Brünn.  
*Socialny Demokrat*, à Prague, II.  
*Ilas Lydu*, Prosnitz.  
*Der Textilarbeiter*, Reichenberg, à Bohême.  
*Odborny casopis Krcjcu*, à Brünn.  
*Odborny casopis stovenich delniku*, à Prague.  
*Odborny casopis mlynarského del-nictva*, à Pilsen.  
*Odborny canopis tekstilniho del-nictva*, à Brünn.  
*Pekar, Bic*, à Prague.  
*Rakousky Rovodelnick*, Karolinen-thal, à Prague.  
*Zumberg*, à Pilsen.  
*Raspe*, à Brünn.  
*Delnické Listy*, à Vienne.  
*Odborny list Krcjciit*, à Prosnitz.  
*Posel Lidu*, à Pilsen.  
*Pravo Lidu*, à Konigratz.  
*Rounost*, à Brünn.  
*Svoboda*, à Kladno.  
*Zénske Listy*, à Brünn.

#### ANGLETERRE

*Freedom*, 61, street Augustine's Road Camdem Twich, à Londres W., anarchiste.  
*The Workers Friend*, Romford street New Road, à Londres E., anarchiste (écrit dans le patois alle-mand-juif).  
*Brotherhood*, à Londres, socialiste.  
*Commonweal*, Sidmonth News Grays dua Road W., anarchiste.  
*The Torch*, Sidmonth News Grays dua Road W., anarchiste.  
*Justice*, 37A, Clerkenwell Green, E. C., à Londres, socialiste.  
*Workman's Times*, à Manchester, socialiste.  
*The Clarion*, city Buildings, corpo-ration-street, à Manchester.  
*Labour Leader*, Glasgow Scotland, Edité par Keir Hardie M. P., socialiste.

*Labour Elector*, Aberdeen (Ecosse),  
Edité par H. Champion, socialiste.  
*Labour Prophet* (organ of Labour  
Church), H. C. Rowe, 28, exchan-  
ge Buildings St-Mary's Gate à Man-  
chester.

ETATS-UNIS

*Der Anarchist*, 719, S. 2th. Street, à  
Saint-Louis — (Ms), écrit en lan-  
gue allemande.  
*Volné Listy*, 455, E. 78th, Street, à  
New-York, langue tchèque.  
*Vorbrite*, 28, Randolph st., à Chica-  
go, socialiste.  
*Twentieth Century*, 4, Naren st., à  
New-York, individ.-anarchiste.  
*Flair Play*, Walley Falls, à Kansas,  
socialiste.  
*Liberty*, B. R. Tucker, P. O. Box,  
3366, à Boston, anarchiste.  
*Coast Seamen's Journal*, 513 1/2 East  
street, à San Francisco.  
*Vorwaerts*, East Fourth street, à  
New-York City.  
*Lucifer*, M.-E.-C. Waller Valley  
Falls, Jefferson County, à Kansas,  
libre-pensée.  
*Volks Anwalt*, Cincinnati, à Ohio,  
socialiste.  
*Znabria*, 293, Madison street, à New-  
York, socialiste.  
*Volks-Anwalt*, 2524, Maple Ave à  
Philadelphie.  
*Der Arbeiter Zeitung*, 31, Henry  
street, à New-York, socialiste-juif.  
*Der Arme Teufel*, Détroit, à Michi-  
gan, individ.-anarchiste.  
*The Beacon*, 319, Firth street San-  
Francisco, à Cal, libre-pensée.  
*The Truth Seeker*, à New-York.  
*Die Facket*, 28, Market street, à Chi-  
cago, socialiste.  
*New-Yorker Volkszeitung*, 184, Wil-  
liam street, à New-York, socia-  
liste  
*Saint-Louis Tageblatt*, à Saint-Louis  
— (Ms), socialiste.  
*Cincinnati Zeitung*, 28-32, West-  
court str., à Cincinnati — (O.),  
socialiste.  
*The People*, 184, Williams street, à  
New-York, socialiste.  
*Indiana Tribune*, à Indianapolis —  
Ind., socialiste.  
*Arbeiter Zeitung*, à Buffalo — N.-Y.,  
socialiste.

*Volksfreund*, Cleveland — Ohio,  
socialiste.

*Journal of the Knights Labor*, or-  
gane des Chevaliers du travail, à  
Philadelphia — Pa.

*Bakers' Journal*, à New-York, or-  
gane des travailleurs boulangers.

*Wood Workers' Journal*, à New-  
York, organe des menuisiers de  
l'Amérique

*La Cronica*, à Los Angeles — Cal.

*The Irish World*, 17, Barclay, str.,  
à New-York, irlandais.

*Southern Industry*, à Nouvelle-Or-  
léans.

*Arbeiter Zeitung*, 1153, Mission str.,  
à San-Francisco — Cal.

*The Truth*, 65-67, Suffolk street, à  
New-York, langue hébraïque.

*L'Egoïsme*, à San-Francisco.

*Paterson Labor Standard*, at 88,  
Washington street, à Paterson.

*Tyui*, Liberté, à San-Francisco (écrit  
en langue japonaise), S. Shikitsu,  
314, O'Farrel street.

*Craftsman*, à Washington.

*Arbeiter Zeitung*, à Chicago, Ran-  
dolph, Market str.

*Tagblatt*, à Philadelphie — quotid.  
socialiste.

*Freiheit*, 167, William str., à New-  
York, anarchiste.

*Proletar*, 635, E. 11th. str., à New-  
York.

*New England Anzeiger*, 227, Steat  
str., à New-Haven — Connecticut.

*Budoucnost*, V. Furck, 741, Loomis  
str., à Chicago.

*The United Irishman*, réd. O. Dona-  
van Rossa, 12, Chamber str., à  
New-York.

*Free Press*, Baltimore, à Maryland.  
*The Cincinnati Unionist*, 31 1/2 W.  
Third street, à Philadelphie.

*The Labor enquirer*, Denvers, 363,  
Larimer str. — Colorado.

*Bzsoladi*, 415, E. 78, St. à New-  
York.

*Truth*, 805, Markand, 1236-215, 152,  
à San-Francisco — Californie.

*Labor*, à Saint-Louis — (Mo.), socia-  
liste.

AMÉRIQUE DU SUD

*El Artesano Comercio*, 85, à Rosario  
— République Argentine.

*La Revista de la Fraternidade*, à Buenos-Ayres — République Argentine.

*El Perseguido*, cassila delle Correo 1666, à Buenos-Ayres — République Argentine.

*Los Principios*, à Santa-Fé — République Argentine.

*El Reformista*, à Juarès — République Argentine.

*La Montana*, à Cordoba — République Argentine.

*Il Bersagliere*, à Rosario — République Argentine.

*El Corondino*, v Coronda — République Argentine.

*Los Andes*, à Mendoza — République Argentine.

*La Justicia*, à Buenos-Ayres — République Argentine.

*La Tribuna Popular*, à Montévideo — Uruguay.

*El Tipografo*, à Hundenas — Uruguay.

*La Razon*, à Santiago — Chili.

*Discussão*, à Pelotas — Brésil.

*Libertador*, à Ceará — Brésil.

*El Eter*, 182, Calle de Arequipa, à Lima — Pérou.

*El Porvenir*, 7, Calle comercio, 24, à Carmelo — République Dominicaine.

*El Cronista*, à Panama — Colombie.

*La Republica*, à Tegucigalpa — Honduras.

*La Gaceta*, à San José République de Costa-Rica.

*El Obrero*, Casilla del Correo N°2079, à Buenos-Ayres.

*La Vanguardia*, 959 Chile, à Buenos-Ayres.

*L'Avenir Social*, Reconquista, 557, à Buenos-Ayres.

*La Nacion*, à Tegucigalpa — Honduras.

*La Union*, 36, Calle de la Aurora, à San Salvador — Salvador.

*El Maestro*, à San-José — Costa Rica.

*El Artesano*, 21, Calle de Merced, à San-José — Costa Rica.

*La Agricultura*, 6, Novela avenida Norte — Guatemala.

*El Guatemalteco* — Guatemala.

#### DANEMARK

*Sozialdemokraten*, à Copenhague — quotid.

*Ravnen*, à Copenhague — hebdom., illustré.

*Arbeideren*, à Copenhague — hebdom., socialiste.

*Demokrrien*, à Aarhus — quotid., socialiste-démocrate.

*Horsens-Arbejderblad*, à Horsens — quotid., socialiste-démocrate.

*Randers-Arbejderblad*, à Randers — quotid., socialiste-démocrate.

*Nordjyllands-Arbejderblad*, à Aalborg — quotid., socialiste-démocrate.

#### POLOGNE

*Przedswit* (L'Aurore), revue mensuelle à Londres.

*Naprzod* (En avant), à Cracovie — hebdom.

*Nowy Robotnik* (Le nouvel ouvrier), à Lemberg.

*Gazeta Robotnicza* (Journal ouvrier), à Berlin.

*Pobudka* (La diane), à Paris — mensuel.

*Przeгляд Socjalistyczny* (Revue socialiste), à Paris — trimestriel.

*Bocian* (La Cigogne), à Lemberg — illustrée, hebdom.

#### ROUMANIE

*Munca*, strada Academiei, à Bucarest, collectiviste.

*Critica Sociala*, à Jassi, collectiviste.

*Gutenberg*.

*Literatura si Stiinta*, à Bucarest, Gherca, dir.

#### BULGARIE

*Den*, à Choumla, revue, social-démoc.

*Social-Democrat Revue*, à Rousse.

*Rabotnik* (journal), organe du parti démocrate-socialiste bulgare, à Tirnowo.

*Drugara* (le camarade), à Sophia.

#### GRÈCE

*Le Socialiste*, rue du Stade, à Athènes, chez M. S. Kallergis.

*Société Socialiste*, à Athènes.

*Le Réformateur* (melarithmistis), à Athènes.

#### NORVÈGE

*Social-Demokraten*, à Kristiania.

*Arbeiderens-Røst*, à Bergen.

*Samtiden* (revue men.), à Bergen.

**SUÈDE**

*Arb tet*, Norregatan, 36, à Malmo —  
quotid.  
*Proletären Nourköping*.  
*Social-Demokraten*, Stockholm.

**SERBIE**

*Le Social-Démocrate*, à Belgrade.  
*Zanatliski Savez*, à Belgrade.

**ESPAGNE**

*El Eco de los Fonderos*, San Martin  
de Provencals, corporatif.  
*La Revista Social*, à Barcelona, cor-  
poratif.  
*La Conquista del Pán*, à Barcelona,  
anarchiste.  
*El Sociatista*, 8, calle Hernan Cor-  
tès, à Madrid (organe officiel des  
marxistes espagnols).  
*La Nueva-Espana*, Espiritu santo,  
41, pral Centro, à Madrid.  
*El Obrero*, Iglesia, 220, à Ferrol,  
parti ouvrier.  
*La Guerre Sociale*, calle del Olmo,  
10, 1<sup>o</sup>, Barcelona, parti ouvrier.  
*El Grito del Pueblo*, calle de Liorna,  
11, Alicante, parti ouvrier.  
*El Productor*, San Olegario, 2, 1<sup>o</sup>, à  
Barcelone, anarchiste.  
*La Tramontana*, carrer de Ponent,  
1, à Barcelone, anarchiste-libre-  
pens.

*La Igualdad*, général Cartillo, J. LI,  
à Bilbao, parti ouvrier.

*La Bandera*, Proja, plaza del Olivar,  
n<sup>o</sup> 4, Palma de Mallorca, parti  
ouvrier.

*La Union Tipografica*, organo de los  
tipografos asociados espanoles,  
calle de Jardines, 20, 2<sup>o</sup>, Madrid,  
corporatif.

**PORTUGAL**

*O Seculo*, à Lisbonne, républicain,  
socialiste; dir. : Magalhães-Lima.  
*A Voz de Operario*, S. Vicente, 28,  
à Lisbonne, marxiste.  
*O Protesto Operario*, rue de Jaça  
Braz, à Lisbonne.  
*O Expresso*, Calçada do Carmo, 25,  
1<sup>o</sup>, à Lisbonne.  
*A Aurora do Cavado*, à Barcellos.  
*A Folha do Povo*, rua dos Mouros, à  
Lisbonne.  
*A Vanguarda*, Chiado, à Lisbonne.  
*A Voz de Publica*, à Porto.  
*O Povo de Aveiro*, à Aveiro.  
*A Idea Nova*, à Barcellos.  
*O Dia*, à Lisbonne.  
*A Federação*, à Lisbonne.  
*O Povo de Chaves*, à Chaves.  
*O Povo do Norte*, villa Real-Sémanal.  
*Transmontana*, villa-Real.

**TABLE DES MATIÈRES**

|                                                                                 | Pages.  |                                                                              | Pages.   |
|---------------------------------------------------------------------------------|---------|------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Avant-propos .....                                                              | III     | Les Arrivés, Georges Renard .....                                            | 28       |
| Annuaire pour l'année 1896 ..                                                   | IV      | Sonnet, Louis Veuillot .....                                                 | 31       |
| Calendrier .....                                                                | V à XVI | Anecdotes .....                                                              | 31       |
| Concentration capitaliste, trusts<br>et accaparements, P. Argy-<br>riadès ..... | 1       | La guerre est-elle nécessaire,<br>Ch. Letourneau .....                       | 33       |
| Demain, A. Bebel .....                                                          | 19      | La République universelle,<br>Jacques Gueux .....                            | 37       |
| Le chant des mineurs, C. Hu-<br>gues, avec musique de Fo-<br>rest .....         | 20      | Sociologie positive, G. de Greef<br>Marrons d'Inde, E. Thiau-<br>dière ..... | 39<br>41 |
| Ma première révolte, Marya<br>Chéliga .....                                     | 21      | Les malheureux, L. Acker-<br>mann .....                                      | 43       |
| Hypocrisie bourgeoise, F. An-<br>gels .....                                     | 23      | L'action, A. Millerand .....                                                 | 45       |
| Paysage d'alcool, G. Geffroy ..                                                 | 24      | Les mouches et les araignées,<br>P. Mink .....                               | 47       |
| Le Pressoir (poésie), E. Pottier                                                | 26      | Le sang des martyrs, J. Jouy                                                 | 50       |
| La Grève de Carmaux, Jaurès                                                     | 27      |                                                                              |          |

|                                                                                           | Pa ges. |                                                                             | Pages.  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------|-----------------------------------------------------------------------------|---------|
| Sous Guillaume II, sous Frédéric II.....                                                  | 51      | Une page incomparable de Machiavel.....                                     | 133     |
| Question mal posée, <b>A Goullé</b>                                                       | 51      | Peuple qui pleure, bourgeois qui rit, <b>J. Allemans</b> .....              | 136     |
| Le mépris des richesses, <b>Alice Bron</b> .....                                          | 53      | La débâcle, <b>F. Pelloutier</b> ...                                        | 138     |
| Unité européenne, <b>H. Brissac</b>                                                       | 55      | Suppression de l'ambassade auprès du pape, <b>Prudent-Dervilliers</b> ..... | 140     |
| Vieilles vérités, <b>Hamon</b> .....                                                      | 57      | Statistiques diverses.....                                                  | 141     |
| La démocratie chrétienne en Belgique, <b>L. Bertrand</b> ....                             | 60      | Nasr-Eddin Hodja, <b>P. A</b> .....                                         | 145     |
| L'éternelle dupe, <b>Fournière</b>                                                        | 62      | La législation directe, <b>Char-nay</b> .....                               | 148     |
| Les foins coupés, <b>Eugénie Potonié-Pierre</b> .....                                     | 63      | Le problème est double, <b>Bar-rès</b> .....                                | 150     |
| Un impudent aveu, <b>G. Lefran-çais</b> .....                                             | 67      | Deux infâmes, <b>Cipriani</b> .....                                         | 152     |
| Les élections municipales de 1896, <b>E. Landrin</b> .....                                | 73      | Allons faire un tour à la ban-que, <b>J.-B. Clément</b> .....               | 156     |
| Le vagabond, <b>M. Pelloutier</b>                                                         | 74      | Paris veau, <b>L. Michel</b> .....                                          | 157     |
| Le sabre et le béatifier, <b>H. Ro-chefort</b> .....                                      | 75      | Evolution, révolution, <b>Chau-vière</b> .....                              | 158     |
| Pensées, maximes, mots de combat.....                                                     | 76      | La propriété, <b>F. Coppée</b> ....                                         | 161     |
| Les Jeux olympiques et le tem-ple de Jupiter olympien, <b>G. Spiridès</b> .....           | 77      | Le socialisme au Brésil, <b>Maga-lhães Lima</b> .....                       | 161     |
| Appropriation, <b>J.-L. Breton</b>                                                        | 79      | L'année internationale, <b>Du-breuilh</b> .....                             | 163     |
| Nos morts.....                                                                            | 82      | L'Independent Labour Party, <b>Keir-Hardie</b> .....                        | 171     |
| Paris la misère, <b>Clémenceau</b>                                                        | 84      | Fétichisme, <b>J. Jouy</b> .....                                            | 172     |
| Le préjugé, <b>Simonde de Sis-mondi</b> .....                                             | 87      | Notre objectif, <b>J. Guesde</b> ...                                        | 174     |
| Pensées comico-philosophiques                                                             | 91      | Apothéose de l'humanité,<br><b>Grand-Mougin</b> .....                       | 175     |
| Le chômage ( <b>Yves Guyot</b><br>d'autrefois).....                                       | 93      | Tous décorés, <b>H. Turot</b> ....                                          | 175     |
| Socialisme communal, <b>A. Ve-ber</b> .....                                               | 94      | Au paysan, <b>J. Guétré</b> .....                                           | 177     |
| La chanson du petit bâtard,<br><b>Ed. Guy</b> .....                                       | 96      | Antisémitisme, <b>Bernard La-zare</b> .....                                 | 179     |
| Développement du crime par la religion, <b>Vanderveelde</b>                               | 96      | Pensées, <b>Thiaudière</b> .....                                            | 180     |
| Les âmes simples, <b>O. Mirbeau</b>                                                       | 100     | Unissons-nous, <b>H. Place</b> ....                                         | 181     |
| La lutte pour la mort et l'asso-ciation pour la vie, <b>D. Des-camps</b> .....            | 104     | Le problème social, d'après Proudhon, <b>H. Denis</b> .....                 | 182     |
| Le pain et l'humanitarisme,<br><b>V. Barrucaud</b> .....                                  | 107     | Monseigneur, drame.....                                                     | 184-234 |
| Pensées diverses, <b>P. Mink</b> ...                                                      | 108     | Les satrapes dorés, <b>Victor Hugo</b> .....                                | 234     |
| Qu'est-ce qu'une constitution,<br><b>Lassalle</b> (traduit par <b>Ed. Vaillant</b> )..... | 110     | La poésie de la science, <b>René Ghil</b> .....                             | 235     |
| L'avenir, <b>E. Zola</b> .....                                                            | 125     | Unité d'action du parti Socia-liste, <b>Alavaill</b> .....                  | 236     |
| Les villes en l'air.....                                                                  | 125     | Bescenta de croix, <b>J. Riche-pin</b> .....                                | 238     |
| Les médailles ouvrières, <b>De-jeante</b> .....                                           | 130     | L'hospice et la prison, <b>A. Leroy</b> .....                               | 239     |
| La loque rouge, <b>H. La Fon-taine</b> .....                                              | 131     | La Patrie, <b>Boulard</b> .....                                             | 239     |
| Le chant du prolétaire, <b>Elie Ducommun</b> .....                                        | 133     | La Macédoine, <b>Argyriadès</b> ..                                          | 240     |
|                                                                                           |         | Bibliographie.....                                                          | 245     |
|                                                                                           |         | Liste générale des journaux...                                              | 247     |